

UNIVERSITE DE PARIS I
SORBONNE-PANTHEON
Département de Sciences Politiques
Année universitaire 1996-97

INSTITUT KURDE DE PARIS
BIBLIOTHÈQUE

LIV. - FRA.
3908 (2)

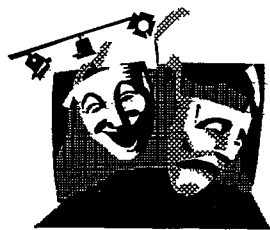
Thèse de doctorat

**La géostratégie de l'Asie centrale : fragmentation, interdépendance,
recomposition**

TOME II

**Préparée par Darius A.R TAVASSOLI
Sous la direction de Mr le Professeur Michel LESAGE**

2^{ème} Partie ; INTERDEPENDANCE



« ... *Your past is your future,
left behind,
lost in time,
will you surrender?* »¹

(Black Sabbath)

Il existe une autre façon de saisir la dynamique étatique autrement que dans sa genèse mais dans son produit. Dans cette perspective, le mouvement générateur de l'Etat occidental s'appuie sur une série des éléments successifs dont Charles Tilly dresse la liste : la construction d'une force armée, la mise en œuvre d'un système de prélèvement fiscal, l'imposition d'une police intérieure, le contrôle du ravitaillement en vivres, la formation d'un personnel technique, plus tard la réglementation d'une activité manufacturière, l'endoctrinement idéologique et la poursuite de visées impérialistes. En réalité, l'énoncé couvre une trop large période de temps et néglige l'interdépendance de ces différents composants.

Les études historiques doivent jouer un rôle important pour comprendre les changements fondamentaux qui ont affecté l'Eurasie. S'il est vrai que la recherche historique est « *l'intersection de ce que l'on attendait avec ce que l'on n'attendait pas* »², l'histoire peut aider les analystes à expliquer les fractures géopolitiques de ces dernières années et les aider à envisager les grandes lignes de l'avenir. Toute analyse acceptable de ces remous doit replacer l'effondrement et les transformations de l'URSS au sein d'un contexte plus large qui englobe les héritages complexes du passé. L'Histoire influence le comportement des Etats dans au moins deux sens : en tant que processus et en tant que mémoire. En tant que processus naturel et social, l'histoire crée des réalités sociales et politiques qui exigent une action politique mais qui imposent aussi des contraintes aux choix des dirigeants. En tant que mémoire car on peut considérer que les événements historiques exercent leur plus forte influence sur les individus qui les ont vécus au cours de leurs années de formation, mais la mémoire collective d'un pays est aussi formée et transmise par les fêtes populaires et les commémorations folkloriques, les arts, l'écriture de l'histoire et le système éducatif du pays. De cette façon, les principaux événements historiques sont intégrés dans un « *grand roman de gouvernement* », une esquisse historique générale qui donne aux membres de la société un sens de leurs origines communes et des objectifs communs.

L'économie constitue le premier de ces 'vécus communs'. L'Asie centrale est liée à la Russie par l'infrastructure que celle-ci a mise en place durant plus de deux siècles de colonisation. La division interne du travail, la monoculture, du coton ici, du gaz ailleurs en font des maillons d'une chaîne au moins à court

¹ « *Ton passé est ton avenir, laissé derrière, perdu dans le temps, vas-tu abandonner ?* »

² J. L. Gaddis, *Tectonics, History, and the End of the Cold War*, Occasional Paper, Ohio State University: The Mershon Center, 1992, p. 3.

terme. La tendance à aller vers une mondialisation des échanges exige de consentir cette interdépendance. Les économies industrielles sont de plus en plus en quête d'une homogénéisation des comportements interdépendants.

En effet, les économies industrielles modernes font également sentir leurs exigences à l'intérieur des sociétés capitalistes ; au milieu des années 70 cela avait donné lieu, au sein du développement des études '*d'interdépendance*', à une deuxième approche évolutionniste linéaire de la théorie des relations internationales. L'émergence de cette théorie reflétait l'insatisfaction largement répandue envers la tendance '*réaliste*' qui réduit le monde de la politique à une simple lutte pour le pouvoir.

Aucune nation ou groupe de nations, n'avait mis ce mouvement en marche ; mais c'était au contraire le produit de quelque chose que Marx aurait pu admettre comme '*un changement fondamental dans les moyens de production avec à la fois des conséquences structurelles et comportementales*'. Les relations fondées sur l'intégration et la coopération devenaient au moins aussi importantes que celles menées selon les règles dépassées de l'équilibre des pouvoirs. Des '*systèmes de collaboration internationale*' faisaient leur apparition dans certaines zones, en même temps que se poursuivaient des rivalités internationales dans d'autres³. Cette approche fournit la meilleure introduction à cette partie⁴.

Cependant, il existait une difficulté à étendre la notion d'interdépendance de '*l'économique*' au '*géopolitique*'. Si en réalité les exigences des économies industrielles modernes liaient plus étroitement que jamais les nations entre elles, alors la probabilité d'une guerre entre ces nations devrait avoir diminué : le libéralisme classique a longtemps affirmé que les nations qui entretenaient des relations commerciales auraient peu de raison de se combattre. Mais les '*régimes de sécurité*' vus dans le contexte de la guerre froide sont nés de problèmes de sécurité. Donc, selon ces perspectives '*évolutionnistes linéaires*', une réconciliation américano-soviétique aurait dû être une évolution totalement prévisible. La fin de la guerre froide était '*sur-déterminée*' du fait de plusieurs processus historiques distincts - l'invention des armes nucléaires, les coûts sans cesse croissants de la guerre conventionnelle et le progrès vers la démocratisation, tout comme le dilemme du développement du marxisme-léninisme, la tendance vers l'interdépendance, et l'apparition des régimes - tous orientés vers le même résultat. Ces processus sont devenus apparents seulement dans le temps : le passage du temps qui a fait apparaître leurs effets mais une fois apparus ils étaient irréversibles, tout comme le temps lui-même. Les vieilles façons de procéder, une fois brisée, ne peuvent plus être réutilisées.

Toujours est-il que cette interdépendance se fait sentir avant tout à l'égard de la Russie. Par exemple, est-ce que les animosités entretenues par les politiques

³ KEOHANE. Robert. O & NYE. Joseph. S *Power and Interdependence* : World Politics in Transition Boston Ed : Little Brown 1977. tout particulièrement pp.3-22

⁴ KRASNER. Stephen. D *International Regimes* London; Ed: Cornell University Press; 1993.

oppressives sur les nationalités mises en œuvre pendant la majeure partie de la période soviétique seront capables de fracturer d'une manière définitive les liens entre la Russie et les autres anciennes républiques ou est-ce que le niveau élevé d'interdépendance économique établi au cours de ces mêmes années finira par neutraliser ces forces centrifuges pour conduire à une certaine intégration politique ? Préoccupé par la détérioration des relations économiques entre le Kazakhstan et la Russie et par la course à l'établissement de relations avec d'autres pays, le Président Nazarbaïev s'interrogea : « *Pourquoi avons-nous cessé de nous faire confiance les uns aux autres pour faire confiance à l'Occident ? Après tout, nous avons une Histoire commune et de bonnes relations. Je souhaite vraiment voir la réussite des réformes en Russie et j'aimerais que chacun en Russie comprenne les enjeux en cours car nos économies sont fortement interdépendantes. Elles dépendent donc toutes de l'évolution et du succès des réformes en Russie* »⁵. Cette phrase de Nazarbaïev résume ce qui constitue l'interdépendance tant économique qu'historique, culturelle, politique voire stratégique.

Cette *interdépendance* se joue dans un contexte global de 'nouvel ordre mondiale'. La fin du monde bipolaire nous met face à un désastre : un 'monde privé de sens', où un « Nord industriel » se trouve face à un « Sud moins développé ». Où passent donc les *limes* entre ces deux mondes dans les confins sud de la Russie ? Il se trouve que l'ambiguïté ne se situe pas seulement en Asie centrale mais au Caucase, voire en Turquie.

Il est évident que ces pays sont dépendants de la Russie et d'autres éléments de la CEI, au moins pour le moyen terme ; ils sont, par ailleurs dépendants les uns des autres, ainsi que de leurs voisins immédiats. Cette interdépendance les amène à chercher ensemble (ce qui ne veut pas dire forcément en concertation) des bases de nouvelles règles du jeu. Dans ce cadre, la Russie a un poids toujours non négligeable dans ces négociations tacites ; elle les influence et est à son tour influencée par la mutation de ces républiques.

Avant d'aborder les influences et les conséquences d'une présence russe en Asie centrale, il paraît nécessaire de préciser qu'on fait délibérément la distinction entre la Russie et la CEI. Nous traitons en deux chapitres d'abord la présence russe comme générateur d'une dynamique vieille de deux siècles, et ensuite la CEI, non pas comme un simple instrument du jeu régional russe, mais comme « *un mécanisme autonome mis en place par un ensemble d'acteurs étatiques en vue de combler en partie le vide laissé par la disparition de l'URSS* ; ceci après un chapitre consacré à l'économie en Asie centrale. Bien que la mise en œuvre active du dispositif militaire russe au Tadjikistan n'était pas exempte d'ambiguïtés - Les 'forces d'interposition de la CEI' sont pour l'essentiel russes -, il existe une dynamique croissante de la prise en compte des attentes des

⁵ Moscow Central Television First Program and Orbita Network, 24 June 1992, in *FBIS-SOV*, 7 July 1992, p. 54.

autres acteurs dans la région. D'autres interventions dans le Caucase appellent les mêmes réserves ; la protection des intérêts des '*compatriotes de l'étranger*' souffre des mêmes ambiguïtés. Mais il est de plus en plus clair que la CEI ne peut plus être l'URSS.

En comparant le rôle joué par la Grande-Bretagne dans ses anciennes colonies et la création du Commonwealth, et celui joué par la France en Indochine et en Algérie, on met l'accent sur la difficulté d'adopter une attitude d'arbitre dans ces zones comme l'a fait la France ; c'est dans le cadre d'une communauté telle que le Commonwealth, qu'il pourrait y avoir un rôle d'arbitre joué par la Russie et non pas directement⁶.

⁶ SOLODOVNIK. Sergeï. V « *Central Asia : A New Geopolitical Profile* » Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.

Cinquième chapitre : Une Interdépendance économique.

Avec la dislocation de l'URSS et l'arrivée de ces cinq pays sur la scène internationale, à la lumière du peu d'information que nous avons eu sur cette région, on entendait presque partout que ces pays sont sur le point d'éclater à cause de leur pauvreté économique ou de leur misère croissante. Pour légitimer ces propos, on invoquait la statistique de l'URSS, pour démontrer par exemple que « *le Turkménistan est le pays le plus pauvre de l'URSS* » ou que « *le Tadjikistan est le dernier pays de l'ensemble de l'empire, en terme de croissance* », etc. Mais il faut dire que ces statistiques mettaient face à face l'économie de l'URSS, avec ses énormes faiblesses, et les pays d'Europe. Il est clair que dans ce cadre, ces économies paraissaient très primitives par rapport à des pays comme le Danemark, la France ou la Grande Bretagne¹. Nous avons été amenés sur le terrain d'une mauvaise appréciation de la situation de ces républiques. Il faut noter que la 'misère' de ces pays n'a rien de commun avec celle des pays d'Afrique, d'Amérique Latine ou même des pays plus proches d'eux comme le Bangladesh ou l'Asie du sud. La croissance annuelle de ces pays est de 3 ou 4%² et ils se situent à un bon niveau d'échange commercial par rapport aux pays voisins du sud. La part de la population qui a effectué des études supérieures, est une des plus élevées du monde et le chômage n'y fait actuellement pas les mêmes ravages qu'Europe occidentale ou en Europe de l'Est ; « *Le niveau de développement de l'Asie centrale par rapport à ses voisins est difficile à évaluer. Si l'on s'en tient à la structure de sa population active ou à sa croissance démographique, la région s'apparente à L'Iran ou à la Turquie. En revanche, si l'on retient le taux d'alphabétisation ou le nombre de médecins par habitant, elle paraîtra plus proche de la Russie* »³.

L'impact du régime soviétique sur la région fut grand. Les efforts frénétiques de Staline pour reconstruire les économies d'Asie centrale eurent un effet désastreux sur certaines populations autochtones. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les brutales campagnes de collectivisation des pratiques

¹ La plupart des statistiques publiées en France comparent ces pays avec les résultats de l'économie française; c'est notamment le cas de la *Documentation Française*; de même en Angleterre où l'étalon de mesure est la Grande Bretagne comme dans les publications du *Royal Institut of International Affairs*. Il est évident que leur premier souci est de laisser le lecteur avec un point de repère, mais d'autres exemples plus proches pour montrer la relativité des chiffres, sont indispensables.

² Nous pouvons effectuer les mêmes types de comparaisons: alors que la croissance annuelle de la France est de 1,5% en 1991, celle du Turkménistan est de plus de 3%, pour la même période. *Economic Review* FMI 1991 Washington D C.

³ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par MONTESQUIOU. Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée.

agricoles des peuples nomades ou semi-nomades de la steppe. Près des deux-tiers de la population Kazakhe pré-révolutionnaire furent tués ou poussés à l'exil pendant la période qui va de la guerre civile Russe à la collectivisation du début des années 1930⁴. Bien que les planificateurs de Moscou aient décrété que les industries d'extraction devaient être développées en Asie centrale, ils ne construisirent pas d'industries de transformation ou de production industrielle dans la région ; à la place, ils lui donnèrent un rôle principal dans la production de produits agricoles, surtout du coton. En résumé, « *la politique de Moscou était d'utiliser l'Asie centrale comme une sorte de Tiers monde adjacent disposant de mines et faisant pousser des matières premières, mais sans les transformer* »⁵.

L'économie de ces pays souffre plus d'un mal d'ordre *conjuncturel*; la « *division interne du travail* » du système soviétique a fait de ces Etats des *entités dépendantes* les unes des autres, à cause de leur *monoculture individuel*. L'agriculture de ces Etats reste, pour la plupart, une monoculture de coton, leur industrie, une monoculture des matières énergétique et les services y sont d'une manière générale monopolisés par les activités d'ordre bureaucratique.

Pourtant l'intérêt des études sur l'économie de ces républiques est double ; indépendamment du fait d'élucider un coin sombre du centre du continent asiatique, ces économies constituent *un cas d'école*. « *Ce redoublement d'intérêt se heurte pourtant à de sérieuses difficultés d'interprétation, dans la mesure où la désintégration de l'ex-URSS a créé une situation historique inédite pour laquelle la théorie économique manque d'outils d'analyse appropriés* »⁶, car à l'absence de mécanismes fédérateurs au plan régional et au caractère inédit du type de transition envisagé s'ajoutent les difficultés classiques liées à l'application des programmes d'ajustement structurel.

Mais « *L'Organisation politique peut en effet être un frein objectif aux réformes dans la mesure où les structures clientélistes se marient aisément avec le système soviétique : le maintien de clans au pouvoir, l'institution des relations familiales dominant la pratique politique ouzbek. Le terme de mafia est impropre dans la mesure où culturellement, le service rendu à un membre de la famille est une obligation sociale* »⁷.

En dehors des légitimités ethniques et nationalistes, il existe d'autres voies plus modernes pour solidifier les bases du pouvoir en place. Les présidents kazakh et kirghize ont choisi le chemin le plus accepté par les pays occidentaux, la Banque Mondiale, le FMI et les autres instances financières internationales: *la voie de la démocratie sous sa forme 'occidentale' et, de même celle de*

⁴ BRILL OLCOTT, Martha « *Nation-Building and Ethnicity in the Foreign Policy of the New Central Asian States* » in : Russian Littoral Project Working Paper n° 20, draft, UMCP/SAIS, juin 1993.

⁵ *Ibid.*

⁶ BERAUD, Philippe « *Des économies à la recherche d'une transition* » in : Collectif Asie centrale L'apprentissage de la démocratie in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

⁷ ZLOTOWSKI, Yves « *L'Ouzbékistan ou la transition enlisée* » in : Economie Internationale n° 60, 1^{er} trimestre 1995.

« *l'économie de marché* ». Ils voient d'un oeil méfiant ce qui se passe au Tadjikistan; leur stratégie vise, à long terme, à obtenir la confiance des pays riches pour combler leurs besoins économiques, mais aussi à acquérir une notoriété auprès de la Russie. Un aperçu économique nous permet de mieux connaître la démarche régionale de ces pays. Les kazakhs, les Ouzbeks et les Turkmènes misent sur leur immense capacité énergétique, alors que les kirghizes semblent privilégier une attitude plus modérée mais « *au minimum, il faut donner aux citoyens de bonnes raisons de croire que la situation économique du pays est en train de s'améliorer, même si il y a encore un long chemin à parcourir. En temps de troubles, la perception par l'opinion des tendances en cours peut s'avérer bien plus importante que la réalité elle-même* »⁸.

« *Il existe deux alternatives dans le cadre de ces républiques : intégration à l'instar de l'Union Européenne et de l'ASEAN ou un schéma d'interdépendance comme les pays du Moyen-Orient ou de l'Asie de sud-est* »⁹.

Que signifie une interdépendance économique? Selon A.O. Hirschman, l'interdépendance économique peut être une source de guerre¹⁰. Est-ce que la région est susceptible de passer à des actes de conflit?

L'initiation à l'économie de marché est le premier pas dans la direction de l'indépendance économique ; cette indépendance est liée à un ensemble d'enjeux stratégiques. Une deuxième section nous permettrait de voir les modalités de la gestion de la politique énergétique de ces pays qui constitue un enjeu stratégique. Finalement un ensemble de questions liées à différentes ressources naturelles sera examiné.

⁸ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères *op.cit.*

⁹ SOLODOVNIK. Sergeï. V « *Central Asia : A New Geopolitical Profile* » Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.

¹⁰ - HIRCHEMAN. A.O National Power and the Structure of Foreign Trade Californie Ed : Berkely University of California Press, 1945.

5-1 Initiation à l'économie de marché.

Nous examinons premièrement l'impact des choix opérés par ces Etats en matière d'industrialisation et de stratégie de développement. Si les républiques d'Asie centrale devaient se spécialiser dans un schéma d'industrialisation à dominante minière, elles pourraient se trouver rapidement exposées aux formes de désarticulation économique et sociale générées par les effets du *dutch disease*. Le blocage de développement industriel se doublerait alors d'un alourdissement des contraintes qui s'exercent sur l'ajustement de la politique budgétaire vis-à-vis de variables exogènes comme les fluctuations du cours des matières premières, se la demande et les substituts. Cette tendance lourde est d'ores et déjà à l'oeuvre, si l'on considère la dynamique asymétrique des échanges extérieurs des Etats membres de la CEI pris dans leur ensemble, comme le montrent les données réunies dans les tableaux suivants.

Evolution du PIB, de la production industrielle (PI) et agricole (PA) et des investissements (I) (en % à prix constants).

	<i>Azerbaïd</i>	<i>Kazak</i>	<i>Kirghizst</i>	<i>ouzbék</i>	<i>Tadjik</i>	<i>Turkmenistan</i>
PIB						
1992	-22,1	-13,0	-13,0	-11,1	n.d.	n.d.
1993	-19,0	-12,9	-12,9	-2,4	-17,3	n.d.
1994	-22,0	-25,0	-25,0	-4,0	-12,0	n.d.
PI						
1992	-23,7	-13,8	-26,4	-6,7	24,2	-14,9
1993	-7,0	-14,8	-25,3	-7,0	-19,5	+4,0
1994	-24,8	-28,5	-24,5	+1,0	-30,8	-25,0
PA						
1992	-25,0	+1,0	-5,0	-6,0	-27,0	-9,0
1993	-15,0	-5,0	-10,0	+1,0	-4,0	+16,0
1994	-13,0	-17,0	-15,0	-1,0	-25,0	+2,0
I						
1992	-30,0	-47,0	-35,0	-32,0	-42,0	+20,0
1993	-27,0	-17,0	-31,0	-5,0	+0,1	+45,0
1994	+120,0	-33,0	-49,0	-20,0	-43,0	n.d.

Source : Comité des statistique de la CEI ; Ceducee, 1995

**Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)
et des revenus monétaires nominaux des ménages (RMM)**

	<i>Azerbaïd</i>	<i>Kazak</i>	<i>Kirghizst</i>	<i>ouzbék</i>	<i>Tadjik</i>	<i>Turkménistan</i>
IPC						
1992	1070	885	906	599	913	710
1993	980	1350	1190	1100	2140	1900
1994	1980	1877	278	1550	239	2714
RMM						
1992	399,4	568,8	329,8	406,51	241,0	606,9
1993	840,8	965,1	575,7	030,2	060,4	1536,4
1994	783,8	1011	201	784,4	-22,	661,5

Source : Comité des statistiques de la CEI ; Ceducee, 1995.

Sans avoir l'ambition de proposer un schéma de développement alternatif susceptible d'infléchir les tendances de l'économie de la période de transition, il nous semble cependant utile de rappeler *in fine* des évidences qui devraient peser sur les choix de politique économique des républiques d'Asie centrale. En premier lieu le profil économique de ces Etats, incarné aujourd'hui par la CEI, notamment dans le domaine des échanges commerciaux et peut-être demain par d'autres projets fédérateurs régionaux, avec l'Iran, le Pakistan et bien entendu la Turquie. En second lieu la régularisation économique ne peut s'affirmer comme facteur de succès que si elle s'accompagne de la mise en place de nouvelles institutions aptes à opérer des médiations et des compromis entre l'Etat et le marché ; des institutions susceptibles également de favoriser la répartition à l'échelle régionale de ressources stables constituées par les aides internationales et les investissements directs étrangers. Au total, il est aussi peu crédible d'imaginer un développement économique des républiques d'Asie centrale sans une solidarité régionale solidement ancrée sur la reconnaissance des intérêts mutuels intra-CEI et intra-zone que d'espérer voir ces Etats réaliser une transition vers l'économie de marché en quelque sorte *ex nihilo*, c'est-à-dire sans les effets d'apprentissage irremplaçables suscités par les institutions d'accompagnement qui ont contribué ailleurs à façonner l'histoire contemporaine du capitalisme industriel. Dans cette section, on se propose d'étudier le choix de la politique économique de ces Etats ainsi que les modalités de la transition choisie et l'évolution de leur commerce extérieur.

5-1-1 Les choix de la politique économique.

Le **Kazakhstan**, avec plus de 17 millions d'habitants, cette république que de nombreux géographes classent à part, entre la Russie et l'Asie centrale, est selon l'expression de J. Radevanyï, « *une république écartelée* »¹¹. Elle mérite ce qualificatif à plus d'un titre. Sa partie septentrionale est la continuation des terres noires de la Russie et sa partie méridionale est plus proche, physiquement et économiquement de l'Asie centrale, les deux étant séparées par une zone désertique. Après la Russie et l'Ukraine, l'économie kazakh était la troisième de l'ex-URSS, dont elle possède plus de 34% des terres arables.

Au Kazakhstan une politique économique élaborée est poursuivie depuis le début des années 1993 et consiste à: 1) renforcer le contrôle de l'Etat sur les circuits du commerce extérieur (quotas et permis d'exportation) pour limiter les fuites des capitaux, 2) mettre en place une politique indicative et, 3) mettre en place la seconde phase du programme de privatisation adopté par le parlement en avril 1993.

Par ailleurs, depuis la sortie obligée du Kazakhstan de la zone rouble, de nouvelles mesures économiques et financières ont été prises concernant la réduction de la dépendance du pays dans les domaines de la production par rapport aux importations, et la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc de l'ouest du pays (zone de production) vers l'est du pays, (zone de consommation actuellement tributaire des livraisons russes)¹².

En **Ouzbékistan**, lors de la session parlementaire de décembre dernier¹³ un grand nombre des lois économiques a été ratifié. La politique est la suivante : 1) attirer des capitaux étrangers par le biais d'un assouplissement des mesures fiscales liées à l'importation, 2) profiter des réserves d'or, en les plaçant dans les banques occidentales comme garanties pour attirer les investissements étrangers et 3) opérer des « *privatisations modérées* » pour éviter les désastres provoqués par la libéralisation sauvage des économies planifiées, comme en Russie. A l'occasion d'une rencontre avec le président de la république d'Ouzbékistan, Islami Karimov lors de son voyage en France organisé par le CNPF International à la fin du mois d'octobre 1993, un grand nombre d'entreprises françaises ont pu écouter le point de vue de cette république concernant sa politique économique, ses besoins en matière d'échange, ses invitations aux investissements français et les modalités de garantie de paiement de l'Etat ouzbek¹⁴.

¹¹ RADEVANEYÏ. *JL'URSS. régions et nations* Masson 1990 Paris.

¹² Bulletin de l'ambassade de France au Kazakhstan n° 2

¹³ Les sessions parlementaires ne durent pas plus de deux à trois jours. Ils estiment que *c'est une perte de temps de débattre les lois*. Celles-ci sont souvent élaborées par l'office du président de la république, ses conseillers et ses collaborateurs pour être seulement votées par le parlement dans les plus courts délais.

¹⁴ Au cours de cette mission il y a eu trois publications:

- Accords sur la protection des investissements sous le nom de « *l'amitié et la coopération* ».
- encouragement mutuel.
- traité d'accord et de coopération signé le 22 septembre 1993, relatif aux investissements.

En effet, le président ouzbek reconnaît que l'économie planifiée n'est pas adéquate à la situation de son pays, et plus tard, il poursuit : « *l'économie de marché, avec une orientation sociale c'est la voie que nous allons suivre* »¹⁵. Le modèle chinois de développement économique semble davantage intéresser l'Ouzbékistan. Après le putsch manqué du mois d'août 1991 à Moscou, Karimov a annoncé que son pays serait tenté par l'expérience chinoise de développement économique. Cette déclaration, faite dans un climat de bras de fer entre les conservateurs et les réformateurs du PCUS, a été démentie quelques jours plus tard par Karimov, mais le modèle économique chinois a réellement une influence notable sur l'Ouzbékistan. Une économie planifiée du type soviétique qui entreprend des démarches pour se transformer en économie de marché, c'est le cas de tous les républiques d'Asie centrale soviétique, mais c'est surtout le cas de la Chine. Les réformes entreprises par les dirigeants chinois, dans les années 80, ont favorisé les changements économiques plus que les changements politiques¹⁶. Le *printemps de Tien En Men* a démontré l'absence quasi totale de réformes politiques. Depuis ces réformes la Chine est en train d'abandonner progressivement l'économie planifiée. Le fait d'avancer la théorie d'un Etat et de deux systèmes à propos de la reddition de Hong Kong et de la cohabitation du socialisme et du capitalisme signifie la possibilité d'une transition douce et secteur par secteur. « *A moins d'être interrompue par une crise politique intérieure majeure, l'économie chinoise pourrait devenir une source vitale pour le commerce et les investissements dans les nouveaux Etats d'Asie Centrale* »¹⁷.

Les problèmes relatifs à la dé-collectivisation des terres, à l'achat des produits agricoles par l'Etat, et à répartition de ceux-ci, sont les mêmes pour un Ouzbékistan récemment indépendant et pour la Chine des années 80. Les plans du ministère ouzbek de l'économie en 1991-92 ressemblent à ceux de la Chine des années 80. Il est clair que ce modèle convient davantage aux pays d'Asie centrale que l'économie turque.

Au **Turkménistan**, les Projets politiques et économiques sont dictés par le président Niyazov. Il a déclaré que le pays doit développer son potentiel économique par la création d'un marché permettant de conserver à l'Etat un grand rôle dans l'industrie. Pour ce faire, l'Etat monopolise l'ensemble des ressources de la production de gaz, de pétrole, des kolkhozes et des sovkhozes, pour les trois prochaines années. Cela permettrait de diminuer progressivement et d'une manière planifiée le rôle de l'Etat dans des secteurs clés¹⁸. Mais les structures

¹⁵ Résumé de l'intervention de I. Karimov à Paris à la réunion du CNPF au mois d'octobre 1993 - brochure distribuée par le ministère ouzbek de l'économie.

¹⁶ Selon un grand nombre d'auteurs, dont M. Lesage ou J. Lesvéques, La différence entre la *Pierestroika* et les réformes chinoises réside dans ce fait; les uns ont privilégié la voie politique, les autres, celle de l'économie; l'échec des premiers a fait de la deuxième voie, la seule alternative.

¹⁷ DAWISHA. Karen & PARROT. Bruce. *The Russia and the New States of Eurasia* New York Ed.: Cambridge University Press 1994.

¹⁸ Brochure de l'ambassade des Etats-Unis à Achghabad.

économiques de la République se sont considérablement dégradées. La production des biens de consommation *per capita* est trois fois plus basse que pour l'ensemble de l'URSS. Il est difficile de trouver des biens de consommation courante même dans le cadre de biens produits dans la république. « *Bien que le Turkménistan soit le plus grand producteur de coton per capita, il est extrêmement difficile de trouver du coton traité dans nos boutiques* »¹⁹.

Trois facteurs internes et propres au Turkménistan ont leur part dans le ralentissement du processus du développement : 1) la faible indicatrice sociale qui s'ajoute à un fort taux de croissance de la population, 2) la distance par rapport aux marchés étrangers et l'enclavement, et 3) l'inefficacité du système économique, hérité de l'Union Soviétique. Enfin, il faut aussi ajouter le risque de ne pas attirer d'investissements étrangers pour le développement du secteur gazier; de plus, la hausse de la consommation interne de gaz (gratuit) pourrait induire une baisse dramatique des cours à l'exportation. La potentialité du pays peut être développée par une gestion appropriée et une gamme assez large de programmes de réformes structurelles. Cela nécessiterait beaucoup d'efforts. Contrairement aux Présidents kazakh et kirghize, qui ont opté pour un accès rapide à l'économie de marché en forçant, parfois, le cours des réformes, le Président Niyazov privilégie davantage la stabilité sociale, la stabilité des prix et la sécurité de l'emploi. Mais, depuis l'arrivée des produits de ce pays sur les marchés occidentaux et la prise en compte du fonctionnement des marchés de matières énergétiques, un certain nombre de réformes s'avèrent nécessaires.

Il est clair que le pays peut continuer à augmenter ses revenus d'exportation de matières premières sur le court terme, mais cela ne refléterait pas ses vraies potentialités; en outre, cette évolution se ferait au détriment du long terme. La Banque Mondiale prévoit un taux de croissance de 4 à 5%, si les réformes nécessaires sont mises en place; sans elles, la croissance se situerait autour de 1 à 2%.

Le plan présidentiel de « *dix années de prospérité* » tente de diversifier l'économie traditionnelle du pays qui dépend essentiellement du gaz et du coton. Pour le moment, plus de 60% des biens consommés sont importés. La diversification consiste en une production croissante de produits nécessaires au Turkménistan (viande, produits laitiers, sucre, céréales, produits chimiques). La politique économique du gouvernement pour la restructuration et sa stratégie peuvent être résumées en 5 points : 1) réduire la dépendance à l'importation des produits finis, en diversifiant l'économie, notamment dans le secteur agricole, 2) réduire la dépendance dans les échanges avec les pays de la CEI et augmenter le commerce avec les pays qui paient en devises convertibles, 3) augmenter la valeur ajoutée nationale sur place et éviter de dépendre trop de l'exportation, notamment de gaz et de coton, 4) privilégier la productivité agricole, en mettant

¹⁹ Giebov. O. Crowfoot The soviet empire - its nations speak out London 1989.

l'accent sur les moyens modernes d'irrigation et, finalement, 5) favoriser l'expansion du secteur industriel et augmenter ses capacités en attirant les investissements étrangers, la privatisation et la démonopolisation.

La Kirghizie ne dispose pas d'énormes ressources en matière énergétique et, avec le Tadjikistan, reste un point d'interrogation dans le domaine du développement économique, ainsi que dans celui de la transition. Malgré cela, ce pays a été le premier à avoir abandonné la zone rouble. En effet, la plus spectaculaire décision du président kirghize est sans doute celle qui prévoit la création de la monnaie kirghize le « *Som* »; elle a provoqué la colère de tous les autres présidents d'Asie centrale, y compris le turkmène, Sepermurad Niyazov²⁰. Il n'est pas étonnant que le Som soit évalué en dollars, dont un vaut douze Som²¹. En effet depuis le début de 1992 le FMI encourage les ex-républiques soviétiques à sortir de la zone rouble, mais une telle politique ne semble pas avoir eu d'adeptes, outres la Kirghizie. Une telle décision était-elle réaliste alors que ce pays connaît de telles difficultés économiques et de telles tensions avec la Russie? En contrepartie la Banque mondiale a octroyé, le 14 mai, 60 millions US\$ à cette république; le premier prêt dans le genre en Asie centrale. Par ailleurs, suite au voyage à Washington du Président kirghize, Akaév, Bill Clinton a promis un don de 100 millions US\$ et cela alors que le Japon avait déjà donné un autre 60\$ millions et la Suisse 10 millions US\$ (on comprend alors aisément l'absence de toute *tendance islamique*).

La mise en place des monnaies nationales n'a pas été facile dans toutes ces républiques, si l'Ouzbékistan a réussi à stabiliser plus au moins les cours de son *soum* six ans après l'indépendance et si le *tengué* kazakh commence à représenter une valeur dans la région²², les tadjiks n'ont pas pu mettre en place leur monnaie, le *somon*, comme nous avons vu au cour du chapitre précédent et ont du rester dans la zone rouble; il serait plus juste de dire que la Russie a bien voulu les garder tant que la guerre civile demeure ravageuse de leur économie.

²⁰ Anonyme « *Out of Steppe, Kirghizie faces opposition to a new currency* » in : Far Eastern Economic Review 17 juin 1993.

²¹ Début septembre 1996.

²² Les derniers taux sur le marché datent de septembre 1996 ; un dollar américain valait 12 *tengué* kazakh et 45 *soum* ouzbek. Le marché noir au Kazakhstan n'existe plus et en Ouzbékistan est passible de lourdes peines, d'où la méfiance de l'acheteur potentiel.

Evolution du taux de change des monnaies des Républiques.

Monnaie		Cours au 1er janvier 1994		Cours au 29 décembre 1994	
		pour 1 dollar	pour 100 roubles	pour 1 dollar	pour 100 roubles
Azerbaïdjan	manat	4182	121,00	n.d.	n.d.
Kazakhstan	tengué	54,26	1,61	6,31	0,46
Kirghizie	som	10,60	0,29	8,03	0,64
Ouzbékistan	soum	25,00	0,73	1274	100
Tadjikistan	rouble	3550	1247
Turkménistan	manat	75,0	2,31	1,99	0,16

Source : Comité des statistiques de la CEI ; ceducee, 1995

Mais le Turkménistan a connu dès le début une difficulté croissante à la mise en place de son *manat*. Le 1^{er} novembre 1993, le Turkménistan a quitté la zone rouble et a aussitôt introduit sa propre monnaie, le manat (le nom est le même que celui de la monnaie d'Azerbaïdjan). Le taux initial d'échange était de 1 manat pour 500 roubles. Chaque adulte pouvait changer 30 000 roubles en liquide; les dépôts pouvaient se convertir, quel qu'en ait été le montant, mais ils devaient rester à la banque jusqu'au 1^{er} février 1994. Le manat a été relié au cours du dollar au taux de 2 manats pour 1 US\$. Mais dès le début, ce taux de change n'a pu être maintenu. Les premiers marchés du dollar l'ont baissé de 1,98 le jour même de son émission. Aujourd'hui, le taux officiel d'échange est de 60 manats pour 1 US\$, mais sur le marché noir, ce taux change considérablement car l'inflation non maîtrisée est galopante ; il est impossible de donner un taux de change fixe sur le marché noir. Mais les derniers chiffres connus se situent entre 4,500 et 5,000 manats pour 1 US\$ (taux de marché noir en septembre 1996).

5-1-2 La transition économique.

Depuis les indépendances, les économies de la CEI subissent une forte récession. La transition économique en Asie centrale se heurte à des difficultés particulières : les Etats ont opté pour une transition lente, les dysfonctionnements de la CEI ne sont toujours pas réglés, et les perspectives de désenclavement vers le Sud et l'Orient ont du mal à se concrétiser.

Les équipes en place ont d'autant plus de difficultés à rompre avec les principes de l'économie administrée que le poids de l'ancienne nomenclatura est lourd et qu'aucun modèle de développement ne fait l'unanimité. Dans les pays où une volonté de réformes rapides se manifeste (Kazakhstan, Kirghizie), elle rencontre de vives oppositions internes. Ailleurs, (Turkménistan, Ouzbékistan), l'hostilité à toute thérapie de choc paraît une doctrine d'Etat. Cependant,

l'Ouzbékistan, depuis quelques mois, s'oriente vers une politique économique plus volontaire.

Pour appuyer une politique de réforme politique et notamment pour attirer les investissements étrangers, un grand nombre de lois ont été promulguées (lois sur les investissements étrangers, la privatisation, le système bancaire, l'assurance, la comptabilité, la faillite, le copyright) et le système fiscal a été réexaminé. Ces mesures s'ajoutent aux faits suivants qui caractérisent l'économie soviétique : 1) les faibles coûts de la main d'oeuvre locale, 2) l'abondance des opportunités à l'investissement direct dans le processus industriel et le secteur tertiaire, 3) la bonne prospection économique à moyen et long terme et 4) le système politique stable.

Le processus de privatisation ne suit pas la même voie ; il peut être totalement opposé d'un pays à l'autre. Au **Turkménistan** il se fait à deux niveaux : le premier couvre le secteur des services, incluant le commerce et les PME (moins de 200 employés); le second correspond aux plus grandes entreprises. *« Niyazov qui pense pouvoir contrôler le processus des privatisations, essaye de ne pas donner de gages à ses ennemis; plus ça avance, plus il doit montrer la réussite de cette politique. dans un avenir proche, la privatisation devient la nouvelle orthodoxie du pays »*²³. La voie turkmène est contraire au courant de privatisation du **Kazakhstan** où la *privatisation de masse*, à savoir les grandes industries *privatisables* de l'Etat, ont été les premières à subir les réformes. Depuis presque le printemps 1996, est venu le temps de privatisation des PME et des petites exploitations agricoles, ainsi que des petites sociétés de service. En 1996, pour la première fois depuis l'indépendance, la croissance a fait timidement sa réapparition : le gouvernement est resté prudent et table sur un demi point supplémentaire de PIB. La progression devrait être un peu plus soutenue les années suivantes, mais le décollage devrait s'effectuer à un rythme encore lent (+ 2% en 1997 et en 1998). Alors que l'appareil productif entrainait en déliquescence, la hausse des prix, alimentée aussi par l'inflation en provenance de Russie, s'accélérait. En moyenne annuelle, elle s'est établie à 91% en 1991, avant de s'envoler à 1381% l'année suivante, puis à 1880% en 1994. Une décade n'a pu s'amorcer qu'en 1995 (+175%) et sera poursuivie en 1996 (+40/+45%).

En matière d'endettement extérieur, le Kazakhstan fait office de terrain vierge, bien que les incidents de paiement n'aient pas manqué. Certes, la dette extérieure a fortement progressé entre 1992 et 1994, passant de 35 millions de dollars (source banque mondiale) à 2,7 milliards. Mais le service en demeure très faible: 11 millions de dollars en 1993, 144 millions de dollars en 1995 et 250 millions de dollars environ en 1996. Rapportée au niveau des exportations des

²³ EIU, 1^{er} trimestre 1994.

seules marchandises, la situation est tout à fait gérable, et permet de dégager une marge de manoeuvre non négligeable : le service absorbe en effet moins de 6% des recettes d'exportations totales et 11% des recettes d'exportations en provenance des pays hors-CEI. Dès lors, le problème tel qu'il s'est posé en 1995 reflétait plus un obstacle d'ordre politique et de court terme, qu'un handicap sur le long terme.

Les privatisations, entreprises dans un cadre plutôt flou d'ajustement structurel, se déroulent dans des conditions incertaines. Différentes étapes ont marqué le processus. En 1995, une importante restructuration de la propriété agricole fut entreprise. La Banque mondiale estime que 80% des exploitations avaient été cédées au secteur privé à la fin de 1995. Une série de textes, (code foncier, cadastre) est venue conforter cette évolution. Mais la partie était assez facile. C'est au sein des secteurs productifs miniers et industriels que les opérations ont été menées dans le brouillard le plus total. Une vente massive de titres de propriété a été entreprise (350 environ), mais n'a pas concerné les grandes entreprises du pays, qui elles font l'objet de ventes de gré à gré ou d'appel d'offres. Les conditions de ces cessions ont été très controversées, et les indécisions, voire les revirements des autorités kazakhs n'ont pas contribué à rassurer les candidats. La transparence fait défaut, c'est le moins que l'on puisse dire. Pour parer aux critiques, le gouvernement a finalement légiféré et créé par décret, en mars 1996, deux organismes chargés de mettre un peu d'ordre dans les procédures et de faire l'état des lieux. Le GKI est chargé de la gestion du patrimoine public, et son alter ego, le GKP, est censé en promouvoir la cession.

La **Kirghizie**, dans ce domaine aussi, apparaît comme un modèle. Un programme ambitieux a été adopté au début de 1992 : en dix-huit mois devaient être privatisés 35 à 40% des entreprises d'Etat, 25% des entreprises agricoles, 70 % des logements et la totalité des services. La réforme agraire a rapidement été freinée car la redistribution des terres menaçait de réveiller les conflits ethniques. Dans les autres secteurs, la privatisation a surtout concerné les services et n'a pas fondamentalement modifié le fonctionnement des entreprises.

L'Ouzbékistan avec une économie qui demeure agricole, avec ses 1.247 kolkhozes, 916 sovkhoses et 800 coopératives, peut se transformer à partir du moment où les structures en place ne donnent pas satisfaction aux agriculteurs. Or le directeur d'un kolkhoze ouzbek n'est pas un fonctionnaire, qui, aujourd'hui à Samarcande, pourra être appelé demain à Ourgentche. Mais il est un notable local, intégré dans la vie sociale et politique du village ou de la ville. Il doit contenter les travailleurs. Nous pouvons dire que dans cette perspective, le kolkhoze est une unité sociale viable. Il organise la vie familiale et professionnelle du village : il a ses écoles, ses mosquées et une certaine autonomie financière qui lui laisse le système de commande d'Etat : 80% de la production doit être livré à prix fixes aux instances centrales et 20% est laissé à la libre disposition du kolkhoze. Le problème du partage de la rente cotonnière est

sans aucun doute une source de conflits à venir entre le Centre et les unités de production puisque le coton continue à être acheté par l'Etat à des prix d'Etat (en soums) et vendu sur les marchés internationaux au prix mondial en dollars.

Enfin la difficulté de réformer vient d'un legs qui bloque toute avancée. L'Ouzbékistan est pris au piège de l'héritage de la « *spécialisation socialiste* ». La monoculture de coton pèse en effet très lourd sur l'impossibilité de réformer. Cette spécialisation est poussée à un tel point qu'à l'exception du coton, des fruits et des légumes, l'Ouzbékistan demeure importateur net pour tous les autres produits agricoles. Ainsi la formule « *du coton contre du blé* » s'applique toujours.

5-1-3 Le commerce extérieur.

Le commerce extérieur de ces pays est, comme toutes les autres questions économiques, soumis à des restrictions politiques. A titre d'exemple, le Président Nabïev, qui avait employé un conseiller économique américain, voyagea au Pakistan et en Iran pour signer des accords portant sur des crédits d'un demi-milliard de dollars avec Islamabad et 50 millions avec Téhéran afin de finaliser la construction de la station hydroélectrique de Rogun (qui doit fournir de l'électricité à l'Iran)²⁴. Bien que cette politique n'ait pas été reniée par les successeurs de Nabïev, la guerre civile du Tadjikistan a refroidi les investisseurs potentiels et démontré l'étroitesse des liens qui existent entre la stabilité politique intérieure d'un pays et l'expansion de son commerce extérieur.

En 1988 pratiquement toutes les républiques non russes ont envoyé au moins 50% de leur produit intérieur net à d'autres républiques et elles ont reçu des autres républiques au moins 40% du leur. La seule exception concerne la Russie, qui a expédié 18% de son produit intérieur brut et importé 17,8%. La même année, aucune des républiques, ni même la Russie, n'a exporté plus de 9% de son produit intérieur brut vers des marchés étrangers, et elles ont tout importé moins de 20% de leur produit intérieur brut de ces marchés étrangers. La Russie a assumé contractuellement l'entière responsabilité de la dette extérieure soviétique en échange des parts de capitaux étrangers et de remboursement des dettes étrangères qui avaient été antérieurement répartis proportionnellement à chacun des nouveaux Etats lors de l'effondrement de l'URSS²⁵.

²⁴ *Interfax* 9 juillet 1992 in : FBIS-SOV 10 juillet 1992, 39.

²⁵ A la fin de novembre 1992, la Russie avait signé des accords à cet égard avec la Biélorussie, la Kirghizie, le Turkménistan et l'Ukraine. Des accords du même genre avaient été rédigés avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Par la suite l'Ukraine abrogea l'accord (31 décembre 1992) et le conflit s'enlisa. En juillet 1993, les négociateurs Russes et Occidentaux s'accordèrent sur un échéancier pour le remboursement partiel des arriérés. Voir CLASSENS. Stijn & SHATALOV. Sergey Shatalov, « *Debt Legacy of the Soviet Empire: A Bumpy Road to Rescheduling* » *Transition : The Newsletter about Reforming Economies* (La Banque Mondiale), 3, n° 6 (Septembre 1992).

La situation est différente aujourd'hui. Les tableaux suivants nous éclaireront sur ce que peut être l'évolution de la situation commerciale dans ces républiques.

structure des exportations de la CEI vers l'OCDE (en %)

	Total OCDE		CEE		autres Europe		Autres pays	
	1990	1992	1990	1992	1990	1992	1990	1992
Alimentation								
boisson, tabac	2,3	5,0	0,7	1,6	0,3	0,7	1,3	2,7
Matières premières	11,0	11,6	6,3	6,3	2,0	3,0	2,7	2,3
Energie	557,5	50,2	40,2	40,5	13,6	8,0	3,7	1,7
Chimie	5,0	6,0	2,7	3,3	1,3	1,7	1,0	1,0
transport	3,6	4,0	2,3	3,0	1,0	0,7	0,3	0,3
Produit manufacturé	16,3	18,6	8,3	11,0	1,7	3,0	6,3	4,6
Autres produits	4,3	4,6	4,0	4,1	—	—	0,3	0,5
Total	100,0	100,0	64,5	69,8	19,9	17,1	15,6	13,1

structure des importations de la CEI vers l'OCDE (en %)

	Total OCDE		CEE		autres Europe		Autres pays	
	1990	1992	1990	1992	1990	1992	1990	1992
Alimentation								
boisson, tabac	19,7	29,4	5,6	14,5	2,2	2,3	11,9	12,6
Matières premières	3,0	2,3	0,4	1,5	1,1	—	1,5	0,8
Energie	0,7	0,8	0,4	0,4	—	—	0,3	0,4
Chimie	11,9	8,8	7,4	6,5	2,6	1,5	1,9	0,8
transport	39,0	37,0	23,0	26,7	9,7	4,6	6,3	6,1
Produit manufacturé	23,0	19,1	12,3	13,0	7,4	4,2	3,3	1,9
Autres produits	2,7	2,2	1,1	1,5	—	—	1,6	0,7
Total	100,0	100,0	50,2	64,1	23,0	12,6	26,8	23,3

Source des deux tableaux OCDE, 1993.

En effet, une des questions auxquelles les nouveaux gouvernements doivent répondre est comment résoudre les disputes concernant les droits de transit des biens et des marchandises le long des routes et des pipelines qui traversent les territoires des autres républiques, ainsi que les disputes sur les taxes qui peuvent être imposées sur les biens qui transitent par les pays sur lequel ils transitent. Ces enjeux sont fondamentaux dans le domaine de l'énergie, où pratiquement tous les Etats - sauf la Russie - dépendent d'importations d'énergie et sont traversés par du pétrole et du gaz produits ailleurs. Un conflit est donc inévitable entre le souhait d'imposer les prix mondiaux en devises pour ses propres exportations d'énergie et la volonté de payer les importations d'énergie à un taux subventionné en roubles.

A l'été 1992, l'Ouzbékistan décréta la levée des taxes d'importation pour un an et demi, exemptant les sociétés à investissements étrangers de taxes sur les revenus pendant les cinq premières années d'activité, et autorisant les investisseurs étrangers à acheter des installations industrielles et des habitations, et à louer des terrains sur du long terme.

Les soldes commerciaux de toutes les composantes de la CEI sont négatifs en 1991, ce qui tient à la volonté de tous ces pays de ne pas accroître l'endettement extérieur ; ils s'élèvent toutefois à 1,5 milliard \$²⁶.

Le Kazakhstan est au 4^{ème} rang par l'importance de son commerce extérieur; il a réalisé 1,7% des exportations soviétiques en 1991 et 3,9% des importations. Son voisin du sud, la Kirghizie, est le plus faible de l'ensemble de la CEI avec un taux d'échange insignifiant. Ces taux d'importation et d'exportation, pour les trois autres pays, sont de 3,1% et 1,4% pour l'Ouzbékistan, de 1,1% et 0,6% pour le Tadjikistan et finalement, des taux, encore médiocres pour le Turkménistan.

Mais en 1995, la balance des paiements Turkmène est positive. Le montant total des exportations de gaz s'élève à 1,3 milliard de dollars américains et le volume à plus de 22 milliards de mètres cube, une diminution 1,5 fois moins élevée qu'en 1994. D'autres exportations comme le coton, le pétrole les produits dérivés du pétrole et l'électricité atteignent la somme de 800 millions de US\$. Au même moment, les importations s'élèvent à plus d'1,5 milliards de US\$ et se composent principalement de produits alimentaires, de médicaments et de biens d'équipement. Le paiement des exportations et des importations se fait principalement sous forme d'échange (de troc), de paiement comptant, en compensation des dettes.

En dehors des échanges inter-républicains - entre les cinq pays - il y a aussi les échanges au sein de la CEI qui restent relativement élevés. Outre la CEI, les principaux partenaires de ces pays sont les suivants:

Pour le Kazakhstan et le Tadjikistan, ce sont l'Allemagne, la Bulgarie et les composantes de l'ancienne Tchécoslovaquie; outre lesdits pays - qui sont les

²⁶ TIRASPOLSKY. A « *Les échanges de l'ex-URSS avec le monde extérieur en 1991-1992* » in : Le Courrier des Pays de l'Est n° 373 Ed : La Documentation Française, octobre 1992.

partenaires des cinq pays, il y a la Chine, l'Italie et la Corée du Sud pour le Kirghizie, l'Afghanistan et la Hongrie pour le Turkménistan et enfin, le Japon et la Tchécoslovaquie pour l'Ouzbékistan²⁷. Nous n'avons pas mentionné les Etats-Unis, la Turquie, le Pakistan et l'Iran qui sont des partenaires de toutes les républiques sans exception.

Ces économies sont largement dépendantes des importations en biens d'équipement et de consommation à titre d'exemple, le Kirghizie doit couvrir les trois quarts de ses besoins alimentaires par des importations.

La conséquence en est, à partir de 1989, par une chute du produit matériel net (PMN) qui mesure la production. A l'exception du Turkménistan, le produit réel/habitant est en 1991 de 13% inférieur à son niveau de 1980. Le fléchissement de l'activité est responsable de ces mauvais résultats. La détérioration du mécanisme de paiements inter-républicains, le renforcement du contrôle à l'exportation, la disparition de la monnaie commune y ont aussi contribué.

Dans ces pays, le ministère du commerce extérieur est un jeune ministère. Souvent, trois ou quatre organisations sont en charge chacune d'une partie des responsabilités du commerce extérieur: le ministère du commerce extérieur, celui de l'agriculture et la Commission de prévisions de l'Etat. Ces différents corps officiels délivrent des permis d'importation. Chacun d'entre eux dispose d'une quantité (quota) de matière première pour payer les biens importés; autrement dit pour faire du troc international. Les transactions en devises étrangères ne peuvent pas avoir lieu à travers les ministères. On a souvent décrété que les importations ne pourraient avoir lieu qu'avec des pays qui accepteraient d'importer, à leur tour, des produits du pays importateur. Cela constitue, *grosso modo*, la seule restriction à l'importation.

Toutefois, il existe un phénomène très intéressant à relever: *l'échange inter-républicain, au sein de ce sous-système est le plus élevé de l'ensemble des communautés économiques mondiale*. En 1991, 79% de leurs échanges s'effectuaient entre eux; ce chiffre dépasse les 71,8% en 1988, du temps de l'Union. Or dans la même année 1991, les échanges intercommunautaires de la CEE n'étaient que de 59,2%; les échanges interprovinciaux des régions canadiennes de 44,1% et celui du nouveau « traité de libre échange nord-américain », le NAFTA entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, n'était que de 25,5%²⁸.

²⁷ MARNIE, Sh & WHITLOCK. E « *Central Asia and Economic Integration* » in : RFE/RL RESEARCH REPORT Vol 2 n° 14, 2 avril 1993.

²⁸ *Ibid.*

5-2 L'hydrocarbure et son évacuation au cœur de la géostratégie énergétique.

Pour sortir les réserves de l'hydrocarbure du XXI^e siècle, un combat acharné a lieu en ce moment entre les grandes compagnies pétrolières et plus généralement entre les pays intéressés de la région, avec la supervision des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite.

5-2-1 Réserves du XXI^e siècle.

« L'enclavement de l'Asie centrale crée une situation de dépendance physique quasi incontournable à l'égard des pays voisins qui peuvent offrir des voies de passage. La souveraineté retrouvée implique ici, peut être encore plus qu'ailleurs, ouverture sur le monde, désenclavement et donc multiplication des interactions avec l'environnement. Ainsi, par le désenclavement, entendu comme instrument de renforcement de l'affirmation nationale, l'impact des bouleversements intervenus dans cette zone centrale va se prolonger bien au-delà de ses limites initiales. »

Outre le problème relatif à l'enclavement, ces pays sont au commencement d'une étape où la définition d'une politique énergétique cohérente s'impose. La politique énergétique du Kazakhstan semble l'être. Au contraire, l'Ouzbékistan semble hésiter et le Turkménistan - après avoir choisi une indépendance énergétique, plus accentuée par rapport à la Russie -, n'a pas clairement déterminé les axes d'une politique cohérente.

Nous pouvons comparer ces pays avec les pays du Golfe, qui détiennent « une ressource liquide », dans le vrai sens du terme; en effet, comme ces derniers, ils détiennent leurs principales ressources du *pétrole, et de l'eau*. Leur relative faiblesse dans les secteurs manufacturier ou de services, produit un effet de dépendance à l'exportation - essentiellement de gaz, pétrole et coton.

En dehors des centres classiques de gisement de pétrole au Kazakhstan, à Mangishlakh, à Tengiz et à Emba, il y a eu la découverte des nouveaux centres: l'un dans la vallée de Ferghana et l'autre, dans la mer Aral. Pour ce dernier, il y avait une volontaire abstention de la part des autorités soviétiques, à cause de la présence du *nucléaire kazakh*, mais depuis trois ans l'Ouzbékistan s'est lancé dans les recherches de son côté, dans le territoire des Karakalpakhs. Dans la vallée de Ferghana, les trois républiques, traversées par cette vallée, exportent plus d'un million de tonnes de pétrole par an, dont la plus grande part revient à l'Ouzbékistan.

L'exportation de ces républiques, en matière de gaz et pétrole, constitue une des questions majeures, relatives à l'indépendance. Trois de ces républiques sont dépourvues de débouché maritime et seuls le Kazakhstan et le Turkménistan

disposent de rives sur la mer Caspienne. Pour cette raison, la majeure partie de leurs exportations doit s'effectuer par des pipelines. Au moment de sa fabrication, le pipeline Boukhara/Oural était le plus grand du monde avec 4503 km de long; on pouvait dénombrer dix pipelines en Asie centrale.

Du point de vue institutionnel, les organismes de tutelle du secteur énergétique de ces pays ont subi l'éclatement des grandes sociétés d'Etat soviétique. A titre d'exemple le Gasprom, a connu un changement structurel fondamental. Depuis, il s'est constitué en société russe par action et semble garder ses compétences sur l'ensemble des réseaux Russes, mais aussi probablement dans d'autres zones puisqu'une partie des réseaux qui traversent les pays d'Asie centrale sont toujours contrôlés par les Russes. Ainsi, en Ouzbékistan, l'Ouzbekneftegaz n'a pas le contrôle de la partie du gazoduc de l'export Turkménistan/Russie située sur son territoire; ce dernier contrôlerait de fait certains tuyaux situés au Kazakhstan et en Kirghizie. Par ailleurs les structures héritées de Gasprom sont intégrées dans une société pétrolière nationale en Ouzbékistan.

En **Ouzbékistan**, l'organisme de tutelle de l'industrie pétrolière est l'*OuzbekNeftegaz*. Celui-ci semble prendre en main (ou vouloir le faire) l'ensemble du contrôle de l'industrie pétrolière et para-pétrolière. Le ministère de l'énergie du **Turkménistan** est la seule institution, jusqu'à présent, qui contrôle l'ensemble des activités liées au secteur pétrolier. Les turkmènes envisagent de créer une multitude d'organisme soit à capital purement turkmène, soit des sociétés mixtes. Cela alors qu'au **Kazakhstan**, il existe un ensemble des sociétés d'Etat, chapeautées par le ministère de l'énergie.

La part de la consommation de gaz sur l'ensemble de l'énergie de ces pays est de plus de 30% et atteint 80% au Turkménistan; le Kazakhstan en consomme moins compte tenu de l'importance de ses réserves de charbon. La part du gaz consommé en 1993, dans ces pays était la suivante : le Kazakhstan : plus de 20%, la Kirghizie : 10%, l'Ouzbékistan : 65%, le Tadjikistan : de 3 à 5%, et, le Turkménistan : 78%²⁹.

Ressources énergétiques de l'Asie centrale.

	Gaz en milliards de m ³	Pétrole en millions de tonnes	Charbon en millions de tonnes	Electricité en milliards de Kwhs
Kazakhstan	7,9	26,6	130,3	86,1
Ouzbékistan	45	4	3,8	49,1
Turkménistan	65,2	4,4	-	12,6
Kirghizie	0,004	0,09	1,7	11
Tadjikistan	0,005	0,04	0,2	17,7

Sources : Comité aux statistiques de la CEE et FMI (Kazakhstan)

Pour le Kazakhstan, les données électriques sont celles de 1991 ; pour les autres Etats, celles de 1993

²⁹ Rapport interne de Elf 1992-93.

5-2-1-1 Kazakhstan.

On a souvent présenté le Kazakhstan comme un « *nouveau Koweït* », en raison de ses réserves pétrolières. L'image est sans doute un peu forte car les réserves kazakhs, d'après le FMI, sont nettement inférieures à celles de l'émirat : 3,5 milliards de tonnes, contre 12,8. Elles placent malgré tout le Kazakhstan au 9^o rang mondial alors que la production n'est encore qu'au 24^o rang. La production a progressé régulièrement jusqu'en 1992 et les compagnies occidentales - notamment américaines - ont conclu d'importants contrats de prospection. Cependant, la contraction des échanges dans la CEI a induit une baisse de 10 % de sa production en 1993. Par ailleurs, sa balance énergétique est déficitaire du fait d'une capacité de raffinage réduite.

Les deux tiers du territoire sont constitués par des bassins sédimentaires dont les principaux se trouvent dans l'ouest du pays, autour de la mer Caspienne. Le Kazakhstan possède aujourd'hui 61 gisements en production, dont 9 gros (30 à 500 millions de tonnes de réserve) et 2 géants (plus de 500 millions de tonnes). Depuis 1993, 85 gisements d'huile ont été découverts, 25 de gaz et huile, 10 de gaz et de condensât. D'après les statistiques officielles, les réserves prouvées seraient de l'ordre de 2,2 milliards de tonnes d'huile, de 0,7 milliard de tonnes de condensât et 2.500 milliards de m³ de gaz.

En 1995, la production nationale de **pétrole** brut s'est élevée à 17,7 millions de tonnes, auxquels il convient d'ajouter les 10 millions de tonnes d'importations en provenance de Russie. La consommation intérieure serait légèrement inférieure à 10 millions de tonnes, et les exportations kazakhs de 15 à 17 millions de tonnes, dont environ 13 dans la CEI et 3 à 4 vers des zones avec des devises convertibles. En mai 1992, le géant américain Chevron signait un accord pour développer le champ pétrolier de Tengiz (700 millions de dollars sur quatre ans) qui dispose de 6 à 9 milliards de barils de réserves, selon les estimations. Le groupe français Elf n'a pas été le dernier, et s'est engagé à investir 300 millions de dollars sur trois ans à Temir. En juin 1993, les groupes British Gas et Agip obtenaient les droits sur le champ de Karachaganak, renfermant 20 000 milliards mc de gaz et 2 milliards de barils de brut.

Le Kazakhstan dispose de 3 **raffineries**, 2 à l'est (Pavlodar et Chimkent), et 1 seule à l'ouest (Atyrau). Seule la raffinerie d'Atyrau possède des installations susceptibles de traiter le pétrole d'origine locale, trop riche en paraffine. Pavlodar, totalement dépendante des exportations russes, d'une capacité de 7,5 millions de tonnes par an, ne fonctionne qu'à 30%. Chimkent, est également approvisionnée par la Russie. Sa capacité est de 6,5 millions de tonnes par an et sa production actuelle ne représente que 55%. Finalement, Atyrau: raffinerie située près des énormes gisements, avec sa capacité de raffinage qui est de 5 millions de tonnes par an. Elle n'est utilisée qu'à 70% de son potentiel. Les trois raffineries du

Kazakhstan sont aujourd'hui à rénover. De nombreux projets (y compris de constructions nouvelles), mais qui se heurtent à des questions de financement, sont à l'étude.

Le projet de rénovation de la raffinerie d'Atyrau dont la première phase est estimée à 600/700 millions de dollars, a pour objet l'installation de craquage catalytique. Le projet ne prévoit pas un accroissement très important des capacités de raffinage qui passeraient de 5 à 6 millions de tonnes par an. Néanmoins, de nouvelles installations permettraient de traiter certains bruts nationaux à haute teneur en paraffine. Le financement repose sur les fonds propres de la raffinerie et sur des crédits exports. Par ailleurs, la construction d'une nouvelle raffinerie d'une capacité de 3 millions de tonnes par an pour le retraitement des bruts dans la région de Mangistau, près de la mer Caspienne, est à l'étude. Une étude de faisabilité du projet a été réalisée par Mitsui/Toyo Engineering qui estime son coût à 1,575 milliards d'USD.

Le double problème qui se pose au Kazakhstan depuis l'éclatement de l'ex-URSS est d'une part, l'évacuation du pétrole vers les marchés extérieurs, et d'autre part sur un plan purement intérieur, la liaison entre les sites de production et les zones grosses consommatrices.

Les ressources dans le secteur du pétrole apparaissent considérables, mais le pays est confronté à la situation suivante : les capacités de production sont situées à l'ouest et les grands centres industriels (notamment les principaux bassins miniers) à l'est. Aucun oléoduc ne reliant les deux parties, le Kazakhstan est tributaire des importations russes pour alimenter en énergie les centres industriels particulièrement « énergivores » et vitaux pour l'économie nationale.

Par ailleurs, la question de l'évacuation vers la zone convertible de la production des gisements de l'ouest reste un point particulièrement sensible. Un seul oléoduc qui transite par la Russie (Orenbourg), permet les exportations du Kazakhstan. Or, la Russie en limite le passage à 3 ou 4 millions de tonnes par an.

En conséquence, l'enclavement du Kazakhstan apparaît très clairement dans le secteur pétrolier. La Russie est incontournable pour, à la fois, l'alimentation en énergie et l'évacuation vers les marchés extérieurs, source génératrice de devises.

La priorité est aujourd'hui donnée à l'ouverture vers le monde extérieur pour traduire en recettes l'énorme potentiel en pétrole du pays. L'enclavement nécessite obligatoirement, pour l'exportation, un transit par plusieurs pays (voisins et plus éloignés). Compte tenu du contexte géostratégique, les différentes options apparaissent complexes et entraînent des négociations difficiles.

Les projets d'oléoducs sont nombreux, mais l'un d'entre eux, le « CPC » qui relierait Atyrau à Novorossisk en mer Noire (Russie) est le plus avancé. Un accord a en effet été signé le 27 avril 1996 entre le Kazakhstan, la Russie et des entreprises étrangères. Il reste cependant à négocier avec la Turquie (qui a déjà fait savoir qu'elle s'y opposerait) le passage de tankers par le détroit du Bosphore.

Le partage du gâteau touche à sa fin, le pétrole kazakh continue à demeurer l'objet de convoitise des divers compagnies pétrolières. Fin avril 1997, les autorités Kazakhs rendront leur verdict sur l'appel d'offre concernant le deuxième champ pétrolier d'Uzen ; Ameco Petronas et Chaina National Petroleum sont sur les rangs pour reprendre le champs pour augmenter sa capacité de production de 54.000 b à 140.000 b.

En ce qui concerne le gaz kazakh, d'après le ministère du Pétrole et du Gaz, la production de gaz serait passée de 6,7 milliards de m³ en 1993 à 4,7 milliards en 1995. La consommation intérieure est estimée à 12 milliards de m³. Il existe un gisement de gaz très important, Karatchganak, situé au nord-ouest du pays, à la frontière russe. Ses ressources potentielles sont très élevées. Très partiellement exploité, les unités de traitement étant situées en territoire russe, le gisement de Karatchganak ne permet aucune consommation locale et ne dégage aucune recette d'exportations, ni vers la Russie, ni vers la zone convertible. Des études sont actuellement réalisées par AGIP, British Gaz et Gazprom pour tenter de traiter 3,3 millions de tonnes par an de condensât au Kazakhstan.

Aujourd'hui le Kazakhstan ne dégage pratiquement aucune recette du secteur d'activité qui apparaît le plus prometteur. Il est un fait que les négociations sont rendues particulièrement difficiles en raison de l'enclavement du pays, du poids de la Russie et du contexte géopolitique de la zone. Cependant, il est à constater que toutes ces contraintes ne sont pas un frein à l'implantation des entreprises étrangères, les principales firmes internationales sont présentes sur ce marché.

Il est à penser que la question centrale liée à l'évacuation du pétrole, enjeu de portée nationale, puisse à terme trouver des solutions. Nul ne peut aujourd'hui en fixer un calendrier.

Le secteur de la production d'électricité est également au cœur du processus de cessions aux investisseurs étrangers. Le contrat le plus spectaculaire fut la vente de la centrale d'Ekibastuz I à des opérateurs israélo-américains, AES et Suntree, qui se sont engagés à déboursier 500 millions dollars pour rénover et achever la centrale thermique. Le belge Tractebel a par ailleurs acquis les réseaux de distribution de la province d'Almaty, pour 5 millions dollars avec des investissements de 270 millions dollars. Enfin, les investisseurs des gros complexes miniers ont acquis les centrales associées, et ABB est en négociation pour réaliser en BOT une centrale de 320 MW près du lac Balkash.

5-2-1-2 Turkménistan.

Selon le périodique *The Post Soviet East European Report* du 3 novembre 1992, l'avenir proche au Turkménistan est le plus prometteur de tous les pays d'Asie centrale. Selon le FMI la république dispose de 8,087 millions de mètre cube de réserves potentielles de gaz (en sachant qu'au milieu des années 80, les

réserves potentielles des Etats-Unis n'étaient que de 5,645 millions de mètre cube et celles de l'Iran de 11,380 millions de mètre cube). La plupart des réserves se trouvent au sud est du pays.

Le Turkménistan possède une des plus importantes réserves de gaz au monde et est le 4^{ème} plus grand producteur mondial. Ses réserves sont estimées à 8 mille milliards de mètres cube. Toutefois, ces estimations varient selon l'origine de la source de prospection. D'après l'IEU, les réserves estimées de gaz sont de 15,5 millions de m³ et celles de pétrole de 6,3 milliards de tonnes³⁰. Le Turkménistan est, par ailleurs, le 2^{ème} exportateur mondial après la Russie. La moyenne annuelle de production ces dernières années a été de 87 millions de m³. La courbe de production montre une hausse incontestable de 1984 jusqu'en 1989. Depuis 1990, la production a connu une baisse pour augmenter à nouveau de 8,5% en 1993, représentant un volume total de 65 milliards de m³. En 1994, la production était de 50 milliards de mètres cube dont 35,6 milliards de mètres cube étaient destinés à l'exportation, une chute de plus de 45% par rapport à l'année précédente. A la fin de l'année 1995, on espérait que la production serait relancée pour atteindre entre 50 et 60 milliards de mètres cube. Environ les 4/5 de la production totale sont envoyés dans les pays de la CEI, de l'Europe centrale et le reste en Europe.

Le gaz naturel a représenté près de 60% du PNB du pays en 1992. Seuls 10 millions de m³ ont été utilisés à l'intérieur du pays. La part domestique est utilisée essentiellement comme fioul pour les centrales thermiques; 2/3 de la production de ces mêmes centrales sont également exportés.

D'après les estimations issues d'une étude, basée sur des données relatives à 3000 explorations géologiques et géophysiques sur une superficie de 154.000 km², les réserves potentielles du pays sont de 1553 milliards m³ de gaz et 6.5 milliards de tonnes de pétrole. Le seul bassin d'Amou-Daria, riche de 150 milliards de barils, est la troisième réserve mondiale, après les bassins arabo-iranien: 730 milliards de barils, et l'ouest-sibérien 240 milliards de barils. Mais il est de plus en plus clair que le futur marché du gaz turkmène sera le marché ouest européen. Les récentes prévisions de Shell ont démontré « *qu'il y aurait de nouveaux besoins en matière de gaz pour l'Europe occidentale d'ici l'an 2010 et que les gisements extra-européens s'avèrent de plus en plus intéressants* »³¹.

Ce pays est divisé en cinq régions selon l'importance de leurs réserves: 1) le bassin sud de la mer Caspienne, 2) l'offshore du sud du bassin de la mer Caspienne bassin: la région de, 3) l'Amou-Daria central, la dépression de Murghab, 4) Kara-Koum et finalement, 5) l'Amou-Daria du crétacé.

³⁰ UIE 2^{ème} trimestre 1995.

³¹ KAZER. M *The Central Asian Economies After Independence op.cit.*

Le **pétrole** turkmène est moins important que son gaz: une extraction de 5 millions de tonnes³² par an qui est, par ailleurs, la capacité de la raffinerie de Krasnovodsk sur la mer Caspienne; d'ailleurs pour celle-ci il n'y a pas d'autres pipe-lines en dehors du pays.

La moyenne annuelle de pétrole extrait est de 5 millions de tonnes. La réserve du pays est estimée à 6,5 milliards de tonnes, soit 45,6 milliards de barils. Par ailleurs, on annonce la découverte de plus de 5 milliards de tonnes de nouvelles réserves. Le pétrole turkmène est de type dit « *lourd* » (heavy) et il est d'une plus grande qualité que le pétrole de Sibérie. La plupart de ces réserves se trouvent dans le centre et l'ouest du pays ainsi que sous la mer Caspienne.

En 1993, le ministère du pétrole et du gaz a été restructuré. L'ensemble de la production de pétrole ainsi que l'exploration dans l'ouest du pays est dans les mains de Balkanbitgazsenagat mais trois opérateurs de la production du pétrole et du gaz travaillent dans des régions spécifiques. Deux conseils d'administration prennent en charge l'exploitation du gaz, Balkan dans l'ouest du Turkménistan et Ymanbaba dans le reste de la République. Les activités offshore de la Mer Caspienne sont supervisées par Cheleken Oil and Gas Producing Directorate.

La production de pétrole turkmène a baissé depuis 1975 car les stocks existants n'ont pas été proprement entretenus et qu'une technologie appropriée pour explorer les nouveaux stocks n'était pas disponible. Toutefois, les récentes études sismiques ont montré l'existence de nouveaux stocks à une profondeur de 4000 mètres. Le Président Niyazov espère maintenir ce rythme d'exploration et atteindre une production de 80 millions de tonnes en 2020; le souhait à long terme est d'arriver à une production de 230 millions de tonnes par an. Cette production pétrolière en 1993 a augmenté de 3,6% par rapport à 1992, soit l'équivalent de 4,2 millions de tonnes. La consommation interne est de l'ordre de 3,1 millions de tonnes et 1 million est destiné à l'exportation. La consommation interne se fait sous forme d'essence, de diesel et de fioul; la consommation de kérosène et de coke est moins importante.

Pour accélérer le rythme de l'extraction, le gouvernement vend le droit de prospection aux compagnies étrangères. Bidas, la compagnie argentine a été la première à avoir répondu à cet appel d'offre et s'est vue octroyer le droit exclusif à la prospection dans une superficie de 10 000 m², pour 7 ans. Les autres compagnies impliquées dans la prospection du pétrole turkmène sont la néerlandaise Larmag, la turque TPAO, et Eastpak des Émirats Arabes Unis.

La part de ces réserves prouvées en pétrole est de 314 millions de tonnes, réserves estimées à 698 millions de tonnes. Les réserves d'hydrocarbure turkmènes sont parmi les deux plus riches de la zone, allant du nord Caucase à la frontière tadjiko-afghane, et se rapprochent de celles plus importantes du bassin nord Caspienne: Mangyshlak, Tengiz et Emba.

³² Les réserves de pétrole brut turkmène ont été de 8 millions de tonnes en 1980, 6 millions de tonnes en 1985, 6,5 millions de tonnes en 1990 et autour de 5 millions de tonnes en 1992.

Toutefois, les turkmènes souffrent de la capacité limitée de leur raffinage. Il est frappant de voir comment après l'indépendance, ce pays restreint la part de la consommation interne au détriment des exportations futures, (les heures de coupure d'eau chaude ont augmenté et les voitures consomment de plus en plus un mélange de pétrole et d'essence).

Les importants gisements sont situés dans la région de Ghassan-kouli au bord de la mer Caspienne sur la frontière avec l'Iran, au milieu du désert de Karakoum. Le gisement de Kokdoumalik est en voie de développement avec 1.8 milliards d'huile et 2.5 milliards de condensât. Dans cette même vallée, le gisement de Minboulak, qui est partie en éruption, contient des réserves estimées à 177 mn t d'huile et 2.8 millions m³ de gaz. Mais pour l'entreprise exploitante (Elf), il ne peut pas y avoir d'exploration intensive car il y a déjà eu une exploration superficielle. Pour eux l'affaire est close³³. En septembre 1995, on a annoncé la découverte d'un important bassin houiller de 250 km, partant de Turkmenbashi, le port de la Mer Caspienne (depuis, une nouvelle raffinerie est en projet par la société Teknip). Les réserves sont estimées à 1 milliard de tonnes, ce qui équivaut aux réserves de la Russie, du Kazakhstan et de l'Ukraine réunies.

Pour l'augmentation de la production du pays, ils envisagent deux étapes: 1) la première étape de l'augmentation du niveau de la production de pétrole et de gaz serait le résultat des investissements faits par le joint-venture créée en partie ouest du Turkménistan avec Bidas (Argentine), Larmag (Hollande) Eastpak (EAU), et trois autres nouvelles joint-ventures ont été créées à la suite de la table ronde qui a eu lieu pendant la première moitié de novembre 1993. 2) La seconde phase qui commencera en 1998 est supposée donner lieu à de significatives découvertes d'hydrocarbure dans les zones déjà explorées des plaines côtières de la mer Caspienne. Ainsi les productions des centres de l'ouest-Turkménistan devraient atteindre les 28 millions de tonnes par an, en l'an 2000. Nous pouvons évaluer les découvertes qui permettront d'augmenter le volume de la production, de 1994 à 2004, à approximativement 60 millions tonnes pour le pétrole et 200 millions m³ pour le gaz à l'est et au centre du Turkménistan.

Un accord a été signé avec l'Iran au milieu de l'année 93 pour mettre sur pieds l'infrastructure pour le transport des produits pétroliers et pour la reconstruction des raffineries turkmènes. Grâce à ses réserves du sous-sol, le Turkménistan n'a aucune dette extérieure et un grand nombre d'auteurs estiment que ce pays a été le seul de l'ensemble de l'URSS à ne pas avoir de déficit budgétaire à la fin de l'année 92.

Un des problèmes majeurs auquel le Turkménistan devait faire face était bel et bien le problème de paiement des retards pris par les consommateurs de la CEI. Le problème des arriérés de paiement a été résolu, du moins sur le papier. L'Ukraine, la Géorgie et l'Arménie ont réglé une partie de leur dette en troc et en

³³ Rapport interne de Elf 1992-93.

devises. Toutefois, il reste à régler près de 300 millions de US\$ de dettes entre l'Ukraine et la Géorgie; ils ont convenu de procéder pareillement, c'est-à-dire de rembourser une partie en devises convertibles et l'autre en biens de consommation ou d'équipement³⁴. Mais le gouvernement turkmène a fait savoir que désormais il n'accepterait pas le paiement en nature et que seul un règlement en devises convertibles permettrait au gaz de continuer à couler dans les tuyaux.

La capacité totale de production d'électricité est de 2 543 Méga Watt et la production annuelle est de 17 à 18 milliards de Kilo watt; elle est fournie par 6 stations (Achghabad, Mary, Tchardjou, Tachaouz, Turkmenbachi et Nebit-Dag). La consommation domestique est de 9 milliards de kW (40% pour l'industrie, 28% pour l'agriculture et presque 30% pour l'exportation vers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan). La production d'électricité a connu, comme les autres secteurs énergétiques, une baisse incontestable ces dernières années. Une production de 10 milliards de tonnes a été enregistrée en 1993 (4,1% de moins qu'en 1992). Mais elle ne reflète que la moitié de la capacité de production annuelle du pays. Grâce à ce surplus de production, le Turkménistan est en train de planifier la construction de câbles de haut-voltage vers le Pakistan et l'Afghanistan, pour une future exportation annuelle de, respectivement 2 et 1 milliard de kW. Par ailleurs, la neutralité dans le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie a payé et cette dernière, d'ailleurs, a investi 45 millions de US\$ pour la construction d'un réseau électrique pour l'importation de l'électricité turkmène, via l'Iran.

5-2-2 Le combat des pipelines

Le désenclavement de l'Asie centrale est probablement la question la plus importante - après celle des besoins en financements extérieurs - pour les dirigeants de ces nouvelles républiques. Divers débats ont eu lieu entre les dirigeants, les investisseurs et les spécialistes pour déterminer un tracé qui soit à la fois économiquement, politiquement et techniquement adéquat. Pour cela, de nombreuses réunions entre les dirigeants des Etats concernés ont eu lieu.

En avril 1994, la première réunion interétatique réunissant le Turkménistan, la Turquie, la Russie, le Kazakhstan et l'Iran s'est penchée sur le tracé du pipeline en direction de l'Europe, via l'Iran et la Turquie en évitant la mer Caspienne. Ce tracé avait déjà été choisi par un consortium composé de Bidas, d'une société Suisso-américaine « *Wavemeg* » et de la société mixte « US-CIS ». Ce consortium a été nommé par M Niyazov. La seconde réunion inter-étatique a eu lieu les 23 et 24 avril 1994 à Téhéran: « Intergovernmental Council for issues of arrangement of Gas and Oil from Turkmenistan to the World Market »; la Russie,

³⁴ Il est intéressant de voir un grand nombre de voitures Volvo (souvent rouges) dans le centre ville de Achghabad parmi les vieilles voitures soviétiques. Les autorités nous ont expliqué que c'est une partie de la dette ukrainienne sur l'importation du gaz turkmène; toutefois ils ignoraient les modalités de l'acquisition de ces voitures suédoises par l'Ukraine.

le Kazakhstan et l'Ukraine (admise en janvier 1995) y participent en qualité d'observateurs. La troisième réunion de ce conseil inter-étatique, qui s'est déroulée les 16 et 17 janvier 1995 à Ankara, a permis la création de plusieurs sociétés chargées de la construction du pipeline, de la commercialisation du gaz et des aspects financiers; mais elle a également mis en évidence les difficultés liées à la réalisation de ce projet, difficultés liées d'une part à son coût, celui-ci serait de l'ordre de 5 milliards de US\$, dont 2,5 milliards de US\$ pour la partie du gazoduc allant du Turkménistan jusqu'à la frontière turque. Les schémas de financement ne sont pas clairement établis et les institutions financières internationales manifestent une certaine réticence en raison de la participation de l'Iran.

Difficultés liées d'autre part au statut accordé à la Turquie. Le consortium semble vouloir ne considérer le projet de gazoduc que jusqu'à la frontière turco-iranienne et, tout en ignorant les propositions de tracé de "Botas", cherche à limiter le rôle de la Turquie à celui « *d'acheteur* ». Le tracé est de 1649 km jusqu'à la frontière turque.

En octobre 1994, les chefs d'Etat turc et turkmène ont signé un accord au terme duquel la Turquie s'engage à acheter 2 milliards de m³ de gaz naturel par an en provenance du Turkménistan dans la phase initiale du projet, c'est-à-dire dès 1998. Les quantités seraient ensuite portées à 5 milliards de m³ par an entre 1999 et 2004, 10 milliards de m³ par an au cours de la période 2005-2009 puis 15 milliards de m³ par an au cours des dix années suivantes. Les capacités d'acheminement pourraient éventuellement être portées à 28 milliards de m³ par an pour alimenter les pays européens par l'adjonction d'un second gazoduc en territoire turc. Le premier s'arrêterait près d'Ankara, tandis que le second s'étendrait jusqu'en Europe.

D'un autre côté, les Etats-Unis ne veulent pas d'une participation iranienne dans le désenclavement de l'Asie centrale. La Russie doit être contournée, l'Iran, évité et l'Asie de l'Est, ignorée, tel est l'alternative américaine dans cette zone ; pour cela, une seule voie leur reste, l'océan indien, côté pakistanais, via l'Afghanistan.

L'empressement de Washington résulte d'un élément-clé de l'évolution actuelle en Afghanistan: le projet de gazoduc reliant le Turkménistan au Pakistan (port de Gwadar), via l'Afghanistan de l'Ouest. Le maître d'oeuvre de ce projet est la compagnie pétrolière américaine Unocal, alliée à la firme saoudienne Delta Oil ; elles ont évincé la société argentine Bidas auprès du président du Turkménistan. Ce gazoduc, dont le coût serait de 2 milliards de dollars et qui serait doublé d'un oléoduc, répond à deux priorités américaines: assurer une liaison directe pour évacuer les hydrocarbures d'Asie centrale et de la Caspienne, où les compagnies américaines, parmi lesquelles Chevron, investissent massivement; renforcer - dogme actuel de Washington - l'isolement de l'Iran, qui

est le candidat naturel au tracé du gazoduc, grâce à sa proximité avec les lieux de production et aux infrastructures déjà en place³⁵.

Unocal et Delta Oil ont joué un grand rôle dans « l'achat » de commandants locaux, sans parler du lobbying à Washington et de la coordination avec le Pakistan. Le conseiller politique d'Unocal, M. Charles Santos, un américain proche de l'administration, fut l'adjoint de Mahmoud Mestiri, ancien envoyé spécial de l'ONU pour l'Afghanistan. Le soutien d'Unocal aux Talibans n'est guère dissimulé par son vice-président, Chris Taggart, qui a qualifié l'avance des Talibans de « *développement positif* ». Affirmant que « *les récents événements étaient susceptibles de favoriser le projet* » (de gazoduc) il envisageait même une reconnaissance des Talibans par Washington³⁶.

5-2-2-1 L'état actuel des réseaux.

La majeure partie de leurs exportations dépend des pipe-lines. Le pipeline de Boukhara/Oural qui a été construit en 1961 est long de 4503 km et était le plus long à son temps. Par la suite il y a eu la construction des différentes branches dont celles de Darvaza et Bairam-Ali au Turkménistan.

Il y a un autre pipeline qui relie Achak et Shatly au Turkménistan, aux régions centrales de la Russie, et un autre qui relie le même Turkménistan à la Sibérie occidentale.

De Krasnovodsk (Turkmenbachi) deux gazoduc partent vers le nord et le réseau russe et vers le sud et Achghabad/Mary/Tchardjou. De Tchardjou une branche est reliée au réseau ouzbek de Boukhara/Oural avec deux lignes de 55 bars et une capacité de 11 milliards de m³.

Le réseau ouzbek est relié à celui de GAZPROM par deux voies:

- 1) Boukhara/Oural, avec deux lignes de 55 bars et une capacité de 11 milliards de m³ entre 62 à 64
- 2) Asie centrale/centre avec 2 lignes de 75 bars et une capacité de 12 milliards de m³.

Elles passent sur le territoire ouzbek. Elles sont sous le contrôle du Gazprom et ne passent que par transit sur cette terre.

Tous ces pipelines traversent la Russie. Mais il y a aujourd'hui, de la part des républiques d'Asie centrale, la volonté de contourner ce pays. Ce phénomène s'accroît à partir du moment où la capacité de raffinage interne s'avère insuffisante. Dans ce but la création des nouveaux pipelines est à l'ordre du jour des gouvernements locaux. Il y a eu plusieurs projets dans ce sens dont le prolongement du pipeline de Tchardjou, au Turkménistan, vers la Turquie et les

³⁵ Lire DOLAY. Nur Dolay, « *Grandes manoeuvres dans le Caucase* », in : Le Monde Diplomatique juillet 1995, et ARTICO. Alfonso « *Les Talibans afghans sur la route du pétrole* » Le Monde Diplomatique novembre 1995.

³⁶ Financial Times Londres, 3 octobre 1996.

marchés de l'Europe de l'Ouest, via l'Iran. On a aussi parlé de la création d'un pipeline sur la mer Caspienne pour atteindre les mêmes destinations, mais cette fois-ci à travers l'Azerbaïdjan et l'Arménie. La guerre qui oppose ces derniers, depuis près de six ans, a freiné momentanément ce projet³⁷. Un nouveau projet est, par ailleurs, à l'étude pour exporter ces ressources par les ports indiens et pakistanais, à travers le Pakistan.

5-2-2-2 Les nouveaux projets.

Pour augmenter ses capacités d'exportation, diversifier ses marchés et réduire sa dépendance à l'égard de la Russie, le Turkménistan est en train d'étudier les modalités de la construction de deux nouveaux pipelines. Le coût de la construction d'un gazoduc jusqu'aux frontières turco-bulgares est estimé à 4 milliards de US\$; ce projet paraît l'un des plus réalisables et ouvrirait de grandes possibilités, si les investisseurs étrangers fournissent le capital nécessaire.

Ces chiffres changent selon l'EIU. Le pipeline vers l'Europe coûterait 8 milliards de US\$, pour une capacité de 15-25 milliards de m³. La construction est reportée à début 1998. Pour le Turkménistan il serait d'une capacité de 15 milliards de m³ et coûterait 1,9 milliards de US\$ pour une longueur de 840 km. Le choix du tracé du pipeline a fait l'objet de grands désaccords entre les parties prenantes.

Ali-Akbar Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères a déclaré que son pays était prêt à financer un pipeline vers le Golfe persique pour transporter le gaz turkmène; le coût de construction de ce gazoduc est de 1,9 milliards de US\$, sa longueur de 844,7 Km et sa capacité de 15 milliards de m³ par an. Toutefois, il n'a pas été mentionné comment l'Iran pourrait trouver les fonds nécessaires. Par ailleurs, le Turkménistan et l'Iran ont signé un accord pour la construction d'un oléoduc jusqu'à Téhéran pour la livraison de 6 millions de tonnes de pétrole à l'Iran³⁸. Récemment les responsables de « *Pan-Asian gaz-main* » - la compagnie des pays d'Asie du sud est - ont visité la région et ont fait savoir qu'ils seraient intéressés par l'importation de gaz et de pétrole vers la Corée, le Japon et l'Asie du sud est. D'ores et déjà le Kirghizie exporte de l'hydroélectricité vers la Chine.

D'ici là, la production de gaz devra augmenter pour atteindre 90 millions de m³ en l'an 2000 et 230 millions de m³ en 2020. Le prix pour le marché intérieur est maintenu à un niveau artificiellement élevé alors que pour la consommation domestique, le gaz est déclaré gratuit; cette consommation interne est subventionnée par une partie des recettes de l'exportation du gaz.

³⁷ KAZER. M & MEHROTR. S The Central Asian Economies After Independence London Ed: Royal Institute of International Affairs 1992.

³⁸ GIROUX. Alain Courriers des pays de l'Est n° 388, avril 1994.

Voici la liste des projets les plus vraisemblables du gouvernement turkmène :

- projet de gazoduc :

- **A - Turkménistan vers la Turquie**
Route : Ouest de Turkménistan - à travers la mer de Hazarsko (sur la mer Caspienne) - Iran - Turquie.
longueur 845 km
diamètre : 720mm - 1420 mm
capacité d'investissement : 1,5 milliard de USD
volume de gaz délivré : 15 milliards de m3 par an/

- **B - Turkménistan vers la Turquie**
route : Turkménistan - Azerbaïdjan - Géorgie - Turquie
longueur : 1 300 km
diamètre : 720mm - 1420 mm
capital investi : 1,5 milliards de USD.

- **C - Turkménistan vers le Pakistan**
route : Soviétabad - Afghanistan - Pakistan (Peshawar)
longueur 1 500 km
diamètre : 720mm - 1420 mm
capital investi ; de 2 à 2,5 milliards de USD.

- **D - Turkménistan vers l'Europe**
route : Soviétabad - Iran - Turquie - Europe
longueur 4 084 km
diamètre : 720mm - 1420 mm
capital investi : 8,14 milliards de USD.

- **E - Turkménistan vers le Japon**
Route : Turkménistan - Chine - Japon
longueur : 6 700 km
diamètre 720 mm - 1420 mm
capital investi : 14 milliards de USD.

Pour le moment le pétrole est transporté par la voie ferrée et les tankers de petite capacité, mais après l'augmentation de la production, ces voies ne semblent plus adéquates tant du point de vue économique que pratique. Cette considération impose la construction de pipe-lines pour pouvoir transporter du brut et une grande production de « *pétrole lourd* ».

Les alternatives des nouveaux oléoducs:

1 - **Turkménistan vers l'Iran (la Golfe persique)**

route: l'ouest du Turkménistan - Iran - Golfe persique

longueur: 1050 km

diamètre: 720 mm

capital investi: 1,15 milliards USD

2 - **Turkménistan vers la Méditerranée**

route: Turkménistan - Iran - Turquie - Méditerranée

longueur: 1548 km

diamètre: 720 mm

capital investi: 1.7 milliards \$

3 - **Turkménistan vers la mer Noire**

route: Turkménistan - Azerbaïdjan - Géorgie - la mer Noire

longueur: 1300 km

diamètre: 720 mm

capital investi: 1.5 milliards \$

S'agissant des oléoducs, en général, cinq options principales se présentent :

1 - Une série de projets impliquent d'accroître le trafic de tankers dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

- Le plus avancé est celui du « Caspian Pipeline Consortium ». Initié par Oman, avec la participation du Kazakhstan et de la Russie, il doit prolonger ou doubler les conduites existantes qui traversent la Russie jusqu'à Novorossisk.

- Les travaux ont commencé sur le tronçon Tikhoretzk-Novorossisk mais le financement n'est pas encore bouclé, la compagnie Chevron refusant toujours les conditions qui lui sont proposées.

- Deux autres projets d'évacuation vers la mer Noire prévoient un passage par l'Azerbaïdjan : i) un pipeline depuis le Kazakhstan, et peut-être le Turkménistan, à travers la Caspienne, l'Azerbaïdjan puis la Russie jusqu'à Novorossisk ; ii) un pipeline empruntant au départ le même itinéraire que le précédent mais passant par la Géorgie jusqu'à Poti sur la mer Noire.

Outre que ces itinéraires traversent tous des régions politiquement instables, une objection de fond peut leur être opposée : la saturation du trafic dans le Bosphore a conduit Ankara à restreindre, en juillet 1994, la circulation des tankers. Même si ces projets aboutissaient, ils ne seraient pas suffisants compte tenu de l'augmentation probable de la production.

Aussi, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan s'accordent-ils pour juger opportun la construction d'un deuxième oléoduc.

2 - Un projet russo-gréco-bulgare est destiné à désengorger les détroits et paraît gagner du terrain. Le brut serait acheminé par tankers jusqu'à Burgas, puis évacué par oléoduc jusqu'au port grec d'Alexandroupolis.

3 - Une autre série de projets est soutenue par l'Azerbaïdjan et la Turquie qui ont signé un accord-cadre en 1993 pour un itinéraire aboutissant en Méditerranée sans passer ni par la Russie, ni par la mer Noire.

Quatre variantes conduisent au pipeline, actuellement fermé, qui vient d'Irak et aboutit au terminal turc de Ceylan-Yumurtalik : i) par la Géorgie, ii) par l'Arménie, iii) par le nord-ouest de l'Iran, et iv) par le Nakhitchévan et l'Arménie. Ces variantes, qui traversent toutes des territoires peu sûrs, intéressent également le Kazakhstan qui pourrait être relié à Bakou par un oléoduc à travers la mer Caspienne. L'Iran, qui vient d'entrer dans le consortium constitué en septembre dernier pour l'exploitation des gisements azéris, aura à coeur de promouvoir cette option. La Russie quant à elle, bien qu'ayant des intérêts dans le consortium, a dénoncé sa signature au motif que la question du partage des ressources de la Caspienne n'est pas réglée.

4 - Deux autres projets impliqueraient davantage l'Iran en évitant les régions instables du Caucase et de la zone kurde: i) l'un passerait le long de la rive est de la Caspienne en passant par le Turkménistan puis par l'Iran et se dirigerait vers la Turquie ; ii) le deuxième serait semblable au précédent jusqu'à Téhéran mais se dirigerait vers le sud jusqu'au Golfe persique.

5 - Enfin, il convient de mentionner la possibilité d'évacuer le pétrole par la Chine quoique ce projet paraisse encore incertain.

En ce qui concerne le gaz, le seul projet de gazoduc est celui qui est destiné à exporter le gaz du Turkménistan, en passant par l'Iran et la Turquie.

Une percée significative a été accomplie par le Turkménistan avec la signature, le 23 août 1994, d'un protocole d'accord avec l'Iran et la Turquie. Le futur gazoduc devrait avoir 4 000 km de longueur et le tronçon iranien pourrait s'allonger sur 1 400 km en passant au sud de Téhéran et par la province de Tabriz. Il est également possible qu'une de ses branches desserve la Nakhitchévan et que le projet s'articule avec l'oléoduc Kazakhstan-Europe. Sa capacité n'est pas arrêtée ; elle pourrait être comprise entre 10 et 28 milliards de m³ par an.

Néanmoins, le volet financier est encore loin d'être finalisé. son coût serait de 9 milliards de dollars dont 3,5 milliards d'apport iranien.

L'événement qui apparaît de bonne augure à long terme, dans le secteur du gaz et du pétrole et qui pourrait avoir des conséquences sur l'ensemble de l'économie fut, à l'automne 1995, la signature d'un accord par le Président. Selon

cet accord, Unocal and Delta Oil, une des plus importantes entreprises privées de l'Arabie Saoudite, basée à Los Angeles, a constitué un consortium 60-40% qui prévoit la construction d'un gazoduc de 1.300 kms, d'un coût estimé à 3 milliards d'US\$, qui ira du Turkménistan au Pakistan en passant par l'Afghanistan. Le Turkménistan a garanti l'approvisionnement de 898 milliards de m³ de réserves de gaz pour ce projet qui attend toujours d'obtenir l'accord de l'Afghanistan. Le gazoduc aura une capacité de 72 millions de m³ par an. Le même consortium va également étudier le projet d'un pipeline. Celui-ci traversera également l'Afghanistan pour aboutir à un terminal d'exportation de pétrole brut sur l'Océan Indien.

En effet, et plus qu'ailleurs, les accords satisfaisants concernant les pipelines d'exportation de gaz et de pétrole représentent le point principal pour l'avenir économique du Turkménistan. Récemment, l'annonce par la compagnie pétrolière argentine Bidas, de l'existence d'une réserve de gaz estimée à 898 milliards de mètre cube dans le bloc de Yaslaiar à 450 kms à l'est de la capitale a déclenché une nouvelle prise de conscience internationale sur le potentiel du pays et peut servir à relancer, à moyen terme, l'économie.

5-2-2-3 Le transport terrestre.

Le Kazakhstan possède le réseau ferroviaire le plus maillé de tous les pays d'Asie centrale. Son étendue est de 13.500 km dont 5.500 km de voies doubles et 3.500 électrifiées. Les problèmes d'entretien sont encore plus aigus que pour les routes, le réseau servant également au transport d'importantes quantités de matières premières. Par ailleurs, la lenteur du transport ferroviaire constitue un frein important. Cette situation est due à la vétusté du matériel roulant, aux retards d'entretien courant de la voie et à la désorganisation des services en matière de suivi des wagons. Depuis 1995, une nouvelle voie de chemin de fer relie la Chine à l'Iran en passant par le Kazakhstan (via Droujba), l'Ouzbékistan et le Turkménistan (Sarakhs). Les échanges entre les pays d'Asie centrale, les pays du Golf Persique et les pays occidentaux devraient en conséquence s'intensifier.

Depuis 1978 une route - le *Karakorum Highway*- relie Kashgar en Chine à Islamabad ; un accord signé en septembre 1993 va permettre sa connexion au projet de liaison ferrée et routière Islamabad/Istanbul qui passera par Almaty, Bichkek, Tachkent et Achghabad. Le 1er septembre 1990, les réseaux ferroviaires chinois et soviétiques ont établi leur jonction : le tracé relie Ouroumchi dans le Xinjiang à Aktogay au Kazakhstan.

Il existe cinq chemins de fer qui relie l'Asie centrale aux autres Etats de la CEI:

1) le *Transcaspienne* de Krasnovodsk (ouvert en 1888); c'est la prolongation de cette ligne vers l'Iran qui est à l'ordre du jour dans l'immédiat (la fin des travaux est prévue pour l'automne 1994), 2) le *Kazalinsk*, la ligne du nord de la mer d'Aral et à travers le steppe d'Orenberg (1906), 3) le *Turk-sib* (1931), dont une branche a été ouverte vers la ville d'Oroumchi en Chine, 4) le *TransKazakh* du sud (1953) et, 5) le *Kungrad* du sud de la mer d'Aral, à travers le plateau Ust-Yurt (complété en 1972).

L'état du transport ferroviaire au Kazakhstan est le suivant. Le réseau de voies ferrées principales est long de 13.500 km, dont 500 km de voies électrifiées. Ce réseau ferroviaire est essentiellement conçu pour l'exportation des matières premières et l'importation de produits manufacturés en provenance de la Russie.

Dans l'état actuel, les autorités misent beaucoup sur l'ouverture de la ligne de chemin de fer transasiatique Pékin/Istanbul via Almaty, Tachkent/Achghabad/Meched (en Iran) pour favoriser le développement des transports et des échanges entre l'Europe et l'Asie. Il ne manquait qu'un tronçon de 136 km entre l'Iran et le Turkménistan pour que cette voie soit opérationnelle. Chose faite en mai 1996. L'inconvénient de cette voie, c'est que la ligne est à voie unique entre Almaty et Ourumchi, la capitale du Sinkiang chinois.

La fréquentation de trafic de marchandise sur la voie ferrée est de l'ordre de 22% de l'ensemble du trafic ferroviaire. Le parc de matériels laissé au Kazakhstan, après les accords de Minsk, le 25 janvier 1993, est de 110.000 personnes ; wagons de passagers : 6.500, parc de locomotives: 3.000. Le pays ne dispose d'aucune usine de fabrication, ni de réparation de matériel ferroviaire. Dans ce contexte le seul pays avec lequel les contrats de construction de wagons et de locomotives sont en cours est l'Allemagne³⁹.

Dans l'ensemble, le réseau ferroviaires et routier de l'**Ouzbékistan** est une suite de ceux de son voisin du nord. Il y a le réseau qui relie Krasnovodsk au Turkménistan et Novosibirsk en Russie qui passe par le territoire ouzbek; Boukhara, Samarcande, Karchi et Termez sur la frontière avec l'Afghanistan.

Une autre branche de celui-ci va vers Tachkent; de là il prend deux directions: soit celle de la vallée de Ferghana pour atteindre Osh en Kirghizie, soit celle du nord, la ville de Chimkent et Almaty au Kazakhstan.

Un seul réseau de chemin de fer traversait le **Turkménistan** jusqu'à présent, celui reliant Krasnovodsk (et sa raffinerie) à l'est du pays; il passe par Achghabad, Mary, Bairam-Ali et a une branche vers le nord à Tchardjou.

En ce qui concerne les **routes**, la situation est une des plus difficiles de toute la CEI. Le **Kazakhstan** ne compte que 100.000 km de routes nationales et

³⁹ L'ex-RDA était le seul fournisseurs des wagons-lits de Kazakhstan.

départementales; soit cinq fois moins que la France pour un pays cinq fois plus vaste. 500 km de ce réseau est une autoroute à quatre voies. La capacité étatique de construction de routes supplémentaires est de l'ordre de 2.000 km par an.

Le ministre des transports sollicite les partenaires occidentaux, aussi bien dans les domaines de technologie et d'équipement que des investissements et des financements dans les projets suivants:

- ouverture d'une autoroute à péage entre Tachkent et Ourumchi via Almaty et le poste frontière de Khargos.
- Ouverture d'une voie routière entre Almaty et Karachi via le Kirghizie et Kashgar (au Sinkiang chinois). Un accord entre Almaty et Islamabad a été signé, mais Pékin n'a pas encore donné son aval. Cette route donnerait au Kazakhstan l'accès à toutes les villes d'Asie du sud-est ; elle a l'avantage de relier Almaty à la mer ouverte la plus proche, mais aussi de contourner les points de turbulence tels le Tadjikistan ou l'Afghanistan.
- construction de routes qui desservent les sites pétroliers et des gisements de matières premières; ces projets sont examinés en coopération avec la BERD; il pourrait s'agir de routes à péage comme entre la ville d'Atyrau et le site pétrolier de Tengiz.

Le réseau routier **ouzbek** n'est pas en bon état, mais une route reliant Tachkent à Termez permet aux ouzbeks d'espérer une prolongation jusqu'au Pakistan.

5-3 Enjeux stratégiques liés à l'interdépendance économique

Les autres ressources naturelles, dont l'eau, constituent d'autres enjeux stratégiques ; par ailleurs, la question de la terre occupe une place non négligeable dans le cadre des économies d'Asie centrale. Un ensemble d'enjeux qui rendent complexe l'éventualité d'une intégration régionale.

5-3-1 D'autres ressources importantes

Face à ce grand marché de gaz et de pétrole, indépendamment des pays de la région, les puissances économiques de l'Europe occidentale et de l'Asie de sud-est sont mobilisées. L'enjeu est tel que ces pays misent principalement sur leurs ressources économiques pour une règlement de leur politique extérieures. Les pays démunis de telles ressources comme la Kirghizie ou le Tadjikistan, sont de plus en plus écartés de cette compétition. D'autres ressources naturelles de ces pays sont essentiellement le coton pour lequel l'Ouzbékistan occupe la quatrième place mondiale. Le même pays est, par ailleurs, le deuxième producteur d'or, après la Russie, au sein de la Communauté des Etats Indépendants. Les autres produits de l'Ouzbékistan sont l'acier et le cuivre. Le **Kazakhstan** a toujours occupé un rang très important dans la structure du commerce de l'ex-URSS. Ses réserves et les volumes de sa production des principales matières premières montrent le potentiel de ce pays en matière industrielle et commerciale.

Réserves et production des principaux minerais en 1994

	Réserves		Production	
	%	Part dans l'ex-URSS	%	Part dans l'ex-URSS
Fer	10	3	8	3
Manganèse	14	2	2	3
Chrome	99	1	100	1
Cuivre	29,9	2	30	2
Plomb	38	1	64	1
Zinc	35	2	56	1
Bauxite	22	2	36	2
Tungstène	54	1	4	3
Etain	2	3	2	2
Charbon	12	3	19	3
Molybdène	29	2	5	4
Phosphorites	65	1	65	1
Pétrole	8	2	4	2

Les dernières statistiques officielles publiées datent de 1994

La part de la production d'or du Kazakhstan dans l'URSS s'élevait à environ 7% correspondant à 20 tonnes d'or par an. Selon le ministère de la Géologie et de la Protection du Sous-sol, 196 gisements aurifères sont enregistrés au Kazakhstan. Parmi eux, 126 sont des gîtes primaires, 47 des gisements polymétalliques (35,3% des réserves d'or explorées) et 23 des gisements alluvionnaires (0,5% des réserves explorées).

Ces gisements sont recensés dans 6 régions: le Kazakhstan de l'ouest, le Kazakhstan du nord, Maikaine-Bochekoulskii, le Kazakhstan central, Mougodjarski et Djetygarinskii. La teneur des minerais en or est de 7 à 7,9 g/t en moyenne. Il existe cependant des gisements dont la teneur en or du minerai est exceptionnelle. Le secteur exigeant des investissements importants, le gouvernement a recours à des compétences et des fonds étrangers. La première licence pour l'exploitation et l'extraction de l'or et des diamants sur le territoire du Kazakhstan a été attribuée à la société mixte **Altyn-Tas**, comprenant des capitaux australiens.

L'activité d'importation et d'exportation de métaux précieux est réservée à la Banque Centrale du Kazakhstan. Les réserves nationales d'uranium sont estimées à 65% du total des réserves de l'ex-URSS. En 1994, 40% de l'uranium extrait en CEI provenait du Kazakhstan (42 sites d'extraction). Il existait du temps de l'URSS trois unités utilisant l'uranium: l'usine de Kazkor (Aktaou), l'usine de Tsélinii (Stépnogorsk) et le combinat d'Oulbinskii. Le minerai ainsi concentré était exporté en Russie pour y être enrichi. Le combinat d'Oulbinskii fabriquait ensuite à partir de l'uranium enrichi des pastilles utilisables par des centrales nucléaires civiles de type *russe*. Cette usine ainsi que l'unité de concentration de Tsélinii continuent de fonctionner. Le Kazakhstan recèle un grand nombre de « terres-rares » tels que cérium, néodyme, holmium, ytterbium et lutécium dont les gisements sont associés aux différents métaux (niobium, zircon, tantale, barytine et béryllium). Par ailleurs, le Kazakhstan est l'un des deux seuls producteurs de béryllium raffiné au monde avec son usine métallurgique d'Oust-Kaménogorsk, l'autre étant la société américaine Brushwellman. En 1993, le Kazakhstan a baissé de 25% les prix de vente afin d'augmenter ses ventes à l'exportation. La production annuelle mondiale de béryllium concentré est d'environ 350 tonnes.

Les principaux investissements

Secteur	Pays	Projet
Agro-alimentaire	Etats-Unis	Philip Morris (240 millions d'USD en 5 ans)
	Etats-Unis	Coca-Cola usine d'embouteillage à Almaty (15 millions d'USD)
Pétrolier	Etats-Unis	Chevron Gisement de Tengouiz (700 millions d'USD en 4 ans)
	France	Elf Bloc de Temir (300 millions d'USD en 3 ans)
Minier	Iles Vierges Britanniques	Japan Chrome Corp. gestion de l'usine de ferro-allia d'Ermak Achat d'équipement (7,5 millions d'USD)
	Royaume-Uni	Remboursement de la dette (140 millions d'USD)
		Bakyrtschik Gold exploitation d'une mine d'or à Bakyrtschik (50 millions d'USD)

Le **Turkménistan** est la quatrième république de la CEI par sa superficie. Avec 1.100 Km de large et 650 Km de long, ce pays s'étend sur une région de 488 100 Km². Cependant, pratiquement 90% du pays est constitué par un immense désert : le Kara-Koum, qui occupe toute la zone intérieure et le nord du pays. Avec son climat désertique continental, l'hiver y est assez doux et l'été brûlant (atteignant les 40°) alors que la pluie se fait rare avec un maximum de 300 mm par an. Le canal de Kara-Koum, long de 1.100 Km, (le plus grand canal construit par l'homme), constitue l'artère du pays. Il transporte les eaux de l'Amou-Daria de l'est à l'ouest du Turkménistan. Les réserves internationales du Turkménistan sont estimées à 300 millions de US\$⁴⁰.

Le Turkménistan a été, par rapport aux autres Républiques, le pays qui a le moins souffert de la désintégration de l'URSS et des perturbations qu'elle a provoquées dans le processus des échanges. Les 4,7% de pertes économiques ont été dus aux mauvais résultats de l'agriculture qui a souffert cette année là d'une mauvaise récolte de coton. Par ailleurs, la fermeture de la raffinerie de Tchardjou en 1991 a accentué ce déclin dans le secteur de l'industrie, mais le transport et la

⁴⁰ TAVASSOLI. Darius. A.R Turkménistan : Exportations et opportunités d'investissement Paris 1995 Ed: CFCE (travail non publié) octobre 1995.

communication ont confirmé leur hausse spectaculaire. Le secteur du bâtiment a commencé à émerger suite aux résultats du plan de restructuration de 1990.

Les autres matières premières sont des plaques de sels. Sulfure: 12 000 tonnes, iode: 650 tonnes, bromine : 8700 tonnes. Pendant des décennies, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan étaient les seuls fournisseurs de matières premières de l'URSS; pour cette raison, les autres industries y sont sous-développées. L'industrie compte pour 17% du PNB en 1993. 95% de la production provient des entreprises d'Etat. Le Turkménistan souhaite effectivement poursuivre une politique industrielle destinée au développement des régions arriérées du pays. L'objectif essentiel est d'atteindre les marchés mondiaux et de réduire la dépendance à l'égard de la CEI. *« Par ailleurs, il existe une industrie chimique de base qui produit 650.000 tonnes de chlorure de sodium, 343.000 tonnes de soufre et 270.000 tonnes de sulfate de sodium par an. En moindre quantité, d'autres produits chimiques sont également fabriqués. On trouve de l'iode, du bromure de potassium, du bromure de fer, bichofite et le sel d'Epsome (sulfate de magnésium) »*⁴¹.

5-3-2 L'eau comme enjeu stratégique

Si l'eau peut bien être dans certains cas un enjeu stratégique facteur de conflit, elle peut aussi se révéler un indéniable facteur de coopération : une coopération vitale qui tente de mettre en place une gestion nécessairement commune des ressources : c'est le cas de l'Asie centrale. Ou alors une coopération dont les structures sont en place, mais qui demeure figée, c'est le cas de l'Asie du Sud-est.

5-3-2-1 Une catastrophe écologique et humaine.

Formée du bassin de la mer d'Aral¹ très plat, bordée de chaînes montagneuses au Sud (2000 m d'altitude) et à l'Est (7000 m d'altitude), la Touranie s'ouvre au Nord sur la Sibérie. Ses 3,5 millions de km² sont soumis à un climat sec semi-aride qui fait que seuls 10% du territoire sont irrigués, artificiellement ou naturellement. Les précipitations les plus abondantes se font sur la partie Ouest de la région, en altitude, alors que des immensités désertiques s'étendent sur une grande partie du Turkménistan ainsi que sur une large zone frontalière entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Le système hydraulique régional repose essentiellement sur les deux principaux cours d'eau qui alimentent le lac d'Aral : l'Amou-Daria et le Sayr-Daria. Le premier, d'une longueur de 2540 km et

⁴¹ Banque Mondiale Turkmenistan : Country Profil Sofia 1996.

¹ En fait au sens propre du terme il s'agit d'un lac dont l'eau salée ne possède pas les caractéristiques de l'eau de mer. Pour une étude détaillée et complète (géologique, géographique, climatique, démographique...) du bassin du lac d'Aral, voir René Létollet et Monique Mainguet, *'Aral'* Springer-Verlag 4^{ème} trimestre 1993.

qui a un bassin de 309.000 km², naît en Afghanistan et au Tadjikistan. Il ne reçoit plus d'affluent après la frontière afghane. Le second d'une longueur de 3019 km avec un bassin de 219.000 km², naît en Kirghizie. Il alimente la partie Nord de la mer d'Aral. Le bassin du lac d'Aral couvre, lui, une superficie totale de 1,815 km² où vivent 36 millions d'habitants.

Etant donné le caractère hostile de la nature en dehors des zones directement proches des cours d'eau², le développement de la vie humaine dans la région a toujours nécessité la mise en place de systèmes d'irrigation. Des archéologues font remonter leur apparition à plusieurs milliers d'années³. Mais l'ère de domination soviétique marque irréfutablement un changement de degré dans l'utilisation des ressources régionales en eau.

Une irrigation mal maîtrisée, un développement forcené de la monoculture du coton, un emploi intempestif d'engrais chimiques, une industrie lourde polluante, associés à des techniques hydrauliques inadaptées, telles sont les principales caractéristiques de l'hydropolitique menée par Moscou.

Dès 1918, Lénine encourage la mise en culture des terres de la région ainsi que le développement de la pêche dans le lac d'Aral. La volonté de plier la nature au progrès en marche, exprimée dès le premier Plan Quinquennal de 1928-1932 et lors des réunions successives du Comité Central du PC soviétique, s'est réalisée au travers des travaux gigantesques qui furent entrepris pendant soixante-dix ans. La Touranie devait devenir la première région cotonnière du monde; l'"or blanc" devait pousser. Des milliers de km de canaux d'irrigation⁴, notamment à l'époque de Khrouchtchev, sont construits pour gagner toujours plus de terres cultivables sur des steppes jusque-là désertiques. C'est cette augmentation des terres irriguées de 2,2 à 7,1 millions d'hectares entre 1913 et 1987, qui explique la progression de la production de coton de 0,6 à 8 millions de tonnes⁵. 60% des surfaces cultivables sont aujourd'hui consacrées à cette culture.

Le rendement à l'hectare, lui, n'augmente pas autant qu'il le pourrait. En effet, la trop grande quantité d'eau utilisée pour l'irrigation⁶ ainsi que les

² Le mot « *Aral* » signifie d'ailleurs « île » (île d'eau dans un océan de désert).

³ Certains spécialistes affirment d'ailleurs que les systèmes d'irrigation utilisés en Afrique saharienne ont été importés d'Asie centrale.

⁴ Plus de 200.000 km de canaux et fossés ont été construits (René Létolle et Monique Mainguet, *op.cit.*). Le canal le plus long est celui de Kara-Koum au Turkménistan. Construit à partir du milieu des années 1950 depuis Amou-Daria dont il détourne 15% du flux annuel moyen, il mesure 1300 km de long. La mise en valeur de la '*Steppe de la Faim*' au Sud-Est de Tachkent a fait aussi l'objet de travaux gigantesques, responsables du détournement de la plus grande partie du débit du Sayr-Daria. Environ 70 barrages et retenues d'eau ont été construits dans le bassin.

⁵ RADVANYI. Jean « *Politiques : quel avenir pour le centre de l'Asie?* » in : Asie Centrale. Aux confins des empires, réveil et tumulte Ed: Autrement, 1990.

⁶ En 1980 les normes d'irrigation ont été franchies de 1,6 fois en Ouzbékistan, 2 fois au Kazakhstan, 1,6 fois au Tadjikistan, 1,7 fois au Turkménistan et de 1,3 dans la Fédération de Russie ... La consommation d'eau à l'irrigation peut être réduite de 60 km³ par an. TIKHONOV Vladimir « *Le problème de l'eau en URSS: nouvelles approches* » in: Sciences Sociales, n°2 1989.

importantes pertes en ligne sur les réseaux de canalisation⁷ entraînent une salinisation et donc un appauvrissement des terres. L'emploi d'engrais à base de chlorates et phosphates ainsi que l'utilisation de pesticides, censés compenser la perte de richesse de la terre, entraîne une pollution de l'eau et une nouvelle dégradation du sol, tout en ne réglant pas le problème de la salinisation.

Les conséquences d'une telle hydropolitique sont aujourd'hui visibles, connues et admises par tous les acteurs et observateurs.

Sur le plan de l'environnement, le lac d'Aral a subi un assèchement sans précédent à échelle de temps comparable. De 68.000 km² en 1960 qui lui permettait d'être le quatrième plus grand lac du monde⁸, il n'occupe plus en 1990 que 34.800 km²; soit une diminution de 40% de sa superficie. Sa salinité est passée de 10 gr/l à 33,3 gr/l pendant la même période, et la pêche y a pratiquement disparu. De 90% en 1920, le flux de l'Amou-Daria et du Sayr-Daria alimentant le lac est passé à une quantité presque nulle et polluée. Les tempêtes de vent déposent de plus en plus de sels dans toute la zone⁹. C'est tout l'écosystème régional qui a été transformé.

Sur le plan démographique, les conséquences sont aussi importantes. Outre les déplacements de population occasionnés par la politique des grands travaux d'irrigation et les victimes de la sédentarisation forcée¹⁰, les conditions de vie dans toute la région se sont considérablement modifiées du fait de la pollution générale de l'eau et de la terre. La mortalité globale a été multipliée par 15 en 10 ans et la mortalité infantile atteint des taux qui sont les plus élevés de toute l'ex-URSS¹¹. Les taux de maladies liées à la pollution n'ont pas non plus cessé d'augmenter depuis trente ans¹². Et si la vie de 60.000 Kazakhs et Ouzbeks habitant autour du lac, est ainsi directement mise en danger¹³, c'est la vie des 36 millions de Touraniens qui subit les conséquences de l'hydropolitique soviétique.

⁷ Les fuites des canaux sont dues au manque de revêtement imperméable. Elles créent des étangs latéraux qui peuvent couvrir 2000 km². D'autres fuites importantes sont dues à l'évaporation lors du passage des canaux à ciel ouvert dans les zones désertiques.

⁸ Après le lac Victoria, la mer Caspienne et le lac Supérieur.

⁹ Les chiffres varient suivant les auteurs. L'Institut de Recherches hydro-météorologiques du Kazakhstan estime qu'à 200 km du rivage du lac d'Aral, les dépôts de sels sont de 1,5 à 3 t/ha et par an.

¹⁰ Il y eut un million de victimes, directes ou indirectes, parmi la population nomade kazakhe qui refusa cette sédentarisation forcée. Henry Bogdan, page 216, « *Histoire des peuples de l'ex-URSS du IX^e siècle à nos jours* », Perrin, mars 1993.

¹¹ Moyenne en URSS : 23 pour mille, Turkménistan : 54,7, Tadjikistan : 43,2, Ouzbékistan : 37,7, Kirghizie : 32,2, Kazakhstan : 25,9. (Dossier Le Monde, page 81, « *L'URSS de la Pierestroïka à l'après-communisme* », 1991; repris par Henry Bogdan, *ibid.*)

¹² Voir pour un détail des chiffres maladie par maladie : René Létolle et Monique Mainguet, *op.cit.*

¹³ LECONTE. Jacques « *Feu la mer d'Aral - La destruction d'un éco-système.* » Futuribles, n° 151 février 1991.

5-3-2-2 D'un embrasement évité ou de la prise de conscience de la nécessité de coopérer

Jusqu'à l'implosion du système soviétique, la ligne immuable était tracée sans changement possible: il fallait produire du coton, qu'importe le prix écologique à payer. Les mises en garde contre les méfaits de cette hydropolitique aveugle, lorsqu'elles ont existé¹⁴, n'y ont rien fait. C'est l'éclatement du pouvoir central soviétique et la médiatisation de la situation du lac d'Aral qui permirent aux nouvelles Républiques de passer par la phase préalable à toute coopération: s'accorder sur le diagnostic. Les dix dernières années ont vu défiler tous les experts nationaux et internationaux suffisants pour qu'un très large accord ait pu s'établir quant à l'urgence et à la nature des problèmes régionaux liés à l'eau¹⁵.

Nous assistons donc à la mise en place de structures de coopération. L'ampleur du désastre, le manque de personnel qualifié, des moyens techniques et financiers insuffisants ont poussé les Républiques d'Asie centrale à demander une assistance internationale qui ne se contente pas d'élaborer un diagnostic¹⁶ mais qui propose des solutions. Après une première mission menée en septembre 1992, la Banque mondiale décide d'engager un plan d'action. Celui-ci devra apporter des solutions à trois types de question: la question du lac d'Aral, la question de l'eau dans la région et la question plus générale du développement. Il devra définir un programme, suivre un calendrier et s'appuyer sur des structures décisionnaires, techniques et financières. Le programme mis au point prévoit une première phase qui se fixe quatre objectifs: 1) stabiliser l'environnement du bassin de la mer d'Aral, 2) réhabiliter la zone sinistrée autour du lac, 3) améliorer la gestion des eaux internationales du bassin, et, 4) construire la capacité institutionnelle apte à suivre ce programme.

A cette fin, 19 projets ont été retenus, comprenant des mesures d'amélioration à court terme des circuits d'eau potable, de réfection des barrages, de collecte de données sur le débit et la qualité de l'eau¹⁷... D'un coût estimé à 250 millions de dollars, cette phase devrait s'étaler sur 5 ans. Un conseil

¹⁴ Certains scientifiques soutenaient que l'eau devait servir à l'irrigation car elle y était plus utile que lorsqu'elle remplissait le lac d'Aral. D'autres personnalités se sont opposées assez tôt à cette politique. V.M. Borovsky publie en 1978 un article dans les *Izvestiya* « *The drying out of the Aral sea and its consequences* ». Mention est faite d'auteurs ayant dénoncé les phénomènes dès 1965. (Voir Michael H. Glantz, Alvin Z. Rubinstein, Igor Zonn, « *Tragedy in the Aral sea basin: Looking Back to Plan Ahead?* » *The Iranian Journal of International Affairs* Vol. V n°1 printemps 1993).

¹⁵ L'UNEP a publié un rapport en juillet 92 « *Diagnostic Study for the Development of an Action Plan for the Aral Sea* » qui, s'il n'apporte pas de solution, élabore après deux ans d'étude un diagnostic reconnu.

¹⁶ Il y eut 131 visites de missions étrangères avant celle de la Banque Mondiale; mais la Banque fut la première à présenter des mesures concrètes. (The World Bank, « *The Aral Sea Crisis. Proposed framework of Activities* » in: *Europe and Central Asia Region, Country Department 3, Country Operations Division*, 29 mars 1993).

¹⁷ Pour le détail technique des programmes, voir le document « *Aral sea program-phase 1, Aide-mémoire, World Bank preparation mission, March 1994* », volumes 1 et 2, Europe and Central Asia region, country department 3, country operations division I.

interétatique sur la crise de la mer d'Aral (ICAS)¹⁸ est mis sur pied. Formé de cinq représentants ministériels pour chacune des cinq Républiques, il se réunit deux fois par an et doit donner son aval aux programmes détaillés et préparés par le conseil exécutif (EC)¹⁸. La mise au point de ces travaux doit être coordonnée avec le fond international de la mer d'Aral (IFAS)¹⁸ qui gère les finances provenant des Républiques ou des donateurs étrangers et internationaux, comme par exemple celles remises par le fond global d'infrastructure japonais (GIF)¹⁸. Ces nouveaux organismes régionaux, culturellement marqués par le centralisme démocratique interne qui a régné pendant soixante années, trouvent dans la Banque Mondiale, l'UNDP et l'UNEP l'aide dont ils ont besoin au moment de leur entrée dans la communauté internationale. Leur action est relayée par la commission inter-étatique de coordination sur l'eau (ICWC)¹⁸. Celle-ci a été créée au moment de l'indépendance des Républiques et sous leur impulsion, ces dernières ayant très vite ressenti la nécessité de coopérer dans ce domaine vital. C'est grâce à cette volonté qu'un accord de partage de l'eau a été signé le 18 février 1992. Celui-ci détermine aussi le cadre de la coopération instituée: gestion, utilisation et protection des ressources aquifères.

Localement l'action des organismes s'appuie sur deux organes exécutifs locaux (BVO) créés dans les années 1980: l'un pour le Sayr-Daria, l'autre pour l'Amou-Daria. Cependant, l'importance des problèmes techniques et financiers ainsi que la tendance des Républiques à privilégier leurs intérêts propres rendaient cette structure inopérante. C'est la raison de la création des organismes régionaux supérieurs ICAS et EC. Après les recommandations de la Banque Mondiale, un organe identique à l'ICWC, l'ICSDESTEC¹⁹, devrait être créé. Il couvrirait une vaste coopération, dans les domaines technologique, scientifique et environnemental, qui permettrait une approche intégrée des problèmes.

¹⁸ ICAS : Interstate Council for Addressing the Aral Sea Crisis; EC: Executive Committee of the ICAS créé en 1993, siège à Tachkent (Ouzbékistan); IFAS : International Fund for Aral Sea créé en 1993, siège à Aïma-Ata (Kazakhstan); GIF: Global Infrastructure Fund; ICWC Interstate Commission for Water Coordination, qui au moment de sa création en 1992 s'appelait ICCWS : Intergovernmental Coordination Committee for Water Supply.

¹⁹ ICSDESTEC : Interstate Commission for Socio-economic, Development and Scientific, Technical and Ecological Cooperation.

5-3-2-3 Des obstacles encore à franchir ou de l'institutionnalisation nécessaire mais pas suffisante.

L'accord sur le diagnostic de la situation, celui sur les structures à développer et le début de leur mise en place, voilà bien des motifs de satisfaction dans la recherche d'un développement stable de la région. Les acteurs eux-mêmes le reconnaissent, à l'instar du ministre Ouzbek de l'irrigation et de l'eau, monsieur Jalolov, qui, en mai 1994, déclarait : « *Pendant deux ans d'activité un problème ou l'autre a été mis à jour, mais n'a conduit à aucun conflit même dans les conditions que nous connaissons de déficit des ressources en eau* »²⁰. Cependant, du fait d'un certain nombre d'incertitudes persistantes, les risques d'un arrêt du processus ne sont pas pour autant écartés.

Au premier rang des causes possibles, comme dans toute coopération, se trouve la défection d'un partenaire. Or, l'instabilité politique interne de chaque République ne permet pas de préjuger d'une continuité de leur action sur la scène régionale. Mais l'enjeu stratégique que représente l'eau dans le contexte et l'ampleur des mesures à prendre, qui les ont poussées à tracer les premières voies de la coopération, devraient les inciter à poursuivre dans le même sens.

C'est plutôt dans la mise au point du détail des solutions que les désaccords ou l'enlisement du processus sont potentiels. Les organismes internationaux en sont bien conscients quand ils écrivent que « *le projet de stratégie des ressources régionales en eau connaît un fort soutien. Cependant, chacun semble avoir une perception différente de ce que sera ou devra être le résultat* »²¹. Les objectifs font l'objet d'un consensus mais les solutions sont multiples.

Faut-il tenter de remettre à niveau la mer d'Aral ou est-il préférable de stabiliser le lac dans sa situation actuelle²²? La solution préconisée par certains scientifiques d'utiliser une partie des réserves des nappes phréatiques indépendantes de la mer d'Aral pour la remplir est-elle réaliste²³? Autant de questions dont les réponses auront des répercussions importantes sur les accords de partage de l'eau.

L'Ouzbékistan et le Kazakhstan, pour leur part, restent favorables à la solution envisagée depuis des décennies de transfert des ressources aquifères des bassins sibériens vers l'Asie centrale. Étudié pour la première fois en 1870 par

²⁰ JALALOV, A.A. « *The further improvement of water resources control in connection with the problem of Aral sea and the role of international organizations* » Intervention effectuée à une session spéciale de la Commission Internationale d'Irrigation et de Drainage (ICID.CIID), à Varna le 19 mai 1994, publiée dans *Report on special session on Aral sea basin* New Delhi Ed: ICID.CIID central office.

²¹ World Bank/UNDP/UNEP, « *Aral Sea Program-Phase 1, Briefing paper for the proposed donors meeting to held on June 23-24, 1994 in Paris* » Europe and Central Asia region. Aral Sea Program Unit. World Bank, May 1994.

²² Les experts de la Banque Mondiale estiment utopique et inutile de tenter de ramener la mer d'Aral à son niveau antérieur.

²³ Cette solution a été avancée par le directeur du Centre National Recherche/Production *Priroda* (Nature) d'Ouzbékistan, Abdouvali Abdouazizov. Voir son interview dans *Etudes Soviétiques* n° 515 février 1991.

Demicenko et remis régulièrement en selle par les autorités soviétiques, notamment Davydov, ce projet pharaonique, « *Sibara* », visait à détourner par des canaux de plus de 1500 km de long une partie importante des eaux de l'Ob et de l'Irtys²⁴. En août 1986, une décision conjointe du Comité Central et du Conseil des ministres finit par lui donner un coup d'arrêt.

Si le 'lobby' d'Asie centrale n'a pas eu gain de cause à l'époque de l'URSS, la question relevant alors uniquement des affaires intérieures, il semble peu probable qu'elle aboutisse alors que les Républiques ont pris leur indépendance. En effet, l'Asie centrale a beau considérer que la Russie colonisatrice est responsable de l'état actuel des ressources aquifères de la région, et a beau ne s'être pas résignée à l'abandon de la solution du transfert de bassins, l'internationalisation du problème, les sentiments nationalistes du Nord qui a toujours refusé un partage avec le Sud, et le gigantisme du projet dénoncé par la Banque Mondiale, font penser qu'il ne verra pas le jour.

Outre la défection d'un partenaire ou la difficulté de trouver un accord sur les solutions à mettre en oeuvre, un autre obstacle peut nuire à la réussite du programme: son caractère trop partiel.

Des solutions qui se contenteraient d'améliorer exclusivement l'approvisionnement en eau à court terme sans se préoccuper de la durabilité, c'est-à-dire notamment de l'impact sur l'environnement, voueraient le système à l'échec. C'est la raison pour laquelle la Banque Mondiale insiste sur la nécessité de créer l'ICSDSTEC qui devrait permettre une approche intégrée de l'ensemble des problèmes.

L'autre aspect du caractère trop partiel que tente de corriger la Banque Mondiale est la non participation de tous les acteurs du bassin au réseau de coopération qui se met en place. La Chine, l'Iran, l'Afghanistan font partie intégrante du bassin de l'Amou-Daria et du Sayr-Daria dont ils contrôlent une partie des sources notamment dans les montagnes du Tian-Chan et du Pamir. Seul l'Afghanistan, toutefois, est directement intéressé par l'aménagement de l'Amou-Daria qui forme une partie de sa frontière septentrionale. Là encore, devant le refus des cinq Républiques d'intégrer au processus ces partenaires plus lointains, la Banque Mondiale n'a de cesse de les encourager, au minimum, à tenir informé l'Afghanistan des projets de développement, même si la situation de guerre civile que connaît ce pays a tendance à le tenir à l'écart de la scène internationale. Toute solution, qui se veut durable et non transitoire, ne peut ignorer un acteur assurément concerné, probablement intéressé.

Le succès de cette coopération, s'il passe bien par une institutionnalisation nécessaire, dépend toutefois en dernier lieu de la volonté politique de chaque Etat. L'avenir nous confirmera si l'eau est restée un enjeu régional relatif suffisamment important pour maintenir en oeuvre le processus qui se développe;

²⁴ Voir GIROUX, Alain « *La maîtrise de l'eau en URSS: un défi pour l'an 2000* » Projets de détournement des fleuves en URSS Ed : Le courrier des pays de l'Est n° 294, avril 1985.

ou si comme dans le cas de l'Asie du Sud-est avec le Mékong, des rivalités inter-étatiques prédominantes ont réussi à paralyser l'action des institutions mises en place.

5-3-3 La question de la terre.

La densité de la population en Asie centrale varie de 300 à 400 habitants par kilomètre carré dans la vallée de Ferghana à 5 hab/km² dans d'autres régions. La démographie de l'Ouzbékistan est particulièrement préoccupante. La densité est de 55 hab/km² en moyenne (en France : 104 hab/km²) mais avec des distorsions importantes. Sur les huit régions les plus peuplées de la CEI, cinq sont ouzbeks : Andidjan, Ferghana, Tachkent, Namangan et Khorezm. La taille moyenne de la famille ouzbek est de 6,1 personnes. La population va doubler en 2025 pour atteindre 40 millions d'habitants, en sollicitant toujours plus des ressources limitées.

La réforme agraire peut être considérée comme un élément essentiel de transition vers l'économie de marché, mais dans la mosaïque ethnique des pays d'Asie centrale, la mentalité de « *nous contre eux* » a transformé l'issue de ces réformes. Les réformes agraires ont un double objectif : politique et économique. Dans la plupart des réformes agraires dans le tiers-monde, une *nouvelle redistribution* est effectuée entre de grandes propriétaires et des paysans sans terre. Paradoxalement dans l'Asie centrale ex-soviétique, l'Etat détient la totalité des terres; c'est en cela que les réformes agraires en Asie centrale ex-soviétique est originale. L'Etat prend des terres des mains de la propriété collective des *kolkhozes*, qui n'est autre que l'Etat lui-même, et les distribue aux paysans, individuellement. Autrement dit, l'Etat partage et ne fait pas des opérations d'achat et de vente des terres.

Comme nous l'avons vu, la plupart des querelles inter-ethniques en Asie centrale se déroule autour de deux thèmes: l'acquisition des appartements dans les villes et des terres dans les campagnes⁴². Dans ce cadre il est intéressant de constater les subtilités auxquelles les gouvernements de la région ont été affrontés. Les émeutes à Soumgaït en Azerbaïdjan en 1988, les violences de Douchanbé en février 1990, celle de la ville d'Osh au mois de juin de la même année en Kirghizie et finalement les incidents du Tadjikistan du printemps et été 1992, avaient tous un dénominateur commun: l'allocation de terres. En janvier 1991 les réformes agraires ont déjà eu lieu dans toutes les républiques, toutefois en 1992 ces Etats ont pris des directions différentes les uns par rapport aux autres.

En novembre 1991, en Kirghizie, un décret présidentiel a permis la création d'un fonds d'environ 1,5 million d'hectares de terres à vendre. A partir de ces

⁴² GLEASON, G « *Central Asia: Land Reform and the Ethnic Factor* » in : RFL/RL Research Report Vol 2 .No 315 janvier 1993.

réformes une grande partie de l'élite traditionaliste de la république a commencé à mettre des conditions dont celle qui allait engendrer le pogrom des Ouzbeks. Dzoungelbek Amanbaév le leader du Parti communiste kirghize a déclaré que « *seules les kirghizes auront droit aux terres* ». Une loi dans ce sens a été votée au Parlement et Akaév a dû lui opposer son veto ; faute de quoi les pogroms de la ville d'Osh auraient immédiatement eu des suites dans le reste de la vallée de Ferghana. De tels affrontements inter-ethniques pourraient déboucher sur des conflits frontaliers avec la république voisine, l'Ouzbékistan. Malgré ces incidents, les réformes agraires poursuivent leur chemin et dans le cadre de l'Asie centrale d'aujourd'hui, ces réformes pourraient rendre un minimum de stabilité. La Kirghizie continue à avancer ces réformes démocratiques malgré les difficultés économiques.

Par ailleurs, Le Turkménistan a introduit des réformes agraires en février 1993. Le plan de location des terres est basé sur l'hypothèse que la clé du succès dans le domaine agricole en Asie centrale n'est pas la possession des terres, mais plutôt l'accès à l'irrigation. Le programme de réforme vise trois groupes dont chacun est destiné à une catégorie précise. Les familles de paysans sont bénéficiaires de 0,25 hectares pour l'habitation et le jardin. Les familles habitant les villes bénéficient, selon leur taille, de 0,16 à 0,25 hectares aux alentours de la ville. Elles pourront les utiliser pour produire des biens agricoles, soit pour l'usage privé, soit pour la vente. Le troisième groupe, les agriculteurs, se voit allouer de 50 hectares de terre. La moitié de leur produit est destinée au paiement de la location de la terre et l'autre moitié serait vendue au prix d'Etat. La terre peut être laissée à la génération suivante, mais elle ne pourra ni être vendue, ni être divisée.

5-3-4 Coopération régionale.

Les pays d'Asie centrale ressemblent de plus en plus à la ligue arabe, d'un côté par leur volonté d'union et de l'autre côté, par l'incapacité constante de l'employer. Cela se voit dans l'ensemble de la CEI. Actuellement, trois projets sont en concurrence : celui d'une « *Union eurasiatique* », celui d'un « *espace économique commun* » et, finalement, le premier projet qui a été réactivé dans la région, l'ECO. Le premier, l'Union Eurasiatique reste un projet à dominante politique et ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Mais avant d'examiner les autres, il faut noter une première tendance qui accélère la désintégration.

5-3-4-1 La désintégration, une suite logique de la décomposition ?

Le système des relations économiques internationales est en mutation sous l'effet des changements technologiques qui ont entraîné des nouvelles pratiques et de nouvelles possibilités, ainsi que sous l'effet de la dynamique régionale qui s'est intensifiée ces dernières années. Nous sommes en présence de plusieurs

thème : la coopération régionale, l'intégration, la régionalisation, la globalisation, la mondialisation, Nous ne sommes pas en mesure de développer ces concepts mais nous essayons de voir s'il existe des courants ou des tentatives de regroupement régional en Asie centrale. Les réformes en cours vont-elles dans le sens d'une intégration régionale ?

Nous pouvons prendre l'exemple de la réforme commerciale. Les adversaires de la régionalisation avancent que la tendance incontestable à la mondialisation et les avantages retirés de la multilatéralisation des échanges poussent dans le sens d'une libéralisation unilatérale, comme le recommande notamment la Banque mondiale, dans le respect d'une stricte orthodoxie économique où les préférences tarifaires liées à l'intégration régionale ne peuvent être assimilées au mieux qu'à une solution de *second best*, au pire à un obstacle au développement des échanges internationaux. Dans cette perspective, la dimension purement nationale de l'ajustement structurel est réaffirmée, les échecs des expériences passées et les impasses actuelles étant mis sur le compte de l'indiscipline des gouvernements des pays du tiers monde dans l'application des mesures préconisées à l'intérieur des « *Programmes d'Ajustement Structurel* » (PAS).

A l'inverse, en tenant compte des nouvelles théories du commerce international fondées sur l'abandon des hypothèses néoclassiques de rendement d'échelles constants et de concurrence parfaite, d'autres interprétations s'appliquent à montrer que *l'intégration régionale* peut constituer une source de gains d'efficacité et d'économies d'échelle, non discriminante vis-à-vis du système multilatéral des échanges.

Pour une *intégration régionale* en Asie centrale, la tendance a été d'abord à la *désintégration*. Nous sommes toujours dans une phase de désintégration selon les caractéristiques de cette région, elles forment les traits suivants :

- la crise continue dans ces manifestations premières : inflation, tassement des productions, instabilité politico-économique, ...,
- le désenchantement rapide face aux solutions magiques lancées par les politiciens et économistes s'appuyant sur les ressorts du nationalisme,
- certains processus désintégrateurs se poursuivent et sont nécessaires afin de mettre à plat les atouts et les contraintes réelles, de faire prendre conscience des capacités de production et de leur faiblesse. La clarification (par sa disparition) de la zone rouble, la redistribution des flux économiques tenant mieux compte des disparités régionales réelles vont dans ce sens, même si pour certaines républiques, le bilan se révèle beaucoup plus négatif qu'initialement prévu.

Dans le même temps, les négociations, certes difficiles, se poursuivent pour dégager des positions communes vers un nouveau type d'intégration/coopération. La mise en lumière d'un axe, encore fragile, Biélorussie/Russie/Kazakhstan/Kirghizie est, dans ce contexte, intéressant

d'autant qu'il transcende certaines divisions proposées, en particulier l'opposition Etats slaves/Etats musulmans.

Dans cette optique une approche élargie et coordonnée des réformes structurelles dans les pays du tiers monde permettrait de refondre les politiques d'ajustement sur une assise régionale et de faire ainsi de l'intégration un instrument d'apprentissage de nouvelles normes commerciales, financières et organisationnelles. Ces interprétations entendent donc donner la priorité à la dimension régionale de l'ajustement et de l'aide au développement.

Dés le départ, on a assisté à deux types d'Etats au sein de la CEI : ceux qui souhaitaient une coopération régionale étroite et souvent multilatérale comme le Kazakhstan qui « *n'a pas cessé de faire pression pour une intégration économique avec la Russie et avec les autres Etats de la CEI* »⁴³, et le deuxième groupe, plus isolationniste, privilégiant la voie bilatérale de la coopération comme le Turkménistan. Niyazov déclarait « *Je pense que le fait de parler d'une confédération des républiques d'Asie centrale ou d'une union des pays turcophones serait prématuré à l'heure où les pays de la région viennent juste d'achever leur indépendance. Chacun d'entre eux est aux prises avec ses problèmes vitaux et le processus de l'établissement d'un Etat authentique vient juste de commencer. Les peuples ont des mentalités différentes; les conditions géographiques et historiques varient. Je pense que chaque pays a sa future politique indépendante; il serait inutile de dire qu'il devrait y avoir une collaboration et une coordination étroite de leurs activités dans la région* »⁴⁴.

La question est de savoir si la Russie laisserait libre une éventuelle initiative de réorganisation régionale. « *Malgré tout, hormis le Kazakhstan, la Russie ne s'intéresse que très peu à l'Asie centrale. Au sein de la CEI, les stratèges russes accordent plus d'importance aux Républiques slaves et à la Transcaucasie. 'L'Union douanière' proposée par le président Yeltsine au printemps dernier était liée à des considérations électoralistes, beaucoup plus qu'à une réelle volonté d'intégration. Seuls le Kazakhstan et le Kirghizie ont répondu à cet appel. Depuis, les milieux officiels ont déchanté et critiquent, mezza voce, les termes de l'accord* »⁴⁵.

5-3-4-2 Le chantier de l'ECO.

Créé en 1985, à l'initiative de l'Iran, et avec la participation de la Turquie et du Pakistan, ce *marché islamique* s'est élargi au cours de l'année 1992 aux républiques d'Asie centrale et à l'Azerbaïdjan. Après les hésitations de départ d'un certain nombre de ces républiques qui n'ont pris que le statut d'observateur,

⁴³ DAWISHA. Karen & PARROT. Bruce. The Russia and the New States of Eurasia New York Ed : Cambridge University Press 1994.

⁴⁴ Turkmenskaya Iskra 08/08/92.

⁴⁵ CHETERIAN. Vicken « *Intégration régionale incertaine en Asie centrale* » in : Le Monde Diplomatique décembre 1996.

elle compte aujourd'hui 10 membres à part entière⁴⁶. L'intention initiale de l'Iran était d'en faire un « *marché commun islamique* », mais aujourd'hui il semble que l'ECO s'éloigne progressivement de ce concept à tel point que le ministre turc des affaires étrangères, au deuxième sommet de l'Organisation déclare: « *l'ECO n'est en aucun cas une organisation islamique* »⁴⁷. Le but principal de l'ECO est le développement du commerce et des investissements dans cette vaste région qui s'étend de la Méditerranée jusqu'aux frontières de la Chine et qui représente un marché potentiel de 300 millions de personnes. Au cours de ce sommet Suliman Demirel déclare; « *Les pays du G7 ont 62% du PNB de ce marché, mais seulement 20% de la population ; nous essayons d'éviter que nos pays restent des pays pauvres* »⁴⁸.

Les membres se sont mis d'accord sur la création d'une banque dont le siège sera en Turquie, une ligne aérienne et une compagnie maritime dont le siège sera en Iran et une compagnie d'assurance avec son siège au Pakistan. Au cours du deuxième sommet, mise à part l'adoption de la déclaration d'Istanbul, qui définit les objectifs de l'Organisation pour « *l'an 2.000 et au delà* », la proposition de Nazarbaïev a engendré une grande discussion. En effet, après l'accord des Etats membres d'ouvrir l'Organisation aux Etats non-musulmans, Nazarbaïev a proposé l'admission de la Russie au sein de l'ECO. Une telle admission dépendra, bien sûr de la demande de la Russie, mais les perspectives d'un tel acte seront décisives non seulement pour l'Organisation, mais plus particulièrement pour l'Iran qui pourra voir les modifications éventuelles dans la politique de l'ECO. Avec la trop grande disparité économique de ces pays, l'ECO semble pour le moment essoufflée et elle reste au niveau d'un projet. Allons-nous assister à la création d'un nouveau sous-système régional ?

L'Asie centrale et la Turquie se verraient bien récupérer une partie du fret commercial centre-asiatique grâce à leurs infrastructures jugées moins onéreuses. Pourtant, l'OCE est confrontée à de nombreux périls. Les conflits qui font rage en Afghanistan, au Tadjikistan et dans le Caucase ainsi que la lutte d'influence que se livrent Ankara, Téhéran et Islamabad en Asie centrale freinent la stabilisation régionale. En dépit de leur chute constante en volume, la moitié des échanges commerciaux de l'Asie centrale s'effectuent encore avec des pays membres de la CEI. Les autorités régionales s'efforcent de tisser de nouveaux liens commerciaux avec l'Union européenne, la Chine et le Japon. Il en va de même des grandes firmes nord-américaines qui sont impliquées dans de grands projets. C'est le cas de Chevron, solidement implanté dans le bassin pétrolier de Tengiz, au Kazakhstan, et de Newmont Gold qui prospecte dans les régions aurifères d'Ouzbékistan. Les intérêts économiques des Etats-Unis sont relayés par un

⁴⁶ Avec les trois pays de départ, les cinq républiques d'Asie centrale, l'Azerbaïdjan et l'Afghanistan. Le Monde samedi 17 juillet 1993.

⁴⁷ Financial Times 18 juillet 1993.

⁴⁸ Financial Times op. cit.

nouvel activisme géopolitique. Le soutien tacite de Washington aux Talibans afghans l'illustre, au même titre que le don au Kazakhstan de six patrouilleurs qui formeront le noyau de sa nouvelle flotte de la mer Caspienne⁴⁹.

La chance de voir les pays d'Asie centrale réussir à se réunir dans une association plus large est très mince; les raisons politiques y sont encore pour beaucoup de choses⁵⁰. En effet, toute association économique incluant l'Iran a très peu de chance de marcher. Cela va de même pour la Turquie mais pour des raisons différentes. En effet, la Turquie n'attend qu'une chose, un feu vert de l'UE. Même s'il peut y avoir un refroidissement d'attitude de l'UE à l'égard de la Turquie - tantôt pour des raisons dites d'ordre démocratique et pour le respect des droits de l'homme, des minorités, de la religion ..., et tantôt pour des considérations purement économiques - cela ne signifie jamais que « *le retour à l'Est* » se dessinerait comme la stratégie principale de cette « *République européenne par conviction* », comme disait Tansu Çiler. Quant au Pakistan, sa politique étrangère est dominée par ses intérêts en direction de l'Inde et de l'Afghanistan et s'il y a des poussées vers l'Asie centrale, ce n'est que pour conforter sa place dans la périphérie de ces deux pays.

5-3-4-3 Espace Economique Commun ou Regroupement pour exclure.

Dès l'indépendance de ces Etats, toute tentative de regroupement régional en Asie centrale a été vouée à l'échec. Malgré ces échecs, en janvier 1994, les deux pays les plus influents d'Asie centrale, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, ont annoncé leur intention de créer « *un Espace Economique Commun* » (EEC). Dans les quelques jours qui ont suivi cette annonce, la Kirghizie, le plus petit et économiquement le voisin le plus faible des deux puissances d'Asie centrale, a demandé à rejoindre cette nouvelle association, beaucoup moins ambitieuse que les précédents plans régionaux de coopération et qui apparaît du même coup plus à même de réussir. Coordonner la décision d'introduire leur propre devise fut la première étape dans le processus qui a conduit à l'accord entre les deux pays de créer une union économique. Les termes de l'union permettraient la libre circulation des capitaux, des biens, de la main d'œuvre et mettraient en place des politiques communes en matière de crédits, de prix, de taxes, de douanes et de devise forte.

Tandis que pour le Kazakhstan et l'Ouzbékistan l'association offre des possibilités de rationalisation économique et de bénéfices d'une coopération régionale, pour la Kirghizie, l'accord représente la promesse encore plus grande de la préserver de la menace de l'effondrement de son économie toute entière. Karimov, reconnaissant la signification potentielle de l'accord pour la Kirghizie, a proposé qu'un des premiers projets communs soit la mise en place d'une zone

⁴⁹ *The Wall Street Journal Europe* 15,10,1996.

⁵⁰ *The Economist Intelligence Unit* 1^{er} trimestre 1994.

économique unique dans la vallée du Fermenta qui est partagée par l'Ouzbékistan et le Kirghizie. L'association du Kazakhstan, du Kirghizie et de l'Ouzbékistan réunit trois Etats dont les développements politique et économique diffèrent grandement, les deux premiers étant beaucoup plus en avance dans le domaine des privatisations et dans le développement d'une économie de marché que l'Ouzbékistan. La façon dont les trois pays vont coordonner leurs politiques économiques et financières dans ces conditions ne peut être qu'objet de spéculation. Alors qu'un certain degré de démocratisation a commencé à se mettre en place au Kazakhstan et en Kirghizie, l'Ouzbékistan demeure un Etat autoritaire très proche du modèle soviétique.

Avec la signature d'un accord tripartite entre le Kazakhstan, la Kirghizie et l'Ouzbékistan sur l'approvisionnement frontalier de l'eau et de l'énergie, le 8 septembre 1996, à Bichkek, un nouveau pas est franchi dans le cadre des rapprochements régionaux⁵¹. Au terme de cet accord, la Kirghizie doit fournir l'hydroélectricité et un débit suffisant d'eau de Sayr-Daria aux exploitations cotonières de ses deux voisins en échange d'une quantité non-spécifiée de charbon kazakh et de gaz ouzbek. En effet, la Kirghizie dispose d'une importante centrale à hydrocarbure et contrôle le flux du Sayr-Daria qui constitue une source importante d'irrigation. Au même moment le ministre ouzbek des ressources en eau a émis des réserves en disant que « *l'eau ne fait pas partie des raretés en Asie centrale ; ce qui peut être rare est bel et bien l'hydrocarbure* ». Malgré ce désaccord de départ, les trois pays signataires ont appelé les autres voisins à y adhérer. Il s'agit notamment du Turkménistan qui dispute les eaux d'Amou-Daria avec l'Ouzbékistan, et de la Chine, qui selon les Kazakhs surexploite l'Irtysh⁵².

Nous voyons clairement que c'est l'attente de part et d'autre d'une compensation qui réunit ces trois Etats. « *Il est nécessaire de signaler le cas de coopération ; dans ce cadre, c'est la perspective d'une compensation qui pourrait amener une des parties à opter pour une coopération* »⁵³. Dans le présent cas, outre les compensations économiques, la protection vis-à-vis d'un conflit local du type Oslu est souhaitée.

Face à l'interrogation sur l'efficacité de telles organismes les commentateurs sont sceptiques ; quant à sa place par rapport à une éventuelle compétition avec la CEI, la tendance est à désamorcer une crise due à une concurrence non voulue. Il ne s'agit pas selon Kassenov de supplanter la CEI ; les deux organisations sont complémentaires : La CEI est une union inefficace. Sur 400 décisions adoptées, peu sont effectivement exécutées. Cette union économique doit servir au contraire de locomotive. Elle contribue à l'intégration des pays de l'espace post soviétique et reste ouverte à l'adhésion de tous les Etats de la CEI, Russie comprise. Mais en réalité, nous voyons clairement que le

⁵¹ « *Central Asian reach common ground over water* » Financial Times 09,04,1996.

⁵² Financial Times 09,04,1996, *op.cit.*

⁵³ SCHELLING. Thomas.C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

Turkménistan est exclu de lui-même et le Tadjikistan n'est pas encore admis au sein de cet *Espace*.

Conclusion du chapitre.

Les pays d'Asie centrale sont en voie de développement ; d'une façade de pays socialiste, longtemps affichée par les autorités soviétiques, ces pays se retrouvent dans une voie semblable à ce qu'on appelle habituellement les « *pays en voie de développement* » ; quelle est la signification de développement ? Le démantèlement du colonialisme européen en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du sud-est dans les années 50 et 60 a créé une forte demande d'explications qui ne se contenteraient pas de rendre compte de ce qui se passait dans les groupes des Etats nouvellement indépendants mais qui fournirait également le fondement pour de futures politiques à l'égard de ces pays. En réponse, est apparue une théorie du '*développement*' censée montrer comment l'évolution économique et sociale façonnent la politique. Fondée sur l'hypothèse que les étapes de modernisation existent, au même titre que les stades de production chez Marx, cette littérature a cherché à identifier les structures politiques correspondantes ; elle a même essayé de prévoir les points sur lesquels les pays '*en voie de développement*' seraient le plus vulnérables aux séduisantes affirmations du communisme qui proclame qu'il pourrait accélérer ce que Walt Rostow appelle le '*décollage*' de la production de masse et de consommation⁵⁴.

Pour les partisans de profondes réformes économiques, le problème politique majeur semble être de savoir si les gouvernements de pays en voie de démocratisation seront capables de survivre au processus traumatique et forcément long du changement économique. Etant donné que la plupart des gouvernements autoritaires de la période post-soviétique ont démontré leur peu d'enthousiasme pour la mise en oeuvre de réformes du marché, on peut avoir des doutes sur les capacités de ces gouvernements autoritaires à réformer leurs économies. Même si on peut constater certains succès dans des pays comme la Corée du Sud ou le Chili, il faut bien admettre que les Etats post-socialistes n'ont pas le savoir-faire des entrepreneurs expérimentés, les institutions bancaires, l'expérience des marchés qui ont permis à d'autres Etats capitalistes - mais autoritaires - de changer avec succès de régime économique. Dans de telles conditions, il n'est pas dit qu'une approche démocratique des réformes économiques s'avère beaucoup plus efficace.

Même si les réformes ont provoqué de grandes résistances politiques, la plupart des grands mouvements politiques d'Asie Centrale sont d'accord sur

⁵⁴ Ce n'est pas par hasard si - comme l'auraient dit les marxistes eux-mêmes - Rostow a choisi pour son livre au grand retentissement publié en 1960 - *The Stage of Economic Growth*, le sous-titre de '*A Non-Communist Manifesto*' ROSTOW. W.W. *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto* Cambridge Ed: Cambridge University Press, 1960.

l'objectif principal à atteindre : la création d'une économie moderne, mixte et reposant sur l'entreprise privée. Les désaccords s'articulent autour du rythme et de la méthode à suivre. En outre, la plupart des observateurs se rendent maintenant compte du fait que toute stabilisation macro-économique est impossible sans un soutien complet et total des banques centrales des Etats.

Enfin, il est difficile d'imaginer une union économique viable entre des partenaires qui exportent tous des matières premières et importent tous des biens de consommation et des produits finis. Et finalement que dire face aux affirmations telles que : « *Le jugement d'Olivier Roy qui estime que les facteurs de différenciation entre les Etats l'emportent de plus en plus sur l'homogénéité est sans doute l'impression la plus fautive que l'on puisse avoir, vu d'Europe* »⁵⁵ ?

⁵⁵ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par MONTESQUIOU. Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée.

Sixième chapitre : La continuité d'une logique de la présence russe.

Introduction.

« *Il est temps de revivre et de revoir l'Histoire* », disait un chercheur de l'Institut d'études Orientales d'Almaty¹. Les groupes politiques d'Asie centrale et du Caucase ont entrepris la réécriture de l'histoire du colonialisme russe. Au Kazakhstan, par exemple, une « *Société de la Vérité dans l'Enseignement de l'Histoire* » a été créée en 1988, et le chef du Syndicat des Ecrivains Kazakhs, Olzhas Suleymanov, prôna l'idée que le Kazakhstan devait être dédommagé des abus soufferts pendant la période des Tsars. En 1990, au Kirghizistan, le mouvement démocratique « *Kirghizistan* » promit de promouvoir l'histoire Kirghize, en particulier la révolte de 1916. En Ouzbékistan, des penseurs hétérodoxes se sont joints à d'autres historiens d'Asie centrale pour remettre en cause le mythe d'une incorporation volontaire de l'Asie centrale à l'empire Russe. En outre, ils travaillèrent pour faire revivre le souvenir des chefs d'Asie centrale qui s'étaient battus contre les incursions militaires de la Russie des Tsars². Le même genre de scepticisme s'est fixé sur les événements de l'histoire soviétique. Les médias d'Asie centrale ont publié des chiffres bouleversants concernant le nombre de morts d'Asie centrale imputables aux politiques des gouvernements pendant la période soviétique. Par exemple, en 1990, le journal du Parti Communiste du Kazakhstan publia plusieurs articles révélant pour la première fois que des millions de Kazakhs étaient morts pendant la campagne de collectivisation agricole et il renvoya la responsabilité de ce désastre humain sur Moscou et sur la population russe locale³. L'histoire de la révolte des Basmachi, un soulèvement anti-soviétique qui s'embrasa au début des années 1920 et qui reprit pendant les années 1930 - en réponse en partie aux campagnes de collectivisation - est elle aussi actuellement réexaminée par les écrivains d'Asie centrale⁴.

Aujourd'hui, plusieurs dirigeants contemporains d'Asie centrale gèrent ces souvenirs dérangeants de l'époque soviétique d'une manière qui semble indiquer qu'ils voudraient pouvoir laisser de côté le passé pour mieux se concentrer sur l'avenir. En juin 1992, par exemple, le Président de la Kirghizie Askar Akaév a exprimé son souhait de dépasser les polémiques soulevées par les révélations sur

¹ Entretien en décembre 1993 à Almaty avec M Ishakov, spécialiste du monde turcophone du centre d'Etudes Orientales du Kazakhstan.

² CRICHLAW. James « *Nationalism in Uzbekistan: A Soviet Republic's Road to Sovereignty* » Boulder, Colorado Ed : Westview, 1991 ; BRILL OLCOTT. Martha « *Perestroika in Kazakhstan* » in : Problems of Communism Vol 39 n° 4, Juillet/août 1990).

³ BRILL OLCOTT. Martha « *Kazakhstan : A Republic of Minorities* » in : BREMMER. Ian, TARAS, Ray Nations & Politics in the Soviet Successor States Cambridge Ed : Cambridge University Press 1993.

⁴ RORLICH. Azade-Ayse « *Islam and Atheism : Dynamic Tension in Soviet Central Asia* » in : FIERMAN. William Soviet Central Asia: the Failed Transformation Boulder Colorado : Ed : Westview 1991.

les relations historiques avec la Russie : « *L'histoire des relations entre la Russie et le Kirghizistan aura exactement 205 ans cette année. Il y a deux cent cinq ans, des représentants éclairés de la noblesse Kirghize envoyèrent pour la première fois leurs ambassadeurs à Saint-Pétersbourg pour se placer sous la protection de l'Empire Russe. Notre amitié et notre coopération remonte à cette époque là. Bien sûr que je suis loin d'idéaliser ces relations. Bien sûr qu'il y a eu des moments brillants et des moments qui aujourd'hui donnent lieu à des controverses. Néanmoins, nos relations mutuelles sont caractérisées par un quelque chose d'éternel, de brillant et d'aimable* »⁵.

C'est dans le cadre de la recomposition de cette espace centre-asiatique, nous essayons d'examiner la place de la Russie. Après avoir mesurer les étapes de la fragmentation au sein de ce sous-système - avec l'étude séparée de chacun des Etats d'Asie centrale - nous assistons à une situation presque sans pareille dans l'histoire entre colonisateurs et colonisés. Cette continuité territoriale, l'encrage de la tradition russo-orthodoxe dans les sociétés de la périphérie, l'existence de liens vitaux économiques entre ces entités et la question cruciale de la sécurité en font un cas unique. « *Le pouvoir colonial aura, selon les pays, des attitudes différentes quant à l'histoire locale; à certains endroits (Amérique latine), il persécute ses témoins et détruit ses vestiges. Ailleurs, il se fera le greffier de ce passé, étudiera les langues, classera les ethnies et multipliera entre elles les distinctions et les divisions. C'est le cas de la Russie dans ses anciennes colonies d'Asie centrale et du Caucase* »⁶. Malgré les traces de la soviétologie de la période de la guerre froide en France, *l'histoire de la présence russe ne se résume pas à un envahisseur qui a voulu anéantir le monde qui l'entourait ; avec la fin du communisme, cette histoire ne sera pas finie, non plus. Un lien fort, ne serait-ce que de 25 millions de Russes dans son « étranger-proche », fait survivre cette histoire controversée. Nous étudions la place de la Russie, non pas dans un cadre de fragmentation ou de recomposition par rapport à un environnement, mais dans une optique de pure interdépendance. Cette étude nous permettra de voir, dans le chapitre suivant, la nouvelle forme de présence russe en Asie centrale et les nouvelles modalités de contact entre ces entités au sein de la CEI ou dans le cadre des relations bilatérales.*

Dans un premier temps, nous examinons la présence russe en Asie centrale, vieille de plus de deux siècles, la vision géopolitique de la Russie tsariste et de l'URSS, la puissance et le déroulement des opérations militaires russes dans cette région, ainsi que les dernières années de l'Empire. La transition de la Russie au sein de l'URSS vers une Fédération russe, l'adoption d'un ensemble de moyens théoriques et la mise en pratique de ces réflexions, constitueront notre deuxième section.

⁵ Télévision Russe, 1 juin 1992, cité dans FBIS-SOV 3 juin 1992.

⁶ RUFIN. J. Ch L'Empire et les nouveaux barbares Paris Ed: Pluriel 1993.

6-1 La 'Fiancée Rouge'.

Cette fiancée rouge ne fait pas une allusion directe à l'Empire communiste mais plutôt à une épopée de la littérature de l'ancienne Perse, reprise par les auteurs Tadjiks, les frères Choukourov. Contée par le poète persan du XII^e siècle Nizami, une épopée iranienne relate l'histoire d'un chevalier nommé Bahram Gour qui, ayant entrepris d'épouser sept princesses, filles des rois des Sept Climats, les logea dans sept palais parés de couleurs symboliques. La fiancée venue de Septentrion, la contrée des Russes, fut placée dans le quatrième logis sous la protection de Mars, qui personnifie le fer et la guerre. Rouges étaient ce palais et ses ornements.

Selon Vincent Fournieau : « *la Russie et l'Asie centrale entrèrent en contact bien avant la conquête russe. Parmi les nombreux exemples de relations précoloniales, celles entre la Russie et l'Asie centrale, surtout les khanats ouzbeks, ont une grande originalité : a) ce furent des relations d'Etat à Etat, b) elles ont pris forme dès les débuts de l'histoire des khanats ouzbeks en Transoxiane, c) la Russie fut l'unique partenaire européen de ces derniers durant trois siècles, d) les souverains ouzbeks ont les premiers cherché à nouer des contacts avec la Russie. Ils ont conservé une sorte d'initiative dans ces relations jusqu'au règne de Pierre Ier. Ainsi, les relations entre la Moscovie et les khanats ouzbeks entre 1550 et 1850 sont uniques par leur durée (trois siècles) et par le fait qu'elles prennent forme dès la formation de chacune des deux parties comme sphère politique souveraine* »⁷.

6-1-1 Une vision géopolitique 'à la russe'.

« 'Geopolitics' alternative aux Etats-Unis : entre Haushofer et Mackinder », c'est ainsi que Michel Foucher qualifie la vision géopolitique russe⁸. Cette vision des réalités stratégiques mondiales - un « centre » à contenir par un contrôle stratégique et politique étroit de toute la « périphérie » - a prédominé pendant près de quatre décennies, servant de base implicite à l'interprétation des politiques soviétiques. Elle n'envisage pas les problèmes sociaux et politiques internes des Etats, mais leur place sur la carte mentale américaine. Lorsque le terme « géopolitique » est employé dans les manuels militaires américains durant la guerre froide, il renvoie à cette interprétation spatialisée du conflit dit Est/Ouest. C'est au fond une géostratégie. « Mackinder, dit-on, n'aimait pas le mot géopolitique et ne l'employa pas. Mais ses textes sont toujours connotés ainsi, car ils offraient aux officiers supérieurs américains une vision mondiale commode bien que simpliste »⁹.

⁷ FOURNIAU. Vincent Histoire de l'Asie Centrale op.cit

⁸ FOUCHER. Michel Fronts et frontières Paris Ed : Fayard 1991.

⁹ *Ibid.*

Aujourd'hui la géopolitique est assez à la mode en Russie pour plusieurs raisons. Elle est populaire, d'une part parce que les russes voient la géopolitique comme une science logique et dure et, donc, explicable; c'est une étude de processus et de développement des Etats, des régions et du monde comme un ensemble avec des considérations particulières pour l'influence systémique de la géographie, de la politique, de l'économie, de la géostratégie, de l'écologie et d'autres facteurs. Cette approche semble satisfaire à la fois la prédilection de la culture russe, pour une idée centrale et l'habitude enracinée des décennies de la domination idéologique marxiste-léniniste de la quête d'une vue scientifique du monde¹⁰. Par ailleurs, la géopolitique avec l'accent qu'il met sur la géographie, l'histoire, les frontières de l'Etat et la naissance et déclin des grandes puissances représente un instrument intellectuel noble pour les Russes, qui sont amenés à expliquer un déclin soudain de leur statut de pouvoir, l'instabilité de leurs frontières, les divers problèmes démographiques, les conflits inter-ethniques etc.

Les caractéristiques de la géopolitique se rapprochent davantage de l'école britannique et américaine du réalisme de Halford J Mackinder et de Nicolas Spykman, que des idées propagandistes et militaires allemandes de la *Geopolitik* de l'avant deuxième guerre mondiale¹¹. Toutefois, on voit que les ultranationalistes russes comme Jirinovsky ont une fascination, tout comme les national-socialistes, pour un certain nombre de traits de la '*Geopolitik*' allemande, quant à la justification de leurs plans impérialistes¹². Il s'agit d'une définition permettant aux russes de trouver un paradigme psychologiquement satisfaisant pour expliquer la fin de l'URSS.

Nous sommes dès lors amenés à nous poser la question de savoir quelle est l'articulation de cette vision géopolitique sur la formation au fur et à mesure de l'histoire de l'Etat russe.

Qu'est-ce que l'Etat russe? De toute évidence, même avant qu'il ne se baptise comme tel, cet Etat a été un '*empire*'. Son identité n'a jamais été qu'impériale. Il y a toujours eu confusion quasi-totale entre russe comme ethnie et la Russie impériale. La continuité territoriale et les modalités de l'expansion, en tache d'huile, ont fait que les Russes n'ont jamais eu le sentiment d'être un peuple colonisateur comme l'ont été les Français ou les Anglais. L'expansion s'est faite naturellement avec des motivations très diverses : grignotages et occupation d'espaces vides, fuite pour échapper à l'autorité ou à l'opresseur, défense militaire des régions déjà occupées poussées toujours plus avant et, parfois aussi, conquêtes véritables ayant pour objectif, soit d'atteindre une ligne

¹⁰ Pour un débat approfondi sur l'impact des facteurs géographiques et historiques sur la politique de sécurité de la Russie pré-révolutionnaire, voire FULLER. Jr William C. Strategy and Power in Russia, Op Cite.

¹¹ Pour la différence entre '*geopolitics*' et '*Geopolitik*' voire : GRAY. Colin. S The Geopolitics of the Nuclear Era : Heartland, Rimlands ant the Technological Revolution New York Ed : Crane Russak 1977.

¹² Voire KIPP Jacob W « *The Zhirinovsky Treat* » in : Foreign Affairs Vol 73, n° 3, mai-juin 1994.

de défense naturelle, soit de s'ouvrir sur la mer, soit de tenir une nouvelle tête de pont, prélude à un éventuel futur bond en avant.

Les *intérêts vitaux* d'une puissance continentale se définissent d'une manière très différente de ceux des puissances maritimes occidentales, davantage préoccupées par la sûreté de leurs sources d'approvisionnement et de leurs lignes de communication. Pour la Russie, les intérêts vitaux se confondent essentiellement avec la garantie de l'intégrité territoriale, la conservation de l'acquis et la protection des frontières.

L'Histoire de l'Empire des Tsars est la chronique des efforts des élites de l'Empire pour tenter d'équilibrer les exigences du développement d'une puissance internationale face aux conditions internes de maintien d'un gouvernement autocratique. L'expansion de l'Empire Russe, entre le XV^o et le XIX^o siècle, a transformé la Russie des Tsars, la faisant passer de l'homogénéité ethnique d'un pays à la structure multi-ethnique d'une empire. Avant le XIX^o siècle, l'annexion tsariste des territoires non-russes était une finalité classique de la '*realpolitik*'. Ces « *terres frontalières* » étaient une source de tributs et servaient de tampon dans les relations de la Russie avec d'autres grandes puissances, en particulier les grandes puissances d'Europe. L'entité politique Russe n'était pas l'Etat-nation et la légitimité du Tsar était portée par la loyauté dynastique et la tradition religieuse plutôt que par une forme moderne d'ethno-nationalisme Russe¹³.

Nous trouvons les impacts de cette vision géopolitique dans la perception de la Russie et des Russes au cours de leur histoire avec l'Asie centrale. Il a fallu plusieurs siècles pour que la Russie se trouve dans une situation dite de '*défense défensive*' et renonce à son expansion.

La tentation a, pourtant, toujours été grande d'aller au delà. (N'est-elle pas toujours d'actualité lorsque l'on entend le leader ultra-nationaliste Jirinovski déclarer : « *Nos soldats laveront leurs bottes dans les eaux chaudes de l'océan Indien ...* » ?). Il y avait à l'origine le vieux rêve de remettre ses pas dans les traces des grands conquérants d'Alexandre descendant vers l'Inde par la passe de Kheibar, de Gengis Khan débouchant de l'est par la porte de Dzoungarie ; plus concrètement il était tentant de s'assurer la maîtrise des grands carrefours commerciaux : Merv, Herat et des riches oasis, Boukhara, Samarcande, Khokand, et de prendre le contrôle des rares points de passage obligés à travers les massifs montagneux ou les fleuves. A l'est, les couloirs de pénétration de part et d'autre du massif du Tian-Chan, au sud, les passes franchissant l'Hindou-Kouch.

Plus au sud encore, miroitaient les « *mers chaudes* », l'ouverture sur l'océan indien. Notons que cette motivation s'est trouvée renforcée, au cours des dernières décennies, par les possibilités qu'une telle avancée offre pour le contrôle des sorties du golfe Persique et le renforcement de l'influence russe sur l'ensemble du Moyen-Orient.

¹³ RIASANOVSKY, Nicholas *Nicholas I and Official Nationality in Russia, 1825-1855* University of California Press, 1959.

C'est en 1955, en effet, que Khrouchtchev relance une politique d'avancée dans le tiers monde. Elle se traduit en Afghanistan par un renforcement de l'influence soviétique, continuité historique de la poussée vers le sud. L'aide, notamment militaire, s'accroît. Des routes stratégiques, utilisables par les engins les plus lourds, sont construites (conjointement avec les américains parfois!), d'URSS vers la capitale (Termez-Kaboul) en direction du Pakistan (Kaboul - passe de Khaibar), autour du massif montagneux central (par Hérat et Kandehar). L'assistance militaire sous toutes ses formes (conseillers soviétiques, formation des cadres afghans, fournitures de matériels), se développe et l'Afghanistan se transforme - selon la recette utilisée en Europe de l'est - en glacis protecteur d'une frontière « tenue des deux cotés ».

L'échec militaire enregistré en Afghanistan pour de multiples raisons (sous-estimation de l'adversaire, erreurs tactiques des premières années de conflit, moyens nécessaires accordés trop chichement par Moscou face à un soutien américain croissant, crise du pouvoir central, enfin) et le retrait des forces qui a suivi ne signifient pas que les Russes aient renoncé à considérer les franges nord de l'Afghanistan comme faisant partie de leur zone de sécurité, donc de leur zone d'intérêt - à contrôler par d'autres moyens, politiques notamment.

6-1-1-1 « *L'Empire face aux barbares : acte I* ».

L'expansion militaire russe en Asie centrale commence au XVIII^o siècle et s'achève en 1895 dans le Pamir. Ce fut une lente avancée terrestre vers le sud, à partir de la longue frontière de Sibérie, établie au siècle précédent. On distingue dans cette expansion la période de traversée des territoires kazakhs, puis des khanats ouzbeks et enfin du désert turkmène. Ces phases eurent des durées très inégales : la conquête du domaine ouzbek n'a duré que vingt ans (1853-1873) et ses motifs sont aisés à déterminer. Par contraste, la phase d'expansion dans le domaine kazakh, initiée vers 1740, fut de loin la plus longue et la plus complexe, tant dans ses raisons que dans les moyens employés.

Les premières offensives russes en Asie centrale remontent à Pierre le Grand. Cela fait suite à la progression massive des Russes en Sibérie. Les Russes avaient déjà consolidé leur domination sur trois peuples - eux aussi d'origine turque et habitant la Sibérie - les Bashkirs, les Bouriates et les Kalmouks - grignotant peu à peu les confins de l'Asie centrale.

Les interventions russes en Asie centrale, proprement dites, datent du début du XVII^o siècle, quand les kazakhs attaqués par les Dzoungares (des descendants des mongols orientaux) firent appel à eux.

En 1716, sous le règne de Pierre le Grand, les Russes lancent deux expéditions. Mais malgré une ligne de position fortifiée (Sémipalatinsk est fondée en 1718) et l'activation des rivalités entre kazakhs, les deux échouent. Les Russes décident alors de monter une opération navale et après avoir fortifié les rives du

Sayr-Daria, ils fondent en 1855 Vernyi (aujourd'hui Almaty). Les kazakhs sont dès lors encerclés et le Turkestan facile d'accès; il reste à obtenir de la Chine qu'elle renonce à sa suzeraineté (théorique) sur les territoires au sud et à l'est du lac Balkach; c'est l'objet du traité de Tchougoutchak en 1864 puis vint le tour du Turkestan.

L'apparition des Russes dans le Turkestan devait susciter un autre type de relation apparenté au modèle occidental de *protectorat*. Le Turkestan se trouvait dans l'émirat de Boakhara, les khanats de Khokand et de Khiva¹⁴, mais l'armée russe devait mener une double bataille : face aux populations autochtones du Turkestan et face aux Anglais. Après la conquête russe, le Turkestan subira de nouvelles évolutions.

La conquête des Etats ouzbeks de Khokand, Boukhara et Khiva se déroula sur vingt ans, de 1853 à 1873¹⁵. Du fait de l'expansion du Khokand, depuis 1800, dans la vallée du Sayr-Daria, ses possessions furent, les premières, exposées à l'avancée militaire russe, qui débuta en juillet 1853 par la prise de la forteresse d'Ak Masdjid (devenue Fort Perosvk, puis Kizil-Orda). La Russie ne fut pas simultanément en guerre avec les trois Etats ouzbeks. Il y eut trois phases entre 1853 et 1873. Jusqu'en 1865, l'avance russe ne se fit qu'en territoire de Khokand, en remontant le Sayr-Daria. En fait, la guerre ne commença pas avant l'entrée des troupes russes dans la zone des oasis, à proximité de Tachkent. La nomination de D.A. Milioutin (1861-1881) comme ministre de la Guerre, et du comte A.P. Ignatiev au Département asiatique du ministère des Affaires étrangères (1861-1864), ainsi que la présence du colonel M. G. Cherniaev dans les bataillons russes au sud des steppes, alors qu'ils étaient tous trois fervents partisans de la conquête des oasis, lança une dynamique qui aboutit en quelques années à la présence russe sur l'Amou-Daria. Tachkent, la plus grande ville de l'Asie centrale (100 000 habitants), fut conquise le 17 juillet 1865. Les Russes ont, en vérité, eu à faire avec une société en pleine décadence qui, rongée par la rivalité de ses chefs et par la misère de sa population, s'effondrait presque sans résistance. Cette constatation peut notamment être faite à propos de la prise de Tachkent, qui fut emportée d'assaut sans ordre du gouvernement par le général Tchernyaiev avec à peine 2.000 hommes et 12 canons, bien que la ville fût défendue par 30.000 musulmans et 50 canons.

Cela engagea inévitablement la Russie dans un conflit avec Boakhara, dont les intérêts étaient très sensibles à tout événement de la sphère ouzbèke. Le sort de Boukhara se joua en 1866. Tensions, manoeuvres et ultimatums furent un

¹⁴ Il est intéressant de voir que Boukhara et Khiva se trouvent aujourd'hui dans la République d'Ouzbékistan et que Khokand, située dans la République de Tadjikistan et convoitée par les Ouzbeks, est peuplée à majorité d'Ouzbeks; et cela alors que Boukhara et avec Samarcande, villes historiques persanophones, sont revendiquées par les Tadjiks.

¹⁵ Les dates de conquêtes de la Russie en Asie centrale sont les suivantes : Tachkent en 1865, Samarcande en 1869, Khiva en 1873 et Khokand en 1876, in : MENON. Rajan « *In the Shadow of the Bear* » in: International Security été 1995, Vol 20, n° 1.

prélude à la première bataille russo-boukhare (7 mai, à Irdjar) qui se révéla une cuisante défaite pour l'émir Mouzaffar-Addin (1860-1885). Djizak, la clef de la vallée du Zeravchan, fut prise en octobre. Mouzaffar échoua dans sa tentative de former une coalition (Khiva, Afghanistan, Inde britannique et empire ottoman) et accepta un premier traité en 1867. La tension monta encore et le général Von Kaufman entra dans Samarcande le 2 mai 1868 ; Mouzaffar tenta une dernière bataille le 2 juin à Zeraboulak (vallée centrale du Zeravchan), et ce fut encore la défaite. Il signa en juillet la convention que lui proposait la Russie.

Après plusieurs opérations victorieuses, les Russes contraignirent l'émir de Boukhara à conclure un « pacte d'amitié ». Ils avaient en effet décidé de s'appuyer sur la notoriété religieuse et politique de l'émir en sa qualité de chef formel de l'Islam centre-asiatique, et de reconnaître sans réserve la souveraineté de Boukhara sur le plan tant intérieur qu'extérieur. Aux termes du traité, l'émirat de Boukhara ne cédait aux Russes que Samarcande et quelques territoires qu'ils avaient conquis dès 1868, tout en s'engageant à leur ouvrir ses marchés, ses voies terrestres et navigables pour une pénétration massive des marchandises de Russie.

En dépit d'une erreur largement répandue, l'émirat n'était pas de jure sous protectorat russe ; c'était une dépendance *de facto*, sans le moindre caractère officiel et les bolcheviks en étaient parfaitement conscients. Aussi, après avoir remis la main sur Boukhara en septembre 1920, remplacèrent-ils l'émir destitué par un « *gouvernement populaire* » dont ils reconnurent de nouveau officiellement l'indépendance. Ce n'est qu'en 1924 que Boukhara se rattacha *librement* à l'URSS, et la capitale, symbole ancien d'un Etat islamique, fut dès lors rétrogradée au rang de bourgade de province.

Khokand signa aussi un traité en 1868 (depuis la prise de Khodjend en mai 1866, la clef du Ferghana, Khokand avait cessé les hostilités). Entre 1867 et 1872 les relations avec Khiva, tendues depuis le XVIII^e siècle, se dégradèrent. Située entre les Kazakhs et les Turkmènes, Khiva se voyait attribuer par la Russie la responsabilité de faits dont elle n'était pas toujours responsable. De plus, deux des expéditions russes avaient échoué aux abords ou dans le Khiva (1717 et 1839). Cependant, la conquête du khanat se fit très facilement, durant mai 1873, et la capitale fut prise le 29 par Von Kaufman. La paix fut signée en août.

Il en alla autrement des rapports de la Russie avec le khanat de Khiva, vaincu en 1873. Les Russes placèrent Khiva sous un protectorat classique en obligeant le khan à se reconnaître « humble serviteur de l'empereur de Russie », avec des pouvoirs limités sur le plan extérieur mais aussi intérieur. Il convient de noter que les Russes s'immiscèrent dans un vieux et sanglant conflit qui opposait Ouzbeks et Turkmènes à propos des terres fertiles de l'oasis de Khiva ; prenant le parti des premiers, ils pacifièrent les Turkmènes à force d'expéditions punitives. C'est ainsi que la Russie franchit, en quelques dix années, un pas considérable vers l'Inde. Paradoxalement, toutefois, cela ne fit que l'éloigner davantage de

l'objet de sa convoitise car le projet d'ouvrir, sous contrôle russe, une voie de liaison directe et sûre avec l'Inde se heurta plus que jamais à la Grande-Bretagne qui avait solidement amarré l'Afghanistan à sa sphère d'influence. Conséquence de la rivalité anglo-russe : l'Asie centrale, loin d'être un pont entre l'Europe et l'Inde, perdait ses attaches séculaires avec le Sud.

Il y avait dans cette région, une revanche à prendre contre les Etats qui jadis avaient infligé de terribles défaites aux armées russes. Par ailleurs, il y eut également des tentatives de s'emparer de terres pouvant produire un coton que l'Amérique ne fournissait plus depuis la guerre de Sécession¹⁶.

Dès cette époque, et avec la défaite des Etats musulmans, les uns après les autres, nous pouvons remarquer d'une part, l'absence d'unité entre ceux-ci, et d'autre part, que l'appel à la Guerre Sainte n'a eu que peu d'effet sur la population musulmane de la région.

En 1868, alors que la nouvelle province russe du Turkestan vient de faire son apparition, le Khan de Khokand se soumet.

Isolée du Sud musulman et indien, l'Asie centrale le fut plus gravement encore à partir de 1894, après la constitution d'une union douanière entre la Russie et Boukhara et le déploiement de garnisons de gardes-frontière russes sur les confins sud de l'émirat. Cette frontière méridionale de la sphère d'influence russe en Asie centrale fut dès lors approximativement telle que nous la connaissons aujourd'hui. A l'ère soviétique, elle s'érigera en véritable « *muraille de Chine* » à travers laquelle, dans les années les plus dures (1930-1950), la moindre correspondance privée ne pourra s'infiltrer sans l'aval des autorités.

Quant aux peuples d'Asie centrale, la Russie eut pour eux un rôle semblable à celui de l'Angleterre en Inde ou de la France en Afrique du Nord. En même temps qu'elle restructurait considérablement la vie locale, la Russie introduisait les acquis européens, en premier lieu sur le plan matériel : techniques modernes d'impression et de communication, électricité, etc., bref, toute la panoplie du « *boom* » technologique contemporain. L'utilisation du Chagataï, une langue Turke aux racines littéraires profondes en Asie centrale, fut interdite par les russes¹⁷. Mais l'effet culturel de cette rencontre avec la Russie ne s'est pas révélé moindre pour l'Asie centrale. L'Asie, embourbée dans la « *longue durée* » braudelienne, se retrouvait brusquement dans le giron - ou plutôt, pour reprendre le mot fameux de Soljénitsyne, dans le « *ventre mou* »¹⁸ - d'une puissance européenne. L'intellectuel de Boukhara ou de Samarcande, qui se croyait maître

¹⁶ Ainsi le coton deviendra la première culture de la république d'Ouzbékistan, au sein de l'empire soviétique; aujourd'hui et avec l'indépendance, cette division interne du travail devient le problème économique numéro un de la République.

¹⁷ AKINER. Shireen « *Uzbeks* » in : SMITH. Graham The Nationalities Question in the Soviet Union London Ed : England: Longman, 1990.

¹⁸ En russe, *podbriouchié*, terme employé par Alexandre Soljénitsyne dans Comment réaménager notre Russie paru pour la première fois à Moscou en septembre 1992. Mot fameux lancé en son temps par Churchill (*soft underbelly*) pour désigner les pays du Sud-Est européen.

du savoir traditionnel - alchimie, astrologie, mysticisme - découvert avec étonnement que son monde n'était que la particule d'un champ infini, forgé durant des siècles par les efforts de peuples innombrables. Un rideau d'ignorance était tombé, et l'Asie centrale, voyant le monde tel qu'il était, put goûter aux fruits de l'universalisme néo-européen.

Cet « *expansionnisme défensif* », comme on l'appelle parfois, a été, on le verra plus loin, l'une des caractéristiques de l'avancée russe en Asie centrale. Citons une circulaire adressée à la suite de la prise de Tchimkent en octobre 1854 par le prince Gortchakov-Despatch, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de Russie à l'étranger, qui explique et justifie ce comportement de la Russie « *....inévitavelmente entraînée à suivre cette marche progressive ou l'ambition a moins de part que l'impériuse nécessité et où la plus grande difficulté consiste à savoir s'arrêter ...* ».

Dans l'ensemble, la Russie faisait preuve de prudence à l'égard des terres annexées. D'emblée elle renonça au démantèlement forcé des structures musulmanes, bien qu'une certaine presse de l'époque l'y appelât avec insistance. Les trois piliers du système socio-religieux islamique demeuraient intacts au Turkestan : le réseau des écoles primaires et supérieures (*maktabs, medressas*), qui assurait l'éducation de la communauté ; les mosquées et les lieux saints permettant le libre exercice du culte ; le réseau des tribunaux de la *charia* (loi islamique), qui assurait le respect des règles de vie traditionnelles. Tout en acculant les musulmans au compromis et à la collaboration, la Russie s'était gardée d'intervenir dans leur vie culturelle, préférant limiter son contrôle à la sphère publique. C'est ce qui explique que le Turkestan, sous l'emprise du pouvoir russe tsariste, ne connut pas de mouvements de masse anti-russes et anticoloniaux.

Que l'urbanisme russe ait joué un rôle décisif dans le sort des peuples d'Asie centrale est symboliquement attesté par le fait que les capitales des trois des Etats turcophones actuels doivent aux Russes leur existence : Alma-Ata (Almaty) est née de la forteresse Vermiy érigée en 1854 ; Achghabad fut fondée par les Russes en 1881 ; Bichkek est une cité russe créée en 1878 à côté d'un village kirghize.

La soumission du pays turkmène suivit celle du Khiva et commença par des revers russes. Les Turkmènes se concentraient dans les régions moins arides autour du Khorezm et le long du Kopet-Dagh, pays de la confédération des Tékkés. La principale résistance vint de ces derniers, au fort de Gok-Tépé, où le général Lomakin fut battu en 1879. De ce fait, l'effort militaire Russe se porta sur cette zone, et l'armée comença la construction du chemin de fer militaire transcasprien en 1881, dans le but de relier la baie d'Ouzoun-Ada, sur la Caspienne, à l'oasis des Tékkés, située à 250 km à l'est. Le général Skobelev donna l'assaut le 1^{er} janvier 1881 pour livrer la plus importante bataille de l'histoire de la conquête russe en Asie centrale, faisant 6 000 à 8 000 victimes

turkmènes, alors que le premier tronçon du train n'atteignit l'oasis qu'en septembre. Cependant, la construction du chemin de fer se poursuivit vers les autres positions stratégiques à occuper : Achghabad, juin 1881 ; Merv, février 1884 ; Kouchka, en 1885. La stabilisation puis l'amélioration des relations anglo-russes transformèrent la vocation du chemin de fer, qui atteignit Tachkent en 1899, après avoir traversé la *Boukharie*. Il devint la colonne vertébrale de l'économie coloniale au Turkestan et fut enfin relié au chemin de fer russe par la construction du tronçon Tachkent-Orenbourg (1906). Cela marqua la fin de l'expansion russe en Asie et du chemin de fer transcasprien.

6-1-1-2 Faire barrage aux Anglais.

Michel Jan explique que déjà au XVII^e siècle : « *Les Russes veulent se garder le privilège de la voie terrestre. Ils restent discrets sur les itinéraires ou encore s'opposent aux investigations des autres européens sur les régions orientales* ». « *Lorsque la situation en Europe l'exigea, deux Etats aussi rivaux en Asie centrale que le Royaume-Uni et la Russie conclurent en 1907 un traité reconnaissant les tracés de leurs sphères d'influence respectives* »¹⁹. En effet, un autre but recherché par les Russes, en attaquant le Turkestan, était de faire face aux percées des anglais en Afghanistan. En 1878, Saint-Pétersbourg arrive à définir des zones d'influence avec Londres ; le Turkmène est pour les Russes, ce que l'Afghanistan est pour les Anglais.

A partir de la percée britannique au Moyen-Orient d'une part, et dans la Péninsule Indienne d'autre part, les Russes commencent à s'inquiéter de leurs confins ; le partage des zones d'influence concerne également le nord de l'Iran et le Caucase. Toujours est-il que ce partage de zones d'influence durera jusqu'à l'effondrement de l'URSS ; à l'instar de la puissance décadente britannique, effacée de la scène asiatique et moyen-orientale, apparaît une autre puissance : les Etats-Unis d'Amérique.

La politique tsariste, axée sur la colonisation de peuplement au Kazakhstan et partout ailleurs, sur l'exploitation pure et simple des terres cotonnières, a varié grandement à l'égard des autochtones d'un ensemble territorial à l'autre.

Les lignes directrices, bien que comportant de sensibles variations selon les régions, obéissent à quelques principes généraux assez faciles à dégager : 1) destruction des élites traditionnelles, 2) lutte contre la religion musulmane, 3) assimilation²⁰ culturelle des masses.

Au sein d'une société nomade assez arriérée et superficiellement islamisée, les Russes cherchent à susciter un mouvement national qu'ils peuvent utiliser en le

¹⁹ FOUCHER. Michel *Fronts et frontières* Paris Ed : Fayard 1991.

²⁰ Cette assimilation, malgré la littérature répandue, n'est pas une assimilation par les Russes, mais par les peuples d'Asie centrale eux-mêmes.

retournant contre les meilleurs croyants, Tatars ou Turcs touraniens²¹. Pour ce faire, un statut favorable est accordé aux Kazakhs. L'entreprise tsariste est couronnée de succès dans la mesure où une élite Kazakh occidentalisée et russophone apparaît. Ne voit-on pas la suite de ce rapprochement aujourd'hui?

D'un autre côté, les émirats de Boukhara et le khanat de Khiva gardent un semblant d'autonomie. Ils sont très étroitement liés par les possessions impériales. Dans ce pays d'oasis et de montagne qui leur est totalement étranger, les Russes mettent en place une colonie d'exploitation classique, fondée sur la monoculture du coton. La population de la région demeure dans une stagnation mentale et l'organisation d'une résistance aux Russes paraît lointaine malgré quelques soulèvements sans grandes conséquences. A l'instigation des Tatars de Kazan, l'intelligentsia kazakh s'organise et fonde en 1912 « *la horde Alach* » (Alach Orda), aux revendications modérées; elle revendique essentiellement l'égalité des droits avec les Russes et l'arrêt de la colonisation rurale; c'est dans ce climat qu'a été fondé le courant des « *Djeddides* » (*nouveau ou novateur*).

Ce dernier a été fondé à Tachkent en 1909. Souvent issus des *Medressas* - les écoles coraniques - conservatrices, les Djeddides s'orientent vers le panislamisme, le panturkisme et subissent l'influence d'un journal de Kaboul, inspiré par le ministre des affaires étrangères afghanes, Mahmoud Tarzi. A Khiva et Boukhara, le mouvement aboutit rapidement à la formation de sociétés révolutionnaires secrètes²², inspirées de l'organisation des « *Jeunes Turcs* » qui s'imposait alors à Istanbul.

Mais le parti « Uch-Jüz » (les trois hordes), qui a été lancé en 1914, a eu un grand effet au Kazakhstan. Souhaitant, dans le cadre d'un programme islamique, une résistance armée au pouvoir russe, le parti a joué un rôle important dans la grande révolte des nomades en 1916. Ce mouvement est parti de la politique tsariste qui voulait revenir sur l'exemption du service militaire dont bénéficiaient les « *Karakirghizes* » (les Kazakhs et les Kirghizes désignés par ce mot, étant d'une commune origine). Déjà en situation de colonisés par rapport aux Russes, ils ne pouvaient accepter en plus d'aller se battre contre « *les frères turcs* », alliés des allemands.

Cette révolte a été mise en miettes par une répression aussi grande; 150.000 Kirghizes ont été massacrés pendant que des dizaines de milliers d'entre eux s'enfuyaient vers la Chine. Ce massacre est souvent mis sur le compte d'une dernière tentative de sédentarisation des Kazakhs et des Kirghizes par la Russie tsariste.

²¹ Le fait d'attribuer à Staline, la création artificielle de nationalités en Asie Centrale dans les années 1920, ne reflète que la moitié de la réalité ; la politique russe dans la région ne date pas entièrement de Staline ni de la Révolution d'Octobre ; le désir d'accéder aux mers chaudes est une réalité innée à l'empire russe, quelle que soit la nature de son gouvernement : Russie Tsariste, Union Soviétique ou la Fédération de Russie d'après 1991.

²² Les confréries des soufis, *comme phénomène social*, peuvent être considérées comme les débuts d'une *société civile* en Asie Centrale.

Plus tard, la réalisation d'une idée russe prit un nouveau cours soviétique. Entre 1865 et 1873, la Russie créa le cadre institutionnel de sa domination coloniale en Asie centrale : d'une part, l'administration directe pour intégrer dans l'Empire la plupart des conquêtes en cours, et d'autre part, des territoires sous tutelle ou protectorats pour réguler les rapports avec la Grande-Bretagne. D'ailleurs, le maintien d'Etats vassaux (Boukhara et Khiva) fut une mesure exceptionnelle dans l'histoire de la Russie impériale.

Après ces développements, nous pouvons établir un premier constat des effets de la dynamique des mouvements historiques à la veille de la révolution d'octobre. Le but de la précédente étude, dans le cadre de l'analyse du sous-système de l'Asie centrale, était de démontrer qu'une grande partie des phénomènes qui sont cause d'instabilité, voire de crise, ont leurs origines dans les cinq siècles passés et ne datent pas uniquement de l'ère soviétique. On peut relever quatre phénomènes :

1) l'isolement de l'Asie Centrale, au XVII^o siècle, a lieu à cause d'une divergence politico-religieuse; depuis cette date la région est sous tutelle russe. *Une éventuelle tentative pour contourner la Russie aujourd'hui, passe avant tout par l'acquisition d'un débouché maritime, le plus naturel étant l'Asie du sud, à savoir le Pakistan, en passant par l'Afghanistan,*

2) en commettant une première erreur consistant à penser que l'histoire de la présence russe en Asie centrale commençait avec la Révolution d'Octobre et que cette présence serait effacée avec l'indépendance de ces Républiques, alors qu'elle date du milieu du XVIII^o siècle et que depuis cette date, l'élite de ces pays est éduquée à l'école de pensée russe. Cette influence mettra donc du temps pour être effacée (ou remplacée?). Par ailleurs, *« la conquête tsariste, suivie de la construction soviétique, a été la seule domination politique qui soit restée sur ses positions culturelles sans s'identifier à plus ou moins court terme à la civilisation locale »*²³,

3) le dernier empire à se retirer de l'Asie centrale, après l'empire Mongol et l'empire russe, a été l'empire soviétique. La fin du XIX^o et les débuts du XX^o siècle ont vu également la fin de l'empire ottoman. Assiste-t-on aujourd'hui à la rivalité des héritiers de ces Etats en Asie centrale ? Et finalement,

4) Alors que les Ouzbeks avaient dominé la plupart des centres du pouvoir local, notamment les « villes-Etats », et qu'avec leur sens du gouvernement ils avaient démontré leur capacité guerrière, les Kazakhs et d'autres tribus nomades ont mis plus de temps à acquérir une identité civile propre ; par ailleurs, les mêmes Kazakhs ont été plus proches des Russes et ont souvent sollicité leur aide face à d'autres tribus nomades.

6-1-2 Du « Turkestan russe » à « l'Asie centrale soviétique ».

²³ POUJOL. Catherine ASIE CENTRALE Aux confins des empires, réveil et tumulte Ed Autrement octobre 1992 n° 64.

A partir du mois d'octobre 1917, le Turkestan russe doit faire face à un double changement: une colonisation plus moderne, qui a entraîné une nouvelle forme de domination, et une nouvelle reconstruction sociale. Aucun territoire nouveau ne fut créé en Asie centrale entre 1917 et 1920, mais plutôt des administrations nouvelles à l'intérieur des régions héritées du tsarisme. A partir de 1920, la suppression des deux protectorats et la création de districts nationaux fut le prélude aux profonds remaniements ethno-territoriaux de 1924.

La ligne stratégique et politique du gouvernement se précisa et le 30 avril 1918, le territoire du Turkestan devint la République Soviétique du Turkestan, avec Tachkent pour capitale. Une région autonome turkmène y fut créée en 1921 et plus tard une région kara-kirghize. La République du Turkestan entra dans la république fédérative de Russie, fondée en janvier 1918, en tant que république autonome. En effet, la domination russe, sous sa forme soviétique, n'est pas une période homogène de l'histoire de la région. Pour tenter d'exposer certaines problématiques de l'ère soviétique, nous pouvons distinguer trois grandes périodes entre 1917 et 1991.

Tout d'abord la période courant de 1917 à 1953, date de la mort de Staline, qui donnera naissance à son tour à une nouvelle politique allant de 1953 à 1986. Avec la Pierestroïka, la politique de changement de M. Gorbatchev, nous assistons au commencement de la fin de l'empire soviétique en 1991²⁴.

6-1-2-1 La construction d'une réalité : l'Asie centrale soviétique.

Avec les théories léninistes relatives aux « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et la contribution de Staline, « la théorie des minorités », le destin du Turkestan, du Caucase et de la Transcaucasie allait prendre une autre tournure. Après la consolidation du pouvoir soviétique au Turkestan, les théoriciens soviétiques de la « Question de l'Orient » - Staline, Souslov, ... - se sont lancés dans une procédure de *création artificielle* qui s'acheva en 1936.

La consolidation du *Turkestan occidental* a connu deux étapes : la conquête de l'ensemble du Turkestan occidental, puis la délimitation des frontières.

Le colonialisme russe en Asie centrale prend des formes militaire, administrative et commerciale. Dans les steppes Kazakhes, des paysans russes affluèrent pour mettre en valeur les terres cultivables. Dans le Turkestan proprement dit, les Russes commencèrent par assurer un encadrement en s'installant dans les grandes villes, à commencer par Tachkent. Grâce à l'impact économique de ces derniers, la culture du coton se développe rapidement (cet impact se traduit, dans le Caucase, par la prospérité de l'industrie pétrolière à

²⁴ Le 8 décembre 1991 avec la signature à Minsk d'un accord entre la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, instaurant la *Communauté des Etats Slaves*, il a été mis fin à l'existence de l'URSS.

Bakou). Les khanats de Boukhara et de Khiva voient leurs territoires réduits placés sous un régime de protectorat. Leurs souverains - contrôlés par les agents politiques russes - restent en place.

Avec la Révolution bolchevique de 1917, les musulmans réformistes, peu nombreux et peu suivis, n'ont pas les moyens de s'imposer. Les bolcheviks, en revanche, avec l'appui de la population russe locale, ont tôt fait de se rendre maîtres de Tachkent et d'y instituer une république Soviétique du Turkestan. « *En Asie centrale et au Caucase, cette conquête sera rapide, facile et donne l'impression que la Russie pourra effectivement étendre loin et durablement au Sud. Mais il fallait pacifier ces territoires conquis, les peupler et les exploiter* »²⁵.

A partir de 1919, l'emprise russe se heurte à une grande révolte musulmane, dite des *Basmatchis*, qui prend la forme d'une guérilla. Toutefois, faute de cohésion et d'objectifs politiques clairs, le mouvement finira par s'essouffler. A cela, deux raisons : l'épuisement de la population locale, mais aussi le fait que la Russie, qui venait d'en finir avec la guerre civile sur les autres territoires, pouvait désormais concentrer ses forces en Asie. Les plus irréductibles et téméraires furent les turkmènes dont les dernières poches de résistance ne seront écrasées que dans les années 1930, avec l'intervention des blindés et de l'aviation. des « *îlots* » subsistèrent également jusqu'en 1941 dans le Pamir et la vallée de Ferghana.

Dès 1920, l'émir de Boukhara et le khan de Khiva sont déposés et les républiques populaires sont proclamées. A la fin de 1920, le pouvoir soviétique étend *effectivement* son pouvoir sur la quasi totalité du Turkestan.

La naissance de l'Asie centrale russe est une des étapes, certes importante, de l'évolution de ce *sous-système*, mais elle n'est en aucun cas *le début* de la création d'une *entité artificielle* comme le pensent certains auteurs.

Trois caractéristiques se dégagent de ces premières actions de la Russie soviétique en Asie centrale : 1) le vieux souhait du Tsar, l'accès aux *mers chaudes*, reste une des préoccupations majeures du nouveau régime, 2) la nécessité de s'assurer de l'invulnérabilité des flancs Sud de l'empire a amené les dirigeants soviétiques à ne plus considérer le Turkestan comme une « *zone tampon* », mais à essayer d'y établir un pouvoir de type soviétique, 3) la méfiance *fantasmagorique* slave (occidentale?) à l'égard de l'islam, de son caractère envahisseur et de son unité fictive, a beaucoup contribué à la recomposition de l'espace centre-asiatique à la fin des années 1920.

Nous étudierons la période stalinienne, dans le cadre de la création artificielle des frontières internes, au chapitre huit, mais l'histoire de la soviétisation est étroitement liée à ces deux mots : Staline et frontières.

²⁵ RUFIN. J. Ch L'Empire et les nouveaux barbares Paris Ed: Pluriel 1993.

6-1-2-2 La « stagnation mouvante ».

Avec la déstalinisation commencée en 1953, l'Asie centrale entre dans une ère nouvelle²⁶. En effet, en 1953, l'élite indigène, née avant la Révolution d'Octobre de 1917 avait connu les horreurs de l'ère stalinienne: la destruction des Basmachis à la fin des années 1920 et ses conséquences, le génocide du peuple Kazakh (plus d'un million et demi de disparus au milieu des années 1930), la liquidation physique de toute l'élite intellectuelle pré-révolutionnaire, la destruction (incomplète), entre 1929-1939, de l'établissement religieux islamique, et durant la dernière guerre mondiale en 1942-1943, les tentatives de génocide de plus d'un million et demi de montagnards musulmans du Caucase du nord.

Parmi les faits survenus en Asie centrale au cours de ces 33 années, il faut noter, d'une part, une initiative hardie et spectaculaire des autorités soviétiques, et, d'autre part, deux facteurs d'évolution lente sur lesquels les autorités soviétiques n'ont eu aucune prise. Cette stratégie de Brejnev, qualifiée de « *stratégie islamique* », marquait un tournant dans la politique soviétique à l'égard de l'islam ; quant aux deux autres facteurs, extérieurs au régime, ils sont encore valables aujourd'hui.

En 1968, sous Brejnev, il y eut l'élaboration de ce qu'on a appelé la *stratégie islamique*, probablement élaborée par Y. Andropov, alors président du KGB; cette stratégie consistait en l'utilisation systématique de la hiérarchie religieuse musulmane : une collaboration avec les quatre muftis de l'ensemble de l'URSS²⁷ et leurs adjoints, membres éminents de la *Nomenclature soviétique*²⁸.

Ils furent traités, par le Kremlin, comme des partenaires et des associés, et non comme des « *agents* », dans un double objectif : sur le plan intérieur, garantir la loyauté des croyants au régime ; sur le plan extérieur, projeter une bonne image de l'URSS vers le monde musulman et, en premier lieu, vers les pays musulmans conservateurs et pro-occidentaux.

L'effet interne de cette politique fut assez mitigé. Durant 75 années de communisme, les musulmans du Caucase et d'Asie centrale ont été écartés d'une manière ou d'une autre du pouvoir et des instances dirigeantes. L'absence d'élections libres, l'encadrement de la population et l'imposition d'une idéologie

²⁶ BENNIGSON. Alexandre « *L'Asie centrale soviétique durant la période 1956-1986* » in : *Central Asian Survey*, Vol 7 n° 23. 1988.

²⁷ Les *muftis* sont les autorités suprêmes dans le sunnisme, ils constituent le guide suprême des quatre branches de sunnisme. A l'époque soviétique, il y avait quatre muftis pour l'ensemble de l'URSS, dont celui de Tachkent pour toute l'Asie centrale.

²⁸ VZSLENSKY. M *Le Nomenclature* Paris Ed : Maspero 1980.

universaliste et déterministe²⁹, ont amené la population à adopter une attitude indifférente.

Il est intéressant de noter que la population de l'Asie centrale se distinguait des autres peuples de l'Union Soviétique en ce qui concerne « *l'existence d'une société civile* ». En effet en Asie centrale la société civile se manifestait sous forme de Confréries Soufis³⁰; cet Islam mystique a pour caractéristique, entre autres, de se renfermer sur lui-même et de préserver son espace intérieur par un rideau invisible.

Face à cette attitude, connue des autorités soviétiques, les responsables locaux du Parti Communiste collaboraient avec les mollahs pour, d'une part, encadrer la population et, d'autre part, renforcer leur légitimité. Dans les diverses stratégies de l'acteur sur la scène politique, cela peut être comparé à la stratégie dite de « *loyauté* » (loyalty) d'Albert O. Hirschmann³¹.

En effet, l'auteur met l'accent sur l'adoption de trois types d'attitudes des acteurs:

1) « *Défection* » (exit) où l'acteur, n'acceptant pas les règles du jeu, sort de la scène. Cela fut le cas des nombreuses populations de l'Asie centrale et du Caucase qui ont fui à diverses reprises, notamment en 1917.

2/ « *Prise de parole* » (voice) où l'acteur s'exprime publiquement; cela n'a jamais été possible en Union Soviétique, du moins jusqu'à la fin de 1987, exception faite de quelques contestations telles que celles des Basnachi.

3/ « *Loyauté* » (loyalty) qui consiste à refuser les règles du jeu sans adopter pour autant la stratégie de défection ni s'exprimer, mais rester loyal à l'égard des règles du jeu préétablies.

Collaborer avec les Mollahs officiels assurait aux autorités soviétiques et à leurs « *systèmes d'action* »³² une loyauté de la population musulmane de l'Asie centrale.

Le deuxième effet de cette politique s'adressait au monde extérieur et fut qualifié d'**effet de Vitrine**. Face à l'Islam conservateur des monarchies du Golfe et des pays arabes pro-occidentaux, face à une pauvreté croissante du monde islamique exclu des bénéfices des pétrodollars, l'Union Soviétique exportait son Islam. Pour Brejnev, « *l'Asie centrale soviétique était la vitrine pour les pays voisins* ».

En effet, après la stratégie des début de la Révolution d'Octobre, qui consistait en la fabrication de l'*Homos sovieticus*, les dirigeants soviétiques ont été amenés à adopter une nouvelle stratégie qui consistait à différencier les peuples musulmans d'Asie centrale des autres. Bien entendu, il ne s'agissait en aucun cas de renoncer aux « *buts du socialisme* », mais, selon les théories

²⁹ ARENDT. Hannah Le système totalitaire. Paris Ed : Le Seuil 1972.

³⁰ BENNIGSON. A & LEMERCIER-QUELQUEJAY. Ch Le soufi et le communisme Paris Ed : Seuil 1986.

³¹ HIRSHMANN. Albert. O Exit, Voice and Loyalty. Massachusetts Ed : Harward University Press 1970.

³² LAGROY. Jacques Sociologie politique. Paris Ed : Dalloz-FNSP 1990.

Léninistes (qui sont plutôt des théories de stratégie de bataille): « *il faut avancer cas échéant des théories déterminées, pour une situation déterminée* ». Cette période constituait-elle déjà le passage du totalitarisme à l'autoritarisme ?

Selon les dirigeants de l'époque brejnevienne, la situation de l'Asie centrale des années 70 n'était plus la même que celle du Turkestan en 1917, d'où une reconnaissance de fait de l'Islam. A tel point qu'on parlait de 'l'Islam soviétique' comme d'un type particulier de l'Islam, avec ses caractéristiques propres. Plus tard, on finira même par passer de l'appellation de « *l'URSS, amie de l'Islam* » à la notion de « *puissance islamique* ». Cette initiative a été qualifiée de hardie, à l'origine, à cause du changement des dirigeants soviétiques dans une période où l'URSS n'était pas au mieux de ses forces dans le monde arabo-musulman (échecs des alliés de Moscou face à Israël, changement de camp de l'Egypte, fin de la période révolutionnaire, ...).

A partir de là, nous assistons à une évolution du système centre-asiatique avec ses propres interactions, et les influences du système sur son environnement et vice-versa. Indépendamment de l'initiative soviétique, deux nouveaux phénomènes se sont produits au sein même du système centre-asiatique; il en résulte que le système en soi n'était pas *stérile* et qu'il pouvait, tant bien que mal, engendrer ses propres moyens de protection.

Les deux facteurs internes au système sont respectivement: *la démographie et la découverte de l'islam en tant que facteur composant l'identité*. La démographie a constitué, bien involontairement, une arme aux mains des pays musulmans; la découverte de l'Islam, notamment en Afghanistan, fut la deuxième évolution interne du système.

La croissance démographique très rapide des populations musulmanes, comparée à la croissance très lente des populations slaves, est un phénomène bien connu, étudié et commenté par les spécialistes soviétiques eux-mêmes. A titre d'indication, rappelons qu'entre 1970 et 1979 la croissance de la population russe a été de 6,5%, celle des Turkmènes de 33%, des Ouzbeks de 35% et des Tadjiks de 36%. Aujourd'hui, la part de la population musulmane de l'ex-URSS est de plus de 70 millions de personnes. Selon les estimations les plus prudentes, cette même population serait de l'ordre de 70 à 75 millions à la fin du siècle. Un citoyen sur quatre des pays composant la C.E.I sera alors musulman et un sur cinq turcophone. Toutefois, la poussée démographique des musulmans ne suffit pas, à elle seule, à remettre en question la suprématie politique des russes sur l'ensemble de l'Union Soviétique. En effet, le vrai danger pour les Soviétiques était dans ce qu'on peut appeler « *l'indigénisation* » de toutes les régions méridionales de l'URSS, le Caucase et l'Asie centrale³³. Il s'agissait alors d'un phénomène nouveau mais déjà parfaitement perceptible à travers les statistiques.

³³ Cette période d'analyse ne prend pas en compte les dangers de l'époque de la Pierestroïka, à savoir : la faillite de l'économie et le rôle des besoins matériels sur les questions économiques.

Jusqu'en 1986, l'immigration des russes vers l'Asie centrale avait été stoppée ; par ailleurs, les populations autochtones refusaient obstinément d'émigrer vers la Russie d'Europe ou la Sibérie. De plus, il n'était pas question, pour les dirigeants soviétiques, d'industrialiser un territoire stratégiquement trop vulnérable. Aussi, vers les années 1985, Moscou a définitivement renoncé au grandiose projet de détournement des fleuves sibériens qui aurait fait de l'Asie centrale une riche terre de peuplement. Alors, sous la pression démographique (et aussi psychologique), les russes (et les autres populations « *non-locales* ») ont commencé à quitter la région. Ces phénomènes ont contribué à l'isolement de l'Asie centrale par rapport aux autres flancs de l'empire, et à la poussée démographique de cette région.

La redécouverte du monde musulman extérieur, de l'*Umma*³⁴, et la nouvelle compréhension que « *nous musulmans de l'URSS, nous en faisons partie* » sont la conséquence logique du progrès technique. Il n'y a plus de *rideau de fer*. Les émissions de radio du monde entier, les cassettes, la littérature clandestine même, traversent les frontières de la République des Soviets comme une passoire. Le déroulement de la guerre afghane en particulier a été bien suivi en Asie centrale.

De l'aveu même des autorités, le KGB et l'*Agipro* sont débordés et impuissants devant le flux d'informations arrivant de l'extérieur. Pour en apprécier correctement les effets déstabilisateurs potentiels, il faut se rappeler que les populations musulmanes de l'ex-URSS (qui furent jadis parmi les plus avancées politiquement et intellectuellement du *Dar ul-Islam*) ont vécu pendant un demi-siècle complètement coupées du reste du monde et soumises à l'influence du marxisme-léninisme russe.

Par ailleurs, il faut rappeler l'apport des musulmans soviétiques à propos de la guerre de l'Afghanistan et vice-versa. Il est clair que si, à la fin des années 80, le monde entier prenait conscience de la vraie nature de la guerre de l'Afghanistan - un génocide mené par une puissance impérialiste et colonialiste -, c'est grâce au refus des musulmans soviétiques d'aller se battre dans le pays voisin; les unités comptant plus de 40% des Turkestanis ont été retirées du front dès mars/avril 1980 pour empêcher ces derniers d'aller rejoindre le rang des *Moudjahidins* afghans. En outre, dès le mois d'avril 1984, des manifestations de soutiens aux Moudjahidins ont eu lieu en Ouzbékistan; durement écrasées par l'Armée Rouge, elles ont donné naissance, selon un certain nombre d'auteurs³⁵, aux événements d'Alma-Ata en décembre 1986, et aux incidents de Kurgan-Tübé en février 1987.

6-1-3 Transformation d'en haut vers le bas ?

³⁴ *Umma* signifie l'ensemble des croyants qui résident sur, ou en dehors de terres saintes (*dar Al-Islam*, opposé au *dar al-sherk*); *grosso modo*, tout ce qui est musulman et qui croit aux enseignements du livre fait partie de l'*Umma*.

³⁵ BENNIGSEN. Alexandre « *L'Asie centrale soviétique durant la période 1956-1986* » op.cit.

Contrairement à ce que prévoyait la '*chronique de la mort annoncée de l'Empire par les confins musulmans*', les changements sont intervenus d'en 'haut'. La dynamique des transformations a encore parcouru le chemin descendant. Nous pouvons constater l'existence inattendue d'un mouvement d'idées dans une société réputée désertée par ses intellectuels ; décidément la société russe est encore très peu connue.

6-1-3-1 Le début de la fin de l'Empire.

Après la mort de Rachidov en 1982, les dirigeants politiques de l'Asie centrale sont devenus une cible de choix pour Youri Andropov et des jeunes réformateurs comme Mikhaïl Gorbatchev et Youri Ligatchev qui est venu au pouvoir avec lui. Les données de la question étaient relativement simples pour ces hommes : un progrès économique, vital pour ces zones, paraissait impossible si la corruption locale continuait d'exister. Andropov semblait plus au courant des données politiques de la région et essayait de ne pas heurter les sensibilités locales. Gorbatchev et Ligatchev, moins soucieux des réalités politiques de la région et, peut-être plus pressés par le temps, ont commencé par s'acharner sur les élites de partis des cinq républiques d'Asie centrale avec une campagne qui a commencé par une humiliation publique et qui s'est achevée par des limogeages des élites locales.

La mort de Rashidov en 1983, quelques mois avant celle d'Andropov a rendu la tâche plus facile pour Gorbatchev et Ligatchev pour lancer une campagne contre l'industrie cotonnière en Ouzbékistan; une campagne qui s'est soldée par une purge au sein des élites politiques locales³⁶. Le renvoi du turkmène Mukhamadnazar Gapurov, du tadjik Rakhmon Nabiev et du kirghize Usulbaliev (tous trois étaient premier secrétaire du parti communiste de leur république respective), en automne 1985, a été le sommet du processus de « nettoyage » des P.C de ces républiques. Cela s'est poursuivi jusqu'en décembre 1986 où Dinmukhamad Kounaiev, le quinquagénaire kazakh, membre du Politburo, a été prié de quitter son poste de secrétaire général du P.C kazakh; cet événement a engendré les manifestations de protestation à Alma-Ata en 1986.

Avec l'arrivée de Gorbatchev en 1985, les données concernant le sous-système de l'Asie centrale changent. D'une part « *on pouvait commencer à tout dire publiquement en URSS, à partir de 1987, après 70 années de censure* »³⁷, et d'autre part l'environnement du sous-système de l'Asie centrale a commencé à prendre une autre tournure.

A partir de 1987, un des grands empires du XX^o siècle s'est lézardé. Organisé pour freiner et stopper le processus de dislocation de l'URSS, le putsch

³⁶ CHRISHLOW. James « *Prelude to Independance, How the Uzbek Party Apparatus Broke the Grip on Elite Recruitment* » in : FIERMAN. William *Soviet Central Asia* Boulder Ed : Westview Press 1991.

³⁷ CARRERE D'ENCAUSSE. H. *La gloire des nations* Paris Ed : Fayard. 1990.

raté du 19 août 1991 a définitivement enterré l'Union. Les effets de la *Pierestroïka* sur l'Asie centrale ont provoqué un certain nombre d'événements. l'inventaire de l'héritage de l'empire soviétique dans la région nous permet de conclure sur les conséquences du soviétisme en Asie centrale.

Avec la « transparence », *Glasnost*, le premier effet de la « restructuration », *Pierestroïka* fut l'éclatement des cris frustrés des peuples de l'Asie centrale ; à la suite des événements d'Alma-Ata, une série de contestations ont commencé; elles durèrent jusqu'à la dislocation de l'empire³⁸.

Depuis la manifestation des compagnons de Lénine en 1927, à Moscou, l'Union Soviétique n'avait pas connu de manifestations non-officielles d'une telle ampleur que celle d'Alma-Ata en 1986. Le 17 décembre de graves émeutes éclatent dans la capitale du Kazakhstan. Près de dix mille manifestants scandaient des slogans nationalistes comme « *Le Kazakhstan aux kazakhs!* ».

L'origine immédiate de la crise est sans nul doute la nomination de Kolbine en remplacement de Kounaev, au poste de secrétaire général du Parti Communiste Kazakh. Il faudra attendre deux ans et demi pour voir à nouveau un Kazakh à la tête du Parti de la république; il s'agit de Noursultan Nazarbaïev qui est nommé à ce poste au mois de juin 1989. Mais il est évident que les émeutes qui ont fait plus d'un millier de morts, ont des origines plus profondes³⁹. En 1985 le Kazakhstan est de toute l'URSS le pays qui vit le plus au-dessous de ses moyens, bénéficiant de transferts de ressources qui représentaient alors près d'un cinquième de son revenu national. Par ailleurs, russes et kazakhs mènent de longue date des existences séparées. Eleveurs par tradition, les kazakhs sont absents du monde industriel. Le discours optimiste consacré au « *peuple soviétique* », à l'internationalisation et à ses progrès, s'est brisé en 1986 sur ce slogan brutal: « le Kazakhstan au kazakhs! » Par une ironie de l'histoire de l'URSS, c'est dans la république où une telle rupture était le moins prévisible - ce qui explique sans doute les imprudences du pouvoir central - qu'elle s'est produite en 1986. La faiblesse du groupe national kazakh, l'importance de la communauté russe, le nombre considérable des nationalités présentes sur le territoire plaidaient pour une acculturation rapide, sinon pour une assimilation.

Nulle part ailleurs en URSS, les chances de voir des peuples divers se fondre en un « *peuple soviétique* » ne semblaient plus grandes.

Avec les événements d'Alma-Ata le tabou est brisé; désormais la répression de la deuxième superpuissance colonialiste ne peut rien face à un peuple presque désarmé des steppes. Cet événement a par ailleurs, ouvert le

³⁸ Les émeutes en Asie centrale depuis 1988 : le chômage, des manifestations à Achghabad en 1988 ; conflits inter-ethniques entre ouzbeks et les turcs Mechket dans la vallée de Ferghana en 1989 ; à Och entre ouzbeks et kirghizes, laissant près de 320 morts ; les mineurs kazakhs qui se sont mis en grève pour protester contre la hausse des prix ; manifestation des étudiants à Tachkent pour la même raison, la police tire et tue des nombreux manifestants.

³⁹ A ce sujet, le rapport de l'institut d'étude des conflits, le *Helsinki Watch*, est très intéressant : *Conflict in the Soviet Union: The Untold Story of the Clashes in Kazakhstan* Washington D.C Octobre 1990.

chemin à d'autres émeutes en Asie centrale, émeutes qui accompagneront la crise économique mettant fin à l'existence de l'Empire.

Le *Djeltoksan* (décembre en kazakh) a ouvert une nouvelle ère de contestations. Ces contestations ont pris essentiellement deux formes: anti-soviétique et contre les diverses minorités nationales dans chacune des Républiques. En effet, l'Asie centrale a été la scène de sérieux incidents qui ont fait des centaines de morts. Nous pouvons constater deux types d'approches : l'une qui considère les événements comme une manipulation soviétique, (elle est partagée par les intellectuels autochtones), et l'autre qui consiste à mettre en avant la nature populaire, anti-communiste et avide d'incidents, celle-ci étant plutôt la vision journalistique des événements.

Les commentateurs, soviétiques et occidentaux, ont dénombré une série de causes pour ces incidents: « *elles sont essentiellement d'ordre religieux, national et socio-économique* ». Ces événements ont eu lieu essentiellement dans la vallée de Ferghana, où l'imbrication ethnique est portée à son degré le plus élevé ; La ville d'Och - à majorité Ouzbek, située en Kirghizie, mais abritant une minorité de turcs Meshket (peuple déporté en Asie centrale en 1944) - a connu un pogrom des Ouzbeks contre ces derniers, qualifiés de « *chapardeurs du pain des Ouzbeks* ». D'autres incidents ont éclaté à Achghabad, à Douchanbé, et dans beaucoup d'autres villes de toutes les républiques.

Mais selon un grand nombre d'auteurs, l'origine de ces incidents ne pouvait pas résider seulement dans les causes déjà mentionnées; en se référant aux divers intellectuels, auteurs, artistes, etc. ils avancent l'hypothèse d'une « *mise en scène d'en haut et non pas d'un simple soulèvement populaire des masses d'en bas* »⁴⁰.

En automne 1990, le poète et dirigeant du Parti Ouzbek, le *Erk*, Mukhaniad Salikh, basait ses convictions sur le fait « *que ces incidents avaient été instigués et planifiés d'avance; du moins le KGB n'ignorait pas ce qui allait se passer à Ferghana et à Och. Le réel but des dirigeants soviétiques aurait été de maintenir le status quo, quitte à changer la nature de la fédération ou de la confédération* ».

Il existe une autre explication qui met en avant le caractère classique des manifestations, à savoir un moyen de lutte. Cette vision est essentiellement celle de H. Carrère d'Encausse en France. Pour elle « *c'est à la périphérie que le pouvoir central est nié* » Si les Ouzbeks et les Tadjiks s'en prennent aux étrangers, en 1989-90, ce n'est qu'un moyen, parmi d'autres, de protester contre le pouvoir communiste⁴¹. Toujours est-il qu'il n'y a plus désormais d'Etat-nation soviétique ; son dépérissement est en cours et sera un événement primordial, et redoutable, de la décennie. Les éléments fédérateurs de l'espace soviétique se

⁴⁰ RO'I. Yaacov « *Central Asian Riots and Disturbances 1989-1990: Causes and Context* » in : Central Asian Survey Vol 10, 1991.

⁴¹ C'est le même type d'explication qui qualifiait les violences dans les stades, dans les pays de l'Est, de « *lutte contre le pouvoir communiste* » et face aux batailles rangées du Parc des Princes demeurait confuse.

dérobent : pouvoir central, idéologie communiste, industrialisation, cooptation des élites républicaines et autochtones, rôle géopolitique interne du P.C.U.S., de l'Armée, du K.G.B. Restent des nations, soit anciennes, soit, le plus souvent, de formation récente, encore inachevées, mais qui se soutiennent de leur opposition croissante à l'Etat soviétique, à la Russie pour les nations périphériques et, également, aux nations émergentes contiguës. Une série de contentieux à caractère territorial s'est mise à se réveiller et à commencer de s'exprimer : des revendications territoriales classiques, des corrections plus locales de tracés, la formation d'entités administratives séparées, l'élévation au statut de républiques, l'unification ethnique, la reconnaissance d'une nationalité spécifique, le retour des peuples déportés vers les régions d'origine.

Le jeu a impliqué au moins quatre catégories d'acteur, sinon cinq : le « centre », la République, les minorités allogènes, les minorités autochtones et ... les Etats voisins, s'ils abritent aussi des groupes coethniques. « *La thèse de Gorbatchev était de conserver la couverture de l'Etat fédéral et, progressivement, de le débarrasser des caractères et structures impériaux d'une gestion directive ; de passer de la situation « centre dominant/républiques impuissantes » à celle de « centre fort/républiques fortes » ; d'introduire progressivement les réformes et de fixer les règles de la transition vers l'économie de marché* »⁴².

6-1-3-2 L'héritage de l'empire soviétique.

On peut le déduire de toutes ces questions : à tout instant, l'éventail des possibilités politiques d'un pays est limité par les héritages du passé, mais des éléments d'incertitude perdurent, et le choix parmi toutes ces possibilités est influencé par les jugements de valeur et les décisions des acteurs politiques qui vivent dans le présent⁴³. Dans les Etats successeurs de l'URSS, même les intellectuels à l'esprit libre, ceux qui ont reconstruit consciemment leurs idées sur la Russie des Tsars et sur l'Empire soviétique, mais aussi au sujet de leur propre pays, seront probablement affectés par l'héritage culturel de l'ère soviétique. Pour reprendre les propos d'un expert occidental « *les nations elles-mêmes ne sont qu'un roman (une histoire racontée). Le pouvoir de raconter, ou de bloquer la formation et l'émergence d'autres discours narratifs, est très important pour toute culture ou impérialisme, et constitue l'un des principaux liens entre culture et impérialisme* »⁴⁴.

Cette partie nous permet de conclure sur le cadre historique de la région; il s'agit d'énumérer, d'une manière sommaire, ce que nous avons vu jusqu'à présent,

⁴² SIMONIA. Nodari « *Tendances à la désintégration et à l'intégration dans les républiques de l'ex-URSS* » in : Collectif L'intégration régionale dans le monde acte de colloque organisé en mai 1993 à Paris et publié en 1994.

⁴³ MOOR. Barrington Political Power and Social Theory New York Ed : Harper 1958.

⁴⁴ SAÏD. Edward Culture and Imperialism New York Ed : Knopf, 1993.

nous pouvons distinguer trois traits : la création d'un nouveau type d'élite, une politique particulière d'assimilation, une tentative d'intégration.

Commençons par la question relative aux **élites**. Tout d'abord, « *les révolutionnaires de 1917 ont fait une distinction entre les territoires européens de l'URSS et ceux d'Asie* »⁴⁵ ; il fallait donc y effectuer un changement pour pouvoir « *fabriquer l'homme nouveau* ». L'agent de change qui pourvoyait en leaders et qui organisait le personnel, était le *Parti Communiste*. Dans le court terme, la politique soviétique consistait à recruter des intellectuels parmi les populations autochtones et dans le long terme à créer une lutte de classe artificielle. Ces actes avaient comme but de détruire les caractéristiques historiques et culturelles de la région et s'il y a eu une préservation des traits de ces cultures, c'est parce que ceux-ci permettaient une comptabilité avec l'industrialisation soviétique. Toutefois, « *le Parti n'était pas un Parti basé sur une discrimination ethnique* », comme disait David Lane et malgré la prédominance incontestable des russes « *du fait de la présence de Kounaev et de Rachidov dans l'instance suprême, on ne peut soutenir que ces minorités sont totalement exclues du processus de décision en URSS* »⁴⁶.

Toujours est-il qu'à travers les divers changements d'élites et de mentalités « *on a assisté à la naissance d'un nouveau visage des nationalités et de l'idée nationaliste, à l'émergence d'une nouvelle société et de ses impératifs* »⁴⁷.

Bien que selon Lane « *la question nationale soit une superposition des idées de l'Europe occidentale du XX^e siècle* », « *les nouvelles revendications du nationalisme en Asie centrale sont le fruit de la nouvelle élite autochtone* »⁴⁸.

Outre la question relative aux élites, il y eut un débat autour d'une **assimilation** des peuples d'Asie centrale; à ce stade, les changements se situent au niveau des relations inter-ethniques, et non plus des élites. On a d'abord cru que « *le peuple centre-asiatique serait assimilé par les slaves, notamment les russes* ». Mais au milieu des années 70, tout en constatant l'assimilation d'un certain nombre de personnes, on assistait à une baisse du nombre de russes et d'européens. C'est Ronald Wixman⁴⁹ qui, en 1973, a avancé l'hypothèse « *d'une assimilation des peuples d'Asie centrale, par d'autres peuples de la même région mais, bien sûr avec le plan et les programmes des autorités soviétiques* ». Selon lui, « *il y a eu deux types d'assimilations : l'assimilation avec l'affiliation ethnique; c'est le cas de la création d'un ensemble d'Etats turcophones, pour remplacer les structures préexistantes: clans, ethnies, tribus, etc. une assimilation linguistique, qui consistait à diluer un peuple au sein d'un autre*

⁴⁵ LANE. David *State and Politics in the USSR* Oxford Ed : Basil Blackwell 1985.

⁴⁶ CAGNAT. R & JAN. M *Le Milieu des Empires* Paris Ed : Robert Laffont 1990.

⁴⁷ ALLWORTH. Edward « *Regeneration in Central Asia* » in : *The Nationality Question in Soviet Central Asia* New York Ed : Praeger Publishers 1973.

⁴⁸ ALLWORTH. Edward « *Regeneration in Central Asia* » op.cit.

⁴⁹ WIXMANN. R « *Recent Assimilation Trends in Soviet Central Asia* » . in: *The Nationality Question in Soviet Central Asia* op.cit.

peuple, plus nombreux ; c'est le cas des Kurdes au Turkménistan ou encore des arabes 'Boukhariotes' »⁵⁰. Mais nous avons vu aussi s'effectuer le chemin inverse: création de différences qui n'existaient pas ; c'est le cas des Karakalpaks par rapport aux Kazakhs.

En effet, l'Asie centrale pré-révolutionnaire est une région dans laquelle l'idée du nationalisme à l'europpéenne n'avait pas encore été développée. En maintenant cinq espaces distincts, sous forme de Républiques, *Staline, le théoricien* a eu la satisfaction de pouvoir mieux contrôler l'évolution du socialisme soviétique en Asie centrale. *C'est, donc, avec ce type de procédure que les soviétiques ont réussi à assimiler des peuples tels que les Ouïgours, les Karakalpaks, les Baloutches et les Kurdes. Cela n'a pas été rendu possible par une russification, comme l'affirme un grand nombre d'auteurs, mais par un jeu provoqué d'en haut entre les peuples centre-asiatiques eux-mêmes.*

Enfin, le dernier trait qui nous intéresse est celui **d'intégration** ou d'une équation à quatre inconnues, que nous pouvons résumer ainsi : pour un meilleur développement économique, les Russes ont lancé l'idée du nationalisme, cela à tel point que pour avoir une meilleure intégration au sein de l'Union, les dirigeants locaux d'Asie centrale se sont lancés dans un jeu de concurrence pour un leadership régional⁵¹. *Autrement dit, le nationalisme est au développement, ce que le leadership est à l'intégration.* Le but de ces développements était de démontrer que la recomposition de l'espace actuel de l'Asie centrale ne peut pas être étudiée sans une prise en compte de ces multiples héritages, notamment russe (pré-révolutionnaire) et soviétique.

En URSS la société et le régime étaient en lutte permanente pour augmenter leur propre assise au détriment l'un de l'autre. Nous pouvons d'ores et déjà avancer l'hypothèse selon laquelle l'articulation des deux éléments moteurs de la société : la légitimité et l'identité étaient à la base de la désintégration de l'URSS ; cette crise d'identité et de légitimité serait désamorcée si l'Etat-nation - avec ses quatre éléments constitutifs : territoire, population, souveraineté et gouvernement - se serait conjugué autour des sentiments et valeurs populaires et moins des nécessités étatiques.

⁵⁰ Pour les arabes en Asie centrale, voir: FOURNIAU. Vincent « *Les Arabes d'Asie centrale soviétique, maintien et mutation de l'identité ethnique* » in : Des ethnies aux nations en Asie centrale. op.cit.

⁵¹ Cette lutte pour le leadership, comme nous avons vu plus haut, dure toujours entre ces républiques, mais sous une autre forme; elle demeure un des moyens de régulation interne du système.

6-2 D'une stratégie globale à une approche continentale.

« Selon toute vraisemblance, c'est la région qui s'imposera demain comme référentiel majeur du système mondial, l'unité de compte décisive de la compétition internationale. C'est probablement à l'échelle régionale que surgiront de nouveaux itinéraires collectifs du sens capable de prendre en compte les trois demandes du système social mondial : la demande de sécurité, le besoin d'identité, la quête de légitimité. C'est dans l'espace régional que le sens et la puissance ont les meilleures chances de se réconcilier ».

L'évolution de la puissance russe dans sa quête de sécurité à ses frontières a échappé aux analystes et aux théoriciens des relations internationales avant la fin de la guerre froide. La raison essentielle en est la suivante : tous les divers outils d'analyse théorique des relations internationales avaient pour base le constat de la guerre froide. Toutes ces théories se contentaient de prendre en considération soit les faits politiques et militaires (le cas des behavioralistes), soit le fonctionnement du système international (le cas des fonctionnalistes). Même les théoriciens qualifiés d'évolutionnistes prenaient l'après guerre-froide comme la base de l'analyse, ou dans le meilleur des cas, une étape charnière de l'évolution du système international.

L'élaboration d'une nouvelle doctrine nécessiterait une redéfinition de la disposition de l'armée sur des différents champs, dont sur celui de l'étranger-proche, mais faut-il rappeler que ce cercle vicieux n'en finit pas de poser le problème classique, à savoir: si c'est l'état et le lieu d'intervention qui déterminent la nature de force à déployer, d'où la nécessité d'une doctrine pour la justifier, ou un remaniement dans l'ensemble des aspects du domaine militaire permettrait tel ou tel autre type d'intervention. Le premier pas fut le remplacement de la notion d'intérêt de l'URSS par celui de la Russie ; une Russie qui tiendra compte de ses 'compatriotes à l'étranger', comme un enjeu de taille. Une dialectique entre le débat des idées politiques d'une part, et la succession de deux nouvelles doctrines militaires russes s'est instaurée et a permis la construction fragile d'une doctrine de sécurité et le début d'une identification des nouvelles menaces : réelles et imaginaires.

6-2-1 La substitution des intérêts de l'URSS par ceux de la Russie.

Il existe un ensemble de questions qui sont subordonnées aux priorités principale de la politique étrangère et à une détermination croissante de la transition de la Russie vers une politique davantage à l'échelle continentale. Les points suivants doivent être pris en compte pour l'étude de l'établissement de la politique étrangère de la Russie.

1) L'instabilité et la complexité de la situation politique et économique au sein de la Fédération, notamment la croissance des tendances au séparatisme dans

des régions telles que : la Tchétchénie, le Sokha, le Touva, le Tatarstan et le Bashkortoustan (ex-Bachkirie, depuis la signature en 1991 du nouveau traité de la Fédération), ainsi que la potentialité du danger de la ré-émergence des conflits dans le Caucase (Tchétchénie, Ossétie, Ingouchie, ...).

2) Le désaccord continu avec les Etats Baltes, l'Ukraine, le Kazakhstan, la Géorgie, ainsi que des Républiques autonomes au sein de la Fédération même sur des questions d'ordre économique, politique et militaire mais aussi des problématiques d'ordre ethnique et la possibilité de disputes territoriales entre la Russie et lesdites entités politiques. Ces données constituent une menace sérieuse sur l'intégrité de la Russie et sur sa stabilité régionale en général.

3) La nécessité de résoudre le problème des russes vivant à l'extérieur de la Fédération.

4) L'affaiblissement (dans un certain cas, l'anéantissement pur et simple) des liens économiques existants, à cause de l'absence de volonté de la CEI et des pays de l'Europe de l'Est de coopérer effectivement avec la Russie, mais aussi à cause de leur orientation vers l'Ouest avec le résultat concret que la Russie serait coupée des partenaires européens.

5) La possibilité de menaces militaires, venues du Sud de l'ex-URSS, entraînant la Russie dans des conflits locaux et régionaux, similaires à celui d'Afghanistan de 1980 à 1988.

6) La difficulté à mettre sur pied une nouvelle structure d'alliance qui pourrait remplir une partie du vide laissé par la disparition du pacte de Varsovie et de l'Union Soviétique, en conformité avec la nouvelle géopolitique de la Russie et de ses intérêts nationaux.

La liste des préoccupations de la Fédération serait trop longue, mais toutes ces questions se posent de plus en plus et d'une manière urgente et surtout dans l'état d'esprit d'une « *puissance régionale* », et non plus d'une superpuissance au niveau de la planète.

Une des priorités nationales de la politique étrangère de la Russie est la stabilité et la survie de l'Etat. Les questions relatives à la sécurité, tant bien au niveau interne qu'international relèvent en premier lieu du domaine de la direction politique du pays, alors que celles concernant la *sécurité fédérale* nécessitent d'autres types d'analyses. L'accent est mis ici sur la stabilité régionale de la Fédération ou, autrement dit, l'implication de la Russie dans la gestion régionale des conflits et ses actions contre une hégémonie régionale possible. En sachant que la Russie ne peut pas, au moins dans un avenir immédiat, jouer un rôle substantiel dans la géopolitique de l'Europe, nous essayons de voir son implication dans le cadre de ses flancs sud. Les raisons de sa faiblesse en Europe sont dues à sa très faible présence en Europe de Est et la peur des pays de cette zone, ainsi que de la partie Européenne de l'ex-URSS de l'expansionnisme russe. Toutefois, la Russie est encore intéressée par une coopération - notamment dans les domaines économiques - avec ces pays. Les pays Baltes et l'influence

croissante de la Russie dans le sud de la Fédération constituent les questions les plus importantes pour la Russie en Europe. Ces craintes ont pris un ampleur importante depuis l'introduction par la Turquie, depuis le 1^{er} juillet 1994, d'une nouvelle charte pour le passage des navires à travers le Bosphore et les Dardanelles.

En l'état actuel des choses, l'équilibre du pouvoir en Europe n'est pas favorable à la Russie. Il serait une grave erreur de dire que la Russie a des grands ennemis en Europe, mais il doit être admis que la Russie n'a pas beaucoup d'amis parmi ces alliés d'autrefois, sauf bien sûr la Biélorussie. « *Dans ces circonstances et notamment dans ses relations avec l'Ukraine, la Moldavie et les pays Baltes, la Russie doit utiliser la vieille tactique de carotte et bâton pour la poursuite de ces buts* »⁵². Les challenges auxquels la Russie est amenée à faire face en Asie centrale et au Caucase sont d'un tout autre ordre. Les tâches essentielles de la Russie dans ces zones sont de contenir le séparatisme du Nord-Caucase qui a tendance à se propager au Tatarstan et au Bachkourtoustan, de diminuer l'influence croissante turque et iranienne en Asie centrale et en Azerbaïdjan, de prévenir la formation de nouvelles puissances régionales et, finalement, de jouer un rôle actif dans le cadre des activités relatives au maintien de la paix dans les conflits émergents. Nous pensons que le rôle géopolitique de la Russie pourrait être plus réalisable dans le cadre des Etats de l'Eurasie du sud où il existe une vraie menace pour sa sécurité.

Certains officiers ont soutenu que la Russie a d'autres intérêts vitaux en jeu dans son *étranger-proche*. Dans une intervention clef lors de la Conférence sur la Sécurité Militaire de la Russie de 1992, le Général I.N. Rodionov, déclara que du point de vue de la sécurité militaire, les actions suivantes, entreprises par des Etats voisins de la Russie, seraient considérées comme une violation des '*intérêts vitaux*' de la Russie : l'interdiction de la libre circulation dans les ports maritimes, l'acceptation de forces étrangères sur leurs territoires, l'adhésion à des alliances militaires dirigées contre la Russie, la violation des droits des populations civiles Russes résidant dans ces Etats ou la création d'un cordon sanitaire bloquant l'interaction Russe avec les pays de l'Ouest, du Sud ou de l'Est. Rodionov déclara également que les conflits locaux au voisinage des frontières Russes et dérivant de troubles religieux, nationaux et ethniques constituaient une menace évidente pour les intérêts vitaux de la Russie et étaient, de ce fait, l'un des scénarios les plus plausibles pouvant demain mener à une guerre conventionnelle à grande échelle. L'avertissement de Radionov, faisant comprendre que la politique de sécurité nationale Russe devait être conduite exclusivement en fonction de la sécurité de la Russie, sans chercher à s'embarrasser des formes pour « *chercher à améliorer le climat de confiance de la communauté internationale par rapport à*

⁵² SHAKLEINA Tatiana « *Russian Policy Toward Military Conflicts in the Former Soviet Union* » in: PARROTT. Bruce *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : MS Sharpe 1995.

la Russie », semblait refléter l'importance des désaccords au sein de l'élite politico-militaire Russe. Comme lui, toute une frange semble craindre de voir l'Ouest utiliser l'instabilité chronique des marches de la Russie pour tenter de créer de nouvelles et dangereuses têtes de pont militaires directement posées sur la frontière Russe⁵³.

Les difficultés rencontrées pour parvenir à un accord sur la définition des menaces et des doctrines ont sapé les capacités Russes pour mener une stratégie cohérente en ce qui concerne le retrait des troupes russes des régions en-dehors de la Russie et le rôle de la Russie dans les conflits de *l'étranger-proche*, en particulier dans les régions où des troupes Russes sont encore stationnées. En mai 1992, la Russie signa un accord de sécurité collective avec cinq autres membres de la CEI, visant à régler la question du stationnement des forces militaires russes dans ces Etats⁵⁴. Le traité était conçu de manière à permettre à la Russie de maintenir une présence militaire dans les Etats signataires, afin de minimiser les pressions des partisans de l'isolationnisme qui en Russie demandaient le retrait de toutes les troupes Russes stationnées à l'étranger. Cependant, l'efficacité de cet accord fut assez limitée, étant donné que certains Etats de grande importance stratégique pour la Russie - Ukraine, Moldavie, pays Baltes - refusèrent de signer. Et les pays qui voulaient le signer, comme le Turkménistan ou le Kazakhstan, le firent surtout afin de pouvoir utiliser les troupes russes au lieu de former leurs propres armées nationales ou, dans le cas de l'Arménie, pour lier les Russes à leur côté dans le conflit avec l'Azerbaïdjan.

En mai 1993, le traité de sécurité collective avait déjà perdu la plupart de ses soutiens, même parmi les militaires Russes. A un sommet des ministres de la défense des Etats de la CEI, le Maréchal Shaposhnikov fut incapable d'obtenir le soutien du haut commandement Russe pour la mise sur pied d'une force militaire de la CEI. Malgré le soutien des autres signataires du traité, le Général Boris Gromov, représentant de la Russie, refusa cette proposition, soulignant que la Russie serait seule pour porter l'essentiel du fardeau pour l'équipement d'une telle force, étant donné que les autres signataires n'avaient pas encore construit leurs propres armées nationales⁵⁵. Le changement d'attitude de la Russie, associé aux hésitations des parlements de certains Etats Parties au traité, empêcha la création

⁵³ RODIONOV. I.N. « *The Fundamentals of Russia's Military Doctrine* » *Voennaya mysl* Special Edition juillet 1992 ; Voir aussi MCMICHAEL « *Russia's New Military Doctrine* » ; FITZGERALD. Mary C. « *Russia's New Military Doctrine* » *RUSI Journal* octobre 1992, et ROGOV. Sergey et les autres *Commonwealth Defense Arrangements and International Security Occasional Paper* Virginia Ed : Center for Naval Analysis, Alexandria, juin 1992.

⁵⁴ Les Etats signataires furent la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Arménie. La Biélorussie refusa de signer, se réclamant de son statut d'Etat neutre, mais elle signa un traité bilatéral reconnaissant les intérêts militaires de la Russie et plus tard finit par débattre du traité de sécurité collective. Voir SHEELY. Ann « *The CIS : A Progress Report* » *RFE/RL Research Report* Vol 1, n° 38, 25 septembre 1992, et *The Washington Post* 16 mai 1992.

⁵⁵ *RFE/RL Daily Report* n° 92, 14 mai 1993.

d'une base légale multilatérale donnant un fondement à la présence continue de forces russes sur des territoires étrangers.

La position et le rôle des forces russes stationnées à l'étranger auraient pu être réglés par un traité général. Elles ne l'ont pas été. De ce fait leur statut et leurs fonctions sont différents dans chacun des Etats où elles sont stationnées. Dans les pays d'Asie centrale qui font frontière avec l'Iran et l'Afghanistan, les soldats Russes ont continué à se comporter comme des troupes de gardes-frontière, en accord avec les autorités locales, et en général elles ont reçu une aide locale dans leur effort pour tenter de limiter les flux d'armes de contrebande et de drogues⁵⁶. Dans le Caucase, les troupes Russes stationnent en Arménie et en Géorgie. Les Arméniens ont tenté, sans succès jusqu'à présent, d'entraîner les troupes Russes dans leurs combats contre l'Azerbaïdjan. Sur la demande de Bakou, les troupes Russes furent retirées d'Azerbaïdjan. Un régiment a été stationné en Abkhazie, la république autonome qui borde la rive nord de la côte abkhaze de la Mer Noire. En août 1992, le ministre de la défense renégat de la Géorgie, Tengiz Kitovani, lança un assaut sur la capitale des séparatistes Abkhazs, Sukhumi. Des chefs militaires Russes locaux, qui semblaient heureux de pouvoir « *punir* » Kitovani ainsi que d'autres éléments ultranationalistes et anti-russes de la hiérarchie géorgienne, ont soutenu les Abkhazes en sous-main, à tel point qu'ils auraient même bombardé leurs positions à Sukhumi au début de 1993. Dans un effort pour étouffer les combats tout en soutenant le contrôle de la Géorgie sur l'Abkhazie, le chef de l'Etat géorgien Shevardnadze fut obligé de voyager à Moscou pour demander au Président Yeltsine de tenir en main ses chefs militaires locaux, tout en réaffirmant que, en fonction des accords bilatéraux en vigueur, les troupes russes ne seraient pas entièrement retirées avant, au moins, 1995.

6-2-2 Emergence d'une nouvelle minorité avec mais sans Etat.

Avec plus de 25 million de russes, sinon 30 millions de russophones, la minorité kurde au sein des Etats du Moyen-Orient a perdu son statut de la minorité la plus nombreuse.

« La Russie sans doute est intéressée par la promotion des russes ou des russophones dans l'ensemble des pays issus de l'URSS, des pays de l'Europe de l'Est et dans le monde entier; de ce fait, la dislocation de l'Union lui a donné, d'une manière extraordinaire, des cartes politiques et économiques,

⁵⁶ Les ministres de l'intérieur de 11 nouveaux Etats se sont rencontrés à Erevan en mai 1993 pour tenter de coordonner leurs actions en vue de freiner le débit des flux de produits de contrebande entre leurs frontières. Cela dénote une certaine tendance à la coopération sur des questions de sécurité frontalière autres que militaires. Voir RFE/RL Daily Report n° 92, 14 mai 1993.

potentiellement intéressantes à jouer en sa faveur »⁵⁷. Il est clair que la présence de cette minorité, la plus importante au monde, peut devenir une carte pour la Fédération mais elle peut constituer une dérive dans le sens où elle peut impliquer la Russie dans les conflits contre son gré.

En effet, la présence de minorités russophones crée un malaise permanent. Les Etats sont tiraillés entre le souci de ménager une minorité qui occupe des fonctions importantes et bénéficie de la protection de la Russie, et la volonté de promouvoir l'identité de leur peuple. A terme, ce poids devrait se réduire du fait de l'évolution démographique, des retours dans la Fédération russe et de la politique de promotion des langues et des cadres nationaux, mais il pèsera encore longtemps sur la vie intérieure des Etats.

Dans les républiques la minorité russe avait beau représenter le '*centre*' et symboliser la domination politique de la doctrine communiste, elle n'avait jamais été, socialement une ethnie privilégiée comme l'ont été, dans leur colonies, les anglais ou les français.

Les minorités russes laissées par la colonisation ont un statut variable suivant les pays et suivant l'ancienneté de leur implantation. Ces « *pieds rouges* » suscitent dans la plupart des cas des jalousies profondément ancrées et des rivalités agressives. Le jeu politique est donc largement conditionné par l'affrontement latent entre les anciens colonisateurs et les ex-colonisés. La fidélité à la Russie est pour les *pieds rouges* une condition de survie. Pour les « *indigènes* », l'autonomie passe par l'affirmation de leur personnalité culturelle et linguistique. Ils ont partout imposé leurs langues autochtones comme langues officielles et langues d'enseignement au moins à égalité avec le russe et, autant que possible, à sa place. Ils s'efforcent de conquérir leur autonomie économique en jouant un jeu de balance entre leur partenaire russe traditionnel et une ouverture croissante vers l'est (japonais, chinois, coréens, etc. ...) ou vers l'Occident dont ils attendent des miracles. Mais pendant des années de domination russe, les autochtones ont généralement accumulé d'énormes retards dans le domaine de l'éducation : ils étaient obligés d'apprendre d'abord la langue russe avant de pouvoir accéder à l'enseignement et ensuite à toutes les carrières de l'administration. Ce sont donc les *pieds rouges* qui tiennent encore tous les leviers de commande dans l'armée, dans l'industrie et dans tous les rouages de l'Etat omniprésent. Cette situation conflictuelle crée des tensions de plus en plus perceptibles. L'effondrement de l'URSS a été un coup très dur pour le pouvoir des *pieds rouges*. Ceux-ci pèsent donc de tout leur poids pour maintenir les liens anciens avec Moscou. Ils ont été des ennemis déterminés de la *Pierestroïka* ; Ils favorisent autant que possible le maintien au pouvoir des apparatchiks de l'ancien

⁵⁷ Le Conseil de la Politique Internationale de la Fédération de la Russie « *Regards sur la stratégie de la Russie pour l'avenir* » in : Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz (repris d'un article paru dans *Nzavismiya Gazeta*), Vol 1, n° 4, printemps 1993.

régime qui sont présents dans tous les gouvernements et qui entendent bien se maintenir en place.

L'indépendance des Républiques soviétiques a exilé du jour au lendemain 25 millions de Russes, soit la diaspora la plus importante du monde. En Asie centrale, elle s'élevait en 1989 à 9,52 millions de personnes. Beaucoup sont rentrés en Russie mais la grande majorité a choisi de rester.

Un oukase présidentiel du 11 août 1994 a érigé en priorité de la politique russe la protection des intérêts des « *compatriotes de l'étranger* », c'est-à-dire des Russes, mais aussi des autres russophones. L'oukase a créé une commission intergouvernementale qui doit prochainement définir un programme. Il est probable qu'elle s'inspirera des conceptions proposées par une autre commission, la commission pour les questions de citoyenneté, qui a défini les principes suivants : 1) la protection s'étend aux 30 millions de *compatriotes*, dont 25 millions de Russes, 2) elle prendra la forme d'accords bilatéraux et multilatéraux, 3) les *compatriotes* sont libres de s'installer en Russie mais l'objectif prioritaire est de les fixer dans leur pays de résidence, 4) la Fédération demande la double citoyenneté pour ces compatriotes tout en précisant que les bénéficiaires resteront sous la juridiction de leur Etat de résidence, 5) elle demande aussi que le russe soit la 'deuxième langue de l'Etat' et que les associations de Russes soient soutenues.

La présence de minorités russophones et les rivalités entre les nations s'avèrent plus problématiques que les liens culturels ou religieux avec la Turquie et l'Iran. Les Russes locaux qui ont un certain sens de leurs racines prendront probablement des décisions différentes lorsqu'il s'agira de répondre aux pressions exercées par les populations ethniquement originaires d'Asie centrale : vont-ils émigrer, lutter pour préserver leur place dans le pays ou former des mouvements sécessionnistes ? De leur côté, de nombreux Russes locaux ont peur de devenir les boucs émissaires de la violence ethnique. Même si pratiquement toutes les explosions de violence locale en Asie centrale ont été le fait d'affrontements ethniques entre différents groupes de musulmans, les Russes ne s'en sont pas sentis pour autant plus rassurés.

6-2-3 Une stratégie conditionnée par le clivage politique interne.

Les dernières élections présidentielles en Russie et la victoire de Boris Yeltsine ont bien montré qu'un des enjeux majeur de la campagne présidentielle et une des préoccupation importante des électeurs était l'issue de la guerre en Tchétchénie. En effet, une implication des soldats russes dans un conflit armé pourrait constituer un enjeu de la politique interne et il est clair que le groupe de dirigeants élu ne restera pas inattentif aux diverses implications militaires de l'armée russe, aussi bien sur le territoire de la Fédération que dans son étranger

proche. Autrement dit, la suite de la politique étrangère et de défense de la Russie sera déterminée par le groupe politique qui détiendra les leviers du pouvoir.

Les questions clés, vues de la Russie sont les suivantes: jusqu'où va la force de la démocratisation en Russie? Quel est le degré de l'influence de l'élite néo-impérialiste? Est-ce qu'une démocratie discréditée peut être supplantée par un régime autoritaire ultra-nationaliste? Le pouvoir prépondérant russe est une constante importante, mais il nous dit peu de choses, en soi, sur la nature de la future politique russe en Asie centrale.

Le Conseil consultatif de la politique étrangère établit un inventaire des possibilités d'une politique adoptée par les politiques en Russie face à son étranger proche. « *En ce qui concerne les pays membres de l'ex-URSS, il existe trois voies : le rétablissement de l'ex-Union, l'isolationnisme et les diverses variantes d'une ligne politique de post-empire en vue de la mise en place des structures de coopération inter-étatiques dans le cadre de la nouvelle Communauté. Le Conseil, en excluant les deux premières voies insiste sur une politique réaliste de la Russie qui favorise une coopération entre les Etats membres de la CEI* »⁵⁸. Par ailleurs, 1994 est un tournant dans la politique étrangère de la Russie; pour la première fois, la vision libérale a triomphé sur le conservatisme alors qu'on assiste à l'avancée sans contestation des néo-impérialistes dans l'élaboration de la politique militaire de la Fédération de Russie. Nous estimons que dans l'ensemble, Il existe quatre grands courants de pensée en Russie.

1) Libéral-confédérationalistes. Dans le domaine militaire, la position des libéraux russes en 1991 était basée sur l'hypothèse qu'avec l'avènement de la nouvelle CEI, il serait possible de préserver « *un espace commun de défense* » post-soviétique relativement stable; un espace qui engloberait la grande partie, si ce n'est la totalité, du territoire de l'ex-URSS avec une doctrine commune à l'ensemble des membres de la Communauté. L'idée initiale des libéraux était que la posture de la défense russe, comme celle des autres républiques, serait basée sur un système avec deux doctrines militaires parallèles : la doctrine propre à chaque république, reflétant les besoins spécifiques des pays nouvellement indépendants et une doctrine militaire inter-étatique commune à l'ensemble de la Communauté, élaborée par les Etats membres. Cette doctrine commune se rapprocherait de la dernière version de la proposition de Gorbatchev sur le « *Traité de l'Union* » en octobre 1991 avec une différence notoire : la Russie a entre temps remplacé l'URSS au centre du Traité.

L'accord d'Almaty envisageait la préservation d'un « *espace stratégique commun* » mais dès le départ l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie sont sorties

⁵⁸ VAIENBERG. L, GRATCHEV. A « *Un regard sur la Stratégie de la Russie pour l'avenir* » in : Nzavisiaya Gazeta repris dans Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz. (La Revue de l'Asie Centrale et du Caucase). Téhéran Ed: Ministère des affaires Etrangères Vol 1, n° 4, printemps 1993.

de cette espace alors que l'Ouzbékistan et le Turkménistan insistaient pour mettre sur pied leurs propres armées nationales avant de signer un accord quelconque d'intégration militaire avec les Etats membres de la CEI. En réponse, la Russie a entamé le processus de mise en ordre dans son armée nationale, indépendamment des structures de commandement de la CEI, en mai 1992. Depuis ce moment, l'idée d'une force armée intégrée a été mise de côté pour toujours.

Un grand nombre de documents concernant l'aspect militaire a été signé en 1992-93. Parmi ceux-ci un accord relatif au maintien de la paix a été signé par l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la République Kirghize, la Moldavie, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Bien que ces traités et accords n'aient eu aucune application en réalité, ils constituent un point de satisfaction pour les libéraux russes qui souhaitaient mettre sur pied l'embryon d'un espace commun de défense.

2) **Les isolationnistes.** L'isolationnisme n'est pas un phénomène nouveau dans la vie politique russe; pendant la période soviétique, il a été à maintes fois utilisé comme argument contre la discrimination économique et politique, culturelle qui frappaient les russes au sein de l'Union. Le slogan « *les russes d'abord* » a été activement et avec beaucoup de succès utilisé par Boris Yeltsine dans sa lutte pour le pouvoir contre Mikhael Gorbatchev. L'isolationnisme a eu un succès populaire au début des années 92 au moment du débat entre les libéraux et les conservateurs sur la façon de mener la politique étrangère de la Russie. Les démocrates russes estimaient que l'isolationnisme est une étape, certes pas urgente, mais nécessaire pour la réalisation d'une vraie intégration bénéfique à l'ensemble des parties; les conservateurs prônaient l'isolationnisme mais pour d'autres raisons. La grande ouverture vers l'extérieur ne pouvait que constituer un désastre pour la suite des événements; l'arrivée des nouvelles idées signifiait forcément la perte de contrôle du pouvoir central et l'installation durable de l'anarchie. Pendant la campagne électorale de décembre 1993 pour l'élection du nouveau parlement, Vladimir Jirinovsky évoquait l'isolationnisme comme un moyen de faire plier les autres Etats de la CEI. Selon lui, en coupant les liens économiques entre la Russie et le reste, l'intégration des pays (qui n'avaient jamais existé auparavant) comme l'Ukraine, le Kazakhstan, la Biélorussie ou la Lituanie au sein d'un grand empire eurasién n'est qu'une question de temps (ou pour être plus précis, le temps de son accession au pouvoir).

En suivant les diverses étapes de l'implication militaire russe au Tadjikistan, on peut constater l'influence grandissante des idées isolationnistes au sein de l'appareil militaire et du gouvernement russe; ceux-ci commençaient à parler de l'unique rôle de maintien de la paix de la Russie dans cette région. Un certain nombre de cadres au ministère de la défense russe suggéraient une plus grande prudence et retenue de la Russie en Asie centrale. Ces aspirations ne peuvent pas être qualifiées uniquement d'isolationnistes mais en 1993 il était trop

tôt pour parler d'émergence d'une nouvelle approche. Toutefois, l'isolationnisme n'a pas joué un rôle décisif au moment du déploiement des forces russes au sud de Tadjikistan. Mais l'opinion publique russe se montre de plus en plus réticente quant à une intervention russe dans ses flancs sud ; la crainte d'une revanche des pays ou des peuples islamiques est grandissante.

3) **Néo-impérialistes.** Nous pourrions également qualifier la vision des néo-impérialistes de la *renaissance de la Grande Russie*;

Les néo-impérialistes modérés voudraient obtenir le meilleur des deux mondes ; préserver le droit de regard et d'intervention de la Fédération de Russie dans l'espace de l'ex-Union, tout en gagnant le support économique, politique et financier pour les actions russes dans son « *étranger proche* ». Cette contradiction n'en est pas une aux yeux des néo-impérialistes modérés ; à leurs yeux, le rôle de la Russie est d'apporter l'ordre et la stabilité dans cette région hautement instable de l'Eurasie non seulement pour satisfaire les intérêts nationaux de la Russie, mais de la communauté internationale toute entière. Dans cette optique, la Russie paraît comme le bras de l'Occident, capable d'absorber les impulsions déstabilisatrices venues du Caucase et de l'Asie centrale ou de toute autre région de l'ex-URSS. Il est clair que, selon ce point de vue, la Russie a droit aussi bien aux louanges politiques de l'Occident qu'à son aide économico-financière.

4) **Une combinaison de ces différents courants.** La question de déterminer le rôle de la Russie dans la résolution des conflits dans l'espace post-soviétique dépend en grande partie des formes et degrés d'intégration entre ces républiques. Si au départ un tel énoncé pouvait être monnaie courante dans toute discussion sans la compréhension de sa vraie signification, depuis l'été 1994, il devient une réalité dans la réflexion stratégique des dirigeants et des responsables politico-militaires de ces Etats qui sont partisans de cette approche. A cette date, le président Nazarbaïev a avancé le projet d'une « *Union Eurasiennne* » et les perspectives d'une intégration de la Russie avec les Etats de l'ex-Union ont commencé à se préciser⁵⁹.

Les diverses variantes de l'Union Eurasiennne ou de la Confédération et la question des avantages et inconvénients de ce processus pour la Fédération de Russie sont devenus, une fois de plus la pièce maîtresse des débats politiques dans les cercles moscovites. Les résultats de ces discussions et l'application pratique des idées relatives à une confédération, seraient des facteurs cruciaux pour la future géopolitique de la Russie.

Du point de vue des partisans de l'approche sélective, la déclaration concernant une possible intégration de la Russie avec les autres composantes de

⁵⁹ *Nezovisimaia gazeta* 8 juin 1994, 2, 3 et 4 juillet 1994.

la CEI, et sa disponibilité pour être le principal médiateur dans les conflits au Caucase et en Asie centrale manque d'une vision stratégique claire et d'une programmation politique. Selon eux, l'intégration ne serait constructive que lorsque le niveau du développement économique de ces Etats sera très proche, que lorsque leurs systèmes politique et social seront compatibles et, finalement, que lorsqu'ils auront une histoire et un héritage culturels communs. Autrement la nouvelle structure ne serait qu'un autre empire colonial ou une structure néo-coloniale instable à cause des conflits persistants et émergents. Et cette instabilité constitue une conséquence inévitable de l'émergence du nationalisme dans la période de l'après guerre froide. D'où la nécessité d'une étude minutieuse quant au choix des partenaires pour une future intégration.

Selon les partisans de ce point de vue, seulement un petit nombre des ex-républiques soviétiques peuvent constituer des alliés sûrs pour la Russie; ce sont l'Arménie, la Biélorussie, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ukraine et probablement la Kirghizie.

La politique russe en Asie centrale a été sérieusement critiquée par les partisans de l'approche sélective. Ils argumentent que la décision de protéger la frontière afghano-tadjik n'a été basée sur aucune doctrine politique ou militaire ; ni les intérêts nationaux de la Russie, ni les moyens pour défendre ces intérêts n'ont été articulés et analysés. Ainsi la Russie est en train de s'enliser dans un conflit sans savoir exactement les portées d'un engagement; à cela s'ajoutent l'absence d'un allié local qui soit fort et fiable. une grande hostilité de la part d'une partie de la population tadjik et l'aggravation d'une très grande limitation des moyens économiques, militaires et diplomatiques disponibles. Par ailleurs, les justifications d'ordre économique ne tiennent pas la route vu la limite des ressources tadjiks vendables sur le marché ; le Tadjikistan ne représente, même à long terme, aucun intérêt économique significatif pour la Russie.

Le plus intéressant est de savoir que selon les jeunes partisans de cette école, « *l'Asie centrale représente la zone géopolitique, la moins importante de l'ensemble de l'URSS* »⁶⁰. C'est de cette façon qu'ils conçoivent l'implication de la Russie au Tadjikistan. Ils estiment que la Russie doit être extrêmement sélective quant à ses actions militaires dans cette région; dans un grand nombre de cas, elles doivent se restreindre à de simples influences économiques et politiques. Le Kazakhstan est considéré comme le partenaire le plus proche de la Russie dans la zone et toute action militaire menée dans la région centre-asiatique non seulement doit être issue d'un accord bilatéral avec l'Etat intéressé, mais aussi approuvée par le Kazakhstan⁶¹. Ces suppositions se confirment au fur et à

⁶⁰ SHAKLEINA Tatiana « *Russian Policy Toward Military Conflicts in the Former Soviet Union* » in : PARROTT. Bruce *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : MS Sharpe 1995.

⁶¹ Cette proposition a été formulée par A ARBATOV, voir son article dans JOHANSON & MILLEE *Russian Security After the Cold War : Seven Views from Moscow* Washington D.C Ed : Brassey's, 1994.

mesure en ce qui concerne la guerre au Tadjikistan. Pratiquement, aucuns des autres membres de la CEI n'a montré un signe de vouloir aider la Russie dans son intervention de maintien de la paix. Non seulement l'Ukraine et la Moldavie, mais aussi la Biélorussie, l'allié le plus proche de la Russie, a catégoriquement refusé d'être impliquée dans le cadre d'une coopération militaire au Tadjikistan en automne 1992.

En effet, le commandant en chef de la Force Collective de Maintien de la paix (the Collective Peacekeeping Force, le CPF), le général Valerii Patrikiév, en juin 1994, a annoncé que cette force au Tadjikistan est constitué seulement de la 201^{ème} division, d'un bataillon venu d'Ouzbékistan et d'une compagnie du Kirghizistan⁶²; le Kazakhstan a envoyé un bataillon pour renforcer les gardes-frontière Russes au Tadjikistan seulement après la signature par les cinq pays d'Asie centrale et la Russie d'un « *Mémorandum en vue d'une Coopération pour la Protection des Frontières des Etats de l'est* »; le 24 décembre 1993⁶³. Selon des partisans de ce point de vue, l'implication militaire de la Russie dans des zones conflictuelles comme le Tadjikistan ne doit pas être sans borne, elle doit se limiter dans le temps. Dans cette limite temporelle, le régime en place doit s'efforcer de trouver un compromis avec l'opposition pour mettre fin au conflit; dans ce cas, la Russie pourra mettre en place des mécanismes de défense de ses nouveaux périmètres, de préférence dans les limites sud du Kazakhstan sous un accord commun de Moscou et d'Almaty. Ces types d'accords permettront de pourvoir le temps nécessaire à déplacer 2 millions de russophones d'Asie centrale vers la Russie et le Kazakhstan.

6-2-4 Une doctrine militaire.

*« Il est déjà difficile de définir une nouvelle doctrine militaire lorsque un pays ou une région sont stables et en paix (on peut penser aux débats sur le rôle et l'avenir de l'OTAN...), mais lorsque les régimes sont fragiles, et qu'il y a peu d'experts des questions militaires près des sommets du pouvoir, cette entreprise devient particulièrement difficile »*⁶⁴. Mais il devenait urgent de définir les nouvelles bases doctrinales de la Fédération. A l'été 92, le président de la commission des affaires internationales du Soviet suprême de la Russie, Evgeni Ambartsumov, soumettait un rapport au ministère des Affaires étrangères : « *En tant qu'héritière internationalement reconnue de l'URSS, la Russie doit baser sa politique extérieure sur une doctrine qui proclame tout l'espace géopolitique de l'ancienne URSS comme une sphère de ses intérêts vitaux et obtenir de la communauté internationale la compréhension et la reconnaissance de ses*

⁶² *Nezavisimaya Gazeta* 23 Juillet 1994.

⁶³ *ITAR TASS* le 23 février 1994.

⁶⁴ DAWISHA. Karen & PARROT. Bruce. *The Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : Cambridge University Press 1994.

intérêts fondamentaux dans cet espace ». D'après lui comme les Etats-Unis et les puissances occidentales avaient intérêt à la stabilité dans cette région, la Russie devait leur demander de « *subventionner en devises, une force d'intervention rapide* ».

Après la dislocation de l'Union, deux doctrines militaires ont été élaborées: celle du mai 1992 et celle de 1993. Les deux permettent un passage de l'époque soviétique à la nouvelle Russie et à la CEI. C'est dans le cadre de la doctrine qu'on assiste à la naissance des nouveaux concepts tels que « forces armées commune de la Communauté des Etats Indépendants » ou encore « forces d'intervention de maintien de la paix ». L'étude en détail de l'évolution de ces doctrines nous permet de poursuivre les divers composants de la pensée russe envers l'Asie centrale ; cette évolution, autrefois militaire, se fait aujourd'hui dans un autre contexte. Nous pensons qu'il existe une influence des états des forces sur le terrain sur l'élaboration des deux doctrines militaires post-soviétiques ; lesquelles à leur tour auraient engendré la modification des dites forces.

Mais quel était la disposition des forces en place avant l'élaboration de ces doctrines? Avec la fin de l'URSS, les élites de l'armée russe sont amenées à faire face à un double désavantage de ce changement brutal. Premièrement, la Fédération de Russie n'est pas retournée aux frontières de 1939 ni à celles de 1917 ; avec la perte des territoires en Ukraine, en Biélorussie et au Kazakhstan notamment, la Russie est retournée aux frontières du XVII^o siècle. Deuxièmement, le plus grand nombre des troupes, les mieux équipées et les mieux préparées avaient été déployées au plus loin des frontières ouest du pays; plus de 30 divisions en Ukraine et en Biélorussie. Le district militaire de Moscou s'est retrouvé tout d'un coup comme un district frontalier mais sans aucune troupe. Les seules forces existantes étaient les deux divisions élites de parade (La 2^{ème} division motorisée de Taman et la 4^{ème} division de chars de Kantemirov), la 106^{ème} division aéroportée, basée à Tula et Naro-Fominsk, la première division spéciale, ex-KGB (formellement Jerzhinsky), la 27^{ème} brigade séparée motorisée et la 2^{ème} brigade spéciale affectée (Spetsnaz)⁶⁵.

Au total, la Russie est restée avec 85 divisions, pour la plupart basées à l'étranger ou de l'autre côté de l'Oural, ce qui est en contraste avec le total de la période soviétique de plus de 200 divisions (de forces variées), il y a seulement quelques années. Les autres divisions basées sur les territoires des pays nouvellement indépendants, à la fin 1991, ont été, soit nationalisées, soit, désintégrées (incluant 20 en Ukraine, 10 en Biélorussie, 11 en Transcaucasie et 11 dans les républiques d'Asie centrale).

⁶⁵ En 1992, Pavel Grenachev, le nouveau ministre de la défense a immédiatement prôné la création d'un nouveau district militaire à l'ouest, le district militaire de Smolensk. Cela aurait pu paraître logique, s'ils y redéployaient des forces. Mais cette action a été vue comme économiquement trop coûteuse, stratégiquement inutile et politiquement provoquante à l'égard de l'Ukraine ; l'idée a été, donc, abandonnée.

6-2-4-1 La doctrine militaire russe, 1992

Il peut paraître inhabituel de commencer à parler de la doctrine militaire russe par un bref aperçu des plus grandes problématiques d'une définition et d'un maintien dans un ensemble de la nouvelle force militaire russe. Pourtant c'était bien la situation à laquelle les autorités militaires russes faisaient face. Ces questions ne pouvaient pas attendre simplement une revue équilibrée de la doctrine et une meilleure répartition des demandes. La doctrine militaire a été intensément revue et développée au même moment. Mais cela aboutissait toujours à une fracture entre les principales analyses théoriques émanant de l'état majeur et les affaires inéluctables de la vie quotidienne que le gouvernement était obligé de traiter tous les jours.

Même avant la dissolution de l'URSS, la formulation d'une nouvelle doctrine militaire était à l'ordre du jour depuis 1990. Après le coup d'Etat manqué en 1991 et durant les 4 derniers mois avant la dissolution de l'Empire, la modification de la doctrine militaire soviétique et la réforme des institutions militaires sont devenu les premières questions immédiatement à l'ordre du jour pour qu'une future union confédérée des Etats souverains, souhaitée par Gorbatchev, soit mise en place. Cela concerne particulièrement le besoin anticipé de s'adapter à une situation dans laquelle une part des forces armées pourraient se déployer et être contrôlées individuellement par chaque république avec une toute petite partie pour servir dans d'autres républiques. D'autres changements dans la doctrine et l'organisation des forces étaient en vue, notamment l'établissement annoncé d'une unité des « *forces stratégiques nucléaires* » incluant les missiles intercontinentaux, les bombardiers et les sous-marins lance-missiles. Cela reflétait la volonté réciproque américaine et soviétique en automne 1991 de déplacer les armes nucléaires des unités navales, à l'exception des sous-marins lance-missiles balistiques (SLBMs) vers les sous-marins nucléaires (SSBMs), les missiles et artilleries tactiques et des forces aérienne tactiques. Cela était particulièrement important car cela facilitait les dispositions prises en 1991 pour le rapatriement de toutes les armes nucléaires, basées sur le territoire des républiques (sauf les têtes stratégiques et tactiques basées en Ukraine et en Biélorussie et les têtes stratégiques au Kazakhstan). Cela permettait le rapatriement du restant des armes nucléaires tactiques (incluant les bombardiers de moyenne portée) d'Ukraine et de Biélorussie et les armes nucléaires navales d'Ukraine, dans les 4 premiers mois de 1992 (les bombardiers stratégiques ont aussi été rapatriés du Kazakhstan tandis que l'Ukraine n'a pas permis leur déplacement vers la Russie.

Les traits essentiels de cette doctrine peuvent être résumés ainsi : - « *une guerre conventionnelle à grande échelle* » est considérée comme le risque le plus immédiat qui peut se transformer en menace immédiate pour la sécurité de la

Fédération, de ses frontières et des Etats membres de la CEI ; les attaques qui pourraient en résulter et les moyens mis en œuvre pour contrer ces attaques sont, donc, différents de ceux utilisés auparavant dans le cadre du pacte de Varsovie et contre l'OTAN. En terme stratégique, cela se traduit en une défense en toutes directions où on voit l'influence du concept français de la *défense tous azimuts*.

Cette défense tous azimuts comprend 3 volets : 1) les forces terrestres, navales et aériennes, limitées au niveau de force de frappe, mais maintenues dans un état d'alerte constant pour agir immédiatement sur un quelconque théâtre d'opération et pour mieux contrer une agression locale, 2) les réserves mobiles ou une force de réaction rapide capable de se déplacer (à l'aide d'une éventuelle logistique navale ou aérienne) dans le délai le plus court dans toutes les régions et en coordination avec les forces en état d'alerte constant pour pouvoir contrer des agressions de taille moyenne, et finalement 3) les réserves stratégiques, mobilisables dans une situation de *pré-guerre* ou pendant les combats, destinés à conduire une opération de grande échelle. Ces trois éléments pourraient s'échelonner en temps et en espace pour mieux répondre à un cas d'agression et pour mieux s'adapter à celle-ci.

Les critiques professionnelles émanant des militaires, concernant cette doctrine mettaient l'accent, à leur tour sur trois aspects :

1) Le premier a été une critique, partagée par un grand nombre des théoriciens militaires qui estimaient que si la probabilité d'une grande guerre mondiale a très rapidement diminué pour atteindre le degré nul, un revirement de la situation dans le sens inverse est aussi probable. Une telle possibilité peut se manifester notamment dans le cadre d'une grande guerre nucléaire mondiale avec la totalité d'une armée technologiquement avancée, y compris les composants spatiaux d'une telle armée (de telles guerres nécessitent une participation américaine mais les conditions politiques ne sont pas remplies actuellement). De telles situations imprévisibles, mais fort probables demandent l'élaboration d'une autre doctrine; cette critique des théoriciens militaires a rencontré très peu d'échos favorable dans le milieu des gens qui ont préparé la nouvelle doctrine et, d'une manière générale chez personne.

2) La deuxième critique des militaires semble avoir eu plus de résonance. Pendant la période de Gorbatchev et avec le désir de changement en une « *défense défensive* », le général-colonel Igor Rodionov et d'autres trouvaient que les changements ne sont pas suffisants. Ils avaient souhaité voir une plus grande offensive au niveau des planificateurs de la nouvelle doctrine. Les propositions de ces changements radicaux, toutefois, n'ont pas pu trouver une alternative réaliste permettant d'envisager une nouvelle force armée russe.

3) La troisième critique militaire était en quelque sorte un mixage des deux autres. Ils estimaient que si en effet, la Russie n'est pas en mesure, au moins pour longtemps, de restaurer une force armée capable de faire face à un conflit armé

conventionnel à grande échelle, comme cela était vraiment le cas, elle devrait dépendre davantage d'une dissuasion nucléaire - en étendant la sienne -, non seulement pour défendre ses alliés de la CEI, mais aussi pour défendre le territoire de la Fédération contre une attaque massive concevable (même si elle ne paraissait pas immédiate). Désormais on a assisté à un nouveau débat et à une nouvelle critique du nucléaire comme « *l'arme de première utilisation* ». Les critiques émanaient notamment de ce même général Rodionov mais aussi d'un grand nombre d'autres militaires et des penseurs stratégiques. Selon des *militaires pro-nucléaire*, même si une attaque américaine, chinoise ou islamique n'était pas immédiate, tant qu'un tel risque existait à une très faible potentialité, pourquoi fallait-il se priver du nucléaire, au moins comme *une stratégie déclaratoire* qui ne demandait qu'une modification doctrinale?

6-2-4-2 La doctrine de 1993-94.

Les nouveaux intérêts de la Fédération de Russie résident dans le fait de la consolidation des collaborations au sein de la CEI ; cela relève plus d'un caractère défensif qu'offensif.

Quand les lignes essentielles de la doctrine militaire russe ont été publiées en novembre 1993, leurs prévisions de la possibilité de l'utilisation de la force dans les zones de ces intérêts vitaux, reflétaient les réalités opérationnelles de la politique de sécurité de la Russie. Pendant ce temps, les troupes russes étaient déjà engagées dans divers conflits en Asie centrale, au Caucase et en Moldavie. Les propositions de création d'une force d'action rapide au sein de l'armée russe, allant de pair avec la proclamation des droits de la Fédération de Russie d'intervenir militairement dans l'étranger-proche, sont indicatives d'une volonté de développement de la capacité d'ouvrir le feu à la périphérie de la Russie et sur le territoire des Etats nouvellement indépendants⁶⁶. Il est évident que les occasions pour intervenir militairement dans la zone des intérêts vitaux sont abondantes : la faiblesse militaire de ces Etats, nouvellement créés, la multiplication des conflits inter-ethniques et religieux, l'existence des infrastructures militaires soviétiques et la volonté résolue de la communauté internationale de ne pas s'impliquer dans cette zone; cela peut avoir des conséquences plus inattendues à savoir : l'extension de ces zones d'intérêts vitaux de la Russie à des nouvelles frontières outre les Etats issus de l'URSS.

Sur un grand nombre de points, la doctrine officielle élaborée de 1993 se différencie du projet de mi-1992. C'est notamment le fait d'abandonner les

⁶⁶ Pour les plans de forces mobiles, voir : LEPINGWELL. John W.R « *Restructuring the Russian Military* » in : RFE/RL Research Report Vol 2, n° 25, 18 juin 1994.

pensées issues de la période de la Guerre froide concernant une compétition potentielle entre l'Est et l'Ouest qui pouvait se traduire en terme d'une guerre potentielle majeure, qu'elle soit conventionnelle ou nucléaire. En même temps, cette doctrine a prêté plus d'attention aux possibilités de conflits de type local et régional et au besoin de se préparer pour leur faire face.

La nouvelle doctrine a, par ailleurs, pris en compte « *la suppression des droits, des libertés et les intérêts légitimes des citoyens de la Fédération de Russie résidant à l'étranger* », comme une source externe de danger militaire. Cette allusion indirecte à l'intérêt de l'Etat russe pour les droits de ses citoyens à l'étranger n'est pas considéré comme une justification de l'intervention de cet Etat mais il semble qu'il donne une liste d'une catégorie d'actes qui pourraient créer un « *danger militaire externe* ». Alors que le sentiment de responsabilité à l'égard des compatriotes habitant à l'étranger semblait faire partie des enjeux de la politique interne et déterminer la politique étrangère de la Russie, il serait intenable de laisser sa place libre dans la nouvelle doctrine militaire. D'un autre côté, en employant le terme restrictif de « *citoyens* » à la place de « *russe* » ou de « *ressortissants parlant le russe* », la doctrine révisée réduisait les risques potentiels d'une application de cette condition et l'irritation des Etats voisins.

Une autre source du danger militaire potentiel dans la nouvelle doctrine a été « l'expansion des blocs ou des alliances militaires au détriment des intérêts de la sécurité militaire de la Fédération de Russie ». Cette catégorie de danger potentiel faisait allusion à une future volonté d'expansion de l'OTAN. Les récentes déclaration de B Clinton, le 25 octobre 1996 concernant la possibilité d'élargissement de l'OTAN à d'autres Etats doit bien irriter les responsables militaires russes.

Hormis ces trois cas où la menace de situations de danger immédiat pourrait planer sur le territoire de la Fédération, cinq autres possibilités de « *transformation d'un danger militaire en menace immédiate* », sont identifiées: 1) la construction d'une force militaire indigène sur les frontières de la Russie capable d'interrompre la corrélation normale des forces, 2) l'incursion des forces étrangères sur le sol des Etats voisins, 3) l'entraînement des groupes armés, destinés à s'infiltrer en Russie ou dans les Etats alliés, sur le territoire d'autres Etats 4) l'attaque contre les installations frontalières de la Russie et de ses alliés en vue de la création de conflits frontaliers ou d'une simple provocation et 5) des actions interférant avec le fonctionnement du système russe de ses forces nucléaires stratégiques, de l'Etat et, finalement des commandes et des contrôles des éléments spatiaux de l'appareil défensif russe.

Au même moment et indépendamment de l'élaboration de cette doctrine militaire, « *un concept de la sécurité militaire de la CEI* » était en train de prendre forme; il contenait un grand nombre de provisions générales comme la nouvelle doctrine russe (incluant le souhait de la prévention de la guerre et une doctrine opérationnelle offensivo-défensive).

« Les nouveaux intérêts stratégiques de la Russie, à savoir le fait de renforcer les liens militaires au sein de la CEI et limiter les déploiements et implications directs de ce pays dans des conflits montrent clairement que des décisions du haut niveau découlent plus des considérations défensives que des ambitions offensives »⁶⁷. La vraie nature de la forme spécifique d'un consentement comme une conclusion se montre à travers des actes tels que : renforcer la défense aérienne, le contrôle des frontières en dehors de la CEI, et même le déploiement en avant et en amont dans la fédération de la Russie - dans la région du Nord-Caucase.

Toutefois, en automne 1994, la situation a dégradé vers un état de post-transition. A ce moment, aucune force russe n'était stationnée en dehors des frontières de la CEI (sauf une installation de radar en Lettonie, prévue jusqu'en 1998). Les forces installées en dehors des frontières de la Fédération étaient les suivantes:

- 1) un ensemble de radar coopératif balistique d'alerte en Lettonie, Biélorussie, Azerbaïdjan et Kazakhstan,
- 2) un complexe spatial plus un certain nombre de missiles de défense aérienne et des missiles de test stratégique au Kazakhstan,
- 3) des garnisons défensives le long des frontières sud de la CEI dont des troupes frontalières plus deux divisions armées au sud de la Géorgie, une division en Arménie, des gardes frontières plus une division au Tadjikistan, des combinaisons d'officiers russes sur les frontières ouzbeks et turkmènes, des gardes frontières et trois divisions au Turkménistan, les gardes frontières au Kazakhstan et en Kirghizie sur la frontière chinoise et finalement trois ou quatre divisions russo-kazakhs et une russo-kirghize,
- 4) les contingents des forces de maintien de la paix au nombre de 16 000 hommes (une unité aéroportée en Moldavie, une en Abkhazie, en Géorgie, un bataillon en Ossétie du sud et un sur les limites séparant géorgiens et abkhazes, une division russe et de gardes-frontière exclusivement russe au Tadjikistan et finalement, en dehors des limites de la CEI, un régiment et un bataillon en Bosnie, et dernièrement,
- 5) la flotte de la mer Noire, utilisant un grand nombre des bases de la Crimée.

6-2-5 Sur les ruines de l'URSS : la mise en place d'une nouvelle politique de sécurité

Le passage de l'URSS à la Fédération n'a pas changé les moeurs ; le ministre de la défense reste toujours un militaire, ce qui souligne son rôle technique. Il a directement autorité sur deux vice-ministres. L'un est le chef de

⁶⁷ GARTHOFF. Raymond « *Russian Military Doctrine and Déploiements* » in : PARROTT. Bruce *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : MS Sharpe 1995.

l'état-major général et l'autre un adjoint chargé des questions de formation et des liens avec les industries d'armement.

En Russie, les militaires ont joué un rôle politique déterminant dans certaines arènes politiques, mais pas dans d'autres. Comme le montre Tsytkin, la mise en place des politiques de sécurité est restée un domaine très fluide, et les officiers professionnels ont joué un rôle important dans la définition de la nouvelle doctrine et planification. Les militaires ont eu beaucoup d'influence sur la politique de sécurité dans certains cas particuliers qui engageaient peu de dépenses marginales et qui ne présentaient pas de danger immédiat pour d'autres aspects de la sécurité extérieure du pays. Dans certains de ces cas, le ministre de la Défense s'est placé sur une ligne nettement plus dure que celle tenue par le ministre des Affaires étrangères. La politique Russe vis-à-vis des guerres civiles en Moldavie et en Géorgie en est un exemple. Pendant la seconde moitié de 1992, le ministère de la Défense russe qui venait d'être créé prit à son compte l'initiative du Ministère des Affaires étrangères de traiter avec la Moldavie, grâce - probablement - aux préoccupations du ministère des Affaires étrangères pour ses relations avec l'Ouest et à son manque d'expérience en ce qui concerne les relations avec les anciennes républiques de l'URSS. Néanmoins, le ministère des Affaires étrangères ajusta progressivement sa rhétorique pour satisfaire les pressions des militaires et les critiques émanant des secteurs civils qui attaquaient la politique de la Russie dans son étranger-proche. Le durcissement en Russie des attitudes des civils en 1993, ainsi que la paralysie du gouvernement géorgien due aux combats avec les insurgés et la succession des défaites militaires de l'Azerbaïdjan dans sa guerre contre l'Arménie, permirent aux militaires de faire pression en faveur d'une intervention Russe dans la Transcaucasie et de réussir à obtenir de Tbilissi un droit de stationnement permanent pour les forces Russes. Cependant, vers 1994, les objectifs interventionnistes adoptés par certains civils du gouvernement conduiront certains officiers généraux à adopter une attitude plus modérée vis-à-vis de toute nouvelle ingérence dans les conflits militaires actuels de la périphérie Russe : il leur apparaît plus important de garder ou d'acquérir de nouvelles bases de stationnement pour leurs forces dans les nouveaux Etats issus de l'ex-URSS.

L'évolution de la composition des forces armées en fait une institution encore moins susceptible de soutenir les politiques intérieures et extérieures de la première année du nouveau régime. Ainsi, en 1992, l'armée a perdu 35 000 de ses officiers en moins de trente ans et 16 000 autres au cours des quatre premiers mois de 1993. Or, c'est parmi les jeunes officiers que se trouvaient les partisans des changements radicaux et cette évolution ne peut que renforcer le poids politique des officiers supérieurs plus âgés dont les opinions conservatrices sont bien connues.

La fragmentation du régime soviétique, la façade d'un appareil gigantesque, ont caché en quelque sorte une fragmentation de l'ensemble de la

société russe; les restes de l'armée rouge, comme une institution clef du régime ne constitue pas une exception. On constate une fragmentation non seulement au niveau *vertical* mais aussi au niveau *horizontal*. La *fragmentation verticale* signifie une cassure du haut vers le bas. Plus précisément, il s'agit d'un ensemble non-unifié qui commence à l'appareil politique au plus bas échelon des décideurs, en passant par les généraux des diverses Armées : forces stratégiques, terre, mer, Cette fragmentation verticale constituait la face visible de la crise au sein de l'appareil de défense. En effet, il existe aussi une *fragmentation horizontale* qui va de pair avec le transfert du pouvoir du centre vers les districts. Le ministère de la défense s'est engagé à transformer le système de commandement dans le district militaire. Dans le passé, les commandants dans des districts régionaux étaient tenus de partager leur prérogatives avec les services du « commandant en chef à Moscou ». Désormais, ils sont censés exercer plus de contrôle sur pratiquement toutes les troupes sous leurs ordres (cela exclut, naturellement, les forces nucléaires stratégiques). Cette nouvelle structure de commandement a été mise à l'épreuve, pour la première fois, dans le district militaire du Nord-Caucase. Dans le même temps, les dispositions ont été mises en place pour la décentralisation de l'approvisionnement militaire en faveur d'une plus grande dépendance des troupes à l'égard des ressources centrales. Cette manoeuvre, au moment où un grand nombre des régions font face à l'autorité du centre, pourrait avoir des conséquences graves sur la cohésion militaire russe, si cela va dans le sens de favoriser des « *seigneurs de guerre régionaux* ».

D'autres facteurs qui ont favorisé la fragmentation de l'armée russe sont : l'utilisation d'un certain nombre de ses unités pour le rétablissement de la sécurité intérieure, l'existence d'une grande disparité dans les conditions sociales et des facilités économiques parmi les différents groupes d'officiers et la différence entre les volontaires et les appelés.

En se penchant précisément sur l'héritage de l'URSS, la Russie est le seul Etat à avoir hérité de quelque chose qui se rapproche d'une industrie de défense cohérente, capable de faire face à la plupart des besoins du pays en matière d'armements modernes. Les autres républiques se sont retrouvées avec un ensemble d'éléments qui composaient l'industrie de défense soviétique et qui ont été placés sur leur sol, selon les décisions de Moscou⁶⁸. Bien que l'effondrement de l'URSS ait causé beaucoup de problèmes à l'industrie d'armement russe, il n'a diminué en aucun sens significatif la capacité du pays de développer et de fabriquer la plupart des catégories du système d'armement. La politique fondamentale à laquelle l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et les autres républiques devaient faire face, était d'une toute autre nature; fallait-il ou non se mettre à construire une industrie d'armement nationale pour faire face au moins à

⁶⁸ - Voir : COOPER, Julien « *The Soviet Union and the Successor Republics Arm Industries Coming in Terms with Disunion* » in : Arms Industry Limited Ed: H Walf, Oxford University Press, SIPRI, 1993.

un certain nombre des besoins nouvellement créés de leur armée? D'où une étape décisive dans la vie de la défense de ces Etats.

Il demeure également un autre problème lié à l'héritage de l'URSS. Après les divers débats sur le partage de la flotte de la mer Noire - opposant l'Ukraine à la Russie -, il y a eu aussi le partage de la flotte de la mer Caspienne. La Russie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan se sont déjà porté acquéreurs de cette flotte, alors que le Kazakhstan reste pour le moment observateur. Cette flotte est constituée de 5 frégates, 25 patrouilleurs côtiers, 26 vedettes lance-torpilles, 15 véhicules amphibies, 10 navires de soutien des navires d'entretien et d'autres bâtiments spécialisés. Ce qui fait au minimum 90 bâtiments. D'autre part l'état-major et l'école navale supérieure se trouvent à Bakou.

6-2-6 L'identification de la menace

Après la chute de l'URSS et avec l'avènement de la CEI, l'organisation militaire soviétique a non seulement perdu son identité étatique, mais elle a aussi perdu sa raison d'être à savoir la menace extérieure. Ce qui constituait la tâche fondamentale pour l'institution militaire a été la réponse à des questions comme : pour quel type de guerre faut-il s'organiser ? Conventionnel ou nucléaire, court ou long, global ou régional? Quels sont les moyens politiques de la Communauté pour éviter une guerre? La question la plus importante est de savoir quel sont les adversaires potentiels autre que les principaux.

Il est quelque peu surprenant que la Russie, au nom du combat contre deux menaces largement imaginaires - l'islamisme et le panturquisme - soit admise par certains comme un facteur de stabilité⁶⁹.

A l'anti-islamisme des russes, refusant l'islam en tant que religion et mode de civilisation, les auteurs tadjiks ajoutent l'anti-iranisme défini comme le parti pris pour l'ethnie turque au détriment des persanophones en matières politique et culturelle. Le sentiment d'infériorité des Russes face aux Européens rend urgente « la mission civilisatrice » de la Russie en Orient⁷⁰. « *L'Asie nous est nécessaire car la Russie n'est pas seulement en Europe mais aussi en Asie. En Europe nous sommes des esclaves, alors qu'en Asie nous serons les maîtres. Pour les Européens nous sommes des Asiatiques, alors qu'en Asie nous sommes Européens* » analyse Dostoïevski, plaidant pour la conquête des territoires méridionaux. Ces lignes trouvent leur confirmation dans les écrits de Timur Poulatov, écrivain ouzbek de renom, dans le journal des « *national-patriotes* » russes, adversaires du président Boris Yeltsine : « *Notre salut ne peut venir que*

⁶⁹ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par MONTESQUIOU. Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée.

⁷⁰ KARAM. Patrick « *La Russie et l'Islam : entre alliance et rejet* » in : COLLECTIF ASIE CENTRALE L'apprentissage de la démocratie op.cit.

d'une alliance des Slaves et des Turks, de l'église orthodoxe et de l'Islam »⁷¹. L'organe nationaliste ne tarda guère à créer une rubrique intitulée « Académie slavo-islamique » afin d'oeuvrer à cette alliance non pas religieuse mais ethnique.

Outre la prévention de l'instabilité au sein de la Fédération, les priorités de la Russie en matière de sécurité régionale sont : 1) l'hégémonie régionale au sein de la CEI, mais aussi dans la deuxième coquille de la sécurité régionale russe, 2) faire face aux autres éventuelles hégémonies régionales. En Europe, la Russie ne peut pas grand-chose ; elle est intéressée par la mer Noire et les pays Baltes. Mais il faut faire face à la concurrence Turque dans le premier cas et l'élargissement de l'Union Européenne dans le second.

Il est vrai que le seul Etat en dehors de la CEI, pour lequel les Etats de l'Asie centrale ont exprimé un intérêt particulier dans le domaine de la défense est la Turquie. Le Turkménistan a envoyé 300 officiels pour la formation dans ce pays et quelques experts militaires turcs se sont rendus dans ces républiques. Mise à part la Turquie, les autres pays ne regardent aucune autre unité étatique pour les questions militaires.

Face à la Turquie et son soutien (verbal, symbolique), la Russie de son côté ne reste pas les bras croisés. Elle abrite depuis 1993 une représentation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui combat militairement la Turquie. Egalement confrontés au séparatisme, tchéchène en Russie et Kurde en Turquie, les deux pays comprendront vite l'intérêt de se ménager. Le ministre turc de l'intérieur, Nahit Mentese, en visite officielle à Moscou en février 1995 affirme que la Tchétchénie est « *une affaire intérieure de la Russie* ». En réponse Sergueï Stepachine, chef du contre-espionnage russe, déclare à Ankara que la Russie n'autorisera sur son sol aucune activité terroriste susceptible de mettre en péril l'intégrité territoriale de la Turquie. Un accord entre services secrets des deux pays est ensuite signé sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

Les intérêts économiques croissants auraient dû contribuer à rapprocher les deux pays. Les Russes, pourtant, se méfient davantage de la Turquie et de la turcophonie que de l'Iran, perçu comme un adversaire moins dangereux, malgré la rhétorique russe du rempart contre l'islamisme et de la défense de l'Occident.

⁷¹ *Dien* n° 52, 1992. Une fois de plus, la religion par essence supranationale n'est ici perçue que comme une émanation turke.

6-3 La mise en place d'une nouvelle tradition russe : rupture dans la continuité ?

La prise en compte de ces traits souvent abstraits ont déclenché un ensemble d'actions sur le terrain, d'abord militaire, puis diplomatique. Nous procédons dans le sens inverse pour constater qu'il existe une coquille de sécurité à plusieurs couches autour de la Fédération et plus on est près du centre du pouvoir russe, plus le pouvoir se fait sentir ; c'est le contraire des traits du *mode de production asiatique* où c'était le degré d'éloignement du centre qui démontrait le degré de pouvoir du souverain. Dans le cas de la Russie, il s'agit d'une perte croissante d'influence en Europe, d'une plus grande attention envers le sud de la Fédération et d'une place particulière que l'Asie centrale occupe dans la stratégie du Kremlin.

6-3-1 Transformation au sein de l'appareil militaire.

Une étude détaillée de l'appareil militaire de l'empire soviétique, de son héritage et des conflits institutionnels qui l'ont dominé, nous permet de mieux concevoir sa fragmentation après les vagues de proclamation d'indépendances depuis 1990. L'héritage institutionnel soviétique implique une stricte centralisation, une domination de l'appareil militaire par le corps politique/civil et une tendance vers le conflit bureaucratique. Il existe différentes analyses, depuis l'époque soviétique, décrivant l'état des relations civil/militaires au temps de l'URSS comme : le contrôle conflictuel de l'appareil militaire par le Parti Communiste⁷², la coopération entre les fonctionnaires communistes et les soldats⁷³ et une relation articulant les éléments coopératifs et compétitifs⁷⁴. La volonté de changements au sein des forces armées pour pouvoir s'adopter aux nouveaux besoins sur le territoire, une idée qui était dans l'air depuis Gorbatchev, s'est vue mise à exécution.

Globalement, les forces militaires russes totaliseraient quelques 1.000.000 d'hommes et seraient essentiellement constituées de troupes aéroportées (60%), mais elles comporteraient aussi des formations d'infanterie motorisée, équipées d'armes légères et pouvant être aéroportées, de bataillons d'infanterie de marine, d'escadrons d'aviation de transport et d'unités de logistique. selon les prévisions, les forces mobiles légères, représentant l'équivalent de cinq divisions, pourraient en principe être constituées à partir d'unités des deux divisions aéroportées. La 76e Pskov et la 106e Tula, auxquelles viendraient s'ajouter plusieurs unités

⁷² Voir KOLKOWICS. Roman The Soviet Military and the Communist Party Princeton Ed : Princeton University Press 1967.

⁷³ ODOM. William « *The Militarization of the Soviet Society* » in : Problems of Communism Vol 21, september-october 1976.

⁷⁴ Voir COLTON. J Timothy Commissars, Commanders and Civilian Authority : The Structure of Soviet Military Politics Cambridge Ed : Harvard University Press 1979.

spéciales. Une autre structure proposée par le commandement des forces aéroportées prévoit d'utiliser pour des opérations de réaction immédiate, des forces mobiles composées de deux divisions aéroportées, de trois brigades aéroportées, de plusieurs régiments d'hélicoptères de l'aviation de l'armée de terre, de trois bataillons d'infanterie de marine et de quelques unités de défense aérienne et de transmission.

Dans un premier temps, on a pensé que les forces mobiles pourraient se composer d'une '*Force de déploiement d'urgence*' (capable de se déployer de trois à cinq jours) et d'une '*Force de déploiement rapide*' (capable de se déployer en trente jours), de 100.000 à 150.000 hommes chacune. Mais à présent, on envisage une structure dotée d'une capacité de réaction beaucoup plus rapide. En décembre 1993, le ministre de la défense Pavel Gratchev a proposé la création d'une '*Force de réaction immédiate*' qui serait en alerte permanente et mobilisable en 4 à 10 heures. Les *Forces de déploiement rapide* (la même conception qu'à l'OTAN) étant, quant à elles, prêtes à intervenir en trois jours.

Par ailleurs, on assiste à une restriction opérée dans les régions militaires. La région de la Volga au sud de la Russie (Stavropol-Krasnodar-Rostov-Don) devient progressivement la principale base régionale des forces mobiles et des forces spéciales de maintien de la paix qui en sont issues. Une fois regroupées, ces forces sont censées servir en quelque sorte de « *coupe-feu* », le Nord-Caucase étant perçu comme la région la plus dangereuse dans les années à venir et le point d'application pour d'éventuelles opérations de maintien de la paix. La région militaire du Nord-Caucase est donc organisée en '*région militaire limitrophe*'. Les forces mobiles concernées se composent de deux brigades aéroportées (déjà formées), d'une division aéroportée, de deux brigades d'infanterie motorisée et de plusieurs unités d'aviation de transport et d'aviation légère de l'armée de terre. La création de nouvelles unités pour la 49^{ème} armée basée à Krasnodar est en cours.

Mais il faut noter que la Russie manque encore de base militaire pour certaines unités des nouvelles forces mobiles. Par exemple, la 104^{ème} division aéroportée, qui a été retirée de Gandja en Azerbaïdjan vers la Russie en février/mars 1993, ne dispose pas de base ; ce qui la rend inopérante en tant qu'unité militaire.

Ensuite, il faut mentionner l'absence d'avions de transport stratégique (perdus pour la plupart au bénéfice de l'Ukraine et de Biélorussie) qui entrave gravement la mobilité. Il serait très difficile, par exemple, de déployer des unités mobiles depuis l'Extrême-Orient ou la Sibérie, vers d'éventuelles zones de conflit dans la partie occidentale de la Fédération de Russie.

Finalement, il est nécessaire de mentionner les difficultés financières qui retardent les actions de reconstruction de l'armée russe en vue d'être opérationnelle dans le cadre des missions de maintien de la paix.

6-3-2 Les diverses coquilles de la sécurité de la Fédération.

Quelle est la place de la Russie, aujourd'hui ? Cette place est celle d'une « *grande puissance* ». Tel est le terme qu'emploient constamment les dirigeants russes actuels pour marquer leur volonté de maintenir la position de leur pays sur la scène internationale. Vladimir Loukine, alors ambassadeur à Washington, l'utilisait dès mai 1992 : « *la Russie est condamnée à être une grande puissance. Il suffit de regarder une carte et de se rappeler l'histoire de la Russie de sa culture et de sa science. Notre carte ne se rétrécit pas comme un peau de chagrin. Elle est une réalité géopolitique, une des réalités fondamentales. Faire fondre la graisse impériale n'est pas une catastrophe, mais une simple étape ...* » A la même époque 69% de Moscovites interrogés sur ce sujet déclaraient que la Russie devait rester une grande puissance, même au prix d'une détérioration de ses relations avec le monde extérieur.

Nous assistons à une évolution considérable dans la nouvelle diplomatie de la Fédération de Russie; elle a été clairement expliquée par Andréï Kozyrev le ministre des affaires étrangères de l'époque « *Notre tâche essentielle consiste à créer les conditions favorables à la transformation de la Russie. Les principales lignes de force pour y parvenir sont au nombre de trois. En premier lieu, nous joindre, sur un pied d'égalité, au 'Club' des Etats démocratiques reconnus. Succéder ensuite à l'ex-URSS pour permettre à la Russie dans son ensemble de prendre sans douleur la place de l'ancienne Union Soviétique au sein des Nations Unies et des instances spécifiées de celle-ci, ainsi que dans l'ensemble du système de relations internationales. La Russie entretient des relations diplomatiques avec 160 Etats et est partie dans 16 000 traités internationaux). Créer enfin une zone bien définie des relations de bon voisinage et de coopération autour de la Russie* »⁷⁵.

Il est vrai que la Russie constitue toujours un septième de la superficie terrestre de la planète. Selon Robert Legvold, le professeur de sciences politiques de l'université de Columbia « la Russie à son tour, constitue un territoire pivot ou un *Heartland*. Les zones telles que la Baltique, le Caucase et l'Asie centrale constituent des zones intérieures, *innerlands*. Autrement dit, la Russie est un axe et lesdites zones sont les régions internes de cet ensemble. A l'environnement de ce système, il existe d'autres entités telles que : le Japon, le sous-continent Indien, le Moyen-Orient et l'Allemagne, qu'on qualifie de *Rimland*. Outre Logvald, beaucoup d'autres auteurs considèrent le rôle de la Russie comme un axe stratégique ; tout ce qui se passe en Russie, aura forcément un impact sur les pays qui l'entourent. C'est pourquoi, il serait inutile d'étudier les pays d'Asie centrale, sans une analyse minutieuse du poids de la Russie.

⁷⁵ KOZYREV. A « *La nouvelle Russie et l'Alliance Atlantique* » in : Revue de l'OTAN n° 41 février. 1993.

On serait amené à un parallélisme entre les politiques fédératives de la Russie actuelle et celles de la Russie des tsars avec toutefois cette différence que les actions interne et internationale des tsars étaient basées sur la politique ; en cela, ils poursuivaient une politique offensive, alors qu'actuellement le fondement des diverses politiques suivies est économique ; pour cette raison la quête de la stabilité et de la sécurité constitue l'essentiel de l'action russe.

Mais avant d'aborder ce nébuleux système de sécurité, il est nécessaire de préciser la place des musulmans de la Fédération par rapport au centre et aux changements de la nature des contraintes et des priorités pour celui-ci.

La première priorité de la politique de la Fédération reste de prévoir la propagation des turbulences des Etats nouvellement créés aux républiques fédérées (bien que le cas Tchétchéne relève d'une autre problématique, il illustre assez bien l'aspiration des peuples marginaux de la Fédération à l'indépendance). Les études relatives à la sécurité fédérale ne font pas l'objet du présent travail.

Certains des spécialistes n'hésitent pas à employer le terme de 'inner abroad', opposé à celui du 'near abroad' pour désigner les confins de la Fédération de Russie⁷⁶. « A cet égard, les six républiques de l'Oural et de la moyenne Volga: Tatarstan, Bashkirie, République tchouvatche, Morde, Oudmourte, Mari (soit, au total 270 000 km², 14 millions d'habitants d'ethnies diverses dont 5.3 millions de russes), posent pour l'avenir des problèmes très difficiles, non seulement en raison de leurs situations sur le grand axe de circulation qui relie Moscou à la Sibérie occidentale, mais aussi à cause des importantes ressources pétrolières qui se trouvent sur leur territoire »⁷⁷. A celles-ci s'ajoutent les républiques de la Transcaucasie: les républiques de Kabardino-Balkari, d'Ossétie du nord, de la Tchétchénie, de l'Ingouchie, du Daghestan, et de la Kalmoukie, où s'enchevêtrent de multiples groupes ethniques (musulmans ou non) plus ou moins rivaux.

Tous ces peuples ont assisté à l'indépendance des républiques parfois moins peuplées qu'eux ; ils ont vu que il est possible d'obtenir l'indépendance, même de la deuxième superpuissance mondiale. Déjà au moment de la signature de l'acte de la Fédération, les Tchétchénes et les Tatares ont refusé de signer et en 1993, il n'ont pas payé les impôts qui reviennent à l'Etat central ; l'avenir de ces entités et de leur relation avec l'Asie centrale sera intéressant.

Si l'Islam n'est pas le seul vecteur d'identité en Asie centrale, chez les musulmans de la Fédération il joue un rôle primordial ; n'oublions pas que le Parti de la Renaissance Islamique, le PRI est né à Moscou, créé par un daghestanais.

Il est nécessaire de noter que pour Kenneth Waltz « la politique internationale ne constitue pas la même matière que la politique étrangère »⁷⁸.

⁷⁶ SOLODOVNIK. Sergéï. V « *Central Asia : A New Geopolitical Profile* » Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.

⁷⁷ LACOSTE. Y « *De l'étrange fin d'un empire* ». In : *Hérodote*, janvier-mars 1992.

⁷⁸ WALTZ. N. Keneth *Theory of international politics* New York Ed : Random House 1979.

La Russie se trouve au centre d'un œuf qui est entouré par un certain nombre de coquilles de sécurité. Les frontières de la Fédération et les pays membres de la CEI - les pays Baltes inclus - constituent la première couche ; cette couche constitue ce qu'on appelle 'l'étranger-proche'. La « *proche étrangère* », « *blizhnee zarubezh'e* », en Russe, expression adoptée maintenant pour désigner les républiques nées de la dislocation de l'URSS, fait partie des 'intérêts vitaux' de la Russie. La publication des principes fondamentaux de la doctrine militaire de la Russie, approuvés à la fin 1993, a été accompagnée de commentaires parfaitement explicites : « *L'intérêt de la Russie s'étend aux territoires de l'ex-Union soviétique ...* ». Nous assistons à la création d'un nouveau concept « *l'étranger-proche* » ; cette création a lieu au moment de la création de la nouvelle doctrine militaire russe, le passage de la doctrine soviétique à la doctrine russe.

Les politiciens et conseillers en politique étrangère proposent une alliance sélective dans le cadre de cet ensemble. « *Il s'agit d'une coopération plus accentuée entre la Russie et trois Etats en particulier : la Biélorussie en Europe, le Kazakhstan en Asie centrale et la Géorgie dans le Caucase ; ces trois Etats constitueraient les trois piliers de la stratégie de la Russie dans son étranger-proche* »⁷⁹. En effet, durant le printemps et l'automne 1993, le président Boris Yeltsine a adopté un concept autoritaire dans sa politique étrangère, accompagnant une doctrine militaire qui semblait définir la périphérie de la Russie non seulement comme une zone d'intérêts vitaux de la Russie, mais aussi comme une région susceptible d'intervention militaire unilatérale⁸⁰.

La deuxième couche de la sécurité russe est composée à la fois des ex-pays socialistes en Europe et des pays qui se trouvent en première ligne de contact avec la CEI : l'Afghanistan, la Chine, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, la Turquie, et dans une moindre mesure le Moyen-Orient. Le pragmatisme russe se manifeste en prenant la ligne de la continuité dans les relations avec ces zones. « *Soyons réalistes: l'accroissement notable du volume d'échanges économiques entre la Russie et les pays du Proche et du Moyen-Orient n'est pas pour aujourd'hui. En attendant, l'exportation d'armes russes reste un élément important de la coopération avec les pays de la région* »⁸¹. Telle est la véritable nature du point de vue russe dans ses relations avec le Moyen-Orient et par delà avec l'ensemble du monde Islamique. Bien entendu, il ne s'agit plus de soutenir les mouvements politiques, idéologiquement et militairement, mais des mouvements qui peuvent

⁷⁹ VAIENBERG. L, GRATCHEV. A et les autres « *Un regard sur la Stratégie de la Russie pour l'avenir* » in : *Nzavisiaya Gazeta* repris dans *Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz*. (La Revue de l'Asie Centrale et du Caucase). Téhéran Ed: Ministère des affaires Etrangères Vol 1, n° 4, printemps 1993.

⁸⁰ CROW. Suzanne « *Why Has Russian Foreign Policy Changed* » *RFERL Research Report* Vol 3, n° 18, 6 mai 1994.

⁸¹ VASSILIEV. A « *Le nouvel ordre régional vu de Moscou* » in : *Monde Arabe Maghreb-Machrek* n° 136 avril-juin 1992.

servir politiquement : renforcement du poids de la Russie dans un pays, affaiblissement d'un Etat influent dans une zone proche,

La troisième couche de cette ceinture de sécurité est constituée des pays de l'Europe Occidentale et des Etats-Unis. La Russie est de moins en moins présente dans des conflits régionaux qui se déroulent sur d'autres continents comme l'Amérique Latine, l'Afrique ou l'Asie du Sud-est.

Dans l'apparente continuité de l'impérialisme russe, nous pouvons distinguer trois phases différentes, suivant trois logiques: une logique nationale, une logique coloniale et finalement une logique mondiale, appuyée sur un Parti et justifiée dans une perspective marxiste. Aujourd'hui nous sommes en présence du retour à la première logique; celle du nationalisme. Il s'agit bien d'un nationalisme défensif qui veut se protéger face à l'instabilité du Sud. Mais il est tout autant à la recherche de la reconquête - sous d'autres formes - des différentes parties de l'Empire perdu pour y construire un réseau de protection. Et finalement, ce nationalisme a trouvé ses '*nouveaux Cosaques*' qui pourraient se battre pour des valeurs qui ne sont pas forcément les leurs.

6-3-3 Perte d'influence au niveau mondial.

Si en Afghanistan, de 1979 à 1989, il s'agissait d'assurer les conséquences d'une conquête, la retraite des troupes russes et l'abandon du régime de Nadjiboulah ont bel et bien marqué le repli de l'armée russe par rapport aux offensives en Asie, notamment vers les mers chaudes du sud. Il est clair qu'à partir des conférences quadripartites (Russie, Etats-Unis, Afghanistan et Pakistan), la Russie cherchait à maintenir ces frontières stables avec la mise en place d'un système de sécurité qui prenait en charge une partie de la responsabilité de l'armée russe.

En Europe, la situation a été tout autre. Au moins trois développements sont intervenues en relation avec les défis de l'instabilité des années 1991-92. Premièrement, nous avons assisté à une recherche effective d'un système de sécurité polycentrique qui permettait l'établissement d'un axe horizontal de stabilité « *de Brest à Brestlitovsk* », mais également d'un axe vertical, allant d'un niveau global à un niveau régional. Le système de la CSCE qui s'étale de plus en plus vers l'Asie (jusqu'aux frontières de la Chine, au Kazakhstan et au Kirghizistan), n'apparaît pas suffisant sans qu'il y ait la parité mondiale. Il est indispensable d'imaginer un axe universel, autour duquel s'articuleraient les composantes du système interne.

Deuxièmement, nous sommes en présence d'un phénomène d'intégration au sein des communautés régionales dont le système politique et le niveau de développement régional sont proches. Dans ce cadre, bien que nous constatons que les coopérations ont un effet de synergie, nous remarquons, également qu'il

existe la volonté 'd'une construction d'un ensemble'⁸² qui permettrait à un Etat (le cas des Etats-Unis dans l'ALENA), ou à un ensemble étatique plus homogène (le cas de l'Union Européenne), de constituer un 'système' ou un 'réseau'⁸³ qui lui permettrait à son tour, d'avoir une plus grande sécurité à la façon d'une toile d'araignée. Mais en dépit de nombreuses controverses, l'intensification de l'intégration européenne ou le renforcement des développements dans la CEI sont des facteurs qui se manifestent plus que d'autres éléments. Dans ce domaine, il ne faut pas négliger le rôle de la civilisation (matérialisé par les dynamiques historiques, la langue, la culture, ...) qui multiplie les initiatives d'incorporation.

Troisièmement, nous sommes en présence de nombreuses structures internationales (l'OTAN, L'Union Européenne, le Conseil de l'Europe, l'UEO, la CSCE, le COCONA, le PpP) qui ne sont pas au meilleur de leur niveau de coopération et qui s'emploient à définir un rôle nouveau qui reconnaîtrait la diversité des niveaux des nouveaux espaces stratégiques européens. Cette aspiration à la coordination et à la délimitation des compétences démontre une volonté d'adaptation au niveau du système.

Dans un avenir prévisible, les possibilités de coopération des Etats-Unis avec la Russie et son rôle de coopération vis-à-vis la Russie, seront diminués au détriment de l'Europe Occidentale mais cela ne signifie pas un passage à une politique européenne prononcée. Le rétablissement d'une étroite collaboration et d'une plus grande coopération avec les Etats-Unis, renforcerait les positions russes en Europe et permettrait son maintien à un niveau très acceptable. Il est nécessaire que la Russie arrive à trouver l'équilibre dans ses relations entre les Etats-Unis et l'Europe.

6-3-4 Une nouvelle stratégie envers les confins sud.

Les stratèges du Conseil de la Politique Etrangère et de Défense de la Russie, dans un rapport paru sous le nom de « *Une stratégie pour la Russie* », ont évalué la nouvelle situation de la Russie comme suit:

- la Russie contrôle plus de 50% du produit intérieur brut de l'ex-URSS,
- la Russie, dans un grand nombre des domaines (à l'exception de la superficie et de son potentiel nucléaire) se rapproche d'une puissance moyenne comme la France et la Grande-Bretagne en Europe, l'Inde et l'Indonésie en Asie, le Brésil, l'Argentine et le Canada en Amérique.

Il existe 3 positions de la Russie par rapport aux ex-républiques de l'URSS : 1) une politique relative à la reconstruction de l'ex-URSS, basée sur de

⁸² Par cette notion « *d'ensemble* », on entend un terrain défini avec un certain nombre d'interactions de type géostratégiques, politiques et socioculturelles. Cet ensemble est *dynamique*, dans le sens où la stabilité voulue par le grand Etat, et la volonté de nivellement de ce grand ensemble avec les frontières sud et nord en font un centre de mouvement. Voir LAGROYE J *Sociologie Politique* Ed: Dalloz/FNSP, 1990.

⁸³ Pour des notions telles que : *réseau, système d'action*, voire J.LAGROYE *op.cit.*

nouvelles données, 2) un isolationnisme complet les laissant manoeuvrer à leur guise en évitant toute tentative de renforcement de la CEI (c'est la voie proposée par les démocrates radicaux et des nationalistes tels le Parti de la Patrie), 3) diverses variantes relatives à une politique post-Empire pour la reconstruction d'une structure inter-étatique basée sur le droit international et une participation dynamique dans le domaine de la prévention des conflits avec tous les moyens (légaux), y compris l'utilisation de la force afin d'empêcher de bafouer les droits et les libertés de l'homme.

La première ligne aboutit inévitablement à une série de guerres interminables: ces guerres et leur gestion engendreraient la dislocation de la Fédération de Russie. Cette solution irait dans le sens de la guerre de tous contre tous.

L'isolationnisme paraît apparemment intéressant et préconise une séparation entre la Russie des entités géopolitiques ayant gardé la culture politico-culturelle de l'ex-URSS. Si cette voie est suivie normalement, la transition vers une nouvelle société durerait de 10 à 20 ans; la réaction du monde extérieur à ce choix serait pacifique, voire amicale. Mais cette voie n'est pas une solution stratégique et serait à l'origine d'un nationalisme en Russie et dans l'ensemble des Etats issus de l'URSS. La question des minorités nationales serait de nouveau à l'ordre du jour; une émigration massive dans tous les sens serait inévitable et le développement des conflits inter-ethniques aboutirait à un éclatement de la Russie et d'un certain nombre de ces Etats. Le fait d'éviter de défendre les minorités nationales est perçu comme un acte anti-ethnique et cela contribuerait à délégitimation de la Russie à une échelle très importante.

La seule voie possible qui nous paraît la moins risquée et la plus performante est celle des diverses variantes de post-Empire. Cette voie peut se montrer difficile et même irritante pour certains; la société internationale pourrait se montrer méfiante voire hostile à cet égard; elle n'est pas un farouche partisan de voir la Russie se reconstituer en centre unificateur d'un ensemble d'Etats. Mais si ce choix permet d'éviter le désastre, les principaux partenaires de la Russie pourraient comprendre l'importance de l'enjeu ; leur peur de l'approfondissement de la « *brèche géostratégique* » les rendrait raisonnables.

Le premier pas dans cette direction est la consolidation de l'union entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Géorgie dans le Caucase; cette union servira de base à une nouvelle politique envers les Etats membres de la CEI. Si la Russie ne réussit pas à consolider ces relations étroites par le biais de sacrifices, elle devra renoncer à jamais à ce que la CEI prenne une forme réelle et extra-symbolique. Dans ce cas les conflits prendront le pas sur les solutions pacifiques de gestion de crises et la Russie et les autres Etats s'enfonceront dans un isolationnisme hostile.

Au cours d'une réunion avec son homologue chinois: Qian Qichen, Andreï Kozyrev a insisté sur le fait que « *l'Asie centrale doit rester sous la sphère*

d'influence de la CEI et non pas celui des puissances étrangères, notamment le fondamentalisme islamique, et pour ce faire, je pense qu'on peut compter sur la compréhension de notre grand voisin ». Quichen a répondu que la Russie et la Chine « *ont un intérêt commun à préserver la stabilité dans la région centro-asiatique* » et que la politique chinoise à l'égard de l'Asie centrale prendrait en compte les liens étroits qui avaient été établis à travers le temps entre la Russie et cette région⁸⁴.

Selon Andranik Migranian, le commentateur politique « *les républiques ex-soviétiques sont la sphère des intérêts vitaux de la Russie et qu'il faut interdire toute alliance entre ces républiques, d'une part, et avec d'autres Etats, susceptibles d'avoir une orientation anti-russe, d'autre part* »⁸⁵. Il n'existe plus de doute que les responsables russes regardent l'espace de l'Asie centrale comme un espace d'influence et d'intérêt vital pour la Russie, grand nombre d'exemples des discours des responsables russes illustre ces propos. « *Les frontières de l'Asie centrale sont celles de la Russie et toute absence de la Russie de cette zone, est susceptible de l'exposer aux dangers du fondamentalisme islamique* »⁸⁶.

Un avertissement public du SRV - l'organisme qui succède au premier directoire principal du KGB - souligne la nécessité pour la Russie de reprendre en main ses anciennes républiques musulmanes. Pour Moscou, le retrait des troupes russes des républiques d'Asie centrale après celui de l'Azerbaïdjan signifierait une perte de contrôle militaire et conséquemment une perte d'influence qui menace les intérêts stratégiques de la Russie. Ces nouveaux Etats représentent à la fois une nouvelle frontière à défendre, une zone dans laquelle les populations slaves requièrent une protection et une source de rivalité pour l'hégémonie régionale.

Dans le cadre de la pression de la Russie sur l'Azerbaïdjan et notamment sur la Géorgie pour intégrer la CEI, nous constatons que la Russie a très bien su gérer la menace comme un moyen de négociation. En effet, la Russie a joué la carte de l'instabilité de la région ; en alimentant les opposants géorgiens - que ce soient les hommes de l'ancien président Gamsakhurdia ou des séparatistes Abkhazes ou Ossètes -, ou en se montrant plus proche des positions des arméniens dans le conflit du Nagorno-Karabakh. elle a montré qu'elle tient à la CEI pour légitimer ces interventions directes dans les ex-républiques de l'URSS.

« Pour qu'une menace soit efficace, il faut qu'elle soit crédible; ce qui implique qu'il soit procédé à l'évaluation des coûts et des risques associés à sa réalisation. Il est en outre apparu que cette crédibilité devait être liée à un engagement d'exécution, à la définition d'une ligne à ne pas dépasser ou encore

⁸⁴ ITAR TASS World Service en russe, 13,00 heures, le 25 novembre 1992, in : FBIS- SOV, 27 novembre 1992.

⁸⁵ Cité dans MENON. Rajan « *In the Shadow of the Bear* » in : International Security Vol 20, n° 1, été 1995.

⁸⁶ Voir les exemples de discours des dirigeants russe, Yeltsine, Kozyrev, ... in : MENON. Rajan « *In the Shadow of the Bear* » in : International Security op.cit.

à une prise de position morale mettant en jeu les valeurs suprêmes »⁸⁷. Lors de l'engagement de la Russie dans le conflit au Tadjikistan, les russes se sont efforcés de montrer que si leur défaite en Afghanistan était possible, il serait inconcevable d'islamiser une des ex-républiques de l'URSS, une des voies de transmission de l'islam aux musulmans de la Fédération.

« Une menace est d'autant plus crédible que les moyens nécessaires à son exécution sont placés entre les mains de ceux dont la résolution paraît la plus ferme. L'efficacité d'une menace étant liée à l'existence de solution de repli pour l'adversaire potentiel auquel une certaine marge de manoeuvre doit être ménagée sous peine de le voir réagir comme un lion pris au piège »⁸⁸.

Aujourd'hui, les dirigeants russes mettent l'accent sur le fait que « l'impératif eurasiatique de la Russie prend une dimension globale. Le pont entre l'Europe chrétienne et développée et l'Asie centrale islamique et sous-développée peut servir l'intérêt de tous »⁸⁹. « L'intérêt de tout le monde » semble être clair : accroître l'influence de la Russie dans la zone, pour réorganiser la stabilité. Toutefois « à condition que cette politique russe ne soit pas considérée comme la tentative de reconstruire sur des nouvelles bases l'Empire russe »⁹⁰. Un message qui semble avoir été reçu à l'occident.

Dans le cadre de l'Asie centrale, nous remarquons un « déplacement de centre des conflits » qui peut impliquer la Russie dans cette zone ; à côté de cela existent aussi les questions relatives à « la gestion des crises régionales » et « les raisons, dites traditionnelles de la présence russe dans une zone anciennement administrée par ce pays ». A ces trois questions s'ajoute « l'influence de l'indépendance de ces pays sur les minorités musulmanes de la Fédération de Russie ». Un ensemble de questions qui semblent liées les unes aux autres. Nous voyons donc que quelles que soient les forces de rupture qui agitent l'Asie Centrale, les pesanteurs historiques, géographiques et politiques tendent à renforcer la cohésion de la nouvelle Communauté des Etats Indépendants dans cette région centre-asiatique. Ces forces de cohésion seront-elles suffisantes pour éviter les affrontements ethniques que l'on voit se dessiner sur fond de difficultés économiques et de conflits religieux ?

6-3-5 Alliance militaire Russie/Asie centrale : Un modèle centre-asiatique de l'OTAN ?

Les spécialistes russes préconisent une retraite des troupes russes de l'Asie centrale car une telle présence serait plus coûteuse que bénéfique pour la Fédération. Par contre il est nécessaire d'encourager la mise en place d'un

⁸⁷ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ TCHERNEGA. V « La Russie et les anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale ». In : Le Trimestre du monde 1992.

⁹⁰ *Ibid.*

mécanisme d'autorégulation au niveau régional sans l'intervention directe russe⁹¹. Dans ce contexte géopolitique, la Russie doit rechercher tous les chemins possibles, amenant à l'établissement de relations amicales avec tous les Etats d'Asie centrale. Nous constatons que seul le Kazakhstan constitue un vrai allié géopolitique de taille. Les deux pays ont des questions communes relatives à leur sécurité; la propagation de conflits militaires en Asie centrale, la crainte commune d'une possibilité de la croissance du fondamentalisme islamique et l'expansion de la Chine vers le Kazakhstan. Depuis que la Russie a déclaré ses droits à un rôle privilégié comme force de maintien de la paix dans l'espace post-soviétique, le succès de cette politique ne paraît envisageable qu'à travers un effort collectif, tout comme une coopération étroite avec le Kazakhstan.

La Russie a su s'imposer comme un arbitre incontournable des conflits internes. La Fédération a obtenu ces résultats en renouant avec la tactique traditionnelle consistant à envenimer les crises jusqu'à l'épuisement des parties en présence ; elle a su aussi jouer d'un autre atout, la dépendance économique des anciennes Républiques à son égard. Sa politique à l'égard de l'Asie centrale ne peut être totalement assimilée à celle qu'elle a mise en oeuvre à l'égard des Républiques slaves ou du Caucase. S'agissant des premières, l'objectif est de nouer l'union la plus étroite afin de rassembler la communauté russe historique ; dans le Caucase, l'ambition hégémonique se mêle au souci de prévenir la déstabilisation du Caucase russe.

Les autorités russes s'inspirent du '*système asiatique*' du comte Jan Potocki qui, au début du XIX^e siècle, avait mis en évidence l'intérêt pour la Russie de contrôler l'Asie centrale afin de concurrencer l'impérialisme britannique. Elles renouent également avec une perception de l'Asie centrale comme source d'insécurité. Jadis, la Russie avait justifié ses conquêtes par les pillages et les enlèvements commis en terre Russe par les Kazakhs et les Turkmènes. Aujourd'hui, le combat contre l'islamisme est l'une des justifications de sa présence alors que cette menace est largement imaginaire. Ainsi, après une année 1992 dominée par les problèmes intérieurs, la Russie a effectué un retour en force dans la région.

La Russie n'a pas encore clairement défini sa politique. Son objectif est bien de maintenir la région dans sa zone d'influence, mais elle balance encore entre une politique de puissance et une politique d'influence, plus conforme aux principes qui régissent désormais ses relations avec le reste du monde. Ses priorités n'ont rien d'illégitime a priori. Il est naturel qu'une ancienne puissance coloniale se préoccupe du sort des pays limitrophes et propose ses services pour les préserver de toute déstabilisation.

La politique russe à l'égard de l'Asie centrale demeure empreinte d'une certaine ambiguïté. Ils en est ainsi, en premier lieu, du rôle que la Russie entend

⁹¹ SOLODOVNIK. Sergeï. V « *Central Asia : A New Geopolitical Profile* » Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.

jouer dans la sécurité collective de l'Asie centrale où elle prétend pouvoir intervenir sans l'autorisation des organisations internationales compétentes.

A la suite de la décision russe du 7 mai 1992 de mettre en place ses propres forces armées et de renoncer à la constitution d'une force unifiée de la CEI, les Etats d'Asie centrale ont entrepris, eux aussi, de se doter d'une armée nationale. Cependant, leurs forces sont réduites en nombre et l'essentiel des officiers étant des Russes, elles restent implicitement sous le contrôle opérationnel de la Russie. Seule l'armée ouzbèke dispose d'une force d'intervention autonome qui a permis à l'Ouzbékistan d'intervenir dans le conflit tadjik en novembre 1992.

Parmi les sympathisants d'une approche stratégique sélective de la Russie sur ce point de vue, un certain nombre suggère une solution possible à ce dilemme centre-asiatique qui serait l'établissement d'une alliance multilatérale du type OTAN avec la Russie dans le rôle des Etats-Unis et les pays d'Asie centrale, dans celui de ses alliés européens. L'idée est que la Russie protège ces pays avec son parapluie nucléaire contre toute agression venue du Sud et leur donne le nécessaire pour une partie de leur besoin en matière de défense comme les Etats-Unis l'ont fait pendant la guerre-froide avec leurs alliés d'Europe occidentale. Les avocats de cette proposition estiment que dans ce cas, l'alliance n'entraînerait pas forcément une implication automatique de la Russie dans des conflits conventionnels ou dans le rôle de médiateur dans le cadre des conflits et disputes internes à ces Etats⁹².

Ce type d'alliance, toutefois, semble ne pas répondre aux besoins d'une gestion des conflits dans le Caucase. « *La libanisation de cette région est déjà un fait accompli et personne ne doit se faire des illusions, cette région connaîtra une stabilité politique ou militaire dans un avenir proche* »⁹³. Les conflits ayant éclaté au Caucase comme: le Nagorno-Karabakh, la guerre frontalière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la guerre entre l'Ossétie du sud et la Géorgie, celle entre ce dernier et l'Abkhazie, sont profondément ancrés dans l'histoire et semblent ne pas avoir une solution évidente. Ces pays ont été opprimés pendant plus de 2 siècles mais maintenant le « *Génie* » semble sorti de sa lampe. Pour limiter les risques pour la Russie, selon cette *stratégie d'implication sélective*, les politiciens russes doivent poursuivre des priorités claires dans cette zone. Dans le cas de la Géorgie, par exemple, ils doivent prôner une stratégie basée sur la diplomatie destinée à encourager des organisations internationales telles l'ONU

⁹² L'idée de la reconstruction d'une nouvelle alliance militaire a été exprimé par le général V. Larionov. La création d'une nouvelle structure de sécurité collective en Eurasie, analogue à celle du Conseil de Sécurité de l'OTAN, avec la Russie comme son principal acteur a été suggéré comme une alternative à l'OTAN et à l'ONU et à leur participation dans l'ex-URSS. Cette approche est une partie d'un nouveau concept assez répandu parmi les intellectuels et les militaires Russes. L'idée principale de cette nouvelle théories est la *restauration d'un nouveau Etat russe* comme le point central d'une nouvelle alliance. Cela engloberait les Etats qui resteraient en dehors des structures de l'OTAN et de l'UE.

⁹³ SHAKLEINA. Tatiana « *Russian Policy Toward Military Conflicts in the Former Soviet Union* » op cite.

ou l'OCSE pour s'impliquer à ce qu'il y ait une gestion du conflit. Pareillement, l'Iran et la Turquie doivent être invités à coopérer en qualité de médiateur dans le cadre du conflit arméno-azéri. Aleksei Arbatov estime que « *les méthodes impliquant la force, comme dans le cas de la Géorgie ne doivent pas être employées. Selon lui, toute résolution avec le but de mettre l'opposition, le dos au mur* »⁹⁴.

L'idée d'une politique étrangère active de la Russie au sein de l'espace ex-URSS a été exprimée de cette manière par l'ancien ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev : « *La Russie a une unique mission dans le territoire de l'espace de l'ex-URSS La Russie peut optimiser sa mission en s'appuyant sur l'approche centriste. Elle doit éviter les 2 visions latérales à savoir, celle extrémiste, prônant la politique de force, l'envoi de chars en vue de la restauration de l'Empire, et celle encourageant le retrait total des pays dans notre étranger-proche, abandonnant des liens historiques étroites; l'histoire de la Russie; cette unique relation qui a été établie et entretenue par l'histoire et la culture communes des populations qui parlent le russe* »⁹⁵.

L'engagement sous-jacent tout d'abord *d'unifier* puis de *lier* les forces était soutenu vigoureusement par la Russie et les Etats d'Asie centrale et l'idée « *d'un axe militaire Russie/Asie centrale* » émergeant par défaut (puisque l'Ukraine et peut-être aussi la Biélorussie, les principaux partenaires *européens* de la CEI ne semblaient pas vouloir se joindre à une large coalition militaire avec la Russie) est apparu comme un scénario probable après l'effondrement de l'Union. Il était essentiel pour la CEI de conclure un accord de défense, les théoriciens soviétiques soutenant que sans cela la Russie devrait de nouveau recréer son système de défense à l'intérieur de ses propres frontières et les Etats voisins pourraient finir par s'opposer militairement à la Russie ou s'allier à des Etats de l'ancienne Union Soviétique. En ce sens une alliance limitée de la Russie avec les Etats d'Asie centrale serait certainement mieux que pas d'alliance du tout.

Les bases pour un axe Russie/Asie centrale ont été définies à l'occasion du sommet de la CEI qui s'est tenu à Tachkent, en juin 1992. La Russie, les Etats d'Asie centrale (à l'exception du Turkménistan) et l'Arménie ont signé le traité sur la sécurité collective qui a pris la forme d'un pacte de sécurité mutuelle : l'agression d'un des membres serait considérée comme une agression de tous les membres. Dans de telles circonstances, le plus grand soutien, y compris militaire, devait être offert à l'Etat agressé. Alors que dans le principe le Traité prévoyait les garanties pour la cohésion nécessaire à une action commune par les signataires, il ne prévoyait pas la création d'une force commune. Malgré cela, le mois suivant, les Etats signataires, manquant de réalisme, se mirent d'accord sur

⁹⁴ *Nezavisimaya Gazeta* 24 juin 1994.

⁹⁵ *ITAR TASS* 19, janvier 1994.

une structure de commandement perfectionnée concernant les forces armées communes de la CEI.

Les déclarations de Nazarbaïev montrent une concordance de vues entre toutes les parties engagées dans cette alliance : « *Si les fondamentalistes arrivent au pouvoir par la violence au Tadjikistan, s'ils y créent un Etat islamique et si cette idéologie commence à gagner l'Ouzbékistan, il y aura un grand danger pour le Kazakhstan. D'autant que s'ils franchissent l'obstacle du Kazakhstan, c'est la Russie qui sera touchée* »⁹⁶ Selon les données fournies par le Centre de Coordination des Directions spirituelles des musulmans de Russie, plus de 850.000 Kazakhs vivraient en Russie dans les régions frontalières, ce serait aussi le cas pour 100.000 Azéris, 50.000 Ouzbeks, 50.000 Turkmènes, 50.000 Kirghizes et enfin 30.000 Tadjiks auxquels s'ajoutent les 70.000 réfugiés du Tadjikistan.

La quête de la stabilité amène, par ailleurs, la Russie - tous courants de pensée confondus - à la volonté de préserver le *status quo*. Désormais pour Moscou, la clef de la stabilité se trouve aussi dans les régimes autoritaires capables de maintenir l'ordre dans leur territoire, avec l'incertitude sur leur pérennité et le risque de favoriser des mouvements politiques plus radicaux. Des liens militaires étroits sont entretenus avec le Turkménistan qui donne des gages à la Russie en échange d'une politique étrangère ouverte sur son environnement islamique. A Achghabad, en décembre 1993, les deux pays ont signé des accords sur la surveillance conjointe des frontières, le statut des militaires russes, la migration et la protection des droits des migrants, la double citoyenneté. Ces *points positifs*, calment la *soif de démocratie*, manifestée par les divers courants de pensée en Russie. Dans cette alliance qui rappelle parfois le protectorat sur l'émirat de Boukhara, tout le monde trouve plus au moins son compte. Boris Shikhmuradov, premier ministre adjoint du Turkménistan, a reconnu : « *nous sommes en train de prier jour et nuit pour que Yeltsine se maintienne au pouvoir. Parmi ceux qui pourraient venir après lui, je ne vois que des hommes avec des haches à la main* »⁹⁷.

En ce qui concerne l'attente des pays d'Asie centrale d'une nouvelle coopération avec la Russie, il est nécessaire de noter un certain nombre de remarques. Tout d'abord le réseau de transport au Caucase et en Asie centrale, est orienté vers le nord, et il faudrait quelques années pour l'orienter vers le sud, le sud-ouest et le sud-est. Sa construction exigerait des millions de dollars et l'on ne voit pas bien qui pourrait assumer de tels investissements. Le profond attachement de ces républiques à la culture russe ne peut pas disparaître sans laisser des traces, surtout dans les milieux de l'intelligentsia.

⁹⁶ Figaro le 16 septembre 1993.

⁹⁷ Washington Post 17 mars 1993.

Comme le souligne Roy Allison : « *Le danger de voir la Russie vouloir réintroduire un certain contrôle est redouté dans les Etats baltes, en Biélorussie, en Ukraine, en Moldavie et en Géorgie. En revanche, l'existence de liens avec la Russie est vue comme un élément de stabilisation pour les leaders des Républiques d'Asie Centrale* ». Il convient donc de ne pas généraliser trop hâtivement et de bien distinguer des différences régionales.

Pour les pays de la région les bases primaires de la sécurité se résument dans le maintien d'une stabilité économique et sociale. Après les événements du Tadjikistan les leaders des pays de l'Asie centrale sont devenus conscients du fait que *les questions relatives à la défense nationale sont partie intégrante du débat sur l'indépendance nationale*. Dans les premiers mois de leur indépendance ces cinq pays ont laissé les questions sur la défense nationale dans le cadre des discussions multilatérales au sein de la CEI. Le Turkménistan a, dès le début, refusé de signer les conventions collectives et multilatérales de la CEI ; dans la conception turkmène l'indépendance d'un Etat passe par les relations égalitaires bilatérales. Dans la pratique, les autres Etats d'Asie centrale ont opté également pour les relations bilatérales dans le domaine militaire avec la Russie. Aussi bien le Kazakhstan que le Turkménistan, ont même exprimé le souhait de joindre les unités militaires, avec la participation de la Russie, pour créer les forces multilatérales ; des demandes qui ont été rejetées par le ministre de la défense de la Russie.

Les **kirghizes** se trouvant entre l'entassement des troupes kazakhs sur leurs frontières et l'intervention des troupes ouzbeks dans la ville d'Osh, sans permission de Bichkek en mars 1993, se sentent de plus en plus sans défense. A ces deux cas s'ajoute l'asile d'une partie des forces de l'opposition pourchassée de la guerre du Tadjikistan et leurs protecteurs afghans, dans le sud-est de la Kirghizie; « *ce pays se trouvait à la limite d'une implication dans la guerre de Tadjikistan* »⁹⁸. La Kirghizie, ayant senti ces risques, a signé un accord, en octobre 1992, avec la Russie; cette dernière garantit les frontières de la Kirghizie face aux dangers en provenance de l'extérieur. Cet accord a été suivi par un traité, en avril 1993, par les deux pays pour une coopération militaire; selon ce traité, la Russie pourrait installer une base de communication militaire sur le sol kirghize. Toutefois, les incursions répétées des Ouzbeks en Kirghizie, inquiètent les dirigeants de ce pays, et les incitent à avoir une coopération plus étroite.

Les **Ouzbeks** mettent l'accent sur le fait que « *la Russie est le garant de leur intégrité territoriale* »; Le voyage du ministre de la défense de Russie, Pavel Gratchev, à Tachkent, en février 1993, avait comme objet une meilleure

⁹⁸ BROWN. Bess « *Central Asian States Seek Russian Help* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 25 18 juin 1993.

coopération entre les deux pays, jusqu'à l'utilisation des installations stratégiques⁹⁹.

Le **Turkménistan** a signé en juin 1992 un accord avec la Russie par lequel le ministre de la défense s'est engagé à la formation d'une armée turkmène. En avril 1993, on dénombrait une force de 60.000 hommes dont 15.000 sous le contrôle direct de la Russie.

En ce qui concerne le **Kazakhstan**, ce pays bénéficie d'un statut particulier, quant à ses relations avec la Russie. Les 5 oblastes du Nord-Kazakhstan représentent les mêmes caractéristiques en ce qui concerne la population, la nature des terres et l'économie locale, que les oblastes de Ouest-Sibérie en Russie; il s'agit de Tselinograd, Nord-Kazakhstan, Est-Kazakhstan, Karaghanda et Kokcheta. La situation au Kazakhstan représente la même complexité et cela en grande partie à cause de la composition ethnique de la République. Le P.C Kazakh était dominé par les descendants de la Grande Horde, le groupe tribal qui dominait le sud du pays, plus à l'écart de la mainmise de la Russie et des soviétiques. Y coexistaient également des élites de la Petite Horde de l'ouest du pays et de la Moyenne Horde. Les russes, très actifs dans la vie politique du Kazakhstan, se ralliaient avec l'un des groupes kazakhs. Nazarbaïev, dès son élection avait peur de la tendance sécessionniste du nord, à majorité russophone et rattaché au Kazakhstan par le pouvoir soviétique.

Pour minimiser ce danger, il a, d'une part placé son personnel dans le corps législatif local et, d'autre part, il a mis sur pied un Parti Socialiste (avec une prédominance russe) pour succéder au Parti Communiste, espérant ainsi créer une fissure entre les Cosaques sécessionnistes d'Oural et les populations russophones. Pour éviter les charges du favoritisme russe, il a sponsorisé la Consolidation Populaire du Kazakhstan (un parti dirigé par les poètes Olzbas Suleimanov et Mukhtar Chakhanov) pour ramener les kazakhs aux plus hauts niveaux de la composition politique. Nazarbaïev souhaite voir un parti national kazakh diffuser les appels du parti légalement reconnu *Azat* (Liberté) et ceux du parti musulman interdit *Allache* (le nom du légendaire fondateur de la nation moderne kazakh). Nazarbaïev a pris toutes les mesures pour empêcher le parti révolutionnaire musulman de prendre pied dans la république. Il est conscient de la sensibilité russe à l'égard du renforcement de l'islam dans ces zones. Espérant garder l'islam sous le contrôle de l'Etat, il a précipité la sortie du Kazakhstan du SADUM, la Direction Spirituelle des musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan en 1990 et a créé un *Muftya* séparé pour la république. Ainsi, il fait un double jeu ; en sortant de la tutelle de *Muftya* de Tachkent, il a également renié le poids de l'Ouzbékistan comme le seul centre d'islam centre-asiatique. En effet, après l'intervention publique du *Ghazi* Ratbek Nisambaev, s'opposant à la création d'un parti islamique au Kazakhstan, un grand nombre d'intellectuels

⁹⁹ Il est intéressant de savoir qu'il y a une grande usine de fabrication d'avions de combat en Ouzbékistan, le *Chkalov Aircraft Production* à Tachkent.

musulmans l'ont attaqué. Nazarbaïev est intervenu directement pour le soutenir dans son rôle de Ghazi. De son côté Karimov est intervenu pour défendre le Mufti Muhammad Sédique Muhammad Youssouf (Mamayoussoupov), le directeur du SADUM¹⁰⁰.

Conclusion du chapitre.

De l'ensemble de ces développements, il s'ensuit que les crises qui ont vu le jour à la périphérie sud du territoire russe sont perçues par ces derniers comme étant sous la menace d'une dangereuse intervention de pays musulmans tels que la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. Contrairement au flanc ouest, dans le Caucase et en Asie centrale, la Russie ne peut pas compter sur la coopération des partenaires extérieurs. Dans un grand nombre des cas, les russes voient en Turquie le porte-drapeau du Pantouranisme - sinon le précurseur de la politique américaine dans cette zone -, au Pakistan, le chef de file du fondamentalisme islamique et en Afghanistan, le centre de toutes les instabilités ethniques et religieuses. Ces éléments sont perçus comme '*étant en conflit direct avec les intérêts vitaux de la Fédération*'¹⁰¹. L'Iran demeure, paradoxalement, un élément sur lequel la Russie compte pour le maintien de la stabilité régionale.

Cette régionalisation se traduit, à son tour, par la difficulté de la période de transition, où une doctrine cohérente ne peut pas être élaborée rapidement. D'où un grand nombre de difficultés (politique - économique - militaire) quant au déploiement des forces russes dans les zones de combat. La Russie continue à mettre l'accent sur l'amélioration de l'image internationale de la CEI, qui selon elle peut être considérée comme la '*seule organisation régionale*' qui pourrait contribuer aux opérations de rétablissement ou de maintien de la paix sur le territoire des anciennes républiques.

Certaines traditions Russes importantes, en particulier la croyance dans la nécessité d'un Etat autocratique et une attitude impériale vis-à-vis des peuples non-russes, furent re-instituées sous Staline. En ce sens, donc, la réévaluation Russe de l'histoire peut produire des changements d'attitude politique qui sont plus apparents que réels.

Trois facteurs doivent être pris en compte. Le premier est la capacité des élites culturelles en Russie, à construire de nouveaux discours historiques qui soient convainquants et qui prennent en compte l'expérience historique des autres peuples, tout en ne cachant pas le côté obscur du comportement de leur propre nation. De même, la sensibilité des historiens et autres intellectuels de chaque nationalité aux conceptions véhiculées par les historiens et les penseurs politiques - dont les membres des différentes diasporas nationales - qui vivent en-dehors de l'ex-URSS, est importante. Mais peut-être que le plus important sera les effets

¹⁰⁰ Daily Report Central Eurasia FBIS-SOV-29-009, 14 janvier 1992.

¹⁰¹ KOZYREV. A « *La nouvelle Russie et l'Alliance atlantique* » in : *Revue de l'OTAN* n° 41 février 1993.

intellectuels à long terme de l'ère stalinienne. Quoique ces effets soient difficiles à prédire, il est certain que la continuelle redécouverte des crimes monstrueux du stalinisme en Russie et dans les autres nouveaux Etats pourrait servir d'antidote puissant aux traditions autoritaires et impériales d'origine soviétique ou non soviétique. Pour résumer, l'histoire, en tant que mémoire, pourrait aider les citoyens de la Russie et d'autres nouveaux Etats à atteindre l'un des objectifs qui sont souvent associés aux études historiques - mais qui est rarement atteint - : apprendre du passé.

Les suggestions formulées par les responsables politiques et militaires russes que l'ancien *espace géopolitique soviétique* devrait être perçu comme un espace spécial intéressant la sécurité russe indique que la dynamique militaire entre l'ancien Empire et ses anciens *sujets* pourrait se développer rapidement et de manière imprévisible ; il sera, bien entendu, plus accentué en Asie centrale.

Cependant les responsables russes prennent conscience des conséquences d'un surengagement militaire dans l'ancienne Union Soviétique, de la nécessité de distinguer les intérêts essentiels des intérêts secondaires, et l'impossibilité de se comporter en même temps en protecteur de toutes les minorités russes hors de la Fédération de Russie. Moscou se trouve déjà confronté au désagrément de devenir l'otage de conflits qu'elle ne contrôle pas dans les régions en crise des Etats du sud de la CEI. Les efforts arméniens pour stimuler ses accords bilatéraux de défense avec la Russie afin de se défendre face à la Turquie, et l'appel de Erévan pour un soutien contre l'Azerbaïdjan en août 1992, sur les bases de l'accord sur la sécurité collective de Tachkent, illustre bien ce danger. La défense par la Russie des frontières tadjiks menace les forces russes d'enfermement dans un conflit qui fait rage dans ce pays. En ce sens, les accords militaires communs entre la Russie et les pays d'Asie centrale réduit considérablement la marge de manoeuvre de la Russie.

« La Russie tsariste s'est étendue par une série de fronts pionniers - militaires, logistiques, agricoles -, consolidés par des transferts de populations à fonction de gardes-frontière, face à l'Iran, à la Grande-Bretagne de l'époque de la 'forward policy' au Turkestan et au Tibet et face à la Chine. Processus qui combine l'avancée pionnière de type nord-américain ou brésilien, l'ambition de civiliser, notamment en Asie centrale - la Russie fut partie prenante de tous les congrès de partage colonial du dernier quart du XIX^e siècle - et la pratique de soumission tribulaire de peuples allogènes, selon la méthode chinoise appliquée aux limites non Han »¹⁰².

¹⁰² FOUCHER. Michel Fronts et frontières Paris Ed : Fayard 1991.

Septième chapitre : De la nostalgie de séparation à l'Union libre ?

Introduction.

« *La question cruciale, après le désordre laissé derrière la Chute de l'URSS, est de pouvoir imposer l'ordre* », disait en 1994, un commandant militaire russe en Asie centrale. Quelle est la signification du mot ordre ? La conception de l'*ordre* n'est ni unique, ni constante. Elle varie dans le temps et dans l'espace en fonction des circonstances matérielles et des valeurs dominantes. Mais il existe, au coeur de la notion d'ordre social ou politique, deux invariants étroitement imbriqués l'un à l'autre : l'adhésion à une règle commune, et l'existence d'une autorité pour faire appliquer cette règle.

Nous assistons à la conjonction de cette notion avec celle de la *régionalisation de la gestion de crises et des conflits régionaux*. « *La régionalisation est donc à la fois état du monde, volonté et attente collective. Produit de la mondialisation, la régionalisation est également une résultante de la fin de la guerre froide* »¹.

En matière de sécurité collective, force est de constater que la mondialisation des enjeux restera inopérante ou abstraite au-delà de la définition de principes généraux. Quels que soient les développements de l'interdépendance économique, sociale ou culturelle de par le monde, on ne pourra jamais accroître de manière décisive, l'intérêt de la Chine pour le Rwanda ou celui de l'Europe pour Haïti. La crise yougoslave a d'ailleurs montré de manière éloquent le caractère extrêmement divisible de la sécurité internationale. Non seulement parce que les Etats-Unis ne s'y intéressent que modérément mais également parce que les Etats européens sont parvenus à théoriser leur inaction. Comment, dans de telles conditions, pourra-t-on « *globaliser* » les solutions - à travers l'ONU par exemple - quand même à l'échelon régional, la perception des problèmes paraît très fragmentée.

Après avoir enterré l'URSS le 8 décembre à Minsk et après la signature à Alma-Ata, le 21 du même mois du traité de la CEI, le président kazakh: Noursultan Nazarbaïev, s'est proposé comme un des principaux architectes de la CEI. Avec la disparition de l'URSS, nous assistons à la naissance d'un nouvel acteur sur la scène internationale. Hormis les pays Baltes et les hésitations de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, tout au début de l'existence de la CEI, les autres composantes de l'URSS se sont reconnues dans la structure qui a pris forme. *Ces accords avaient comme but d'institutionnaliser la recomposition géostratégique en cours*. Face à une indépendance précipitamment décidée par Moscou, elles

¹ LAÏDI Zaki Un monde privé de sens Paris Ed: Fayard 1994.

n'ont pas voulu couper tous les liens existants dans le cadre de l'ex-Union; cela aurait vite désengagé la Russie d'un grand nombre de tâches dans la zone. Dans ce but, ces républiques ont tout fait, à quelques exceptions près, pour l'élargissement de l'accord de Minsk.

Les tentatives pour la création d'un mécanisme de coordination de sécurité, d'économie ou de la politique entre les républiques d'Asie centrale n'ont pas été couronnées de succès. En 4 occasions entre janvier 1990 et juin 1993, les dirigeants de ces républiques se sont rencontrés à l'occasion de sommets à haut niveau qui avaient tous pour but la création des mécanismes de coordination régionale des relations économiques; la coordination de la politique de défense a très peu attiré l'attention de ces dirigeants. La coordination la plus prometteuse fut celle organisée en janvier 1994 par les présidents de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan, les 2 Etats les plus importants d'Asie centrale; la république Kirghize a rejoint cette coordination plus tard. Elle a été désignée comme une union économique en automne 1994. Les 3 Etats ont aussi abordé la question de la politique commune de défense mais depuis aucune avancée dans ce domaine n'a été signalée.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'affirmer que : « *La plupart des objectifs de la déclaration de 1991 n'a pas encore été réalisée ; il s'agit notamment d'une politique étrangère commune ou d'un espace de coopération économique commun ou encore des réformes économiques radicales communes* »². Nous pourrions même aller plus loin et prévoir la victoire de l'anarchie sur les forces de stabilité. En effet, dès la chute de l'URSS, un politologue américain Paul A Goble, a expliqué que ces événements étaient inévitables du fait du processus de libéralisation. Il a prédit la continuation de la désintégration, le démembrement de la CEI et l'émergence d'un nombre de plus en plus grand de républiques indépendantes³.

Nous allons voir respectivement : les modalités de la mise en place de la CEI, en tant qu'organisation régionale de gestion de crise, la nature des conflits au sein de la CEI et les nouvelles données qui empêchent la formation finale de cette organisation.

² ZAGORSKI Andreï The Commonwealth of Independent States: Developements and Prospects Moscou Ed : MGIMO septembre 1992.

³ Izvestia 29 décembre 1992.

7-1 La mise en place de la CEI.

Le passage d'une armée éclatée de l'URSS à une force commune de la CEI, y est étudiée étape par étape.

7-1-1 Une armée nationale ou une armée régionale ?

Avant et après le coup d'Etat de Moscou de 1991, Les républiques ont abordé la question des forces armées nationales de manière très différente. Les dirigeants des Etats Baltes, de la Georgie, la Moldavie, et jusqu'à un certain point l'Ukraine, ont envisagé la création de forces nationales comme faisant partie intégrante de la lutte pour parvenir à l'indépendance politique. Ils étaient plus en désaccord sur le rythme de développement de telles forces que sur le principe lui-même. De l'autre côté, les républiques d'Asie centrale et la Biélorussie ont seulement cherché à augmenter leur influence sur les décisions militaires concernant leurs territoires et leurs nationaux. L'Ouzbékistan et le Kazakhstan étaient plus concernés par les modalités de la conscription tandis que le Tadjikistan et le Turkménistan étaient sereins sur cette question. Pendant ce temps, l'Arménie et l'Azerbaïdjan envisageaient l'émergence de forces militaires dans le cadre des conflits territoriaux et en même temps que la Géorgie (et de plus en plus la Moldavie) en termes de luttes internes croissantes. Au sein de la Russie elle-même, les discussions concernant l'idée d'une garde nationale et les suggestions sur le besoin éventuel de créer une armée russe à part entière ont été limitées du fait d'une relation symbiotique entre les forces russes et soviétiques. A la place, les autorités russes aspiraient à augmenter davantage l'influence de la Fédération dans le processus de l'organisation militaire soviétique. Au printemps 91, l'ambiance était à l'intransigeance et à l'agressivité au sein du commandement militaire soviétique. Vu les circonstances, ce n'était peut-être pas surprenant. Les courants conservateurs ont émergé dans la première conférence inter-armée qui eut lieu en mars 1991 et qui fut inflexible concernant le fait que les forces armées soviétiques dans leur ensemble devaient être conservées. L'opposition du haut commandement aux forces armées républicaines se basait sur les postulats suivants. Tout d'abord, la menace militaire était une réalité pour l'Union Soviétique dans son ensemble et non pour les républiques de manière indépendante. Deuxièmement, la création de forces républicaines menacerait le contrôle de la force nucléaire, diminuerait l'efficacité d'action du commandement face à toute situation imprévue et diminuerait de manière générale la capacité de combat des forces armées. Troisièmement, la création de telles forces pourrait conduire à la guerre civile dans plusieurs régions; les conflits inter-ethniques pourraient se transformer en guerres fratricides. Quatrièmement, la création de forces armées dans les Républiques augmenterait le risque de conflits internationaux et irait à l'encontre des accords sur la réduction des armements.

La pression a augmenté afin de réformer de manière fondamentale les relations militaires entre le *centre* et les Républiques puisque seules la Russie, la Biélorussie et les cinq Républiques d'Asie centrale défendaient de manière inconditionnelle l'idée *d'unifier* les forces armées au sein d'une structure unique. Pour les Républiques comme la Moldavie ou l'Ukraine, le coup d'Etat a rendu la création d'armées républicaines ou de gardes nationales plus urgente afin de sauvegarder leur souveraineté face au Centre (c'est depuis longtemps l'argument des Etats Baltes) - un rôle aussi important, voire plus, que la défense contre des Etats étrangers.

Traités de limitation des forces dans les Etats successeurs

Etats	Chars de combat	Artillerie, lance-roquettes multiples	Avions de combats	Hélicoptères de combats
Russie				
Zone d'Atlantique à l'Oural	7.993 (6.400)	7.003 (11.480)	4.387 (3.450)	989 (890)
Dans le groupe des forces à l'Ouest	1.197	1.258	353	65
Au delà du groupe des forces au Nord	17.000	17.000	1.400	500
Kazakhstan	1.400	2.000	200	50
Kirghizie	240	240	106	0
Ouzbékistan	210	685	100	32
Tadjikistan	200	200	0	0
Turkménistan	900	900	80	0

Source : The Military Balance 1993-1994.

Dans les premiers mois de 1992, le noyau de la CEI, (la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan) étaient d'accord sur le fait qu'une force unie devait être créée sous le contrôle opérationnel de la CEI. aux côtés des autres forces subordonnées aux structures des républiques. Mais l'engagement de ce groupe à se soumettre à une force commune qui serait clairement dominée par la Russie, a commencé à décliner durant le printemps. Au cours de cette période, l'Ukraine a montré comment elle pourrait tirer bénéfice sur le plan militaire en concurrençant l'autorité de la CEI sur les possessions militaires sur son territoire national.

De plus, les difficultés croissantes des anciennes forces soviétiques déployées à l'intérieur et à l'extérieur de la CEI ont obligé la Russie elle-même à se décider en mars à créer ses propres forces. Cela a fait suite à une décision similaire de la Biélorussie. L'Arménie et certains Etats d'Asie centrale se sont aussi sentis obligés de mettre en place leurs propres forces et le concept d'une force conventionnelle commune de la CEI a commencé à se déliter. Un problème de base était le manque d'une nette répartition des tâches entre le haut-commandement de la CEI et le gouvernement Russe ce qui impliquait que le commandement de la CEI servait les intérêts de Moscou plutôt que ceux de la communauté des Etats dans leur globalité.

A la disparition de l'Union, chaque Etat indépendant a hérité des équipements, des centres de formation, des installations militaires et industrielles (le VPK, ou complexe militaro-industriel) qui se trouvent sur son territoire. En aucun cas, il ne s'agit d'infrastructure autonomes, et la défense de chaque Etat dépend dès lors d'efforts coordonnés. Il faut aussi contrôler les armes nucléaires.

7-1-2 La création des forces communes au sein de la CEI.

Après bien des replis exécutés à son corps défendant, après avoir mené sans succès un combat retardateur pour maintenir sous une forme ou sous un autre, l'unité des forces armées ex-soviétiques, la Russie reste solidaire pour sauver ce qui peut encore être reconstitué de ce que les théoriciens militaires appellent « *l'espace stratégique unique* » à l'intérieur des anciennes frontières de l'URSS. Cette ambition s'applique tout naturellement à l'Asie centrale.

En mai 1992 et dès la mise en place de la force armée nationale et du ministère de la défense, presque la moitié des Etats de la Communauté ont signé un traité de sécurité collective (la Fédération de Russie, l'Arménie, le Kazakhstan et les autres Etats de l'Asie centrale sauf le Turkménistan); plus tard, la Géorgie, la Biélorussie et l'Azerbaïdjan ont rejoint le traité mais l'Ukraine et la Moldavie se sont gardées à l'écart. Ce traité prévoyait une coalition des membres de la CEI en plus des traités et accords bilatéraux de coopération. La sécurité collective entreprise par les signataires n'a pas abouti à une alliance structurée et à une coopération militaire ferme mais elle a fourni un cadre de travail au sein duquel pourraient voir le jour divers accords bilatéraux ou multilatéraux, en vue de futures coopérations ou même un arrangement d'une défense collective entre ces Etats.

En juin 1993, le poste de commandement suprême des forces armées de la CEI a été supprimé et le plan de la création des « *forces armées communes* » a été abandonné; toutefois, dans un cadre plus limité, des arrangements d'ordre pratique ont été trouvés. En août, les six membres fondateurs de ce traité (et plus tard les autres Etats) ont décidé d'une défense aérienne et antimissile commune pour mieux couvrir le vide laissé par la chute des structures de la défense de l'ère

soviétique. Au même moment, ces Etats, à l'instar de la Russie en juin 1992, ont commencé la mise en place de gardes frontières nationales. Quelques Etats, pour des raisons d'ordre pratique ont confié cette tâche aux forces russes présentes sur place; c'est le cas de l'Arménie, de la Géorgie, du Tadjikistan et de la Kirghizie. L'Ukraine et les autres Etats (sauf la Moldavie) ont plus tard accepté de coordonner leur action avec la Russie dans ce domaine. Finalement les discussions sur les « *forces de maintien de la paix* » ont commencé en février 1992; les signataires du traité de la sécurité collective se sont mis d'accord sur le principe d'inclure le maintien de la paix dans ce traité.

En Asie centrale, la plupart des 11 divisions de forces terrestres et des structures militaires sur place, a progressivement été placée sous un double contrôle ou simplement a été nationalisée. Toutefois, comme nous l'avons dit la 201^{ème} division blindée, basée au Tadjikistan a été placée sous le contrôle russe; elle s'est vu, par la suite, attribuer un rôle de force de maintien de la paix. Ont été considérées également comme des unités russes, une brigade d'attaque en Ouzbékistan et une unité de la défense aérienne au Turkménistan⁴.

Une hypothèse à avancer est qu'en dehors des grands Etats, les armées de la CEI ne seraient constituées qu'en temps de guerre. Toutefois, les signatures du traité de la sécurité collective de la CEI souhaitent une structure semblable à celle de l'OTAN qui aurait gardé un commandement permanent de la CEI, subordonné à un conseil de sécurité collective de la CEI et dirigé par des leaders civils.

7-1-2-1 De sommet en sommet, la CEI se met en place.

Le commandant en chef de la force armée commune, Marshal Shaposhnikov espérait transformer le système de sécurité collective en une alliance politico-militaire des Etats de la CEI avec des doctrines communes qui pourraient être concrétisées au sein d'une doctrine militaire de « *coalition* ». L'objectif était de créer des formations de troupes mixtes des armées nationales de la CEI. Mais l'idée s'est heurtée à l'opposition ouverte de la Russie au printemps 93 et a finalement été abandonnée. La formation de forces militaires plus réduite était plus prometteuse. Les Etats de la CEI se sont mis d'accord, dans un premier temps, pour mettre en place des forces de la CEI destinées à faire obstacle aux conflits locaux sur ses frontières extérieures (comme sur les frontières entre la Turquie et l'Arménie et entre l'Afghanistan et le Tadjikistan). L'idée était que de telles unités puissent supplanter ou augmenter le rôle des troupes frontalières dans certains conflits régionaux. Deuxièmement, les Etats de la CEI ont choisi de former des forces collectives de maintien de la paix séparées, bien que les attributions de chacune des deux forces prévues n'aient jamais été clairement définies. La Russie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et

⁴ Huit de ces 11 divisions ont été organisées comme la 40^{ème} armée du Kazakhstan et la 52^{ème} armée du Turkménistan; les trois autres républiques ont eu seulement une division déployée sur leur sol.

l'Ouzbékistan sont arrivés à un accord de principe au sommet de la CEI à Tachkent en mai 92 pour assigner des unités armées pour le maintien de la paix. Cependant, la distinction entre les forces de maintien de la paix russes et la nouvelle force d'intervention rapide ou les forces mobiles que Moscou envisage pour ses propres forces armées n'est pas claire et les autres Etats de la CEI qui ont accepté de prendre part aux opérations de maintien de la paix ont hésité à envoyer leurs unités militaires sur des zones de conflit. Par exemple, aux côtés de la Russie, seul l'Ouzbékistan a effectivement fourni un quota de forces armées (un bataillon) pour le maintien de la paix au Tadjikistan. En pratique, seules les forces armées russes sont utilisées comme force de maintien de la paix dans les zones de crises et leurs activités dans le Trans-Dniestre, le Transcaucasie et en Asie centrale ont été dictées avant tout par des accords bilatéraux (formels ou informels) entre les Etats concernés. De tels accords reflètent les intérêts nationaux russes et la préoccupation de Moscou pour les minorités russes.

Au sommet de Tachkent, les dirigeants d'Asie centrale ont décidé la création de forces de la CEI, chargées de prévenir les conflits sur les frontières extérieures de la CEI et la mise sur pied des forces de maintien de la paix.

Ces mesures faisaient en partie suite à une initiative proposée par les Russes, avant même l'effondrement de l'URSS, prévoyant le remplacement des unités militaires régulières dans les régions où il existait des conflits inter-ethniques, par des unités spécialisées, composées des soldats de la MDV, formée pour la gestion de ces types de conflits ⁵.

Aucune des mesures décidées au sommet de Tachkent ne s'est concrétisée et jusqu'ici les activités des forces de maintien de la paix de la Russie ont été régies principalement non pas par des traités multilatéraux de la CEI, mais par une série d'accords bilatéraux entre les Etats concernés.

Le sommet de Kiev en mars 1992, ultérieur à celui de Tachkent, a vu l'élaboration d'un accord relatif aux '*groupes d'observation militaire et forces communes de maintien de la paix*', signé par dix Etats de la CEI sur onze. Cet accord a défini plusieurs principes importants.

1) Il ne peut être décidé d'utiliser ces forces que '*sur demande de toutes les parties*' en conflit et à condition que celles-ci parviennent à un accord sur un cessez-le-feu et sur l'arrêt de toute action hostile avant l'envoi de la force de maintien de la paix.

2) Les forces de maintien de la paix ne peuvent pas être utilisées dans des combats.

⁵ L'intention de créer des unités *d'action rapide* pour le maintien de l'ordre, formées des soldats de la Sécurité intérieure, a été annoncée en novembre 1991 par le ministre soviétique des affaires étrangères Victor Baramikov.

3) Les forces doivent être formées de façon volontaire par des Etats faisant partie des signataires de cet accord, à l'exception des parties en conflit ⁶.

Mais les signataires de l'accord initial ne sont pas restés unanimes pour approuver les décisions prises cette même année au sommet de la CEI et qui prévoyaient de placer les forces de maintien de la paix et les observateurs militaires de la CEI sous le commandement des forces armées conjointes de la CEI. C'est ainsi que lors d'un sommet de la CEI, tenu en juillet 1992, seuls quatre Etats d'Asie centrale, la Moldavie, l'Arménie et la Biélorussie ont signé un protocole invitant chacun d'entre eux à créer et à entraîner des forces et des observateurs militaires pour des opérations de maintien de la paix. Ce document proposait également une doctrine opérationnelle globale qui autorisait des forces de maintien de la paix à riposter en cas de légitime défense et à recourir à la force pour séparer les belligérants. Ces décisions semblent être une réponse à l'extension du conflit dans le Haut-Karabakh, après l'évacuation de la région de l'ex-armée soviétique et des unités de la MVD. Les présidents russe et kazakh étaient partisans de créer « *des forces inter-étatiques de contrôle dans le cadre de la CEI en remplaçant les troupes retirées* ». Lors du sommet de Bichkek en septembre 1992, un accord a été élaboré, stipulant qu'une fois la décision prise par chaque Etat de participer à une action donnée, le commandement des forces armées conjointes de la CEI serait chargé de commander des opérations des forces de maintien de la paix. Toutefois, aucune force permanente de maintien de la paix de la CEI n'a réussi à voir le jour. En effet, ce projet n'a pas résisté aux efforts de la Russie pour reprendre la haute main sur l'ensemble des forces armées de la CEI, tentative rejetée par les autres Etats de la Communauté, entrés dans une période d'affirmation de leur indépendance.

Le conflit du Tadjikistan a été l'occasion de relancer progressivement l'ancienne idée d'un commandement commun des forces de la CEI (dont la portée allait au delà du traité sur la sécurité collective de 1992). Simultanément, la Russie a promu la CEI au rang « *d'organisation régionale de maintien de la paix* ». Un accord officiel, signé en septembre 1993, en vue d'une opération commune au Tadjikistan, oblige la Russie et les Etats de l'Asie centrale (sauf le Turkménistan) à envoyer des troupes militaires dans la région ⁷. En théorie, la 201^{ème} division d'infanterie et les bataillons ouzbeks, kazakhs et kirghizes doivent être subordonnés sur le plan opérationnel, au « *forces communes de maintien de la paix de la CEI* ». Mais en pratique la 201^{ème} division est placée sous les ordres du commandement des forces terrestres russes, tandis que les unités des autres Etats de la CEI sont placées sous l'ordre de leur ministère de la défense respectif.

⁶ Accords sur les groupes d'observateurs militaires et les forces communes de maintien de la paix dans la CEI, signé le 20 mars 1992. ITAR-TASS World Service 23 mars 1992.

⁷ « *Agreement on collective peacemaking forces and joint measures on the material and technical supply* » Military News Bulletin. 10 octobre 1993.

7-1-2-2 Divergences sur le modèle.

Les chefs militaires communs qui sont déjà en poste remplissent actuellement un rôle de coordinateur entre les chefs militaires de chaque Etat. Ils ont aussi d'autres objectifs: analyser et imaginer les scénarios possibles de développements militaires dans les différentes régions; protéger les fournitures militaires communes; introduire un nouveau système de mobilisation en cas d'urgence dans tous les Etats membres; une formation adaptée des cadres, etc. Il existe une certaine agitation autour du type d'organisation qui serait la plus appropriée ou adaptée pour remplir cette tâche commune, l'OTAN ou la Pacte de Varsovie. La Russie et l'Ouzbékistan soutiennent une alliance du second type, ayant à l'esprit les avantages évidents de l'ancien Pacte de Varsovie : une efficacité opérationnelle, une gestion plus facile, une discipline stricte, etc. mais la crainte d'un retour sous le contrôle d'un nouveau « *centre* » est particulièrement évidente. Cela explique pourquoi l'Arménie, la Kirghizie, le Tadjikistan et le Kazakhstan ont suggéré la mise en place d'une organisation en matière de sécurité collective sur le modèle de l'OTAN. Dans ce cas, le commandement joint ne serait pas assimilé à un gouvernement mais à une instance de coordination qui n'aurait aucune légitimité pour contrôler l'ensemble ou ni même la capacité d'ébranler la souveraineté et l'indépendance des Etats respectifs. On fait valoir qu'une structure du type de l'OTAN est moins vulnérable sur un plan politique et qu'elle ne placerait pas la Russie dans le rôle du *grand frère*. Celle-ci serait dépourvue de toute *image impériale*, d'autant plus qu'une base consensuelle étant nécessaire pour toute prise de décision, cela permettrait même au plus petit pays de pouvoir influencer les choix politiques au sein de l'alliance.

Sans aucun doute, l'accomplissement le plus précieux sur la voie de l'élaboration de forces armées communes de la CEI est l'idée du maintien de forces stratégiques communes et d'un système unique de défense aérienne et spatiale. Bien que la Russie considère être le seul Etat ayant succédé à l'URSS et qui ait un contrôle absolu sur les forces spatiales et stratégiques, l'idée d'une utilisation commune des armes, des installations et des équipements pourrait faire son chemin au cours des négociations futures.

Malgré ces questions, une coordination militaire commune entre les forces régulières des Etats de la CEI est vraisemblablement dictée par la logique politique et économique de l'axe Russie/Asie centrale. Le noyau dur de la CEI a accepté l'entraînement commun des cadres militaires, la production conjointe du matériel militaire et le maintien d'un système de garde-frontières unique. Une réunion des ministres de la défense de ce groupe, en février 1993, a apparemment permis des avancées et l'idée de mettre en place un groupement régional des forces armées de la CEI à l'intérieur des frontières occupées par l'ancien district militaire du Turkestan fut discutée. Des commissions de travail furent mises en place pour discuter de la formation d'un système de défense aérienne unique et de

la possibilité d'un fusionnement régional des forces armées de la CEI sur les zones de conflits. De telles idées concernant le regroupement des forces de la CEI ont stagné après que la Russie ait déclaré en mai 1993 que du fait des coûts élevés pour maintenir les forces armées de la CEI, Moscou favoriserait leur création uniquement en temps de guerre. La tension est montée entre les commandements Russe et celui de la CEI alors que Moscou devenait de plus en plus réticente à assumer la charge financière d'une structure de commandement de la CEI qu'elle percevait comme inefficace.

La CEI a opté pour une stratégie militaire plus réaliste, en abandonnant l'ambition de la création des forces armées communes qui est restée lettre morte. Plus de 70 décisions concernant la création de ces forces n'ont abouti à rien, alors que les autorités nationales de défense étaient même réticentes à l'égard d'une intégration des forces armées. En juin 1993, le « *haut commandement des forces armées conjoint de la CEI* » a été officiellement dissous et aussitôt remplacé par « *la direction de coordination des coopérations militaires* » avec volontairement une fonction largement plus limitée.

Cette dissolution a marqué la fin des efforts pour soutenir une défense unifiée sur le territoire de la CEI. La nouvelle organisation provisoire pour un commandement commun - l'autorité commune pour la coordination de la coopération militaire entre les Etats de la CEI - apparaît comme étant à peine plus qu'une structure pour aider la coopération *ad hoc*.

A l'été 93, le traité de Tachkent sur la sécurité collective a été presque enterré. Le Parlement russe l'a ratifié tardivement en juillet mais les députés ont continué de craindre que la Russie ne puisse se retrouver impliquée dans des conflits entre d'autres signataires sans se soucier de savoir si cela répondrait à ses intérêts propres (une critique qui avait également été lancée contre l'ancien Pacte de Varsovie depuis sa dissolution). Sur ces bases, aucune action n'a été entreprise pour établir un Conseil de Sécurité Collective ou de possibles conseils de ministres des affaires étrangères ou de la défense pour coordonner les activités communes et être directement responsable devant ce Conseil. Principalement, la Russie a décidé que des bases bilatérales plutôt que multilatérales sont préférables pour mener à bien l'interaction militaire qu'elle recherche avec les autres Etats de la CEI.

Alors que les forces militaires des Etats d'Asie centrale de la CEI opéreront dans le cadre des accords conjoints avec la Russie, elles seront moins restructurées selon des critères nationaux distincts que dans le cas des autres Etats membres. Et ce ne sera seulement si ces véritables forces nationales se développent dans les Etats d'Asie centrale selon les critères requis.

On professionnalise les forces armées, on donne la priorité à l'armée de l'air et aux troupes aéroportées, à l'imitation du modèle américain. Le 14 avril 1994, les ministres de la défense de la CEI signent une déclaration de sécurité collective pour créer une « *Union de défense eurasiatique* ». Le secrétariat de sécurité

collective institué est basé à Moscou et compte une soixantaine de membres. Le budget de 1,5 milliards de roubles pour 1994, est financé à concurrence de 12% par la Russie, et 11% par chacun des huit autres pays signataires. Karimov, le promoteur, précise : « *Je veux le dire clairement, nous considérons la Russie comme une garante pour la sécurité de notre région. Si la Russie ne comprend pas cela, alors ses frontières lointaines (avec l'Afghanistan et l'Iran) se rapprocheront* ».

Mais il n'a toujours pas été facile de procéder étape par étape à la mise en place des forces ; les corps des officiers russes commençaient à s'impatienter. Ils envisageaient d'autres priorités. La frustration du corps des officiers était clairement évidente à la lecture des résultats d'une enquête d'opinion faite à l'été 1992 parmi l'élite dirigeante du pays, où 96% des membres du commandement militaire ayant répondu à l'enquête considéraient que la normalisation des relations avec les Etats de la CEI devait être la première des priorités, alors qu'à peine 3% des réponses considéraient que la Russie avait réussi à atteindre cet objectif⁸.

Les Forces Collectives de maintien de la paix, les CPF⁹ ne sont dotées ni de soldats, ni de soutien logistique particuliers. Leur ancien commandant, le colonel-général Boris Piankov a affirmé que « *toutes les opérations de maintien de la paix envisagées sont coordonnées entre les ministères de la défense des pays signataires et ne sont mises en oeuvre qu'avec leur approbation* ». Plus tard, un conflit a éclaté entre le commandement de la 201^{ème} division et celui des FCP.

En février 1994, neuf ministres de la défense de la CEI, à l'exception de ceux de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Biélorussie, ont officiellement étendu la mission de la CEI, en signant un document obligeant chaque Etat à envoyer des troupes de maintien de la paix au Tadjikistan. La Russie semble avoir vu dans cet accord davantage un moyen d'obtenir l'approbation de la communauté internationale ou d'acquérir une légitimité pour effectuer des opérations de maintien de la paix dans la région qu'une étape concrète d'un processus commun de coordination militaire. Même si en 1994, les russes, les ouzbeks et les tadjiks ont organisé un exercice militaire commun de petite envergure, la contribution militaire des forces non-russes au Tadjikistan n'a pas encore véritablement de portée réelle. Un bataillon ouzbek de 350 hommes est déployé loin des zones de combats probablement davantage pour des raisons politiques, un bataillon kirghize de 286 hommes a été posté au Badakhchan, mais pourrait être obligé de se retirer sous les pressions intérieures, exercées à Bichkek, et finalement le fameux bataillon kazakh des FCP n'est toujours pas arrivé au Tadjikistan.

Un « *comité consultatif de la CEI* » pour des opérations de maintien de la paix a été créée, mais les autres Etats de la CEI ne semblent pas véritablement

⁸ Pour les données de l'enquête, voir New Times (Moscou), n°34, août 1992.

⁹ CPF : *Collective Peacekeeping Forces*.

capables de tempérer les opérations de maintien de la paix même par la Russie, en la plaçant dans le cadre de la CEI. Lors d'une Réunion des ministres de la défense de la CEI en juillet 1994, le ministre russe a vivement réagi aux refus de ses homologues de la CEI de contribuer aux opérations de maintien de la paix financièrement et en ressources humaines¹⁰. Le Conseil pour la sécurité collective de la CEI, lors d'un sommet tenu à Moscou, le 15 avril 1994, s'est mis d'accord sur un protocole sanctionnant l'utilisation des troupes russes pour séparer azéris et arméniens au Haut-Karabakh. Les parties, d'accord sur la sécurité collective de la CEI sont également convenues en principe de déployer des contingents militaires de leurs Etats respectifs, comme force de maintien de la paix en Abkhazie, si les Nations Unies ne parvenaient pas à un accord sur le maintien de la paix dans cette zone. Dans la pratique, la Russie a ainsi reçu un mandat de la CEI, lui permettant de déployer localement des unités de maintien de la paix essentiellement russes dans ces deux régions. Les unités russes de la CEI ne pourraient véritablement être équilibrées que si l'Ukraine (bien qu'elle n'appartienne pas au Conseil de la CEI pour la sécurité collective), ou la Biélorussie (même si cette République s'auto-limite, en ce qui concerne le déploiement de ses forces à l'extérieur) offrent des unités pour des opérations de maintien de la paix dans le cadre de la CEI. Mais ceci paraît improbable tant que le déploiement des structures militaires de la CEI semble être le moyen de réussir une 'Union défensive', dominée par la Russie¹¹.

7-1-3 Les différentes étapes de la mise en place de la CEI.

La CEI est conçue comme « l'héritier de l'Union soviétique »¹². Il existe deux conceptions au sein de cette structure: celle qui est de plus en plus en faveur d'un regroupement des Etats, et d'une solidarité croissante ; dans ce groupe on trouve la majorité des Etats centre-asiatiques, mais aussi l'Arménie. Un deuxième groupe, avec comme Etat-chef de file, l'Ukraine, prône une séparation progressive de cette structure; le Turkménistan va dans cette direction.

La réorganisation de cet espace se pose comme une des questions cruciales à laquelle, aussi bien la Russie que l'ensemble des Etats membres de la CEI doivent faire face. La phase transitoire qui se trouve entre la désintégration de l'Union et la future intégration régionale, s'avère complexe. Au cours de cette courte période, qui constitue la totalité de l'histoire de la jeune CEI, nous pouvons distinguer trois périodes:

¹⁰ Les récentes tentatives de Moscou pour obtenir de ses partenaires une défense commune ont échoué; une des raisons évoquées fut la remarque du président kazakh, Nazarbaïev qui estimait que l'application d'une telle mesure signifierait « la participation des soldats kazakhs dans un conflit du type tchéchène à côté des russes et contre d'autres frères musulmans ».

¹¹ ALLISON. Roy. Le maintien de la paix dans les Etats successeurs de l'Union Soviétique Cahiers de Chaillot n° 18 novembre 1994.

¹² FOYE. S « *The Soviet Legacy* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 25 18 juin 1993.

1) De décembre 1991 à mai 1992. Cette étape se caractérise par la domination de développements centrifuges. Durant cette période, on assiste au retrait sous tous azimuts de la Russie de l'ensemble des domaines d'activité (politique, économique) des républiques en leur imposant son leadership *de facto* et pour montrer que l'indépendance ne peut pas signifier grand-chose tant que les républiques n'ont pas défini l'après-Union. Par ailleurs, la méfiance vis-à-vis de la Russie constitue la première caractéristique des États nouvellement indépendants ; l'intégration, sauf exception¹³.

C'est pendant cette période qu'éclatent la majorité des conflits armés dont les conflits Géorgie/Ossétie du Sud ou encore celui du Tadjikistan, sans parler des hostilités du Haut-Karabakh. Cela malgré la signature en février et mars 1992, dans le cadre de la CEI, d'une série d'accords militaires, établissant des mécanismes de prévention des crises. *Grosso modo*, les premiers rôles de la CEI consistaient à institutionnaliser la division des actifs de l'Union et à favoriser la désintégration.

2) De juin 1992 à novembre 1992. La dislocation des infrastructures économiques, sociales et militaires communes a porté les États de la CEI au seuil d'une profonde crise structurelle, '*menaçant leur existence même en tant qu'Etat*'¹⁴. Le constat était crucial. D'un côté la volonté de la séparation s'accroissait et de l'autre l'étendue de la dépendance mutuelle se montrait incontournable. Le début de rapprochement dans les domaines économique et politique se manifestait à la fin de cette période. Cette étape d'hésitation s'achève avec les débuts des processus de paix en Moldavie, un certain nombre d'accords et de traités viennent renforcer les premiers pas vers la coopération.

3) De décembre 1992 jusqu'à présent. Nous pouvons trouver des embryons de processus d'intégration. Sauf les États Baltes, les douze autres républiques s'engagent dans la formation d'un nouveau système des relations multilatérales.

Un espace stratégique unifié peut se dessiner mais il reste néanmoins éclaté; on peut distinguer quatre zones essentiellement différentes: la Russie qui demeure le centre du système, les républiques européennes (Ukraine, Biélorussie et Moldavie)¹⁵, le Caucase et l'Asie centrale. Dans ce cadre nous remarquons une imbrication de chacune de ces zones entre elles (le Caucase et la Transcaucasie, le nord du Kazakhstan et le sud de la Russie), ou avec les entités voisines (l'Asie centrale avec la Turquie et l'Afghanistan, les républiques européennes avec des structures de l'Europe occidentale. Ces imbrications ont ajouté à l'inquiétude de la Russie et l'ont entraînée vers la détermination de prendre en main le contrôle du processus de la solution des conflits à ses frontières.

¹³ Les chefs d'État d'Asie centrale, notamment le président kazakh, Nazarbaïev, constituaient une exception.

¹⁴ TOPOROVSKY, Igor « *La CEI et le maintien de la paix* » in : Collectif Vers un nouvel impérialisme Russe? Paris, acte de colloque CRESPI 2 décembre 1993.

¹⁵ Le cas moldave est effectivement particulier car cette république a connu un conflit bel et bien.

Dès la première intervention de l'armée russe, nous pouvons remarquer que les moyens employés ne sont pas les mêmes, mais que le but recherché, à savoir le rétablissement de la stabilité en vue de la construction d'un réseau frontalier, ne varie pas. Par ailleurs, ces interventions permettent à la Russie de pouvoir faire évoluer les capacités d'action dont elle dispose et leur mises-en oeuvre sur les différents terrains avec la participation éventuelle d'autres partenaires.

7-2 La nature des conflits.

Essayons de voir quelle est la nature des conflits en cours ; cela nous permettra de mesurer la cohérence de la CEI et de voir quelle place occupe la Russie.

Il existe deux attitudes dans la prise en compte des conflits: on peut les considérer comme un état pathologique, dont il importe de déterminer les causes et le traitement éventuel, ou deuxièmement les tenir pour de simples états de fait, ce qui nécessite une étude du comportement des protagonistes. A partir de cette dernière catégorie, il existe une nouvelle distinction entre les études qui prennent en compte ce comportement dans toute sa complexité et celles qui limitent délibérément leur investigation au seul comportement rationnel. Le comportement des adversaires est alors décrit à l'aide de termes tels que « *lucide* », « *judicieux* », « *raffiné* », C'est ce dernier domaine qui est qualifié de « *stratégie de conflit* ». Le conflit, selon Simmel, désigne le moment positif qui tisse avec son caractère de négation une unité¹⁶. Il crée entre les deux antagonistes un ensemble de codes dans lesquels ils se reconnaissent. Il rejoint Schelling qui considère que le conflit est une situation de parfaite communication.

Une classification des conflits permettrait de voir que la conception russe du 'maintien de la paix' varie considérablement de celle de l'ONU, ainsi que de celle des pays occidentaux. Cela laisse voir, par ailleurs, qu'une nouvelle forme d'opération de maintien de la paix propre à la CEI pourrait voir le jour.

On peut constater que la forme de présence adoptée par des forces de maintien de la paix de la Russie ou de la CEI dans différentes zones de conflits des Etats successeurs de l'ex-URSS, obéit davantage à des besoins militaires et diplomatiques sur le terrain qu'à des principes établis préalablement. Ce sont des différences pratiques et opérationnelles de ces forces qui inspirent la doctrine de la Russie ou de la CEI en matière de maintien de la paix pour autant qu'il en existe.

Nous pourrions distinguer trois types de conflits : 1) les conflits inter-ethniques, 2) les conflits inter-étatiques et, 3) les conflits politiques armés internes.

7-2-1 Les conflits inter-ethniques.

Dans cette catégorie, quatre zones de tensions se distinguent: la Moldavie, la Géorgie opposée à l'Ossétie du Sud, et la Géorgie à l'Abkhazie, et finalement on voit l'une des toutes premières tensions au sein de la Fédération de Russie, celle qui met face à face Ossétie du Nord et l'Ingouchie.

¹⁶ SIMMEL. Georges Le conflit Saulxures Ed : Circé 1992.

Moldavie. Les dirigeants politiques et militaires russes n'ont pas cessé de le présenter comme un exemple réussi d'opération de maintien de la paix, méritant d'être suivi dans d'autres régions agitées de la CEI. En juillet 1992, les présidents russe et moldave se sont mis d'accord sur un ensemble de mesures à prendre pour résoudre les conflits de la Transnistrie : négocier un cessez-le-feu, créer un corridor de démarcation entre les forces, introduire des forces neutres de maintien de la paix, octroyer un statut politique à la rive gauche du Dniestr, et entamer des négociations bilatérales sur le retrait de Moldavie de la 14^{ème} armée russe.

Bien que les chefs des Etats de la CEI aient convenu de déployer en Moldavie une force de maintien de la paix composée de soldats russes, ukrainiens, Biélorusses et moldaves, les responsables militaires russes ont avoué vouloir mettre en place un autre plan de déploiement de '*forces permettant le désengagement*' venant de Russie et du Turkménistan. Un total de cinq bataillons russes (2130 hommes), trois bataillons moldaves (1200 hommes) et trois bataillons de Transnistrie (appartenant à la garde nationale de la République autoproclamée de Dniestre) ont eu pour mission d'assurer un cessez-le-feu et d'empêcher sa violation par des formations armées incontrôlées.

Ces dispositions ont mis effectivement fin aux affrontements dans la région, mais l'aide militaire de la 14^{ème} armée russe aux nationalistes de la République séparatiste de Dniestr a bien montré que l'intervention de la Russie pourrait apporter une stabilité aux frontières de la République pourvu que les intérêts vitaux de la Russie soient garantis.

Le général Lebed, commandant de la 14^{ème} division, a continué de tenir quasiment un rôle de proconsul dans la région, préconisant ouvertement l'intégration de la Transnistrie à une grande Russie. Cette « *force d'interposition* » et la disposition des armées sur le terrain laissent ouvertes les possibilités d'abus de Moscou ; des abus éventuels qui pourraient être évités si le plan examiné en juillet 1992 avait été adopté. Ce plan prévoyait la mise en place de forces multilatérales composées de soldats de la Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, de Bulgarie et de Roumanie. Mais la Russie a montré clairement qu'elle ne veut pas créer un précédent en invitant des forces étrangères sur le territoire de l'ex-URSS.

Géorgie/Ossétie du Sud. L'Ossétie du Sud, région autonome de Géorgie a très vite manifesté sa volonté de s'unir à l'Ossétie du Nord au sein de la Fédération de Russie; cette volonté a débouché sur un interminable affrontement avec les forces géorgiennes. Moscou a pris l'initiative pour signer un accord entre les dirigeants de Russie, de Géorgie, d'Ossétie du Sud et d'Ossétie du Nord, en juin 1992. Cet accord prévoyait le déploiement d'une force de maintien de la paix pour séparer les belligérants. Les 4 parties se sont engagées à fournir chacune un bataillon afin de « *surveiller le cessez-le-feu, procéder au retrait des unités armées, dissoudre les forces d'autodéfense et assurer la sécurité dans la région* ».

Cette force conjointe se compose d'un régiment russe aéroporté de 950 hommes et de 3 bataillons géorgiens et ossète, totalisant 1100 hommes environ ; une autre force de 1000 soldats géorgiens et ossètes étant tenue en réserve. En dépit d'explosions sporadiques de violence, ce dispositif a permis de respecter le cessez-le-feu, réussite dont les forces russes sont la clé de voûte. Dans ce cas particulier, nous pouvons revoir les éléments du souci de la Russie en ce qui concerne sa volonté de maintenir les frontières stables : la fragilité du nord. Le Caucase ne laisse pas le loisir à la Russie de jouer la carte des *russes de l'extérieur*. Toutefois le conflit n'est pas gelé tant que le processus de négociation entre la Géorgie et l'Ossétie n'a pas été relancé.

Géorgie/Abkhazie. Le même scénario a marqué le début de l'éclatement du conflit en août 1992. Dès le départ, les intérêts spécifiques de la Russie, à savoir : la minorité russe en Abkhazie, la présence des unités de l'armée russe dans la zone du conflit et la stabilité des frontières du Nord-Caucase au sein de la Fédération de Russie, sont mises en cause. Autant d'enjeux, qui avec l'influence des russes sur l'Abkhazie, ont incité, en automne 1993, le président géorgien à accepter l'idée que l'armée russe soit le principal acteur d'un plan de maintien de la paix dans cette affaire. En juillet 1993, les autorités de la Géorgie et de l'Abkhazie avaient déjà signé un accord analogue, dont la Russie avait eu l'initiative et qui avait été élaboré avec les représentants de l'ONU et de la CSCE. Ce plan prévoyait une démilitarisation globale de la région et le contrôle du respect du cessez-le-feu par des groupes d'observateurs, composés de géorgiens, d'abkhazes et de russes. Il exigeait que les troupes russes, encore stationnées en Abkhazie, observent une stricte neutralité.

Dans ce conflit, les pourparlers ont été influencés par les soupçons géorgiens quant aux intentions des russes. En 1992-93, les géorgiens ont, à plusieurs reprises accusé les russes de fournir assistance militaire aux rebelles abkhazes. Toutefois en automne 1993, les forces militaires russes ont incontestablement aidé la Géorgie qui cherchait à reprendre le contrôle de la partie occidentale du territoire aux rebelles armés, menés par les partisans du président déchu: Zviad Gamsakhourdia (dont l'opposition au pouvoir géorgien posait un problème distinct de celui de la sécession abkhaze). La situation a été stabilisée par la conclusion d'un accord entre les dirigeants de la Russie et du Sud-Caucase avec le consentement de l'Ukraine qui plaçait les principaux axes routiers, voies ferrées et lignes maritimes de la Géorgie occidentale sous la protection des fusilliers marins de la flotte de la mer Noire et de l'unité russe¹⁷.

Il va de soi que l'aide russe a eu pour conséquence de faire entrer, en automne 1993, la Géorgie au rang des Etats membres de la CEI et cela malgré la

¹⁷ A propos de cet accord, voir : *Izvestia* du 5 novembre 1993. Potentiellement, il présentait une dimension plus large qui dépassait la Russie, puisque c'est en se référant aux termes de cet accord que l'Azerbaïdjan a envisagé la possibilité d'envoyer des contingents militaires en Géorgie.

volonté d'Edward Chevarnadze. A la suite de cette décision et conformément aux accords autorisant l'installation de l'armée russe en Géorgie, plusieurs bases militaires russes ont vu le jour à Tbilissi, à Akhalkalaki et à Batoumie. Il est étonnant de constater le silence des observateurs occidentaux face à ces installations; par ailleurs, qui aurait imaginé que la Russie puisse laisser vaquantes ses frontières directes avec un des membres de l'OTAN : la Turquie. La Russie, le pacificateur, a montré que ses fins géostratégiques peuvent l'amener à faire pression sur un Etat, mais il n'a pas été question de faire une alliance avec la Géorgie contre les abkhazes. Lors des négociations qui ont eu lieu au printemps 1994, la Russie a accepté de fournir un contingent militaire pour une force de maintien de la paix, stationnée le long de la rivière Ingouri, sous l'égide de l'ONU. Quatre bataillons de forces concernés venaient du Caucase et de la Russie et comptaient 3000 hommes. En août, l'ONU approuvait l'opération, dirigée par la Russie et décidait de créer une mission d'observation pour surveiller les troupes russes.

Une telle transparence s'avère importante car en l'absence d'un mandat clair pour cette force ou d'unité d'autres Etats de la région ou de la CEI, il serait difficile de distinguer son rôle de celui des forces russes basées en Géorgie en vertu des récents accords bilatéraux. En ce qui concerne l'intervention de l'armée russe dans le cadre des conflits opposant l'Ossétie du Nord à l'Ingouchie, il nous paraît préférable d'en faire abstraction car elle a eu lieu dans le cadre d'un Etat souverain et le jour où l'ONU ou la CSCE se donnent comme mission de s'interposer entre l'armée turque et les indépendantistes kurdes ou, en Irlande du Nord, entre l'armée britannique et les républicains d'Ulster, nous pourrions aborder cette question dans ce travail. Bien que cela ait constitué un précédent pour la guerre en Tchétchénie, il est impossible de distinguer véritablement cette mission intérieure des opérations de maintien de l'ordre et les autres mesures concernant la sécurité intérieure. Pour reprendre le terme employé par le chercheur russe Sergueï Solodovnic « nous sommes obligés de parler d'une relation de la Russie avec son étranger intérieur (inner abroad, en comparaison avec Near abroad) »¹⁸.

7-2-2 les conflits inter-étatiques.

Pour le moment, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet de l'enclave arménienne de Nagorno-Karabakh constitue le seul exemple de ce type. Il s'agit des conflits qui paraissent les plus inextricables et assez longs aux yeux des instances internationales de gestion de crise. « *Les conflits inter-étatiques sont les plus inextricables. Le seul conflit de cette nature éclata entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 1988, soit longtemps avant l'effondrement de l'Union*

¹⁸ SOLODOVNIC. Sergueï. V. Solodovnic est chercheur à MGIMO, l'Institut russe des Relations Internationales ; il est spécialiste des questions relatives aux rapports internes à la CEI.

soviétique. Deux éléments importants rendent de telles guerres interminables et peu réceptives aux influences internationales. Premièrement, l'importance stratégique de la région. Le Caucase se situe entre la Russie d'un côté, le Moyen-Orient et le Golfe Persique de l'autre, et constitue un lien fondamental pour la stabilité eurasiennne. Deuxièmement et en particulier, l'équilibre politique et économique parmi les puissances régionales est d'une grande importance »¹⁹.

Nagorno-Karabakh. Ce conflit éclate entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 1988, bien avant l'éclatement de l'URSS. Deux éléments rendent ces guerres interminables et peu réceptives aux influences internationales:

1) Premièrement l'importance stratégique de la région. Le Caucase se situe entre la Russie d'un côté et le Moyen-Orient et la golfe Persique de l'autre et constitue un lieu incontournable pour la stabilité eurasiennne ; en particulier l'équilibre politique et économique parmi les puissances régionales s'avère de plus en plus important.

2) Deuxièmement, en raison des réalités politiques établies, les principaux acteurs de la région ont approximativement les mêmes potentiels économique-militaires. Lorsque les mécanismes de prévention ne fonctionnent pas correctement, il s'ensuit des guerres longues et meurtrières ; en cela, ce conflit est comparable à celui opposant l'Iran à l'Irak de 1980 à 1988. Nous constatons que les voies de règlement sont étrangement ressemblantes. Tous les efforts bilatéraux et multilatéraux ont été jusqu'à présent d'une faible efficacité car aucune des forces qui s'est superposée, ne s'est montrée capable d'exercer une pression sur les belligérants, sans créer une situation dangereusement inégale.

Suite à l'arrivée au pouvoir de Gaidar Aliev et de l'entrée de l'Azerbaïdjan dans la CEI, les ministres des affaires étrangères de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Haut-Karabakh et de la Russie ont signé, en février 1994, un protocole sur le retrait des troupes et la création d'une zone de sécurité mutuelle, contrôlée par un état-major commun formé par leur représentant respectif. Désormais les responsables russes affirment ouvertement que seule la Russie fournirait des soldats aux forces permettant le désengagement. La Turquie s'y oppose farouchement.

Le 16 mai 1994 , les trois parties en présence ont convenu, dans le principe, de déployer des observateurs aux côtés de ceux de la Russie et peut-être de la CEI et de la CSCE. Sur 49 postes situés dans une zone où se produit le désengagement, ils seraient protégés par plus de 1800 soldats russes au commandement russe.

En 1993-94, l'Azerbaïdjan s'est opposé aux propositions russes de redéploiement des unités militaires régionales, ainsi qu'à tout arrangement sur la

¹⁹ TOPOROVSKY. Igor « *La communauté des Etats indépendants et le maintien de la paix* » *op.cit.*

présence des troupes garde-frontières russes pour surveiller les limites méridionales de l'Etat. Les autres Etats de la Transcaucasie et aussi le Turkménistan ont quant à eux, pris ce type de disposition avec la Russie pour la défense de leurs frontières outre celles de la CEI. Même si ces troupes de garde-frontières ne sont pas considérées par la Russie comme des unités de maintien de la paix, cette distinction est parfois moins nette; c'est le cas au Tadjikistan.

7-2-3 Les conflits politiques armés internes.

Outre le cas de Gamsakhourdia en Géorgie, le Tadjikistan est l'illustration parfaite de ce type de conflit dans l'espace post-soviétique. Nous avons exposé la situation au Tadjikistan, bien avant. En effet, c'est au Tadjikistan que les opérations russes de maintien de la paix ont joué, de loin, le rôle le plus important et le plus étendu, à la fois pour protéger le gouvernement et aussi la minorité russe, mais aussi pour défendre la frontière contre l'infiltration d'éléments armés en provenance d'Afghanistan. Ce rôle qui suscite encore de vives réactions à l'intérieur même de la Russie, alimente en grande partie le débat sur le mandat et les missions d'opération de maintien de la paix.

7-3 Les limites de la mise en place de la CEI.

Les limites de la prise de forme au niveau régional de la CEI sont varié. De l'OSCE, l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe, est née une idée de l'OSC Asiatique. La volonté de la récupération du statut de la CEI par la Russie constitue la deuxième entrave et finalement, une série de différents éléments nouveaux s'ajoutent à la complexité de la question de la gestion de crises au sein de cet espace post-soviétique.

7-3-1 L'ambiguïté de la place de la CSCE et les nouvelles formes d'Organisation.

Les réticences des organisations internationales ont contribué au jeu de la Russie qui a étendu son influence à nouveau dans une grande partie de cette zone ; toutefois, un sursaut de l'OSCE, d'abord en Géorgie puis au Tadjikistan, a réveillé l'espoir d'une prise en compte de cette zone au niveau international. Par ailleurs, une nouvelle idée d'une organisation asiatique de la sécurité a, à son tour remis à l'ordre du jour un vieux concept géostratégique : l'Eurasie.

7-3-1-1 Absence de l'OCSE.

« Une victoire diplomatique importante d'Ankara, de l'occident et peut-être de la Russie, est l'admission de tous les Etats asiatiques de l'Union soviétique éclatée à l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe, l'OSCE). Maintenant ces pays participent au processus européen et acceptent, bien qu'à un seul niveau formel, les responsabilités qui en découlent dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratisation, du contrôle de l'exportation des armements, etc. »²⁰.

Les russes reconnaissent bien que derrière la Turquie laïque, pro-occidentale et membre de l'OTAN, se profile la politique américaine, se dirigeant non pas contre la Russie, mais contre l'Iran. Par ailleurs, une des questions qui préoccupe la plupart des Etats de la région, c'est *l'absence quasi-totale des instances internationales pour une gestion des crises et des conflits potentiels dans la région*. L'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe, l'OSCE, semblait le seul instrument à cette tâche, mais le bilan de ce dernier n'est pas convaincant. Après l'effondrement du bloc communiste de l'Europe centrale et orientale, cette instance a de plus en plus de difficulté à trouver ses marques face aux réelles situations de crise et de conflit. Si pendant la période de la guerre froide, elle a servi d'intermédiaire, pour favoriser le dialogue entre l'Est et l'Ouest, elle se trouve aujourd'hui face à *« une autre Europe divisée »*, cette fois-ci avec

²⁰ TCHERNEGA. V « *La Russie et les anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale* » op.cit.

un clivage « Nord/sud ». Les conflits inter-ethniques qui sont en train de ravager les pays issus de la Yougoslavie et de l'URSS, ne trouvent aucune solution dans les actions entreprises par la CSCE. L'ONU, avec l'envoi des *casques bleus* en Bosnie, en Croatie et en Serbie n'a pas pu, elle non plus, trouver une sortie pacifique de cette situation.

Depuis la Conférence de Paris, en novembre 1990, pour une '*Nouvelle Europe*' et la fondation de « *l'architecture des nouvelles institutions pour l'OSCE* », cette instance a connu de nouvelles mutations pour aboutir finalement, en juillet 1992, avec la Conférence de Helsinki. Dans ce *meeting*, les 51 Etats participants (plus les Etats-Unis et le Canada), se sont mis d'accord pour la création d'une « *Commission sur les minorités nationales* » comme un instrument d'identification, la prévention, et l'éventuelle résolution des tensions déstabilisatrices, à caractère ethnique.

« *Toujours est-il que la CSCE n'a pas encore réussi son pari dans un grand nombre des cas* »²¹. En Asie centrale, la guerre du Tadjikistan a fait plus de 300.000 victimes, selon différentes sources; en Géorgie la guerre entre diverses factions de pouvoir, d'une part et diverses minorités d'autre part, a déstabilisé le nord du Caucase. Sans parler de la guerre de Tchétchénie qui est la première guerre qui embrase la Fédération de Russie et qui pourrait se propager à d'autres républiques au sein de la Fédération. A cela s'ajoute les risques de conflits, « *dix fois plus sanglants qu'au Tadjikistan* »²², comme dans la vallée de Ferghana. Maintenant la question est de savoir « *s'il existe une doctrine de l'OSCE* ».

Les observateurs prênaient une intervention dans le cadre de l'ONU, mais depuis fin septembre 1993, Yeltsine a fait une déclaration qui a ouvert de nouveaux débats sur la question. En effet, le président russe a demandé à l'ONU « *le droit d'intervention de la Russie dans ces zones, pour maintenir la stabilité régionale et la paix à ses frontières* ». Cette demande n'a pas effrayé paradoxalement les pays occidentaux qui s'inquiétaient pour *la suite des relations de la Russie avec ses anciennes colonies*. Il est clair qu'aussi bien l'ONU que les pays de l'Europe occidentale et les Etats-Unis, préfèrent une intervention des forces russes à des fins pacifiques que la montée de l'islamisme, du nationalisme et des conflits inter-ethniques dans cette région.

²¹ HUBER. K.J « *The CSCE and Ethnic Conflict in the East* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 31 30 juin 1993.

²² Entretien de Islam Karimov, le président ouzbek avec Libération 8 septembre 1992.

7-3-1-2 Vers une OSCA ?

Nazarbaïev a très bien compris qu'il ne peut rien sans la satisfaction des russes mais de son côté il constate que le développement d'une structure eurasienne n'est pas chose facile; « *la CEI, comme étant la forme la plus élaborée de ce regroupement, n'est qu'un instrument privilégié dans les mains des russes* »²³. Pour cette raison et en vue de trouver une alternative au poids écrasant de la Russie, mais aussi pour mieux gérer ses relations avec les autres voisins, Nazarbaïev a proposé à plusieurs reprises un nouveau regroupement des Etats asiatiques au sein d'une organisation nouvelle. Ce point mérite une réflexion approfondie dans l'avenir mais quelques remarques nous semblent indispensables quant à un éventuel développement des nouvelles structures de gestion de crise au niveau régional.

Avant même l'indépendance du Kazakhstan, Nazarbaïev laissait planer l'ombre d'un schéma de l'équivalent asiatique de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE)²⁴. Au début de 1992, le Kazakhstan a rejoint la CSCE, comme les autres Etats issus de l'URSS mais Nazarbaïev a continué à rechercher des voix pour soutenir l'idée d'une organisation de sécurité en Asie. Deux réunions préparatoires avec les pays potentiellement intéressants ont eu lieu en 1993, mais ils n'ont rien apporté de concret. Les 7 et 8 février à Almaty et avec l'initiative du Kazakhstan, 16 pays de ces régions vont se rencontrer. Le but de cette rencontre, la création d'une « *Organisation de Sécurité et de Coopération* » en Asie, est la première tentative de rassemblement d'un groupe avec une telle diversité. En dehors des cinq pays d'Asie centrale : le Kazakhstan, la Kirghizie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, onze autres Etats de l'extrême orient jusqu'à la Méditerranée assisteront à l'ouverture d'un tel rassemblement. Il s'agit des pays suivants : l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, Israël, le Pakistan, la Mongolie et la Turquie. En outre les 4 pays suivants ont envoyé des observateurs afin d'assister à ces travaux; il s'agit du Japon, de la Corée du sud, de la Syrie et des autorités des territoires autonomes de Palestine.

Un tel événement n'est qu'un projet pour le moment mais hormis l'importance de l'initiative prise par le président kazakh, un grand nombre de facteurs symboliques y trouvent une place particulière. Quelques remarques s'imposent. Avant tout il faut rappeler que cette initiative regroupe pour la première fois de l'histoire le Moyen-Orient arabe et sa périphérie (Israël, Iran, Turquie), le Caucase, l'Asie centrale et l'Asie du Sud ensemble. A ce groupe s'ajoutent la Chine et les pays de l'Asie de l'Est et du sud-est. Avec la création éventuelle d'une telle organisation, plus de la moitié de la population mondiale

²³ BROWN. Bess « *National Security and Military Issues in Central Asia* » in: PARROTT. Bruce *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : MS Sharpe 1995.

²⁴ *Ibid.*

sera concernée; ce qui fera d'elle la plus grande organisation de sécurité collective au niveau mondial. Ce rassemblement se fera sans la Russie; les kazakhs, ces partisans acharnés de la cohésion de la CEI ont pris l'initiative de sortir du cadre habituel de la CEI. Cela peut s'expliquer par deux facteurs : 1) la crainte Kazakh de la Russie et la quête d'alternative en Chine pour établir un équilibre de puissance, 2) avec le rapprochement de la Russie et de l'Occident, les kazakhs ont senti un vide stratégique, quand à une éventuelle protection. Toujours est-il qu'une telle organisation s'éloignerait de l'esprit de l'Eurasie, prôné par Nazarbaïev à maintes reprises.

La deuxième remarque concerne la présence de pays antagonistes au sein de la même organisation. L'Inde et le Pakistan s'affrontaient à l'arme légère au Cachemire une semaine avant la tenue de cette conférence à Almaty²⁵, pendant qu'officiellement Israël et la République islamique d'Iran ne se reconnaissent pas; ce serait la première rencontre entre ces deux Etats à la périphérie du Moyen-Orient. On peut allonger la liste avec des pays antagoniste comme l'Afghanistan et le Tadjikistan ou encore la Mongolie et la Chine.

Cette tentative réunirait pour la première fois autant de puissances nucléaires non-Occidentales à savoir : la Chine, l'Inde; Israël et le Pakistan; cela sans parler du Kazakhstan qui n'a pas encore procédé à la destruction de son arsenal nucléaire et de l'Iran qui est susceptible de fabriquer sa première bombe. Ceci permettrait un nouvel équilibre de puissance nucléaire pour tenter de régler une éventuelle prolifération par une « approche régionale » comme cela a été le cas entre l'Argentine et le Brésil.

Cet ensemble impliquerait un très grand nombre de zones géopolitiques ; à part le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale, nous constatons l'engagement de l'Asie de l'Est, du Sud-est, du Sud, de l'Océan indien, de la mer Noire et de la Méditerranée. Dans ce contexte, chaque partie entraînera inévitablement une ou plusieurs questions régionales dans cette organisation.

Mais le trait le plus important sera, sans doute, l'absence des pays arabes du Moyen-Orient et du Golfe dans cette Organisation, alors que les trois puissances régionales qui jouxtent la région : l'Iran, Israël et la Turquie, y seront présentes. Le statut d'observateur de la Syrie et des palestiniens ne paraît pas convainquant à un grand nombre de pays musulmans quant à un réel engagement des pays arabes dans cette organisation. On notera au passage l'absence d'un Etat chrétien au sein de cet ensemble réuni à Almaty. Même si cet ensemble ne voit pas le jour dans l'immédiat, les clivages classiques de la fin de la guerre froide ne sont plus les seuls scénarios imaginables; on peut se permettre de déplacer les pions là où on veut, quand on veut. Il est désormais possible d'imaginer l'impossible.

²⁵ Le Monde 28 janvier 1996.

7-3-1-3 De la CEI à l'Eurasie.

Il est clair que la Russie, 'nouvelle puissance continentale, ne regarde plus qu'à travers l'Eurasie ; sa perte de position en Europe se traduit de plus en plus par une recomposition de sa stratégie en Asie.

Le courant eurasien, en Russie, naît en 1921, porté par un recueil, « *Exode vers l'est* » publié par quatre auteurs, le linguiste Troubetskoi, l'économiste-géographe Savitski, le critique musical Souvtchinski et enfin le théologien Florovski. Cette 'doctrine' considère les Russes comme un peuple distinct des européens et des Asiatiques, qui résulte d'un mélange de peuples sédentaires des forêts et de peuples nomades des steppes. « *L'Eurasie, écrit Savitski en 1925, est un monde à part, la Russie occupe la plus grande partie de l'espace eurasien qui n'est pas divisé entre deux continents, mais en forme un troisième, un continent indépendant qui n'a pas seulement un sens géographique. La conception eurasienne signifie un refus absolu de l'eurocentrisme, le refus de l'approche universaliste de la culture* »²⁶. Selon les eurasiens, la décadence de l'occident contraste avec l'émergence de l'Orient. La Russie asservie elle-même à l'Europe depuis Pierre le Grand, doit prendre la tête des pays soumis contre les colonisateurs « romano-germaniques ». L'Asie est perçue comme une alliée dans la conquête d'une Europe rejetée sous toutes ses formes, politique et culturelle. La révolution bolchevique qui débarrasse la Russie de l'influence européenne est soutenue dans l'espoir à terme de son remplacement par l'eurasisme.

Elisée Reclus distinguait, vers 1884, quatre sous-ensembles : l'Asie russe (Caucase, Turkestan, Sibérie) ; l'Asie orientale (Empire chinois, Corée et Japon) ; l'Inde et l'Indochine ; enfin une Asie antérieure (Afghanistan, Baloutchistan, Perse, Turquie d'Asie, Arabie).

L'Asie contemporaine est une composition de sept ensembles : outre l'archipel japonais - frontalier de l'U.R.S.S. par Hokkaido et les Kourilles revendiquées -, trois entités mono-étatiques voisinent avec quatre groupes multi-Etats et plus hétérogènes : Proche - et Moyen-Orient, Asie du nord-est, Asie du sud-est et Asie sub-indienne, de l'Afghanistan au Bangladesh.

« *Il me semble que l'unicité de l'Asie survit sous la forme ô combien classique de 'l'Eurasie', notion créée, rappelons-le, par Mackinder* »²⁷, dit Michel Foucher. Sa vision du monde, construite précisément en fonction de la sauvegarde de l'Empire britannique, opposait par une généralisation extrême des puissances dites terrestres, placées dans un 'heartland' mythique, et des puissances maritimes, situées sur ce que Spykman appela ensuite un 'rimland'. Qui ne voit que ce 'rimland', cette 'périphérie', correspondait aux rivages de la fameuse route des Indes ?

²⁶ In : KARAM. Patrick « *La Russie et l'Islam : entre alliance et rejet* » in : COLLECTIF ASIE CENTRALE L'apprentissage de la démocratie in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

²⁷ FOUCHER. Michel Fronts et frontières Paris Ed : Fayard 1991.

Mackinder²⁸ voyait dans l'Eurasie, notion qu'il inventa, l'enjeu majeur de la rivalité entre puissances « *continentales* » - Russie, puis Allemagne - et puissances « *maritimes* » - Royaume-Uni d'abord, puis États-Unis - dont aurait dépendu, selon lui, le sort du monde²⁹. Dans cette « *île mondiale* », Mackinder distingue un '*heartland*', une terre centrale, dont il a fait varier les limites et qui s'étendrait en Eurasie depuis l'isthme Baltique-Adriatique jusqu'à l'Asie centrale. La domination de la « *terre centrale* », largement hors d'atteinte des forces navales mais qui peut être contrôlée par les voies ferrées, ouvrirait la voie à celle du monde. C'est dans ce cadre que nous sommes du même avis que John Levis Gaddis, quand il déclare que les théories des relations internationales de l'époque de la fin de la guerre froide ne sont plus à l'ordre du jour et qu'il faut repenser les nouveaux paradigmes qui s'articulent autour de nouvelles prises en compte des données géopolitiques mais aussi que tout un ensemble de systèmes de la construction théorique est à refaire.

Le dernier ouvrage de Zbigniew Brzezinski, qui fut pour le président Carter ce que Henry Kissinger fut aux côtés de Richard Nixon, est construit entièrement sur ce schéma³⁰. Loin d'être un essai philosophique, l'ouvrage est présenté comme un guide pour l'action. L'un des thèmes exposés est celui de la centralité de l'Eurasie, '*centre géostratégique*', dont il est important de contenir l'utilisation par l'adversaire soviétique en établissant trois '*fronts stratégiques centraux*' (en Europe médiane, nommée péninsule eurasiennne extrême-occidentale, en Eurasie du Sud - du Kurdistan au Pamir -, enfin, à l'extrémité orientale - de Singapour à Hokkaido).

7-3-2 Remplacement des intérêts dans le sens inverse ?

Il s'est vite avéré que derrière la volonté russe de mettre en place la CEI, il existe un autre but, non pas occulte, mais élégamment mis au second plan : le rétablissement d'un contrôle militaire de la Russie sur l'ex-espace soviétique. Une telle entreprise est ô combien prévisible, voire naturelle pour une ancienne superpuissance qui se veut une nouvelle puissance régionale/continentale. Nous pensons que des déclarations telles que « *la sécurité de chaque Etat s'arrête à ses frontières* »³¹ ne sont que des énoncés dignes de colloques et des cérémonies solennelles et ne font qu'augmenter le degré de la complexité d'un sujet scientifique. Pour cette opération de remplacement, la Russie dispose d'un certain nombre de moyens et, par ailleurs, elle est soumise à des limites.

²⁸ PARKER. W.H. Mackinder, Geography as an Aid to Statecraft 1982.

²⁹ Voir : « *Mackinder* » in : The Geographical Journal vol XXIII, 1904, in : FOUCHER. Michel Fronts et frontières op.cit.

³⁰ BRZEINSKY. Zbigniew Game Plan 1986.

³¹ Hélène Carrère D'Encausse lors du colloque organisé à Paris, par l'IFRI et la Fondation de Japon, les 17 et 18 mars 1994.

7-3-2-1 Les moyens d'appropriation du maintien de la paix.

Pour les nouveaux Etats les plus déterminés à protéger leur souveraineté, l'une des évolutions les plus préoccupantes a été l'évolution de l'attitude russe dans la gestion des conflits militaires dans des régions proches de ses frontières. Depuis 1993, la Russie est devenue de plus en plus réticente vis-à-vis des propositions d'action multilatérale de maintien de la paix dans des régions de son étranger-proche qui donneraient un rôle important à des participants extérieurs à la CEI. A la place, elle a mis en avant des propositions d'opérations de maintien de la paix effectuées en majorité ou en totalité par des troupes russes, avec ou sans *l'imprimatur* de la communauté internationale. La doctrine militaire russe pour la résolution de tels conflits est pour le moins ambiguë sur la question de savoir s'il faut écraser les parties en conflit ou établir une médiation entre elles. Dans un certain nombre de cas, particulièrement dans la Transcaucasie, l'intervention militaire de Moscou dans des conflits tripartites, a prouvé que la Russie est au moins autant concernée par le rétablissement de son influence dans les Etats en question, que par l'apaisement de conflits régionaux que l'on considérait très complexes.

Dans plusieurs nouveaux Etats non-russes, les inquiétudes concernant le comportement militaire de la Russie ont été renforcées par certaines tendances de la politique Russe vis-à-vis d'autres membres de la CEI. Pendant 1994, le gouvernement de Yeltsine commença à faire pression sur les autres anciennes républiques pour qu'elles accordent une double citoyenneté aux citoyens d'origine ethnique Russe. Bien que le Turkménistan ait accordé cette double citoyenneté et que la Kirghizie l'ait considérée comme une façon de freiner l'émigration de spécialistes Russes essentiels à son économie, les autres nouveaux Etats ont rejeté cette proposition, considérée comme une menace envers leur souveraineté. Cependant, à l'automne 1994 le gouvernement de Yeltsine déclara son intention d'attribuer unilatéralement la citoyenneté Russe aux citoyens d'ethnie Russe des Etats qui avaient refusé de conclure un traité allant en ce sens. Bien que cette question non résolue n'ait pas empêché la Russie de conclure un nouveau traité d'amitié avec l'Ukraine, cette dispute sur la question de la citoyenneté est clairement susceptible de provoquer une déstabilisation explosive des relations de la Russie avec les autres Etats de l'ex-URSS.

« Dans la mesure où personne, Etats ou organisations internationales, ne se bouscule au portillon pour assurer la sécurité en ex-URSS, il est automatique que la Russie remplira le vide ainsi créé. Mais comme le souligne Neil Mac Farlane, 'le vrai problème n'est donc pas de savoir si la Russie va jouer un rôle majeur dans les affaires des anciennes Républiques soviétiques, mais quelle sorte de Russie cela sera, et de quelle manière elle exercera sa domination' »³².

³² BONIFACE. Pascal « Une doctrine Monroe pour la Russie » in : Collectif Vers un nouvel impérialisme Russe ? Paris, acte de colloque CRESPI 2 décembre 1993.

En Mars 1993, Boris Yeltsine demande aux occidentaux de donner à la Russie un rôle de « *garant de la paix et de la stabilité dans les régions de l'ancienne URSS* ». Mettre un terme à tous les conflits armés qui se déroulent sur le territoire de l'ex-Union soviétique est d'un intérêt vital pour la Russie.

Les carences qui viennent d'être évoquées doivent être mises en regard avec les besoins croissants, voire sans limites connus, en matière de maintien ou d'imposition de la paix au sein du CEI. Le principal défi auquel la Russie est confrontée dans l'immédiat concerne le conflit au Tadjikistan. En automne 1993, quelque 25 000 hommes ont été plus ou moins affectés aux opérations de maintien de la paix dans cette République, alors que seule une fraction d'entre eux avait reçu une formation spéciale. C'est ainsi que le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, a admis en février 1994 que la Russie ne disposait au total que de 16 000 hommes capables de mener des opérations de maintien de la paix (quel que soit leur niveau de formation) sur tout le territoire de l'ex-Union soviétique. Les réserves russes en forces mobiles restent très limitées en nombre. En automne 1993, une analyse bien informée a estimé que la Russie ne serait en mesure de placer entre 15 et 20 000 hommes sur la frontière avec le Tadjikistan que si elle mobilisait les réservistes ou si elle incorporait des étudiants dans l'armée (cette dernière solution a d'ailleurs été appliquée peu après). L'opposition militaire potentielle en Afghanistan continuerait néanmoins à disposer d'effectifs supérieurs. Le fait de bloquer des forces bien entraînées au Tadjikistan comporte évidemment un danger à une époque où la stabilité de la fédération de Russie est elle-même menacée, en particulier au Nord-Caucase, et où les besoins locaux risquent fort de ressembler aux besoins du maintien de la paix en dehors des frontières de la Russie. On ne peut pas compter sur les troupes de garde-frontières russes (100 000 hommes environ) pour protéger efficacement celles de la Fédération de Russie là où c'est nécessaire, car la plupart des limites méridionales de la Russie manquent d'installations appropriées, et l'on ne peut plus se fier ni aux forces de la MVD ni à celles de l'ancien KGB pour mener à bien les missions de maintien de l'ordre au sein de la Fédération de Russie.

Essayons de voir quelles sont les motivations des Russes, définies par eux-mêmes. Ces objectifs correspondent à la pratique actuelle du maintien de la paix au Nord-Caucase. Le lieutenant-colonel Viktor Chirinsky, Commandant en second du contingent de maintien de la paix dans cette région, définit sa mission comme suit : « *confisquer les armes illégales, repérer et anéantir les 'bandes de hors-la-loi', mettre en place une 'zone de sécurité' où les forces de maintien de la paix sont directement responsables de la sécurité de la population locale, escorter les convois de produits alimentaires et autres, et instaurer le couvre-feu en ville* »³³. Simultanément, les nationalistes et les militaires du pays tentent d'inciter même les politiciens russes les plus pro-occidentaux à stabiliser les

³³ *Syn Rodiny*, 40, 1993, cité in : Former Soviet Union Fifteen Nations : Policy and Security février 1994.

frontières de la CEI de peur que celles de la Russie ne soient davantage menacées, à identifier les intérêts stratégiques russes dans le CEI et à protéger les communautés russophones de la guerre civile³⁴. Ces velléités antagonistes se reflètent dans l'attitude de Moscou à l'égard du rôle que les Etats extérieurs et les organisations internationales sont susceptibles de jouer vis-à-vis des conflits survenant dans les états successeurs de l'Union soviétique.

Une telle méfiance vis-à-vis des intentions russes risque d'empêcher l'Ukraine, mandatée par la CEI, de contribuer aux efforts de maintien de la paix, même si Kiev s'engage dans la structure militaire de la CEI (éventuellement en participant au Conseil des ministres de la défense de la CEI) sous le présidence de Koutchma.

7-3-2-2 Les limites d'une prépondérance de la Russie.

Mais la Russie et son armée ne sont pas unanimes en ce qui concerne la volonté d'engagement des forces de la fédération dans des opérations de maintien de la paix ou encore moins dans celles d'une prise de contrôle par Russie de ses anciennes colonies.

Un grand nombre de militaires russes sont, par ailleurs, hostiles à de tels engagements ; de multiples déclarations, depuis 1992, vont dans ce sens. Toutefois, ces déclarations traduisent peut-être aussi de réelles inquiétudes chez les militaires. Le traumatisme de la défaite soviétique en Afghanistan dans les années 80 incite à la prudence en matière d'envoi de troupes à l'étranger en l'absence d'un solide consensus politique sur la politique à suivre dans un conflit donné - ce qui est notamment le cas pour le Tadjikistan. Les commandants russes ne sont peut-être pas totalement convaincus que le domino ouzbek suivra, et ainsi de suite. De surcroît, certains officiers du haut commandement craignent que la participation de l'armée à des opérations de maintien de la paix ne provoque une politisation inutile et regrettable de l'armée. Se fondant sur leur intuition de spécialistes, ils préféreraient éviter que l'armée ne soit davantage impliquée dans de tels affrontements politiques intérieurs.

Les commandants militaires russes ne sont donc probablement pas unanimes pour mener une campagne militaro-diplomatique sous la bannière du maintien de la paix. Il faut également savoir qu'un débat de taille et évoluant rapidement s'est instauré entre les commandants militaires russes à propos de la formation, de la structure et du rôle qu'il convient de donner aux '*forces de maintien de la paix*' actuellement mises en place dans la CEI. Ce débat pourrait

³⁴ Voir l'entretien avec le premier commandant adjoint de la région de la Volga, le lieutenant-général A. Chapovalov, dans *Voyenny Vestnik*, 22 mars 1993. Pour une analyse de cette question, voir aussi le major M. Davis « *Russian peacemaking operations : an issue of national security ?* » in : *Pink Paper*, 20 septembre 1993, diffusée par le conseiller spécial aux affaires d'Europe centrale et orientale, Bureau du secrétaire général de l'OTAN.

se propager au plus haut niveau et introduire une division entre, d'un côté, P. Gratchev et le vice-ministre Georgi Kondratiev, qui défendent une certaine vision de l'imposition de la paix, et de l'autre, le chef d'état-major Mikhaïl Kolechnikov et le vice-ministre de la Défense Boris Gromov, qui représentent une conception beaucoup plus interventionniste. La polémique russe reflète donc différents principes directeurs et hypothèses d'école ; son issue décidera de la nature des opérations de maintien ou d'imposition de la paix entreprises en ex-URSS.

Par ailleurs, il faut noter qu'il serait trop facile de tomber dans *son propre piège* : pour empêcher la stabilité, on sème l'instabilité. Un des catalyseurs possibles d'instabilité est la présence par trop visible des forces russes dans les différentes républiques en fonction d'accords passés avec les gouvernements. Ces troupes sont devenues l'objet des attaques et du ressentiment des populations locales, en particulier lorsque leurs chefs leur donnent l'ordre d'entreprendre des actions qui n'ont pas été autorisées par les autorités locales (telles : la protection des civils russes, l'armement d'insurgés pro-russes, le transfert d'équipements militaires réclamés par les armées nationales ou le ralentissement du retrait des troupes pour faire pression afin d'obtenir de meilleures conditions pour les résidents Russes). « *La vitesse avec laquelle les troupes Russes et les civils Russes devinrent des cibles au Tadjikistan démontra l'incapacité russe à agir de manière neutre lorsqu'ils prétendaient agir pour garantir la sécurité dans la région. De plus en plus, Moscou a cherché à garder des troupes dans ces régions pour promouvoir ses propres intérêts ou pour protéger d'importantes minorités Russes* »³⁵.

De ce fait, la présence Russe, plutôt que d'avoir un effet stabilisateur, est aussi devenue une source potentielle d'instabilité et de conflit. De même, ceci souligne l'enjeu fondamental que nous avons posé dès le début de ce chapitre : *tant que la Russie n'aura pas résolu ses débats internes sur son identité nationale, ses frontières, ses droits et ses responsabilités vis-à-vis de ses voisins, les autres Etats seront forcés de conduire leur propre politique étrangère en sachant qu'une nouvelle époque de conflits ethniques et de comportement impérial russe pourrait rapidement mettre à bas leur statut indépendant.*

Afin de réfuter les critiques sur l'unilatéralisme de la Russie et sur l'affirmation de ses intérêts en ex-URSS, Kozyrev insiste, depuis l'automne 1993, sur la nécessité de mobiliser la coopération bilatérale et multilatérale au sein de la CEI pour les opérations de maintien de la paix. Le modèle du Tadjikistan, a-t-il suggéré, pourrait être étendu à la Transcaucasie. Le fait que cela irait de pair avec l'intensification par la Russie de ses efforts en vue de créer des Forces armées conjointes de la CEI placées sous son contrôle a été occulté. Les dirigeants russes ont, au contraire, mis l'accent sur l'amélioration de l'image internationale de la CEI. En mars 1993 déjà, dans un projet de déclaration à la

³⁵ DAWISHA, Karen & PARROT, Bruce. *The Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : Cambridge University Press 1994.

commission chargée de réexaminer la charte des Nations Unies, la Russie soulignait que les organisations régionales, telles que la CEI, pourraient traiter les conflits de la nouvelle génération grâce à des opérations de maintien de la paix entreprises sous les auspices des Nations unies. Les dirigeants de la CEI ont été invités à créer un système de sécurité efficace au sein même de la CEI pour garantir la paix dans toute la région de l'Eurasie. La Russie a ensuite mobilisé le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan pour lancer un appel commun au conseil de sécurité des Nations unies pour qu'il donne un appui politique aux forces communes de maintien de la paix de la CEI. En février 1994, en sa qualité de président du conseil des ministres des Affaires étrangères de la CEI, M. Kozyrev a officiellement exprimé le souhait que la CEI dispose d'un statut d'observateur aux Nations unies. Le mois suivant, il a demandé que la CEI soit reconnue en tant que « *structure régionale* » par des organisations européennes telles que l'union européenne et la CSCE. Cette dernière requête est très importante puisque l'objectif russe est de promouvoir la CEI en tant qu'organisation régionale sérieuse en matière de maintien de la paix aux termes du chapitre VIII de la Charte des Nations unies. Si un tel statut devait être octroyé à la CEI, la Russie aurait ainsi un moyen d'obtenir que les opérations de maintien de la paix entreprises par la CEI soient légitimées et appuyées par la sphère internationale. En août 1994, un représentant de la CEI a été invité aux Nations unies, avec les représentants d'autres organisations régionales. Bien que la CEI soit encore loin d'avoir un statut de « *structure régionale de gestion de conflit* », la Russie se comporte de plus en plus comme si c'était le cas et tend à la comparer à l'OTAN, au COCONA, à l'UEO, etc. Cette analogie lui sert en retour à priver les organisations occidentales de tout rôle en ex-URSS et à imposer des limites au déploiement de forces internationales de maintien de la paix dans cette région, même sous les auspices des Nations unies ou de la CSCE.

7-3-3 Les limites d'ordre pratique.

La troisième catégorie de ces limites est hétéroclite : la divergence des intérêts des Etats membres de la CEI, l'ambiguïté du statut des garde-frontières, et le retour en force des seigneurs de guerre du siècle passé.

7-3-3-1 Des objectifs divergents.

Mais la CEI est dans une étape où la prise de décision s'avère de plus en plus difficile. Cela s'explique par l'attitude des différents membres. Alors que la Biélorussie a le plus grand mal à se dissocier de la Russie, l'Ukraine et le Turkménistan considèrent la CEI comme un moyen transitoire de gérer la séparation et d'évoluer vers un divorce à l'amiable ; d'autres Républiques, comme le Kazakhstan, y voient une institution propice à de nouvelles formes

d'intégration volontaire. Et surtout, la Russie n'a pas d'idée précise sur l'avenir de la CEI. Néanmoins, celle-ci se structure. Le groupe de travail formé en 1991 se transforme en secrétariat exécutif en 1992. Le sommet de Tachkent, en mai 1992, débouche sur la signature d'un traité de sécurité collective. Le comité de coopération économique créé en janvier 1993 devient un véritable organe politique, un intermédiaire entre les Etats membres qui y disposent chacun d'un ambassadeur. Au départ deux volets dominant les débats : les relations économiques et les problèmes de sécurité collective. Il faut tenir compte de l'existence de soixante millions de personnes en dehors de leurs frontières ethniques, dont vingt-cinq millions de Russes. La plupart sont russophones, car il était plus simple pour un Ouzbek habitant la Moldavie ou un Arménien vivant en Géorgie de parler russe - la *lingua franca* de l'empire - que la langue locale. Ils sont souvent les victimes des campagnes d'indigénisation qui affectent toutes les Républiques (priorité aux autochtones pour les emplois, et instauration de la langue titulaire comme seule langue nationale).

L'union militaire est d'autant moins évidente qu'il n'existe pas de défi commun : les menaces sur la Transcaucasie sont différentes de celles que ressentent l'Asie centrale ou les marches occidentales de l'ancienne URSS. La nouvelle doctrine militaire russe adoptée en novembre 1993 considère les conflits locaux en ex-URSS comme le risque majeur pour la sécurité de l'ensemble de la CEI. Le Kremlin en tire argument pour justifier la présence de troupes russes de '*maintien de la paix*' dans sa périphérie. L'Ukraine, l'Azerbaïdjan, L'Ouzbékistan et le Turkménistan sont les plus hostiles à ce projet.

7-3-3-2 Le statut des garde-frontières.

L'intérêt principal de la Russie dans le cadre des traités bilatéraux avec les Etats d'Asie centrale et l'Arménie a été d'assurer la défense de ses frontières du sud. En échange, elle se porte garant de la stabilité et de la sécurité de ses plus petits partenaires dans une vaste région dont les frontières sud sont marquées par une multitude de zones de conflits. Ceci impose des exigences particulières sur les garde-frontières. Les garde-frontières sont de plus en plus impliqués dans des conflits ethniques et territoriaux, mais traditionnellement ils constituent également la première ligne de défense contre toute attaque extérieure. Les garde-frontières de l'URSS étaient contrôlés par Moscou. En mars 1992, la CEI a accepté de les diviser en deux parties ; les garde-frontières de la CEI et ceux de chacun des Etat. Les forces communes de la CEI seraient constituées par la Russie, l'Arménie, le Kazakhstan, Le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Alors que, la Biélorussie, l'Ouzbékistan et l'Ukraine possédaient déjà leurs propres garde-frontières, les Etats Baltes étaient en train de créer les leurs et l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Moldavie avaient opté pour la même solution. Les autorités de la CEI espéraient que ces forces indépendantes continueraient à remplir des

« *missions communes* » de protection des frontières par le biais d'accords bilatéraux et multilatéraux.

7-3-3-3 Le général mis en danger par le particulier, les Warlords contre la CEI.

La question est de savoir *si le gouvernement civil, faible et fragmenté qu'il est, peut effectuer un contrôle sur le pouvoir militaire*. Les deux crises d'août 1991 et d'octobre 1993 ont montré, d'une manière schématique, la cruciale importance de l'appareil militaire dans la politique russe ; une perception fortement confirmée par les comptes-rendus personnels du président Yeltsine³⁶. En août 1991, des dignitaires du putsch, notamment le ministre de la défense, le Maréchal Dimitry Yazov et le commandant des forces terrestres, le Général Valentine Varennikov, ont échoué après le refus des militaires de servir d'instrument politique de répression. Une fois les troupes relâchées dans les rues de Moscou, il est devenu clair pour l'ensemble des décideurs du putsch qu'elles n'étaient pas préparées à servir comme un instrument de police ; à tel point que le coup d'Etat a échoué. En octobre 1993, Yeltsine a fait appel aux forces militaires pour qu'elles exercent une répression armée contre les sympathisants du soviét suprême (dissous par le président russe en septembre 1993), les forces de MVD n'ayant pas été préparées à la tâche lorsque cela a éclaté. Les militaires, réticents au départ, ont suivi l'ordre entièrement, une fois que les combats ont éclaté; le bâtiment du Soviet suprême, qui servait de quartier général des rebelles, a été encerclé par des chars et les forces anti-Yeltsine ont été mises hors d'action, quelques heures après que la première balle ait été tirée.

Leur juste poids étant accordé aux militaires dans ces événements importants, de combien et de quels types de pouvoirs dispose l'appareil militaire russe? Timothy Colton distingue trois types de pouvoirs pour l'appareil militaire : premièrement, un pouvoir sur la politique de défense, deuxièmement, un éventuel pouvoir au cas par cas sur diverses questions économiques, technologiques, socioculturelles, en rapport avec la sécurité militaire en tant que telle, et, troisièmement, un pouvoir de souveraineté qui décide si c'est le soldat ou l'homme politique qui doit être à la direction de l'Etat³⁷. Le pouvoir militaire russe a été officiellement établi en mai 1992; il montre constamment qu'à chaque occasion il essaye d'augmenter son champ d'action sur la politique de défense.

Il est intéressant d'étudier les caractères des militaires sur le champ d'opération ; le cas de Lebed est assez significatif. La question est de savoir *si le pouvoir militaire conduit sa propre politique sur le champ opérationnel* ? Durant l'année 1994, le lieutenant-général Alexander Lebed un commandant de troupes

³⁶ YELTSINE Boris. N The Struggle for Russia New York Ed: New York Times Books 1994.

³⁷ COLTON J Timothy « *Perspectives on civil-military relations in the Soviet Union* » in: COLTON J Timothy & GUSTAFSON. Thane Soldiers and the Soviet Status Princeton Ed : Princeton University Press 1990.

aéroportés de la 14^{ème} armée, basée en Trans-Dinièstrie en Moldavie, a ouvertement critiqué le ministre de la défense et le président Yeltsine; il a revendiqué « *ses droits de s'impliquer dans la politique à cause de l'incompétence des politiciens civils* »³⁸. Par ailleurs, à l'occasion de la crise de Moldavie, il a explicitement défié la politique officielle de la Fédération Russe dans le conflit, affirmant que « *la république du Dniestre est une petite partie de la Russie* ». Suite à ces déclaration, il a fait l'objet d'un complot, apparemment organisé par le général Gratchev, en vue de lui faire abandonner ses fonctions mais il a reçu le soutien du président Yeltsine lui-même³⁹. Il était clair qu'une fois déchu de ses fonctions militaires, Lebed n'aurait pas organisé une rébellion militaire mais une entrée dans le monde politique et une tentative de course à la présidence. Cela a constitué une des raisons - sinon la seule et unique raison - de la décision de Yeltsine pour son maintien à son poste. Il est aujourd'hui évident que Yeltsine et ses conseillers sentaient une autre personne qu'un simple militaire en Lebed.

En effet, les dernières élections du mois de juin 1996 et les 14% de votes pour le candidat Lebed leur ont donné raison. Reste à savoir si la nomination de Lebed comme conseiller de Yeltsine aurait constitué une manoeuvre politique de celui-ci ou s'il s'agit d'une vraie volonté de compromis? Par ailleurs, la signature du cessez-le-feu, sous les auspices de Lebed en Tchétchénie constitue une vraie réussite pour celui qui sait employer à la fois la force (comme en Moldavie) et les négociations. Quels seraient les retombées de cette acte sur les relations entre un Yeltsine de plus en plus éloigné du pouvoir à cause de la maladie et un Lebed de plus en plus en ascension?

Avec Lebed, nous sommes amenés à poser une autre question, en rapport plus direct avec l'Asie centrale. *Est-ce que l'appareil militaire a pu développer sa propre politique de sécurité nationale?* Il existe précisément un précédent dans l'histoire au moment de la conquête de l'Asie centrale dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Cette conquête est en partie due à l'ambition excessive des commandants locaux qui ne connaissaient aucune limite et qui voulaient, entre autres, explorer les frontières de cette insoumission aux civils; une ambition qui ignorait les avertissements du ministère des affaires étrangères concernant les conséquences négatives de telles conquêtes pour la sécurité nationale russe⁴⁰. Il n'existe aucun support documentaire concernant la prise de décision dans le cadre des récentes opérations de maintien de la paix de la Russie au Tadjikistan, en Moldavie, en Géorgie et au Nagorno-Karabakh; une réponse à la question: « *si les forces russes en présence dans ces zones ont opéré en accord ou en désaccord avec des ordres des autorités civiles (et en dernier ressort, celle du commandant-en-chef, le président Boris Yeltsine)* », nécessite

³⁸ *Izvestia* 20 juillet 1994.

³⁹ *Izvestia* 16 août 1994.

⁴⁰ FULLER Jr William C *Strategy and Power in Russia 1600-1914* New York Ed : Free Press, 1992.

plus de temps. Toutefois, il est évident que le contrôle des autorités civiles sur ces opérations a été, pour le moins, très faible. Selon Emil Pain, le directeur de l'Institut des Relations Inter-ethniques et des Etudes Prévisionnelles, au sein du Centre d'Analyse de la Présidence de la Fédération de Russie : « *il n'existe aucun système clarifié civil de contrôle sur les forces russes de maintien de la paix. Il n'existe, par ailleurs, aucune base légale pour ces opérations de maintien de la paix dans l'étranger proche. Dans ces conditions, des décisions politiques et même celles entraînant une implication internationale, sont souvent prises par des commandements militaires dans des zones d'hostilité. Le commandant militaire ne fait, en aucun cas, un rapport au corps représentatif* »⁴¹. Mais ce caractère est étrangement partagé par l'ensemble des protagonistes dans une zone allant du Moyen-Orient au Tadjikistan. Comme le fait remarquer Aves, en Géorgie et en Azerbaïdjan les « *seigneurs de guerre* » sont devenus l'une des caractéristiques majeures de la vie politique. Appuyés par des forces paramilitaires et des milices que ne retiennent aucun scrupule professionnel vis-à-vis des interventions politiques, les seigneurs de guerre sont devenus des acteurs politiques de premier ordre dans ces deux pays⁴². De Jokar Doudaïev et Aslan Masquadov, les deux présidents tchétchènes abattus par les Russes, à Sangak Safarov qui a eu le même sort au Tadjikistan, de Massoud Barzani, le chef tribal des Kurdes irakiens à Ahmad-Chah Massoud, le leader des Tadjiks d'Afghanistan, nous assistons à la renaissance d'un concept digne de l'époque de Clémenceau et d'Anwar Pacha, les 'Warlords'. Traduit en 'seigneurs de guerre', ces 'héros du temps' centre-asiatique et moyen-oriental risquent d'apporter de nouveaux éléments d'incertitude aux moyens de gestion de crise mis en place par la CEI.

Conclusion du chapitre.

Les perspectives de création d'un ordre pacifique post-soviétique en Eurasie dépendent d'une quantité de facteurs objectifs, et en partie de l'habileté à dépasser des opinions historiques qui conduisent toutes au conflit politique.

En théorie, les Etats successeurs de l'URSS ont eu trois options de base pour préserver leur sécurité : des arrangements de sécurité collective avec d'autres nouveaux Etats, des alliances avec certains de ces Etats contre d'autres, ou des alliances avec des puissances majeures extérieures. La Russie et certains gouvernements du même genre ont mis en valeur l'idée de sécurité collective au sein de la CEI. Le Traité de Sécurité Collective conclu en mai 1992 entre la Russie et plusieurs autres membres de la CEI fut une tentative pour s'engager dans cette direction, même si l'échec des efforts de l'Arménie pour faire appel au

⁴¹ PAIN. Emil *Rossiikie Vesti* 20 septembre 1994.

⁴² PARROTT. Bruce « State-Building and Post-Soviet Military Affairs » in : PARROTT Bruce *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : MS Sharpe 1995.

Traité face à l'Azerbaïdjan - qui n'en faisait pas encore partie - démontra que la Russie avait l'intention d'interpréter les clauses de l'accord selon ses propres grilles de lecture. Au Tadjikistan, le seul cas où la Russie a cherché à mettre en place une véritable action multilatérale par les membres de la CEI contre ce qui était perçu comme une menace à la sécurité, a connu quand même des difficultés pour obtenir un soutien militaire concret des Etats d'Asie centrale qui souhaitent éviter la diffusion d'une instabilité politique. Les efforts russes visant à établir des accords de sécurité communs à la CEI a conduit à la multiplication d'activités militaires et de patrouilles de contrôle des frontières conjointes avec tous les autres nouveaux Etats, exception faite de la Moldavie. En outre, depuis 1994 Moscou a poussé plusieurs autres Etats post-soviétiques à accepter de nouvelles bases militaires russes ; mais les bases établies jusqu'à présent ont été dotées de garnisons plutôt modestes, la plupart étant déjà en place, et leur dimension et leur nombre sera probablement limité par le coût élevé de leur construction et de leur maintien.

De ces développements nous déduisons les conclusions suivantes.

1) Une des caractéristiques principale de la période de transition est l'instabilité politique. Il en résulte des perspectives de conflits locaux périphériques à court terme.

2) Dans tous les cas envisagés d'intervention russe, nous assistons à un changement du gouvernement au niveau interne; cela se confirme même dans le cas tchétchène.

3) La Russie va demeurer l'acteur principal du système de sécurité dans l'espace post-soviétique. Dans le cadre des missions d'établissement de la paix, les autres pays de la CEI ne participent aux opérations que lorsque leurs intérêts nationaux sont en jeu, c'est-à-dire dans un environnement géographique très limité. C'est pourquoi le conflit tadjik est le seul et demeurera l'objet d'une attention commune de la part de la Russie et des Républiques d'Asie centrale.

4) L'attitude de la Russie face aux éventuelles participations des diverses instances de gestion de crises (ONU, CSCE, OTAN,...) dans le domaine du maintien de la paix sur le territoire de l'ex-URSS, est généralement négative. La Russie considère cette zone comme une sphère d'application de ses propres intérêts et de ses propres garanties, excluant par là même, pratiquement toute interférence extérieure.

« Pour les occidentalistes, l'intégration de la CEI est bénéfique car elle ne peut se faire qu'autour d'une Russie démocratique. Selon eux, il suffira de convaincre les membres des avantages de cette structure, y compris dans le domaine économique, puisque la Russie réformée va devenir un partenaire de choix »⁴³.

⁴³ CHETERIAN. Nina « *La CEI entre mythes et réalités* » *Le Monde Diplomatique* déc. 1996

Malgré tous les inconvénients de cette vision, l'indifférence quasi-totale des occidentaux (qui tant que la Russie s'arrête aux frontières de l'ancienne Union en Europe, se contentent de quelques protestations verbales) à l'égard des conflits du 'Sud' de la CEI, ainsi que l'impossibilité des opérations des organes de gestion de crise, tels l'OSCE ou l'UEO, laissent penser que dans le court et le moyen-terme, la possibilité de créer un 'modèle CEP', avec la prédominance russe, peut être le garant d'une stabilité, mais peut également établir une jurisprudence anarchique en matière de gestion régionale des conflits.

La revendication de Yeltsine pour que la communauté internationale reconnaisse une sorte de *Doctrine Monroe* pour l'étranger-proche et même subventionne ses forces de réaction rapide pour le maintien de la paix au sein de la CEI, a perturbé les responsables politiques d'Ukraine et des Etats Baltes. Le pire scénario envisageable pour Kiev serait un effort russe pour déployer ses nouvelles forces mobiles en Crimée afin de soutenir l'auto-détermination de la région.

Les événements du Tadjikistan et les réponses russes qui s'en sont suivies ont prouvé aux dirigeants d'Asie centrale la nécessité de chercher à coordonner leurs propres politiques de sécurité régionale. Sous la direction de N. Nazarbaïev, les Etats d'Asie centrale, souvent avec la participation de la Russie, se sont rencontrés pour discuter de l'envoi de forces de maintien de la paix au Tadjikistan, ainsi que de la création d'un système de sécurité régionale basé en Asie, sur le modèle de la CSCE. Dans l'esprit de Nazarbaïev, un tel système 'comprendrait tout d'abord le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Kirghizie, le Turkménistan, la Turquie, l'Iran, le Pakistan et ensuite, plus tard, probablement la Russie, la Chine, l'Inde et la Mongolie'⁴⁴.

⁴⁴ *Nezavisimaya gazeta* 3 septembre 1992. La plus grande partie de l'initiative sur le Tadjikistan fut portée par le vice-président Kirghize Feliks Kulov qui, au cours de cinq voyages au Tadjikistan, arriva à négocier un accord permettant d'introduire d'abord des forces kirghizes et ensuite des forces kazakhs. Cependant, cet accord fut rejeté par le parlement de la Kirghizie avant que les Kazakhs (dont l'approbation était attendue) puissent le voter.

The chapter is opened, the page is turned.
 The writings said many things but who was concerned
 (Black Sabbath)¹

Le désengagement russe du Caucase et de l'Asie centrale entraîne un bouleversement géopolitique dont les effets dépassent très largement le contexte régional. Pourquoi l'accession à la souveraineté internationale de cinq Etats, aux dimensions variées et dont deux seulement ont une population dépassant les dix millions d'habitants, conduit à une transformation géopolitique qu'on peut, sans exagérer, qualifier de majeure ? En fait, s'il y a une certaine disproportion entre l'événement lui-même et les conséquences qui en découlent cela tient à la conjonction assez exceptionnelle d'une série d'éléments et de facteurs de natures diverses. Parmi ceux-ci retiendra surtout : 1) la position géographique des nouvelles entités étatiques de l'Asie centrale, 2) l'enclavement des Etats et les conséquences qui en découlent, 3) les bouleversements des rapports de force entre les Etats limitrophes que provoque l'arrivée de l'Asie centrale sur la scène internationale, 4) les nouveaux problèmes relatifs à la tracée des frontières que ces accessions à l'indépendance suscitent, 5) la résurgence d'un passé historique qui concerne à la fois les nouveaux Etats et un certain nombre d'autres pays. Tous ceux-ci nous amène à une recomposition de l'espace centre-asiatique.

Cette recomposition a lieu dans le cadre d'un '*sous-système régional*'. Il s'avère incontournable d'apprécier des définitions des systémiques pour constater que le plan du travail a suivi les trois composants essentiels de cet outil théorique :

- la fragmentation nous met en présence de la construction de ce sous-système régionale,
- l'interdépendance, nous introduit au sein de cette *boîte noire* pour mieux étudier les interactions des divers composants de ce système et finalement,
- la recomposition prend en compte l'environnement de ce sous-ensemble.

¹ « Le chapitre est ouvert, le page semble tourné, 'l'écriture' a dit beaucoup de choses mais qui s'est senti concerné ? »

Le premier élément qui attire notre attention est la question des frontières en Asie centrale; elle constitue une source de contentieux qui peuvent se transformer en conflits armés. Les interactions avec l'environnement constituent le deuxième chapitre de cette partie; on verra que la Chine, l'Iran, la Turquie et le Pakistan sont directement concernés, et finalement le Caucase et le Moyen-Orient ne sont pas à l'écart des événements qui peuvent avoir lieu en Asie centrale. Le dernier chapitre de cette partie correspond à une réflexion sur l'Occident ; mais plus exactement les contradictions existantes entre les Etats-Unis et l'Europe et en dernier lieu, les modalités d'action de la France dans cette zone.

Huitième chapitre : Des frontières inexistantes aux 'limes' incertaines.

Introduction

« *Les frontières sud de la CEI constituent une menace sérieuse pour la sécurité de la Fédération* »¹. Il ne s'agit pas seulement des menaces en provenance des zones troublées du sud de la Fédération mais, d'une manière plus générale, d'une incertitude quant à la nature et à l'éventuelle modification des frontières.

Anticipant la disparition de l'empire soviétique, Michel Foucher se posait la question de savoir si l'Union allait survivre à d'éventuelles modifications frontalières. La périphérie de la Russie constituant alors une limite tampon entre le centre et le monde incertain qui l'entourait. « *C'est donc dans cette véritable zone frontière située entre la Russie et la limite externe de l'Etat soviétique que se joue l'avenir des nations de l'U.R.S.S.. Les limites 'républicaines' sont-elles les lignes de fracture de l'Etat soviétique et de confrontation entre des nations aspirant à la souveraineté ? Vont-elles devenir de réelles frontières d'Etat ? Seront-elles modifiées ou au contraire renégociées entre des entités politiques nouvelles ? Comment gérer la non-coïncidence généralisée entre les limites ethno-linguistiques et les limites politico-administratives ?* »².

Avant même l'indépendance existaient des querelles frontalières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais aussi des différends entre les Kazakhs vis-à-vis de deux de ses voisins (la Chine et de la Russie), des Kirghizes et des Tadjiks face à la Chine et à l'Ouzbékistan, lequel revendiquait comme siennes des parties du Turkménistan, voisin également. « *Il ne faudrait pas oublier les accords d'Helsinki et notamment le principe de l'inviolabilité des frontières. La modification de ces dernières ne peut qu'être le fruit de choix souverains, et le séparatisme ethnique ne peut être encouragé quel que soit le caractère artificiel de certains découpages frontaliers. On a vu à chaque fois qu'il y a eu des tentatives de remise en cause, les tragédies qui ont suivi* »³. Comme conseil de sage aux nations, ces propos sont les bienvenus, mais encore faut-il les traduire en faits.

Le général Patrikeïev, chef du contingent de la CEI au Tadjikistan, s'interroge « *Si nous décidions de nous retirer, où irions-nous ? Il nous faudrait équiper la frontière de la Russie avec le Kazakhstan, qui fait elle plusieurs milliers de kilomètres de long. Ce serait difficilement acceptable par*

¹ SOLODOVNIK. Sergeï. V « *Central Asia : A New Geopolitical Profile* » Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.

² FOUCHER. Michel *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique* Paris Ed : Fayard 1991 .

³ BONIFACE. Pascal « *Une doctrine Monroe pour la Russie* » in : Collectif *Vers un nouvel impérialisme Russe?* Paris, acte de colloque CRESPI 2 décembre 1993.

*l'importante minorité russe au Kazakhstan. Et puis ce serait très coûteux : l'équipement d'un kilomètre de frontière coûte un milliard de roubles (200.000 USD) »*⁴. Cette remarque résume le dilemme russe: le coût de la création de nouvelles frontières, en milliards de dollars, induit un sacrifice économique qui paraît actuellement impossible à une Russie exsangue. En outre, plusieurs années sont nécessaires à une éventuelle mise en place de frontières dont le tracé n'est par ailleurs pas établi. En cas de repli des gardes-frontière russes, où doit se situer la frontière défendue par la Russie : sur les frontières actuelles du pays, sur la frontière sud du Kazakhstan ou à la hauteur de la partie nord peuplée majoritairement de Slaves? Comme l'importante communauté russe du Kazakhstan ne peut accepter une frontière qui la sépare de la mère patrie, pas plus d'ailleurs que les milieux politiques moscovites, la question pourrait se régler au détriment de l'intégrité territoriale du Kazakhstan, avec l'éventualité d'une guerre civile entre Kazakhs et Russes. La dernière difficulté tient, d'une part, à la configuration géographique des zones frontalières entre la Russie et les nouvelles républiques qui ne s'appuient sur aucune frontière naturelle, montagnes ou fleuves, pouvant faciliter la surveillance et, d'autre part, à l'accroissement du triple des éventuelles nouvelles frontières qui nécessitent plus de moyens militaires.

Mais la nouvelle question à laquelle aucune réponse n'est encore apportée tient à une autre réalité. Dans un ouvrage remarquable, Jean-Christophe Rufin propose une nouvelle vision du monde après celle de la guerre-froide. Selon lui, après la chute du mur de Berlin, le monde connaît une nouvelle division entre un 'Nord', industriel, stable, technologiquement avancé et prospère et un 'Sud', instable, aux prises avec des conflits et mal développé; une division entre ce qu'il appelle 'l'Empire' et les 'barbares'. Suivant une ligne de séparation, souvent naturelle, il se manifeste des 'limes' entre ces deux entités : le Rio Grande et, depuis la création de l'ALENA, la frontière sud de Mexique ; la Méditerranée ; et l'Asie de Sud-est par rapport à l'Asie du Sud. Dans sa cartographie, une grande zone - allant du sud de la Turquie et du nord de l'Irak à l'ouest de la Chine, en passant par le Caucase - demeure confuse. Par où passerait la limite entre le monde industriel et stable dont désormais la Turquie et la Russie font partie et le sud fournisseur en matières premières, essentiellement en l'hydrocarbure ? Du Kurdistan irakien à la vallée de Ferghana, une nouvelle recomposition est en cours ; la zone de sécurité créée au nord de l'Irak, les entités politiques comme le Nagorno-Karabakh et la Tchétchénie, avec un statut mal défini, et finalement l'Afghanistan et le Tadjikistan font désormais partie d'une même réalité qui a comme dénominateur commun l'existence de gisements de pétrole et de gaz dans les sous-sols de ces zones (ainsi que la nécessaire organisation du transport de

⁴ Figaro 18 mai 1995.

ces matières énergétiques vers le monde industriel) d'une part, et la délimitation d'une 'zone tampon', d'autre part.

Nous pensons qu'une nouvelle recomposition géostratégique des frontières du XXI^e siècle dans ces régions est en cours d'une manière inéluctable. Nous verrons dans le dixième chapitre que si les Etats-Unis, la Chine, les pays de l'Asie de l'est et, dans une moindre mesure, la Russie, ont une politique étrangère et énergétique plus au moins élaborée, c'est loin d'être le cas de l'Europe occidentale dans son ensemble et encore moins des grands pays qui la composent.

Cette recomposition se fait en fonction de la définition de ces limes entre le Nord et le Sud et le sort de la situation au Tadjikistan est de plus en plus lié à celui des événements dans le Caucase et au nord du Moyen-Orient.

On se propose de voir dans un premier temps, l'état des frontières en Asie centrale ; une étude approfondie du passage des 'limes' nous permet de mieux comprendre la réalité de cette recomposition. Le Caucase et, plus loin, la zone Kurde entre le Caucase et le Moyen-Orient nous permettront d'aborder l'environnement du système centre-asiatique.

8-1 Des frontières de la Russie à celles de la CEI.

Une étude théorique de la notion de 'frontière' nous permet de comprendre l'œuvre du 'Père du peuple' dans les années 20-30 et les conséquences de son travail aujourd'hui.

8-1-1 La naissance et la mise en place des frontières.

A partir d'un ensemble de définitions et de classifications, un certain nombre d'interactions sont dégagées.

8-1-1-1 Qu'est ce qu'une frontière?

La frontière est l'objet géopolitique par excellence car c'est le lieu privilégié d'articulation entre le politique et le spatial : tracer et gérer une frontière sont des actes essentiels de géopolitique appliquée.

La frontière est une discontinuité géopolitique, à fonction de marquage réel, symbolique et imaginaire. A quoi sert une frontière ? *Les frontières sont des structures spatiales élémentaires, de forme linéaire, à fonction de discontinuité géopolitique et de marquage, de repère, sur les trois registres du réel, du symbolique et de l'imaginaire.* La discontinuité joue entre des souverainetés, des histoires, des sociétés, des économies, des Etats, souvent aussi - mais pas toujours - des langues et des nations. La fonction de réalité, c'est la limite spatiale de l'exercice d'une souveraineté dans ses modalités propres : ligne ouverte, entrouverte ou fermée. Le symbolique renvoie à l'appartenance à une communauté politique inscrite dans un territoire qui est le sien ; il a trait à l'identité. L'imaginaire connote le rapport à 'l'Autre', voisin, ami ou ennemi, donc la relation à soi-même, à sa propre histoire et à ses mythes fondateurs, ou destructeurs. L'émigré ou le réfugié sait bien '*imaginer*' ce qu'il attend de la traversée de la '*ligne*'. La frontière n'est donc pas une banale limite fonctionnelle, à rôle juridique ou fiscal. Ainsi les barrières fiscales, autrefois intérieures et entraves à l'organisation d'un marché plus unifié, ont-elles été déplacées sur l'enveloppe frontalière, qui en a du reste acquis une armature plus continue. L'aire d'extension de l'autorité de l'appareil d'Etat comme celle du sentiment d'appartenance à une collectivité fondée sur des intérêts communs coïncident avec un territoire singulier, qui se trouve ainsi doté d'une valeur d'*homogénéité symbolique, la patrie*, et d'uniformité politico-administrative.

Les frontières sont dans le même temps un plan de séparation-contact ou, mieux, de différenciation des rapports de contiguïté avec d'autres systèmes politiques, qui ne sont pas forcément de même nature ni du même degré d'élaboration.

Cette enveloppe terrestre se compose de '*dyades*' - une frontière commune à deux Etats -, et chaque dyade est faite de '*segments*'.

8-1-1-1 Diverses classifications.

Il existe différents types de frontières. Voyons tout d'abord les frontières '*arbitraires*' et '*conventionnelles*'. On consulte rarement les peuples des frontières : moins de 2 % de la longueur des frontières tracées en Europe au XX^e siècle sont le fruit d'un plébiscite. On ne consulte pas toujours les Etats concernés, non plus. Mais une méthode arbitraire de délimitation (conférence internationale sans participation des Etats concernés ; décision imposée) ne conduit pas nécessairement à des tracés arbitraires, c'est à dire dénués de signification. La question demeure d'élucider les raisons des tracés retenus, qui auraient pu, dans les mêmes circonstances, être différents et qui ont d'ailleurs varié (voir la Lorraine, la Pologne, l'Autriche) : c'est l'arbitrage entre des options, des variantes, qui doit être exhumé, cas par cas. En réalité toutes les frontières comptent une part d'arbitraire ou d'artificialité ; elles n'ont pas à être comparées à un tracé idéal - pour qui ? - mais à être considérées pour ce qu'elles sont : *des constructions géopolitiques datées*. « *Les frontières sont 'du temps inscrit dans l'espace' ou, mieux, 'des temps inscrits dans des espaces'* »⁵. Par ailleurs, il existe une autre distinction à faire entre les frontières '*coloniales*' et '*nationales*'. Les frontières dites coloniales ne le sont plus, sans être pour autant devenues des frontières nationales, sauf en Amérique du Sud et au Mexique, dans le Maghreb et dans l'Asie de l'Est.

Il existe ensuite une distinction anglo-américaine, qui présente l'inconvénient de considérer les frontières comme des objets en soi. Or, elles ne sont, dans leur genèse, que les enveloppes linéaires d'ensembles spatiaux de nature politique, dans le cadre desquels on décidera que, selon les circonstances, la frontière sera fermée ou ouverte, la ligne perméable ou étanche. Ligne et zone correspondent en fait à deux ordres de grandeur différents. On trouve chez Moodie (1947) la clef de ce débat : selon lui, la ligne est un concept politique et juridique, alors que seule la zone est le concept géographique.

⁵ FOUCHER. Michel Fronts et frontières op.cit.

8-1-1-2 Typologie des frontières.

De quoi sont-elles l'héritage et le symptôme ? Pour répartir les données chiffrées selon une gradation *de l'exogène à l'endogène*, nous avons distingué les catégories suivantes :

- les frontières d'origine inter-impériale (exemple : en Afghanistan entre la Grande-Bretagne ou le Turkestan entre la Chine et la Russie.
- les frontières d'origine intra-impériale (exemple : L'Irak et le Koweït.
- les frontières euro-péo-asiatiques ou euro-péo-africaines : Afghanistan/Pakistan ou Ethiopie/Soudan), auxquelles on ajoutera la variante turco-africaine ;
- les frontières internes aux ensembles : intra-asiatiques (exemples : Chine/Pakistan, Turquie/Iran) ; intra-africaines (Rwanda/Burundi) ; intra-latino-américaines (Mexique/Guatemala ; Chili/Bolivie/Pérou).

Les frontières d'origine inter-impériale, le plus souvent fixées avec précision, sont un peu plus fréquentes : entre 9 et 10 % du total. Ce chiffre inclut : certaines limites entre puissances mandataires en Asie occidentale tracées sans l'avis des pouvoirs locaux (Syrie/Irak, Syrie/Jordanie et limite sud du Liban), la frontière franco-anglaise entre le Laos et la Birmanie et enfin les frontières anglo-hollandaises (Malaisie/Indonésie, à Bornéo ; Indonésie/Nouvelle-Guinée, fixée en 1895, et complétée en 1899 d'un accord avec l'Allemagne, présente au nord sur les rives de la mer de Bismarck). La plus longue est la frontière russo-afghane, fixée sur l'Amou-Daria par l'accord anglo-russe de 1873 et le protocole de Londres de 1885 ; quant à la limite Afghanistan/Chine, elle fut le produit des accords précédents.

Le mémorandum du prince Gorchakov, 21-11-1864, très explicite sur la mission civilisatrice de la colonisation russe, comparée à celle de l'Angleterre aux Indes.

En ce qui concerne la modalité de tracés, on a distingué quatre catégories de tracés en fonction de la nature des supports choisis par les traceurs :

- 1) ceux coïncidant avec des supports hydrographiques : les fleuves et les lacs (le Rio Grande, le Chat el-Arabe) ;
- 2) ceux appuyés sur des éléments orographiques : les lignes de partage des eaux et les lignes de crête, de première et de seconde grandeur (les Andes méridionales, le Transhimalaya) ;
- 3) ceux suivant des lignes géométriques : astronomiques (parallèles ou méridiens), mathématiques (lignes droites, lignes d'équidistance, arcs de cercle) (Sahara, segment occidental de la dyade U.S.A./Mexique, Finlande/URSS) ;
- 4 - enfin, les tracés '*autres*', qui suivent ou ne suivent pas des discontinuités de la géographie humaine (limites ethniques, '*traces*' antérieures aux tracés...).

8-1-1-2 Le jeu des interactions.

Les Etats ne sont pas des entités mythiques constituées selon un modèle unique, il est utile d'esquisser la constitution d'une sorte de grille simple des différents systèmes d'Etat. Minh⁶ en distingue trois, selon le degré de risque de tension internationale : défensif, irrédentiste et expansionniste.

1) Soit le pouvoir en place (et le groupe social, ethnique, religieux qui l'appuie) ne s'étend durablement et dans les faits que sur une partie seulement du territoire théorique ; on a alors une *structure inachevée*, marquée par l'opposition entre un noyau dominant et les populations des confins, des périphéries, des marges, faisant office de pôles d'opposition avec ou sans menace de sécession territoriale (par exemple, l'Ethiopie, la Turquie, le Zimbabwe, la Yougoslavie). Ce cas de figure est illustré par l'Afghanistan, gouverné par les Pachtounes ou le Tadjiks au détriment des autres minorités.

2) Soit, au contraire, il y a coïncidence entre le territoire théorique et l'influence réelle du système politique ; c'est le cas des *Etats-nations* (Algérie, Maroc, Egypte et Europe occidentale). Il est difficile de trouver un cas qui puisse illustrer cette catégorie en Asie centrale mais dans le Caucase, l'Arménie correspond approximativement à ce schéma.

3) Soit, enfin, un système politique déborde, par des moyens idéologiques et surtout militaires, l'aire de son territoire théorique ; on se trouve alors en présence de *systèmes impériaux* (URSS, Etats-Unis) et *sous-impériaux* (Inde, Chine) dont l'influence s'étend au-delà des frontières de l'Etat. L'Ouzbékistan peut être considéré comme un exemple de ce modèle dans la zone centre-asiatique.

Ces cas de figure, volontairement simplifiés, permettent d'esquisser une typologie non pas des frontières, mais des processus frontaliers, c'est à dire des rapports entre les appareils d'Etat et les populations et territoires des régions proches de l'enveloppe, selon les types de situations internes et celles des Etats contigus.

Théoriquement, les dyades que l'on peut former relèvent d'au moins six combinaisons différentes, selon que les deux Etats sont ou non de même nature : frontières entre deux Etats-nations (Iran/Turquie, Brésil/Argentine), entre deux Empires (Etats-Unis/URSS, en Europe) ou entre deux '*puissances régionales*' (Chine/Inde, Ouzbékistan/Kazakhstan), entre deux Etats en cours de construction (Ethiopie/Soudan, Afghanistan/Pakistan), mais aussi frontières entre nation et Empire (Mexique/Etats-Unis ; URSS/Iran), entre nation et Etat inachevé (URSS/Afghanistan).

⁶ MINH. T. V. « *Le nationalisme territorial* » in : Actualité de la question nationale 1980.

8-1-1-2-1 La géopolitique des frontières et leur tracé.

Les Etats ne sont pas des entités mythiques constituées selon un modèle unique, il est utile d'esquisser la constitution d'une sorte de grille simple des différents systèmes d'Etat. Minh⁷ en distingue trois, selon le degré de risque de tension internationale : défensif, irrédentiste et expansionniste.

1) Soit le pouvoir en place (et le groupe social, ethnique, religieux qui l'appuie) ne s'étend durablement et dans les faits que sur une partie seulement du territoire théorique ; on a alors une *structure inachevée*, marquée par l'opposition entre un noyau dominant et les populations des confins, des périphéries, des marges, faisant office de pôles d'opposition avec ou sans menace de sécession territoriale (par exemple, l'Ethiopie, la Turquie, le Zimbabwe, la Yougoslavie). Ce cas de figure est illustré par l'Afghanistan, qui est gouverné soit par les Pachtounes soit par les Tadjiks au détriment des autres minorités.

2) Soit, au contraire, il y a coïncidence entre le territoire théorique et l'influence réelle du système politique ; c'est le cas des *Etats-nations* (Algérie, Maroc, Egypte et Europe occidentale). L'Ouzbékistan peut éventuellement être considéré comme un exemple centre-asiatique de cette catégorie.

3) Soit, enfin, un système politique déborde, par des moyens idéologiques et surtout militaires, l'aire de son territoire théorique ; on se trouve en présence de *systèmes impériaux* (URSS, Etats-Unis) et *sous-impériaux* (Inde, Chine) à influence projetée au-delà des frontières de l'Etat.

Ces cas de figure, volontairement simplifiés, permettent d'esquisser une typologie non pas des frontières, mais des processus frontaliers, c'est à dire des rapports entre les appareils d'Etat et les populations et territoires des régions proches de l'enveloppe, selon les types de situations internes et celles des Etats contigus.

Théoriquement, les dyades que l'on peut former relèvent d'au moins six combinaisons différentes, selon la nature des Etats qu'elles séparent : frontières entre deux Etats-nations (Algérie/Maroc, Brésil/Argentine), entre deux Empires (Etats-Unis/URSS, en Europe) ou entre deux puissances "régionales" (Chine/Inde), entre deux Etats en cours de construction (Ethiopie/Soudan, Afghanistan/Pakistan), mais aussi frontières entre nation et Empire (Mexique/Etats-Unis ; URSS/Iran), entre nation et Etat inachevé (URSS/Afghanistan).

⁷ MINH. T. V. « *Le nationalisme territorial* » in : Actualité de la question nationale 1980.

Les grands Etats traceurs ...

Plus de 70 % de la longueur des frontières actuelles du tiers Monde ont été fixés unilatéralement par :

Pays	%	Pays	%
Royaume-Uni	21,5 %	Portugal	4,5 %
France	17,2 %	Espagne	3,8 %
soit	38,7 %	Allemagne	3,7 %
		Hollande	1,7 %
		soit	52,4 %

... et ceux qui ont agi et agissent sur leurs enveloppes :

Chine	4,6 %
URSS	4,6 %
Brésil	3,1 %
Inde	3,3 %
Pakistan	3,3 %
soit	18,9 %

8-1-2 Les frontières en Asie centrale.

« Les frontières sont d'abord l'enveloppe continue d'un ensemble spatial, d'un Etat, qui a atteint suffisamment de cohésion politique interne et d'homogénéité économique pour que les clivages principaux ne traversent plus l'intérieur du territoire et la collectivité humaine, mais aient été reportés, par changement d'échelle, en position limite ». A partir de cette définition, la question serait de savoir si l'Afghanistan, le Tadjikistan, l'Irak ou la Géorgie remplissent aujourd'hui ces conditions de 'cohésion politique interne' ou d'homogénéité économique ? Ce qui importe est donc le degré de légitimité réciproque qui est accordé, par l'extérieur comme par l'intérieur, on le verra, aux tracés.

8-1-2-1 Frontières externes de l'Empire.

Les frontières de l'URSS avec le monde qui l'entoure et celles de la Chine avec l'Union Soviétique constitueraient les premiers pas en vue d'une délimitation des frontières internes de l'Union.

O.T. Comprends pas !

8-1-2-1-1 La Russie et le tracés des lignes.

En ce qui concerne les frontières de la Russie soviétique, on a eu recours à la technique de la barrière - dont les sections étaient nommées *liniia* (lignes). De cette façon était compensée l'insuffisance défensive du réseau hydrographique (Kama, moyenne Volga) ; l'aire fut ensuite démilitarisée et l'espace situé en amont colonisé et distribué, sous forme de concessions foncières temporaires données à titre de service (*pomestié*). A l'est de Kazan, cette technique ne semble pas avoir été utilisée, car les populations situées de part et d'autre de l'Oural ne formaient pas d'entités politiques et qu'elles furent moins conquises qu'absorbées. L'avancée russe dans l'Oural fut linéaire, et non frontale (route menant d'Oufa, en Bachkirie, à Tioumen), et couverte par un chapelet de places fortes. Elle fut grossie par les migrations des paysans fuyant le servage en Moscovie, et autorisés à s'installer sur des lopins dont une partie revenait au tsar (soit, en réalité, aux fonctionnaires des garnisons).

Il est remarquable que les troupes qui furent utilisées comme avant-garde dans la progression en Sibérie occidentale, puis jusqu'au détroit de Behring, provenaient elles aussi de régions frontières : les Cosaques. Ce terme, appliqué d'abord à des mercenaires employés comme gardes frontières par les Génois de Crimée, au XIII^e siècle, puis à des mercenaires turcs utilisés par les princes russes contre les raids des peuples de la steppe (XV^e), désignait aussi une population flottante, à l'origine mi-turque, mi-slave, mais bientôt russifiée (et convertie à l'orthodoxie) de l'aire frontière entre Russie et empire ottoman⁸. Sur les marches sud de l'Etat moscovite, les Cosaques du Don furent utilisés par le gouvernement de Moscou pour former une barrière défensive contre les Turco-Tatars du khanat de Crimée, vassaux de la Porte. Les Cosaques Zaporogues, sur le bas Dniepr, qui étaient une sorte de république militaire, orthodoxe et anti-turque, furent au centre de tous les conflits entre la Pologne, la Russie et l'Empire ottoman.

La délimitation des frontières dans le Pamir fut également l'objet de multiples tractations avec les britanniques, mais sans engagements militaires. Quant à l'extrême est de la zone, les troubles survenant au Turkestan chinois provoquèrent en 1881, l'occupation russe du district de kuldja à la demande des tribus musulmanes révoltées contre Pékin, couvrant ainsi au plus loin les accès à la porte de Dzoungarie. Le traité de Saint-Pétersbourg mit fin, dix ans plus tard, à cette occupation, les passes restant aux mains des chinois. Les régions de l'Ili et du Tian-Chan, non restituées, sont toujours l'objet des revendications de Pékin, dans le cadre des traités inégaux (traité Tchiougoutchak : 1864).

Dans la lutte russo-turque, les frontières étaient des ressources politico-stratégiques, à fonction défensive pour les Turcs, à fonction de consolidation des

⁸ PORTAL. R. *Les Slaves*

acquis pour les Russes. Leur aspect linéaire avait d'abord une finalité stratégique, bien qu'il ait été fixé par la voie diplomatique ; mais c'est le caractère d'innovation qu'a constitué le recours à cette technique - la voie diplomatique - qui doit être retenu, car ailleurs en Europe au XVII^o siècle et dans la première moitié du XVIII^o, les rapports entre Etats ne passaient pas encore par de telles dispositions. *Ce serait donc sur les confins russo-turcs que l'on aurait inventé, en Europe, l'utilisation de la délimitation frontalière négociée et moderne entre Etats.*

Au sud, la limite avec l'Iran est également une frontière de conquête, fixée par le traité de Gulistan (1813) et de Turkmanchaï (1828). Pour rompre les réseaux culturels actifs qui unissaient Bakou, pôle économique grâce à sa richesse pétrolière, Kazan, capitale tatare, Tabriz et Istanbul, Staline ferma les frontières avec l'Iran et la Turquie. L'Iran n'a pratiquement jamais protesté contre cette perte. La revendication soviétique sur l'Azerbaïdjan iranien, réaffirmée naguère encore par Gouïdar Aliev, membre du Bureau politique jusqu'à son départ à la retraite en octobre 1986 et natif de l'enclave musulmane de Nakhtchevan, isolée en Arménie chrétienne et - et aujourd'hui, Président de la République indépendante d'Azerbaïdjan -, semble avoir été étouffée.

De la mer Noire au Pamir se localisait le sixième de l'armée soviétique (Afghanistan compris) sur le quart de l'enveloppe : frontières fermées avec la Turquie, entrouvertes avec l'Iran (sur la mer Caspienne) mais constamment balayées de projecteurs et surveillées par des gardes équipés de jumelles à infrarouge, enfin frontières de plus en plus conflictuelles sur l'Amou-Daria.

8-1-2-1-2 Les frontières de la Chine et de l'Asie centrale.

En Chine, dès les traités géographiques les plus anciens (Yü Kung, V^o siècle av. J.-C.), on distinguait cinq catégories de terres : les domaines royaux, les domaines princiers, les marches ou zones de pacification, la zone des barbares alliés et enfin la zone de la sauvagerie inculte.

Au XVII^o siècle surgissent les premiers conflits avec les colons russes en Asie orientale. Pour leur règlement, provisoire, une nouvelle méthode fut employée, celle des traités de délimitation frontalière : les traités de Nerchinsk (à 1 300 km au nord de Pékin) entre Russie et Chine en 1639 et de Khiatkha (poste situé à 150 km au sud du lac Baïkal, lieu des échanges commerciaux) en 1727 fixèrent les frontières entre les deux empires. Faut-il y voir l'empreinte des conseillers jésuites de la cour de Pékin ? *O.T. Redite ?*

En effet, la ligne de discontinuité, dans ses sections terrestres, entre les Etats du nord du Tiers Monde et les Etats de l'ensemble développé, s'étend sur 14 078 km entre l'Union Soviétique d'une part, et la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, la Chine occidentale, la Mongolie, la Chine nord orientale et la Corée de l'autre.

Au nord, les 'obo' ou lignes de détachements Han plus ou moins permanents servaient à contrôler les déplacements des nomades dans les steppes de Mandchourie et du Turkestan.

En 1962, il y a eu l'occupation complète de l'Aksai Chin par l'armée chinoise, cette région est traversée par une route d'intérêt stratégique (construite en partie en 1956-57) reliant le Sinkiang au Tibet (de Kashgar et Yarkand à Lhassa, en passant à l'ouest du massif des Kunlun), et qui est fréquentée principalement par des populations Uighur du Sinkiang.

Au-delà de ces constatations on doit rappeler l'existence d'un important contentieux frontalier qui existe depuis plusieurs années avec la Chine et qui concerne, pour la région étudiée ici, avant tout le Kazakhstan et le Kirghizistan. L'enjeu de ce contentieux est colossal puisqu'il peut théoriquement concerner la rétrocession à la Chine de territoires d'une superficie d'environ 700,000 km² annexés par l'empire tsariste en vertu du traité de Tchougoutchak conclu en 1864. Par ailleurs, La Chine est impliquée dans un différend avec le Tadjikistan concernant la région frontalière dans la zone de Badken et Isfara.

Mais pendant une visite officielle en Asie centrale, au printemps 1994, Li Peng, le premier ministre chinois a signé une déclaration reconnaissant formellement les frontières du Kazakhstan avec la Chine. La déclaration a été considérée par les dirigeants des deux côtés comme la disparition de la principale cause de contentieux entre les deux pays.

8-1-2-2 La création de la notion de frontière au 'pays de Soviets'.

Il en va des frontières intérieures de l'URSS comme de celles de la plupart des Etats situés hors d'Europe. Ici, tout est attribué à Staline et à sa politique des nationalités, là aux métropoles coloniales. Est-ce toujours et partout si simple ?

8-1-2-2-1 Les raisons de la délimitation frontalière en Asie centrale.

L'URSS comptait 24 grandes dyades 'républicaines', qui totalisaient le chiffre impressionnant de 27 180 kilomètres de longueur, à moyenne échelle. Si l'enveloppe intérieure de la Russie elle-même - compte non tenu des segments où la limite de la Russie est aussi la limite externe de l'URSS - est la plus importante avec ses 12 340 km de longueur, d'autres républiques ont des contours d'une longueur remarquable : 12 160 km pour le Kazakhstan, 7 310 pour l'Ouzbékistan, 3 430 pour l'Ukraine, 2 730 pour la Biélorussie. Les dyades les plus longues sont celles qui séparent la Russie du Kazakhstan - 7 540 km -, le Kazakhstan de l'Ouzbékistan - 3 020 km -, le Turkménistan de l'Ouzbékistan - 1 960 km -, l'Ukraine de la Russie - 1 820 km.

Sur de telles longueurs, il serait surprenant d'isoler un facteur unique d'orogénèse quand on se souvient que la formation de la Russie puis de l'URSS

est un processus multiséculaire. Un examen géo-historique attentif de l'origine de chacune de ces limites, rendu difficile par la rareté des sources primaires publiées, permet néanmoins de distinguer *trois grands types d'orogénèse* :

1) Sur l'enveloppe occidentale de la Russie, les limites intérieures actuelles reprennent soit des *limites administratives internes aux empires* russe et polono-lituamien, soit *d'anciennes frontières inter-impériales*, avec quelques correctifs ultérieurs dessinés le plus souvent en fonction du tracé des voies ferrées stratégiques.

2) Comme il est logique, de nombreuses limites sont à l'origine *des lignes de front militaires*, elles-mêmes appuyées sur des configurations topographiques significatives : ainsi en va-t-il de la plupart des segments de la dyade Russie/Ukraine et Russie/Géorgie.

Dans le Caucase Nord et en Transcaucasie, les frontières sont, à grands traits, d'origine militaire, notamment entre Russie et républiques du Caucase et entre Arménie et Azerbaïdjan, avec, dans ce dernier cas, l'intervention de l'Etat turc. Mais il faut insister sur les considérations politiques - inclusion de républiques rétives dans l'URSS -; elles ont orienté les choix des limites imposées à l'intérieur de la république fédérale de Transcaucasie (1922-1936) par le Kavbureau, le Bureau caucasien du Comité central du Parti communiste.

3) En Asie moyenne, les tracés portent là clairement, comme en Ukraine orientale diminuée du Kouban, la marque de Staline, puisqu'il s'est agi, lors de *la Délimitation nationale de 1924*, la fameuse *razmiejevanie* (*mieja* signifie 'limite'), de diviser pour régner en dissociant une aire culturelle - turcophone et musulmane - en républiques distinctes à base ethno-linguistique et à vocation '*nationale*'. Staline a fixé directement pas moins de *9 980 km* de frontières en Asie centrale entre 1921 et 1924.

D'où une délimitation complexe, controuvée, dont un géographe soviétique, Mikhaïlov, soulignait qu'elle affectait un dessin bizarre, notamment entre le Tachkent et le bassin irrigué de la Ferghana peuplé d'Ouzbeks, de Tadjiks et de Kirghize mais rattaché à l'Ouzbékistan. Ce sont des *frontières de domination*, qui ne sont pas sans rappeler celles des Bantoustans sud-africains.

Le Kazakhstan, peuplé de Kazakhs d'écriture Tatar, combine les deux catégories de frontières. Ses limites nord et sud coïncident avec les deux lignes de conquête militaire de 1801 et de 1855, et correspondent à l'aire d'extension des trois hordes kazakhs, fédérations tribales placées sous la protection du tsar au milieu du XVIII^e siècle. Il fut intégré à la Russie comme république autonome puis élevé au rang de république séparée en 1936, comme le Kirghizistan, dans le cadre de la stratégie de morcellement de l'Asie centrale.

De toutes ces opérations, où la conquête agit comme l'élément commun, qu'elle ait visé à élargir le glacis russe ou à briser des ensembles socio-culturels concurrents, il résulte le fond de carte actuel. Un peu comme en Afrique à la veille de la décolonisation, les changements politiques s'opérant sur un 'terrain'

prédessiné. Des cadres territoriaux ont sans doute été imposés, auxquels pourtant les dirigeants et les peuples en quête d'émancipation, par le bas, se réfèrent même pour en contester les contours. Le découpage actuel des républiques, qui peut évoluer, soit par des traités horizontaux entre voisins, soit par fragmentation de la trop grande fédération de Russie, est devenu une donnée fondamentale de la nouvelle géopolitique soviétique. Pas plus que Lech Walesa n'a rejeté Yalta dans sa dimension spatiale polonaise, les nouvelles républiques souveraines de l'URSS entendent bien exercer leur pouvoir sur la base géographique héritée, soit des tsars conquérants, soit de Staline le dictateur démiurge et le traceur de frontières de domination.

En ce qui concerne la tracé des frontières, « *plusieurs principes et objectifs ont successivement présidé [à leur tracé à l'intérieur] de l'Union soviétique : les premiers furent d'ordre socio-économique, les suivants d'ordre stratégique* »⁹.

Les raisons socio-économiques sont essentiellement invoquées pour empêcher les diverses revendications d'ordre national. En effet, les bolcheviks récusaient le principe de l'autonomie culturelle comme base de l'autonomie nationale, mais ne retenaient pas davantage celui de l'autonomie territoriale qui aurait pu favoriser une sécession des diverses entités. Au lendemain de la révolution d'octobre, ils ont fait un découpage territorial de façon à faire échec aux revendications nationales et aux velléités sécessionnistes, sous prétexte d'attribuer à chaque peuple ou nation un territoire autonome.

En ce qui concerne les raisons stratégiques, il faut noter qu'à partir de la seconde moitié des années vingt, les frontières intérieures de l'Union soviétique furent aussi conçues de façon à étayer ses frontières extérieures, voire même à servir d'arme contre les Etats voisins, en s'arrangeant pour que les peuples de chaque nation puissent servir d'agent d'influence auprès de ceux de leurs membres qui vivent de l'autre côté des frontières. C'est le cas des « tadjiks soviétiques » pour les tadjiks d'Afghanistan et aussi les persanophones d'Iran, de même que les turkmènes et les azéris; les mêmes azéris avec les arméniens pour la Turquie. En effet, le problème n'est pas propre à l'Asie centrale ni le Caucase ; nous constatons le même caractéristique dans le cadre de la création des républiques autonomes de Carélie pour la Finlande, Touva pour la Mongolie et la RSS de Moldavie pour la Roumanie.

A partir de ces constats, nous sommes en mesure de voir que la politique stalinienne de la création artificielle des républiques a contribué à concrétisation de la mise en place de trois sous ensembles au sein de l'Asie centrale ; des entités qui avaient pris forme au cours de l'histoire, se sont vues institutionnalisées.

⁹ LOMME. Roland « *Géopolitique des frontières de la Communauté des Etats Indépendants* ». in : Relation Internationales et Stratégies n° 5 printemps 1992.

8-1-2-2-2 'Création artificielle des Républiques'.

De 1918 à 1922, Staline fut le commissaire aux Nationalités ; à ses réflexions théoriques, correspondent les découpages antérieurs. C'est de cette époque que date la théorie soviétique des nationalités : « *les années de l'expérience commune* »¹⁰, les années de Staline (1922-1953).

Cette politique fut menée avec la conviction que l'étape historique ultérieure serait celle de la disparition des nations. Le rôle émancipateur que voulait avoir l'Etat soviétique, la volonté de créer une communauté de destin et de partout s'efforcer de faire pénétrer des idées nouvelles, nécessitaient pour l'Etat une mise à plat de l'extraordinaire foisonnement communautaire et l'adoption d'une seule grille de lecture. En particulier, on a instauré le droit pour les individus de se définir nationalement, et l'enregistrement de la nationalité est devenu systématique, alors que nombre de groupes humains n'exprimaient pas leur identité nationalement au sens européen du terme. Le nombre des nationalités officiellement enregistrées a varié, se situant entre 100 et 150 environ entre les recensements de 1926 et 1989.

L'idée de fédération et la lecture de la diversité humaine du pays ont abouti à une classification des populations qui, elle aussi, évolua durant sa mise en application. Ses principes essentiels ont été décrits par Staline, entre autres, en 1913, dans un article intitulé « *Le marxisme et la question nationale* ». Il est dit, sur l'exemple du Caucase, que la question nationale ne peut y être résolue qu'en « *entraînant les nations et les peuples attardés dans le courant général d'une culture supérieure* ». Ainsi, la politique des nationalités intégrées à la machine de l'Etat fut, avec ses corollaires territoriaux, culturels et linguistiques, tout à la fois mangeuse et créatrice de diversité, visant la simplification et la cohésion.

La signature d'un traité entre les républiques de Russie (RSFSR), de Biélorussie et de Transcaucasie créa l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), le 31 décembre 1922. En effet, les noms d'Ouzbékistan, de Kazakhstan, etc., n'avaient jamais servi à désigner des entités politiques de l'ère présoviétique. Ce qu'on appelle habituellement « *la création artificielle des Etats par Staline* » commence en 1924. Mais comme tout autre phénomène socio-politique, le découpage territorial de L'URSS obéit, dans son ensemble, aux lois du marxisme (plus tard, le marxisme-léninisme); dans ce cadre particulier *le mode de production* est considéré comme la base de l'action.

La politique dite de « *nationalité* », élaborée par Staline, consiste, tout à fait théoriquement, à faire correspondre une forme politique à l'état de développement de la formation ethnique concrète: celles qui ont atteint le stade de la formation étatique et du marché sont des nations (les RSS), au nombre de 15. Les stades inférieurs sont, en ordre décroissant, celui de la « République

¹⁰ FOURNIAU. Vincent L'Histoire de l'Asie centrale op.cit.

Socialiste Autonome (RSA), « Région autonome » (*oblast*) et « Territoire National » (*okrug*).

Par ailleurs, la hiérarchie entre ces peuples s'exprime non seulement en terme d'autonomie administrative, mais aussi en terme de langue nationale (Le Tadjikistan et le Kirghizistan étaient considérés comme des ensembles inférieurs par rapport respectivement aux Ouzbeks et Kazakhs jusqu'en 1929 pour les Tadjiks et 1936 pour les Kirghizes).

En partageant les territoires entre les divers groupes ethniques, les deux premiers dirigeants soviétiques pensaient pouvoir contribuer à une meilleure participation des différents groupes ethniques - non russes - à la construction d'une nouvelle entité politique. Outre celle d'entrer en contradiction avec le but final d'un Etat socialiste (le morcellement des terres d'un côté et l'anéantissement du/des appareils d'Etat de l'autre¹¹), ce partage des territoires présente une autre caractéristique. La création des diverses Républiques de l'Asie centrale de 1920 à 1936 ne correspond que d'une manière très approximative à la réalité sur le terrain et ne se soucie pas de l'homogénéité de la population dans les Républiques créées - qui n'ont jamais eu d'existence réelle -; Le problème se pose d'autant plus qu'il n'y a pas d'adéquation en Asie centrale entre territoire et « *nationalité* »¹².

8-1-2-2-3 La naissance des « sous-ensembles ».

L'étude portant sur cette partition des territoires se fera en trois parties, correspondant aux trois entités distinctes : la zone incluant l'espace Kazakh et Kirghize, vu leur rapprochement culturel et historique au fil des temps, la partie Ouzbek et Tadjik, pour les mêmes raisons, et, finalement, la partie Turkmène, qui pourrait constituer un cas à part. Autrement dit, nous pouvons déjà distinguer des sous-ensembles à l'intérieur de ce sous-système¹³.

8-1-2-2-3-1 Le « centre » de l'Asie centrale.

En 1920 avec l'aide militaire russe, les plus résolus des musulmans rénovateurs déposent l'émir de Boukhara et établissent une « République Populaire Soviétique » qui se veut néanmoins respectueuse de l'Islam. Bientôt infiltrée par des communistes russes et tatars, la république sera intégrée à

¹² Un des nombreux exemples est le discours de Staline devant le 16^e congrès du PCUS, le 27 juin 1930 (cité dans le milieu des Empires *op cite*) : « Il faut laisser les cultures nationales grandir et se déployer, en manifestant toutes leurs vertus potentielles pour leur permettre ensuite de se fondre en une seule culture avec une seule langue commune ».

¹² ROY. O « Frontières et ethnies en Asie centrale ». In : *Hérodote* n 64 janvier-mars 1992.

¹³ Beaucoup de tentatives de ce genre ont été fait pour une partitions de l'Asie centrale en divers sous-ensembles : Nord/sud, agricole/industriel/montagnard, turcophone/non-turcophone; la division en trois zones déjà citées, pour mieux étudier son évolution, nous parait plus adéquate. Par ailleurs, dans le cadre de l'après guerre-froide, le clivage Nord-Sud se met en valeur grâce au travail de J. Ch .Rufin.

l'URSS en 1924. A Khiva le scénario est le même : proclamation de la République Populaire de Khorezm en 1920, annexion par l'URSS en 1923.

En 1924, trois Républiques furent créées, dont l'Ouzbékistan qui incluait les territoires des Karakalpaks ; mais aussi une République autonome tadjik. En 1929, celle-ci sera proclamée « RSS autonome ». Conçues pour définir le territoire des populations sédentaires, les frontières de l'Ouzbékistan mettaient en évidence la difficulté d'une telle entreprise dans un environnement voué au nomadisme. Aux confins des zones irriguées les populations tendent à se mêler et les villes sont des lieux d'échanges. Il a donc fallu trouver des compromis.

Le fond de la cuvette du Ferghana a été attribué à l'Ouzbékistan, mais les piémonts qui l'entouraient, ont été, en grande partie, inclus dans la république des Kirghizes, ainsi que la ville d'Och¹⁴, afin que la Kirghizie puisse disposer au moins d'un centre urbain d'une certaine importance. Des partages du même ordre ont été effectués sur la frontière avec le Turkménistan. La création effective, en 1929, d'une RSS des Tadjiks, distincte des Ouzbeks, a soulevé des difficultés encore plus considérables car il s'agissait cette fois de tracer des frontières entre des populations sédentaires intimement mêlées dans toute la partie centrale de la Transoxiane.

8-1-2-2-3-2 La République « Kara-Kirghize ».

En décembre 1917, les nationalistes d'Alach-Orda proclament une région autonome, avec Semipalatinsk pour capitale. Prise dans la guerre contre l'Armée Rouge et les Armées Blanches, la résistance des kazakhs s'effondre deux ans plus tard. Le 16 août 1920, une RSS autonome (alors dénommée kirghize et non kazakh) est instituée, dans le cadre de la République soviétique de Russie. Elle a pour capitale Orenbourg, puis Kzyl-Orda jusqu'en 1929.

La « *délimitation nationale* » de 1924 incorpore dans la république le Sémirétchié, avec la nouvelle capitale Alma-Ata (depuis 1993 Almaty) et en exclut Orenbourg. La RSSA deviendra RSS en 1936. Interdite au début des années 1920, par Lénine¹⁵, l'implantation des nouveaux colons russes ne tarde pas à reprendre. En compensation, des mesures favorisaient les éleveurs kazakhs, les plus pauvres. La collectivisation lancée en 1928, se traduit par une redistribution complète des troupeaux et une sédentarisation forcée. Il en résulte une résistance farouche de la population, qui conduit à des exécutions et des déportations massives, et à une nouvelle émigration vers la Chine. Des centaines de milliers des kazakhs ont été massacrés par l'Armée Rouge. En effet, l'expansion de la Russie en Asie centrale et dans le Caucase provoqua une intense résistance

¹⁴ La ville d'Och est un des premiers poudriers de l'ensemble de l'Asie centrale ; en 1990, avant l'indépendance officielle des républiques, les Ouzbeks, majoritaires, se sont battu contre les turcs Méshket, peuple déporté du Caucase.

¹⁵ Voir : Le milieu des empires, et aussi State and politics in the USSR.

militaire de la part de certains peuples indigènes. La population kazakhe résista pendant près de six ans ; les campagnes militaires Kazakhes les plus connues contre la domination Russe furent conduites par le Khan Kenesary Qasimov, entre 1837 et 1847. En 1916, les Kazakhs et les Kirghizes entrèrent en rébellion contre les tentatives de Saint-Pétersbourg de lever des conscrits d'Asie centrale pour des régiments de travaux militaires sur le front européen au cours de la Première Guerre mondiale. La répression qui s'ensuivit leur causa d'énormes pertes humaines¹⁶. De cet événement date le fait que les kazakhs soient minoritaires au Kazakhstan; en effet s'ajoutant aux déportations, une nouvelle émigration vers la Chine a eu pour conséquence le fait qu'à la fin des années 1930, les kazakhs ne formaient que 30 % de la population de leur République.

L'arrivée des peuples déportés (coréens en 1937, allemands de Volga en 1941, etc.) accentue le déséquilibre. La dernière grande vague d'immigration a lieu à partir de 1954, quand Nikita Krouchtchev, pour accroître le potentiel agricole soviétique, décide la mise en valeur de « *terres vierges* » du Kazakhstan, et déclenche autrement dit une nouvelle vague de colonisation. Avec cette arrivée des russes et des ukrainiens le nord du Kazakhstan se rapproche aussi de la Sibérie voisine (composition ethnique, structure sociale) à tel point qu'un redécoupage territorial, vers 1960, a été envisagé à Moscou. La russification du nord du Kazakhstan pose un grand problème aujourd'hui. En effet au nord du Kazakhstan, industrialisé, européenisé et prospère, s'oppose le sud, plus proche de l'Asie centrale proprement dite. Dans les diverses négociations entre le Kazakhstan et la Russie, ces derniers jouent sur le poids de la population russe; assistera-t-on à une nouvelle re-définition, voire une recomposition de l'espace politique kazakh ou l'intégrité territoriale de la République sera-t-elle préservée?

La délimitation nationale de 1924 a instauré une région autonome des « *kara-kirghizes* » (Kirghizie à partir de l'année suivante)¹⁷, qui devient une RSSA en 1926, et puis une RSS à part entière 10 ans plus tard. Les frontières de la République, par principe, courent au pied des montagnes, domaine par excellence des kirghizes. Elles contournent dans le bassin de la Ferghana et incluent la chaîne de l'Altaï, qui domine le pays Tadjik (d'où de graves conflits à propos des ressources en eau).

¹⁶ Jusqu'à cette époque là, les originaires d'Asie centrale étaient exemptés de service militaire. Les Russes perdirent près de 3000 vies pendant le soulèvement. On estime que 100 à 120 mille pertes furent supportées par les Kirghizes. Voir ; HUSKEY. Gene « *Kyrgyzstan : the Politics of Demographic and Economic Frustration* » in : Nations and Politics in the Soviet Successor States *op.cit.*

¹⁷ A partir de 1920 il y avait une confusion volontaire entre les kirghizes et les kazakhs ; on distinguait les 'kirghizes' (la population kazakh) des 'kara-kirghizes' (les kirghizes noirs).

8-1-2-2-3-3 'Le pays des Turkmènes'.

En juillet 1918, un soulèvement chasse les bolcheviks qui tentaient de prendre le contrôle d'Achghabad. Un gouvernement indépendant est mis en place avec l'appui des troupes britanniques venues de la Perse. Après le retrait de celles-ci, l'Armée Rouge s'impose au début de 1920. La fameuse délimitation nationale de 1924, institue d'emblée une RSS du Turkménistan qui, outre la province transcaspienne, inclut des territoires prélevés sur les anciennes khanats de Boukhara (moyenne vallée de l'Amou-Daria) et de Khiva (ouest de Khorezm). A partir de 1928, la collectivisation provoque l'exode d'une centaine de milliers de turkmènes vers l'Afghanistan.

La transformation, la plus importante du Turkménistan résulte ensuite du creusement, à partir de 1954 du Grand canal turkmène, dit aussi Canal Lénine ou Canal du Kara-Koum. Il détourne une partie des eaux de l'Amou-Daria, en direction de Mary et Achghabad et permet d'irriguer plusieurs centaines de milliers d'hectares. Son prolongement jusqu'à la mer Caspienne a été abandonné.

Le Turkménistan qui faisait partie intégrante de la Perse, a connu un statut particulier dès la Révolution d'Octobre. Un des premiers dangers potentiels pour l'existence du nouvel Etat socialiste provenait d'Iran. C'est pourquoi la seule République créée en 1924 qui n'a connu pratiquement aucune transformation est bien celle-ci. *Si l'Asie centrale soviétique n'a jamais suivi le plan d'intégration russo-soviétique, le Turkménistan n'a jamais suivi celle de l'espace géographique créé: le sous-système de l'Asie centrale.*

Avec ces découpages, un grand nombre de minorités sont restées en dehors de la « *distribution des territoires nationaux* ». Outre les musulmans de la RSFSR comme les Tatars, les Bashkires, les Tchouvaches, les Kalmouks de Sibérie, d'autres peuples d'Asie centrale sont restés comme des « *laissés pour comptes* »: les Ouïgours et les Karakalpaks. Si ces derniers ont réussi à avoir une République autonome en Ouzbékistan, les Ouïgours forts d'une population de plus de 200.000 habitants dans toute l'Asie centrale, jamaïs pu obtenir une entité administrative autonome. La question est de savoir : pourquoi pendant la même période et suivant les mêmes raisonnements, les commissaires chargés des questions relatives aux nationalités n'ont pas créé une république Ouïgour aux frontières de la Chine pour les mêmes motifs, à savoir influencer les Ouïgours de la Sinkiang? Est-ce que dès les premiers jours de l'Union Soviétique, les bolcheviques étaient en mesure d'évaluer les risques d'un conflit quelconque avec leur puissant voisin, la Chine ?

Par ailleurs, cette construction artificielle des Républiques a engendré la création de diverses minorités ethniques au sein d'entités étatiques qui n'existaient pas auparavant. A ces deux phénomènes s'ajoute la présence des diverses minorités russo-slaves qui avaient un rôle dominant jusqu'en 1986, avec les

événements d'Alma-Ata. Aujourd'hui le résultat du travail du « *Père des Peuples* », Staline, se montre d'une manière cruciale.

8-1-3 Contentieux inter-républicains une source d'incertitude.

Il s'agit d'un ensemble de questions qui demeurent sans solution ; le cas kazakh est la meilleure illustration de cette imbrication.

8-1-3-1 Une toile d'araignée.

*« Les frontières des républiques furent conçues intentionnellement pour diviser certains grands groupes ethniques entre deux ou trois républiques, sapant ainsi la cohésion politique de chaque nouvelle structure nationale ».*¹⁸

En s'en tenant au seul niveau des quinze républiques de l'Union, l'on constate que seules trois dyades inter-républicaines sur les vingt-quatre qui les délimitent ne font pas l'objet de contestation : Biélorussie/Lettonie, Lettonie/Lituanie et Russie/Biélorussie. En ajoutant les revendications exprimées à des niveaux subrépublicains, c'est près de quatre-vingts sujets de friction territoriale que les sources soviétiques (presse, travaux de l'Académie des sciences) et américaines (département d'Etat) dénombrent. L'autre grande catégorie de difficultés tient au statut des populations allogènes dans le cadre de chaque entité administrative actuelle, puisque 4 à 25 % de la population des quinze nationalités de base résident dans d'autres républiques : 17 % des Russes, 9 % des Ukrainiens, 21 % des Biélorusses, 8 à 25 % des natifs d'Asie centrale, 4 à 23 % des nations du Caucase, 4 à 14 % des Baltes (calculs d'après le recensement de 1989). soit encore 26 millions de Russes, 7 millions d'Ukrainiens, 2,5 millions d'Ouzbeks, 2 millions de Biélorusses, 1,6 million de Kazakh et 1,1 million de Tadjiks.

Andreï Kozyrev évoquait la possibilité de modifier les frontières de la CEI selon des procédures pacifiques, admises par la CSCE, c'est-à-dire avec le consentement des parties. Un mouvement d'affirmation nationale de grande ampleur se développe, sur les bases mêmes des configurations territoriales issues de la géopolitique stalinienne. Les conflits de frontières comme les tensions inter-ethniques - entre Tadjiks et Ouzbeks, entre Turkmènes et Ouzbeks - attestent de l'attachement des divers groupes ethno-linguistiques à leur identité propre forgée sur une base géographique nouvelle pour eux. La république d'Ouzbékistan fut créée en octobre 1924, par regroupement des districts de l'Amou-Daria, du Sayr-

¹⁸ BRILL OLCOTT. Martha « *Nation Building and Ethnicity in the Foreign Policy of the New Central Asian States* » Russian Littoral Project Working Paper n° 20, UMCP/SAIS, Juin 1993 ; « *Afghanistan and Post-Soviet Central Asia : Prospects for Political Evolution and the Role of Islam* », Special Report of the Study Group on the Prospects for Conflict and Opportunities for Peacemaking in the Southern Tier of Former Soviet Republics, Washington, D.C Ed : U.S. Institute of Peace, 1992.

Daria, de Samarcande, du Ferghana qui relevait de l'émirat de Boukhara, et d'une partie du khanat de Khiva. La république autonome du Tadjikistan en fut détachée en 1929 et en 1936, une autre république autonome située à l'ouest et au sud de la mer d'Aral, celle de Karakalpaks, alors partie de la Russie, y fut incorporée ; elle est aujourd'hui revendiquée par le Kazakhstan, qui fut une république autonome de la Russie, comme le Kirghizistan, jusqu'en 1936.

Des différends portant sur l'eau et la terre oppose la Kirghizie à ses voisins tadjiks depuis 1989. Mais l'émergence d'une opposition nationale paraît plus lente. Les Russes forment encore près du quart de la population totale. En Ouzbékistan, certains groupes politiques commencent à revendiquer certaines villes du Kirghizistan, Osh, Uzgen, Jalalabad et Karavan. La frontière entre l'oblast Talas du Kirghizistan et l'oblast Djamboul du Kazakhstan a aussi provoqué des désaccords.

Dans l'état actuel, voici la liste des contentieux entre les républiques en Asie centrale :

Karakalpakie :	sortie de l'Ouzbékistan
Karakalpakie :	rattachement au Kazakhstan
Une partie du Mangouchlak :	rattachement au Turkménistan
Région de Tachaouz :	rattachement à l'Ouzbékistan
Région de Tchardjou :	rattachement au Turkménistan
Région de Boukhara :	rattachement au Turkménistan
Régions de Boukhara et de Samarkand :	rattachement au Tadjikistan
Région de Sourkhan-Daria :	rattachement au Tadjikistan
Région de Khodjend :	rattachement à l'Ouzbékistan
Badachkhan :	rattachement partiel au Kirghizistan
Région de Och :	rattachement partiel au Tadjikistan
Région de Och :	rattachement partiel à l'Ouzbékistan
Région de la Ferghana :	rattachement partiel au Tadjikistan
Régions de l'Issyk-Koul :	rattachement partiel au Kazakhstan
Confins des régions d'Alma-Ata et de Taldi Kourgan :	rattachement au Kirghizistan
Région de Tchimkent :	rattachement partiel à l'Ouzbékistan
Régions du Kazakhstan :	rattachement à la Russie
Régions de Russie :	rattachement au Kazakhstan

8-1-3-2 Le cas des frontières kazakhs.

Dans l'histoire récente, la question des frontières kazakhs a été par deux fois d'actualité : une première fois, dans les années 70, largement éclipsée par des affrontements frontaliers entre l'URSS et la Chine, en extrême Orient, il existait des conflits similaires à la frontière sino-kazakh. Une deuxième fois, dans les années 90, des groupes cosaques locaux ont profité des difficultés temporaires

rencontrées par les autorités centrales à Moscou pour remettre en question la légitimité des territoires du nord du Kazakhstan.

Il existe également un risque potentiel provenant de la frontière sud-est du Kazakhstan. Ne nous laissons pas abuser par le fait que le Kazakhstan et la Chine sont récemment parvenus à établir des relations amicales en matière de relations commerciales et de trafic ferroviaire et aérien. La croissance militaire continue qui a lieu en Chine prend une plus grande importance que ce que les sources officielles veulent bien admettre. Concernant les Cosaques, tout le monde sait que la partie nord du Kazakhstan appartenait à la Russie. Cette région, fut donné, à titre gracieux, par le « *Petit Père des peuples* », au Kazakhstan, en 1936.

Deux ans seulement après la désintégration de l'URSS, certains groupes russes radicaux ont réclamé son retour au sein de la Fédération de Russie. Cette initiative s'est avérée contreproductive car elle a engendré une réaction négative de la part de la population locale kazakh, tout particulièrement parmi des groupes nationalistes comme *Alash*, *Azat* et *Djeltoksan*. A ce jour, les gouvernants ont réussi à contrôler la situation mais à l'avenir tout dépendra de la bonne volonté des deux parties. Il est difficile de maintenir la paix mais, comme le prouve la situation actuelle, les conflits inter-ethniques entre chrétiens et musulmans, une fois qu'ils sont engagés, sont extrêmement difficiles à gérer et à contenir.

Il est difficile de dire lesquelles des questions externe ou interne forment la plus grande menace. Bien que la première soit moins explicite, le développement militaire soutenu et la rapide croissance économique en Chine offrent au Kazakhstan des perspectives inquiétantes, surtout s'il ne parvient pas à obtenir le soutien de la Russie. La question interne, dans l'hypothèse d'un grave conflit entre la Russie et le Kazakhstan, peut devenir la cause d'un autre conflit d'origine externe. Avec la perspective d'une guerre civile dans le nord du Kazakhstan, on peut aisément prévoir l'implication directe de la Russie dans le but de défendre les six millions de Russes de la diaspora. Une détérioration aussi brutale des relations entre la Russie et le Kazakhstan est à l'heure actuelle peu probable mais l'avenir dépendra de l'issue des batailles politiques internes dans chacune des deux Républiques. Si les partisans de la ligne dure parvenaient à chasser Yeltsine du pouvoir et que les forces nationalistes au Kazakhstan prenaient le dessus, la situation dans la région évoluerait de façon dramatique.

8-2 Le principe de l'inviolabilité des territoires sauf ...

Que signifie le terme de 'limes' ? Il s'agit de l'opposition entre un monde et son contraire. Les Romains ont vu ce couple à l'oeuvre pendant six siècles. Ils ont appris à connaître les propriétés de la ligne étrange qui sépare l'Empire des barbares et qui prendra le nom des 'limes'. Cette ligne n'est pas seulement le lieu d'un affrontement militaire. Les limes sont d'abord les limites idéologiques entre ce que l'Empire reconnaît comme lui appartenant et ce qu'il rejette comme étranger. De part et d'autre des limes, l'homme n'a pas la même paix, n'obéit pas aux mêmes règles et l'Histoire n'a pas le même sens. Le nouveau limes contemporain entre Nord et Sud marque l'avènement en douceur d'une morale de l'inégalité, d'une sorte d'apartheid mondial. Dans l'idée des limes, il y a plus ou moins implicitement, l'intention de définir et de protéger la civilisation du Nord.

8-2-1 'Les limes des temps modernes'.

« La première des valeurs « gréco-latines » est l'unité. Par unité il faut comprendre 'idéal de l'unité', ce cheminement unificateur qui est décrit comme 'la transition du particularisme cantonal, par où commence l'histoire de tous les peuples, à l'unité nationale par où ils achèvent ou doivent achever, la révolution de leur progrès'. La barbarie suit le cheminement contraire, celui qui sans cesse perpétue et aggrave la division, le morcellement, celui même que nous avons vu à l'oeuvre dans les nouvelles terras incognitas du Sud et dans les conflits éclatés qui s'y multiplient.

L'Empire est sédentaire. On s'y déplace d'un point à un autre mais il a un centre immuable, et partout il cherche à peser sur la terre, à établir, à accumuler ces richesses ; leur capacité de déferlement est à la mesure de la précarité de leur condition. Cet Empire se veut administrer par le droit, la raison, la science. Les barbares, au contraire, sont la proie du fanatisme, de l'arbitraire et de la force. Le Sud est traversé par des idéologies de rupture qui rejettent le rationalisme et le matérialisme du Nord. Face à leur violence, l'autoritarisme violent fait valoir qu'il est le seul facteur d'ordre. Violence et irrationalité, qu'elles soient d'opposition ou de gouvernement se répandent dans la nouvelle barbarie.

L'Empire est prospère, il tient ses comptes, accroît ses richesses ; les barbares sont misérables et prodigues. Ceci n'est qu'un idéal ; une grande partie des richesses de l'Empire provenait du pillage de ses conquêtes et certains barbares étaient riches et économes. Mais le projet impérial reste la formation d'un vaste espace économique pourvu de monnaies stable et de voies de communication. Au lieu de cela, les barbares ne connaissent que le troc »¹⁹.

¹⁹ RUFIN. J. Ch L'Empire et les nouveaux barbares Paris Ed: Pluriel 1993.

C'est une idéologie de même nature qui s'installe aujourd'hui entre le 'Nord' et 'les nouveaux barbares'. Le point n'est pas de savoir si elle est exacte. Elle prend la place d'une autre idéologie qui ne l'était pas plus : l'économisme, l'universalisme du développement. Ces idéologies ne rendent pas compte de ce qui est ; elles décrivent ce vers quoi il faut tendre. La mythologie du développement était universaliste ; derrière l'opposition Est/Ouest un accord général se fait sur l'idée d'un seul monde et la nécessité d'un rattrapage des 'retards'. L'idéologie qui oppose aujourd'hui le Nord et les nouveaux barbares accepte et aggrave au contraire la division. En identifiant non pas un monde mais deux, elle transforme les priorités et ouvre une nouvelle histoire : celle de la confrontation de ces deux mondes.

Nous sommes en présence d'un critère de proximité. Les seuls faits importants sont ceux qui concernent le Nord. La zone cruciale se trouve à sa périphérie, la ligne, le long de laquelle il jouxte le Sud, les barbares. Il ne s'agit plus de lutte indirecte ou de camouflage, c'est soi-même qu'on défend. On peut libérer toute la puissance, ouvertement, avec pour seule limite le respect du Droit puisque le Nord entend le représenter et le défendre. La guerre du Golfe est le premier conflit de ce type. Il se déroule dans une zone de contact direct entre le Nord et le Sud, où l'équilibre entre les deux mondes n'était pas assuré. L'un des buts avoués de ce conflit pour les Alliés est d'établir un équilibre régional : c'est-à-dire de construire à cet endroit une zone de stabilité entre Nord et Sud. Le déploiement des forces s'est fait sans limite et sans faux-semblant, sous les yeux du monde entier. Dans le même temps se déroulait au Liberia, au Soudan, en Somalie, au Pérou, des drames terribles dans l'indifférence générale. Il est clair que les enjeux mondiaux ne sont pas là.

C'est ici qu'intervient cette analyse de la naissance d'un clivage Nord/Sud. Le terme de '*front*' désigne une ligne de contact bien définie et fortement militarisée entre deux adversaires. La décision de la victoire ne peut se faire que par un combat, à moins qu'un équilibre ne prolonge indéfiniment l'attente armée. De nombreux fronts sont apparus dans l'histoire à mesure que se concentrait l'autorité politique dans les Etats-nations et que s'exacerbaient entre eux des rivalités de puissances. Mais entre une puissance et son contraire, entre le Nord et le Sud aujourd'hui, entre un monde colérent et des peuples dispersés, l'affrontement est de nature différente. Entre l'Empire et les barbares se dessine une frontière qui prendra le nom des limes.

Le Limes n'est pas un front ; il est trop étendu. Il ceint à son pourtour la totalité de l'Empire. Le front ne naît qu'au point de friction, de contact entre deux masses. Le limes, lui, définit une masse isolée, il la contient et l'identifie par rapport à ce qui l'entoure et qui en est la négation. Le rôle des limes n'est pas de faire la guerre, même si à certains endroits, il est le théâtre d'affrontements. Au contraire, le limes établit autour de l'Empire, une zone de stabilité et, si possible,

de paix ; c'est une limite d'équilibre. Son tracé n'a pas la rigueur d'un front ; il peut être incertain, variable, flou en certaines de ses portions. C'est peu à peu, au cours de son évolution, qu'il va en quelque sorte se figer, se durcir et se militariser.

Définir, conquérir puis protéger ce limes, c'est-à-dire la ligne qui sépare harmonieusement l'Empire de ce qui n'est pas lui, telle est l'ambition de la Russie. *« A la différence d'un front, ce limes contemporain ne se borne pas aux seuls endroits militairement conflictuels. La démarcation entre Nord et Sud est une ligne continue ; les garde-côtes de Floride, les douaniers marseillais, la police russe d'Azerbaïdjan surveillent un limes silencieux où, pourtant, Nord et Sud sont en contact, sans toujours s'affronter violemment »*²⁰.

Les Etats-Unis ont très bien compris que pour contrôler le flux d'immigration, venu d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, il leur faut un réseau de contrôle de la frontière, en plus d'une grande armée qui patrouille le long de la frontière. L'ALENA et le désir d'intégrer le Mexique dans un grand marché Nord-américain, alors qu'a priori un des plus graves contentieux entre ces deux pays est causé par le flux de migration mexicaine vers les Etats-Unis, ne sont que la traduction pratique de ces limes. Les Etats-Unis ont construit un nouveau réseau de contrôle des frontières, non plus sous la forme de barrières douanières, mais sous une nouvelle forme qui est le Mexique tout entier. Ce dernier, étant membre du marché nord-américain se voit dans l'obligation de contrôler ses frontières sud contre l'arrivée des masses migratoires, venues d'autres pays d'Amérique Latine. Les avantages de cet acte pour les Etats-Unis ne sont pas encore estimables, mais il est clair que le fait de descendre les frontières au Sud du Mexique laisse plus de temps de réflexion face à la migration en provenance du sud car elle organise un premier filtrage : le Mexique.

L'exemple des accords de Madrid entre l'Israël et l'OLP, reconnaissant une autonomie relative aux palestiniens a eu comme avantage pour Israël de laisser à l'OLP la charge de s'occuper du problème posé par les mouvements islamiques et d'extrême-gauche palestiniens, tout en gardant la souveraineté sur l'ensemble des territoires. Avec les conflits inter-palestiniens, d'une part Israël devient de moins en moins la cible des attaques politiques et militaires de l'opposition palestinienne, et d'autre part il peut toujours brandir la menace de ces derniers face à l'autorité officielle des territoires autonomes, à savoir l'administration de l'OLP.

Nous pourrions appliquer ces récentes constructions à d'autres zones comme l'Algérie ou la Bosnie, faut-il encore faire la différence entre ces nouvelles zones, où s'opposent le Nord et le Sud, et le cas classique d'un Etat tampon. Dans le cas d'Asie centrale et avec la guerre au Tadjikistan, ce dernier pays sert de tampon aux républiques nouvellement créées contre la déstabilisation - tout en constituant une source d'instabilité régionale -. En ce qui concerne la Russie,

²⁰ *Ibid.*

l'Etat tampon reste l'Ouzbékistan. C'est aux frontières de ce dernier qu'il faut que l'agitation s'arrête.

En effet, une des questions à laquelle la Russie semble ne pas avoir encore trouvé de réponse, est bien le bon tracé du limes. Comme on le voit dans la cartographie de J.C. Rufin, le tracé du limes passant au sud de la Russie hésite entre deux voies : d'une part au sud de l'ancienne frontière de l'Empire, que ça soit au Caucase ou en Asie centrale, d'autre part, les limites actuelles de l'Ouzbékistan et les trois Etats du Caucase. La dualité du passage du limes n'est que la traduction de l'incertitude totale quant à la vraie place de cette zone dans le cadre des nouvelles relations Nord/Sud. Il nous semble que le nouveau jeu géostratégique de la Russie tient compte de cet obstacle, aussi bien que de l'ambiguïté de la perception de ces Etats quant à leur place. « *Il y a donc dans cette zone une grande indétermination sur l'avenir. Le danger est d'autant plus grand que la cassure Nord/Sud à cet endroit ne longe pas un Etat mais le traverse de part en part* »²¹.

L'origine de l'expansion russe peut être vue comme un des effets de la peur. Les princes de Moscovie, puis les tsars, leurs successeurs, ont lancé leurs premières attaques contre les Tatars pour se délivrer de leur sujétion. Cet expansionnisme est d'abord défensif. Les Cosaques en sont l'instrument. Ils cheminaient dans le milieu qui est le leur ; la steppe, l'immense Sibérie qu'ils conquièrent n'était que peu peuplée et par une politique d'immigration, massive et violente, les Slaves vont rapidement y prédominer.

Ces limes dessinent dans le Sud un ensemble de trois zones, selon le contact du Nord et le degré des relations. La première zone, celle qui est en contact direct avec le Nord est constituée par des Etats tels que Cuba, le Mexique, les nations du Maghreb, la Turquie, l'Iran, l'Inde, la Chine et bien sûr, les républiques du Caucase et d'Asie centrale. En tous ces points le contact entre les deux mondes est direct. Plus loin, il existe des zones où le Nord possède des intérêts soit d'ordre économique, soit liés à la présence d'une communauté ectopie (Afrique du Sud, Israël, sans qu'il y ait forcément un contact direct). Enfin la dernière zone est constituée par la profondeur des continents ; des terres mystérieuses, dangereuses et avec présentant à première vue un faible intérêt. Les conflits qui ont ensanglanté l'Afghanistan ou le Pérou, nous permettent de mieux cerner cette dernière zone. Mais depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale, l'Afghanistan est 'promu' au rang des seconds Etats grâce à son rôle stratégique dans le transport de l'hydrocarbure centre-asiatique qui a pour conséquence d'attirer l'attention des Américains qui y créent de toute pièce une force de stabilisation : les Talibans.

²¹ *Ibid.*

8-2-1-1 Le regain d'intérêt des 'zones tampons'

Qu'est ce qu'un '*Etat tampon*' ? L'Etat tampon est un Etat qui jouxte les limes, qui se situe au voisinage, géographique, de cette. Un Etat tampon fait partie du monde barbare. Il est toujours au delà des limes, côté Sud. Situé entre le Nord et la profondeur des terres sans intérêts du Sud. L'Etat tampon est le lieu des plus grandes oppositions démographique, économique et politique. Il a pour fonction d'absorber, donc d'amortir ces tensions, de diluer les différences. L'Etat tampon doit fixer et atténuer la capacité de déferlement des '*barbares*' sur la ligne des frontières. En terme politique, il est tenu d'assumer un bon contrôle social de sa population et de nouer avec le Nord des relations pacifiques. Peu importe sa couleur politique, la rhétorique de ses dirigeants, du moment que la condition essentielle est remplie : pas d'agression du Nord et préservation avec lui d'une véritable entente même si cette entente est latente, secrète ou tacite. Cette définition théorique de l'Etat tampon peut se résumer en deux termes : '*la stabilité*' et '*la dépendance*'. Quelques soient sa taille, ses ressources, son histoire, son régime politique, le respect qu'il accorde aux Droits de l'homme, lorsqu'il touche le limes, un Etat du Sud n'a qu'une chose à vendre : sa stabilité.

L'exemple de l'Iran est un des meilleurs du genre. Son retour rapide sur la scène diplomatique n'est pas seulement le fait de la guerre du Golfe. Par sa position, l'Iran est plus que jamais destiné à être un Etat tampon. Il a su à merveille vendre sa stabilité, démontrée après la mort d'ayatollah Khomeiny et la guerre contre l'Irak. Sa capacité à contrôler sa population, à maintenir des institutions solides et peu susceptibles d'alternance brutale, sa position de demande en matière économique, et malgré la violence de son discours, son ouverture à une négociation avec le Nord, tout cela lui vaut une grande faveur internationale.

Il est clair qu'il fallait un changement « *le départ du Shah, pour que tout reste comme avant* »²². Mais quelles furent les raisons qui rendaient nécessaire ce changement ? Selon Mme Borispolette de l'institut de MGIMO à Moscou, « *le changement est intervenu au moment où la perspective d'une désintégration de l'Iran, à moyen terme, mettait en danger la stabilité régionale. L'islam, comme facteur unificateur national, a joué pleinement son rôle* ». Autrement dit, avec l'affaiblissement de ce facteur, la menace de l'instabilité refait surface.

Nous avons très peu d'élément sur les élections présidentielles en mai 1997, mais il est clair que l'élection d'un '*modéré*', en la personne de Khatami, n'est pas le fruit d'un soubresaut démocratique de la république islamique ; désormais et suite à la condamnation des hauts dirigeants iraniens par le tribunal de Berlin en avril 1997, la stabilité ne suffit plus ; il faut vendre et la stabilité et l'ouverture.

²² *Ibid.*

La prolifération des armements dans cette zone tampon est pratiquement incontrôlable. A la logique commerciale des pays développés s'ajoute celle du Sud où plusieurs pays sont désormais producteurs et exportateurs d'armes, dont certaines assez sophistiquées ; c'est le cas du Brésil, de l'Argentine, de la Chine, de l'Inde ou de l'Égypte ; la contradiction subsiste entre la volonté de créer cette zone tampon stable, et l'espérance de ne pas la voir surarmée. Armement et développement sont liés par une logique inexorable. Les pouvoirs en place dans ces zones, bien qu'ils soient stables grâce au soutien apporté par les pays du Nord, cherche à se munir des moyens de leur puissance dans une course à l'armement. Pour ces clients qui disposent d'une richesse moyenne, une gamme très étendue des produits est disponible, arme chimique, missiles à courte et moyenne portée, armes classiques et finalement, la technologie nucléaire.

Après avoir défini les nouveaux enjeux géostratégiques entre le Nord et le Sud, nous essayons d'étudier l'Etat de deux de ces zones dans la région se situant entre la mer Noire et la mer Caspienne ; il s'agit du Caucase et du Kurdistan.

8-2-1-2 Entre le système et son environnement.

La question cruciale à laquelle les pays du Nord font face, est la stabilisation de la démarcation de ces limes. *« La guerre du Golfe n'est pas à proprement parler un conflit Nord/Sud ; c'est un conflit de stabilisation du limes, un événement lié à l'instabilité de la démarcation Nord/Sud à cet endroit et destiné à la consolider »*²³.

8-2-2 Des Etats aux nations en CEI.

En Transcaucasie et sur le piémont du Caucase Nord, entre la mer d'Azov et la mer Caspienne, se situent le tiers des litiges frontaliers et territoriaux, des querelles inter-ethniques et des revendications de changement de statut politique de l'ensemble de ex-URSS. Un analyste russe a élaboré, en connaissance de cause, un scénario dans lequel le déclenchement d'une guerre dans le Caucase entraînerait la Russie et la Turquie dans un conflit militaire direct. L'actuelle détermination des Russes à utiliser leurs forces de maintien de la paix pour intervenir militairement peut, à court terme, stabiliser la situation ; mais elle risque aussi de bloquer la Russie dans des conflits non résolus, susceptibles de déborder ultérieurement des frontières de l'ex-URSS.

Trois entités, apparemment séparées, mais en réalité bien enchevêtrées attirent notre attention : le Caucase, la Transcaucasie et les Cosaques. Bien entendu, il ne s'agit pas de traiter de la totalité des questions liées à ces éléments mais de se limiter à celles qui se rapportent à une recomposition des frontières

²³ *Ibid.*

susceptibles d'influencer les données du système centre-asiatique. Le Caucase est à son tour un sous-système qui est régi selon ses propres lois. Il se trouve dans une situation comparable à celle de l'Asie centrale, en ce qu'il se situe lui aussi sur le flanc sud de la Fédération et qu'il dispose d'une grande réserve d'hydrocarbure ; comme l'Asie centrale, le Caucase est aux prises avec la Russie pour trouver des nouvelles voies pour le transport de son pétrole. Or une de ces voies serait la Transcaucasie qui est ethniquement, géographiquement, historiquement et stratégiquement proche du Caucase. Finalement, les Cosaques constituent un nouvel élément qui relie ces deux sous ensembles entre eux mais aussi à la Russie.

8-2-2-1 Aperçu général sur la situation au Caucase ...

Les tensions ne sont pas moins fortes au sein des trois républiques de Transcaucasie et qu'entre elles. Certes, il s'agit des républiques les plus homogènes de l'URSS : 94 % d'Arméniens en Arménie, 83 % d'Azéris en Azerbaïdjan et 70 % de Géorgiens en Géorgie, mais elles comportent cinq entités enclavées, héritées des décisions du Kavbureau, ou Bureau caucasien, prises en mars et en juillet 1921.

Pour les trois républiques de la Transcaucasie, les tâches prioritaires de leur sécurité nationale sont la consolidation de leur indépendance, la rupture de leur dépendance à l'égard de la Russie, le gain d'une reconnaissance diplomatique de la communauté internationale et l'établissement de contacts de tous genres avec les autres Etats. Cette aspiration à l'indépendance est en parfaite contradiction avec la situation de 1917 lorsque les leaders des mouvements politiques en Transcaucasie se contentaient de demander une plus grande autonomie à l'heure de la désintégration de l'empire tsariste. A la fin des années 1980, l'indépendance constituait la base de toutes les revendications politique, économique et sociale de l'ensemble des mouvements d'opposition dans cette région. Il y a aussi une différence notable dans le cadre des tâches de la sécurité nationale pour ces trois républiques. Pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie la tâche essentielle est d'acquérir un potentiel de combat pour faire face aux divers menaces sécessionnistes, mais par contraste, pour l'Arménie, cette tâche se résume à la protection de la minorité arménienne vivant en dehors de ses frontières notamment celle du Nagorno-Karabakh, et si possible de les réunir au sein d'une entité politique unique. Cette perception est étroitement liée à la mémoire vivace du génocide de la communauté arménienne en Anatolie de l'est en 1915 et la non viabilité des limites actuelles due au manque de ressources naturelles et à son caractère de pays enclavé.

Essentiellement, la sécurité nationale est le produit d'une interaction entre des facteurs relativement fixes, tels la taille de la population, la puissance économique et la situation géopolitique, et des facteurs moins tangibles comme

l'habileté des dirigeants politiques à la mobiliser les ressources disponibles à travers la diplomatie effective, à obtenir le support d'autres Etats pour atteindre des buts relatifs à la sécurité nationale. Dans le cadre des entités politiques existant déjà sous forme d'Etats, la tâche des hommes politiques est facilitée par le facteur de la *légitimité* (souvent représentative), et celui des *institutions effectivement existantes* et de la *structure administrative* (souvent bureaucratique) pour représenter la fonction politique. Naturellement ces institutions et structures sont encore très faibles, sinon complètement absentes dans ces Etats nouvellement créés de l'Asie centrale et du Caucase.

En tout cas, il n'est pas exagéré de dire que ces seigneurs de guerre (Warlords) et les milices sous leur direction ont représenté et continuent de représenter la plus grande menace pour la sécurité nationales de Etats de Transcaucasie.

De l'ensemble des trois républiques du Caucase, la Géorgie semblait être la plus hétérogène en 1989. Près de 90% de la population appartenait à l'ethnie Géorgienne. Toutefois, il est intéressant de noter qu'en terme de nationalité, les Ossète et les Abkhazes étaient, respectivement 4ème et 5ème plus grande minorité. La plus grande minorité était les Arméniens, suivie des Russes et des Azéris²⁴. L'existence des grandes minorités azéris et arméniennes, toutes deux concentrées dans des zones frontalières, crée une source sérieuse de tension, auxquelles s'ajoutent les prétentions contradictoires, sources de conflit, de renforcement du contrôle des régions peuplées de minorités de la part du pouvoir central et les tendances sécessionnistes des dites régions. C'est un domaine, au moins, où la politique de la Géorgie semble avoir réussi. C'est dû essentiellement au succès rencontré par Tbilissi pur maintenir un équilibre dans sa politique à l'égard du conflit en Haut-Karabakh et particulièrement à l'égard de la minorité arménienne, installée dans le district d'Akhalkalaki, où il n'a pas renforcé son contrôle central.

La politique étrangère de ces Etats représente le facteur, le plus controversé aux yeux de Moscou. En effet, les trois républiques du Caucase disposent d'une très petite marge de manoeuvre internationale. La faillite des efforts visant à la mise en place d'une structure étatique légitime et effective, qui aurait les moyens de gérer correctement les conflits et qui pourrait mobiliser de nouvelles ressources potentielles pour parachever la sécurité nationale, impose de nouvelles contraintes. En terme général, il est aussi vrai de dire que quand les trois républiques de Caucase ont diversifié leurs moyens pour la recherche et l'obtention du soutien des puissances régionales et celui de la communauté internationale au sens large, ils se sont trouvés dans la position de petits et faibles Etats, se situant dans une région où un grand nombre de voisins puissants tentaient de leur imposer une domination et une influence forte et où toute sorte

²⁴ Selon les statistique de 1989, les arméniens représentaient 8% de la population totale de la république, les Russes, 6%, les Ossètes, 3% et les Abkhazes, 2%.

de régime international était quasiment inexistant. Le Régime international est défini comme « un ensemble de principes, de normes, lois, et de procédures de prise de décision, au cours desquels l'attente de l'acteur converge avec une problématique régionale donnée »²⁵.

Malgré la désintégration de l'URSS, la puissance régionale clé demeure la Russie. Les relations entre la Russie et les trois pays du Caucase sont basées sur un jeu complexe de perceptions des intérêts. D'un côté ces républiques sont inquiètes de voir diminuer leur influence et donc de perdre leur souveraineté par rapport à la Russie. D'un autre côté, un grand nombre de soldats et d'officiels Russes ont du mal à accepter l'indépendance de ces pays. Toutefois, si le contrôle politique direct de la Russie sur ces pays a connu une évolution formelle, cela ne s'est pas traduit par une désintégration politique et militaire, similaire ou de même force qu'à Moscou. Pour compliquer les choses, les dirigeants politiques des pays du Caucase ont souvent essayé de poursuivre une politique franchement contradictoire pour sauvegarder leur indépendance vis-à-vis de Moscou tout en recherchant l'aide russe pour restaurer leur économie et les soutenir dans les conflits locaux. A l'automne de 1992, la situation économique du pays avait obligé l'Azerbaïdjan à conclure toute une série d'accords économiques et commerciaux avec la Russie. Timour Karayev, Adjoint au Président du Parlement, expliqua : « nous sommes des partenaires économiques depuis des siècles ».²⁶

En ce qui concerne les deux autres puissances régionales, l'Iran et la Turquie, leur relation avec les républiques de Caucase sont devenues plus significatives et complexes depuis la dissolution de l'Union Soviétique. La Turquie avec ses longues alliance avec les Etats-Unis et, au moins depuis le début des années 80, sa puissante économie, s'est affirmée comme la nouvelle puissance régionale. Au même moment et au lieu de se présenter comme le protecteur des populations musulmanes - notamment une population à grande majorité turcophone -, issues de l'ex-URSS, l'Iran a joué un rôle surprenant en se plaçant comme arbitre neutre dans les conflits de la Transcaucasie. Alors que la stratégie d'une faction des dirigeants d'exporter la révolution islamique à travers le monde musulman, notamment à sa périphérie, continuait à fonctionner, l'Iran a opté pour une tactique pragmatique de neutralité au lieu de profiter de la guerre entre les musulmans (Azéris, Abkhazes, Tchétchénes) contre les non-musulmans (Arméniens, Géorgiens, Russes), pour mieux assurer une propagande islamique. En effet, la tactique devient stratégie au bout d'un certain temps et au lieu de viser à déstabiliser à court terme les divers pouvoirs locaux pour imposer son hégémonie, la république islamique d'Iran a tout mis en oeuvre pour donner une

²⁵ KRASNER. Stephen. D *International Regims* London Ed : Cornell University Press; 1993.

²⁶ FULLER. Elizabeth « *Azerbaijan's Relations with Russia and the CIS* » in : *RFE/RL Research Report* Vol 1 n° 43, 30 octobre 1992. D'un autre côté, il faut souligner que l'Assemblée Nationale d'Azerbaïdjan rejeta à l'unanimité l'adhésion à la CEI.

nouvelle image d'elle-même, celle d'un sage arbitre voulant la paix et la stabilité de la région. Son but d'établir un équilibre de pouvoir dans la région, se poursuit en s'appuyant sur la diplomatie et le commerce.

Les républiques caucasiennes ont été débordées par l'ensemble de ce jeu, extrêmement compliqué, de l'ensemble des puissances extérieures ; chacune de leur réponse à ce phénomène fut différente mais il existe un dénominateur commun : tôt ou tard, elles ont compris qu'en tout état de cause, la Russie reste la puissance incontestable et qu'elles resteront dans son sillage tant qu'elle subviendra à leurs besoins économiques et militaires. Elles ont compris qu'il ne serait pas prudent de heurter la susceptibilité de la Russie car aucune autre puissance régionale ne s'affrontera jamais à ce dernier.

Le cas d'Azerbaïdjan est le plus significatif; dans un certain nombre de domaines, ce pays bénéficie de certains avantages intrinsèques par rapport aux deux autres pays caucasiens. Premièrement, ses liens forts religieux, culturels et ethniques avec la Turquie et l'Iran, lui ont permis de devenir un joueur pratiquement autonome sur le terrain politique de la région. Deuxièmement, ses importantes réserves de pétrole ont attiré l'intérêt international pour ce pays pour au moins un siècle. Mais depuis 1991, le potentiel de la république de jouer un rôle important dans la région a été entamé par la forte orientation idéologique de ses deux premiers leaders. Dans le cas de Moutalibov, une forte orientation pro-russe et dans le cas de Elchibei, la forte orientation pro-turque. En novembre 1992, Bakou participa à la création d'un peu contraignant « *Marché Commun Turc* » mis en place par Ankara et réunissant la Turquie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizie.

8-2-2-2 ... et l'imbrication avec la Transcaucasie.

Les caractéristiques actuelles du conflit dans cette région du Nord-Caucase sont les suivantes :

- 1 - les demandes politiques des groupes ethniques (les Tchétchènes, les Ingouches, les Ossètes, les Cosaques) sur les terres convoitées va augmenter,
- 2 - il existe une grande différence de point de vue quant aux méthodes de traitement nécessaires aux structures socio-politiques parmi les divers antagonistes dans la région,
- 3 - le recours à la force armée dans la région a engendré un sentiment de méfiance et un éloignement parmi les peuples de la région,
- 4 - les puissances régionales et leur alliés internationaux s'intéressent de près à cette zone et, finalement,
- 5 - un grand nombre d'exodes a été enregistré dans cette zone ; le flux des réfugiés ne cesse d'augmenter.

Les Ingouches qui ont demandé la séparation des Tchétchènes, se trouvent au centre d'un triangle stratégique dangereux entre Grozny, Valadi-Kafkaz et

Mouzdouk. Le volume de la production industrielle de la république Tchétchéne-Ingouchie en 1990 a atteint 2,2 milliards de roubles, soit 0,4% de la production de l'ensemble de la Fédération de Russie; cette production était dominée par les produits pétroliers. Avec l'épuisement des réserves pétrolières et vue l'existence de la capacité de traitement et de raffinage pétrolier, cette république s'est mise à utiliser le pétrole importé d'autres régions pour maintenir le niveau de sa production. La presque totalité du carburant utilisé dans les avions (92% de la production totale de la Russie), était issue du complexe de Grozny. Avant la guerre, on utilisait essentiellement du pétrole importé ; en 1990, par exemple, hormis les 2,2 millions de tonnes de pétrole extrait, 15,3 million tonnes de pétrole a été importé. Plus de 16,3 millions tonnes de pétrole a été utilisé pour fabriquer des produits chimiques et pétrochimiques.

Dans une situation donnée, où la compétition ethno-politique permet l'utilisation des groupes socio-politiques présents, les mêmes Ingouches ont invoqué la lutte agraire du peuple opprimé ; la guerre opposant ces derniers à l'Ossétie du Nord a bel et bien montré que le contrôle tribal sur l'économie du pays pouvait avoir des conséquences très graves.

Les outils d'extraction de pétrole et de gaz appartenaient essentiellement aux Tchétchénes (plus de 95%). Après le référendum du 30 novembre 1991, le processus d'écartement des Ingouches de la présidence des unités industrielles a commencé en même temps que le début de la démarcation des frontières établies en 1939 (les régions de Soungé et de Malgouik). Les chefs des tribus Ingouches se sont rendu compte, quelques jours plus tard, qu'ils avaient été mis à l'écart et ont commencé à faire quelques pas décisifs pour influencer et perturber le système complexe de patrons russe et de leurs protégés Tchétchénes; on connaît les résultats de ces actes. En effet, en automne 1992, un an après l'indépendance de la Tchétchénie, cette république connaissait déjà les débuts d'un désordre qui allait se transformer en guerre plus tard. Le commerce illégal s'est mis en place et l'économie Tchétchéne, déjà fragilisée par la mauvaise gestion du système soviétique, est tombée dans une situation anarchique totale.

Cette anarchie est, par ailleurs, le fruit de la rivalité inconciliable des groupuscules rivaux de l'opposition qui permettait le maintien au pouvoir de Djokhr Doudaïev. Ces groupes qui disposent chacun de sa bande armée et qui protègent leurs intérêts financiers, se sont mis en rivalité avec le pouvoir en place, lui même issu d'un de ces groupes tribaux, pour prendre le contrôle du complexe pétrochimique. De ce fait, la compétition entre le gouvernement, le parlement et le Président Tchétchéne est devenu un fait inévitable. Cette compétition a rendu de plus en plus opaque l'échiquier politique de la Tchétchénie et cette situation a obligé les grandes familles importantes, qui appliquent la méthode de *régulation tribales*, à se mettre à la recherche des voies de la reconquête du pouvoir sur le *triangle Nord-Caucasien* qui est au centre du commerce du pétrole et d'autres matières stratégiques.

8-2-2-3 Les Cosaques : facteur de recomposition.

Fascinés et attirés par l'Est, les Cosaques sont au contraire arrêtés par le Sud. Au bord des déserts d'Asie centrale, ils ont établi une longue ligne défensive qui relie la mer Caspienne au massif du Pamir. Cette 'Tcherta' n'est rien d'autre qu'un 'limes'. Au nord l'Empire tsariste s'étend sur toute la largeur du continent, de la Crimée à la mer d'Okhotsk ; Le sud n'est qu'un tourbillon une poussière de peuple nomade. Il faudra garder le souvenir de cette longue étape qui prend fin il y a cent cinquante ans. L'empire russe a cherché longtemps à établir entre le Sud et lui une séparation. Il ne franchira cet équateur qu'en 1939, au moment où les anglais lancent l'armée des Indes à l'assaut de l'Afghanistan.

Les Cosaques se sont lancés à l'assaut de l'Asie centrale au nom d'un mythe qui n'était pas le leur. "La continuité de la politique d'expansion des tsars" est souvent mis en avant, il nous semble bien pourtant que, passé la première phase d'expansion défensive anti mongol, les russes ont été souvent entraîné dans le rêve des autres. Au milieu du XIX^o siècle, ils ont cédé à la mode coloniale, venue de Paris et de Londres. Partout, ils ont cherché à étendre vers le sud leur influence. Ils ont conclu avec la Chine affaibli, des Traités Inégaux, mais leur expédition vers la Mandchourie a échoué. La concurrence anglaise et japonaise a rendu éphémère l'aventure chinoise des russes. Dans cette région orientale, un limes stable va être précocement dessiné le long de la Mongolie, de l'Amour et de l'Oussouri; il n'a pas bougé depuis²⁷.

L'essor du nationalisme militant au sein de l'élite politico-militaire Russe s'est aussi reflété dans la renaissance Cosaque en Russie. Défenseurs historiques du territoire Russe, les Cosaques se sont joint aux unités militaires Russes dans les conflits de la région trans-frontalière du Dniestre et ils se sont fortement engagés dans les combats de la région Ossète, du Nord Caucase. Ils sont également actifs au Nord-Est et au Nord-Ouest du Kazakhstan.

« L'inquiétude vient du fait que les Cosaques du Kazakhstan pourraient chercher à s'organiser militairement comme ils peuvent dorénavant le faire en Russie »²⁸.

Il existe deux mouvements Cosaques distincts en Russie, même si certaines informations annoncent leur prochaine fusion²⁹. Des décrets signés par Yeltsine en juin 1992 et en mars 1993 ont préparé cette incorporation active des unités Cosaques dans l'armée Russe et dans les gardes-frontière. D'autres rapports semblent indiquer que des anciens officiers du KGB sont en train de se rallier aux Cosaques, menaçant de faire de ce renouveau Cosaque un fer de lance pour les

²⁷ CAGANT. R JAN. M LE milieu des empires Paris Ed : Robert Laffont 1990.

²⁸ ALLISON. Roy *op.cit.*

²⁹ Il s'agit de l'Union des Armées Cosaques de Russie, formée en juillet 1991 et de sa rivale, l'Union des Cosaques, formée peu après par des opposants Communistes à la première.

mouvements antidémocratiques et ultranationalistes. C'est une des raisons majeures qui ont poussé les autorités militaires à freiner toute tendance à l'autonomie des Cosaques, insistant pour que les unités Cosaques, dont la réapparition a été bienvenue, soient néanmoins étroitement subordonnées à des autorités militaires, et non à leurs chefs traditionnels.

Pour conclure sur ces trois entités, le Caucase, la Transcaucasie et les Cosaques, on déduit que si jusqu'à présent, l'Asie centrale ne préoccupe pas outre mesure la Russie, le cas du Caucase et de la Transcaucasie paraît de plus en plus singulier. « *Les projets russes de développer des forces mobiles dans la région du nord Caucase contre les 'menaces' venant du sud constituent une exception à la notion d'une défense tous azimuts* »³⁰. La Russie est incapable d'apporter des réponses aux divers conflits de la Transcaucasie. Elle veut éviter que le cas tchéchène ne fasse tache d'huile au sein de la Fédération. Par ailleurs le transport de l'hydrocarbure par cette zone, le statut de la mer Caspienne et la présence incontrôlable des compagnies occidentales en Azerbaïdjan sont des questions qui ne semblent pas avoir de réponse concrète et immédiate.

8-2-3 Et de la Nation en quête d'Etat.

La région peuplée à majorité kurde est divisée entre quatre Etats : l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Elle a connu une mutation nouvelle : le problème kurde au sein de ces Etats est en passe de s'internationaliser. S'il existe un problème de définition de limites dans cette région, c'est dû en partie au fait que la zone « *Kurdistan* » demeure floue et vague. Trois phénomènes ont contribué à l'internationalisation de la question kurde, depuis l'avènement du « *nouvel ordre mondial* » :

- 1) La deuxième guerre du Golfe, suivi de l'exode des kurdes irakiens; l'intervention, que ça soit sous sa forme militaire, économique ou humanitaire des occidentaux en faveur des populations du Nord de l'Irak et la médiatisation de cette population, furent les premiers éléments de ce processus.
- 2) la création de la zone kurde au nord de l'Irak, avec un statut mal défini qui a été immédiatement la cause d'une instabilité régionale, aussi bien due aux affrontements meurtriers inter-kurdes, qu'aux interventions de l'Iran et de la Turquie dans cette zone.
- 3) Finalement les dernière intervention de l'armée turque et iranienne en Irak, depuis le 20 mars 1995 pour chasser les séparatistes du PKK du sud d'Anatolie, ont permis, en quelque sorte de lier 'symboliquement' le destin des kurdes dans ces trois pays ; ce que les kurdes eux-mêmes n'avaient pas réussi à faire.

³⁰ ALLISON. Roy Adelphi Paper n° 280 octobre 1993.

Bien avant la chute du communisme et l'hypothèse de la fin du conflit Est/Ouest, on a entendu « *des bruits de bottes à la frontière turco-irakienne et rumeurs d'une reprise d'intérêt, dans les milieux très nationalistes d'Ankara, pour la région de Mossoul* »³¹. Cela montre à quel point l'hydrocarbure de la zone peut dépasser la portée de l'éthique internationale.

Aujourd'hui, nous pouvons parler d'un problème international : la 'question kurde', liée à l'ensemble des questions du Moyen-Orient, mais aussi du Caucase et d'Asie centrale.

8-2-3-1 Frontières Safavide/Ottomanes, L'ancêtre des 'limes'.

En Asie, la montée d'un pouvoir safavide en Perse érigeant le chiisme en religion d'Etat et donnant au '*nationalisme*' perse un idéal spirituel, avec l'attente du retour de l'imam caché, avait conduit à près de 120 ans de conflit avec un Etat ottoman gardien de l'orthodoxie sunnite et inquiet des effets de l'avance du chiisme chez les Turcomans de l'Anatolie. Le '*Kurdistan*' et, de manière plus générale, tout l'espace compris entre Diyarbakir et Tabriz furent disputés, conquis et repris, ravagés par la tactique de la terre brûlée et dépeuplée.

Des lignes fortifiées furent édifiées de part et d'autre d'une zone parcourue par les Turcomans, qui faisaient allégeance, selon les circonstances, aux autorités d'Istanbul ou à celles de Tabriz. En fait, le conflit s'étendit de la Géorgie au 'Chatt el arab', après les campagnes de Suleiman (qu'on a appelé '*Le Magnifique*', mais qui était '*Le Législateur*'), et s'aggrava au milieu du XVI^e lorsque les chefs Turcomans se rallièrent à la dynastie safavide, obtenant la position d'une aristocratie militaire privilégiée. C'est à la suite d'une nouvelle défaite perse à Bagdad que fut signé en mai 1639 la paix de Zuhab : l'Arménie fut laissée sous contrôle perse et 'l'Iraq' sous contrôle ottoman³².

Parmi les clauses, il fut décidé de procéder à la démarcation de la frontière, dont le tracé est le même aujourd'hui. Les Ottomans lâchaient des territoires, situés au-delà des vilayets frontalières de l'est anatolien, parce qu'ils ne pouvaient pas les tenir sans y rester de manière permanente, avec le risque d'être exposés au harcèlement perse, à partir de Tabriz.

A examiner les tracés actuels, on constate que moins de 700 kilomètres et une dyade et demie sont directement³³ nés des accords secrets Sykes-Picot de 1916 : limite Jordanie-syrie et la moitié occidentale de la dyade Irak-Syrie. Sur un total de 29 dyades et d'environ 14 000 kilomètres de frontières effectives - en incluant, de manière approximative, ce qui reste à déterminer en choisissant entre les diverses lignes proposées par les uns et les autres, soit environ 3 500 km, le

³¹ FOUCHER. Michel *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique* Paris Ed : Fayard 1991.

³² Zuhab est aujourd'hui un bourg iranien sur l'ancienne grande route commerciale allant de Bagdad à Kermanshah.

³³ Certes, les frontières jordaniennes avec l'Irak et l'Arabie Saoudite coïncident en partie avec la limite sud de la sphère d'influence anglaise mais elles ont été tracées au terme d'accords avec Ibn Saoud en 1922.

quart du total -, l'intervention française à porté sur 16 % des tracés, celle des Britanniques sur 26 %, celle des Russes sur 14,5 %. Le rôle des Ottomans et de leurs successeurs est attesté pour 29 % des tracés actuels. Quant à la rivalité franco-anglaise, elle a 'produit' 1 050 km de frontières seulement, soit moins de 7,5 % du total³⁴. En réalité, s'il y eut bien une série de plans de partition de l'Asie occidentale - accords de 1916, traité de Sèvres de 1920 -, ils n'ont été réalisés que très partiellement sous l'effet du retrait russe après 1917, de la rivalité franco-anglaise, du sursaut national turc et de l'éveil arabe.

A l'est de Nusaybin, le tracé suit une vieille route menant à CizréIl dessine un '*bec de canard*', occupé par les français en 1929, car il présentait l'avantage d'ouvrir une '*fenêtre sur le Tigre*'. La frontière sur le fleuve fut établie scientifiquement par des officiers de marine français et turcs. Ce *bec de canard* est aujourd'hui une base de repli de groupes opposants kurdes du PKK. (Parti des travailleurs kurdes, dont le siège est à Damas) : l'Etat syrien - pays de minorités dont 8 % de la population est kurde - offre ainsi un sanctuaire permettant d'agir, depuis le *bec de canard* et Nusaybin en direction des provinces de Mardin et de Diyarbakir, deux des quatre provinces placées sous le régime de la loi martiale. Comme on s'en doute, la frontière, du côté turc, est bordée d'une ligne de barbelés souvent triple ou quadruple et de tours de guet tous les deux cents mètres.

A l'est du grand fleuve, connu sous le nom de Dijlah, s'étendait l'ancien wilayet de Mossoul qui, bien qu'attribué à la France en 1916, fut abandonné aux Britanniques dès 1918 par Clemenceau (ce qu'entérina la conférence de San Remo, 1920). Anticolonialiste, il estimait que l'annexion de cette région kurde serait une cause d'ennuis et il ignorait, en 1918, la valeur pétrolière de la région de Kirkouk.

La frontière Turquie-Irak a été établie par le traité anglo-irako-turc de 1926 (Angara) et suit *grosso modo* la limite nord de l'ancien Wilayet de Mossoul, encore appelé '*ligne de Bruxelles*' dans le traité de Lausanne. Les Turcs auraient souhaité un tracé englobant l'ensemble du wilayet ainsi que la tenue d'un plébiscite.

L'article 10 du traité définissait une zone frontière de 75 kilomètres de profondeur des deux côtés à l'intérieur de laquelle les deux Etats empêcheraient tout acte hostile dirigé contre l'autre. Allusion claire à la question kurde, très sensible dans cette région de montagnes.

Outre que l'idée de Kurdistan - comme entité unifiée - est en quelque sorte d'origine externe et récente, ne s'agit-il pas là aussi d'une revendication à caractère national développé comme phénomène d'ethnogenèse postérieur aux tracés des frontières les plus récentes ? A la différence d'autres cas, telle l'Erythrée, les luttes se déroulent à l'intérieur des deux Etats où ils forment une

³⁴ France : seule, Syrie/Liban ; avec les Anglais : Syrie/Irak, Syrie/Jordanie, Israël/Liban ; avec les Turcs : Syrie/Turquie. Royaume-Uni : seul, Irak/Koweït ; avec les princes arabes : Irak/Arabie Saoudite, Koweït/Arabie Saoudite, Arabie Saoudite/Jordanie, Jordanie/Irak.

forte majorité, la Turquie (19 %) et l'Irak (23 %) : l'enjeu n'est pas d'abord la reconstitution d'une entité transgressant les frontières actuelles mais la reconnaissance de l'autonomie interne dans les deux Etats et dans des limites telles que la viabilité économique soit assurée.

8-2-3-1-1 La question kurde.

La population kurde, environ 24 millions, est répartie entre plus de cinq pays : l'Irak 4 millions, l'Iran plus de 6 millions, la Syrie plus d'un million, la Turquie 12 millions, et des entités des kurdes réparties en Arménie, en Azerbaïdjan, au Liban et en Asie centrale. Si on prend la question kurde dans un ensemble, lesdits Etats sont engagés dans des nombreux sous-systèmes régionaux: le Moyen-Orient (la zone du conflit Israélo-arabe), la zone du Golfe Persique, la zone du Caucase et d'Asie centrale etc. Cette imbrication inextricable rend difficile une telle étude car d'une part il est impossible d'étudier la question kurde comme un fait « *chirurgicalement* » séparé de l'ensemble de ces zones, d'autre part une telle opération ne peut expliquer qu'une partie du problème. Tenant compte d'une telle difficulté, nous essayons d'étudier, dans une analyse qui a pour centre, les relations entre l'Asie centrale et le Kurdistan. *O.T. Comprends pas : il manque un bout de phrase, non ?*

Suite à l'éclatement de l'empire Ottoman, le partage du Moyen-Orient devient un prétexte pour la présence franco-britannique. La fin de la deuxième guerre mondiale à son tour annonce l'avènement du monde bipolaire et le début de la guerre froide. Par ailleurs les accords Sykes-Picot ont laissé la lueur d'une possible expression du sentiment national parmi les différents peuples de l'empire. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, les deux superpuissances ont essayé de récupérer, outre les conflits locaux, les insurrections ethniques au sein des Etats du camps adverse; un des premiers cas de ce type de récupération est la création de la république de Mahabad, en 1946, au nord de l'Iran. Ces énoncés, vus des Etats de la zone peuvent se traduire par: une lutte pour la stabilité régionale de l'après guerre.

8-2-3-2 De La république de Mahabad à la création d'une zone de sécurité kurde.

La création de la République de Mahabad en 1946, marque le début de la présence soviétique ; une présence qui ne cessera que dans les années 80. Selon un certain nombre d'auteurs cette création et les accrochages qui l'ont suivie font partie des premiers conflits de la guerre froide qui sont traités par l'ONU. Après la commune invasion soviéto-britannique au nord et au sud de l'Iran en 1944, le Conseil de Sécurité de l'ONU demande l'évacuation immédiate du pays. Les Britanniques y répondent favorablement mais l'Armée Rouge continue à occuper

ses positions. La présence de l'Armée Rouge depuis 1941 en Azerbaïdjan iranien a aidé Pichévéri, notable local et fondateur du '*Front Démocratique d'Azerbaïdjan*', à proclamer l'indépendance de la République du même nom le 13 décembre 1945.

Par ailleurs en septembre 1942, au moment où l'anarchie est totale au Kurdistan, qui ne dépend d'aucune des puissances occupantes, se crée le '*Komala*', (*Société de la vie de Kurdistan*). Ce mouvement, fondé par une quinzaine de notables de Mahabad, élargit très vite son audience au-delà de la ville. Entre août et octobre le *Koumala* se transforme en PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran). Qazi Mohammad, une des personnalités de la ville qui adhère au parti et qui devient vite le dirigeant incontestable du comité central, va faire le choix de la République d'Azerbaïdjan. Après un deuxième voyage des dirigeants du parti à Bakou, dans le cadre de '*Congres des peuples d'Orient*', il arrive à s'assurer du soutien du Président Aliév³⁵. Fort de ce soutien soviétique, Qazi Mohammad déclare le 22 janvier 1946 l'autonomie de la République du Kurdistan, en présence de Mollalı Mustafa Barzani, venu récemment du Kurdistan irakien.

Les deux jeunes républiques Kurde et Azéri entrent en conflit pour la délimitation de leur frontières; grâce à un arbitrage soviétique les deux Etats concluent un traité le 23 avril 1946.

Mais ce phénomène soulève un des grands traits de la question Kurde. En effet, indépendamment de l'Etat central, il y a toujours eu en Iran un conflit qui opposait les Kurdes au *turks*³⁶ (les azéris); de ce problème on ne parle presque jamais.

L'évacuation de l'Iran par l'armée soviétique en mai 1946 a en effet signé l'arrêt de mort de la République de Mahabad, malgré un accord de cessez-le-feu qui intervient la même année. L'offensive de Téhéran commence en novembre 1946 avec la reprise de l'Azerbaïdjan. Mahabad se rend; Qazi Mohammad est arrêté et pendu avec d'autres dirigeants en mars 1947. Barzani, avec quelques centaines d'hommes parvient à passer en URSS.

La chute de la république de Mahabad résulte, comme souvent au cours de l'histoire du XX^e siècle, de la cessation de l'aide d'une puissance régionale - ici l'URSS - qui se satisfait finalement d'une concession pétrolière dans le nord de l'Iran.

La population Kurde subit les conséquences d'une modernisation forcée en Iran, la sédentarisation, la réforme agraire et ses suites telle que l'urbanisation dans les grandes métropoles et l'assimilation culturelle. Fort de 7 millions d'habitants, le Kurdistan iranien compte pour 10% de la population totale du pays. Avec plus de 60% d'analphabètes (jusqu'à 95% pour des femmes dans les

³⁵ A ne pas confondre avec Gaidar Aliév, l'actuel président d'Azerbaïdjan.

³⁶ Voir les appellations de R et Ch Choukourov sur les peuples d'origine turco-altaïques, opposés aux peuples iraniens : CHOUKOUROV. Charif et Roustam *Peuples d'Asie centrale* Paris Ed : Syros 1994.

villages), la région fait partie des zones les plus arriérées de l'Iran. Plus de 60% des gens déclarent ne pas comprendre le persan, alors que jusqu'à présent l'enseignement ne s'effectue que dans la seule langue nationale.

Mohamad-Reza le 2^{ème} et le dernier des Pahlavis n'a pas apporté d'autres nouveautés relatives à la question nationale sinon de nouvelles méthodes de répression.

Le Pacte de Bagdad, signé en 1955 entre l'Iran, l'Irak la Turquie et le Pakistan, fit suite aux intentions américaines d'endiguer le communisme. Ce Pacte concernait aussi les Kurdes. Dans l'immédiat, la répression va toucher une tribu kurde, les *Jwanro*, établie au nord de Kermanschah et qui a gardé une forme d'autonomie locale, favorisée par la proximité de la frontière irakienne. La signature du Pacte de Bagdad encourage le Chah à lancer le 4 février 1956, ces troupes contre les *Jwanro*, qui se réfugiaient dans les montagnes, abandonnant la forteresse symbolique de leur indépendance.

8-2-3-2-1 Une séries de révoltes périodiques.

Cette série de révolte commence bien avant la république de Mahabad avec celle de Cheikh Mohammad en Irak en 1918-1919, écrasée par *Royal Air Force*. Suivie de celle de Simetghou en Iran et de Cheikh Saïd en Turquie; cette révolte sera matée, après avoir menacé sérieusement le jeune Etat turc mais elle sera le début d'une série de mouvements dont celui d'Ararat, 1927-1930 et celui de Derzim, 1936-1938.

Au Kurdistan irakien, le soulèvement de Barezani a marqué jusqu'à aujourd'hui un nouveau tournant dans les rapports du gouvernement central et la partie Kurde. Le 14 juillet 1958, un coup d'Etat militaire dirigé par le général Kassem renverse la monarchie Hachemite d'Irak. La république où « *arabes et kurdes sont librement associés* », est proclamé à Bagdad, Barzani rentre de son exil soviétique. A peine légalisé en 1960 le PDK n'a pas de temps de reprendre ses activités normales ; accusé de séparatisme, il se voit interdire ses journaux et autres publications en 1961. Le 11 septembre de la même année, on assiste au début de l'insurrection Kurde. Ce n'est qu'en 1963, après le coup d'Etat ba'athiste qu'un cessez-le-feu provisoire est signé sur le front du Kurdistan; la chasse au communiste fait des milliers de morts. En septembre 1963, se déclenche une nouvelle révolte Kurde ; l'insurrection ira s'amplifiant au fil des années. Le régime militaire d'Aref issu du coup d'Etat de 1963 ne parvient pas à l'écraser militairement. Ce coup d'Etat ba'athiste à Bagdad en 1963 marque le début de la sortie de l'Irak du Pacte ; le Pacte s'appellera désormais le CENTO. C'est dans le cadre de ce genre de Pactes que les gouvernements concernés décident de soutenir implicitement les kurdes des autres Etats de la région, tout en s'opposant à un minimum d'autonomie de leurs propres kurdes. La révolte des paysans kurdes iranienne en 1967 appuyée par l'Irak, la révolte, désormais classique, de

Barzani de 1970 appuyée par l'Iran, puis abandonnée avec les accords de 1975; le soulèvement de guérilla de PKK en 1984 soutenu par le même Iran, en sont des exemples les plus évidents.

Après des tentatives de cessez-le-feu, la révolte reprend en 1965. Avec le nouveau coup d'Etat ba'athiste en 1968 en Irak, les choses vont changer. Une nouvelle vision de l'Etat irakien amène les Kurdes à la table de négociation pour une autonomie de la partie Kurde. L'accord prévoit une participation des Kurdes aux instances suprêmes de l'Etat et un recensement destiné à délimiter la région autonome. Pendant cette période de « *ni guerre, ni paix* », l'URSS commence à soutenir le gouvernement irakien suite au traité de 1972, tandis que l'Iran conseillé par Washington, apporte son aide aux Kurdes.

Mais les choses prennent une autre tournure; Bagdad promulgue unilatéralement une loi sur l'autonomie du Kurdistan, très en retrait par rapport aux accords de 1970; elle est rejetée par les Kurdes et la révolte reprend sous la forme d'une guerre massive.

Les accords d'Alger de 1975, relatifs aux contentieux frontaliers concernant le Chatt el-Arabe, sont signés le 5 mars 1975. L'Iran, après avoir obtenu gain de cause sur les différends frontaliers, retire son soutien aux Kurdes; la révolte se noie dans le sang de quelques milliers de kurdes, le Chah accepte l'exode massif de centaines de milliers des Kurdes en Iran. La fin de l'année 1975 voit une scission au sein du PDK d'Irak pour donner naissance à l'Union Patriotique de Kurdistan (UPK) de Djalal Talabani; la lutte reprend sous forme de guérilla en 1976.

8-2-3-2-2 Le début de la régionalisation de la question 'Kurde'.

Avec la Révolution Islamique du 22 décembre 1979, le facteur islamique prend une nouvelle couleur, une idéologie qui prêche l'évolution des frontières des Etats-nation au profit d'*Umma*: « *tout musulman est citoyen du pays des croyants* ». Face à une idéologie globalisatrice, il est évident qu'on ne peut pas parler de la création d'un nouvel Etat, d'autant plus que 97% de la population kurde est musulmane. Le facteur islamique comme l'idéologie officielle des gouvernements de la région (comme la République Islamique) ou comme le facteur secondaires de légitimité d'autres gouvernements (le Chah, le gouvernement ba'athiste et même la Turquie moderne - il suffit de voir la montée de Erdogan et du parti Refah en 1996) a favorisé une opposition laïque des mouvements kurdes : une laïcisation maëxiste.

Le 22 septembre 1980 Saddam Hussein, croyant en la faiblesse militaire de la République Islamique, attaque l'Iran sous prétexte de la caducité des Accords d'Alger. En effet, après le retrait du Chah à partir du 16 janvier 1979, et l'instauration de la République Islamique. *O.T. comprends pas manque un bout de phrase.*

Endetté de la première guerre du Golfe, Saddam Hussein, attaque son ancien protecteur: le Koweït. Pour récupérer *la dix-neuvième province de l'Irak*. La description chronologique des opérations et les tractations qui la précédaient, ne font pas l'objet du présent travail. Toujours est-il qu'après l'invasion du 17 janvier 1991, le Koweït est libéré le 28 février de la même année. Une coalition occidentale s'est érigée contre l'Irak ; « *tous les membres de cette coalition sont venus punir l'Irak pour un acte que chacun d'entre eux avait commis à un moment donné de son histoire* ». En effet, l'Irak n'aurait jamais attaqué le Koweït si son puissant allié soviétique n'en était pas à la fin de ses jours. Cette invasion démontre le début de la disparition du bloc Est-européen comme puissance équilibrante face aux Etats-Unis ; désormais ces derniers sont la puissance hégémonique de la Planète - pour reprendre la terminologie de Raymond Aron.

Le 11 mars, les kurdes rejoignent les chi'ites au congrès de l'Opposition Irakienne à Beyrouth. Les événements vont se précipiter. Le 28 mars, l'armée irakienne annonce la reconquête de la ville pétrolière de Kirkouk, qui avait été occupée par les '*Pechmargas*' (les combattants kurdes) pendant les hostilités. C'est le début de l'exode de plus de deux millions de kurdes dans les montagnes turques et iraniennes. C'est la première fois que la population occidentale découvre une population kurde présentée par les médias occidentaux pour compenser l'absence de l'image de la guerre, et pour démontrer que Saddam Hussein occupe la place du « *méchant* » dans ce « *reality show* ». La résolution 688 de l'ONU instaure une zone de protection des alliés au nord de l'Irak. Pendant ce temps-là, les négociations ont été reprises entre le mouvement kurde, le PDK de M. Barzani et l'UPK de M. Talabani et le gouvernement Ba'athiste gardé sur place par les occidentaux pour combler l'absence d'alternatives à Saddam Hussein et surtout, en ce qui concerne la question kurde pour ne pas soulever la même question en Iran et en Turquie.

Une zone de sécurité est créée et une autonomie de fait est octroyée aux kurdes. Les modalités de cette autonomie, la mise en place d'un gouvernement régional et l'éclatement des combats, relèvent du domaine d'un autre travail de recherche mais toujours est-il qu'un tabou moyen-oriental est brisé : il peut exister une zone autonome kurde ; autrement dit, il est possible de remédier à la vieillesse de l'Etat-nation (pour combien de temps ?)

Le gouvernement irakien, affaibli par plus de seize ans de guerre et une dette mirobolante n'a pas encore retrouvé son agressivité habituelle vis-à-vis des kurdes, mais plusieurs signes qui montrent que cela est en train de se mettre en place. De nombreuses réunions quadripartites (Irak, Iran, Syrie, Turquie) ont eu lieu pour conclure que: « *toute partition du territoire irakien est absolument inadmissible* » et qu'ils s'opposeront à l'éventualité de tel fait vigoureusement. La Turquie faisant partie des 16 membres de l'OTAN, paraît avoir la place d'honneur. L'Irak de Saddam Hussein, est préféré à un Etat instable divisé en trois parties. L'Iran islamique, avec à sa tête M. Rafsandjani a cherché des

nouvelles légitimités outre le chiisme radical de Khomeyni; il essayait de rompre son isolement international en se rapprochant de plus en plus de l'occident mais l'affaire de tribunal de Mikonous, en Allemagne est en train d'enlever la dernière chance de la République Islamique. Toutefois, d'un autre côté, on assiste au réarmement massif du pays. Finalement la Syrie, avec son jeu pragmatique dans la guerre du Golfe a gagné la confiance des occidentaux en ce qui concerne sa politique du maintien de l'équilibre et de la stabilité.

La Turquie a bombardé massivement et plus de six fois, les positions du PKK au Kurdistan irakien. En effet, les négociations secrètes entre la délégation de PKK et le gouvernement turc sont interrompues après la mort de Turgot Ozal. Son successeur, Souliman Demirel, semble opter pour une '*solution militaire*' à la question kurde. Le gouvernement iranien a commencé à bombarder lui aussi les positions du PDKI, à partir du mois de mars 1993. *Le maintien du Statu quo, semble être la politique commune des quatre gouvernements respectifs.* Par ailleurs, dans le cadre de ce type d'affaire, la notion de frontière semble essoufflée ; ni les Etats de la région - l'Irak compris -, ni les Etats occidentaux ni même l'ONU n' 'admettent' la violation des frontières d'un Etat souverain.

La question Kurde s'est, tant bien que mal, imposée sur la scène internationale comme une question à part entière. Désormais les gouvernements occidentaux s'efforcent de lui trouver une réponse comme ils le font pour d'autres questions moyen-orientales. Est-ce que cette tendance se maintiendra pour longtemps?

Conclusion du chapitre.

En parlant des « *frontières 'chaudes'* » Michel Foucher précisait « *On y rencontre d'abord des enjeux frontaliers analysables comme l'effet de l'interaction somme toute classique entre des Etats, par exemple Chine-U.R.S.S., Chine-Vietnam, Inde-Pakistan, Malaisie-Indonésie ou même Iran-Irak. Comme en Europe autrefois, ce qui se joue par le biais des questions territoriales concerne des problèmes relatifs aux équilibres du pouvoir, aux luttes d'influence ou à la perception de menaces : fonction politico-stratégique des frontières* »³⁷.

Mais la dynamique géopolitique résulte aussi, dans un certain nombre de cas, de l'intervention de ce que l'on pourrait appeler des '*acteurs non étatiques*' ou des sous-systèmes : il s'agit non seulement des ethnies et des peuples minoritaires (des Kurdes ou Karens) ou majoritaires (des juifs israéliens aux Penjabi ou aux Javanais), mais aussi des communautés religieuses (intégristes sunnites, chiites ou wahhabites ; fondamentalistes hindous ou sikh) ou linguistiques (cas de l'Inde, '*nation multinationale*' et véritable '*Tour de Babel*'

³⁷ FOUCHER. Michel Fronts et frontières op.cit.

selon l'heureuse expression du géographe Jean Racine³⁸, elles aussi dominantes ou dominées, et enfin des clans (clan sunnite de Tikrit en Irak, alaouites de Lattaquié en Syrie, Pachtoune tribaux en Afghanistan, clans Chammar et Soudeiry d'Arabie Saoudite), des tribus et des clientèles, des factions (Liban), et des partis minoritaires (communistes irakiens ou iraniens, guérilleros chrétiens de Birmanie ou musulmans des Philippines). Ajoutons que les diasporas sont nombreuses et actives, des Palestiniens du Moyen-Orient aux Chinois de l'Asie du Sud-Est : *fonction (ressentie comme) oppressive des enveloppes d'Etat*.

Or, les tensions internes peuvent rapidement y prendre une dimension plus large, soit que les acteurs non étatiques soient aussi localisés en position frontalière et d'intersection (Kurdes), *frontière-obstacle*, soit qu'ils puissent disposer d'appuis logistiques dans des Etats voisins (cas des partis et des organisations), *frontière-sanctuaire*, soit les deux. Dans ces conditions, les tensions et conflits se déroulent sur une gamme assez large de registres, de niveaux spatiaux, par le biais d'alliances, de coalitions, de combinaisons qui, dans la durée, ne restent pas fixes.

De manière simplifiée, on peut discerner au moins quatre catégories de formations politiques : les Etats à fort pouvoir central (U.R.S.S., Chine, Iran, Turquie...) ; les Etats à structure fédérale, de droit ou de fait (Inde, Pakistan...) ; les Etats à assise minoritaire, dominés par des clans (Syrie, Irak,) ; enfin, les peuples qui se considèrent comme étant '*sans Etat*' et sont à la recherche, qui d'un territoire (Palestiniens), qui d'une indépendance (Kurdes, Ouïgours, et Tibétains).

« *Le mythe de développement, pour la première fois, éclate et laisse apercevoir une réalité longtemps dissimulée: Sud et Nord ne sont pas dans un rapport relatif d'avance ou de retard. Ils évaluent dans le sens inverse* »³⁹.

³⁸ RACINE. J. « *L'Union Indienne ou comment gouverner Babel ?* » *Hérodote* n° 42, 1985.

³⁹ RUFIN. J. Ch *L'Empire et les nouveaux barbares* op.cit.

Neuvième chapitre : Environnement rouge, vert ou Gris ?

Introduction.

La Chine, l'Iran, le Pakistan et la Turquie constituent, après la Russie, l'environnement immédiat du système centre-asiatique. Le 'vert' est la prolongation de la palette islamique du Moyen-Orient, incarnée par l'Iran et le Pakistan ; le 'rouge' personnifie la Chine communiste, du moins comme facteur de différenciation et le 'gris', la couleur des loups des steppes, est le symbole d'un panturquisme (mythique ?). La réflexion mûre et une recherche plus conséquente prend progressivement la précipitation et la spéculation journalistique quant à l'influence de l'Iran et de la Turquie dans cette région. Les mêmes raisonnements de l'époque de la guerre-froide poussaient les chercheurs, notamment dans les centres américains à identifier (fabriquer ?) immédiatement une source de menace dans cette zone en la personne du fondamentalisme islamique iranien. Six ans après et une fois de plus l'erreur de raisonnement a conduit à des fausses conclusions. Cette argumentation est à se demander si ce n'est pas suite à une doctrine bien déterminée qu'on réprime une fois plus l'islam, ici, pour le soutenir là-bas. En effet le 'fondamentalisme islamique' a joué un double rôle : celui de l'idéologie de 'élément perturbateur', l'Iran et celui de la légitimité des Talibans pour 'pacifier' progressivement l'Afghanistan - bien entendu avec l'aide d'une faction du pouvoir pakistanais, l'argent saoudien, le soutien américain et le tout chapeauté par la bénédiction d'Allah, et faciliter le transport de l'hydrocarbure centre-asiatique.

Cela allait de même pour la Turquie et la renaissance du 'panturquisme'. N'était-il pas un élément de plus pour repousser la Turquie des portes de l'Europe, un peu plus à l'Est ? Toujours est-il qu'aujourd'hui où un grand nombre des positions sont claires, *nous sommes en face d'une ouverture des pays d'Asie centrale vers cet environnement. Mais il existe une réelle attraction d'un certain nombre de ces pays vers l'Iran et la Turquie, d'une part, et les 'voisins inconnus' d'hier deviennent de plus en plus susceptibles de jouer un rôle dans cette zone.*

Nous avons vu un facteur commun à toutes les démarches des pays d'Asie centrale et de la Russie ; ici aussi nous retrouvons le même élément : la *stabilité*. « *Les Etats du Nord sont prêts à soutenir des Etats qui respectent ni la démocratie, ni les droits de l'homme, pourvu qu'ils remplissent une fonction*

utile de stabilisation des limes »¹ ; c'est le cas avec la République islamique d'Iran, la Turquie, la Chine... dans la région.

En effet, aussi bien l'Iran et la Turquie que les autres pays en contact direct avec l'Asie centrale sont dans une étape que Schelling appelle la « *théorie de la décision interdépendants* »². Il s'agit de l'examen de ces deux points, la neutralité de la théorie quant au niveau du conflit envisagé, d'une part, et d'autre par la définition du concept de *stratégie* par référence aux voies et moyens permettant de forcer la décision de l'adversaire en agissant sur sa perception des conséquences de ces propres actions nous amène à proposer d'appeler notre sujet.

Ici, le système de valeur, le système de circulation de l'information, le processus collectif de prise de décision, les paramètres permettant de prendre en compte les probabilités d'erreur ou de perte peuvent être considérés comme autant d'instrument d'analyse contribuant à la formation d'irrationalité.

Après avoir étudié successivement la nature du sous-système centre-asiatique, ainsi que son '*autorégulation interne*', nous allons examiner l'influence de l'environnement régionale sur la nouvelle recomposition en cours en Asie centrale. Comme nous l'avons vu, pratiquement toutes les questions internes à cet ensemble, sont en rapport direct ou indirect avec les entités étatiques voisines, bien qu'il y ait une part de décision et d'actions politiques purement interne qui agissent, indépendamment de l'extérieur. Dans un premier temps nous examinons la poids de l'Iran et de la Turquie : '*l'environnement-proche*' - non seulement géographique, mais aussi culturel, historique et linguistique - ; la deuxième section revient aux '*voisins inconnu*' : la Chine et le Pakistan ; bien qu'il existe moins d'affinité entre ces pays et la région, nous estimons que dans un avenir proche, ils occuperaient une place aussi importante que les deux premiers si, dans un grand nombre de domaines ce n'est pas plus.

¹ RUFIN. Jean-Christophe *L'Empire et les nouveaux barbares* Paris Ed : la Pluriel 1991.

² SCHELLING. Thomas C *Stratégie de conflit* Paris Ed: PUF 1986.

9-1 'Environnement-proche' : l'Iran, la Turquie.

La guerre a-t-on répété est la mère des révolutions. Mais elle peut affecter très différemment la stabilité et la permanence des gouvernements. Les régimes vaincus succombent fréquemment au poids de leur défaite. Cependant en elle-même la guerre, et la menace militaire, peuvent au contraire renforcer le pouvoir en provoquant une mobilisation patriotique qui fait taire momentanément les dissensions internes. La stabilité ainsi obtenue ne constitue-t-elle pas un changement significatif dans le régime, ne serait-ce qu'en accueillant de nouveaux acteurs jusque-là maintenus à l'écart ? C'est le cas de la 'Turquie moderne', après 1920 et de l'Iran islamique agguéri de huit années de combat contre l'Irak ; deux des derniers Etats-nations de la région, qui malgré la crise de ce concept, sont capable de trouver des réponses à des nouvelles crises. Ils sont en train d'affirmer une identité vieille de quelques siècles et mise à jours quand il le fallait.

Mais, « *les Etats multiethniques pourraient être plus fragiles que ce que l'on a pu croire et que les demandes populaires visant à redessiner les frontières, en particulier dans la région de la Vallée du Ferghana pourraient bien être un foyer de conflits pour l'avenir* »³. C'est dans ce contexte que l'Iran ne s'est pas présenté comme le protecteur des persans d'Asie centrale dans les guerres afghane et tadjik, ni de celui de chiïtes du Caucase dans la guerre des azéris contre les arméniens ; c'est également la cause de la prise de position 'décevante' de la Turquie dans le cadre de cette dernière guerre. Nous allons examiner les deux cas en détail.

La naissance de deux entités régionales, le Caucase et l'Asie centrale a réveillé des vieilles querelles de l'époque des 'Empires' : Perse et ottoman, réglées, auparavant de fait par l'appartenance de ces ensembles à la structure de l'Etat soviétique. Cette partie de l'histoire commune de ces deux Etats, avec toutes les turbulences qui les caractérisaient, est de retour. A l'heure actuelle, nous assistons à une renaissance des empires, non pas dans le sens où l'on verrait se reconstituer de nouvelles entités territoriales, mais plutôt en ce que se constituent des pôles de regroupement et de stratégie de la part des Etats-nations actuels qui sont comme la réminiscence des anciens empires⁴. La Russie, sous sa nouvelle forme 'post-communiste'⁵, l'Iran avec son Etat multiethnique, pour ne pas le qualifier d'empire, la Chine communiste qui reste solide malgré les changements de la configuration des forces sur la scène internationale et la Pakistan, à la fois héritier de l'empire Moghol et rassembleur des musulmans du

³ Voir GLEASON, Gregory « *Central Asia : Land Reform and the Ethnic Factor* » RFE/RL Research Report vol 2 n° 3, janvier 1993.

⁴ EOY, Olivier « *Les nouvelles données 1980-1991* » in : Disparition et renaissance des empires au Moyen-Orient et en Asie centrale Paris Ed : Dunod 1991.

⁵ Aujourd'hui, il est de plus en plus difficile de parler de la démocratie depuis l'avènement de la guerre en Tchétchénie.

sous-continent indien. A ces quatre pays s'ajoute, la 'Turquie moderne', dans les années 1920, sur les débris de l'Empire Ottoman.

9-1-1 L'Iran : les pouvoirs élargis du 'gendarme' fragile de la région.

Le coup d'Etat du 22 février 1921 mené par Reza Khan, à la tête de ses Cosaques, met fin à la régence de la dynastie des Ghadjares. Dans un climat de tension interne, le nouveau Chah est amené à effectuer une nouvelle politique dans le but de renforcer le poids effectif du pouvoir central sur l'ensemble du territoire iranien. Au différents centres de rébellion s'ajoutait alors celui de Simko (Simetghou) au nord-est du pays; avec une vague revendication nationale, ce mouvement qui avait commencé en 1918, se voit définitivement réprimé en 1930. L'histoire de la répression de cette première révolte Kurde dans le sens moderne du terme, est aussi l'histoire de la volonté d'instaurer l'Etat-nation dans sa signification occidentale. Très vite Reza Chah se lance, à son tour dans la politique de réforme. Le jeune Etat soviétique crée aux frontières nord du pays s'ajoutait à la crainte historique vis-à-vis du puissant voisin/ennemi. Tout comme en Turquie, les réformes économiques vont de pair avec un rapprochement avec l'occident. La grande différence réside dans le fait que Reza Chah n'a pas coupé les liens totalement avec l'islam, en ce qui concerne la gestion des affaires étatiques. Sauf quelques faits symboliques, tel que faire ôter les foulards et les tchadors des femmes iraniennes, la laïcisation de l'appareil étatique n'a pas connu des sérieuses mesures. Cela est dû aux phénomènes suivants :

- 1) les mécanismes du chiisme mis en place par les Séfévides (la dynastie d'origine turque avant les Ghadjares), paraissent favorables à une minorité persanophone et chi'ite qui ne compose que 40% de la population du pays; ce phénomène perdure jusqu'à nos jours,
- 2) ce chiisme propre à l'Iran est en outre, un des moyens de différencier l'Etat-nation iranien de ses voisins, notamment de la Turquie,
- 3) finalement le facteur islamique au sein de l'Etat, aurait permis au pouvoir en place de jouer la carte religieuse face au *danger du communisme*.

On note au passage les diverses composantes de ce « *système d'action* »⁶: le 'nationalisme' comme élément réunificateur, 'l'iranité' face aux revendications nationales des minorités périphériques, 'l'islam' érigé contre une idéologie européenne et révolutionnaire, et finalement le 'chiisme' pour se différencier au sein du monde musulman, spécialement par rapport aux arabes.

Il existe deux traits essentiels dans le cas iranien. Ce pays, depuis le dix-huitième siècle a toujours regardé vers l'ouest; le Moyen-Orient et la zone du golfe faisaient partie de ces premières préoccupations, le Caucase, l'Asie centrale ou l'Afghanistan, sont considérés comme secondaires dans le cadre de sa

⁶ LAGROY. J Sociologie politique Paris Ed : Dalloz/FNSP 1991.

diplomatie. L'Iran cherche surtout à empêcher tout pays étranger, a commencé par la Turquie d'y acquérir un statut dominant. donc il est indispensable de savoir que l'Iran, aussi bien en Asie centrale qu'au Caucase, n'est pas sur le point d'offensif. Depuis le cessez-le-feu avec l'Irak, conclu en juillet 1988, tous les efforts de l'Iran consistent à regagner un statut de '*puissance régionale incontournable*'. Pour atteindre cet objectif, les dirigeants de Téhéran ne misent plus sur l'exportation de la révolution islamique mais sur la reconstitution d'une forte armée respectable et opérationnelle tout en restant attentif.

Les intérêts immédiats de ce pays et ses tentatives de réarmement, s'inscrivent dans le cadre de la recherche des nouvelles voies pour rompre l'isolement diplomatique dans lequel il se trouvait, mais aussi pour *des nouvelles légitimités* face aux bouleversements de la région. L'Iran ne peut pas renverser un ordre, quelconque, préétabli ; il ne pourra que jouer le rôle d'*agitateur* ou de *déstabilisateur*, ou le contraire le cas échéant.

9-1-1-1 les moyens d'action iranienne.

Ces moyens sont essentiellement : sa position géopolitique, sa recherche des nouvelles légitimités et les tentatives de regroupement régional pour sortir de son isolement.

9-1-1-1-1 la position géostratégique du « *gendarme du golfe* ».

Se trouvant à la croisée des chemins entre le Moyen-Orient, la zone du Golfe, le Caucase, l'Asie centrale et l'Asie du sud ce pays dispose d'une position géostratégique inégalable. Pendant longtemps, il était le *gendarme* du Golfe persique, et c'est lui qui était la première base américaine dans la zone du Golfe, face à l'autre superpuissance. *La géographie, comme paramètre stratégique est une des spécificité de l'Iran.*

Quand aux frontières occidentales de l'Iran, entre l'Araxe et le Golfe arabo-persique, elles furent définies dans le '*traité de paix et de démarcation des frontières*' signé à Zohab le 17 mai 1639 par les pouvoirs perse et ottoman ; c'est la base de la majorité des actuelles limites entre l'Iran et ses deux voisins, Turquie et Irak (à l'exception du secteur compris entre Kermanshah et Bagdad). Ses frontières avec la Turquie, en font de lui le voisin immédiat de l'Europe. Les deux rivières : le Tigre et l'Euphrate qui constituent ces frontières naturelles avec l'Irak, sont deux des rivières les plus abondantes de la région du Moyen-Orient où la question d'eau est une des questions stratégiques les plus importantes⁷. Par ailleurs, la mer Caspienne étant le lac le plus grande du monde partage désormais les frontières maritimes de cinq pays, sont l'Iran. Son contacte avec le sous-

⁷ Voir l'excellent travail de MECHET. Philippe Henri L'eau douce : un enjeux stratégique Travail de recherche dans le cadre du DEA des Relations Internationales de la Sorbonne Paris. Novembre 1994.

continent indien, via le Pakistan et l'Afghanistan, ne fait que augmenter la diversité de l'Iran.

Enfin au sud, le golfe Persique⁸, le détroit d'Hormouz et la mer d'Oman, constituent les portes ouvertes de ce pays vers le monde entier. A la fin de la guerre irano-irakienne, la zone du golfe a commencé à trouver sa vraie importance; la guerre des alliés contre l'Irak n'a fait que la confirmer.

Le facteur, le plus important après sa position géographique, est sa ressource énergétique. Le pétrole iranien a été classé 4^{ème} dans le rang des producteurs en 1993 avec une production de 166 million tonnes, soit 5,3% de la production mondiale⁹. L'Iran est par ailleurs, au 7^{ème} rang des producteurs de Gaz naturel et de bien d'autres ressources minières. Un des facteurs essentiels du jeu iranien c'est que ce pays, du fait de son non-alignement sur une super puissance quelconque, a subi très peu les conséquences de la fin de la guerre froide. En quelque sorte il était un pôle indépendant dans le jeu moyen-oriental, ce qui n'était pas le cas de la Turquie. Avec la fin de la bipolarité, ce dernier commence à perdre de l'importance pour *l'Etat chef de file*, au sein de l'OTAN¹⁰. Cette caractéristique lui permet d'avoir une politique plus stable. Ce caractère, selon Olivier Roy, « est un constant de la politique iranienne de 1813 à 1953 : la recherche d'un équilibre (*Tavâzon*) entre les grandes puissances dans un cadre régional : ce concept a été forgé par le grand Premier ministre Amir Kabir, (héros commun de l'Iran du Chah et du régime islamique. La vraie constante de la politique iranienne c'est le non-alignement (*bitarafi*) ; le régime islamique est aujourd'hui dans cette ligne. Ainsi, il a annulé les articles V et VI du traité de 1921 avec l'URSS qui prévoyait une possibilité d'intervention soviétique en Iran »¹¹.

9-1-1-2 A la recherche des nouvelles légitimités.

La légitimité islamique/chiite de l'Iran a fini par être usée, on n'a jamais accepté l'Iran comme un pays '*musulman*' ; malgré tout ces efforts, ce pays est retombé au rang des pays militants, de surcroît chiite. L'échec de cet islamisme a forcé les dirigeants de la république islamique de chercher des nouvelles légitimités; le réarmement, les tentatives de rompre l'isolement diplomatique et les retrouvailles avec la notion du '*Jahan-é irani*' le monde iranien¹² en dehors des frontières du pays, en sont les exemples, les plus significatifs.

⁸ Les querelles sur le nom du golfe ne font pas l'objet de cette recherche golfe « *arabo-persique* » selon les uns, « *persique* » tout court selon les autres. Nous l'appellerons le golf *Prsique* pour faciliter de parler de l'Iran dans son environnement régional.

⁹ ce chiffre est avancé après la soumission de l'Irak à l'embargo et la mise à feu des puits koweïtiens par ces derniers.

¹⁰ ZORGHIBI. Ch Les alliances dans le système mondial 1986 PUF Paris.

¹¹ ADELKHAH. Fariba & BAYART. Jean-François, ROY. Olivier Thermidor en Iran Paris Ed : Complexe 1993..

¹² DJALILI. M-R « *L'Iran face au Caucase et à l'Asie centrale* » in Trimestre du monde n° 1991.

9-1-1-1-2-1 Les tentatives de réarmements iraniennes.

Depuis, 1991, les Etats-Unis ont à plusieurs reprises dénoncé le réarmement iranien. Cependant si l'on exempte les questions nucléaires, il est évident que l'ampleur de ce réarmement est à mettre en relation avec l'état de destruction de l'armée iranienne au lendemain de la guerre avec l'Irak. L'Iran s'est fixé deux objectifs; faire le poids face aux armées turque et irakienne et redevenir le gendarme du Golfe. Pour cela il lui faut se doter d'une armée professionnelle et bien équipée. Une professionnalisation qui passe par l'intégration progressive du corps des 'Pasdaran', les Gardiens de la Révolution, (170.000 combattants) dans l'armée régulière fort aujourd'hui de 300.000 hommes. Pour s'équiper l'Iran est aujourd'hui face à une situation souhaitée ; la disparition de l'URSS offre à l'Iran une occasion d'acheter du matériel militaire bonne qualité à bon marché. Le matériel actuel date de plus de quinze ans, comme les chars britanniques Chieftain et les avions américains F4 et F5 ; il est, aujourd'hui obsolète et les pièces de rechange sont soumises à l'embargo occidental. Les achats massifs iraniens dans l'ex-URSS portent donc sur les chars d'assaut T64 et T72, des bombardiers Sokhoï et des avions de combat; une escadrille de MiG-29 est déjà opérationnelle. Ces engins sont déjà bradés et les salaires des instructeurs et des pilotes ex-soviétiques sont sans communes mesures avec leurs homologues occidentaux. En 1992 , le gouvernement moscovite a procédé à la livraison à l'Iran de trois sous-marins , de MiG-29, de Sukhoi-24, de chars T-72 et de missiles SAM-5, SAM-7 et SAM-23.

Téhéran s'est également procuré de la Russie trois sous-marines diesel de classe Kilo I, dont la technologie est dépassé, ainsi que des missiles anti-navires Silkworm auprès de la Chine¹³. A l'évidence cet effort maritime s'inscrit dans le cadre d'une défense côtière et d'une action dans le Golfe, mais il ne permet pas d'envisager de projection au delà de cette zone. Quant au Brésil, il fournit lui des blindés légers. Enfin « *les scandales récents ont révélé que les iraniens n'ont guère des difficultés à acheter auprès des firmes occidentales et au pris fort, les éléments de la technologie avancée que les Russes n'étaient pas en mesure de leur livrer en particulier dans le domaine de télécommunication* »¹⁴. Les relations avec la Russie ne sont pas seulement su domaine des relations militaires. Il est question de la construction des avions Illushine à Isphahan. Mehdi Safari, l'ambassadeur de la République islamique à Moscou a déclaré que les négociation entre son pays et la Russie pour la fabrication des avions de transport de passager, l'Illioshine-114 en Iran, sont en phase d'aboutir; l'échéance prévue est la

¹³ Selon des sources émanantes de Pentagone, c'est pour armer ces missiles que l'Iran a acheté du nucléaire kazakh Voir Washington Post 12 octobre 1993.

¹⁴ ROY. O « *Téhéran: le poids des armes* » in Politiques Internationales n° 60 1993.

fin 1996. L'usine de fabrication de ces avions, d'une capacité de 50 à 60 place, se situera à Isphahan¹⁵.

Cela dit, ces matériels affichent des performances nettement inférieures à celle des équipements que les armées occidentales peuvent aligner dans la région sauf peut-être pour ce qui est de MiG-29. Le réarmement de la République islamique n'introduit donc pas dans la zone une rupture dans l'équilibre, mais replace l'armée iranienne au niveau où elle se trouvait dans les années 70 par rapport à ces voisins turcs, irakiens et saoudiens. IL correspond au statut normal d'un pays de plus de soixante millions d'habitants.

Cet équilibre annoncé pourrait néanmoins être remis en cause si l'Iran se dotait de l'arme nucléaire. Nous le savons ; « *le programme nucléaire iranien - officiellement à vocation purement civile - a atteint un niveau tel qu'il pourrait déboucher, en quelques années sur des applications militaires* »¹⁶. Mais nous savons aussi que l'éventuelle fabrication d'une bombe iranienne - qui exigera sans doute du temps - ne changerait radicalement les données stratégiques dans la région. Autrement dit le fait d'avoir une, deux ou trois bombes nucléaires ne fait pas, du jour au lendemain, une puissance nucléaire de plus sur la scène régionale ou internationale. « *Téhéran aurait déjà même peut être conclu un accord avec le Kazakhstan pour l'achat des ogives nucléaires. L'Iran aurait délibérément choisi la période électorale aux Etats-Unis pour conclure le contrat. Ces ogives seraient destinés à équiper ces missiles chinois Silkworm* »¹⁷.

L'Iran dépensera 14.5 milliards de US\$ en 1992 pour acheter des armes partout dans le monde afin d'acquérir la capacité de contrôler et d'interdire ou d'imposer le blocus dans le Golfe et le Détroit d'Hormouz, de construire un puissant système de défense aérienne régionale et de développer une armée de blindés capable de dissuader les invasions ou les représailles irakiennes ou américaines¹⁸. Indiscutablement l'Iran aspire à devenir la puissance hégémonique de la région, un statut qui lui permettrait également de garder un contrôle sur toute cette région y compris l'Asie centrale. Les ambitions et l'accès de l'Iran à un transfert global d'armes, y compris des ventes américaines de haute-technologie, rendent plus évidentes les raisons de la Russie de continuer ses ventes d'armes à l'Iran pour la détourner des frontières de la CEI.

Les capacités de l'Iran sont restées non confirmées jusqu'à présent. Mais même inavouées, elles demeurent une réalité. A l'heure actuelle, les faiblesses militaires et économiques de l'Iran l'empêchent soit d'encourager une importante agitation dans les républiques centre-asiatiques ou celle du Caucase ou de prendre la responsabilité des conséquences que cela entraînerait. A l'évidence,

¹⁵ Agence officielle de la Chine, le 01,05,1995, RFI en persan.

¹⁶ SPECTOR, L, SMITH, J The Spread of the nuclear Weapons 1989-1990 Nuclear Ambitions Colorado Ed : Carnegie Endowment for International Peace 1990.

¹⁷ Frankfurter Allgemeine 13 octobre 1992.

¹⁸ NELSON & SIA et aussi MATTHEWS & STARR op.cit.

actuellement, l'Iran hésite à alarmer Moscou et d'autres Etats de manière trop visible. Il existe également au sein de l'élite iranienne des divergences tactiques sur le fait de savoir s'il faut ou non affirmer activement l'influence iranienne dans ces pays. Pour le moment, l'avantage semble être dans les mains de ceux qui ne souhaitent pas éveiller l'hostilité de Moscou en pratiquant une politique trop agressive. Comme l'a fait remarqué Velayati après son retour de la CEI en 1991, l'Iran s'intéressera aux républiques « *par l'intermédiaire de Moscou* »¹⁹.

Cette approche est en totale contradiction avec celle soutenue par des individus comme l'ancien député et ministre des affaires étrangères Larijani qui prévoit l'écroulement de la Russie dans l'année qui suit et demandent à l'Iran d'être prêt à agir face à une telle éventualité²⁰. Il est certain que les responsables iraniens reconnaissent aujourd'hui les obstacles qui freinent leurs ambitions en Asie centrale, tout comme le rôle joué par leurs adversaires afin de restreindre son influence. L'Iran s'est avancé avec prudence bien qu'il offre aux nouvelles républiques une aide religieuse, économique, énergétique et politique.

Le réarmement iranien s'inscrit donc dans le cadre d'une banalisation de la révolution iranienne au profit d'une stratégie de puissance régionale. Par ailleurs, le réarmement iranien, loin d'annoncer une nouvelle percée islamique, n'est qu'un élément de rééquilibrage global du Moyen-Orient après une décennie de tensions et au lendemain de l'éclatement de l'Union soviétique.

9-1-1-1-2-2 Rompre l'isolement diplomatique.

L'Iran s'est mis également à agir dans une direction diplomatique d'une part d'une manière générale, 'tous azimut' et dans toute direction, d'autre part envers son ennemi d'hier : la Russie.

9-1-1-1-2-2-1 La fin de l'exportation de la révolution, une diplomatie révisée.

Aujourd'hui l'Iran perçoit son action dans un cadre strictement régional, autour de trois priorités stratégiques : contre l'Irak, sans le démanteler, aboutir à un système de sécurité dans le Golfe où il jouerait un rôle clé (en affaiblissant l'Arabie saoudite), éviter que le redécoupage de l'Asie centrale, selon les critères ethnico-nationalistes ne remette en cause sa propre cohésion et ne consacre la Turquie comme la vraie puissance régionale²¹.

¹⁹ « *Commentary on Iran's policy debate over republics* » in : FBIS SOV 10 septembre 1991 ; « *Velayati on visit to Soviet republics* » FBIS NES 9 décembre 1991 ; « *Ties with Soviets to be based on 'Final Plan'* » FBIS NES 9 décembre 1991 ; « *Final decision recognizing Azerbaijan pending : Besharati denies Velayati statement* » FBIS NES 10 décembre 1991 ; « *Majles to delay considering ties* » FBIS NES 11 décembre 1991.

²⁰ « *Larijani's point of view 'Three important phenomena'* » FBIS NES 1^{er} juin 1992.

²¹ ROY, Olivier « *Sous le turban, la couronne : la politique extérieure* » in : ADELKHAH, F. & BAYART, J-F, ROY, O. Thermidor en Iran *op.cit.*

Les relations avec la Turquie sont assez mitigées ; à la rivalité régionale en Asie centrale et en Caucase, s'ajoute un rapprochement surprenant. Quittant Ankara le 22 décembre 1996, après un séjour de quatre jours en Turquie, Ali-Akbar Hashemi Rafsandjani avait de bonnes raisons d'être satisfait. L'Iran demeure sur la liste noire de nombreux Etats, les occasions de sorties officielles, en grande pompe, sont en effet plutôt rares pour le président iranien qui s'était, cette fois-ci, déplacé avec son épouse, ses fils et ses filles ainsi qu'une délégation de quelque 250 personnes dans le but de développer les liens entre Ankara et Téhéran.

Si la visite n'a pas suscité d'inquiétudes particulières dans les capitales européennes, elle a une fois de plus mis en lumière le risque de confusion dans la diplomatie turque. Celle-ci apparaît de plus en plus tiraillée entre les visées orientales et asiatiques du premier ministre, Neçmettin Erbakan - qui profite de l'embarras causé à son partenaire, le Parti de la juste voie, par le récent scandale de Susurluk pour asseoir son pouvoir -, et la tendance traditionnelle d'ouverture vers l'Occident, en particulier vers l'Europe, que le ministre des affaires étrangères, Tansu Çiller, s'efforce de représenter.

Les militaires aussi bien que les démocrates se méfient de l'Iran et de l'ambiguïté de son langage et de ces actes et les iraniens de leur côté ne sont pas très rassurés de la position choisie par Ankara quant à la pression américaines. Pourtant la Turquie est le canal majeur des importations iraniennes venant de l'Occident. Pendant la guerre avec l'Irak, la neutralité turque a été vitale pour les Iraniens. Aussi certains observateurs se sont-ils interrogés sur l'émergence d'un axe stratégique Turquie, Iran, Pakistan et un pacte de défense à trois, financé par l'Arabie Saoudite. Les déclarations du ministre des Affaires étrangères iranien fin 1990 selon lesquelles l'Iran, le Pakistan, la Turquie peuvent assurer la sécurité du Golfe ont été interprétées en ce sens. Mais ces convergences ont cédé devant les ambitions régionales et les craintes inspirées par l'Iran.

Avec la révolution islamique, l'Iran se lance dans un processus de renfermement progressif; l'invasion de l'Irak, le 22 septembre 1980, n'a fait qu'accentuer cet isolement car ni l'Occident, qui avait perdu un allié précieux, ni l'URSS, qui voyait un danger islamique à ces portes, ne souhaitaient pas une victoire iramienne. Les pays arabes, à quelques exceptions près, ont soutenu jusqu'au bout et sans condition, financièrement, politiquement et même militairement²², *la nation frère*. Considéré comme un Etat terroriste par les occidentaux, l'Iran de Khomeyni s'était renfermé dans un club restreint des Etats musulmans et anti-impérialiste; son caractère islamique l'obligeait, par ailleurs de ne pas se rapprocher trop des pays du bloc de l'Est. Hormis la Syrie, farouchement anti-irakien, la Libye, le Yémen du nord, aujourd'hui réuni avec

²² Les avions d'espionnage AWAX d'Arabie Saoudite ont largement contribué aux efforts défensifs irakien pendant les percées de l'Iran sur les fronts ; ils ont aussi participé activement dans la phase navales de la guerre de 1985 à 1988.

sa moitié Sud) et l'Algérie, la République islamique avait des relations restreintes avec la Corée du nord, l'Inde et, dans une moindre mesure le Nicaragua sandiniste. La diplomatie iranienne consistait alors de résister, à tout pris, face à l'Irak et la palette large de ces fournisseurs officielles, d'une part et *d'exporter la révolution islamique* dans l'ensemble du monde musulman - voire le monde entier - d'autre part. En plus de ces deux aspects, l'Iran devait faire face à un embargo « officiel »²³ pour trouver des armes et des pièces de rechange.

La fin de la guerre du Golfe marque le début des efforts des dirigeants iraniens pour rompre l'isolement; à part le '*Grand Satan*', les Etats-Unis et le '*régime usurpateurs des terres saintes*', l'Israël, tous les pays ont été contacté. Le début de 1990, l'Iran commence à régler ces contentieux financiers avec la France, à propos d'Eurodif et les avoirs iraniens, bloqués dans les banques françaises, ainsi que ces querelles avec la Grande-Bretagne pour des questions similaires.

L'invasion de l'Irak au Koweït, son premier partenaire dans la guerre contre l'Iran, a été perçue comme un miracle en Iran; l'Irak a signé tous les accords demandés par l'Iran pour mieux se consacrer à sa nouvelle *province*. L'Iran s'est vu octroyé le statut de gagnant de la guerre, la plus meurtrière après celle du Viêt-nam. Mais cette guerre a eu comme conséquence secondaire la rentrée de l'Iran par la grande porte sur la scène internationale. L'Iran n'a pas pris part aux hostilités et a adopté une position de '*sage*' tout en se réjouissant de l'affaiblissement de l'Irak et de la détérioration de l'image des Etats-Unis dans le monde arabo-musulman. Cette neutralité lui a valu un regain d'estime dans les rangs des pays de la région, jusqu'alors retissant quant aux relations avec lui. Son isolement est plus au moins rompu et il a regagné une légitimité régionale et internationale jusqu'à au nouvel embargo américain en 1994.

Un des volet positifs de la diplomatie iranienne est sans doute son *neutralisme actif* qui peut être défini comme un effort de maintenir les stabilité à ces frontières, tout en restant vigilant quant à un éventuel retour des Etats-Unis dans la région. On se souviendra déjà de rapprochement de thème essentiels de la diplomatie turkmène *le neutralisme positif*, à celui de son puissant voisin du sud. Pour se faire, l'Iran se pose comme médiateur dans des nombreux conflits régionaux; la quête de règlement pacifique entre les divers protagonistes de la « *guerre post-communiste* » en Afghanistan - notamment entre les hazarats chiites et les Pachtounes sunnites -, les interventions entre les azeris et les arméniens, dans le conflit du Nagorno-Karabakh et finalement ces tentatives de réconciliation entre les deux factions dans la guerre de Tadjikistan, sont les exemples, les plus significatifs.

²³ Plus de 45 pays participaient à « *maintenir l'équilibre* » en vendant des tonnes de matériels à l'Iran, malgré l'embargo ; le scandale de l'Irangate n'était que la partie médiatisable de ces ventes d'armes.

9-1-1-1-2-2-2 La Russie : l'ennemi d'hier protecteur de demain.

Les objectifs russes sur le territoire et à l'étranger conduisent inévitablement les responsables politiques de ce pays à coopérer avec l'Iran. Quelques soient les questions étudiées: la sécurité dans le Golfe, l'Afghanistan, les nouveaux Etats d'Asie centrale et de la Transcaucasie, les ventes d'armes, la coopération bilatérale avec l'Iran se développe de manière très nette. L'intérêt de la Russie en amenant l'Iran dans le Golfe est également motivé par la conviction qu'exclure l'Iran ne fait que provoquer l'hostilité de l'Iran et perpétuer les conflits régionaux. Moscou ne veut pas non plus être elle-même exclue. Il faut remarquer que Andrei Shumilin, un expert reconnu sur le Moyen-Orient, a affirmé qu'il lui paraît difficile d'imaginer que malgré une orientation vers une nouvelle façon d'envisager la résolution des conflits que la Russie et l'URSS abandonneraient leur rôle traditionnel au Moyen-Orient. Mais dans le Golfe, Moscou va bientôt devoir être obligée de choisir parmi ses alliés.

En contrepartie, Moscou a eu à accepter l'influence économique, politique et religieuse iranienne en Asie centrale. Tandis que dans le Golfe, la Russie, a besoin de l'Iran et l'utilise tout à la fois pour pénétrer la région, l'Iran a besoin du soutien politique et militaire de la Russie ; en Asie centrale, la Russie et à un degré moindre les Républiques d'Asie centrale ont chacune besoin du soutien de l'Iran soit pour maintenir une stabilité ou pour obtenir une assistance culturo-religieuse, économique et énergétique. Les tendances irrédentistes vis-à-vis de l'Iran parmi les républiques musulmanes, l'existence d'éléments séparatistes au sein des minorités iraniennes et une résurgence du nationalisme des pays turcophones et du panturquisme inquiètent considérablement l'Iran. Par conséquent, l'accent mis par celui-ci sur la solidarité islamique ne doit pas être perçu comme une tentative de créer un front militant panislamiste mais plutôt comme un effort pour tempérer la montée de sentiments panturcs qui pourraient représenter une menace pour son intégrité territoriale.

Mais il existe une méfiance à l'égard de l'Iran au sein de la classe politique et militaire de la Russie. Le soutien iranien au terrorisme contre le processus de paix israélo-arabe ne fait que renforcer cette idée. Que l'Iran soit délibérément agressif ou ne fasse que réagir par crainte de menaces pour son territoire, quelques soient les efforts qu'il puisse faire pour utiliser ou inciter à la violence ne fera que déclencher une réaction identique de la partie adverse.

Cependant, plus tard, l'Iran pourrait essayer de réaffirmer son rôle dans la région. Et pour cette raison, les responsables politiques russes et américains craignent surtout que l'Iran, grâce à son réarmement continu, puisse exploiter et intensifier l'agitation dans le Golfe, en Asie centrale, dans les républiques du Transcaucasie ou dans le conflit israélo-arabe. Le développement militaire de l'Iran inclut l'achat d'équipements de type russes et soviétiques à Moscou, Pékin et Pyongyang et propose aux républiques appauvries d'Asie centrale de leur

acheter de l'uranium et d'autres matériaux vitaux. Ainsi les transferts d'armes, de technologies, ou de ressources provenant de la CEI est une question essentielle au sein de calendrier entre la Russie et l'Iran et de la politique iranienne de la Russie. Des articles sans ambiguïté dans les médias russes approuvent les ventes d'armes, en particulier celles destinées à l'Iran. Vladimir Skosyrev, un des rédacteurs en chef d'*Izvestia*, affirme que les diplomates russes souhaitent la paix dans le Golfe mais mentionnent des besoins financiers. Ils disent que l'Iran est un Etat ami qui poursuit une « *politique indépendante très mesurée qui ne peut être décrite comme agressive. Si la Russie refuse de lui vendre des armes, cela signifie de le pousser à aller en chercher auprès des ennemis de la Russie* ». Les sources de Skosyrev affirment que l'Iran n'exporte plus la révolution mais qu'il poursuit des intérêts d'Etat plus traditionnels. Le « *perturbateur de la paix* » d'hier est devenu un « *citoyen exemplaire de la communauté internationale* ». Il déclare que cette transformation est visible dans son approche mesurée des monarchies du Golfe. Skosyrev admet l'influence persistante des terroristes et des Mollahs révolutionnaires mais conclut que la coopération militaire avec l'Iran est opportune parce qu'une politique pro-iranienne est essentielle pour garantir la stabilité interne et externe de la frontière méridionale de la CEI²⁴. Il prétend que les politiciens iraniens et les démocrates ont souvent exprimé la crainte que l'agitation ethnique au sein de la CEI ne s'étende à l'Iran. Ils souhaitent surtout des relations mutuellement bénéfiques et stables avec la CEI. Par conséquent, ils n'aideront pas la république islamique à moins qu'ils ne soient invités à le faire. Par conséquent, « *Il s'ensuit qu'en aidant notre voisin à acquérir sa propre force militaire nous ne nous portons aucun préjudice* »²⁵.

Les rapports confirmés et non confirmés, concernant la vente d'armes russe à l'Iran, sont profondément inquiétants. Ce qu'on peut vérifier actuellement est très alarmant. L'Iran est en phase de terminer un programme de cinq ans qui coûte un milliard de dollars par an, pour acheter des armes soviétiques et à ce jour a acheté les systèmes suivants : 1) des sous-marins à moteur diesel électrique de 3 Kilos ; 2) 24-28 Mig-27 et MiG-29 ; 3) Des bombardiers Sukhoi S-24 et SU-27s ; 4) 200-250 chars T-72 ; 5) 18 avions de chasse et deux Ilouchins modernes équipés de moyens de reconnaissance aérienne et d'équipement EW ; 6) Des lanceurs de missiles et des fusils à longue portée²⁶.

²⁴ « *Arms Sales, Relations with Iran Viewed* » FBIS, SOV 7 février 1992.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Voir : « *Iran said to have bought nuclear warheads* » in : FBIS, SOV 7 janvier 1992 ; « *Russian nuclear experts, equipment said acquired* » in : FBIS, NES 24 janvier 1992 ; « *Velayati refutes report* » in : FBIS NES 24 janvier 1992 ; « *Possible nuclear deals examined* », FBIS SOV 31 janvier 1992, Annexe ; « *Iran acknowledges buying Soviet warplanes* » Philadelphia Inquirer 6 février 1992 ; « *Defense official confirms arms deal with Russia* » FBIS NES 16 janvier 1992 ; STARR. Barbara « *Soviet boat yards in disarray* » Jane's Defence Weekly 21 décembre 1991 ; ANDERSON. Jack BINSTEIN. Michael « *Iran spending huge amounts on weapons* » Harrisburg Patriot-News 24 janvier 1992 ; SIA. Richard H.P & MATTHEWS. Mark « *Iran buying submarines to control Gulf entrance* », Baltimore Sun 5 février 1992 ; NELSON. Jack « *Arms buildup making Iran top Gulf power* », Los Angeles Times 7 janvier 1992.

En 1994-95, les gouvernements de l'Iran et de la Russie parlaient de fonder une *'alliance stratégique'* et en janvier 1995, ils ont signé un contrat de 800 millions de dollars pour la livraison par la Russie d'une centrale nucléaire à l'Iran, en dépit de la menace qu'une capacité d'arme nucléaire militaire pourrait faire peser sur la sécurité russe²⁷. L'Ouzbékistan, en particulier, craint le risque de prolifération que fait naître cet accord. L'Iran, lui, semble prêt à accepter les efforts russes pour réintégrer la région dans le cadre de la CEI, car la domination russe en Asie centrale est vue par les observateurs iraniens comme un moindre mal comparé à l'extension de l'influence occidentale.

L'Iran doit faire face à des développements imprévisibles à court et long terme, il sait qu'il a également besoin de Moscou pour s'approvisionner en armes, et finalement, il soutient le retour de la Russie dans le Golfe et les républiques musulmanes. Des besoins et des intérêts mutuels ainsi que des pressions antagonistes lient étroitement l'Iran et la Russie malgré les efforts américains pour obliger la Russie à lâcher l'Iran.

9-1-1-1-2-3 Un aire iranophone ?

Avec la révolution islamique, l'Iran coupé avec son nationalisme perse et les gloires de « 2.500 ans d'histoire royale », la légitimité de Reza Chah et de son fils. L'Islam, la nouvelle *idéologie officielle de l'Etat iranien* niait les barrières entre l'*Umma*, le peuple des croyants et la notion de la nation iranienne, tombe aujourd'hui en désuétude. Avec la dislocation de l'Union soviétique, les iraniens, comme les intéressés eux-mêmes, ont découvert que les tadjiks de l'URSS et de l'Afghanistan, ainsi que les hazarats de ce pays faisaient partie du « monde iranien ». Indépendamment des intellectuels et des écrivains laïcs, et souvent opposants au régime islamiques²⁸ et les persanophones du pays, les dirigeants iraniens eux-mêmes ont avancé les termes tels: « la défense des frères tadjiks persanophones », « l'amour et la protection de la langue persane », etc.²⁹.

En effet l'Iran est à la recherche d'autres devises pour influencer un plus grand nombre de pays; si le chiisme pouvait fasciner, pour un temps, l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan sunnite sera visé par « les charmes de la langue et la culture persane »³⁰.

En fait, dans toute l'Asie centrale, les persanophones sont moindres face aux turcs et aux Pachtounes. « Adopter une stratégie de solidarité ethnique ne

²⁷ CAPPIETERQ. Bruno et les autres « *La région d'Asie centrale dans un nouvel environnement stratégique* » in : *La Revue de l'OTAN* n° 5 septembre 1996.

²⁸ A l'instar de M-R Djalili, le professeur de l'université de Genève et auteur de nombreux ouvrages sur la politique extérieure iranienne, ou de Gissou Djahangiri, sociologue, spécialiste des questions identitaires au Tadjikistan.

²⁹ DJALILI. M-R *La diplomatie Islamique* Paris Ed : PUF 1989.

³⁰ CHOUKOUROV. Charif et Roustam *Peuples d'Asie centrale* Paris Ed : Syros 1994.

*serait pas pour l'Iran un nouveau renfermement dans un ghetto de conflits ethniques et nationalistes ? »*³¹. La question majeure reste de savoir : qu'est-ce que l'Iran propose à ce *monde iranien* de l'extérieur ?

9-1-1-1-2-4 Les tentatives de regroupement.

En premier lieu, l'Iran a essayé de recréer, le Pacte de Saadâbad, regroupant l'Iran, la Turquie et le Pakistan, après la tentative turque de regrouper les pays riverains de la mer Noire, l'Iran s'est senti menacé par une exclusion du Caucase et, en général de l'ensemble des composants de l'ex-URSS. La création de l'ECO (Economic Council Organisation), a été conçue, par un grand nombre d'observateurs comme un acte en vue de déterrer les vieilles alliances de l'époque de la guerre froide³² ; en adoptant cette optique, nous pouvons affirmer qu'il y a une continuité dans la politique extérieure de la République Islamique par rapport à la monarchie des Pahlavis. Un autre groupe d'observateur met plutôt l'accent sur le fait qu'avec la tendance de *désintégration* qui a suivi la guerre froide, il y a une deuxième tendance de *regroupement* régionale qui prédomine l'après communisme. L'UE avec l'adoption du traité de Maastricht, l'ASEAN, le grand marché des pays de l'Asie de Sud-est et finalement le tout nouveau marché Nord-américain, l'ALENA, sont les tentatives de regroupement, les plus réussies. Mais la tentative purement iranienne fut la mise en place de '*l'Organisation des Pays de la Mer Caspienne*'.

Si l'Iran et la Turquie ont essayé d'oublier leurs rivalités politiques en Asie centrale et au Caucase, durant le sommet d'Istanbul de l'ECO, ils se sont, par contre rattrapé avec les divers organisations économiques qu'ils ont créées séparément. '*L'organisation des pays de la mer Caspienne*', incluant outre l'Iran, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan, est une réponse à l'initiative turque de la création de '*l'Organisation des Pays Riverains de la mer Noire*'. Créée au mois d'avril 1992, cette organisation n'a pas encore eu de véritables actes économiques et commerciaux, mais son intérêt politique pour l'Iran est incontestable.

Une initiative de coopération régionale à petite échelle peut être plus fructueuse pour l'Iran que de s'engager dans des grandes structures bureaucratiques comme ECO. Le 10 janvier 1996, a été signé à Téhéran un Mémorandum d'accord de coopération économique entre l'Arménie, l'Iran et le Turkménistan. Selon les termes de ce mémorandum, « *la partie Turkmène remet une dette d'un montant de trois millions de dollars résultant de la partie en nature du paiement des livraisons de gaz à la république d'Arménie en 1995. Au titre de cette dette, la république d'Arménie livrera des marchandises à la république islamique d'Iran. Au titre de ces livraisons, la république islamique*

³¹ « *L'émergence de deux pays charnières: la Turquie et l'Iran* » Ramses 1992 Paris Ed : IFRI 1992.

³² Pour des précisions sur l'ECO, voir le chapitre cinq., le point : 2-2-3-4-2 Le chantier de l'ECO.

d'Iran livrera des marchandises et des produits au Turkménistan. Les parties procéderont à la signature des contrats appropriés. Un cinquième rencontre tripartite a eu lieu au début 1996 à Achghabad »³³.

9-1-1-2 Les risques d'une action iranienne.

Ces risques sont essentiellement de deux ordres: le caractère ethnique de l'Etat iranien d'une part et l'ouverture du pays, fermé à toute information et tout changement, au monde libre, d'autre part.

9-1-1-2-1 'Le fait ethnique en Iran'.

« L'Iran est un vieux pays, installé dans ces frontières depuis près de mille ans. Toutes ces minorités - il vaudrait mieux parler de différentes 'branches' de la population iranienne - coexistent sur notre sol depuis très longtemps »³⁴. La réalité de la question de la coexistence de ces 'branches' est autre chose.

L'Etat iranien est un *Etat multiethnique* au sein duquel les chiïtes persanophones et turcophones détiennent les leviers du pouvoir; une approche sociologique de ce phénomène nous permet de voir les risques pour l'Iran de se mêler des conflits ethniques.

Une des thèses exprimées sur la Révolution Islamique en Iran met en avant l'hypothèse selon laquelle : *« la révolution a été une solution d'urgence pour éviter l'éclatement de l'Iran »³⁵.* Notre but n'est pas de discuter l'exactitude de ce point de vue ; toujours est-il que l'Iran multiethnique connaît aujourd'hui plus qu'à jamais une crise identitaire. Les légitimités de ce pays, à savoir le chiïsme et le nationalisme perse sont à bout de souffle. Paradoxalement au moment où ce pays n'est pas aux prises avec ces minorités que la question du démembrement de l'Empire perse se pose le plus. Toutes les publications politique, aussi bien du gouvernement de Téhéran que de ces opposants internes et externes sont d'accord sur au moins un point : *« l'Iran se trouve en face d'un complot étranger, imminent et qui souhaite la fin de ce pays. Il existe une tentative des puissances régionales, sous l'ordre des Etats-Unis de démembrer l'Iran et cela commencera par le Kurdistan ».* Les mouvements nationalistes Kurdes qui vivent le chaos le plus grave de leur histoire et qui sont à jamais divisés, sont les premiers accusés. *« Ces mouvements criminels sont en phase de réaliser les vieux rêves des ennemis de la patrie (et cas échéant de l'islam), à savoir une*

³³ Mémoire d'accord de coopération économique (Téhéran, 21 janvier 1996) entre l'Arménie, l'Iran et le Turkménistan.

³⁴ CHEVALERIAS. Alain Entretien avec Ali-Akbar Velayati, « *Diplomatie iranienne : l'art du paradoxe* » in : *Politique Internationale* n° 68, été 1995.

³⁵ Entretien avec Mme Ksenia BORISPOLET, spécialiste de l'Iran à l'institut MGIMO à Moscou, en décembre 1993.

partition de l'Iran ». Toutes les tendances politiques confondues sont en train de crier la fin de l'Iran et la séparation du '*cher Kurdistan*' alors où les mouvements Kurdes ont des difficultés existentielles pour se replacer sur la scène régionale et nationales. Quelle est la raison de cet affolement ? « *Dieu est la souffrance de la peur de la mort* »³⁶, disait Dostoïevsky. L'auteur de *Crimes et châtements* met en évidence l'angoisse de l'inconnu. C'est exactement le cas des iraniens qui ne savent plus d'où viennent leur maux ; quelles sont les raisons de ce qu'ils sont en train de vivre actuellement ? Un régime qui après dix-sept ans de répression renie toutes les caractéristiques de l'identité iranienne et qui voit sa légitimité chiite usée mais qui est plus solide que ce qu'on pourrait croire. Les intellectuels et les opposants, mais aussi l'homme de la rue se pose de plus en plus la question de savoir qui est leur ennemi.

Le sentiment d'appartenance ethnique et territoriale est inégalement distribué parmi les groupes ethniques. Cette « *conscience de classe ethno-spaciale* »³⁷, est en effet liée à l'existence de disparités qui seront vite perçues comme des inégalités. A cette première source possible de conflits s'ajoute une seconde: identité '*ethno-spatiale*' et les valeurs ethniques peuvent entrer en contradictions avec le discours unificateur et les pratiques niveleuses des dirigeants de l'Etat, aujourd'hui comme hier.

Mais dans le cas d'Iran, il n'est pas toujours facile de démêler ces deux niveaux d'interaction, '*horizontale*' entre ethnies et '*verticale*' entre une ethnie et l'Etat. En effet les différentes ethnies sont loin d'occuper la même position au sein de l'Etat ; L'ethnie persane qui réunit en gros la moitié de la population est en position dominante, et l'Iran peut apparaître comme un '*Etat persan*'. Il a porté d'ailleurs jusqu'au début de ce siècle le nom de la '*Perse*'. Paradoxalement lorsqu'il était gouverné par des dynasties d'origine turque, les *Safavides* puis les *Qâdjars*, et ce n'est pas par élargir le fondement ethno-spatial de l'Etat que Reza Châh a imposé la dénomination d'Iran, mais pour accroître sa profondeur historique en reliant le pays aux envahisseurs indo-européens qui l'ont '*iranisé*' dans la plus haute Antiquité; la même attitude fut reprise par Mohammad-Reza Châh qui prit le titre d'*Aryamehr* ; '*la lumière des Aryans*' et organisa les fastueuses festivités du deux mille cinq centième anniversaire de Cyrus le Grand. Si ces fêtes marquèrent le début du déclin du Chah, ce n'est sans doute pas uniquement à cause du mécontentement de la population face au gaspillage complaisamment étalé, mais aussi parce que cette référence à l'Antiquité était en porte-à-faux avec les valeurs de la majorité des iraniens, entre autres des ethnies périphériques qui n'avaient guère des raisons de s'y reconnaître.

En effet, face à des énoncés qui suivent, nous restons perplexes. « *Le ciment de l'unité de l'Iran moderne, fondé au XVI^o siècle , n'a jamais été*

³⁶ DOSTOÏEVSKI *Les frères Karamazov* Paris Ed : Livre de Poche 1974.

³⁷ BAZIN. M « *Identité ethnique et identité régionale en Iran et en Asie centrale* » in ROY. O (S la D de) *Des ethnies aux nations en Asie centrale* Marseille Ed : Edisud 1991.

ethnique , c'est à dire persan, mais chiite. le loyalisme des Azéris et des Arabes du Khouzestan ne s'est jamais démenti à travers l'histoire, ce qui n'est pas le cas des Kurdes et autres Baloutches, pourtant iranophones. Soutenir le quelques millions de Tadjiks reviendrait à s'aliéner les majorités turcophones en Asie centrale et pachtounes en Afghanistan ». Nous sommes amenés à poser la question : dans ce cas pourquoi le même ciment n'a pas ravivé l'action iranienne en faveur des Azéris 'chiites' face aux Arméniens ? Les persans ont donné à l'Etat iramien leur langue, le persan, activement diffusé à travers un formidable effort de scolarisation, et leur religion, l'Islam chiite, même si d'autres religions étaient et sont toujours reconnues. En fait, ceci doit être nuancé, car ce sont les Safavides d'origine turque qui ont généralisé le chiisme dans la Perse du XVI^e siècle, dans le cadre d'une opposition géopolitique avec l'Empire Ottoman sunnite. Si le turc, alors utilisé au moins autant que le persan à la cour, a été totalement éliminé de l'usage officiel, les turcs azéris ont continué à partager avec les persans les fonctions dirigeantes, même s'ils fournissaient en même temps la main d'oeuvre méprisée des chantiers urbains au cour de la première face de forte croissance de la capitale, entre 1950 et 1955. Aujourd'hui encore, on remarquera que les patronymes de nombreux dirigeants de la République islamique, font référence à la petite ville d'où ils sont originaires, les uns persanes, Khomeyn ou Rafsandjân, et les autres azerbaïdjanaises, Khâmeneh ou Khalkhâl. S'ils n'occupent pas une position aussi centrale que les persanes, les azerbaïdjanais participent donc également au centre politique et administratif. Nous voyons ici que la proximité religieuse associé au poids de l'histoire l'emporte sur la distance linguistique.

Le premier risque concerne les azéris, fort de plus de 13 millions cette communauté turcophone a, comme nous l'avons vu, toujours participé aux instances de pouvoir en Iran. Loyale aux persanophones, elle a comme point commun avec ceux-ci le chiisme. Jusqu'à une date récente les azéris se reconnaissaient volontairement dans l'Etat iranien pour se différencier des turcs sunnites ; aujourd'hui un Etat indépendant du même nom voit le jour sur les débris de l'Empire Soviétique. Ayant déjà eu l'expérience de la République indépendante d'Azerbaïdjan en 1946, un grand nombre d'élite azéri commence à se poser des questions d'identité. L'Iran a des raisons particulières pour mettre beaucoup de précautions dans ses relations avec les habitants de la région Nord de l'Azerbaïdjan. Le risque existe pour l'Iran de voir le prosélytisme religieux en Azerbaïdjan créer de puissantes forces centrifuges en Iran, en poussant les Azerbaïdjanais du versant iranien de la frontière vers une réunification avec leurs frères du nord³⁸.

Les turkmènes d'Iran constitue une communauté fort de près d'un million et a toujours eu des difficulté d'intégration. La région de *Torkaman Sahra*, le désert

³⁸ SWIETOCHOWSKI. Tadeusz « *Azerbaïdjan: A Borderland at the Crossroad of History* » in : Russian Littoral Project Working Paper n° 8, draft, UMCP/SAIS, May 1993.

turkmène, est très peu industrialisé et ces derniers, contrairement à leur frères azéris, n'ont jamais eu des bonnes relations avec le pouvoir central. Le même problème se pose : la naissance d'un Etat turkmène, sunnite comme eux, peut engendrer des sentiments nationalistes au sein de cette communauté, jusqu'à alors plutôt sensible aux appartenances ethniques.

A partir de là, les autres minorités ethniques en Iran peuvent prétendre une autonomie, voire une séparation, notamment les kurdes, forts de plus de 7 millions, qui sont en guerre sans interruption avec la République Islamique depuis 1945. Les Baloutches, près d'un million, qui sont partagés entre l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, les Loures, une des branches de kurde, fort de 2,5 millions, les arabes de Khouzestan avec près de 1,2 millions, etc.

Il est significatif de voir ce fait que l'Iran est partagé entre, d'une part le centre, chiite, persanophone, riche, industriel et détenteur de pouvoir, et une périphérie sunnite, non-persanophone, nomade, et pauvre. Une nouvelle épreuve de force est en perspective, notamment après la naissance des nouvelles entités étatiques. Au mois de décembre 1996, un mufti d'une mosquée sunnite d'un quartier pauvre de Kermanschah, ville kurde à l'est a été mystérieusement assassiné ; les manifestations de soutien des habitants se sont transformées très vite en affrontement chiite/sunnite. Les manifestants, en s'en prenant au gouvernement central mettaient en avant le caractère religieux de la répression. D'autres muftis de la ville ont été assassinés et les protestations se sont transformées en bataille rangée dans les quartiers pauvres de la ville et il a fallu déclarer l'état de siège pendant un certain temps pour justifier de la répression de l'Etat central. Des promesses d'enquête et de poursuite des coupables sont restées encore une fois lettres mortes. Ce type d'*accident* se répète systématiquement au Kurdistan, en Baloutchestan ou encore au *Torkaman Sahra*, les trois régions abritant les sunnites.

9-1-1-2-2 Risques relatifs à l'ouverture politique.

Depuis la révolution islamique en 1979, l'Iran est un pays renfermé sur lui-même; ce repli, qui rappelle l'Albanie d'Enver Khodja, s'est traduit par une accentuation des croyances de la fin du XIX^e siècle, non seulement au niveau des dirigeants, mais aussi des élites et des intellectuels opposants au régime en place. Une ouverture de l'Iran à ces pays aura forcément comme conséquence de véhiculer des nouvelles idées et de recevoir une certaine vision de la population en place sur les affaires de la religion et de mode de gouvernement.

Dans un pays autoritaire comme l'Iran, il est inconcevable de parler d'un Etat fédéral, de la séparation de la religion de l'Etat ou encore du multipartisme ; ces nouvelles républiques à l'Est avec la Turquie, une des deux démocraties de la région à l'ouest du pays peuvent influencer, à leur tour la population iranienne. A ceux-ci il faut jouter la jeune entité autonome, instaurée au Kurdistan irakien qui a

déjà commencé à apporté ces conséquences directes³⁹. Une ouverture trop précipitée aux républiques d'Asie centrale risque de mettre en cause l'existence même de la République Islamique.

9-1-1-3 Les limites d'une action iranienne.

L'Iran est limité de part son économie, son idéologie et son action politique d'intervenir en Asie centrale.

9-1-1-3-1 Limites économiques.

Comme toute puissance, l'Iran doit rassembler un ensemble de critère, dont une économie forte que Raymond Aron regroupe au sein d'un ensemble, dite '*les moyens d'action*'. Les moyens d'actions économiques iraniennes sont limités, moins que celles de la Turquie, mais assez pour ne pas être tenu en compte. Au début de ces indépendances, l'Iran a fait un grand nombre de promesses financière à ces pays, mais il n'a pas les moyens à subvenir seul aux énormes besoins de ces pays. Les infrastructures économiques du pays avait subi des dommages inestimables ; les puis de pétrole endommagés, les raffineries détruits et les grandes usines du sud du pays n'ont jamais atteint leur niveau de production de 1980. Les ports de la Golfe ont perdu leur capacité d'exportation; Abadan, Khoramshahr et Bandar-Abbas ne sont pas encore au niveau de reprendre leurs activités. L'économie iramienne, avec comme produit principal d'exportation, le pétrole souffre de la récession du marché pétrolier; les divergences au sein de l'OPEP n'arrangent pas les choses. Il est vrai que la deuxième guerre du Golfe, avec la destruction totale des puis de pétroles koweïtiens et l'embargo international sur les produits irakiens, a été extrêmement bénéfique à l'Iran et à son exportation pétrolier, mais les efforts de l'Arabie Saoudite pour casser le prix d'une part, et la levée de l'embargo américain dans le cadre du plan de l'ONU : « *pétrole contre nourriture* », daté de la fin d'automne 1996, ont mis fin à cette situation.

Par ailleurs le chômage qui frappe plus de 20% de la population active iranienne⁴⁰, s'ajoute à la désertification des villages par les paysans ; l'état de l'économie iranienne ne lui permet pas de grandes sacrifices en matière économique en direction de ces pays.

³⁹ Depuis quatre ans, la presse iranienne, aussi bien de la République Islamique que des opposants en Europe et aux Etats-Unis sont unanime sur le fait qu'il y a un complot des Etats-Unis pour désintégrer l'Iran, en commençant par le Kurdistan ; les autonomistes kurdes, au lieu de profiter d'une telle situation pour mieux faire connaître leurs revendications, se cachent derrière un loyalisme tribal.

⁴⁰ Les rapports du FMI 1992 Washington D.C.

9-1-1-3-2 Limites idéologiques.

Pour la seule année 1992, l'Iran a montré, au moins cinq types de prise de positions qui le rend *hostile* aux yeux des pays occidentaux.

Tout d'abord ce pays a continué ces appels au terrorisme, pour ne citer que le cas de Salman Rushdie, l'auteur des *Versées sataniques*, condamnée par l'Ayatollah Khomeiny. Par ailleurs, l'Iran a participé activement à l'élimination physique de ces opposants politiques en Europe; plus de 25 des dirigeants des divers organisations politiques, de toutes tendances, ont été assassiné depuis 1988 avec à chaque fois l'implication directe de la République Islamique. Une des meurtres en date été celle du deuxième secrétaire général du Parti Démocratique de Kurdistan, Charafkandi en Allemagne en 1993, après celle de son prédécesseur quelques années auparavant dans le même pays. Etant le premier partenaire commercial de l'Iran, l'Allemagne avait toujours privilégié *dialogue critique* avec l'Iran, tout comme la France et les autres pays de l'Union Européenne face à la *politique de dureté* des Américains. Mais suite aux acharnements du pouvoir judiciaire allemand et la condamnation de la personne de Khameneï; le guide-remplaçant de Khomeiny, les relations germano-iraniennes prennent une nouvelle tournante.

En second lieu, l'Iran apporte son soutien inconditionnel (du moins dans ces déclarations officielles) à la « *révolution islamique* » dans le monde entier. Après l'avènement du régime soudanais, la République Islamique continue de soutenir les mouvements tels : le FIS en Algérie, les Frères Musulmans en Egypte et en Jordanie et des mouvements similaires dans les autres pays musulmans. Ces mouvements contribuent à déstabiliser les régimes en place dans ces pays et de là, à l'instabilité régionale. Troisièmement, Téhéran montre ouvertement son hostilité aux processus de paix entre l'Israël et l'OLP, sous l'égide des Etats-Unis, en appuyant des mouvements extrémistes comme le Haniyas ou le FPLP, la tendance marxiste d'Ahmed Jébril au sein de l'OLP. Les tentatives *nationalistes* de l'Iran dans la région de Golfe, notamment avec l'affaire de l'île d'Abou Moussa, constituent le quatrième point de ces actions déstabilisatrices. L'Iran administrait avec l'Emirat Arabe Uni cette île stratégique, près du détroit de Hormouz, en septembre 1992, l'Iran déclare sa souveraineté sur l'île, unilatéralement. Aucun des membre du Conseil de Coopération de Golfe, le CCG, n'est pas allé très loin dans les protestations contre l'Iran. Finalement, le dernier point concerne le réarmement iranien dont nous avons fait allusion précédemment; cette tentative de l'Iran irrite les pays occidentaux, notamment quand il y a le poids de nucléaire dans cette action;

9-1-1-3-3 Limites politiques.

Malgré tous ces efforts, la République Islamique reste l'ennemi numéro un des Etats-Unis dans la zone du Golfe; après des divers tentatives de négociations secrètes entre les deux parties, aucun résultat positif n'a été dégagé. Toute intervention de l'Iran dans cette région (et par tout ailleurs) est interprétée comme l'expansionnisme islamique de l'Iran⁴¹. Dans la plupart des articles américains sur l'Asie centrale, il y a une partie (souvent en guise de conclusion), qui est consacrée au rôle des occidentaux (américains ?) dans l'Asie centrale. dans les lignes de ces travaux, les auteurs proposent une intervention des pays démocratiques en faveurs de la Turquie, le pays alliée, pour « *contrer les visées islamiques de l'Iran* »⁴². L'embargo décrété par Washington an 1994 contre les exportations de l'Iran est, en partie le fruit de ces réflexions. Face à une telle position, nous sommes en mesure de poser la question de savoir : « *si ces rumeurs relatives à l'expansion iranienne sont les fruits de l'imagination fantasmatique des Américaines ou existe-t-il des vraies raisons d'affirmer de tels énoncés* ». La réponse à une telle question demande plus d'élément ; cette question pourrait engendrer un travail de recherche à son tour.

9-1-1-4 L'Iran et l'Asie centrale.

Les relations de l'Iran et d'Asie centrale ne datent pas de 1991, une partie d'Asie centrale appartenait à l'Empire Perse et une grande partie de l'Iran a été occupée par des conquérants venus d'Asie centrale. Cette relation directe, qui n'est pas le cas de la Turquie a attein son sommet à l'époque de la dinastie persanophone des Samanides. La nature des relations actuelle sont en partie influencées par cette période.

9-1-1-4-1 'Le siècle Samanide'⁴³.

La Transoxiane ou '*Iran extérieur*' selon l'expression de certains orientalistes, fut le siège de la dynastie des Samanides, première entité politique iranienne d'importance depuis l'islamisation. La dynastie des Samanides (864-1005), naquit d'une lignée de gouverneurs de Transoxiane alliée des Tahirides, Nasr à partir de Samarcande et son frère Ismaïl, gouverneur à Boukhara, qui devint le chef de la maison à la mort de Nasr en 892. Après lui, dix princes, théoriquement '*gouverneurs*' pour le compte du calife abbasside, d'après leur

⁴¹ PIPES. D et CLAWSON. P « *Ambitious Iran Troubled Neighbors* » in : Foreign Affairs 1992-93 Vol 72 n°1.

⁴² La plupart des articles en anglais, notamment :

BRILL OLCOTT. Marta « *Central Asia's Catapult to Independance* » in : Foreign Affairs été 1992,

MENON. R et BARKEY. H.J « *The Transformation of Central Asia ; Implication for Regional and International Security* » in : Survival hiver 1992-93.

⁴³ FOURNIAU. Vincent Histoire de l'Asie Centrale Paris Ed : PUF, Que sais-je ? n°2821, 1994.

titre officiel, se succéderont jusqu'en 1005. A l'apogée de la dynastie, sous Nasr-ibn-é Ahmad (913-943), les possessions samanides avaient été étendues à l'Iran oriental (Sistan, Kerman, Tabaristan) et à l'Afghanistan central. Après la mort de Nasr-ibn-é Ahmad (943) dont la conversion au chiisme avait provoqué des troubles graves entraînant son abdication, l'autorité des princes samanides subit un effritement croissant.

L'islamisation de la Transoxiane avait nécessairement entraîné des mutations qui reproduisaient les formes politiques, économiques et sociales du coeur de l'Empire abbasside, le modèle. Comme dans les autres provinces, le pouvoir était avant les Samanides aux mains d'un gouverneur arabe, aidé d'une garnison arabe. Ce sont là les fondements de l'héritage classique de la culture iramienne dont le modèle a perduré en Asie centrale jusqu'au début du XX^e siècle. L'Asie centrale appartient à l'école juridique hanéfite, la plus répandue des quatre écoles juridiques orthodoxes sunnites. La doctrine chiite ismaélienne fut adoptée par diverses communautés, elle est aujourd'hui majoritaire parmi les montagnards du Pamir au Tadjikistan oriental.

9-1-1-4-2 'Retours vers le passé ?'

L'Iran n'est pas au mieux de son image dans l'ensemble de l'Asie centrale. Il se trouve que la nature du régime iranien inhibe les initiatives dans la direction de l'Iran et que des considérations géopolitiques conduisent les Etats à ménager la Russie. L'Iran a attendu le dernier moment pour reconnaître les pays qui proclamaient leur indépendances. Il a maintenu le dialogue jusqu'au bout avec Moscou, ainsi qu'avec le régime communiste de Kaboul. La crainte de l'Iran est de voir le modèle turc, fondé sur le nationalisme et la laïcité se répandre en Asie centrale. Pour l'Iran, la Turquie agit en fait pour le compte des américains, déjà présents dans le Golfe. C'est davantage un complexe obsessionnel qui agite l'Iran qu'un rêve d'extension⁴⁴. Par ailleurs, les relations de l'Iran avec les pays d'Asie centrale ne sont pas toujours au bons niveaux. Si le Turkménistan - avec presque 1.200 km de frontière commune et pour l'exportation de ses matières énergétiques -, est obligé de ménager l'Iran, et si le Tadjikistan, persanophone, se sent proche de ce pays, pour ne pas se trouver seul avec un ensemble turcophone, ce n'est pas le cas des autres républiques.

En Afghanistan, l'Iran a reconnu *de fait* la prépondérance Pachtounes et le rôle principal du Pakistan, notamment après les négociations de Genève qui l'excluaient totalement. L'établissement de ce *modus vivendi* entre les deux pays a facilité leur relation à bien des égards. Par ailleurs, les Etats engagés dans la crise tadjike soupçonnent l'Iran de soutenir la coalition islamo-démocrate dans un projet hégémonique alors que Téhéran soutient probablement le processus de

⁴⁴ « L'émergence de deux pays charnières: la Turquie et l'Iran » Ramses 1992 op. cit.

négociation dans le souci de prévenir la formation d'un nouvel Afghanistan dans son environnement régional.

Mais depuis 1995 et avec la montée en force des Talibans, l'Iran fait cause commune avec l'Inde et la Russie pour aider les vaincus de Kaboul face à l'offensive des Talibans, ouvertement soutenus par Islamabad et au second plan par Washington. Une délégation iranienne, conduite par le vice-ministre des affaires étrangères, Broudjerdj, accompagné de 15 responsables des Pasdarans, s'est rendu à Mazar-i Charif pour proposer à cette coalition, composé de Massoud, Dostoum et les Hazarachs, les équipements et le soutien nécessaires pour reprendre Kaboul. Simultanément alors que les Talibans piétinent devant le tunnel de Salang, Téhéran a encouragé le général Ismaïl Khan, ancien gouverneur de Herat, à ouvrir un second front pour la reconquête de cette ville.

Sur le plan international, Téhéran multiplie les efforts diplomatiques sur la crise afghane. Le ministre des affaires étrangères, Ali-Akbar Velayati, s'est rendu à New Dehli et à Moscou, puis au Tadjikistan, en septembre 1996. L'Iran a par ailleurs approuvé le mini-sommet anti-Taliban à Almaty (entre la Russie et les républiques d'Asie centrale) et souhaite parrainer, à Moscou une réconciliation entre le gouvernement tadjik et son opposition.

Alors où la légende du *rôle majeur de l'Iran, joué dans l'exportation de sa révolution islamique au Tadjikistan* continue d'être propagé par nombreux d'auteurs et de journalistes, en dépit des réalités⁴⁵, il existe une complexité dû à la perception de l'Iran de son 'monde iranien' « *La tiédeur de l'Iran à l'égard des islamistes tadjiks s'explique notamment par la crainte de voir s'établir un « Grand Tadjikistan », s'étendant de Kaboul à Boukhara, et par une méfiance envers les musulmans sunnites* »⁴⁶. On est décidément loin « *des assauts des fondamentalistes de l'islam, appuyés par l'Iran, pour tenter de créer des Etats islamiques, dont l'un à l'Est engloberait l'Afghanistan, le Tadjikistan et une partie de l'Ouzbékistan* », évoqués devant l'amiral Lacoste, ancien chef de la DGSE par Evgeny Primakov, alors chef du contre-espionnage russe avant de devenir ministre des affaires étrangères⁴⁷.

En revanche, l'activisme iranien en Azerbaïdjan s'explique par des préoccupations nationales. Un Azerbaïdjan puissant et économiquement développé qui tomberait sous l'influence de la Turquie constitue une menace inévitable pour l'intégrité territoriale de la République Islamique, à travers les revendications d'abord culturelles puis politiques que ne manquerait pas de développer l'importante communauté azéri d'Iran dont 60% ne parle pas le persan.

Le Kazakhstan consacre toute son énergie pour le rapprochement de l'Asie centrale à la Russie et le renforcement des liens entre les deux entités ;

⁴⁵ KARAM. Patrick « *Realpolitik contre messianisme islamique* » in : COLLECTIF ASIE CENTRALE L'apprentissage de la démocratie in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ SABLIER. Edouard La diplomatie des mers chaudes, Paris Ed : Spectacles du Monde décembre 1994.

l'émergence des pays comme le Turkménistan qui s'éloignent progressivement de ce processus est vue par Almaty comme « *l'influence directe des pays du sud, notamment l'Iran* ». Pour cette raison, les kazakhs essayent de jouer le rôle du *contrepoids*, d'autant plus que même les observateurs américains préconisent un rapprochement entre la Russie et l'Asie centrale '*pour prévoir les implications iraniennes*'⁴⁸. *L'alliance de fait* entre la Russie et l'Iran, dû à la *coïncidence d'intérêt* de ces pays, facilite la tâche d'Almaty.

Le Kirghizistan n'a pratiquement aucune relation avec l'Iran, si ce n'est qu'au niveau traditionnel des échanges de diplomates. Mais la position de l'Ouzbékistan est claire : en voulant devenir une puissance régionale, ce pays se méfie des divers prise de position de l'Iran. La création de l'organisation regroupante les pays riverains de la mer Caspienne a été très mal accueillie à Tachkent. Dans la ville persanophone de Samarcande, l'ouverture d'un consulat iranien n'a pas été acceptée, alors qu'un consulat turc a eu l'accord immédiat des autorités ouzbeks. Cette affaire a contribué au refroidissement des relations bilatérales entre les deux pays. A cela s'ajoute la méfiance de l'Ouzbékistan à l'égard de la montée de l'islamisme dans la vallée de Ferghana ; les autorités y voient la main de l'Iran. Mais le point, le plus significatif de la nature de ces relations, est incontestablement le poids du Tadjikistan. L'Ouzbékistan est persuadé que l'Iran veut défendre les persanophones et l'Iran, de son côté, est sûr de la tendance hégémonique de cette république ouzbek sur le Tadjikistan, notamment après les interventions directes de l'armée ouzbek en faveur des néo-communistes.

L'Iran est sur une position défensive et il nous semble que les Etats-Unis n'attendent qu'un « *faux pas* » de la part de la république Islamique pour en refaire un cible. *Dans ce cadre, l'Iran peut effectivement constituer un modèle, parmi d'autres, pour les revendications identitaires des républiques d'Asie centrale, si elles réussissent à se doter des moyens de sortir de la dépendance économique et militaire de Moscou. Le vide idéologique, laissé par la fin du communisme soviétique, pourrait être comblé momentanément.*

⁴⁸ Il est intéressant de voir qu'actuellement une *rivalité*, plus qu'une coopération existe entre l'Arabie Saoudite, et la Turquie pour se proposer comme « *le mielleux placé* » pour contrecarrer la percée iranienne en Asie centrale.

9-1-2 La Turquie et l'Asie centrale, premier acte ?

L'un des faits, le plus importants en matière de politique étrangère, depuis la fondation de la République Turque en 1923, est, sans doute, cette ouverture de la Turquie aux républiques musulmanes de l'Asie centrale et du Caucase. Toute à la fois européenne, balkanique, Moyen-Orientale, asiatique et méditerranéenne, avec une façade importante sur la mer, la Turquie porte en elle-même toute la diversité et les contradictions de ces aires auxquelles elle appartient géographiquement et culturellement. Le dégel balkanique, caucasien et centre-asiatique fait de la Turquie le pays le plus stable de la région, un nouvel acteur virtuel de la scène internationale.

Dans son ouverture au monde turc, Ankara recherche l'approbation de la communauté internationale, y compris celle de la Russie - son voisin/rival, son principal partenaire commercial moscovite est, par ailleurs, le plus grand marché potentiel de la région pour les entreprises turques. Les actions de la Turquie, en Asie centrale, peuvent avoir trois buts : 1) répondre aux demandes internes, 2) s'affirmer comme l'intermédiaire indispensable entre l'occident, le Caucase et l'Asie centrale et 3) contrecarrer le jeu de l'Iran dans la région.

9-1-2-1 Le « modèle turc » à l'épreuve.

En Turquie, les pulsions de revanches se déployèrent pour différentes raisons. Le nouveau régime Kémaliste devint le seul pays vaincu de la Première Guerre Mondiale à être admis à participer aux négociations sur la paix. Et pendant la conférence de Lausanne il réussit à retourner totalement les conditions punitives qui avaient été imposées à son prédécesseur Ottoman aux termes du Traité de Sèvres. Un autre facteur ayant de l'influence sur l'évolution politique de l'effondrement d'un empire est l'existence de populations de la même ethnie vivants à l'extérieur de la partie centrale des territoires de l'Empire. L'existence de ces groupes peut avoir un effet déterminant sur la force et la capacité du cœur de la nation à redynamiser l'empire ou même à l'étendre au-delà de ses limites. L'un des avantages d'Ataturk et des autres réformateurs qui souhaitaient renoncer aux héritages pesants de l'Empire Ottoman était l'inexistence d'importantes concentrations de Turks d'origine ethnique dans les parties extérieures de l'Empire, au-delà de l'Anatolie. Le fait que le pan-touranisme (un mouvement visant à unifier toutes les populations de langue turque) ait cessé d'être une tendance politique importante à partir des années 1920 aida les partisans de la construction d'une nation Turque en Anatolie à éviter des revendications politiques originaires de toutes les communautés Turques dispersées dans et au-delà des territoires périphériques de l'Empire. Les partisans de la construction d'un Etat-nation essentiellement Turk profitèrent également de toute une série

d'autres facteurs : la conscience de la population du poids des fardeaux de l'Empire ; le ressentiment populaire vis à vis des membres du gouvernement, avocats d'un impérialisme Ottoman qui avait conduit la Turquie dans les désastres de la défaite de la Première Guerre Mondiale ; et le mépris des populations turques vis à vis des Arabes et des autres groupes non-turques en général, qui étaient tous considérés comme ayant profité de manière injustifiée de leur incorporation dans l'Empire.

Membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord⁴⁹, depuis 1952, la Turquie a toujours regardé vers l'Ouest. Elle est considérée comme le seul Etat musulman laïc et, avec Israël, le seul Etat démocratique de la région. Mustapha Kemal a ouvertement placé l'avènement de la '*Turquie moderne*', sous le signe du rapprochement avec le modèle occidental du nationalisme, et de l'économie libérale ; un '*panturquisme*' acharné complétait cette démarche en lui donnant une couleur locale. Kemal traduisait ainsi la pensée du sociologue turc Z. Gökalp : « *turquiser, moderniser, occidentaliser* ». La laïcisation de l'Etat, après l'abolition de l'institution du '*Califat*' en mars 1924, a accéléré cette tendance ; c'est précisément ces caractéristiques de la Turquie qui sont ces atouts dans son jeu centre-asiatique.

Après l'effondrement de la monarchie des Pahlavis en Iran, les Etats-Unis avaient perdu leur allié le plus sûr au Moyen-Orient ; l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en 1979 n'a fait qu'accentuer les démarches américaines pour consolider leur place en Turquie, en Arabie Saoudite et, bien sûr en Israël. Les deux guerres du Golfe ont récompensé les investissements des Etats-Unis dans '*l'allié turc*' ; les divers bases militaires de ce pays ont servis aux forces de la coalition pour assurer les préparations.

Nous verrons successivement l'influence que ce pays peut exercer sur les régions centre-asiatique et caucasienne, ces réels atouts et les limites d'une action turque en Asie centrale.

9-1-2-1-1 Le rêve des '*loups gris*'.

Depuis les premiers craquements annonciateurs de l'écroulement de l'URSS, la question de la réactivation d'un mouvement panturquiste se pose régulièrement. Les élections générales turques du 20 octobre 1993 ont semblé démontrer qu'il n'en était rien : les thèmes panturquistes n'ont pas été abordés pendant la campagne, et le Parti nationaliste du travail (MCP), ultra-nationaliste, a dû s'allier à deux autres formations pour avoir une représentation.

Ainsi la notion de « *Türkiyé* » refait surface en Turquie. Devenu nom d'un journal en 1970, (publié à plus de 400,000 exemplaires) il exprime exactement le

⁴⁹ La Turquie constitue la deuxième armée de terre de l'OTAN avec 18 divisions. Avec plus de 560 300 hommes et matériels sophistiqués de combats, l'armée turque est une des plus efficace de toutes ces zones citées.

point de vue de la synthèse Turco-islamique, courant d'idées née autour de la même période, qui prône à la fois la suprématie de la Turquie sur le monde musulman, et le retour aux sources de l'ethnicité Turque, c'est-à-dire à la culture des steppes d'Asie centrale. Voici 'l'idéologie' de Türkiyé : il prône la suprématie de la Turquie sur le monde musulman et le retour aux sources de l'ethnicité turque, c'est-à-dire à la culture des steppes d'Asie centrale. Dans sa chronique de politique étrangère, l'influent journaliste Necati Ozfatura prévoit que la Confédération turque peut se subdiviser en trois fédérations : la Fédération turque occidentale (Turquie, Chypre, Azerbaïdjan, Caucase, Turcs d'Irak, des Balkans et de Syrie); la Fédération turque orientale (Asie centrale, Turcs d'Afghanistan, Turkestan chinois et autres); la Fédération des Turcs du nord-est de l'Europe (Tatares, Udranut, Bachkirs, Tchouvaches et autres peuples de la Fédération de Russie⁵⁰. Outre l'islam et la turcité, l'anti-occidentalisme constitue un autre pilier du corpus idéologique de ce mouvement. « *Le XXI siècle sera celui du monde turc, qui depuis mille ans, s'honore d'être au service de l'islam. Il ne se contentera pas de briser ses propres chaînes, mais protégera le monde musulman de l'Occident chrétien* »⁵¹.

Cette manifestation semble visée le grand public, mais à côté de cela il existe un foyer des intellectuels, sous forme d'un club fermé, qui regroupe des personnalités de très haut niveau. Il y a, aussi, comme le club des intellectuels, dans les colonnes de Türkiyé sur les questions touchant à l'aire turque. Le loup gris, l'animal totémique des turcs d'Asie centrale avant l'İslam a été pris comme symbole par un mouvement d'extrême droite panturquiste dont les militants se nomment les « *loups gris* ». Les opinions exprimés à travers ces organismes sont considérés comme une partie de l'opinion publique interne, et donc plusieurs gouvernements successifs se sont sentis obligés de prendre en compte le phénomène dans les diverses actions. Dans ce cadre, nous pensons que la plupart des déclarations du gouvernement turque sur la scène internationale, concernant les républiques turcophones de l'Asie centrale ne sont que le reflet de ces opinions. Quelques exemples peuvent éclairer ce propos. Le journal Türkiyé multiplie les appels en faveur de la création d'un ministère les '*turcs de l'extérieur*' ; aussi paradoxale soit-elle, cette déclaration a eu des répercussions sur l'échiquier politique de la république. Bien que du moment aucune décision en faveur d'un tel ministère, n'a pas été prise, mais diverses personnalités n'hésitent pas à invoquer une éventuelle création d'une instance gouvernementale qui puisse s'occuper de ces turcs de l'extérieur.

Ce même journal écrit : « ... *il se pourrait bien que 10 républiques turques deviennent membre de l'ONU. Et même s'il n'y en avait que cinq, songez au prestige international de la Turquie ! La CEE nous supplierait de devenir*

⁵⁰ Türkiyé 2 décembre 1991.

⁵¹ OZFATURA. Necati « *Soutien mutuel entre les turcs du Caucase* » in : Türkiyé 29 novembre 91.

*membre ! ... »*⁵². La population de la rue se sent abandonnée par l'Europe, elle souhaite retrouver une personnalité internationale, quelle solution plus honorable que de se tourner vers ses frères turcs ?

Comme dans toute idéologie nationaliste, l'existence d'un ennemi est indispensable ; et comme ailleurs, dans le panturquisme il y a nous et '*les autres*', c'est-à-dire les non turcs. L'ennemi prend la couleur des Serbes en Europe, des tadjiks en Asie centrale, des arméniens au Caucase et des voisins immédiats de la Turquie, à savoir les arabes et les perses - ou encore les Kurdes en Turquie même. Ils réclament l'Azerbaïdjan iranien, comme une partie de la nation turque, aussi bien que le Sinkiang chinois.

Le panturquisme semble essoufflé aujourd'hui sur le plan extérieur ; par contre sur le plan intérieur les sentiments nationalistes s'accroissent de plus en plus face aux Kurdes ; à tel point que le gouvernement turc est embarrassé par l'accroissement de ces sentiments dans les zones connaissant un peuplement mixte.

Ce panturquisme devient '*pantouranisme*' quand il s'agit de regrouper 'l'ensemble de la population turcophone dans un Etat ou plus exactement dans un Empire' ; une prétention que même les éditeurs du journal *Türkiyé* n'ont pas exprimé jusqu'à présent, du moins clairement.

Par ailleurs, en Asie centrale, des mouvements politiques se sont constitués qui se réclament plus ou moins du panturquisme ; ils sont encore mal connus. Les partis *Birlik* et *Erk* en Ouzbékistan sont probablement les partis les plus panturquistes d'Asie centrale ; au Kazakhstan, le mouvement *Alach* s'en réclame également. Pour les autres partis nationalistes, cette référence est moins évidente. Leur discours officiel paraît surtout motivé, là aussi, par une volonté de rupture à l'égard de la Russie et par celle de créer une communauté culturelle et économique avec la Turquie, considérée comme un modèle de par son économie de marché, son régime démocratique et sa laïcité. *Alach* défend l'idée d'un système démocratique et multipartite et l'unification de tous les peuples Turcs au sein d'un Turkestan unifié. Le dernier mouvement de ce genre est le Parti Islamique du Turkestan, il s'agit d'un autre parti basé en Ouzbékistan, composé principalement d'un comité de coordination avec des filiales à Namangan, Andijan et Kokand dans la vallée du Ferghana et dans deux districts de Tachkent.

L'unité de tous les turcophones du Balkan au Sinkiang chinois n'est qu'une des nombreuses « *construction de la réalité* » des journalistes et des chercheurs moyen de l'Occident. Cela est d'autant plus flagrant que le '*réalisme*' de ces catégories de '*réalité*' fait de l'Etat (-Nation ?) le cible privilégiée or aucun des acteurs étatiques n'a partagé cette '*réalité*', fabriquée de tout pièce. On a beaucoup parlé de la création d'une zone de coopération et d'assistance mutuelle entre les pays turcophones, mais « *le grand Etat turc* » n'est qu'un mythe de la

⁵² *Ibid.*

minorité turque opprimée par la majorité non-turque. (Ouzbours de la Chine, une partie des azéris de l'Iran ou Tourcomans irakiens) ou des factions ultra-nationalistes de l'Etat ou de l'armée turc.

9-1-2-1-2 Une identité turque, véhiculée par la langue.

L'image de la Turquie est liée à une identité '*turco-islamique*', souvent véhiculée par les mouvements '*panturquites*' ou '*pantouranistes*' ou encore par les sectes des '*soufis*'. Or ce jeu d'identité est valable ici aussi. Le gouvernement turc qui peut se dire plutôt '*turc*' et non '*touranien*'; il soutient la population turcophone face aux non-turcophones; il soutient la minorité turque de la Bulgarie parce qu'il s'agit de turcs musulmans face aux chrétiens, mais, une fois arrivé en Turquie, cette population turque de la Bulgarie est considérée comme étrangère par rapport aux turcs. Il en va de même pour les turcophones d'Asie centrale; il existe, donc, des populations qui sont '*plus turques que les autres*', comme les Meshkets et d'un autre côté il y a des turcs possédant beaucoup de traits de la civilisation russo-slave, comme les Kazakhs; ou des turcs presque persanisés comme les Ouzbeks; la Turquie est amenée à faire un choix. Mais il est certain qu'elle soutient activement les turcophones de l'Asie centrale pour contrer les percés de l'Iran.

Actuellement on retrouve dans toutes les républiques musulmanes de l'ex-URSS le débat sur l'adoption de tel ou tel alphabet. Pour le moment, en dehors de l'Azerbaïdjan qui a opté pour l'alphabet latin, et le Tadjikistan qui a commencé à mettre en place l'écriture arabo-persanne, aucune autre république n'a fait son choix; l'Ouzbékistan a mis en place des procédures pour remplacer le cyrillique par l'alphabet latin. Ce qui est sûr, c'est que ces pays sont obligés d'attendre un certain temps pour opérer ce choix et que le cyrillique continue d'être l'alphabet en usage pendant, encore, quelques années. Ce sont des actes symboliques comme ceux-ci qui montrent l'état actuel des débats sur l'identité perdue ou retrouvée, dans ces pays. A notre avis, le débat sur l'alphabet et le choix effectué de telle ou telle république, ne constituent qu'une très petite importance dans le cadre d'une étude sur l'Asie centrale; on laisse le déroulement de ces débats aux conseillers culturels et les spécialistes à l'INALCO.

9-1-2-2 Les atouts du modèle turc.

Avant tout, la démocratie turque attire une grande partie des dirigeants et des intellectuels de ces républiques. La démocratie turque a connu des hauts et des bas; après le vote de la Constitution du nouvel Etat turc, en 1924, et l'instauration d'un régime parlementaire - à chambre unique - les dirigeants octroient le droit de vote aux femmes dix ans plus tard, en 1934. Désormais, dans

l'ensemble des pays islamiques, on est face à un Etat républicain, fondé sur le suffrage universel et les principes de la souveraineté nationale. Le multipartisme tarde à trouver sa place et après son instauration en 1945, sera bafoué à plusieurs reprises. Mais le fait intéressant consiste en la création d'un '*espace public*' où la société turque peut débattre des problèmes politiques. A côté de cet espace public, '*l'espace privé*' a gardé une grande autonomie et l'Etat n'a pratiquement jamais réussi à la détruire.

Le deuxième atout majeur de la Turquie est la laïcité. Pour le kémalisme, le nationalisme et l'Islam sont deux points de vues incompatibles. Après l'abolition du Califat en 1924, la religion devient une simple affaire personnelle, indépendamment des affaires de l'Etat. Avec la laïcisation des institutions, et des instances de la vie quotidienne comme l'école, le mariage, l'armée, etc. ..., l'Etat turc a commencé à préparer la société à un climat neuf pour ce pays. En 1929, l'alphabet arabe est remplacé par l'alphabet latin ; cet acte supprime les liens de la Turquie moderne avec la civilisation islamique et orientale. Finalement en 1937 un amendement, voté à une large majorité, définit la Turquie comme un Etat laïc.

L'élection d'Erbakan du Parti de la Prospérité, (Refalı) et le regain d'islamisme dans la société turque ne peuvent, visiblement pas affecté la nature laïque de l'Etat turc mais va sans doute influencer le comportement des acteurs politiques sur l'échiquier turc.

Le modèle économique turc constitue un troisième dilemme pour Ankara. L'économie turque a connu un rebondissement dans les années 80, essentiellement grâce à la guerre entre l'Iran et Iraq. En effet, la Turquie a très bien su jongler entre l'importation des produits finis vers l'Iran et l'exportation du pétrole irakien vers les marchés étrangers. Mais auparavant déjà, les traits particuliers de cette économie la rendaient - d'une manière conjoncturelle - compétitive par rapport aux autres Etats de la région. En effet, la Turquie n'a jamais mise sur une économie basée sur un seul produit ; contrairement à la plupart des pays producteurs de pétrole. Ce pays s'est lancée dans une production de biens de consommation durables, dans les années 70-80 ; une industrialisation massive a suivi ce mouvement, dans les années 90. Les changements intervenus dans l'Europe centrale et orientale lui ont ouvert de nouvelles perspectives de marché ; désormais elle est en mesure d'exporter vers ces pays des biens de consommation qui leur manquent à un prix compétitif par rapport à l'Europe occidentale.

La Turquie mise beaucoup sur de nouveaux marchés en Asie centrale ; mais il faut noter que ces volumes d'échanges ne représentent pas encore un chiffre important, car, d'une part l'acheminement de produits turcs dans ces pays nécessite un passage obligatoire par l'Iran ou par la Russie et, d'autre part, les cinq républiques en question ne sont pas encore solvables.

En ce qui concerne l'imitation du modèle économique qui est la Turquie, il n'existe pas encore des facteurs de similitude entre les économies jeunes et non-

expérimentés d'Asie centrale et celle, plus industrielle et efficace de la Turquie. Immédiatement après leur indépendance les présidents de ces républiques se sont lancés dans de nombreuses déclarations concernant le modèle turc ; « *J'annonce au monde que mon pays suivra la route turque* », déclare le président Karimov de l'Ouzbékistan. De même Nazarbaïev déclare « *Nous voulons implanter l'économie de marché, le seul modèle dont nous disposons, c'est la Turquie* », et finalement dans un langage plus poétique, Akaév du Kirghizistan déclare : « *... la Turquie est l'étoile du matin qui guide le chemin des républiques turques* »⁵³. Ces déclarations datent essentiellement de la période chaude qui a suivi l'indépendance de ces pays. Aujourd'hui ces dirigeants ont modéré leurs déclarations à l'égard de la Turquie.

9-1-2-3 Les limites de l'action Turque en Asie centrale,

Ce modèle, proscrit par les pays occidentaux pour l'Asie centrale ex-soviétique connaît ces propres difficultés ; les limites de l'action turque dans cette région, en dehors des rivalités externes, découlent de ces problèmes internes.

9-1-2-3-1 Une première approche échouée

L'Asie centrale ex-soviétique ne constitue pas à proprement parler le berceau des Turcs, mais elle a offert le cadre de la rencontre entre le pouvoir politique turc, la religion islamique et les sociétés irano-musulmanes. La symbiose entre le pouvoir turc et la religion islamique s'est également produite sur la base d'une interaction entre nomades et sédentaires, ayant provoqué la turcisation de nombreux groupes sédentaires et la sédentarisation de nombreux groupes nomades. Il faut donc noter que le renouvellement des pouvoirs dans l'histoire de l'Asie centrale ne s'est pas concentré sur un affrontement entre nomades turciques et populations sédentaires iraniennes, comme le suggèrent certaines traditions historiques. Au contraire, on peut mettre en évidence des périodes de symbiose, dont la civilisation des quatre premiers empires turcs musulmans de l'Asie centrale constitue d'illustres jalons.

En premier lieu, la Turquie connaît très mal l'Asie centrale. Faute d'avoir des frontières communes avec la région, la Turquie a très peu de contacts directs avec cet ensemble. Après l'avènement de la république en Turquie, Ataturk a choisi le principe de « *non interférence dans les affaires des Etats voisins* ». Des relations cordiales ont été établies entre ce pays et l'URSS ; devenu base militaire des forces américaines sur la Mer Noire ce pays a été toujours respecté par l'URSS.

⁵³ Toutes ces citations sont reprises dans un ouvrage collectif : Turkish modèle on display. Cité dans le Newsweek. 3 février 1992.

La limite de l'action turque découle de sa crédibilité. Après la victoire de l'indépendance, l'élite de l'Asie centrale croyait beaucoup en le soutien de la Turquie. Mais ce pays s'est montré très réservé face aux conflits du sud du Caucase qui opposent les turcophones d'Azerbaïdjan aux arméniens. En effet, pour effacer l'image que la Turquie avait laissé après le pogrom des arméniens en 1915, ce pays a été prudent quant à une prise de position claire dans ce conflit. Par ailleurs, les azéris ont commis les mêmes types de pogroms en 1988 dans la ville de Sougmaït. Le profil bas de la Turquie face aux avancées arméniennes dans le Nagorno-Karabakh était souvent perçu par les républiques turcophones de l'Asie centrale comme une douche froide. Les élites ont commencé à penser que si la Turquie n'intervient pas dans la république à côté, elle n'interviendrait sûrement pas dans le cadre d'un éventuel conflit en Asie centrale qui est 'physiquement' moins accessible. Les déclarations de l'état majeur turc mettent en garde les arméniens en septembre 1993 n'ont pas rendu sa crédibilité à la Turquie.

En effet, les menaces de la Turquie formulées contre l'Arménie relevait plus d'une stratégie déclaratoire qu'autres choses ; elle n'ont jamais été suivies d'effet. La Turquie n'a, en aucun cas, montré qu'elle est prête à payer un 'prix' pour la défense des frères azéris. « *Le plus important nous paraît le fait que la sanction doit avoir des effets clairement discernables. Les parties en présence ne peuvent mettre utilement leur réputation en jeu que dans la mesure où la situation du moment peut être reliée aux situations futures. Cette condition de continuité est nécessaire, et elle permet lorsqu'elle est remplie, d'envisager un « découpage » de la menace en niveau intermédiaires de portée limitée. Les premiers paliers, plus crédible que la menace prise dans son ensemble, ont ainsi plus de chance d'être efficaces. En d'autre termes: c'est un échelonnement de la menace sous forme d'étapes chronologiques associées aux objectifs correspondants* »⁵⁴. En fait, il est toujours possible de déclarer qu'une zone est stratégiquement intéressante, mais c'est en fournissant les efforts nécessaires pour la protéger que l'on a le plus de chances d'en convaincre son vis-à-vis. Les coups renseignent donc sur le système de valeurs d'un joueur, sur les possibilités qui s'offrent à lui.

Par ailleurs, depuis la mort du Président Ozal, la politique de coopération économique avec les Etats d'Asie centrale a perdu de son souffle initial ; elle est devenue plus pragmatique. Elle a aussi été freinée par un certain refroidissement entre Ankara et Tachkent à la suite de l'accueil de réfugiés politiques ouzbeks par la Turquie. Deux sommets des chefs d'Etats turcophones ont eu lieu jusqu'à présent et n'ont n'avait avant tout qu'une valeur historique. Le deuxième sommet turcophone s'est tenu à Istanbul les 18 et 19 octobre 1994 en présence des chefs d'Etat des quatre Etats d'Asie centrale turcophones ainsi que des présidents turc et

⁵⁴ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

azéri. Le premier s'était tenu à Ankara les 30 et 31 octobre 1992 ; celui qui devait avoir lieu à Bakou à l'automne 1993 avait été reporté, en particulier du fait des pressions russes. Mais, récemment, le premier ministre turc, Tansu Çiller, a proposé en août 1995 la convocation d'un sommet de chefs des Etats turcophones afin de « *discuter la question de la création d'une Union des Etats turcophones sous le patronage de la Turquie* ».

9-1-2-3-2 Et les 'turcs montagnards' ?.

Ce nom donnée à la minorité kurde par l'Etat turc, servait de désignée une des minorités qui n'avait même pas droit à son nom ; depuis les réformes de Turgut Ozal de 1989, ce surnom est abandonnés. Mais c'est par cette zone kurde où devraient passer des éventuels pipelines transportant l'hydrocarbure de l'Asie centrale vers l'Europe Occidentale.

La multi-positionnalité de ce pays commence à lui jouer des tours. D'une part, la démocratie turque est en crise ; après la mort de Turgut Ozal et avec la montée des sentiments nationalistes son successeur Suliman Demirel ne dispose pas d'une grande marge de manoeuvre. Tout en étant obligé de poursuivre les réformes d'Ozal, il doit donner des gages aux militaires qui risquent d'être tentés par un nouveau coup d'Etat comme dans les années 1980, il doit tenir compte de la montée de l'islamisme ; le paragraphe 5 de l'article 19 de la constitution turque, qui interdit expressément l'exploitation de la religion à des fins personnelles, politiques ou économiques est de plus en plus bafoué. Finalement, il doit satisfaire les nouvelles demandes des démocrates turcs. Les limites de la démocratie turque et de son '*ouverture politique*' sont atteintes. Face à un mouvement de guérilla qui opère aussi bien dans les montagnes que dans les villes, l'armée turque se sent de plus en plus en difficulté.

Les sentiments nationalistes turcs commencent à apparaître, à partir des années 1880-1890. l'arrivée au pouvoir des « *Jeunes-Turcs* » en 1908, malgré leur collaboration dans un premier temps avec les minorités, notamment les Arméniens, marque le début de la domination de l'idéologie nationaliste en Turquie. Après la victoire militaire, Mustafa Kémal déclare au Parlement: « *L'Etat est un Etat turc* ». La répression commence bientôt contre la seule communauté qui menace l'existence de la Turquie comme Etat-nation quasiment homogènes sur le plan ethnique: les Kurde.

Dans l'idéologie incohérente de Kémal, « *la 'Turquie moderne' devrait redevenir une nouvelle puissance* ». Cela ne se réalise, que par une homogénéisation ethnique, mais aussi par une modernisation économique; à cela s'ajoute une laïcisation de l'Etat. La Turquie est un des premiers Etats musulmans à effectuer une nette séparation entre la politique et l'islam. Cette laïcisation plus l'homogénéisation ethnique ne sont que des bases d'un programme plus vaste: « *l'économie de marché* ». Etant élève du nationalisme du XX siècle, le

kémalisme perçoit le nationalisme plus comme une « *nécessité historique* » qu'une association politique librement consentie. Toutes ses mutations ont eu un effet immédiat sur la population Kurde. Les premières révoltes éclatent en février 1925 à la suite de l'interdiction de l'usage de la langue Kurde. La répression est sévère; les dirigeants de la révolte sont exécutés.

La politique du gouvernement turc restera quasiment la même jusqu'à la fin des années 80 où la politique pragmatique de Turgut Ozal commence à marquer des changements d'attitude à l'égard de la question Kurde; une reconnaissance de la pratique de la langue Kurde, un assouplissement des mesures concernant la politique locale, la prise des dispositions relatives à une autonomie « *sur le modèle basque* ». Ozal est amené même jusqu'à déplorer le fait « *qu'on ne puisse pas tout dire* ».

Le PKK semble plus problématique que la menace du Pacte de Varsovie dans les années 70-80. Le 27 novembre 1978, le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, est né d'une cession d'un mouvement autonomiste provoquée par Abdullah Öcalan, dit Apo. Marxiste-Léniniste d'origine avec un brin de Maoïsme, ce mouvement, après avoir tenté plusieurs voies parlementaire, a pris les armes en 1984. Son plan était simple: une indépendance progressive du Kurdistan turc pour servir de base à la création du « *Grand Kurdistan* ». La répression a commencé immédiatement contre un mouvement marginal de guérilla qui ne comptait que 500 hommes en 1984 et qu'aujourd'hui additionné plus de 15.000 hommes armés, il est par ailleurs, considéré comme un mouvement politique. La naissance de ce parti a favorisé la tentative d'alliances implicites des Etats concernés face au mouvement kurde. Ce conflit est le plus durable qu'ai connu la Turquie moderne, depuis 1920. Si Ozal avait préconisé des solutions politiques pour la question du Kurdistan, après de considérables réformes politiques et économiques dans la partie est du pays, son successeur est de plus en plus tenté par des solutions militaires.

Après la création de la zone autonome au nord de l'Irak, la Turquie se sent de plus en plus menacée par le sentiment séparatiste de sa minorité kurde forte de 12 millions de personnes. La deuxième guerre du Golf a démontré la fragilité des régimes militaires du Moyen-Orient et leur dépendance quasi totale par rapport à l'administration américaine au pouvoir. C'est la raison pour laquelle la Turquie a senti la nécessité de reprendre en main son propre destin face aux kurdes. Aujourd'hui la situation au Kurdistan peut-être résumée ainsi : la politique de matraque pour le '*maintien du status quo*' et la '*pacification*' progressive du Kurdistan. Mais la question kurde met en évidence une malaise plus profonde qui est le tracé des frontières de la '*Turquie moderne*'. Le pragmatisme semble essoufflé dans un sous-système en mutation. On constate la lenteur des réformes dues aux limites de la démocratie, en général et la menace constante des militaires face à un pouvoir civil fragile.

Les divers raids aériens au Kurdistan irakien n'ont jusqu'à présent pas diminué la capacité combative de ce mouvement quant au Grand Projet Anatolien (GPA) pour le détournement des eaux d'Euphrate, la population kurde semble de moins en moins convaincue de la suffisance de telles démarches.

9-1-2-4 Frontières turques ou ottomanes ?

La Turquie d'aujourd'hui souffre encore du démembrement de l'Empire Ottoman et des conséquences qui l'ont suivies.

Les Turcs auront réussi à annuler les dispositions du traité de Sèvres, remplacé par celui, plus avantageux, de Lausanne (1923). En effet, si le traité de Sèvres avait été appliqué, la totalité du Moyen-Orient, à l'exception de la Perse de l'Arabie intérieure, aurait effectivement été partagée entre quatre Etats européens - France, Royaume-Uni, Italie et Grèce -, une 'zone des détroits' sous contrôle international dessinée, un Etat arménien créé, à l'initiative américaine, dans l'Anatolie orientale, ainsi qu'un Etat kurde.

L'Etat turc en aurait été réduit au quart de sa superficie actuelle ; on sait que sous la direction de Mustapha Kemal, Ataturk et au prix de terribles luttes - aux dépens des Grecs de Smyrne et des Arméniens, chrétiens, alliés des Russes, massacrés par des Kurdes en 1915-1916, l'Etat turc fut capable de négocier le traité de Lausanne, qui fixa ou confirma les frontières présentes, rendant du même coup les accords Sykes-Picot et leur version remaniée et élargie de 1920 inapplicables.

« La Turquie Ottomane ressemble parfois au régime Stalinien lorsque on aborde les politiques de génocide appliquées aux sujets Arméniens de l'Empire au début de ce siècle. Cependant, ce type de politique fut centrée sur un groupe national au sein de l'Empire, pas sur l'ensemble des nations non-turques sous contrôle Ottoman »⁵⁵.

Trois millions d'Arméniens vivent aujourd'hui en Arménie et dans d'autres républiques de la CEI⁵⁶. Le projet d'Etat arménien indépendant, autour des régions de Cilicie et du lac Van, donc dans les limites dessinées par le Président Wilson en 1919, est toujours vivant dans la diaspora. Ne servirait-il pas d'abord les intérêts géopolitiques de l'URSS ? De fait, un Etat arménien existe, sous contrôle de l'Etat soviétique, il est vrai.

La frontière turco-soviétique était fermée, hautement gardée et le chemin de fer Erzerum-Kars-Leninakan n'est plus fréquenté ; c'était, avec celle de Norvège, la seule limite stratégique où les deux blocs militaires sont en contact :

⁵⁵ DAWISHA. Karen & PARROT. Bruce. The Russia and the New States of Eurasia New York Ed : Cambridge University Press 1994.

⁵⁶ Il y a plus de 3,305,000 millions d'habitants dans la république d'Arménie dont près de 3,100,000 sont arméniens ; plus d'un millions et demi d'arméniens vivent ailleurs dont en Azerbaïdjan, en Russie, en Ukraine, en Turquie, en Syrie, en Iran, au Liban, en Géorgie, en Ouzbékistan,

c'est pourquoi la troisième armée turque était basée à Erzerum, tandis que les bases aériennes et d'écoute de l'OTAN sont situées plus en retrait et ont vu leur rôle renforcé depuis l'évacuation des sites américains en Iran (Sinop, Dyarbakir, Belbasi).

Au sud, la Turquie borde la Syrie et l'Irak. La dyade occidentale comprend trois segments. Le premier limite la fameuse 'Sanjak d'Alexandrette' (aujourd'hui Iskanderum), partie de la Syrie du mandat mais peuplée dès cette époque de Turcs pour moitié (ainsi que d'Arméniens) et cédée à la Turquie en 1939 dans le cadre de la politique d'octroi de garanties contre l'Allemagne. En fait, l'Etat turc avait depuis 1921 un droit de regard sur les populations turques, économiquement dominantes. Faut-il estimer avec Pierre Rondot que ce sanjak est l'Alsace-Lorraine des Syriens ou, du moins, de ceux qui rêvent de la mythique 'Grande Syrie' dans les limites définies par Fayçal à Damas en 1919 ? Ce n'est qu'un élément dans les relations hostiles mais froides entre les deux Etats voisins et qui seront de plus en plus rivaux au Moyen-Orient.

Le segment central, négocié entre France et Turquie (1923), à la particularité de suivre le chemin de fer du Bagdadbahn sur près de 400 kilomètres, qui longe le pied du plateau anatolien (la section située à l'est de Nusaybin n'était pas encore construite à cette date). De fait, la voie ferrée et les emprises sont en territoire turc et la gestion était, à l'origine, mixte. Cette limite a été retenue pour sa commodité car elle offrait, dit P. Rondot, la « *clarté pour l'intervention des gendarmes* » dans une région marquée par les transhumances des pasteurs kurdes.

9-1-2-5 Le chemin de Tachkent passe par Téhéran ou Moscou.

La Turquie a de moins en moins de possibilité d'aborder directement les marchés centre-asiatiques ; la Russie et l'Iran posent de plus en plus de conditions à cet accès ; de son côté la Turquie est en train de faire pression sur la Russie en Europe. Mais dans ces flancs du Sud, la Turquie n'est pas resté inactif non plus ; un rapprochement avec l'Israël lui permettrait une meilleurs négociation avec l'Iran, l'Irak et la Syrie.

9-1-2-5-1 Sous la pression russe en Europe et dans le Caucase ...

En effet, actuellement, la Russie et la Turquie sont impliquées dans une concurrence où viennent se mêler rivalités économiques et enjeux militaires régionaux. Dans une tentative de contrôler davantage l'énergie, Ankara soutient un plan de paix qui octroierait au Nagorno-Karabakh l'indépendance ou des liens avec l'Arménie en échange d'un pipeline qui irait de l'Asie centrale à la Turquie en passant par la Mer Caspienne. En réponse, la Russie essaye de déborder la Turquie en construisant avec la Grèce et la Bulgarie, son propre oléoduc qui irait

de la Mer Noire à la Méditerranée et d'exclure Ankara (et ses projets d'oléoducs) du processus de paix. En représailles, la Turquie a récemment fermé les détroits du Bosphore et des Dardanelles aux pétroliers, soit-disant pour des raisons écologiques, mais probablement pour gêner le transport russe.

Les choix préférentiels du tracé faits par Moscou, permettraient à la Russie d'éviter les entraves turques. En fait, le pipeline russe empêcherait complètement la Turquie d'intervenir sur les questions d'énergie, menaçant les intérêts vitaux d'Ankara dans la région ainsi que dans les Balkans. En effet, le projet de Moscou permettrait également de consolider un bloc greco-russe et peut-être également bulgare, bloc qui s'opposerait aux efforts de la Turquie pour dominer le sud-est de l'Europe dans le cadre de la '*Zone de Coopération Economique de la Mer Noire*'. L'importance de la Turquie au sein de la zone lui donne déjà le rôle principal dans le développement économique de la région. La notion de zone de la Mer Noire comme élément stabilisateur au niveau régional est un coup d'arrêt aux efforts iraniens et russes pour dominer la région et aide la Turquie à affirmer son statut de puissance régionale majeure. Ainsi, cette organisation empêche la restauration d'une zone d'influence russe dans les Balkans et dans la région de la Mer Noire. Mais en regagnant son rôle prépondérant dans le Transcaucasie et sa politique énergétique, la Russie pourrait mettre à mal la politique internationale de la Turquie en matière d'économie et de sécurité, créer un bloc des Balkans anti-turcs, et réduire à néant les promesses que représentent cette organisation pour la Turquie. Même indépendamment des actions de maintien de la paix de l'OSCE au Nagorno-Karabakh, ces considérations prouvent que les évolutions au Transcaucasie ont des résonances dans tout le sud-est de l'Europe. Ankara, cependant, croit que ses alliés négligent cet environnement plus vaste des politiques russes dans les Balkans et la région du Transcaucasie⁵⁷.

Les évolutions dans les Balkans sont très étroitement liées aux guerres en Yougoslavie et dans le Transcaucasie. En déclarant un embargo commercial contre la Serbie, les Nations Unies ont pénalisé durement le commerce dans les Balkans en général et le commerce avec la Serbie en particulier. Les ports bulgares sur le Danube ont cessé de transporter les combustibles liquides pour l'exportation sur le Danube et l'Europe Centrale et les compagnies qui bénéficiaient de facilités de transport bon marché sont par conséquent touchées. L'embargo a également coupé la Bulgarie de ses principales routes commerciales par voie de terre vers l'Occident à travers l'ex Yougoslavie. Ainsi l'accord de Sofia avec la Russie et la Grèce pour construire un pipeline doit aussi être vu comme un effort pour compenser ces pertes économiques et reconquérir des marchés perdus. Comprenant l'impact de la guerre en Yougoslavie sur l'économie régionale des Balkans, la Turquie a encouragé les liaisons routières et ferroviaires reliant ensemble Istanbul, Sofia, Skoppié et la ville de Durres sur l'Adriatique

⁵⁷ New York Times 19 juin 1994.

pour éviter que la Bulgarie et la Macédoine ne dépendent des voies de communication à travers la Serbie et la Grèce. Mais les besoins de la Bulgarie en pétrole et en gaz sont trop importants et trop pressants pour souffrir aucun délai.

La rivalité russo-turque reflète, entre autres choses, le fait que Moscou perçoit la Turquie comme une menace majeure pour les intérêts russes et l'axe autour duquel tournent les questions de sécurité dans le Caucase et en Europe. En fonction de ce point de vue, le Kremlin a poursuivi une politique exclusive et unilatérale dans le Caucase et dans les Balkans et a entretenu ses liens traditionnels avec la Grèce et la Serbie contre les puissances musulmanes.

Si l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale peuvent produire et transporter le pétrole sans l'aide de la Russie, ils vont récupérer une partie des clients de la Russie, privant le pays d'une de ses sources principales de fortes devises alors qu'elle peut difficilement supporter cette perte. Avec le temps, Bakou pourrait être capable de supplanter Moscou comme premier fournisseur de la CEI. L'apport de capital étranger en Azerbaïdjan pourrait permettre au pays d'acheter un plus grand nombre de produits manufacturés en occident et par la suite réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie.

La pression du Kremlin sur Bakou n'est donc pas surprenante. Néanmoins, les actions de Moscou dans le Transcaucasie ne peuvent être ignorées du fait qu'elles menacent les ambitions et la sécurité d'autres puissances importantes.

En plus, depuis 1989, un élément essentiel de la politique soviétique/russe en Europe est de devenir membre des principales organisations européennes traitant de la sécurité afin - au minimum - de les empêcher d'agir contre les intérêts de Moscou, et au mieux de les encourager à laisser le champ libre au Kremlin au sein de la CEI. Comme l'a écrit, Andranik Migranyan, un des conseiller du Président Yeltsine : « *La Russie est confrontée à de nombreux problèmes, aussi bien à l'étranger qu'avec les anciennes républiques soviétiques nouvellement indépendantes. Elle ne peut se permettre d'être contenue quand ses propres intérêts ne coïncident pas avec ceux de l'OTAN ou avec ceux Partenariat pour la Paix* »⁵⁸.

9-1-2-5-2... un retour annoncé au Moyen-Orient.

En février 1996, le chef supérieur des armées turc, Cevik Bir, se rend secrètement en Israël pour conclure une alliance militaire avec Shimon Peres. Cet accord permet aux avions Israéliens de survoler l'espace aérien turc et aux avions turcs de s'entraîner au dessus d'Israël. Cela donne à Israël sa première intervention en Asie, d'où il pourrait déborder la Syrie et intimider l'Iran. Cela donne aux Turcs un moyen idéal de tenir le Président syrien Hafez el-Assad qui a offert un sanctuaire à Abdullah Öcalan, le leader du Parti des Travailleurs

⁵⁸ MIGRANYAN. Andranik Migranyan, « *Unequal Partnership* » New York Times 23 juin 1994.

Kurdes, le PKK, qui est engagé dans une guérilla sanglante contre les Turcs depuis des bases syriennes. Hafez-el Assad garde Oçalan à ses côtés pour empêcher la Turquie, qui construit un barrage sur l'Euphrate, d'assécher les ressources en eau syriennes.

Lors d'un meeting des responsables politiques d'Asie centrale à Achghabad, au Turkménistan, en mai, le Président iranien Hashemi Rafsanjani rencontre le Président turc, Suleyman Demirel, qui s'est récemment rendu en visite en Israël. D'après un participant, le pacte Israélo-turc n'a pas été accueilli favorablement par Rafsanjani qui a déclaré que « *les Israéliens vont l'utiliser pour bombarder Téhéran* ». Deux jours plus tard, Demirel a inauguré de nouveaux bureaux à Izmit, en Turquie, quand Ibrahim Gumrukcuoglu un pharmacien de 47 ans avec des sympathies islamistes, sort de l'ombre et tente de tuer le Président. L'agresseur affirme qu'il a tiré sur le Président pour exprimer sa colère contre le pacte Israélo-turc. Le tir a eu lieu quelques jours après que l'Iran et la Turquie aient chacun de leur côté expulsés des diplomates soupçonnés d'avoir fomenté des troubles.

Au début du mois de mai 1996, une série d'explosions inexplicables ont eu lieu en Syrie. Le Financial Time rapporte qu'une des bombes a explosé le 6 mai sur le parcours que Assad aurait du prendre pour la commémoration annuelle du jour de l'exécution des rebelles nationalistes syriens par les turcs ottomans au 19^{ème} siècle⁵⁹. Les syriens ont arrêté 600 membres de la minorité turque vivant autour de Damas qu'ils soupçonnent d'être impliqués dans les attentats. Le gouvernement turc de coalition a cédé la place à Neçmettin Erbakan, à la tête du Parti Islamiste de la Prospérité, le Refah, qui a été appelé pour former un nouveau gouvernement. Mais les militaires turcs, en coulisse, « *l'empêche de construire une coalition car l'armée craint qu'il ne fasse échouer l'accord militaire Israélo-turc* »⁶⁰.

Des informations ont mentionné alors que l'ancien Premier Ministre Tansu Çiller ne peut expliquer ce que sont devenus les 6 millions de US\$ provenant des fonds secrets dont disposait son ministère. Çiller a affirmé que révéler l'utilisation qui en a été faite pourrait porter préjudices aux relations entretenues avec les Etats voisins pouvant même aller jusqu'au conflit armé. A Istanbul, on a présumé que ces fonds ont été soit envoyés aux rebelles tchétones soit destinés aux attentats de Damas. Pendant ce temps, les turcs ont révélé qu'un escadron de leurs avions fantômes F-4 ont été rééquipés avec des procédés électroniques Israéliens et peuvent ainsi tirer sur les missiles sol-air syriens avant que les syriens ne les utilisent.

⁵⁹ Financial Times 08 mai 1996.

⁶⁰ FRIEDMAN, Thomas. L « Turkey and Israël Spring and Realignment in the Middle East » in : International Herald Tribune 17 juin 1996.

Nous assistons à un « *réalignement stratégique majeur au Moyen-Orient* ». Le processus de paix israélien avec le monde musulman a permis à la Turquie de s'aligner ouvertement sur Israël afin que les deux parties puissent couper l'herbe sous le pied à leurs ennemis communs, par exemple, la Syrie et l'islamisme extrémiste de type iranien. Ce réalignement nous rappelle que pour l'équipe Peres-Rabin le processus de paix n'était qu'un choix stratégique afin d'aider Israël à faire la paix avec ses plus proches voisins pour pouvoir gérer plus efficacement les véritables menaces à sa sécurité que représentent à long terme la Libye, l'Iran et l'Irak. « *Peut-être la relation stratégique la plus importante dont le nouveau gouvernement israélien va hériter et qu'il devra gérer avec habilité, ne sera ni celle sur son flan ouest avec l'Égypte, ni celle sur son flan est avec la Jordanie mais bien plutôt celle au nord avec la Turquie* »⁶¹.

⁶¹ *Ibid.*

9-2 Les voisins inconnus.

Dans le cadre de l'environnement régionale de ce sous-système, d'autres entités voisines peuvent intervenir, influant cette recomposition géostratégique de l'Asie centrale. Parmi ces voisins, nous avons déjà examiné la Turquie, qui n'a aucune frontière, sinon des infinités culturelles avec l'Asie centrale, et l'Iran, l'immédiat voisin du sud qui est impliqué, aussi bien politiquement, économiquement que culturellement; finalement nous avons essayé de voir la place de la Russie, *l'ancien colonisateur et l'actuel protecteur*, dans cette région. Outre ces pays, il y a d'autres protagonistes qui influent sur le processus de reclassement en Asie centrale: la Chine, le Pakistan, l'Inde, comme des voisins immédiats, mais aussi les monarchies du Golfe. Parmi les trois pays déjà cités, nous parlerons essentiellement de la Chine et de ces minorités turcophones, mais aussi des nouvelles données géostratégiques auxquelles elle doit faire face, dans le cadre de ces frontières de l'est. En ce qui concerne le Pakistan, nous avons déjà examiné ces implications directes en Afghanistan. Nous essayons de voir ces nouvelles lignes diplomatiques à l'égard de l'Asie centrale. Mais l'Inde ne fait pas partie du cadre de cette étude; ce '*choix arbitraire*' est dû essentiellement aux manques d'information sur les relations de ce pays avec l'Asie centrale, d'une part et au souci de limiter le champ de l'objet d'étude d'autre part, mais il est utile de savoir que les relations entre ce pays et son rival de toujours, le Pakistan ont commencé à prendre des nouvelles tournures, après la naissance de ce sous-système, et qu'aussi bien que le Pakistan, l'Inde est à la recherche des nouvelles zones d'influence et des nouveaux marchés dans la région.

9-2-1 La Chine : Demandez la dernière modèle économique !

La Chine, Etat très ancien, a eu depuis des siècles une pratique de la démarcation des limites spatiales de sa souveraineté politique et fiscale. Ainsi, dans la région des steppes située à l'est du lac Balkach, dans la fameuse porte de Dzungarie, étaient disposées deux séries de piquets : les premiers indiquaient la frontière permanente ; les seconds étaient temporaires et plantés plus à l'ouest durant la saison où les pasteurs poussaient leurs troupeaux en raison de la transhumance annuelle. Le choix entre les deux types de limites fut posé au moment des négociations frontalières avec la Russie (1864), les Russes préférant la ligne, plus à l'est, de poteaux permanents, qui fut retenue. Ce qui était un signe d'englobement et d'appartenance, fixé jusque-là de manière unilatérale, et qui marquait '*l'extrême limite*' de l'extension d'une souveraineté, devint ensuite une frontière -'*bilatérale*'.

Les négociations frontalières avec l'URSS, interrompues en 1979, ont repris en 1987 et une commission mixte d'experts géographes et hydrologues a été désignée, qui devrait déterminer où se situent le chenal principal et donc le

confluent, à partir des cartes que les deux parties ont récemment échangées. La réduction des tensions se marquera aussi par l'ouverture de quelques points de passage. Depuis 1983 ont été ouverts au trafic des marchandises quatre postes frontaliers : Korgas, fermé en 1962, a été réouvert en 1983 ; Turugat (près de Kashgar, à l'est du Pamir) et Yining (dans la porte de Dzoungarie) ; Skorskog (fermé lui en 1916). Jusque-là, les échanges passaient par la Finlande.

En effet, quelques obstacles subsistaient pour qu'il ait eu une normalisation des relations entre la Chine et la Russie. L'on connaît les trois obstacles que les Chinois souhaitent voir levés pour accepter une normalisation des relations (Afghanistan, Cambodge et dissymétrie des forces en Asie de l'Est).

Le premier est assez étrange car l'intérêt chinois pour l'Afghanistan est très secondaire, en dépit de l'annexion par l'URSS du corridor de Wakhan qui peut faire planer une menace sur le transit sino-pakistanaï par la nouvelle route du Karakorum ; en le maintenant, les Chinois voulaient en réalité un clair engagement de non-interférence russo-soviétique dans l'Ouest du Sinkiang (à la différence des années soixante où Moscou joua une '*carte Kazakh*') ; la frontière, autour des portes de Dzoungarie, qui recoupe des entités ethniques dont les membres sont souvent liés par des mariages mixtes, a été de nouveau ouverte durant l'été 1987 en deux points pour faciliter les échanges. La frontière est de fait assez perméable. Bien qu'elle ne soit qu'à 200 km d'Almaty (lieu d'affrontements politiques entre le pouvoir central et les clans Kazakhs), elle restait plus importante pour les Chinois que pour les Soviétiques, les premiers étant soucieux de renforcer un contrôle Han sur le Sinkiang Ouïgour et Kazakh. Le deuxième *obstacle* relève de la politique tributaire traditionnelle de la Chine, qui souhaite étendre son influence sur l'Asie de Sud-Est.

Nous l'avons vu, l'Asie centrale dans son ensemble redevient une entité géopolitique et retrouve ses liens traditionnels avec les pays voisins. Le Sinkiang ne fait pas exception et se trouve entraîné par les mêmes forces centrifuges que les républiques soviétiques d'Asie centrale⁶². Ce phénomène est considéré, à la fois comme dangereux et déstabilisant, mais aussi attractif par Pékin. Dans un cadre très général la politique de la Chine en Asie centrale est présentée comme ; une politique prudente et craintive à l'égard de ces nouveaux voisins centre-asiatiques. Il est vrai que la Chine doit tenir compte du changement survenu de l'autre côté du Sinkiang, et qu'une certaine méfiance régné dans les milieux politiques à Pékin, mais ce n'est qu'une partie de la vérité ; l'autre partie est comme la face cachée de la lune, *la politique chinoise à l'égard de ces cinq nouvelles républiques reste méconnue*. La politique chinoise, à l'égard de la province autonome de Sinkiang, sera étudiée dans une première partie ; le Sinkiang et la mise en place progressive d'une opposition ouïgour fera l'objet de la deuxième section et finalement les relations frontalière de la Chine avec les cinq

⁶² CAGNAT. R ET JAN. M *Le milieu des empires* Paris Ed Robert Laffont 1990.

républiques nouvellement indépendantes, ainsi que sa diplomatie régionale, feront l'objet de la troisième partie.

9-2-1-1 La politique de Pékin au « *Turkestan oriental* ».

Depuis la révolution chinoise en 1949, la politique des nationalités de la République populaire est basée sur un léninisme, avec les traits que nous avons vu auparavant, adopté à la situation particulière de la Chine. En effet une des différences de la partie chinoise du Turkestan avec l'Asie centrale soviétique réside dans le fait que « *les diffamantes nationalités ont de tous temps eu une autorité centralisée impériale, alors que l'expérience russe n'a commencé qu'à la fin du XV^o siècle, et que des régions comme Kazakhstan ou Tadjikistan n'ont été rattachées à l'empire qu'au XVIII^o et même au XIX^o siècle* »⁶³.

Il est nécessaire d'avoir une vision générale de la politique chinoise au Sinkiang, avant la dislocation de l'Union soviétique, pour comprendre les réactions chinoises après 1990, et même avant, aux agitations politiques dans cette zone.

9-2-1-1-1 Une évolution lente.

« *Les 55 minorités nationales chinoises comptent seulement pour 6,7% du total de la population de la République Populaire de Chine, tandis que 119 groupes ethniques représentent environ 50% de la population de l'ex-Union soviétique* »⁶⁴. Dans ce cadre la question d'identité des populations turcophones se révèle vitale. En Chine les Ouïgours et d'autres groupes ethniques sont *turcs et musulmans face aux Hans qui composent une écrasante majorité ; l'Islam ou la turcité deviennent des éléments de survie collectif*.

Moscou a profité des troubles engendrés par la révolution chinoise dans les années 1910 pour s'implanter dans le Turkestan chinois, premier pas vers le Tibet et le versant occidental de l'Himalaya qui surplombe l'Inde et réalise l'encerclement de la Mongolie. Les Bolcheviques ont envisagé d'annexer le territoire, toujours contrôlé par Pékin, qui pourrait servir de moteur dans la lutte contre la présence anglaise aux Indes. C'est pourquoi ils ont favorisé la création entre 1945 et 1950 d'une éphémère république 'Turki' au Sinkiang qui prit fin avec le décès de son gouverneur dans un accident d'avion. Les 'sociétés mixtes de mise en valeur' imposées par Staline à Mao ont laissé subsister une présence économique soviétique jusqu'à la rupture sino-soviétique. Depuis, Pékin dénonce régulièrement 'des infiltrations soviétiques au Sinkiang : tentatives de complot ou manipulations de groupes ethniques à partir du territoire soviétique'.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

L'arrivée au pouvoir de Deng Xioping a été conçue comme l'époque de « *la politique de nationalité* » préconisée par Tchoun Enlai dès les années 1950. Cette politique avait trouvé à l'époque une forme institutionnelle dans le « *Programme générale pour la réalisation de l'autonomie régionale des minorités nationales* ». A partir de 1978, l'identité ethnique, les différences culturelles et les diversités de niveaux de développement social étaient à nouveau reconnues. Les anthropologues chinois pouvaient reprendre leurs études, les publier, participer à la reconnaissance des spécificité et des droits des nationalités. Le discours s'est fait plus conciliant, mais les réalités se sont révélées toujours aussi pesantes.

Toutefois, c'est à la suite de la *Révolution Culturelle* que les coutumes minoritaires ont commencé à être encouragées, en tant que l'expression de la diversité ethnique. La représentation ethnique au sein du Parti du gouvernement et des organes institutionnels ont augmenté et finalement la Constitution de 1982 a fait une description détaillée des principes d'autogestion dans les régions autonomes. Des fonds ont été débloqués pour la restauration d'importantes cites religieuses, destinées au groupe minoritaire. « *Il est courant de trouver au Sinkiang, par exemple des mosquées kirghizes séparées de celles des Ouïgours, dans la même ville. Le gouvernement chinois a aussi favorisé l'enseignement des langues autochtones dans les écoles, à la radio et à la télévision locales* »⁶⁵. En 1984, une loi sur « *l'autonomie régionale des minorités nationales* » a complété le cadre institutionnel. Cette loi, comme la section 6 de la Constitution de 1982 a rappelé que les zones habitées par les minorités nationales sont une partie inséparable de la République.

L'écart économique entre les régions de l'est et de l'ouest de la Chine est frappant; la partie est, agricole et traditionnelle ressemble à l'Asie centrale soviétique, alors que la partie ouest se rapproche, plus ou moins à l'Asie du sud-est et l'Asie pacifique. Un des échecs du gouvernement chinois réside dans le fait « *qu'il n'a jamais réussi à intégrer le Sinkiang dans le processus du développement économique uniforme du pays* ».

Les diverses contestations qui ont commencée à prendre forme, depuis 1986, partout dans le pays, ce sont propagées au Sinkiang.

9-2-1-1-2 Indépendances alarmantes.

A partir du mois de mai 1989 une série de contestations ont ébranlé le Sinkiang chinois, parallèlement aux manifestations de Printemps de Pékin. A la suite de la publication d'un livre des auteurs d'origine *Hans*, et publié au Taiwan : « *Coutumes sexuelles* », sur la vie quotidienne des musulmans, une série de manifestations de mécontentement a touché presque toutes les grandes villes du pays durant les premiers mois de l'année 1989. Mêlés aux démonstrations des

⁶⁵ PETERS. W « *Central Asia and the Minorities Question* » in : Asian Affaires. Vol. 22. Juin 1991.

mouvements démocratiques, les rassemblements des musulmans sont passés relativement inaperçus. Ces manifestations ont été attribuées au Parti islamique du Turkestan oriental et ont fait plusieurs centaines d'arrestations. Mais le plus important c'est la renaissance du sentiment d'appartenir à une identité transnationale; cette affaire a souvent été comparé à celle qui a connu l'Angleterre après la publication des « *Versées Sataniques* » de Salmane Rushdie. A partir de ces événements les autorités chinoises ont doublé leur vigilance dans la région. En février 1990, lors de la Conférence sur les minorités nationales, le Premier Ministre, Li Peng, a fait une intervention assez claire sur la question. Son exposé était un rappel de la position chinoise et une mise en garde contre les tentatives de déstabilisation de cette région. Il a confirmé la politique intransigeante de Pékin et a mis en garde les contestateurs : « *Notre politique à l'égard des minorités reçoit un soutien populaire tant que la direction de notre Parti est ferme et forte, et tant que notre économie se développe. Cela n'exclut pas 'une politique de double ouverture' : sur les régions économiquement développées et, sur l'extérieur, y compris par le commerce frontalier* »⁶⁶.

Il était clair que le vent de changement qui bouleversé l'Asie centrale soviétique, effrayait la direction chinoise, aussi bien que les autorités locales du Sinkiang. En effet, la composition ethnique du Sinkiang laisse une incertitude, concernant l'intégration de la population turcophone à l'ordre des Hans. Cette composition ethnique de la région du Sinkiang, forte d'environ 14 millions pour 1,6 millions de km², se répartie ainsi : un peu plus de 50% de chinois Hans, 40% d'Ouïgours, le reste se partageant entre les Kazakhs (950 000), les Kirghizes (120 000), les *Huis*, ou les chinois musulmans (600 000), Tadjiks, Ouzbeks, Moghols, etc. Toujours est-il que le Sinkiang est une zone de fragilité à laquelle Pékin a répondu de deux façons : « *par un essai de sinisation et par la répression et l'encadrement des populations locales* »⁶⁷. En effet Pékin ne s'est jamais privé des répression physiques et de la politique du *bâton* dans le cadre interne ; la remise en ordre de la région après les émeutes d'avril 1990 à Urumchi, illustre ces propos. Pour ces raisons la diplomatie chinoise est assez prudente quant à ces relations avec les nouvelles républiques, en particulier, et l'ensemble des puissance régionales, en générale.

Signe des inquiétudes de Pékin, la déclaration, début janvier 1992, de M. Wang Enmao, président de la commission des conseillers du PC et ancien patron du Sinkiang, à propos de la situation dans les régions frontalières avec l'ex-URSS parle d'elle-même : « *les forces bourgeoises libérales et le nationalisme séparatiste disposent d'agents infiltrés, d'une cinquième colonne de forces occidentales hostiles* ». C'est pourquoi il propose l'édification d'une nouvelle 'grande muraille de fer et d'acier pour bloquer l'évolution pacifique', terme qui,

⁶⁶ CAGNAT. R ET JAN. M Le milieu des empires op.cit.

⁶⁷ THUAL. F « *Les ambiguïtés chinoises* » in : Disparition et renaissance des empires au Moyen-Orient et en Asie centrale. Paris Ed. Dunod. 1982.

à Pékin, désigne la stratégie occidentale de subversion du socialisme. Dans le même ordre d'idée, des informations, difficilement vérifiables, font état d'un plan de re-localisation de populations dans le Sinkiang. Il s'agirait de transférer, d'ici à la fin du siècle, quelque 5 millions de travailleurs provenant de provinces voisines, de préférence des Hans, dans les régions frontalières peuplées essentiellement de minorités.

9-2-1-2 Une région et des peuples : Asie centrale version chinoise ?

Le Sinkiang occupe une position stratégique entre la Mongolie, la CEI, l'Afghanistan, le Pakistan, le Tibet et l'Inde, redoutable concurrente de la Chine. Cette région sert aussi aux expériences balistiques et nucléaires - à Lob Nor -, ce qui pose des problèmes écologiques importants. Nous examinons la formation d'une opposition ouïgour, après avoir donné un aperçu général de la région de Sinkiang.

9-2-1-2-1 Le Sinkiang : le 'Nouvelle Zone Frontière'.

L'autonomie régionale, accordée théoriquement dans quelques domaines (administration, culture, santé) est, elle-même, une notion vague, malgré l'existence de textes officiels qui prétendent la garantir. Un *'programme général pour la réalisation de l'autonomie régionale des minorités nationales'* a bien été publié en 1952. Une *'loi sur l'autonomie régionale'* a bien été adoptée en 1984. Mais des représentants des nationalités réclament encore régulièrement, lors des réunions de l'Assemblée nationale populaire, un début d'application de ces textes. L'existence de régions ou de districts autonomes ne correspond d'ailleurs pas à l'attribution d'un territoire à une nationalité, élément favorable au développement d'un nationalisme. En ce sens les Chinois ont été plus prudents que les Soviétiques en refusant une base territoriale, devenu élément essentiel de l'identification des Turkmènes, des Ouzbeks, des Kirghizes, des Tadjiks et des Kazakhs en Union soviétique, même si la colibitation avec d'autres nationalités sur le sol d'une république semblait devoir réduire la portée politique de cette attribution.

Les références à des entités historiques, royaumes ou khanats indépendants de Pékin, ont toujours été dénoncées par le pouvoir chinois comme des interférences d'inspiration étrangère. Le précédent contemporain de la *'République du Turkestan oriental'* (1944-49) rentre dans cette catégorie, comme ce fut rappelé lors de l'insurrection de Baren en avril 1990. L'histoire officielle des nationalités du Sinkiang, des populations turques notamment, est celle de peuples nomades venus s'installer sur le territoire de l'empire pour y trouver protection et alliance. Il va de soi que l'appellation *'Turkestan oriental'* ou *'Turkestan chinois'* est rejetée par les Chinois. Elle implique un rattachement

territorial ou culturel avec un autre ensemble que la Chine, et des liens historiques extérieurs qui pourraient remettre en cause la souveraineté chinoise.

Le principe d'exclusivité des liens de ces populations avec la Chine n'a jusqu'à présent été transgressé que dans le cas des relations entre musulmans de Chine, parmi lesquels les populations turcophones, et la communauté musulmane de l'extérieur. Destinée à servir la diplomatie chinoise en direction des pays du Moyen-Orient, cette tolérance de fidélité à *l'Umma* qu'impliquait une telle autorisation, n'a pas amoindri la vigilance du pouvoir central pour autant. Contrôlée étroitement par le biais des associations islamiques, elles-mêmes dépendantes des autorités, le phénomène n'a pas été réservé à une seule nationalité. L'islam ne s'est pas révélé en Chine comme un facteur d'identification unitaire. Le gouvernement central a largement joué de la pluralité des nationalités musulmanes chinoises et partagé les rôles entre musulmans appartenant à des nationalités turques (Ouzbeks ou Kazakhs) ou Hui (musulmans de langue et de culture chinoises). Les oppositions séculaires entre les Hui et les autres nationalités non-han n'ont pas disparu.

Bien évidemment, à l'inverse, les nationalistes s'empressent de souligner que l'appellation chinoise de cette région, Sinkiang, c'est-à-dire '*nouvelle zone frontrière*' décidée en 1884 seulement, montre bien qu'auparavant cette terre n'était pas vraiment chinoise. Le Sinkiang se trouve actuellement dans une situation paradoxale :

non seulement son niveau de développement connaît un retard par rapport à la Chine de l'Est, mais il existe encore d'impressionnantes différences entre les principaux centres urbains et industriels (Urumchi, Qorla, Aksu, Shihezi, etc.) et les zones rurales, dont les oasis peuplées de Ouzbeks qui bordent le Taklamakan, restées dans un état de précarité ayant peu changé depuis des siècles, et qui comptent parmi les plus pauvres du pays. Les nouveaux progrès risquent d'accentuer ces différences au profit des populations urbaines en majorité Hans. Le sentiment d'exclusion et de dépossession des richesses de leur région qu'éprouvent les populations locales n'en sera que plus exacerbé.

Or, sur ces vastes étendues (1 650 000 km² soit trois fois la superficie de la France) la géographie a toujours joué un grand rôle dans l'histoire. Les études d'Owen Lattimore s'imposent encore et s'inscrivent dans une réflexion sur le long terme. Les récents bouleversements politiques et l'ouverture économique, après plusieurs décennies d'isolement, livrent à nouveau le Sinkiang et ses populations aux forces centrifuges qui ont développé '*des microcosmes sociaux, sans superstructure solide les unissant en un plus large Etat*'. Ces forces ont diversement et largement évolué depuis un demi-siècle, mais elles se soumettent tout naturellement - quand les tensions politiques ne les contrarient pas temporairement - à la géographie de la région.

Les oasis de l'Est, Hami, Turfan, et la capitale Urumchi, qui ont été les plus influencées par des liens avec la Chine dans le passé, ont vu ces liens se

renforcer au cours des années 60, notamment par la construction de la voie ferrée Lanzhou - Urumchi, ainsi que par la fermeture des frontières occidentales pendant un quart de siècle. La Dzoungarie occidentale et la région de l'Ili retrouvent leurs ouvertures vers l'Altai sibérien et le Kazakhstan. Plus au sud, Aksu et Kashgar sont à nouveau en communication avec les populations des anciens khanats de Khokand au Ferghana, et au-delà, les régions de Samarcande et de Boukhara, c'est-à-dire l'actuel Kirghizie et l'Ouzbékistan. Au sud du bassin du Tarim, la région de Khotan (Hetian) demeure isolée, entretenant une originalité culturelle anciennement marquée par l'Hindoustan.

Les deux grandes régions naturelles du Sinkiang, les bassins de Dzoungarie et du Tarim, se distinguent aussi par des répartitions ethniques bien marquées. Au nord des Tian-Chan, les sédentaires et agriculteurs han et, dans une moindre mesure hui, ainsi que les éleveurs kazakhs et mongols dominent largement. Inversement, au sud des Tian-Chan, on ne trouve que quelques cadres kazakhs « expatriés », alors que 80% de la population ouïgour de la région autonome est regroupée dans les oasis qui ceinturent le bassin du Tarim. C'est encore au sud des Tianshan, dans la région de Qorla, que la pénétration des Han (développement des activités pétrolières et des unités du « Corps ») est actuellement la plus flagrante.

9-2-1-2-2 Une opposition ouïgour en gestation.

Les Ouïgours, sunnites, sont demeurés attachés à leur religion. Malgré le contrôle de Pékin sur les institutions religieuses, les deux organisations secrètes (certaines sources parlent de sept), qui ont entamé une lutte pour l'indépendance, utilisent le facteur religieux comme élément d'identification face aux Hans. Les moyens d'action passent par la destruction des infrastructures (chemins de fer, autobus ...).

L'enjeu pour la Chine est de surveiller attentivement les activités des Ouïgours à l'étranger. La diaspora Ouïgour s'est établie au Kazakhstan : 200.000 ; 50.000 au Kirghizistan et en Ouzbékistan, au Turkménistan, en Turquie et enfin en Arabie Saoudite. Trois grandes organisations Ouïgours possèdent leur siège principal au Kazakhstan, avec des ramifications au Kirghizistan et en Ouzbékistan. '*L'Association Internationale du Peuple Ouïgour*' compte plusieurs milliers de membres et réunit principalement les centres culturels Ouïgours existant dans chaque république. Elle milite pour l'indépendance du peuple ouïgour de Chine par des moyens politiques et pacifiques : articles, pétitions, lettres adressées à la communauté internationale. Cette organisation considère que la patrie des Ouïgours est le Turkestan oriental (ainsi nommé pour tenir compte des autres peuples qui habitent le Sinkiang. Enregistrée officiellement au Kazakhstan en 1993, elle entretient de bons contacts avec les Ouïgours de Turquie réunis dans '*le Front Ouïgour de Turquie*' et les informations qu'elle

communiqués sont publiés dans deux journaux '*Turkestan oriental*' et '*la jeunesse du Turkestan oriental*' en langue Ouïgour et avec l'alphabet arabe. Le président de cette association, Kaharrnan Gojanberdiev, 46 ans, né dans la région d'Almaty, est sous-colonel en retraite de l'armée soviétique. Ses détracteurs l'accusent de travailler pour le KGB.

'*Le Comité International du Turkestan Oriental*' est un mouvement nationaliste radical formé par la guérilla ouïgour lors des attaques contre la Chine dans les années 1944-1949. Il ne compte qu'une centaine de membres et ses objectifs sont similaires à ceux de l'association internationale du peuple Ouïgour. Ce comité fonctionne en coopération avec quelques formations politiques ou écologiques kazakhs comme le parti Attan, le mouvement écologique Névéda/Smipalatinsk et le mouvement Lob-Nor qui s'est prononcé contre les essais nucléaires dans le polygone chinois de Lob-Nor. Il organise régulièrement des manifestations de protestation devant l'ambassade de Chine au Kazakhstan. Il publie une feuille de chou écrit à la main et photocopié *La voix du Turkestan oriental* dans la langue ouïgour mais avec l'alphabet arabe utilisé par les Ouïgours de Chine. Le président est l'archéologue-écrivain Youssoup beck Moukhlisi, 72 ans, né dans la province de Sinkiang. Après avoir été emprisonné en Chine, il se réfugie en URSS en 1962, date de la dernière déportation massive des Ouïgours par Pékin.

'*L'organisation de libération de l'Ouïgourstan*' est structurée comme un parti politique, avec un comité central et des sections diverses, sur l'idéologie ou l'information par exemple. Elle est la seule à donner des cartes de membres à ses 7000 militants. Elle poursuit des buts identiques aux deux premières, mais le nom de la patrie à libérer est le Ouïgourstan et non pas le Turkestan oriental. Elle ne participe à aucune manifestation et publie une revue bisannuelle, compilation de tous les articles publiés dans le monde sur le Sinkiang. Deux langues sont utilisées: le russe et l'ouïgour. Cette dernière édition utilise l'alphabet russe et arabe. Le président, Hachir Vakhidov, 71 ans, né au Sinkiang où il a été premier secrétaire du Komsomol, s'est établi en 1955 en URSS. Cette organisation dispose d'une filiale très active en Kirghizie. Un journal est publié '*Ittipac*' (l'Union) qui depuis 1994 est enregistrée officiellement par l'Etat kirghize. Ce journal qui pose le problème des Ouïgours en Kirghizie et en Chine est publié en russe et en ouïgour.

Les trois organisations entretiennent des contacts étroits avec les Ouïgours de Chine. L'Association Internationale du Peuple Ouïgour est financée par les Ouïgours de Turquie. Les deux autres ont développé des liens plus étroits avec L'Arabie Saoudite où réside une importante communauté Ouïgour, influente et généreuse). Les tentatives pour unifier les communautés ouïgours n'ont pas abouti. En décembre 1992, les Ouïgours d'Arabie Saoudite financent l'organisation à Istanbul d'un congrès mondial du peuple ouïgour qui crée le '*Conseil National du Peuple Ouïgour*'.

Début mars 1994, l'agitation antichinoise s'est intensifiée et le président du gouvernement du Sinkiang, Tomour Dawamat, a lancé un appel à la bataille contre *'les forces hostiles à l'intérieur et à l'étranger'* qui cherchent à parvenir à la sécession de cette région. D'après M. Dawamat *« une poignée de sécessionnistes au Sinkiang, de mèche avec les séparatistes vivant hors Sinkiang, ont intensifié leurs activités sécessionnistes et leurs sabotages »*⁶⁸.

*« Au Sinkiang, les plus fanatiques des musulmans sont les Huis et paradoxalement non pas les Ouïgours. Les premiers n'étant pas particulièrement séparatistes, les probabilités de séparatisme ne sont pas très fortes. En cela nous pouvons parler d'une fracture entre les Oïgours et les Hui »*⁶⁹.

9-2-1-3 La diplomatie régionale de Pékin.

En effet, Pékin essaye d'établir des relations, de préférence économique avec les nouvelles républiques, issues de l'Union Soviétique, notamment avec les trois républiques qui sont à sa frontière: le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Il est fort probable que la Chine ait trouvé une autre porte pour élargir le champ de sa diplomatie régionale.

9-2-1-3-1 Le développement des échanges frontaliers.

Les liens économiques trans-régionaux sont les premiers pas de la Chine dans la direction de ces républiques, cela a permis à la Chine d'intégrer *« le grand cercle islamique, composé du Sinkiang, l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Pour la Chine, une identité particulière est gravée sur ce cercle : la route de la soie, l'ancien pont continental entre l'Asie et l'ouest. Hormis le Sinkiang, la Turquie, l'Iran et l'Asie centrale partagent cette identité »*⁷⁰. Au Sommet du mois de mai 1992, à Achghabad, un accord a été signé pour le renouvellement de la route de la soie à travers une autoroute de la Turquie vers l'ouest de la Chine, ainsi que la finition de liens ferroviaire entre le Golfe Persique et le Sinkiang⁷¹.

La Chine a plus de 5 400 km de frontières avec huit pays dont les trois républiques d'Asie centrale ; le Sinkiang a la plus large frontière de toutes les provinces et les régions autonomes de la Chine. Il constitue la pièce maîtresse des

⁶⁸ In : DJALILI. Mohammad-Reza *« Caucase et Asie centrale : entrée en scène et recomposition géostratégique de l'espace »* in : *Central Asian Survey* n° 13 1994.

⁶⁹ Entretien avec Michel Jan en mai 1994.

⁷⁰ WALSH. R.G *« China and the New Geopolitics of Central Asia »*. in : *Asian Survey* Vol XXXII n° 1 mars 1993.

⁷¹ Aujourd'hui et avec le programme de TRACECA, avec l'aide de la Communauté Européenne, et la participation des cinq pays d'Asie centrale et des trois de Caucase, ce programme est en cours mais les objectifs politiques de celui-ci ne semblent pas très clairs ; selon Boris Cheikhmuradov, le vice-ministre des affaires étrangères de Turkménistan : *« le premier but de la TRACECA est avant tout de contourner l'Iran »* (entretien à Achghabad au mois de mai 1996).

efforts chinois pour l'expansion de liens économiques avec l'Asie centrale ; dans ce cadre, onze portes internationales ont été ouvertes entre ces deux régions. Les mesures d'ouverture économique entre la Chine et l'Union Soviétique n'ont pas donné de grands résultats par contre, l'ouverture des frontières avec le Kazakhstan, semble avancer dans la direction d'une coopération régionale. L'ouverture de lignes reliant Urumchi à Almaty, trois fois par semaine et l'expansion de ces réseaux aux autres capitales d'Asie centrale, l'extension de réseaux ferroviaire entre les deux républiques, ainsi que trois autoroutes internationales sont les premiers contacts tangibles. Les kazakhs, les tadjiks, les kirghizes, viennent à Urumchi ou dans d'autres villes du Sinkiang, avec un visa touristique de trois jours pour faire des achats et visiter.

Il est intéressant de constater *la création de fait d'un sous-système régional incluant la partie de l'est du Kazakhstan, le Sinkiang et le sud de la Sibérie qui peuvent avoir des liens économiques étroits ; le Kazakhstan peut constituer un pont dans le cadre de cette économie trans-frontalière.*

Dans cette période transitoire, les Présidents de quatre républiques turcophones d'Asie centrale, ont exprimé leur intérêt dans l'expérience chinoise de passer de l'économie planifiée à l'économie du marché. La région du Sinkiang peut servir d'intermédiaire entre ce type d'économie et la Chine en tant qu'une entité. *« La Chine pourrait constituer, à moyen terme, le plus important partenaire étranger de l'Asie centrale, le long terme dépendra de l'habileté de la Chine dans la concurrence avec les autres pour la construction des infrastructures »*⁷².

Pékin a donné en 1992 une seconde impulsion au développement de ses relations avec les républiques indépendantes d'Asie centrale. Sans rentrer ici dans le détail des délégations échangées et des accords conclus en quelques mois, on soulignera deux points qui apparaissent comme radicalement nouveaux et significatifs de la politique chinoise dans cette région. Les résultats du commerce extérieur de la région autonome pour 1991 illustrent les résultats de cette politique d'ouverture. Sur un total d'échanges avec l'étranger se montant à 459 millions de US Dollars, 363 ont été des exportations et avec les républiques voisines ces échanges ont progressé de 42% en un an, s'élevant (chiffre encore modeste il est vrai) à 94 millions de US Dollars. L'augmentation de ces échanges sera freinée par plusieurs obstacles : la pauvreté de l'infrastructure, l'inconvertibilité des monnaies de part et d'autre, l'insuffisance de l'offre des républiques indépendantes. Conscients de la faiblesse des résultats économiques de la RA du Sinkiang et des capacités du régime à y remplir les objectifs de développement, les autorités centrales ont depuis longtemps pris d'autres mesures complémentaires pour s'assurer du contrôle de cette région et pour l'intégrer d'avantage à l'aire chinoise. Dans ces régions frontalières occidentales, la

⁷² WALSH. R.G « *China and the New Geopolitics of Central Asia* » op.cit.

politique des nationalités s'accompagne d'une politique démographique favorable aux transferts de populations Han venant de l'Est et de mesures de sécurité assurées par l'appareil policier et militaire.

La relation de la Chine avec ces républiques est en croissance ; hormis le Tadjikistan qui est en désarroi, le Kazakhstan et la Kirghizie constituent des zones prioritaires dans la diplomatie régionale chinoise.

Le président kazakh Nazarbaïev lors de son voyage officiel en Chine en octobre 1993, s'est dit déterminé à ne pas encourager *les divisions nationales*, allusion à l'instabilité que Pékin redoute dans ses régions musulmanes. En retour la Chine assure de *son respect complet de la voie de développement social et économique que le peuple kazakh a choisi* » et rend hommage au président Nazarbaïev pour sa contribution « *au maintien de la sécurité et de la stabilité en Asie* ». La visite du premier ministre chinois Li Peng à Almaty, du 25 au 28 avril 1994, aboutit à la signature d'un accord 'historique' mettant fin au différend sur le tracé de la frontière héritée du traité de Tacheng en 1864. L'aide humanitaire, l'octroi d'un crédit de 50 millions de yuans, le protocole ferroviaire sur la coordination des transports fret et passagers témoignent de la bonne santé des relations sino-kazakhs.

Bichkek table sur l'approfondissement des relations économiques pour lever la contrainte géostratégique. La Kirghizie réalise une partie importante de son commerce extérieur hors CEI avec la Chine. « *Nous avons de bonnes relations avec la Chine* », explique Askar Akaév, le président kirghize. « *Nous avons établi des relations d'amitié, de bon voisinage... A long terme, la Chine peut parfaitement devenir notre principal partenaire économique et commercial, dans la mesure où nous réussirons à faire naître la grande route de la soie du XXI^e siècle* »⁷³.

Par ailleurs, les communautés chinoises commencent à essaimer en Asie centrale. D'après les organisations ouïgours 500.000 chinois s'y sont installés entre 1991 et 1993 dont 325.000 au Kazakhstan, 100.000 en Ouzbékistan et 75.000 au Kirghizistan.

9-2-1-3-2 Prudence face aux nouvelles configurations.

Sur la scène régionale, la Chine a entrepris un grand nombre d'actions diplomatiques pour rompre sa relative isolement après les massacres de la place Tien-en-men, au printemps 1989. Comme le Pakistan, la Chine entretient des relations amicales avec la plupart des Etats de la région.

Dans le cadre des compétitions trilatérales entre la Turquie, l'Iran et le Pakistan (et son protecteur financier, l'Arabie Saoudite), la Chine a des relations, à des degrés divers avec ces pays. La Chine prête une attention particulière au

⁷³ « *Entre la Chine et la Russie* » in : Echos de Russie et de l'Est n° 23 juillet/août 1994.

Pakistan et à l'Iran qui ont des relations de longue date avec l'Asie centrale. Ces relations ont lieu essentiellement au niveau de livraisons d'armes chinois (comme nous l'avons vu à propos d'Iran) ; par ailleurs, l'aide chinoise au Pakistan pour la mise en place de sa technologie nucléaire n'est plus un événement majeurs dans le milieu des transferts d'armement. Le voyage du président Yang Shangkun en octobre 1991 en Iran et au Pakistan avait pour objet de discuter la suprématie américaine dans le cadre du *nouvel ordre mondial*.

L'objectif majeur de l'implication de la Chine, comme la grande majorité des puissance exportatrice d'arme, est plutôt dans le cadre des intérêts économiques; d'autres buts secondaires sont recherchés, toutefois par Pékin.

Les relations avec la Russie ont changé dans la mesure où ces deux pays ne disputent plus le leadership du monde communiste; leurs relations dans d'autres zones comme l'Afrique et l'Asie de sud-est ont pris d'autres tournures. Mais il ne faut pas négliger leurs intérêts géopolitiques régionaux, notamment en ce qui concerne les contentieux frontaliers, où leur revendication majeure porte sur le massif du Pamir. Du reste, la Chine souhaite que Moscou conserve un droit de regard sur l'Asie centrale et n'a pas critiqué l'intervention russe au Tadjikistan. Cette politique est en parfaite harmonie avec sa ligne générale d'entente avec la Russie, consacrée en septembre 1994 par la visite du Président Jiang Zemin à Moscou.

La diplomatie chinoise cherche à jouer une carte alternative à la domination unipolaire des Etats-Unis, sans soulever les sensibilités des occidentaux ; le commerce illégal d'armes conventionnelles constitue une des ressources financières non-négligeables de la Chine et de l'ensemble des pays de l'Asie Pacifique et l'Asie de sud-est.

9-2-2 Le nouvelle souffle du 'rassembleurs des musulmans du sous-continent indien' ?

Si l'Iran constitue le pont entre le Moyen-Orient et l'Asie centrale, le Pakistan est le pays qui est en train de relier le sous-système de l'Asie du Sud à celui d'Asie centrale. Le Pakistan découvre un nouvel ensemble géopolitique qui peut lui permettre de diversifier son champ d'action; après le Moyen-Orient arabe, cette zone attire l'attention de Pakistan pour des raisons historiques, économiques et culturelles. Membre du Conférence Islamique, le Pakistan a participé à la réanimation du CENTO, tombé en désuétude après la révolution iranienne en 1979. L'Organisation de Coopération Economique, l'ECO, a constitué un cadre idéale pour atteindre les objectifs économiques fixés, mais il n'y a pas que des visées économiques sur cette région. En effet le Pakistan doit d'abord affronter, lui aussi, une grave crise d'identité; les mécanismes d'approche à cette crise

pourrait lui éclaircir son chemin vers les républiques nouvellement créées d'Asie centrale.

9-2-2-1 Une crise d'identité.

Le Pakistan doit digérer sa place dans la croisée des chemins entre le Moyen-Orient arabe, l'Iran persanophone et chiite, l'Inde et depuis 1991, l'Asie centrale. Par ailleurs, nous allons voir que ces ambitions n'ont jamais été à la hauteur de ces moyens.

9-2-2-1-1 Une République Islamique laïque ?

Pour un certain nombre d'auteurs le Pakistan est avant tout '*une idée*' ; autrement dit c'est un « *Etat idéologique à même titre que l'Israël ou l'Union soviétique* »⁷⁴. En effet, le Pakistan de 1947 été une énigme géopolitique entre le sous continent indien et le Moyen-Orient; se réclamant de l'Islam, mais de la version soufiste, typique du sous-continent indien. Donc le Pakistan de 1947, la date de son indépendance, est une « *idée de regrouper les musulmans du sous-continent indien* »⁷⁵.

Un Islam qui se définit toujours face au monde hindou, voilà l'Islam pakistanais, déterminé par son grand idéologue Maoudoudi; étrangement cet Islam sunnite a eu une grande influence sur l'Islam de Khomeiny chiite. Nous pouvons l'expliquer par le fait d'existence d'une communauté idéologique qui dépasse largement le clivage sunnite/chiite. Mais nous pouvons aussi comparer le cas de l'Iran, où les chiites persanophones se sont toujours positionnés par rapport aux arabes sunnites. Dans ce cadre *les deux islams, pakistanais et iraniens, deviennent des religions de type identitaire et donc militant.*

Mais ce qui est intéressant c'est que dans un cas cet Islam militant est combattu (le cas de l'Iran) et dans un autre il est encouragé (le cas de Pakistan) par les pays occidentaux, notamment les Etats-Unis. A notre avis il n'y a que les question d'ordre géostratégiques qui déterminent le degré de militantisme et ces conséquences sur le monde extérieur, d'une religion.

L'armée pakistanaise a toujours eu un 'grand dessein' : recréer un empire musulman sunnite se situant entre le Grand-duché de Moscovie, l'Iran chiite et l'Inde. Il est vrai que la décalage entre les prétentions et la puissance réelle du Pakistan est assez grande, mais force est de constater que la remarquable consistance et la relative efficacité des pakistanais, toujours soutenus par les saoudiens, est en train d'être recompenser. Leur stratégie a été :

⁷⁴ BARRY. Michel « *Les ambitions pakistanaises* » In : Disparition et renaissance des empires au Moyen-Orient et en Asie centrale Paris Ed : Dunod 1992.

⁷⁵ *Ibid.*

1) d'éviter toute véritable unification de la résistance afghane, 2) de contrôler indirectement les zones tribales pachtones pour se donner une profondeur stratégique par rapport à l'Inde, 3) de soutenir un pôle fondamentaliste et pachtonne, qui soit ainsi proche des pakistanais ; il ne faut jamais oublier le poids des pachtones dans le service secret et dans l'armée pakistanais et finalement, 4) d'établir des têtes de pont en Asie centrale en jouant plutôt les ouzbeks et en court-circuitant les tadjiks.

Les trois premiers objectifs ont été remplis, mais elles se sont trouvées en contradiction avec le quatrième, dès l'indépendance des républiques issues de l'URSS. Désormais les pakistanais devaient se méfier aussi bien des ouzbeks que des tadjiks, si ce n'est pas de la totalité des républiques. Par ailleurs une *alliance de fait* s'est dessinée entre les divers minorités, non-pachtones, en Afghanistan, pour se faire reconnaître et pour partager les leviers de commandes étatiques avec les Pachtones au pouvoir, depuis la création du pays, autrement dit un *non-retour vers le status quo ante*. Il suffit de prendre en compte l'alliance de Massoud et Dostoum au lendemain de la prise de Kaboul par les Talibans.

9-2-2-1-2 Le 'nucléaire pakistanais'.

Dans les années 70, le Pakistan s'est lancé dans la quête de la bombe nucléaire, pour mieux répondre aux éventuelles attaques de son rival de toujours : l'Inde. L'indépendance du '*Pakistan de l'Est*', le Bangladesh a accéléré les recherches. A Washington, la crainte d'un '*Pakistan terroriste*' semble l'emporter sur celle d'un '*Pakistan nucléaire*'⁷⁶. En dépit de la suspension de l'aide économique et militaire américaine depuis octobre 1990, Islamabad a tenu bon.

En février 1992, Shahriar Khan, le ministre des affaires étrangères de l'époque déclarait que « *son pays avait au moins les éléments pour l'assemblage d'une bombe* »⁷⁷. Une période de plus de quinze ans, fertiles en déclarations officieuses souvent contradictoires, s'achève ainsi par l'officialisation de l'entrée du Pakistan dans le club des '*petites puissances nucléaires*'. L'éclatement de l'Union Soviétique a modifié à Washington le débat sur ce problème. Un gel des programmes nucléaires constituerait sans doute une solution plus réaliste que la signature par New Delhi et Islamabad du Traité de non-prolifération. L'armée pakistanaise qui fonde, depuis une dizaine d'années, sa politique de sécurité sur la possession de la bombe, verrait triompher ses thèses.

Aujourd'hui les relations entre Pékin et Islamabad semblent être au mieux de leurs formes et la Chine continue à réarmer son protégé en Asie de Sud. Les perspectives du soutien de l'Inde aux séparatistes Tibétains ne font que renforcer

⁷⁶ DASTARAK. A & LEVENT. M « *Décomposition politique au Pakistan* » in : Le Monde Diplomatique Juillet 1993.

⁷⁷ *Ibid.*

les rapprochements sino-pakistanaïses; *l'alliance de revers*⁷⁸, qui prendrait l'Inde en tenailles est, aux yeux des deux pays la solution idéale. De même occasion le soutien chinois au programme nucléaire pakistanais trouve sa logique.

Par ailleurs, selon un certain nombre de point de vue - notamment en provenance des milieux des observateurs militaires de Pentagone - la Chine, via le Pakistan, a entrepris des opérations similaires de soutien à l'acquisition de la bombe nucléaire de la République Islamique d'Irak. En outre, « *les inspections de l'ONU en Irak en 1991 ont révélé une relation nucléaire entre l'Irak et le Pakistan. Ces inspecteurs ont rapporté que le Pakistan aurait joué le rôle d'un pays de transfert pour l'uranium irakien en provenance de la Chine. Selon les inspecteurs, il est clair que les productions de Al Furat en Irak sont l'objet d'une aide venue de l'extérieur de l'Irak. C'est l'Inde qui a cherché un lien nucléaire avec l'Irak mais c'est la Chine qui a aidé ce dernier à mettre sur pied son programme nucléaire de septembre 1992* »⁷⁹.

Toujours est-il qu'avec le Kazakhstan, la Chine, et le Pakistan constituent un 'triangle nucléaire' qui entoure l'Asie centrale. Nous n'avons pas la certitude sur les développements de la 'bombe Islamique', la nucléaire iranienne, mais au cas où il existe une part de vérité dans cette affaire, les événements prendraient une toute autre tournure. Nous pensons qu'une nucléaire iranienne constitue un élément positif dans le cadre de la gestion d'un éventuel conflit. L'existence d'une bombe iranienne permettrait la mise en place d'un équilibre régional d'un côté face au Pakistan et de l'autre côté face à l'Israël. La question est de savoir si ces nations sont assez responsables ou pas pour regarder le nucléaire comme un moyen 'd'une approche régionale de non-prolifération nucléaire'⁸⁰.

9-2-2-2 Les cartes de la diplomatie pakistanaïse.

Les relations entre le Pakistan et les pays de la région comme l'Irak, la Chine et l'Afghanistan d'une part et avec les acteurs extra-régionaux d'autre part, permettent au Pakistanais de voir plus clair l'avenir de leurs rapports avec l'Asie centrale et les moyens à employer pour y parvenir.

9-2-2-2-1 Les relations régionales du Pakistan?

Alors que durant le conflit afghan, le Pakistan, soutenu sans réserves par les occidentaux du fait de sa proximité de l'URSS et de l'Irak, s'opposait au gouvernement communiste de Kaboul en armant et en servant de bases au

⁷⁸ ZORGHIBI. Ch *Les alliances dans le système mondiale op.cit.*

⁷⁹ VAUGHN. Bruce « *Shifting Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia* » in : *Central Asian Survey* Vol 13, n° 2, 1994.

⁸⁰ RIGA. Thierry *Une approche coopérative de la non-prolifération nucléaire : l'exemple de l'Argentine et du Brésil* Genève Ed : UNIDIR 1994.

résistances pachtounes, l'Iran, tout en soutenant la population du Nord-est, les Hazaras chiites, n'a jamais contesté la suprématie pakistanaise.

La particularité de l'action pakistanaise réside dans le fait que « *ce pays a des relations amicales avec la totalité des acteurs régionaux, sauf bien sûr l'Inde* ». Avec les Etats-Unis, le Pakistan entretient des relations de longue date et on peut dire que ce pays est une des premières bases américaines en Asie du sud, le fief traditionnel de l'Angleterre. La méfiance à l'égard de la Russie était un des principaux traits de la diplomatie pakistanaise, mais une certaine cordialité a toujours dominé ces relations.

Enfin, face à son puissant voisin de l'ouest, l'Iran, malgré le soutien inconditionnel de l'Arabie Saoudite - un des adversaires de l'Iran -, le Pakistan était toujours compréhensif à son égard. Le Pakistan, lui aussi république islamique, a dû modifier ses relations avec l'Iran sur trois plans : tout d'abord au niveau des relations des deux pays avec l'occident et le désir d'attirer les investissements étrangers, ensuite dans leur gestion commune de la crise afghane, et enfin dans leur rapports au sein de l'*Umma* ; divergence classique entre le chiisme et le sunnisme.

Pendant que Ankara, Riyad et Washington tentent de s'accorder sur un nouvel ordre régional durable, le Pakistan pourrait jouer un rôle de médiation ou de contrepoids au Moyen-Orient en renforçant ses liens avec la Turquie plus qu'avec l'Iran, les deux protagonistes, les plus rivaux, mais qui permettrait une '*alliance islamique*' moins radicale, unificatrice, et du surcroît non arabe.

9-2-2-2-2 Les moyens d'action pakistanaise en Asie centrale.

Anticipant la disparition de l'URSS, le président pakistanais, le général Zia, appuyé par l'Arabie Saoudite, envisageait déjà la création d'un pôle musulman sunnite entre la Russie, l'Inde et l'Iran. Un tel schéma donne au Pakistan une profondeur stratégique par rapport à son ennemi héréditaire, l'Inde, relativise un éventuel axe stratégique New Delhi/Kaboul, qui prévalait de 1947 au départ des troupes soviétiques d'Afghanistan (et même après), neutralise l'expansion de la révolution islamique iranienne et confirme la situation incontournable de son pays auprès de l'Arabie Saoudite. Dans cette optique, les partis islamistes afghans sont encouragés par les services secrets pakistanais à s'ingérer dans le jeu intérieur en Asie centrale.

« *Si le Pakistan réussit à jouer habilement ses cartes, il peut tenir un rôle stratégique dans le déplacement du centre de gravité économique de l'Asie centrale vers le sud et, ce faisant, donner un coup de fouet sans précédent à sa*

propre économie »⁸¹. Pour se faire le Pakistan a commencé à prendre des initiatives, dès la fin 1991.

Dans le cadre d'un établissement des liens solides avec l'Asie centrale, le Pakistan qui est le plus influant acteur en Afghanistan, doit concentrer tous ces efforts dans le cadre d'une stabilisation de la vie politique afghane et d'aider ce dernier à retrouver un Etat solide et fort. « *Le paradoxe est donc que le Pakistan, après avoir exacerbé les tensions ethniques en Afghanistan par sa politique de soutien sélectif, a aujourd'hui besoin d'un Afghanistan stable, alors qu'il est sans doute trop tard* »⁸².

Les pakistanais sont conscient de la crainte des Etats occidentaux de voir un Islam intégriste du type iranien (des années 80) ou 'à la Talibans' se développer en Asie centrale ; depuis 1989 la construction des nouvelles mosquées, l'envoi de plus d'un million de Coran et d'autres ouvrages religieux et la formation d'un grand nombre de clergé sunnite, sont plus effectué par l'Arabie Saoudite que même par l'Iran. Pour dissiper ces craintes, les Pakistanais sont assez clairs ; en s'appuyant sur le poids des Saoudiens, ils posent la question classique à savoir : « *vaut-il mieux une stabilité autocratique ou pas de stabilité du tout ?* ». La réponse n'a pas tardé d'arriver avec l'aide des compagnies pétrolières américaines aux Talibans.

Pour les pakistanais qui se voulaient 'les rassembleurs des musulmans du sous-continent indien', la meilleure occasion est créée depuis 1991. Mais le Pakistan entend faire jouer ces influences religieuses que *d'une manière secondaire*. « *La diplomatie pakistanaise pourrait avoir besoin de mettre une sourdine à la dimension religieuse de sa relation avec l'Asie centrale, et mettre au contraire l'accent sur les bénéfices mutuels que les deux parties tireraient de leur relation économique* »⁸³.

En outre, « *le développement des liens économiques entre le Pakistan et les Républiques d'Asie centrale devraient être conçu non pas en termes exclusifs, mais, comme un élément bénéfique à l'économie mondiale en générale. De fait le Pakistan rendrait service à l'économie mondiale en permettant aux pays d'Asie centrale de s'ouvrir au reste du monde dans les eaux tièdes des ports de Karachi et de Gandahar* »⁸⁴. La politique pakistanaise dans ce contexte pourrait avoir plusieurs moyens outre la 'pacification' de l'Afghanistan et la proposition d'une islam sunnite modéré.

⁸¹ HUSSAIN. M « *Les Républiques d'Asie centrale en pleine crise d'identité...sous le regard intéressé de leur frère pakistanais* » in : Newsline (Karachi-Pakistan) reprise par Le Courrier International n° 113 30 décembre 1992.

⁸² ROY. Olivier « *Un nouvelle ensemble géostratégique : l'Asie centrale* » in : Monde arabe Maghreb-Mashrek n° 136 avril-juin 1992.

⁸³ DASTARAK. A & LEVENT. M « *Décomposition politique au Pakistan* » op.cit.

⁸⁴ *Ibid.*

9-2-2-2-1 Le transport routier.

Nous avons déjà évoqué le tracé des pipelines vers le Pakistan en passant par l'Afghanistan ; on se contente ici d'évoquer le cas des transports routiers.

Premièrement le développement des routes commerciales le long des deux grands axes : 1) Almaty-Turgat-Kachgar (dans le Sinkiang chinois), puis via la route KKH en direction de Karachi, 2) l'axe Tachkent-Termez-Ghandahar-Chaman, et de là encore vers Karachi. La première route est de 2.000 km et la seconde de 1.970 km. Le Pakistan, l'Ouzbékistan et l'Afghanistan se sont mis d'accord pour construire une nouvelle route de près de 2.000 km, qui reliera la ville frontalière ouzbek de Termez à Quetta en Karachi au Pakistan, en passant par les villes afghanes de Mazar-i Charif, Hérate et Ghandahar. Cette route offrira aux Etats d'Asie centrale un accès direct à la mer. Cette construction est parallèle à la proposition iranienne de construire près de 2.000 km de routes qui traverse le Turkménistan pour relier Almaty à la ville iranienne de Meched.

Le 12 octobre 1992, lors d'une conférence de presse, le président Islam Karimov expliquait la logique de la route de Karachi passant par l'Afghanistan et défendait le projet en déclarant: « *Jusqu'à présent les Etats d'Asie centrale devaient essentiellement compter sur le Nord pour avoir accès à la mer, mais si l'Ouzbékistan veut s'intégrer au marché mondial et devenir un partenaire actif, nous ne pouvons plus nous contenter d'une seule ouverture sur le marché. Cette route de Karachi dégagerait l'accès à l'océan Indien et cela ouvrirait des nouvelles perspectives pour l'Asie centrale, ce qui aurait d'importante répercussion sur l'économie mondiale* »⁸⁵.

La construction et le développement de ces réseaux routiers ferait du Pakistan un pont stratégique entre l'Asie centrale et les dragonnes économiques de l'Asie de l'Est. La reconstruction de ces routes aurait des retombées sur l'économie de ce pays et, notamment sur l'emploi, sans compter les revenus provenant des droits de péages, de l'expédition des marchandise et de transports.

Avec l'arrivée des Talibans au pouvoir ç Kaboul, les espoirs pakistanais fondent. Non seulement ils n'ont pas été capable de soumettre la totalité du territoire afghan et d'ouvrir les voies de transit, notamment le tunnel de Salang, mais en plus ils ont réussi à provoquer une alliance anti-pachtoune autour de Massoud et Dostoum ; une tâche qui paraissait impossible quand Massoud tenait les leviers du pouvoir à Kaboul.

⁸⁵ HUSSAIN. M « *Les Républiques d'Asie centrale en pleine crise d'identité ...* » op.cit ; Nous remarquons la similitude du langage du journaliste pakistanais avec Islam Karimov, le Président ouzbek qui prônent tous deux pour « *l'amélioration de l'état de l'économie mondiale* » à travers les modifications apportées à l'Asie centrale et sa recomposition.

9-2-2-2-2 Les autres moyens économiques.

Nous pouvons en énumérer trois : la création d'entreprise, l'acquisition de matières premières et les activités financières. Les pakistanais commencent à prendre en compte le fait d'absence d'industrie qui fait défaut aux économies d'Asie centrales, notamment des industries légères; traitement des minerais, pétrochimie, matériaux de construction, industrie agro-alimentaire, matériel agricole mécanisé, réfrigération, conservation par le froid. Cette liste est le fruit d'une discussion entre le Premier ministre du Kazakhstan, Teretchenko, des ministres siégeant à son cabinet, des présidents de chambres de commerce, d'importants hommes d'affaires et des journalistes, lors de visite de Benazir Butho à Almaty en 1992. Pour Pakistan, une participation à ce niveau, permet de jouer un rôle stratégique dans leur diversification économique. La Turquie, toutefois représente une concurrence sérieuse sur un grand nombre de produits ; souvent de meilleure qualité, les produits turcs respectent davantage les caractéristiques européennes. Mais ils ne sont pas toujours en concurrence et il existe des marchandises pakistanaises uniques et concurrentielles avec les produits locaux de très mauvaise qualité.

L'acquisition de matière première comme le cuivre, l'eau minéral, le chrome, le plomb et d'une manière générale l'ensemble des minerais auprès des pays d'Asie centrale, à des prix relativement bas, réduirait les coûts de production dans l'industrie pakistanaise, accélérerait la croissance en réduisant les coûts en capital et aiderait le Pakistan à faire enfin démarrer son industrie.

Par ailleurs, dans le domaine financier, il serait nécessaire de construire des banques et autres établissement financiers, afin de faciliter le développement du commerce et des investissement entre le Pakistan et les républiques d'Asie centrale. Enfin, il faudra créer des instituts de gestion et de formation technique, tant dans les secteurs agricoles qu'industriel. Ces tâches paraissent plus aisées pour les pakistanais à réaliser que les Occidentaux - souvent trop cher - ou les iraniens qui ne sont pas à jour, alors où le Pakistan a une longue tradition des institutions britanniques derrière.

Conclusion du chapitre.

En ce qui concerne l'Iran, contrairement aux prévisions alarmistes des stratèges occidentaux, Téhéran n'a donc pas agité la bannière de l'islam en Asie centrale pour des raisons internes. L'identité chiite de l'Iran est en crise. Elle connaît une décroissance démographique: si les chiites représentent encore 80% de la population, les réfugiés kurdes et afghans viennent augmenter le nombre des sunnites. Selon des sources diplomatiques secrètes la province du Khorassan, la plus vaste d'Iran, est, depuis 1988, à majorité sunnite. Les réfugiés afghans, pourtant persanophones, ne s'assimilent pas, et gardent leurs propres réseaux

d'écoles financées par l'Arabie Saoudite. Un autre facteur tient à la composition ethnique du pays. La révolution islamique amène au pouvoir les '*persans*' au détriment des autres minorités, même chiites. Le fait est paradoxal car l'idéologie islamique fait théoriquement abstraction de toute considération ethnique. La hiérarchie cléricale azéri s'est opposée au pouvoir iranien. Leur chef de file, l'ayatollah Charia-Madari, a été emprisonné et destitué avant de mourir en 1983 en raison de sa rivalité avec l'ayatollah Khomeiny. L'inertie du gouvernement iranien pendant l'attaque des Chiites de Najaf et Kerbala en mars 1991 par le régime de Saddam Hussein, le refus de s'engager dans le conflit du Haut-Karabakh aux côtés des Azéris chiites contre les Arméniens chrétiens, indiquent clairement que la raison d'Etat iranienne prime désormais sur la solidarité chiite.

La **Turquie** est dans une situation à peu près semblable ; face à une grande opportunité offerte par l'histoire, une grande incertitude règne sur l'étendue du pays des Balkans aux frontières du Caucase. Un certain nombre de questions se pose à propos de ce pays : quel serait la situation interne de ce pays ; y aurait-il une montée en puissance des islamistes et une réaction violente de l'armée turque ? Quelle va être la continuation du problème kurde ? Sur la scène internationale, la Turquie doit se positionner à nouveau par rapport à l'Europe, aux Balkans, au Moyen-Orient, au Caucase et à l'Asie centrale mais le rival principal de ce pays reste la Russie dans bien des égards. Par ailleurs, suite à l'enthousiasme de l'après indépendance, les attentes des pays de la région envers une politique turque demeurent floues. La clarification de ces points s'ajoutant à la certitude de la politique américaine dans la région et de là, au choix du tracé des pipelines, transportant l'hydrocarbure centre-asiatique vers l'Europe.

La **Chine** pourrait souhaiter faire de son mieux pour participer à la stabilisation et au développement des régimes d'Asie Centrale qui, tout en se disant démocratiques, gardent de nombreuses caractéristiques politiques des systèmes Communistes. En 1993, la Chine était déjà devenue le plus important des partenaires commerciaux non-CEI de plusieurs Etats d'Asie Centrale. Cependant, un basculement majeur de l'Asie Centrale vers l'Est pourrait provoquer des tensions entre la Russie et la Chine. Des tensions entre les deux grandes puissances pourraient bien finir par provoquer de sérieux remous intérieurs dans la plupart des Etats d'Asie Centrale, en particulier dans des pays comme le Kazakhstan et la Kirghizie, où les Russes d'origine ethnique constituent une partie non négligeable de la population.

Les objectifs du **Pakistan** sont plus réalistes, moins coûteux et en long terme, fructueux ; le pays, en s'implantant en Asie centrale, se donne les moyens de faire jeu égal avec l'Iran et la Turquie. Par ailleurs hormis la bénédiction d'Allah et l'argent Saoudien, le Pakistan bénéficierait de nouveau d'un soutien américain.

Dixième chapitre : L'Asie centrale dans 'le nouvel ordre mondial'.

Introduction.

Lorsque des individus et des groupes sociaux sont plongés au coeur d'un système de changements socio-économiques profonds, il leur est difficile de concevoir d'une manière définitive et stable quels sont leurs propres intérêts, surtout lorsqu'ils doivent confronter intérêts à court terme et à long terme. Il en va de même pour les institutions militaires, comme pour tous les autres éléments de la société en Asie centrale. La formulation et la poursuite d'intérêts - collectifs ou individuels - présuppose l'existence d'un minimum de repères stables sur lesquels fonder un calcul rationnel - en termes de coûts et de bénéfices. De ce fait, la conceptualisation des intérêts nationaux et des politiques militaires des Etats issus de l'ex-URSS est un phénomène particulièrement complexe et confus.

A partir des chapitres précédents, ce chapitre présente quelques propositions générales concernant les politiques de sécurité et les traits stratégiques des Etats d'Asie centrale. Sans discuter les spécificités de chaque cas particulier, nous cherchons à identifier les principales forces extra-régionales qui affectent les questions de recompositions post-soviétiques et à mettre en valeur les grandes tendances qui semblent en découler. Nous avons vu précédemment les notions d'intérêt national et de perception des menaces telles qu'elles sont en train d'émerger dans les nouveaux Etats. Est apparu, ensuite, le problème de la définition des doctrines militaires nationales, ainsi que celui des obstacles internes qui rendent difficile une adéquation entre les doctrines et les capacités militaires nationales actuelles. D'une façon plus générale, nous avons abordé ensuite les interactions entre les tendances politiques internes et les questions militaires dans les Etats centre-asiatiques de l'ex-URSS. En ce qui concerne les rapports de sécurité entre les nouveaux Etats et d'autres pays, cette analyse s'est interrogée tout particulièrement sur le point de savoir si la Russie a adopté une politique néo-impérialiste vis-à-vis de ses nouveaux voisins. Pour finir, ce dernier chapitre discute les possibles conséquences de plusieurs politiques occidentales vis-à-vis des Etats de l'ex-URSS. Au

préalable, il est nécessaire d'identifier la place de l'Asie centrale dans le cercle des conflits allant des Balkans aux frontières chinoises.

“ *On peut constater déjà que l'Asie centrale, le Caucase et la Transcaucasie sont en train de devenir des parties spécifiques du Proche et du Moyen-Orient. Et s'il en est ainsi, elles seront immanquablement prises dans les tourbillons et les contradictions de cette région dont, il n'y a pas longtemps, elles étaient séparées par les frontières de l'Union soviétique* ”¹. Nous pouvons essayer de poursuivre le tracé d'un *cercle de conflits qui relie le Moyen-Orient à l'Asie centrale*. La guerre qui oppose les arabes aux israéliens depuis 1948, semble trouver une issue diplomatique, après la Conférence de Madrid en 1992; le 25 septembre, avec la rencontre en direct de Izhak Rabine et Yasser Arafat, sous les yeux de Bill Clinton², la question d'une indépendance palestinienne semble se dénouer. L'opposition des intégristes du Hamas et des fractions les plus radicales de l'OLP, reste, toutefois, le facteur déstabilisateur de ce conflit. La guerre du Liban semble aussi s'apaiser grâce à la *bienveillance* du grand frère syrien.

Après le Moyen-Orient le conflit se déplace vers l'Est dans la zone du Golfe. La guerre entre l'Irak et l'Irak, qui a duré plus de 8 ans, a ouvert la voie à la deuxième guerre du Golfe, c'est à dire l'invasion du Koweït par le même Irak et l'invasion de ce dernier par les forces de la coalition internationale. Un peu plus au nord, il y a le conflit qui oppose les diverses minorités kurdes aux trois Etats de la zone : l'Irak, l'Iran et un des membre de l'OTAN, la Turquie.

Encore plus au nord, nous assistons à la naissance d'un centre de crises potentielles et de conflits réels dans le Caucase et en Transcaucasie, avec la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur l'enclave de Nagorno-Karabakh, et la guerre qui a opposé le président géorgien Chevarnadzé à son prédécesseur Gaamsakhourdia, ainsi qu'aux indépendantistes d'Abkhazie, d'Adjarie et d'Ossétie du sud³. La Transcaucasie est, par ailleurs, enflammée par les Tchétchènes qui veulent leur indépendance de la Fédération de Russie. C'est, pour le moment, le seul conflit armé qui concerne directement le territoire russe.

Plus à l'ouest de ce cercle, le conflit se déplace en Europe du sud. La guerre qui a impliqué directement ou indirectement trois Etats, dont deux récemment indépendants, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, (ce dernier est un des Etats fédérés de la Yougoslavie qui regroupe aussi le

¹ VASSILIEV, A, “ *Le nouvel ordre régional vu de Moscou* ”, *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n° 136, avril-juin 1992.

² *Washington Post*, 25 septembre 1993.

³ Les Ossètes du sud, membres de la république de Géorgie, veulent se réunifier avec leur moitié du Nord, sous le contrôle de la Russie.

Monténégro et le Kosovo), a démontré le caractère précipité de la politique des allemands pour reconnaître l'indépendance des Etats issus de l'ex-Yougoslavie, mais aussi l'incapacité de 'l'Europe' et de l'OSCE, en matière de *gestion des crises*. Autrement dit, " *la tendance actuelle est à la fois à la multiplication des zones de rébellion armée et à leur changement de nature; elle se ferment, se morcellent et le terrorisme s'y généralise. C'est ce cocktail qui compose les terras incognitas de rébellion* " ⁴.

Nous voyons clairement *un cercle* qui se forme, mais un peu plus à l'Est, il y a aussi la guerre du Tadjikistan qui a commencé en 1992 et qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Il faudrait désormais réfléchir dans le cadre du *déplacement du centre des conflits en termes des 'intérêts' que ces conflits peuvent avoir pour un ensemble d'acteurs extérieurs*. Réfléchir en terme de 'conflit' et 'd'intérêts' nous permet de mieux cerner les relations de la Russie, de l'Europe et des Etats-Unis avec toutes ces zones, en particulier l'Asie centrale.

Dans ce cadre reprenons l'expression d'Olivier Roy : " *L'Asie centrale va contribuer à décentrer le Moyen-Orient par rapport aux problèmes strictement arabes, et donc à ouvrir le jeu en augmentant d'une manière indirecte l'influence de la Turquie et de l'Iran* " ⁵. Ces trois entités trouveront, de la même manière, une plus grande implication en Asie centrale et au Moyen Orient.

Dans un premier temps, on essaye de voir les facteurs qui agissent sur un rapprochement de l'Asie centrale avec l'Occident ; la place de l'Occident, c'est à dire les Etats-Unis, l'Europe en général et la France en particulier, nous permet d'examiner le rôle des organisations internationales dans cette zone.

⁴ RUFIN. J. Ch, *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris, Pluriel, 1993.

⁵ ROY. O, " *Un nouvel ensemble géostratégique: l'Asie centrale* ", *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n° 136, avril-juin 1992.

10-1 Une première épreuve régionale pour se rapprocher de l'Occident.

Toutes ces observations soulèvent la question de l'avenir du processus de démocratisation en Eurasie. A cause de la position centrale occupée par la Russie dans la vie de tous les nouveaux Etats et à cause de son rôle central en tant qu'Etat national héritier de l'URSS, elle mérite d'être l'objet de toutes les attentions. Dans leurs efforts pour essayer de deviner les caractéristiques futures du système politique russe, certains analystes ont essayé de construire des analogies entre la Russie et le devenir de la fragile république démocratique de Weimar. Il est vrai que certains éléments de parallélisme existent. De nombreux intellectuels et personnages politiques Russes souffrent de ce qui a été qualifié, par un remarquable étudiant de l'Histoire allemande, d'une " *politique du désespoir culturel* " ⁶. Cela ne signifie pas que la Russie tende à devenir ' *identique à l'Occident* '. Cependant, il faut reconnaître que l'élan qui a été donné pour reconstruire la Russie sur une base démocratique est indéniablement plus fort aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été dans le passé. En outre, cet effort doit être replacé dans un contexte politique international où dominant les croyances en la valeur des vertus démocratiques et de l'économie de marché, formes suprêmes de l'organisation politique. Cet environnement global est nettement différent de celui qui prévalait dans les années 1930, minées par la dépression, dépression qui a déstabilisé et facilité l'effondrement de la légitimité des démocraties européennes ⁷.

Pour ces raisons nous pensons qu'une présence occidentale en Asie centrale, nécessiterait une véritable démocratisation de la Russie d'une part et des attentes de la Russie pour ces relations trilatérales, mêlant l'Occident à ses zones d'influence d'autre part. Hormis la Russie, la Turquie peut jouer également un rôle particulier dans le rapprochement des pays de cette zone avec l'Occident.

10-1-1 La Russie : le passage obligé pour accéder à l'Ouest ?

Le rapport du ' *Conseil de la Politique Internationale de la Fédération de la Russie* ', s'inspirant de l'intervention de Robert Legvold, professeur de sciences politiques de l'université de Columbia, lors d'un colloque le 16 octobre 1992, se met à évaluer la Fédération de Russie d'un point de vue géopolitique. Legvold, en réponse à la question de savoir " *si la Russie occupe encore une place importante dans le système* "

⁶ STERN. Fritz, The Politics of Cultural Despair : A Study in the Rise of the Germanic Ideology. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1961.

⁷ LINZ. Juan, The Breakdown of Democratic Regimes : Crisis, Breakdown, and Reequilibration. Baltimore Md, John Hopkins University Press, 1978.

international? ” répondait : “ La Russie constitue un territoire charnière ou, autrement dit, un ‘Heartland’ qui jouxte des territoires, comme la Baltique, le Caucase et l’Asie centrale; on peut qualifier ces régions, selon le jargon de la géopolitique, de territoires internes. En d’autres termes, la Russie constitue le cœur et les régions de Baltique, la zone peuplée des slaves d’Ukraine et de Biélorussie, le Caucase et l’Asie centrale sont considérés comme les territoires internes de ce système. A la périphérie de ces zones, des pays comme le Japon, la Corée, le sous-continent indien, le Moyen-Orient et l’Allemagne entourent ce système ; on peut les qualifier de ‘Rmland’ ”. Par ailleurs, il faut remarquer que si la Russie, géographiquement parlant se situe en Europe, d’un point de vue économique, on ne peut pas la situer dans l’axe européen. On en déduit que hormis Legvold, un grand nombre de politologues et d’observateurs placent la Russie comme l’axe incontournable de cette zone; de ce fait “ tout ce qui se passe en Russie, a une répercussion sur les pays avoisinants et inversement, la Russie ne peut pas être mise à l’écart, quand on étudie la situation dans les pays issus de l’URSS ”.

10-1-1-1 Définition des limites d’influence russe.

Dans les premiers temps de la période post-soviétique, la politique étrangère de ces Etats était parfois consacrée à des politiques déclaratoires qui cherchaient à démontrer que le pays était vraiment séparé et indépendant de la Russie. Dans des entités qui, comme l’Ukraine, n’étaient pas reconnues par la communauté internationale comme dotés d’une identité distincte, cette quête d’une ‘reconnaissance géopolitique’ était une mission essentielle de la politique étrangère, mais cela ne conduisait pas toujours à une affirmation équilibrée des intérêts concrets du pays. En outre, la politique étrangère fut souvent l’otage des luttes internes sur la définition politique de la nation, plutôt qu’un outil de promotion et de défense des intérêts d’un groupe dont l’identité était déjà raisonnablement bien délimitée.

Il est aussi important de remarquer l’existence de cette croyance, largement répandue, selon laquelle le cercle d’intérêts vitaux et d’intérêts de sécurité de Moscou ne s’étend plus sur l’ensemble de la surface du globe. Dans ce nouveau style de raisonnement géopolitique décrit par Tsytkin, la plupart des commentateurs et des personnalités officielles Russes ont conclu que la Russie devait chercher à être une puissance continentale et non pas globale, et ils ont consacré une attention croissante au sort des autres Etats post-soviétiques, qui sont désormais la majorité des voisins immédiats de la Russie. Comme le montre Shlakleina, depuis 1992, la prospective Russe en matière de sécurité a aussi accordé une importance moindre aux menaces potentielles provenant d’Europe et donné une importance croissante aux

menaces potentielles issues de toute la région sud qui va de la Transcaucasie à l'Asie centrale. Ce glissement provient pour une part des inquiétudes croissantes concernant la vulnérabilité à la désintégration des territoires russes du sud (particulièrement le nord du Caucase), et pour une autre des inquiétudes concernant la croissance possible de l'influence turque et iranienne dans ces régions.

Dans les nouveaux Etats d'Asie centrale, l'absence avant 1991 de mouvements anti-soviétiques pour l'indépendance et l'hétérogénéité ethnique et politique des sociétés émergentes ont affecté profondément les interprétations de l'intérêt national. La méfiance face à la Russie ne s'est pas exprimée, bien qu'elle soit probablement en train de croître progressivement dans certains Etats d'Asie centrale. De plus, les tensions politiques et ethniques entre ces pays leur ont donné conscience de leur existence mutuelle. Enfin, par dessus tout, le spectre d'un conflit interne violent qui pourrait ressembler à celui du Tadjikistan a donné à tous les gouvernements d'Asie centrale (sauf le Turkménistan) de bons motifs pour rechercher l'appui politique et militaire de la Russie. La Chine est elle aussi présente dans l'esprit des élites d'Asie centrale. Bien que les intentions de la Chine vis-à-vis de la région ne semblent pas être mauvaises - elle pourrait même aider à combler les besoins économiques de l'Asie centrale -, celle-ci reste une puissance extraordinairement dynamique avec laquelle les Etats d'Asie centrale - lorsqu'ils étaient des républiques soviétiques - ont eu des relations difficiles. Comme le fait remarquer Bess Brown, ces inquiétudes et ces peurs résiduelles concernant l'expansion de l'influence économique et démographique de la Chine dans la région ont poussé certains Etats d'Asie centrale à un renforcement de leurs liens avec la Russie.

En effet, les conflits locaux sont une véritable menace pour l'intégrité de ces petits Etats. Mais ils représentent également un sérieux défi pour de plus grands Etats de l'ancien empire soviétique, les poussant à prévoir des forces spécifiques pour faire face à ce danger. La Russie développe des forces aériennes de réaction rapide capables de se déplacer sur n'importe quel lieu menacé; l'Ukraine envisage de créer des brigades aériennes mobiles; et les responsables Kazakhs suggèrent que l'étendue de leur territoire nécessite la création de forces mobiles pouvant réagir rapidement. L'objectif suprême de la Russie, dans le cadre des relations inter-CEI et bilatérales, est la stabilité et la sécurité des républiques d'Asie centrale. Elle craint que celles-ci puissent devenir le cœur d'un fondamentalisme islamique qui menacerait la diaspora russe en Asie centrale. Cette stabilité devrait également pouvoir permettre de promouvoir des liens politiques et de défense continus dans le cadre d'une nouvelle Communauté d'Etats Indépendants, *“ sans pour autant que ce soit nécessairement des liens de type impérialiste. De nombreux commentateurs reconnaissent dorénavant*

que ce temps là est révolu et que les nouvelles républiques vont largement s'orienter vers l'Iran ou d'autres acteurs régionaux, ne serait-ce que pour échapper au fait de s'en remettre uniquement à la Russie »⁸.

Ainsi, la question de la sécurité de la Russie se pose maintenant à l'intérieur de ses frontières historiques et les nouvelles républiques font partie d'un Moyen-Orient élargi. A l'exception de crises internes possibles en Asie centrale et d'une menace spécifique du fait de la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie qui pourrait devenir une guerre religieuse et/ou nationale, les responsables russes distinguent aujourd'hui deux menaces, l'une politique, l'autre militaire en provenance de l'étranger.

La menace politique est représentée par une radicalisation d'un certain nombre de mouvements anti-russes, musulmans au sud, et ukrainiens, moldaves, ... à l'ouest. La menace militaire, quant à elle, est plus récente. Il s'agit de la perspective d'un régime musulman, potentiellement armé de missiles balistiques à longue portée, d'armes conventionnelles et/ou nucléaires, qui, soit attaquerait directement la CEI soit soutiendrait l'agitation ou les actions dans les républiques musulmanes comme dans la perspective de la menace politique. L'Opération *Tempête du Désert* a conduit à une discussion incessante concernant ces scénarios. Le Ministre de la Défense d'alors, Andreï Kokoshin, a affirmé que l'une ou l'autre ou les deux sortes de menace sont considérées '*comme tout à fait probables*' et de nombreux analystes sont d'accord avec cette affirmation. Par conséquent, ces scénarios ont conduit des personnalités politiques et militaires à s'associer de façon unilatérale ou à unir leurs efforts avec les Etats-Unis pour acquérir soit la GPALS (Protection Globale Contre des Attaques à Portée Limitée) soit un système de type SDI (Initiative de défense stratégique). Ce plaidoyer coïncide avec l'idée dominante que la guerre se fera à l'avenir avec des missiles de défense et des armes de très haute technologie.

Ainsi, dans le Golfe une nouvelle politique est en voie d'élaboration. La Russie cherche à participer à l'élaboration d'un cadre qui prenne en compte les intérêts de tous les Etats, y compris ceux de l'Irak et de l'Iran. Ses objectifs incluent la limitation quantitative et qualitative de la prolifération de l'armement de haute technologie, la mise en place d'un système de règlement des conflits politiques, un soutien au contrôle des armes et la participation à la résolution des conflits en cours. Dans le Golfe, comme ailleurs, ces politiques ne peuvent être uniquement interprétées comme un retrait de Moscou même si Washington conserve l'initiative.

⁸ BLANK. Stephen, "*Russia, the Gulf and Central Asia in a new Middle East*", Central Asian Survey, Vol 13, n° 2, 1994.

Moscou sait que les Etats arabes et l'Iran considèrent une situation à un seul pôle comme intolérable⁹.

Par conséquent, en matière de politique étrangère, les relations avec les anciennes républiques Soviétiques constituent la première priorité. Puis vient la coopération avec l'Occident, et au troisième rang, on trouve les relations avec les Etats voisins comme la Turquie et l'Iran. Cette conception est motivée par des considérations géopolitiques, c'est-à-dire une prise en compte des intérêts naturels. Kozyrev a rencontré beaucoup de méfiance à l'égard des décisions et des ambitions iraniennes, tout particulièrement à Bahreïn et dans les Emirats Arabes Unis. Il a tenté de dissiper leurs craintes en affirmant que Moscou ne vendait pas de matériel sophistiqué à l'Iran mais cela n'a pas eu l'air de les satisfaire. Lesdits pays ont surtout des craintes vis-à-vis de l'Iran, les Emirats craignant que l'Iran puisse utiliser la controverse qui existe au sujet de plusieurs îles du Golfe pour l'envahir, comme l'a fait l'Irak avec le Koweït, et Bahreïn car une majorité chiite vit dans ce pays.

La fin des rivalités entre superpuissances n'annonce pas nécessairement une ère de paix dans la région. Cela a plutôt révélé les dynamiques locales et régionales des multiples conflits régionaux que ni les acteurs locaux ni une Amérique sur le déclin en matière économique et militaire ne peuvent à eux seuls résoudre.

Dans ce climat, l'Occident se rapproche des frontières immédiates de la Russie en Europe. Les Occidentaux mettent tout en œuvre pour que la pilule de l'élargissement ne soit pas trop amère pour le Kremlin. Le sommet de l'OSCE à Lisbonne, début décembre 1996, puis le Conseil Atlantique à Bruxelles, vont être pour eux l'occasion de préciser leurs propositions : développement du 'Partenariat pour la Paix', le PpP, création d'organes de consultation, échange d'ambassadeurs et de missions militaires, multiplication des exercices communs, etc., à tel point que certains observateurs voient dans la Russie, à terme, un membre furtif de l'OTAN. Le tout couronné par une charte entre l'Alliance atlantique et Moscou, codifiant les relations, organisant la concertation, prévoyant des mécanismes d'action commune afin de maintenir la paix en Europe. Pas une nouvelle sainte alliance, mais la vision idéaliste des fondateurs des Nations unies appliquée à l'Europe.

Par ailleurs, *“ la Russie doit développer une politique dynamique de coopération, aussi bien au niveau politique qu'économique, en Asie et au Moyen-Orient avec des pays tels que l'Inde, l'Arabie Saoudite, l'Egypte,*

⁹ 'Forty Years in Soviet Foreign Relations', Interview d'Henry Trufimenko, in : Soviet Observer, New York, Université de Colombia, Vol II, n° 3, mars 1991.

les Emirats Arabes Unis, Israël et l'Iran »¹⁰. En effet, la coopération et la coordination de la politique russe avec ces pays renforce la position de la Russie par rapport à l'occident; ces relations s'avèrent, par ailleurs, nécessaires pour une régulation de la situation dans le Caucase et l'Asie centrale.

La Russie a besoin de ses forces armées, non seulement pour empêcher l'agression ou la propagation des conflits, mais aussi pour défendre le système étatique russe, la loi et la stabilité territoriales qui sont en danger actuellement. Dans l'état actuel des choses, le renouvellement du système de contrôle des forces armées, aujourd'hui limité à une observation politique faible sur ces derniers, est une des questions prioritaires du jour. Vue la nouvelle situation stratégique dans les systèmes de défense actuels, il est souhaitable d'abandonner le vieux point de vue '*d'établissement massif de ces forces sur les orientations fondamentales*' pour une nouvelle doctrine de '*défense tous azimuts*' et de "*forces mobiles*".

10-1-1-2 Une '*doctrine Monroe*' pour la Russie.

Selon Alexei Arbatov, à Moscou, la tendance dominante actuellement serait de passer une sorte de *deal* avec Washington. En échange d'une sorte de *quibus* accordé aux Etats-Unis, sur la plupart des grands problèmes mondiaux, ceux-ci reconnaîtraient la version russe de la '*doctrine Monroe*' ; "*la Doctrine Monroe plaçait l'Amérique du Sud dans le domaine de sécurité des Etats-Unis. La Russie veut une compréhension de la part de l'occident sur son équivalent russe*"¹¹. On passerait ainsi de l'ancienne stratégie de l'endiguement, à ce qu'on pourrait appeler une stratégie de confinement. Selon cette dernière "*la Russie confinerait ses activités à l'ancienne zone géopolitique de l'URSS, tandis que les Etats-Unis et ses alliés seraient en charge des affaires mondiales et des autres affaires régionales*". L'auteur ne reprend d'ailleurs pas à son compte un tel '*Yalta nouvelle formule*', car la Russie ne serait dès lors plus considérée comme un acteur majeur et incontournable dans des domaines tels que la non prolifération, le commerce des armes, le désarmement ou la résolution des conflits régionaux. Mais on comprend mieux alors la passivité occidentale face à l'action de Moscou dans le proche outre frontière. Elle serait le fruit d'un calcul habile car au-delà d'une savante manoeuvre pour '*confiner*' Moscou dans son *étranger-proche* outre frontière et l'éliminer des affaires

¹⁰ Conseil de la Politique Internationale de la Fédération de la Russie, "*Regards sur la stratégie de la Russie pour l'avenir*", in: Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz (repris d'un article paru dans Nzavismiaya Gazeta), Vol 1, n° 4, printemps 1993.

¹¹ *Ibid.*

planétaires, il faut bien reconnaître que l'envie et les capacités pour agir dans ces zones manquent aux occidentaux.

Ces appels répétés des dirigeants politiques Russes de tous les bords qui demandaient l'adoption d'une '*Doctrine Monroe*' pour la Russie comme fondement de sa politique dans son *étranger-proche*, sont de plus en plus fréquents. Le premier à proposer ce concept fut Yevgeniy Ambartsumov, président de la Commission Parlementaire des Relations Internationales et des Affaires Economiques Internationales, qui insista sur les points suivants : "*La Russie doit fonder sa politique étrangère sur une doctrine qui fasse de l'ensemble de l'espace géopolitique de l'ancienne URSS sa sphère d'intérêts vitaux (sur le modèle de la 'Doctrine Monroe' des Etats-Unis en Amérique Latine). La Russie doit aussi s'efforcer de s'assurer que la communauté internationale comprend et reconnaît les intérêts particuliers de la Russie dans cet espace. En outre, elle doit aussi faire en sorte que la communauté internationale lui reconnaisse le rôle de garant politique et militaire de la stabilité de l'ensemble du territoire de l'ex-URSS. Elle devrait s'efforcer d'obtenir des pays du G7 un soutien pour ce rôle, dont un soutien économique pour ses forces de réaction rapide (les 'bérêts bleus' Russes)*"¹².

Ce qui paraît incontestable, est le fait que la Russie et ses élites ne voient dans '*l'étranger-proche*' et même dans les pays de l'Europe centrale et orientale que des ombres de la politique russe, du fait des deux siècles de domination de ce pays sur ces zones. Ils estiment que ces ombres doivent se mouvoir exactement dans la même direction que celle que prend la Russie et que leurs vie et mort ne dépendent que de la Russie. Il est évident que la culture politique d'un pays et de ces élites, qui a ces racines dans l'histoire, ne peut s'effacer ou se modifier en l'espace d'un ou de deux, voire de dix ans. Cela demande un changement de génération; il serait donc naïf de croire à une égalité de fait entre les pays membres de la CEI; ces énoncés expliquent, en partie, le comportement de la Russie à l'égard des autres membres de la CEI.

En se penchant sur la politique fédérative de la Russie, on remarque les mêmes phénomènes au niveau interne et par rapport aux autres composantes de la Fédération de Russie. La politique fédérative de Moscou ressemble à bien des égards à celle des tsars avec cette différence notable que les tsars privilégiaient un comportement interne et externe à dominante politique et que pour cela, ils poursuivaient une "*politique offensive*". Dans l'état actuel des choses, la base des actions russes est économique; une reconstitution économique nécessite une stabilité croissante et donc la politique suivie a de fortes chances de devenir une "*politique défensive*".

¹² *Izvestiya*, 7 août 1992.

10-1-2 L'Iran comme facteur de prise de position.

Nous pensons que l'Iran, hormis son rôle direct dans la région, constitue un *'facteur important de la prise de position des pays Occidentaux, notamment les Etats-Unis, par rapport à un engagement direct ou indirect envers tel ou tel pays de la région'*. Pour la diplomatie américaine, le contingentement de la contamination islamique, qui figure parmi les préoccupations prioritaires, délimite trois objectifs. 1) Eviter que la déstabilisation d'un maillon n'entraîne, par le phénomène bien connu des dominos, celle de l'ensemble des Etats d'Asie centrale. 2) Jouer de la structure ethnique de l'Iran afin de le fragiliser de l'intérieur en utilisant la carte de l'Azerbaïdjan. 3) Enfin créer un pôle de stabilité dans la région par l'émergence d'une puissance moyenne, à la fois contrepoids de l'Iran, dont la montée en puissance est patente depuis la guerre du Golfe, et rempart contre toute nouvelle tentation aventuriste de Saddam Hussein. Face à la politique de *'menace'* américaine, la Russie emploie la politique des *'promesses'* *" Nous pouvons voir l'effet d'une situation dans laquelle une partie se trouve poursuivie; c'est de cette situation de poursuivi que découle le droit de contracter des engagements, bien entendu, sous forme de promesses. La promesse se présente comme un engagement bilatéral auquel il est fait appel lorsque les actions d'une des parties échappent au contrôle de l'autre "*¹³. Rappelons qu'aussi bien pour les promesses que pour les menaces, le procédé tactique de *"découpage"* s'applique. En effet, de nombreux accords sont conclus dans la perspective d'accords futurs, ce qui implique inévitablement que s'instaure un climat de confiance entre les parties en présence. Les bénéfices espérés valent bien que l'on joue, en la circonstance, la carte de la confiance réciproque.

L'Iran, lui même, doit demeurer stable ; cette recherche de stabilité à tout prix n'est pas partagée par l'ensemble des pays occidentaux. Pour les pays européens, ainsi que pour la Russie, le contact avec l'Iran est quasi direct en ce sens que d'une part les échanges économiques de toute nature avec lui se situent à un niveau élevé et d'autre part et que ce pays peut avoir des influences directes sur le déroulement des conflits périphériques en cours. Mais les Etats-Unis ne voient pas du même oeil la place occupée par l'Iran. En effet ce pays est un des trois piliers de la stratégie américaine dans le Golfe persique. Avec l'affaiblissement de l'Irak et suite au rapprochement inquiétant - pour Washington - de l'Iran avec la Russie, la Chine et l'Inde, les Etats-Unis craignent l'acquisition par ce dernier d'armes nucléaires. Les dernières négociations entre B. Clinton et B. Yeltsine se sont soldées par un résultat qualifié de non satisfaisant aux Etats-Unis. L'appel à l'embargo

¹³ SCHELLING. Thomas C, *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, 1986.

économique, quelle qu'en soit la portée, montre la volonté de Washington de faire pression sur l'Iran. C'est dans ce cadre que les partenaires européens de l'OTAN, ainsi que la France, se sont démarqués de Washington. En effet, *“ toute menace dont le poids augmente avec le temps a un effet comparable; un blocus efficace garantit bien souvent le succès mieux qu'une menace de destruction totale ”*¹⁴.

Selon un journal iranien *“ il nous semble que les occidentaux ne souhaitent pas que la Russie établissent la stabilité et la sécurité au sein de la Fédération de Russie, il est donc peu probable qu'ils l'aident à renouveler son économie malade. L'image classique d'une Russie forte, demandant une partie des bénéfices sur la scène internationale, paraît assez dissuasive pour que les occidentaux ne veuillent pas d'une Russie forte. Les américains, européens et japonais sont uniquement en train de convoiter le marché interne des biens de consommations de la Russie. La question cruciale des armes nucléaires, qui de, moins en moins, constituent la préoccupation des occidentaux, est le seul point qui pourrait les irriter, leur élimination signifie que les pays de l'Europe, les Etats-Unis et le Japon ont atteint ce qu'ils voulaient ”*¹⁵.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz (repris d'un article paru dans Nzavismiaya Gazeta), Vol 1, n° 4, printemps 1993.

10-2 L'Occident comme alternative à l'instabilité ?

“Géostratégiquement parlant, cette zone constitue une priorité de deuxième voire de troisième rang pour les plus grandes puissances mondiales”¹⁶. Tel est le premier sentiment des Russes, mais aussi des habitants de l'Asie centrale quand ils évoquent une implication occidentale dans l'espace post-soviétique. Les dirigeants ouzbeks sont convaincus “qu'il veut mieux un régime fort qu'une situation comme celle qu'a connue le Tadjikistan”. Leur théorie consiste à dire que les occidentaux sont capables de prêcher la démocratie mais que dès qu'arrive le moment d'intervenir pour le rétablissement de celle-ci, ils s'éclipsent; la guerre du Tadjikistan, les divers changements de régime en Géorgie et en Azerbaïdjan l'ont montré. Par ailleurs, selon ceux-ci, il faut respecter la relativité au sein des dirigeants centre-asiatiques.

La plus grande contribution immédiate que l'Occident peut mettre en œuvre pour tenter de prévenir un éventuel renouveau de l'impérialisme Russe est de conduire une politique à long terme vis-à-vis de la Russie. Même si la Russie finit par établir des relations durables non-impériales avec les autres Etats de l'ex-URSS, ce processus ne pourra qu'être douloureux et difficile ; dans des circonstances plus favorables, la décolonisation des empires occidentaux a exigé des décennies. Les puissances occidentales peuvent encourager le processus en engageant les nouveaux Etats non-Russes de l'ex-URSS, surtout ceux d'Europe, dans de solides relations politiques et économiques qui signaleraient à la Russie que l'Occident considère l'attitude Russe vis-à-vis de ces Etats comme un indicateur du comportement Russe global. Les gouvernements occidentaux peuvent aussi condamner fermement et repousser les efforts Russes visant à imposer, à l'encontre de la volonté des autres Etats, des accords déstabilisants de double nationalité. En plus d'aider au développement de ces pays, l'Occident peut réformer et étendre ses efforts, pour l'instant plutôt timides, pour consolider les institutions et les pratiques démocratiques en Russie et dans les autres Etats.

Par ailleurs, et ce n'est pas la moindre des choses, l'Occident peut s'efforcer sans relâche d'aider les Etats de l'ex-URSS qui sont en paix à éviter une escalade de conflits internes provoqués par des tiers. Cela est particulièrement important pour des pays qui ont une importante population d'origine ethnique Russe, dans la mesure où, contrairement à l'impression la plus courante, la majeure partie de la violence ethnique dans l'ancienne URSS a été dirigée contre des non-Russes. De réelles explosions de

¹⁶ SOLODOVNIK. Sergeï. V, “Central Asia : A New Geopolitical Profile” Moscou, MGIMO, Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié, 1994.

violence contre des membres de l'ethnie Russe seraient particulièrement dangereuses pour la stabilité politique en Eurasie.

10-2-1 Les Etats-Unis : une doctrine politique cohérente.

L'absence de contreponds face aux Etats-Unis pour équilibrer les rapports de force dans la région, crée un climat de tensions où les risques éventuels peuvent se transformer en menaces potentielles pour la stabilité régionale. La naissance de nouvelles zones de tensions s'ajoutant aux crises classiques - le Moyen Orient, le Golfe, le Kurdistan - aggraverait la situation.

En effet, les Etats-Unis accordent plusieurs considérations importantes à l'Asie centrale et au Caucase. En premier lieu, les Etats-Unis, en tant que première puissance militaire mondiale ne peuvent pas négliger, dans leur stratégie globale, de prendre en considération cette région qui forme le cœur de l'Eurasie. L'intérêt stratégique de cette région est d'autant plus grand que trois puissances nucléaires s'y côtoient : la Russie, la Chine et le Kazakhstan (pour le moment). Si l'on ajoute à ces pays, l'Inde et le Pakistan, qui ont la capacité virtuelle de se doter de moyens nucléaires, on se trouve en présence d'un immense cercle nucléaire, ou potentiellement nucléaire, autour de l'Asie centrale. De cette situation découle la deuxième préoccupation américaine : la prolifération des armes et du savoir nucléaires à la suite du démembrement de l'Union soviétique. L'administration américaine est soucieuse de restreindre autant que possible le club des puissances nucléaires, surtout si ces puissances sont hostiles aux Etats-Unis. Pour empêcher qu'une partie de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS ne passe dans des régions comme le Moyen-Orient, les Américains sont contraints de développer des liens avec les républiques méridionales de l'ancienne Union soviétique. Au-delà du nucléaire, l'énorme braderie militaire qu'a entraînée l'effondrement de l'Union soviétique inquiète aussi Washington qui redoute que des pays comme l'Iran puissent se doter ainsi d'armements sophistiqués et mettre en danger le '*nouvel ordre*' que l'administration américaine veut mettre en place au Moyen-Orient et dans la région du golfe Persique. ". A ces deux questions d'ordre purement géostratégique s'ajoute un troisième volet qui est l'hydrocarbure centre-asiatique.

" Le Moyen-Orient reste dangereux non pas du fait de la politique russe mais du fait de ses problèmes insolubles. L'idée que la Russie renoncera à ses intérêts historiques dans une région vitale pour obtenir des avantages, de plus en plus incertains, de l'Occident ne peut constituer la base d'une politique viable "17.

¹⁷ BLANK. Stephen, " *Russia , the Gulf and Central Asia in a new Middle East* " art. cit.

La menace potentielle de la Russie dans la région ne serait équilibrée que par des liens établis entre ces Etats et les pays ou les organisations occidentales, mais les conditions nécessaires ne semblent pas encore réunies. Les Etats-Unis ne semblent pas vouloir assumer la sécurité de cette zone contre la Russie. Il n'y a pas d'*intérêt vital pour la sécurité nationale* des Etats-Unis dans cette région; par ailleurs, à l'heure des restrictions budgétaires, les priorités vont à d'autres régions. L'opposition américaine à une intervention russe dans cette zone prendrait la forme d'une condamnation verbale ou d'actes symboliques mais elle n'irait pas plus loin.

Se référant au passé des relations entre les Etats-Unis et la Russie (l'URSS), dans une zone proche, le Moyen-Orient, nous pouvons formuler une idée de ce qui pourrait être la nature des relations de deux superpuissances dont une a rétrogradé au stade de puissance continentale. Car "*les relations entre l'URSS et les Etats-Unis ont été à bien des égards compliquées dans le Moyen-Orient; cela est dû au fait que parfois, les Etats-clients de ces deux superpuissances utilisaient la force du patron pour la poursuite des buts qui n'étaient pas en accord avec les intérêts nationaux de l'une ou de l'autre puissance protectrice. Les actes excessifs d'Israël vis-à-vis des pays arabes ont entraîné les Etats-Unis à aller trop loin dans sa politique pro-israélienne et donc à laisser un vide parmi les pays 'progressifs' arabes*"¹⁸.

10-2-2 Cette 'Europe' tant attendue.

"*Contrairement à la Russie, aux Etats-Unis et à la Turquie, l'Union Européenne est peu présente, politiquement, dans la région. Cela reflète ses difficultés à formuler une politique étrangère commune à tous ses membres, mais aussi sa représentation diplomatique insuffisante dans la région et (de moins en moins) sa crainte d'accroître les soupçons russes de concurrence politique avec l'Occident*"¹⁹. Cette faible visibilité entraîne, de la part des gouvernements d'Asie centrale, un manque de reconnaissance de l'UE comme partenaire politique, ce qui empêche du même coup l'Union Européenne de promouvoir ses intérêts et ses objectifs. Il lui faudra être plus en vue si elle veut contrebalancer l'attention accordée à la Russie et aux Etats-Unis par le Kazakhstan, ou à la Russie et à l'Iran par le Turkménistan. C'est l'Ouzbékistan qui semble avoir été le premier pays à comprendre et à reconnaître l'importance politique de l'Union européenne.

¹⁸ KORNEIYENKO. Georgy M, "*Soviet Policy in the Middle East*", in : EICKELMAN Dale F, *Russia's Muslim Frontières*, Indiana University Press, 1993.

¹⁹ CAPIETERQ. Bruno et alii, "*La région d'Asie centrale dans un nouvel environnement stratégique*", *La Revue de l'OTAN*, n° 5, septembre 1996.

En effet, “ si l'accès à l'énergie en Europe et en Asie devient de plus en plus difficile, les ressources énergétiques de l'Asie centrale constitueront une réserve importante pour le XXI^e siècle ”²⁰.

Les Russes ne voient dans les Etats-Unis qu'une garantie à court terme. “ Dans un futur proche, les possibilités des Etats-Unis et leur rôle dans la coopération avec la Russie diminueront; à l'inverse, l'Europe Occidentale prendra une plus grande place. Mais ce fait ne signifie en aucun cas que l'on doive opter pour une politique pro-européenne ”²¹. Etablir une coopération et une coordination dans un certain nombre de domaines avec les Etats-Unis permettra à la Russie de se maintenir dans une position satisfaisante en Europe, bien que cette position s'affaiblisse de plus en plus. Le maintien à un niveau situé entre l'Europe et les Etats-Unis, constitue la meilleure voie pour la Russie. En Europe, la Pologne et la Bulgarie sont ses alliés les plus stratégiques pour la Russie (il est possible d'y inclure aussi la Slovaquie).

Les opérations de maintien de la paix dirigées par la Russie, dont il a été question au septième chapitre, varient considérablement dans leurs caractéristiques et dans la situation géographique des régions concernées. Pour certaines raisons géopolitiques, elles ont également des incidences très différentes sur la sécurité européenne. La plus importante de ces opérations, entreprise au Tadjikistan, a eu, pour des motifs géostratégiques évidents, un impact direct sur la sécurité européenne. On pourrait en dire autant du conflit susceptible de se produire à terme en Kirghizie et fondé sur une rivalité de clans qui pourrait bien provoquer une intervention militaire russe. Les efforts de la Russie pour gérer le conflit tadjik, moins surveillé, ont été évalués avec moins de précision que le maintien de la paix entrepris à l'Ouest, les Etats européens ayant généralement accepté que toute incapacité à réduire la guerre civile au Tadjikistan et à en contrôler les frontières menacerait la stabilité d'autres Etats d'Asie Centrale membres de la CEI. Par ailleurs, les dirigeants européens devraient considérablement s'inquiéter de voir dans le futur les agents de la paix russes se retrouver peut-être entraînés dans des actes de violence séparatiste au nord du Kazakhstan, scénario qui pourrait créer d'importantes tensions à long terme entre les deux plus grands Etats de la CEI, l'un et l'autre dotés de l'arme nucléaire. Malgré l'éloignement du Tadjikistan, la tendance russe à escamoter la distinction entre le combat et les missions de ‘maintien de la paix’ pour la définition des forces à engager concernant le conflit tadjik peut

²⁰ DORIAN, J, SHEFFIELD, I, “ *Central Asia's Oil and Gas Pipeline Network : Current and Future Flows* ”, *Post-Soviet Geography*, Vol XXXV, septembre 1994.

²¹ Conseil de la Politique Internationale de la Fédération de la Russie, “ *Regards sur la stratégie de la Russie pour l'avenir* ”, in: *Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz* (repris d'un article paru dans *Nzavismiya Gazeta*), Vol 1, n° 4, printemps 1993.

constituer un dangereux précédent. Vu les efforts accomplis par la Russie pour relancer l'idée d'une alliance de défense intra-CEI, une telle confusion inquiète encore davantage les Etats européens de l'ex-URSS, qui craignent de devoir peut-être être eux-mêmes l'objet à l'avenir d'opérations russes de " maintien de la paix " qu'ils ne souhaitent pas. Les conflits dans la région de la Transcaucasie ont plus de chances d'avoir un impact sur la sécurité européenne, mais ils touchent aussi de beaucoup plus près les préoccupations immédiates de la Russie en matière de sécurité. Moscou considère l'évolution de la situation militaire à l'intérieur et dans le voisinage de la région militaire du Nord-Caucase comme préjudiciable à la stabilité de la Fédération de Russie et comme un domaine sur lequel doivent se concentrer les efforts de maintien de la paix. Au demeurant, cette région restera explosive. Dans la mesure où les conflits déstabilisent les frontières méridionales, les conflits pourraient s'étendre en impliquant l'Iran ou un Etat de l'OTAN - la Turquie. La menace d'une telle escalade transformant le conflit au Haut-Karabakh en une guerre régionale à grande échelle a déjà suscité l'attention des hauts responsables militaires russes.

L'UE a signé des " *Accords de Partenariat et de Coopération* " (APC) avec le Kazakhstan, la Kirghizie et l'Ouzbékistan. " *L'Europe occidentale voudrait en particulier s'assurer qu'elle jouera un rôle majeur dans les négociations sur le tracé des oléoducs* " ²². La démocratisation des institutions des Etats est un des grands thèmes du dialogue politique entre l'UE et l'Asie centrale. Le préambule des APC inclut d'ailleurs l'engagement des parties à respecter des critères démocratiques, à savoir les principes énoncés dans les documents de l'OSCE. D'après des informations émanant de la Commission européenne, ces standards, relativement élevés, ne sont pas encore atteints. L'UE a exprimé de grandes préoccupations politiques au sujet de gouvernements autoritaires se constituant en antidote contre des tendances à la division et aux querelles ethniques. Elle a critiqué l'extension du régime présidentiel jusqu'à la fin du siècle au Kazakhstan, en Kirghizie, en Ouzbékistan et au Turkménistan, qui permet de circonvenir au principe de l'organisation d'élections régulières. L'Union européenne a jugé déloyales plusieurs élections organisées au cours de ces dernières années en Asie centrale. Elle a refusé d'envoyer des observateurs aux élections parlementaires d'Ouzbékistan (décembre 1994), du Tadjikistan (février 1995), et au référendum du Kazakhstan (avril 1995), et la dissolution du parlement par le Président Nazarbaïev a même conduit le Parlement européen à reporter son consentement à l'APC négocié avec le Kazakhstan. En dépit de difficultés dans le respect des conditions relatives aux droits de l'homme, les APC sont généralement vus comme favorisant des réformes

²² CAPPIETERO, Bruno et alii, " *La région d'Asie centrale dans un nouvel environnement stratégique* ", art.cit.

économiques et comme constituant une solide base de dialogue politique ultérieur.

Selon Patrick Karam, “ *la présence de la Russie devrait en fait s’articuler en complémentarité avec celle de l’Occident, et non pas en remplacement de celle-ci* ”²³. Si l’Occident n’implante pas activement ses valeurs et sa culture auprès des élites, si le pays a l’impression que l’Occident le laisse avec indifférence s’enfoncer dans le non-développement, qu’il se refuse à l’intégration commerciale et aux investissements, alors les solutions extrémistes apparaîtront comme les seules issues possibles. Il est parfois des alliances saugrenues. Les nationalistes ukrainiens estiment que le renforcement de l’islam en Asie centrale les aidera à combattre le joug russe. Faut-il compter sur ce type d’alliances pour se positionner par rapport à la Russie ?

En ce qui concerne l’aide économique européenne et d’une manière générale, la place de l’économie et des échanges dans les relations entre l’Europe et l’Asie centrale, nous laisserons le sujet à d’autres travaux de recherches, qui relèvent plus d’un profil économique ; toutefois, un tableau englobant les dernières aides des Européens aux pays d’Asie centrale se trouve en annexe.

10-2-3 La France.

“ La France n’est pas intéressée par l’Asie centrale ; la politique étrangère de la France, hors Europe, est avant tout orientée vers l’Afrique du Nord et le Moyen-Orient ”, disait un fonctionnaire du Quai d’Orsay en 1994. Cette position était déjà suffisamment claire dans le cadre des actes officiels de Paris. Depuis les voyages de François Mitterrand au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan en 1993 et 1994, il est de plus en plus important de se poser la question de savoir si Paris est conscient des enjeux énergétiques présents dans cette zone. Si la dernière représentation diplomatique française a ouvert ses portes au début de 1996 à Achghabad, deux des pays centre-asiatiques, la Kirghizie et le Tadjikistan sont encore gérés par la ‘*représentation diplomatique*’ de Moscou.

Malheureusement, bien que ‘l’action culturelle’ soit un des moyens classiques des missions diplomatiques françaises, il importe de ne pas négliger le ‘*rôle multi-fonctionnel*’ des attachés militaires ou les missions économiques de la ‘*Direction des Relations Economiques Extérieures*’, la DREE. Partout dans ces régions et surtout en Asie centrale, la francophonie ne saurait prendre la place qu’on lui souhaite, si les francophones et les

²³ KARAM. Patrick, “ *La Russie et l’Islam : entre alliance et rejet* ”, in : ASIE CENTRALE L’apprentissage de la démocratie, Cahiers de l’Orient, Numéro spécial Asie centrale, premier trimestre 1996.

francophiles locaux ne trouvent pas de perspective de récompense de leurs efforts dans une suite économique.

C'est au Kazakhstan que la France a été le plus engagée politiquement mais depuis, nous assistons à une récession des intérêts mutuels, bien que le voyage du ministre de l'industrie, Franck Borotrat en 1996 ait permis de débloquer une ligne de crédit de 300.000 francs. En effet, on peut se demander si la fermeture de la mission militaire au sein de l'ambassade de France est une décision opportune ? En ce qui concerne l'implication des industriels français dans cette zone, la France occupe une place importante parmi les partenaires européens mais bien derrière les Etats-Unis qui sont présents avec des géants d'industrie pétrolière comme Chevron.

L'Ouzbékistan occupe une place privilégiée dans la diplomatie française en Asie centrale. Les deux voyages de Karimov à Paris ont été récompensés par l'attraction d'un certain nombre d'entreprises dans ce pays. Mais la question est de savoir quelle sera l'attitude de Paris face à l'alignement de fait de Tachkent sur la politique américaine dans la zone.

Les autorités Turkmènes se prévalent du soutien supposé apporté par le président F. Mitterrand au président S Niyazov lors de leur entretien à Elysée. En effet, *“ les turkmènes ont joué avec le Président Mitterrand en déclarant, juste avant son arrivée à Achghabad, qu'ils voulaient signer le Partenariat pour la Paix, le PpP, de l'OTAN. Mitterrand voyait dans les turkmènes des opposants acharnés à la politique impérialiste de la Russie. De toute évidence cette déclaration de signature d'accord de PpP a été prise directement en accord avec Moscou; les turkmènes sont un des alliés le plus sûrs de la Russie. Leur réticence à l'égard de la CEI n'a en rien diminué le volume de leurs accords bilatéraux avec Moscou ”*²⁴.

La Kirghizie, vue sa place et son poids, et le Tadjikistan, en guerre, n'occupent que très peu de place dans la diplomatie française.

Il faut que la France réfléchisse à la question cruciale de savoir s'il faut suivre la politique américaine de deux poids, deux mesures dans le monde asiatique et moyen-oriental ou non. Le fait de suivre des lignes écrites par des centres de recherches américains et répétées par les chercheurs/journalistes d'ici concernant une idée approximative de la démocratie en Asie centrale a fait son temps. Mais, rares sont des réflexions telles que *“ cela n'a pas d'importance si d'autres nations ont des systèmes démocratiques ou autoritaires. Concernant leurs relations avec les autres nations, les démocraties ne sont pas nécessairement bonnes et les gouvernements autoritaires ne sont pas nécessairement mauvais. Nous ne devons jamais oublier ce qui s'est passé pour l'Allemagne 'démocratique'*

²⁴ EIU, 3ème trimestre 1994.

dans les années 30. Elle a fait une volte-face quasiment en une nuit. La même chose pourrait se produire avec une Russie 'démocratique' »²⁵.

Il n'existe pas 'une' démocratie et il ne peut pas y avoir 'un' chemin y menant. A la question de savoir pourquoi Karimov n'est pas aussi libéral et démocrate que le président kirghize, Akaév, les Ouzbeks répondent qu'il est nettement plus démocrate que Niyazov et que de toute façon la situation dans les Etats d'Asie centrale n'est pas la même.

²⁵ WYATT. Jr Oscar S, " *Geopolitics of Oil in the twenty First Century* ", discours tenu à la Conférence sur le Pétrole et le Financement, Londres, 2 novembre 1995.

10-3 Faire une stratégie eurasienne ?

Il s'agit d'une part d'examiner la place des Organisations internationales de sécurité comme : l'ONU, l'OTAN, l'OSCE, le COCONA, ... et de mesurer la possibilité d'éventuelles nouvelles alliances.

10-3-1 La place des Organisations multilatérales.

Les Etats d'Asie ne disposent pas d'instance supra-étatique pour trancher leurs litiges et ne se réfèrent jamais à une quelconque '*unité asiatique*' dans le cadre continental classique : on n'y rencontrera ni Nkrumah ni Bolivar ni Castro.

Membres de l'ONU, les pays de la zone, n'ont pas encore une idée claire de ce que peut être le rôle et la place de l'Organisation universelle dans le cadre des conflits. Les troupes basées au Tadjikistan sont-elles les troupes de la Russie ou de la CEI ? Il existe un sentiment très fort en Russie, qui se reflète dans ses choix politiques, qu'il s'agit de troupes russes défendant l'unique frontière méridionale de la Russie et incidemment aidant par là même un régime ami qui avait besoin d'aide.

Bien évidemment, les républiques d'Asie centrale ne partagent pas le point de vue de la Russie selon lequel leurs frontières seraient le prolongement des frontières russes. Elles croient fermement que les troupes basées sur la frontière tadjiko-aghane sont celles de la CEI et non celles de la Russie et qu'elles constituent une force régionale de maintien de la paix semblable à celle mise en place au Liberia par l'Organisation de Coopération Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Jusqu'au bout, les républiques d'Asie centrale ont fait pression pour obtenir une force composée de différentes nationalités et un commandement partagé. La Russie perçoit ces troupes comme les siennes et n'est pas enclin à céder la moindre parcelle de contrôle. Au delà du sentiment partagé par les différentes républiques que ces frontières sont les leurs, celles-ci ne constituent pas un bloc uniforme mais doivent plutôt être perçues individuellement avec leurs intérêts spécifiques.

L'Ouzbékistan approvisionne les troupes à l'intérieur du Tadjikistan mais refuse d'envoyer ses troupes tant que le gouvernement ouzbek n'en aura pas le contrôle. Le Kazakhstan et la Kirghizie ont proposé d'envoyer des troupes pour compléter les effectifs de la Russie déjà sur place mais sous certaines conditions. Le Kazakhstan, tout particulièrement, a poussé l'ONU à octroyer à ces troupes le statut de force de maintien de la paix et ne veut pas continuer à envoyer des soldats qui n'auraient pas le statut de '*casque-bleu*' ou tout du moins qui ne seraient pas sous un commandement commun. Le Kazakhstan ne peut espérer acquérir une notoriété grâce à l'une

ou l'autre politique suivante : du fait que les Nations Unies ne vont pas octroyer à des troupes régionales le statut neutre de forces de maintien de la paix ou du fait que la Russie ne cédera le commandement à aucune république d'Asie centrale. La Russie a demandé à l'ONU d'octroyer le statut de forces de maintien de la paix aux troupes actuellement basées sur la frontière Afghano-tadjike, requête qu'une équipe d'observateurs américains a rejetée de manière catégorique. La Russie a alors proposé que des soldats suisses, autrichiens ou suédois viennent renforcer ses troupes au Tadjikistan en échange d'une reconnaissance par les Nations Unies. Ni les Nations Unies ni le Kazakhstan ne pouvaient accepter une telle proposition. Pour les Etats d'Asie centrale, les troupes russes de maintien de la paix sont une force régionale sur laquelle aucune des républiques n'a le moindre contrôle. Les Etats d'Asie centrale avaient pensé qu'un contrôle des Nations Unies sur ces troupes aurait pu leur donner une plus grande autorité. Sans le statut des Nations Unies, les troupes de la CEI, en tant que telles, manqueront de légitimité tant qu'elles seront uniquement contrôlées par la Russie. Actuellement, les Républiques d'Asie centrale refusent de s'impliquer davantage mais en même temps ne peuvent (ou ne veulent) s'extraire d'une situation dans l'issue de laquelle chacune a de vastes intérêts.

*“ Parmi les organisations multilatérales extra-régionales, l'OTAN semble le candidat potentiel, particulièrement quant elle tente d'assumer de nouvelles responsabilités à l'Est. Mais ses hésitations pendant la guerre en ex-Yougoslavie, inspirent une confiance relative. Il en va de même pour l'absence de consensus autour de la question de savoir s'il faut ou non élargir des opérations extra-territoriales et si oui dans quelles mesures et pour combien de temps? ”*²⁶. La discussion autour de l'admission de la république Tchèque, de la Slovaquie, de la Pologne et de la Hongrie au sein de l'Organisation, inspire une véhémence opposition à la Russie ; il serait difficile d'imaginer que la Russie accepte de telles propositions relatives à son ‘étranger proche’, celui qui constitue le cercle le plus rapproché de sa sécurité. Les liens de l'OTAN avec l'Asie centrale ont commencé avec l'admission des pays de la région au sein du ‘Conseil de Coopération Nord Atlantique’, (le COCONA) et du ‘Partenariat pour la Paix’ (le PpP). Mais ces initiatives sont prises en vue d'une promotion de la consultation, de l'échange et de la coordination et ne constituent, en aucun cas, un prélude à une garantie de sécurité concrète. Même un rôle *ad hoc* de l'OTAN en Asie centrale, à travers une opération de maintien de la paix par exemple, serait contesté par les russes et pas uniquement les nationalistes, mais aussi bien les démocrates.

²⁶ MENON. Rajan, “ *In the Shadow of the Bear* ”, International Security, Vol 20, n° 1, été 1995.

L'OTAN est en rapport avec les pays de la région depuis que des Etats d'Asie centrale ont accédé à l'indépendance. L'annonce de la dissolution de l'Union soviétique a été faite lors de la réunion inaugurale du Conseil de coopération nord-atlantique, en décembre 1991, et tous les Etats successeurs de l'Union soviétique qui avaient formé la Communauté des Etats Indépendants ont rejoint le COCONA au mois de mars suivant. La participation des pays d'Asie centrale au COCONA leur fait connaître un autre type de consultation multilatérale et de diplomatie que celui en vigueur au sein de la CEI. Exception faite du Tadjikistan, tous les pays d'Asie centrale ont également adhéré au PpP. Des “ *Programmes de Partenariat Individuel* ”, PPI, ont été élaborés entre l'OTAN et le Kazakhstan, la Kirghizie et l'Ouzbékistan. L'OTAN a également reçu le document de présentation du Turkménistan, dont le Programme de Partenariat Individuel est en cours d'établissement. Les objectifs stratégiques de l'OTAN et du PpP dans ce cadre peuvent être résumés comme suit :

- faire participer les pays d'Asie centrale à l'architecture de sécurité européenne en s'appuyant sur des processus de coopération et des consultations mutuelles en cas de menace,
- intensifier la coopération militaire et l'échange d'informations,
- contribuer à la stabilité dans la région par le biais du contrôle démocratique de l'armée et de relations civilo-militaires équilibrées,
- et accroître l'inter-opérationnalité sur la base d'une approche conceptuelle commune en vue, entre autres, d'opérations de maintien de la paix multinationales.

Lors de leur réunion en décembre 1995, les Etats membres du COCONA ont mis l'accent sur l'importance de renforcer le contrôle démocratique exercé sur les forces armées et de mettre en place des relations fortes entre les civils et les militaires. Ils ont noté qu'il s'agit d'éléments essentiels à toute démocratie parvenue à maturité, tout en reconnaissant que chaque pays devra définir ses approches spécifiques en fonction de ses conditions et caractéristiques nationales.

Pour les gouvernements d'Asie centrale, le PpP a pour objectif de leur permettre de renforcer et de moderniser leurs armées nationales. Ils voient cette coopération, complétée par d'autres accords de coopération militaire avec les pays de l'OTAN, notamment les Etats-Unis, la Turquie et l'Allemagne, comme un moyen efficace de réduire leur dépendance vis-à-vis de la Russie. Allant à l'encontre de propositions de Moscou concernant la réforme des forces armées de la CEI - qui prévoient la réintégration de leurs forces dans une structure militaire commune avant leur modernisation - le Kazakhstan et l'Ouzbékistan se sont efforcés de conforter leur indépendance militaire avec l'appui de l'Occident, ce qui leur donnerait une certaine marge de manoeuvre pour négocier le processus d'intégration militaire avec la

Russie. L'Ouzbékistan, le Kazakhstan et la Kirghizie ont décidé de créer un bataillon international pour des opérations de maintien de la paix qui pourrait être employé sous les auspices des Nations Unies, mais pourrait également les aider à éviter toute intervention étrangère dans la région au cas où des querelles ethniques déborderaient de leurs frontières.

Dans ces trois pays, au début, les ministères des Affaires étrangères ont paru être plus favorables à la coopération avec l'OTAN et les pays de l'OTAN que ceux de la Défense. La forte présence d'officiers russes au sein des états-majors généraux des armées nationales et au sein des ministères de la Défense a été comprise par certains observateurs étrangers comme expliquant en partie cette attitude hésitante, voire négative, à l'égard d'une participation active au PpP. Cependant, c'est la nécessité de moderniser leurs forces armées et de renforcer leur souveraineté nationale qui a décidé les chefs d'Etats des trois pays à s'engager dans le programme du PpP, même si des limitations financières risquent de faire obstacle à sa pleine mise en oeuvre. La signature par la Russie, en juin 1995, de son '*Programme de Partenariat Individuel*', a constitué, pour eux, un nouvel argument en faveur de leur coopération avec les pays occidentaux.

Le processus d'élargissement de l'OTAN à l'est ne semble pas inquiéter particulièrement les pays d'Asie centrale. Ils considèrent l'adhésion à l'Alliance comme une affaire de choix souverain de tous les Etats concernés, mais n'ont publié aucune déclaration officielle à ce sujet, évitant ainsi toute polémique avec Moscou. Pourtant, même s'ils ne pensent pas que leurs intérêts en matière de sécurité soient directement mis en jeu, leurs gouvernements doivent être attentifs aux conséquences indirectes de l'élargissement de l'OTAN. Le '*dialogue renforcé spécial*' qui a été annoncé entre l'OTAN et la Russie devrait également les intéresser. En 1995, Moscou a menacé de constituer un '*contre-bloc*' avec la CEI et d'autres pays, mais le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et la Kirghizie, de même que la plupart des autres partenaires de la CEI, n'ont pas tardé à s'opposer à cette initiative. Toutefois, les pays d'Asie centrale encore mal assurés, politiquement et économiquement, auront plus de difficultés à s'opposer à la pression de la réintégration militaire exercée par Moscou à travers des accords bilatéraux, comme ils l'ont annoncé fin 1995 après l'échec de l'approche du '*contre-bloc*'.

En théorie, l'OSCE pourrait jouer un rôle important dans la sécurité de l'Asie centrale et pourrait équilibrer le pouvoir russe, mais un grand nombre de questions restent sans réponses. L'OSCE, ne disposant ni d'une force militaire propre, ni de pouvoirs renforcés, n'est pas une alliance ou un mécanisme de sécurité collective. Si l'OSCE développe un ensemble de procédures pour la gestion des crises, la résolution des conflits et la construction de confiance, la Russie, en tant qu'Etat membre, pourrait

utiliser des provisions pour bloquer le processus de la prise de décision en Asie centrale, si elle juge que ces décisions iraient dans le sens opposé des intérêts de la Russie. Si le '*Centre de Prévention des Conflits*' de l'OSCE, basé à Vienne, avait mis sur pied des mécanismes pour prendre des initiatives sur le terrain, pour mettre fin à des hostilités, celle-ci serait certainement obligée de faire face à un veto russe. Moscou perçoit l'avenir de l'OSCE, non pas comme une restriction de l'action de la Russie mais plutôt comme un régime de sécurité eurasiennne, avec l'aide du COCONA, détaché de l'OTAN. Dans le cadre de ce régime, la Russie se verrait octroyer un droit de veto ; un régime sous lequel l'OTAN, l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) et la CEI, dirigée par la Russie, auraient leur juridiction spécifique²⁷.

10-3-2 Les éventuelles nouvelles alliances dans un cadre régional incertain.

Il existe un phénomène de convergence d'intérêts qui est considéré comme un premier pas dans la mise en place de nouvelles alliances. Le phénomène psychique de "*perception mutuelle*"²⁸, dont l'existence et l'importance peuvent se vérifier aisément dans le cas de la négociation tacite, joue également un rôle dans l'analyse de la négociation explicite : il s'agit ici de la *coordination des attentes*. Nous avons constaté la convergence des intérêts des Talibans, du Pakistan, de l'Ouzbékistan, de l'Arabie Saoudite et des Etats-Unis dans le cadre de la prise de Kaboul par les premiers mais cela ne vaut pas dire que l'Ouzbékistan soit pour autant enchanté de voir l'islamisme fondamentaliste des Talibans arrivé à ses portes via un Tadjikistan islamisé par l'opposition au régime de Immomali Rakhmanov.

*"Après les pourparlers entre la Russie et le Kazakhstan, quant à la mise en place d'une confédération d'une partie des ex-Républiques Soviétiques, Saparmurad Niyazov a suggéré que cette organisation s'étende aux pays potentiellement adéquats dont l'Iran, la Turquie, la République Tchèque la Slovaquie et la Pologne"*²⁹.

²⁷ MIHALKA. Michael, "*European-Russian Security and NATO's Partnership for Peace*", in RFE/RL, Vol 3, n° 33, août 1994 ; Cf. aussi The Economist, 26 novembre-2 décembre 1994.

²⁸ SCHELLING. Thomas C, Stratégie du conflit, op.cit.

²⁹ EIU, 3ème trimestre 1994.

Conclusion du chapitre.

“ Avec la Russie au nord, le Moyen-Orient islamiste au sud, les pays industrialisés à l'ouest, et les économies en plein essor de l'Asie du sud-est à l'est, l'Asie centrale va se retrouver au cœur d'une lutte économique et stratégique acharnée. Il y aura une importante compétition pour le contrôle de la production et du transport de ce pétrole. Le conflit actuel concernant les tracés de l'oléoduc afin de transporter le pétrole de la Mer Caspienne hors de la région, nous donne un avant-goût de cette compétition. Peut-être que personne n'a d'intérêt plus grand (que la Russie ; sous-entendu) dans le déroulement de la compétition en Asie ”³⁰. Ce problème ne concerne pas uniquement les Etats-Unis et il aura une influence directe sur les relations de l'Occident avec les pays grands producteurs de pétrole tout au long du XXI^e siècle. “ Concernant la Russie et les pays de l'Extrême-Orient, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient - nous, à l'ouest, devons définir nos objectifs énergétiques à long terme sans nous soucier des politiques intérieures des différents pays. Les enjeux sont trop importants. Quant aux Etats-Unis, faire la morale aux autres pays sur les affaires intérieures menacera, en fin de compte, la sécurité énergétique américaine et par voie de conséquence l'économie américaine. De nombreuses nations dépendent des Etats-Unis en tant que partenaire commercial et comme allié militaire. Par conséquent, quand la sécurité énergétique américaine est menacée, la sécurité nationale des autres nations l'est aussi ”³¹.

L'esprit avisé est aujourd'hui incapable de concevoir en pratique la sécurité sans la parité mondiale, sans un axe universel autour duquel s'articuleraient les composantes du système international. Ceci explique les critiques incessantes de la thèse d'un système unipolaire, dominé par la seule super-puissance restante, les Etats-Unis, de même que les spéculations sur l'inévitabilité d'un retour à la politique de l'équilibre des puissances. Scénarios pessimistes que Pierre Hassner qualifie à juste titre de “ nouveau Moyen - Age ” dans son analyse de l'environnement stratégique à venir, perçu comme perpétuellement instable.

³⁰ WYATT. Jr Oscar S, “ *Geopolitics of Oil in the twenty First Century* ”, discours tenu à la Conférence sur le Pétrole et le Financement, Londres, 2 novembre 1995.

³¹ *Ibid.*

CONCLUSION

« *La patience, la confiance et la croyance* », instantanément requises par l'ampleur des problèmes, comme le souligne Karl Offe, se trouvent précisément être les valeurs les plus dévaluées de l'ère post-totalitaire.

L'agitation politique et sociale dans les territoires de l'ancienne URSS, notamment en Asie centrale, constitue l'une des plus grandes mutations historiques de ce vingtième siècle. Elle est l'expression de l'effondrement chaotique d'un Empire associé à des tentatives simultanées pour essayer de bâtir de nouveaux Etats-nation. Etant donnée la complexité d'un tel processus, aucun observateur ne peut prétendre être capable de prédire l'issue de ce phénomène, ni ses conséquences. Cependant, ce qu'un analyste peut faire, c'est essayer de souligner les facteurs sous-jacents, les tendances de fond, qui peuvent orienter tous ces nouveaux Etats vers le chaos ou vers la stabilité. L'émergence d'Etats indépendants en Asie Centrale a augmenté le nombre de joueurs sur l'échiquier régional et attisé de nouveaux conflits qui pourraient bien finir par entraîner les vieux Etats de la région dans des guerres à grande échelle. « *En outre, la naissance de ces Etats a fait glisser le centre de gravité politique de la région vers la Turquie et vers l'Iran* »¹.

La naissance de nouveaux Etats dotés de population dans leur majorité musulmane a ouvert la porte à de nouvelles alliances entre ces Etats, le Pakistan et l'Afghanistan. « *En même temps, de nouvelles préoccupations ont surgi en Inde, dont la majorité est Hindouhiste : certains semblent penser que le temps des grandes manoeuvres géopolitiques est revenu ; il s'agirait cette fois encore de renforcer l'alliance stratégique avec la Russie, pour éviter que des régimes islamistes ne finissent par contrôler la vie politique et économique des deux côtés du passage de 'Khaïbar'* »². Toutes ces évolutions en Asie centrale ont créé de nouvelles opportunités diplomatiques pour la Chine, mais elles ont aussi élevé les risques d'instabilité politique et les tendances séparatistes à l'intérieur même de la République Populaire, surtout en ce qui concerne la population Ouïgour dans la province hautement stratégique du Sinkiang³.

¹ DAWISHA. Karen & PARROT. Bruce. The Russia and the New States of Eurasia New York Ed : Cambridge University Press 1994.

² MENON. Rajan & BARKEY. Henri J. « *The Transformation of Central Asia : Implications for Regional and International Security* », Survival vol 34, n° 4, hier 1992-93. Pour une discussion concernant les grandes manoeuvres géopolitiques dans la région au XIX° et XX° siècles, se reporter à RUBINSTEIN. Alvin. Z The Great Game : Rivalry in The Persian Gulf and South Asia New York Ed : Praeger 1983.

³ WALSH. J. Richard « *China and the New Geopolitics of Central Asia* » Asian Survey vol 33, n° 3, March 1993.

L'interaction entre toutes ces variables peut produire de nouvelles tensions et même des retournements importants de l'opinion publique. A ce jour, cependant, les formes militantes du nationalisme ; celles qui mettent en exergue l'exclusivité ethnique plutôt que de renforcer une conception civique de l'identité nationale, sont devenues des phénomènes dominants dans seulement quelques unes des nouvelles républiques centre-asiatiques issues de l'ex-URSS. L'évolution des forces militaires nationales reflète la contradiction des phénomènes politiques et économiques qui sont à l'œuvre dans ces nouveaux Etats. Les difficultés pour définir la nature des intérêts nationaux et la résistance des gouvernements dans la plupart des Etats à identifier un ennemi en puissance dans l'une des quelconque grandes puissances étrangères, ont fini par écarter les analystes militaires et les perspectives de conflit global pour centrer les esprits sur les conflits potentiels à l'échelle régionale. Autrement dit, l'alignement géostratégique au Sud, sud-ouest, et l'Asie centrale est en cours⁴.

Par ailleurs, l'intervention de la Russie dans son 'étranger-proche' ne peut pas être analysée, si on ne prend pas en considération la volonté de Moscou de renforcer ces influences dans les anciennes républiques, d'une part pour maintenir une structure plus ou moins cohérente de coopération politique, économique et militaire et, d'autre part, afin de consolider ces frontières (la frontière de la Fédération et plus loin, celle de l'ancienne URSS). Cette volonté traduit la processus de la 'régionalisation de la puissance russe'. Selon Jacques Levesque : « *Tous les ingrédients d'un scénario yougoslave sont en place sur le territoire de l'ex-URSS. Les populations russes des Républiques Baltes, de l'Ukraine et de d'autres anciennes Républiques pourraient être encouragées à proclamer leur indépendance sur les territoires où elles sont majoritaires et l'armée russe, là où elle est présente pourrait, sinon leur prêter directement assistance, du moins leur fournir des armes. C'est ce qui s'est passé en Moldavie, mais sans que l'on connaisse très bien les responsabilités de Moscou. Il suffirait qu'une politique plus aventuriste ou plus agressive s'y instaure pour que le pire arrive. L'étonnante bonne nouvelle est qu'il ne se soit pas encore produit.* ».

Un noyau géopolitique en Asie centrale est en train de se développer dans le sens où l'Iran voit en Turquie un frein à la renaissance islamique et l'Inde essaye de contenir les avancés du Pakistan dans la région. « *Les efforts de la Turquie de neutraliser les kurdes sur son territoire et ceux de Pakistan pour se positionner mieux en Afghanistan vont dans le même sens à savoir la consolidations de leur positions dans leurs propres pays avant d'aborder l'Asie centrale* »⁵.

⁴ VAUGHN. Bruce « *Shifting Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia* » in: Central Asian Survey Vol 13, N°2, 1994.

⁵ VAUGHN. Bruce « *Shifting Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia* » op.cit.

Il sera de plus en plus difficile d'éviter la tendance d'aller vers une autonomie ou une indépendance dans les sociétés multi-ethniques. La désintégration de l'URSS ou de la Yougoslavie a peut être caché la réalité principale, qui est une perte croissante de l'autorité de l'Etat central dans les Etats multi-ethniques. Il existe des exemples plus anciens tels l'Irak et les Kurdes, l'Inde et la Cachemire, l'Ethiopie et l'Eritré (avant l'indépendance de cette province), et finalement, l'Indonésie et le Timor oriental. Ce sont des cas de mouvements vers une réalisation de l'identité de chaque groupe de minorité. Il sera inutile de signaler que ce mouvement n'est pas propre au tiers monde ou à l'Europe de l'Est: l'Occident est amené à faire face à de telles réalités et ce d'une manière très sauvage : le référendum québécois relatif à l'indépendance ; le récent référendum belge qui avait comme enjeu la séparation des Wallons et des flamands et, finalement le cas de l'Italie du nord, sont les exemples les plus marquants. Il est intéressant de constater qu'il existe deux méthodes d'approche à cette question du séparatisme : une méthode dite négociée et une deuxième dites musclée. On remarque l'existence des deux méthodes aussi bien en occident qu'ailleurs. Les canadiens, les belges, les tchèques et les slovaques, les russes et les kazakhs ont abordé cette question par la voie des négociations ; le résultat n'a pas été forcément une séparation dans tous les cas. Plus la représentation de soi et de l'adversaire ethnique prend les couleurs d'un tabou national, plus la méthode musclée est invoquée; autrement dit, dans le cadre des vieilles nations, la mentalité féodale semble persister, malgré l'avance de ces sociétés vers une industrialisation. Le fait d'admettre qu'il faudrait abandonner une partie du territoire prendrait immédiatement les couleurs de l'impossible, de l'inimaginable, voire même d'une question d'aspect privé de la vie des habitants de ces pays. Il suffit de voir le cas kurde en Turquie, les Tamoules au Sri Lanka et dans le registre occidental, les basques en Espagne ou les irlandais en Grande Bretagne.

En face, la question cruciale à laquelle les pays du Nord font face, consiste en la stabilisation de la démarcation de ces limes. « *La guerre du Golfe n'est pas à proprement parler un conflit Nord/Sud; c'est un conflit de stabilisation du limes, un événement lié à l'instabilité de la démarcation Nord/Sud à cet endroit et destiné à la consolider* »⁶. Va-t-on assister à une stabilisation des 'guerres de démarcation des limites' des zones conflictuelles du Sud et des zones stables du nord en Asie centrale, en sachant que la guerre d'Afghanistan et celle de Tadjikistan en sont des premières ?

⁶ - RUFIN. J. Ch L'Empire et les nouveaux barbares Paris Ed: Pluriel 1993.

Dans ce contexte, l'Occident est de plus en plus consciente et soucieuse de la valeur de l'hydrocarbure centre-asiatique. Nous essayons de poser la question de la présence Occidentale dans cette zone en avançant quelques tendances fondamentales. Dans les cinq ans à venir, nous verrons les réserves mondiales se réduire considérablement. La demande augmentera au moins de 7 millions de barils par jour - voir même de 12 millions. Le monde disposera encore de beaucoup de pétrole dans les cinq ans à venir. Mais étant donné les prix actuels il sera extrêmement difficile pour la production et le transport d'aller au même rythme que la demande. Dans tout juste cinq ans, la bordure Pacifique pourrait consommer plus de pétrole que l'Amérique du Nord. L'approvisionnement de cette région sera encore plus précaire que celui des Etats-Unis ou de l'Europe. En effet, elle possède moins de 5% des réserves pétrolières mondiales et devra dépendre des importations pour plus de 70% de ses besoins pour les 10 ans qui viennent. Même la Chine devrait importer 2 millions de barils par jour dans 10 ans. D'ici 2010, la demande pourrait facilement dépasser 100 millions de barils par jour. Le journal *The Economist* affirme qu'aujourd'hui la demande pourrait doubler d'ici 2020 tandis que la population mondiale atteindrait 8 milliards. Cela représente un bond de 70.000 à 140.000 barils par jours. Ces statistiques devraient suffire à elles-mêmes : en effet, le monde consommera le chiffre incroyable de 140.000 barils de pétrole par jour dans seulement 25 ans. Or, aujourd'hui l'énergie est bon marché du fait que les responsables politiques occidentaux ne réalisent pas la montée de la consommation avec la baisse des réserves. Ce doublement des statistiques démontre que la politique énergétique sera fondamentale pour maintenir une stabilité internationale au XXI^e siècle.

« *Seuls l'Asie centrale et le Moyen-Orient - et éventuellement la Russie - disposent des réserves et des capacités de production capables de satisfaire la demande croissante dans les 25 années à venir* »⁷. En termes de stabilité politique, il s'agit là des trois régions les plus imprévisibles de la planète. Et le sort de la stabilité économique et politique sera suspendu au sort de ces régions. Le Moyen-Orient possède 65% des réserves mondiales connues. Cependant les pays industrialisés consomment 61% de la production mondiale. Nous savons que la stabilité du Moyen-Orient est menacée depuis des années. Une chose est sûre. Dans 5 ans, le monde ne pourra s'offrir le luxe d'imposer un embargo sur 3 millions de barils de pétrole par jour comme le cas de l'Irak aujourd'hui, qui pourrait facilement relancer sa production à 6 millions de barils par jour. Il est à penser que les Etats-Unis ne pourront se permettre un embargo sur 8 millions de barils de pétrole par jour qui correspond approximativement à la production de l'Iran, de l'Irak et de la Libye (dont le pétrole subit l'embargo des Etats-Unis).

⁷ WYATT. Jr Oscar S. « *Geopolitics of Oil in the twenty First Century* » discours tenu au Conférence sur le Pétrole et le Financement, à Londres, le 2 novembre 1995.

Et que dire de l'Asie centrale qui est encore plus instable que le Moyen-Orient? La région qui entoure la Mer Caspienne contient des réserves de pétrole qui n'ont rien à envier à celles du Golfe Persique. La Russie est le point d'interrogation dans l'avenir de l'Asie centrale et de ses abondantes richesses pétrolières. La Russie possède d'énormes réserves de pétrole bien que sa production ait chuté de près de 50% depuis l'année record de 1988. Elle fera de son mieux pour que les réserves d'Asie centrale n'échappent pas à son contrôle. Ceci est tout à fait compréhensible. Il en va de l'intérêt même de la Russie. Peut-on raisonnablement imaginer que la Russie reste silencieuse alors que certaines de ces anciennes républiques soviétiques commencent à amasser des richesses énergétiques et à acquérir leur indépendance dans les années à venir ? Jusqu'à présent, aucun gouvernement occidental ne met sérieusement en cause et encore moins ne conteste l'étendue de l'influence de la Russie sur les nouveaux Etats indépendant de la CEI.

Un *'grand jeu se met en place'* ; l'histoire se souvient ; le milieu des Empires reprend son rôle.

*« Il est un vase dont la raison loue la beauté,
Et qu'elle couvre de mille baisers amoureux.
Le maître du temps ne façonne de tels vases.
Que pour les briser à nouveau sur le sol ».*

Omar Khayaam

Bibliographie.

La préparation de cette bibliographie ne fut pas une tâche facile ; le souci d'être à la fois précis et bref nous a amené à réduire une partie des ouvrages et des articles qui reprenaient les problématiques traitées par d'autres auteurs. Nous avons jugé que les publications retenues peuvent être utiles d'une manière ou d'une autre aux lecteurs.

Une précision concernant les articles en russe s'impose. N'étant pas russophone, ils sont soit cités dans d'autres articles et des livres - auquel cas, les sources sont mentionnées -, soit traduits par des collaborateurs.

A - Ouvrage général sur l'Asie centrale

1) Livres

- ALLWORTH. Edward Central Asian Publishing and the Rise of Nationalism New York, 1965.
- ALLWORTH. Edward Central Asia: 120 Years of Russian Rule Durham N.C Ed: Duke University Press 1989.
- ALLWORTH. Edward The Nationality Question in Soviet Central Asia New York, Ed: Praeger Press University; 1973.
- ATKIN. Muriel « *Religious, National, and Other Identities in Central Asia* » in : GROSS Jo-Ann Muslims in Central Asia: Expressions of Identity and Change Durham Ed : Duke University Press 1992.
- BACON. Elisabeth E. Bacon Central Asian under Russian Rule Ithaca, New York Ed : Cornell University Press, 1966.
- BANUAZIZI. Ali, Weiner. Myron The New Geopolitics of Central Asia and Its Borderlands London 1994.
- BREMMER. Ian, TARAS, Ray Nations & Politics in the Soviet Successor States Cambridge Ed : Cambridge University Press 1993.
- CAGANT. R JAN. M LE milieu des empires Paris Ed: Robert Laffont 1990.
- CARRERE d'ENCAUSSE Hélène L'Empire éclaté Paris Ed: Flammarion 1970.
- CARRERE d'ENCAUSSE. H La gloire des nations. Fayard. Paris 1990
- CARRERE d'ENCAUSSE Hélène Le pouvoir confisqué Paris Ed: Flammarion 1980.
- CHOUKOUROV. Charif et Roustam Peuples d'Asie centrale Paris Ed : Syros 1994.
- COLLECTIF Disparition et renaissance des empires au Moyen-Orient et en Asie centrale Ed: Dunod 1992 Paris.
- COLTON. Timothy.J & LEGVOLD Robert After the Soviet Union New York, Ed: Norton & Vompany, 1992.
- CRITCHLOW .J Nationalism in Ouzbekistan Boulder Ed: Westview press 1990.
- DAWISHA. Karen & PARROT. Bruce. The Russia and the New States of Eurasia New York Ed : Cambridge University Press 1994.
- EICKELMAN Dale F Russia's Muslim Frontières Indiana University Press 1993.
- FIERMAN. William Soviet Central Asia Oxford Ed: Westview Press 1991.
- FOURNIAU. Vincent Histoire de l'Asie Centrale Paris Ed : PUF, Que sais-je ? n°2821, 1994
- GROSS. Jo-Ann Muslims in Central Asia London Ed : Duke University Press 1992.
- HOPKIRK. Peter The Great Game. The Struggle for Empire in Central Asia New York 1992.
- KUX. Stephan Soviet Federalism: A Comparative Perspective New York, Ed: Institute For East-West Security Studies, 1990.
- LANE. D. State and Politics in the USSR . Ed Basil Blackwell . 1985 Oxford.
- LEWIS. Robert A. Geographic Perspectives on Central Asia New York Ed : Routledge 1992.
- MESBAHI. Mohiaddin Central Asia and the Caucasus Florida Ed : University Press of Florida 1994.
- MANDELBAUM. Michael Central Asia and the World New York, Council on Foreign Relations 1994.
- RADEVANYI. J L'URSS, régions et nations Paris Ed : Masson 1990.
- RASHID. Ahmed The Resurgence of Central Asia Karachi Ed : Oxford University Press 1994.
- RASHID. Ahmed The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism? London Ed: Zed BOOKS, 1994.
- ROY. Olivier « *L'Asie centrale entre le soviétisme et le nationalisme* » in: Groupe de recherche « Temps mondial » Paris Ed : XERI, 1994.

- RUIZ. M Central Asia Mexico, Ed: El Colegio de México, 1982.
- SHIEKH ATAR. Alireza (en persan) Risheha-yé Raftar-é Siasí dar Asia-yé Markazi va dar Ghaghaz (The Roots of Political Behaviour in Central Asia and Caucasia), Tehran; Ed: The Institute for Political and International Studies; 1992.
- SHIRAZI. Habibillah (en persan) Melliathai -é Asiay-é Mianeh (Les nations en Asie Centrale), Tehran; Ed: The Institute for Political and International Studies; 1991.
- SMITH. Graham The Nationalities Question in the Soviet Union London Ed : England: Longman, 1990.
- ZENKOVSKY. Serge Pan-Turkism ans Islam in Russia Cambridge Mass Ed : Harvard University Press.
- ZAGORSKI. Andreï After the Desintegration of the Soviet Union: Russia in a New World Moscow Ed: MGIMO, 1992.

2) Articles

- DJALILI. Mohammad-Reza « *Caucase et Asie centrale : entrée en scène et recomposition géostratégique de l'espace* » in : Central Asian Survey n° 13 1994.
- BRILL OLCOTT. Martha « *Central Asia's Catapult ri Independance* » in : Foreign Affairs été 1992.
- BRILL OLCOTT. Martha « *Central Asia's Post-Empire Politics* » in : Orbis printemps 1992.
- BRILL OLCOTT. Marta « *The Myth of Central Asia* » in : Orbis Vol 38, n° 4 Juillet 1994.
- BRILL OLCOTT. Marta « *Sovereignty and the Near Abroad* » in : Orbis Vol 39 n° 3, 1995.
- BRUBAKER. Rogers « *Aftermaths of Empire and the Unmixing of Peoples: Historical and Comparative Perspectives* » in : AZRAEL. Jeremy Migration Within and From the Former USSR Santa Monica Ed : The Rand Corp 1992.
- CAPPIETERS. Bruno et les autres « *La région d'Asie centrale dans un nouvel environnement stratégique* » in : La Revue de l'OTAN n° 5 septembre 1996.
- DABEZIES. Pierre (S la D de) « *La Moyenne-Asie* » dossier in : Défense Nationale octobre 1992.
- GLEASON. G « *Central Asia: Land Reform and the Ethnic Factor* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 3 janvier 1993.
- GRESH. Alain « *Les Républiques d'Asie centrale s'engagent sur des chemins divergeants* » in : Le Monde Diplomatique Décembre 1992 .
- MENON. R & BARKEY. H. J « *The Transformation of Central Asia; Implication for Regional and International Security* » in : Survival hiver 1992-93
- RO'I. Yaccov « *Central Asian Riots and Disturbances 1989-1990: Causes and Context* » in : Central Asian Survey Vol 10, 1991.
- ROY. Olivier « *Frontières et ethnies en Asie centrale* » in : Hérodote n° 64 janvier/mars 1992.
- ROY. Olivier « *Un nouvel ensemble géostratégique: l'Asie centrale* » in: Monde arabe Maghreb-Machrek n° 136 avril/juin 1992.
- RUMER. B. Z « *The Gathering Storma in Central Asia* » in : Orbis Vol 37 n° 1 hiver 1993.
- RUPERT. J « *Dateline Tashkent: Post-Soviet Central Asia* » in : Foreign Policy n° 87 été 1992.

3) Les numéros spéciaux des périodiques sur l'Asie centrale.

- Autrement Asie central : Aux confins des Empires, Réveil et tumulte n° 64, octobre 1992.
- Cahiers de l'Orient Asie centrale : L'apprentissage de la démocratie premier trimestre 1996.
- Courrier International Chine, les mutations d'un géant Les dossiers du Courrier International, n° 1, avril 1997.
- Current History April 1994
- Financial Times Kazakhstan jeudi 11 juillet 1996.
- Géopolitique numéro spécial *La question russe* n° 54 été 1996.
- Géopolitique Eurasiatique CEI No: 2 Ed: Version originale Paris 1993.
- Hérodote Géopolitique du Caucase n° 81, avril/juin 1996.
- Papers on Islamic History Islamic Civilisation n° III. Oxford-Cassirer, 1973.
- Relations Internationales Asie centrale 1996.
- La revue du monde Musulman et de la Méditerranée « *Des ethnies aux nations en Asie centrale* ». n° 59-60, 1991 (Edisud. Aix-en-Provence).

B - Asie centrale, pays par pays**1) Kazakhstan**

- AKINER. Shirin « *Soviet Military Legacy in Kazakhstan* » in : Jane's Intelligence Review décembre 1994.
- ANDRÛSZ. G « *Kazakhstan - Political Perspectives and Military Prospects* » in : Jane's Intelligence Review n° 4 mars 1993.
- AYAGANOV. B.T, KOUANDYKOV. A.U et les autres « *Etnological Map of Kazakhstan* » in : IDK Almaty Ed : Institut for Developpement of Kazakhstan 1995.
- BRILL OLCOTT. Martha « *Perestroika in Kazakhstan* » in : Problems of Communism Vol 39 n° 4 Juillet/août 1990.
- DAVE. Bhavina « *Kazaks Struggle to Revive Their 'Language of Folklore'* » in : Transition 29 novembre 1996.
- Institut for Development of KAZAKHSTAN Kazakh tribalizm today, its characteristics and possible solutions (analytical report) Almaty 1996.
- GIROUX. A « *Kazakhstan : Potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI* » in : Le Courrier des pays de l'Est n° 327 septembre 1992.
- LEPINGWELL. John W. R. « *Kazakhstan and Nuclear Weapons* », RFE/RL Research Report 2 n° 8, 19 février 1993.
- NAZARBAIEV Noursuktan Sans droites ni gauches Paris Ed: L'âge d'Homme, 1993.
- NAZARBAIEV. N. « *Stratégie de développement du Kazakhstan comme Etat souverain* » in : Kazakhstanskaya Pravda 16 mai 1992.
- SCHWARTZ. Herman « *Legalizing the Power of One* » in : Transition 13 décembre 1996.
- USTIUGOV. Mikhaail « *Kazakh Power Play* » in : The Bulltin of the Atomic Sceintists Juillet/août 1993.
- VERTKIN. Dimitri « *Kazakhstan Independene and Armed Forces* » in : Defense Analysis vol 10 n° 1 avril 1994.
- WOFF. R « *Kazakhstan - National defence and Security Forces* » in : Jane's Intelligence Review n° 4 mars 1993.

2) Kirghizie

- BROWN. B « *Kazakhstan and Kirgызistan on the Road to democracy* » in : RFE/RL Research Report Vol 1 n° 48 décembre 1992.
- BROWN. Bess « *The Fall of Masaliev: Kyrghyzstan's Silk Revolution Advances* » RFE/RL Radio Liberty 19 avril 1991.
- ELEBAYEVA. Aynur « *The Osh Incident : Problems for Research* » in : Post-Soviet Geography Vol 33 n°1, janvier 1992.
- HUSKEY. Eugene « *Kyrghyzstan Leaves the Ruble Zone* » in : RFL/RE Vol 2, n° 35 septembre 1993.
- OMURALIEV. Nurbek « *The Influence of Ethnopolitical Processes on the Foreign Policy of Kyrghyzstan* (en russe) », Russian Littoral Project Working Paper UMCP/SAIS, June 1993.
- PANNIER. Bruce « *A Linguistic Dilemma in Kyrghyzstan* » in : Transition 29 novembre 1996.
- PANNIER. Bruce « *In the Land of Manas* » in : Transition 27 décembre 1996.
- PANNIER. Bruce « *President Acquires More Power in Kyrghyzstan* » in : Transition 7 février 1997.

3) Ouzbékistan

- ALIMOV. Kadir Alimov, « *The Rediscovery of Uzbek History and its Foreign Policy Implications* » Russian Littoral Project Working Paper n° 6, UMCP/SAIS, May 1993.
- CAVANAUGH. Cassandra « *Crackdown on the Opposition in Uzbekistan* » in : RFE/RL Research Report Vol n° 31, 31 Juillet 1992.
- CAVANAUGH. Cassandra « *Usbekistan looks south and east for role models* » in : RFE/RL Vol. 1 n° 40 Octobre 1992.
- Comité d'Etat ouzbek au privatisation Privatization Programm in The Ripublic of Uzbekistan Tachkent 1993.
- CRITCHLOW. James « *Will Soviet Central Asia Become a Greater Uzbekistan ?* » in : Report on the USSR Vol 2 n° 37, 14 septembre 1990.
- KANGAS. Roger. D « *Imposing Order on Uzbzkistan* » in : Transition 6 septembre 1996.
- KARIMOV. Islam Uzbekistan Along the Road of Deepening Economic Reform Tachkent, Ed: Uzbekiston, 1994.
- PANICO. Christopher. G « *Usbekistan's southern diplomatie* » in : RFE/RL Vol. 2 n° 13, mars 1993.
- SHARIPOV. Alishir « *The Undiscovered Country, Economic Prospects in Uzbekistn* » in : Harward Internaional Riview London; Vol XV, n° 3, Spring 1993.

- TOKGOZOGLU. Yalcin « *Uzbek Government Continues to Stifle Dissent* » in : RFE/RL Vol 2, n° 9 octobre 1993.
- URJEWICZ. Charles « *Pogroms en Ouzbékistan* » in : Hérodote n° 64 janvier/mars 1992.
- ZLOTOWSKI. Yves « *L'Ouzbékistan ou la transition enlisée* » in : Economie Internationale n° 60, 1^{er} trimestre 1995.

4) Tadjikistan

- « *The civil war in Tadjikistan* » in : Jane's Intelligence Review avril 1993.
- BROWN. B « *Tadjik Opposition to be Banned* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 14 avril 1993.
- BROWN. B « *Tadjikistan: The Conservatives Triumph* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 7 février 1993.
- DJALILI. Mohammad Reza & GRARE. Frédéric Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance Genève Ed : Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève 1995.
- KARIM. Farhad « *Re-Imagining Tajikistan: Exclusion in the Age of Nations* » in : BENNIS. Ph et MOUSHABECK. M Altered States New York Ed : Olive Branch Press 1993.
- LANGE. Keely « *Intervention and Conflict Resolution in Centrale Asie* » in : Swords and Ploughshares Illinois Ed : University of Illinois.
- MARTIN. Keith « *Tadjikistan Civil War Without End ?* » in : RFE/RL Vol 2, n° 33 octobre 1993.
- ORR. M « *The Civil War in Tajikistan* » in : Jane's Intelligence Review avril 1993.
- PANNIER. Bruce « *A Year of Violence in Tadjikistan* » in : Transition 7 février 1997.
- PANNIER. Bruce « *Just a Peace of Paper* » in : Transition 6 septembre 1996.
- RAD. M « *L'Islam au Tadjikistan* » in : Les Cahiers de l'Orient n° 27 troisième trimestre 1992.
- ROBIN. Barnett R « *The Fragmentation of Tajikistan* » in : Survival Vol 35, n° 4, hiver 1993-1994.
- TADJBAKHS. Shahrbanou « *The Bloody Path of Change, The Case of Post-Soviet Tajikistan* » in : Harriman Institut Forum Vol 6, n° 11, juillet 1993.
- THÖNI. Julien The Tajik Conflict : The Dialectic Between Internal Fragmentation and External Vulnerability 1991-1994 Switzerland Ed : PSIS, paper n° 3, 1994

5) Turkménistan

- ANDERSON. John « *Authoritarian political development in Central Asia : the case of Turkmenistan* » in : Central Asian Survey Vol 14 n° 4, 1995.
- BEZANIS. Lowell « *More Echoes of the Past in Turkmenistan* » in : Transition 7 février 1997.
- NIYAZOV. Saparmurat Unité Paix Consensus Paris, Ed: Noy, 1996.
- NIYAZOV. Saparmurat Indépendance Démocratie Prospérité Paris, Ed: Noy, 1996
- PANICO. Chitopher. G « *Turkmenistan Unaffected by winds of Democratic Change* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 4, janvier 1993.

C - Approche géopolitique

1) Général

- AKHTAR. Shameem « *Strategic Significance of Central Asia* » in : Pakistan Horizon Vol 45, n° 3, juillet 1992.
- ALLISON. Roy Adelphi Paper n° 280 Octobre 1993.
- ALMQUIST. P « *Arms Producers Struggle to Survive as Defense Orders Shrink* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 25, 18 juin 1993.
- BROWN. Bess « *Central Asian States Seek Russian Help* » in : RFE/RL Research Report Vol 2, n° 25, 18,06,1993.
- De PEARSON. F « *Le marché des armes de l'après guerre-froide et les pays les moins développés* » in : Culture et Conflit n° 4 hiver 1991-92.
- GLEASON. Gregory « *Fealty and Loyalty: Informal Authority Structures in Soviet Asia* » in : Soviet Studies Vol 43, n° 4, 1991.
- GUTIERREZ del Cid. Ana « *Las Respublicas Islamicas Exsovieticas y la Competencia Geopolitica entre Rusia, Iran y Turquia en la Region* » in : Relaciones Internacionales, 04,06, 1996.
- HAUNER. M « *Central Asian Geopolitics in the Last Hundred Years: A Critical Survey from Gorchakov to Gorbachev* » in : Central Asian Survey Vol 8 n° 1 1989.

- PARROTT. Bruce State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia New York Ed : MS Sharpe 1995.
- MENON. Rajan « *In the Shadow of the Bear* » in: International Security été 1995, Vol 20, n° 1.
- MIHALKA. Michael « *European-Russian Security and NATO's Partnership for Peace* » in RFE/RL Vol 3, n° 33, août 1994.
- RATER. Igor « *Est-ce que l'Asie centrale va exploser* » in : Respublika 06,02,1993.
- RUBINSTEIN. Alvin. Z The Great Game : Rivalry in The Persian Gulf and South Asia New York Ed : Praeger 1983.
- SAPIR. Jacques La reconstitution de l'armée soviétique Dossier n° 45, Paris Ed : La FEDN 1993.
- SCHOFIELD. C & PRATT. M « *Claims to the Caspian Sea* » in : Jane's Intelligence Review février 1996.
- SOLODOVNIK. Sergeï. V « *Central Asia : A New Geopolitical Profile* » Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.
- STARR Frederic S « *Making Eurasia* » in Foreign Affairs Vol 75, n°1, 01,02,1996.
- VAUGHN. Bruce Shifting « Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia » in : Central Asian Survey Vol 13, n° , 1994.
- VAUGHAN. Bruce « *Shifting Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia* » in: Central Asian Survey Vol 13, N°2, 1994.

2) Sécurité collective, CEI

- ALLISON. Roy. Le maintien de la paix dans les Etats successeurs de l'Union Soviétique . Paris Ed: Les cahiers de Chaillot. N° 18. 1994. BACHKATOV. Nina « *La CEI entre mythes et réalités* » in : Le Monde Diplomatique décembre.1996
- FOYE. Stephen « *The Armed Forces of the CIS : Legacies and Strategies* » in : FRE/RL Vol 3 n° 1 janvier 1994.
- FULLER. Elizabeth « *Azerbaijan's Relations with Russia and the CIS* » in : RFE/RL Research Report Vol 1 n° 43, 30 Octobre 1992.
- FULLER. Elizabeth. « *Russia, Turkey, Iran and the Karabakh Mediation Proces* » in: RFE/RL Vol 3, n°8, février 1994.
- GAPTA. Rakesh « *CIS: Prospect and Paradoxes of Military Union* » in: Strategic Analysis July 1993.
- GREEN. John « *The Peacekeeping Doctrine of the CIS* » in : Jane's Intelligence Riview Vol 5, n° 4, avril 1993.
- HUBER. K. J « *The CSCE and Ethnic Conftit in the East* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 31, 30 juin 1993.
- KAPELIOUK. A « *L'Armée Russe comme force de police...* » in : Le monde Diplomatique. Décembre 1992.
- LANGE. Keely. Y « *Intervention and Conflict Resolution in Central Asia* » in : Swords and Ploughshares l'université d'Illinois Vol VIII, n°2 et 3 hiver/printemps 1994.
- LOMME. Roland « *Géopolitique des frontières de la Communauté des Etats Indépendants* ». in : Relation Internationales et Stratégies n° 5 printemps 1992.
- MACFARLANE.S Nail « *La CEI et la sécurité régionale* » in: Etudes Internationales Québec, Vol 26, n°4, 1995,.
- RASHID. Ahmed « *Picking up the Pieces* » in : The Far Eastern economic Review 01,09,1992
- ROGOV. Sergeï et les autres Commonwealth Defense Arrangements and International Security Alexandria, Virginia Ed : Center for Naval Analysis juin 1992.
- SHEELY .Ann « *Seven States Sign charter Strengthening CIS* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 9, 26 février 1992.
- SHEELY. Ann. « *The CIS : A Progress Report* » in : RFE/RL Research Report Vol 1 n° 38, 25 septembre 1992.
- TEAGUE. Elizabeth « *The CIS : An Unpredictable Future* » in RFL/RE Vol 9, n° 1 janvier 1994.
- ZAGORSKI Andreï The Commonwealth of Independent States: Developements and Prospects Moscou Ed: MGIMO septembre 1992.

3) Nucléaire

- GEMAIN. P. J & S « *Les forces militaires dans le nouveau contexte stratégique* » in : Defanse Nationale octobre 1992.
- ISAKOVA. Irina Victorovna « *A New eurasian Security System?* » in: Brassey's Defense Yearbook, 1995.
- LEPINGWEL John W. R. « *Kazakhstan And Nuclear Weapons* » in : RFE/RL Vol 2 n° 8 19/02/93.
- MARPLES. David. R. « *Nuclear power in the CIS : A Reappraisal* » in : RFE/RL Vol 3, n° 22 juin 1994.
- NORRIS. R « *The Soviet Nuclear Archipelago* » in: Arms Control Today Janvier-Février 1992

SPECTOR. L, SMITH. J The Spread of the nuclear Weapons 1989-1990 Nuclear Ambitions Colorado Ed : Carnegie Endowment for International Peace 1990.
 ZAGORSKI. Andreï « *Post-Soviet Nuclear Proliferation Risks* » in : Security Dialogue septembre 1992

4) Rapports

A Helsinki Watch Report Conflict in the Soviet Union The untold Story of the Clashes in Kazakhstan Washington D.C, octobre 1990.
 Commission on Security and Cooperation in Europe *Trip Report on Turkmenistan, Kazakhstan and Kyrgyzstan*, 23-29 May 1992, Washington, D.C Juillet 1992.
 Commission on Security and Cooperation in Europe *Human Rights and Democratization in the Newly Independent States of the Former Soviet Union* Washington D C 1993.
CSCE Report on Tadjikistan Août 1993.
 DOBSON & GRANT « *Public Opinion and the Transformation of the Soviet Union* » in : Research Memorandum Ed : Office of Research, U.S. Information Agency, 7 janvier 1993.
L'Année Stratégique Paris Ed : IRIS/Dunod 1993.
L'Année stratégique Paris Ed : IRIS/ARLEA 1996.
 Institute of Peace « *Afghanistan and Post-Soviet Central Asia: Prospects for Political Evolution and the Role of Islam* » Special Report of the Study Group on the Prospects for Conflict and Opportunities for Peacemaking in the Southern Tier of Former Soviet Republics, Washington, D C 1992.
SIPRI Yearbook 1994 Stockholm Ed : Oxford University Press 1994.
SIPRI Yearbook 1996 Armement, Disarmement and International Security Stockholm Ed : Oxford University Press 1996.
Strategic Survey 1995/96 Londres Ed ; Oxford University Press 1996.

D - Economie.

1) Economie Générale

BARRY. F « *Les missions de la CEI : un bilan* » in : le Courrier des pays de l'Est n° 347 novembre 1992.
 BAXONI. A « *Vers une économie de marché en Asie centrale* » in : L'observateur de l'OCDE n° 180 février/mars 1993.
 De TINGUY. Anne & WIHTOL De WENDEN. Catherine Panoramiques Est: Ces immigrants qui viendraient du froid, 2^{ème} trimestre, n°14, 1994.
 CLAESSENS. Stijn & SHATALOV. Sergey « *Debt Legacy of the Soviet Empire: A Bumpy Road to Rescheduling* » in : Transition: The Newsletter about Reforming Economies (The World Bank), Vol 3 n° 6 septembre 1992.
 GIROUX. A « *Les États d'Asie centrale face à l'indépendance Ouzbékistan, République Kirghize, Tadjikistan, Turkménistan* » in : Courrier des pays de l'Est (CEDUCEE) Ed : La Documentation Française n° 388, avril 1994.
 GIROUX A et DICQUIAU. H « *Turkménistan* » in : Courrier des pays de l'Est (CEDUCEE) Ed : La Documentation Française n° 397-398, Paris, mars avril 1995.
 GLEASON. Gregory « *The Political Economy of Dependency under Socialisme: The Asian Republics in the USSR* » in : Comparative Communism Vol: XXIV, n°4, Décembre 1991.
 KAZER. M & MEHROTR. S The Central Asian Economies After Independence Londres Ed : Royal Institute of International Affairs 1992.
 MARINIE. Sh & WHITOCK. E « *Central Asia and Economic Integration* » in : RFE/RL Research Report Vol 2 n° 14, 2 avril 1993.
 SAPIR. J « *L'Union économique, condition essentielle des indépendances ?* » in : Hérodote n° 64 janvier/mars 1992.
 TIRASPOLSKY. A « *Les échanges de l'ex-URSS avec le monde extérieur en 1991-1992* » in : Le Courrier des Pays de l'Est n° 373 Octobre 1992

2) Energie

BARYLSKI. Robert « *Russia, the West, and the Caspian Energy Hub* » in : Middle East Journal Vol 49 n° 2 printemps 1995.
 BLANK. Stephan Energy and Security in Transcaucasia Washington Ed : SSI Strategic Studies Institute septembre 1994.

- BLANK. Stephan Energy, Economics and Security in Central Asia Washington Ed : SSI Strategic Studies Institute 1994.
- DORIAN. J, SHEFFIELD. I « *Central Asia's Oil and Gas Pipeline Network : Current and Future Flows* » in : Post-Soviet Geography Vol XXXV septembre 1994.
- GHORBAN. Narsi « *The Role of the Multinational Oil Companies in the Development of Oil and Gas Resources in Central Asia and the Caucasus* » Tehran Ed: The Institute for Political and International Studies (IPIS), Vol v, n° 1, Spring 1993.
- HOLOBOFF. Elaine « *Russia and Oil Politics in the Caspian* » in : Jane's Intelligence Review Février 1996.
- SHAMMAS. Pierre « *Energy Cooperation in Central Asia & the Global Perspective* » in : The Iranian Journal of International Affairs Téhéran Vol 2, n° 2 printemps 1993.

3) Rapports économiques

- Asian Development Bank Annual Report 1995.
- Banque de France, collection d'études La situation économique à l'étranger n° 82 janvier 1993 .
- CFCE, Dossier pays Kazakhstan Ed : Centre Français du Commerce Extérieur, Paris octobre 1996.
- CFCE, Dossier pays Ouzbékistan Ed : Centre Français du Commerce Extérieur, Paris octobre 1994.
- DEIK Bulletin Kazakhstan Kirghizistan Turkmenistan Uzbekistan Ankara 1995.
- Eastern Bloc Energy
- International Monetary Fund (IMF) Economic Review Pour les cinq pays d'Asie centrale. Washington D.C 1995
- International Monetary Fund (IMF) Economic Review on Tadjikistan Washington D C IMF, 1992
- Le FMI Rapport annuel. « *La situation économique en dehors de la zone O.C.D.E* », La C.E.I et les pays d'Europe centrale et orientale 1992.
- MARCHE DE L'EST Paris Nord/Sud Export Janvier 1997.
- Poste d'Expansion Economique Tachkent Ouzbékistan Paris Ed: CFCE octobre 1995.
- Poste d'Expansion Economique Almaty Kazakhstan Paris Ed: CFCE août 1996.
- Russian Petroleum Investor Juin juillet 1993, février, juillet 1996.
- The Economist Intelligence Unit (EIU) The Business Report Turkmenistan Grande Bretagne 1994, 1995, 1996
- WAEYENBERGER. S Turkmenistan, Export and Investment Opportunities Belgique Ed : BDBH. décembre 1994.
- World Bank :
- Kazakhstan Country Economic Memorandum 1995, 1996.
 - Kirghizistan Country Economic Memorandum 1995, 1996.
 - Tadjikistan Country Economic Memorandum 1995, 1996.
 - Turkmenistan Country Economic Memorandum 1995, 1996.
 - Uzbekistan Country Economic Memorandum 1995, 1996.

4) Intégration

- CHESTERIAN. Vicken « *Integration régionale incertaine en Asie centrale* » in : Le Monde Diplomatique décembre 1996.
- Collectif L'intégration régional dans le monde acte de colloque organisé en mai 1993 à Paris et publié en 1994.

E - Questions politiques, économiques et sociales.

1) Islam

- AHRARI. M.E « *The Dynamics of the New Great Games in Muslim Central Asia* » in : Central Asian Survey avril 1994.
- AKINER. Shirin Islamic Peoples of the Soviet Union Ed: Kegan Paul International Ltd; 1983.
- BENNINGSEN. Alexandre & LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal. Les soufis et le communisme Paris éd : Seuil 1986.
- BROWN. Bess « *Central Asia* » in : RFE/RL Vol 3 n° 1 janvier 1994.
- DEEB. Mary-Jane « *Militant Islam and the Politics of Redemption* » in : Annals of the American Academy of Political and Social Science, 524 (November 1992).
- GROSS. Jo-Ann Muslims in Central Asia Durham, N.C Ed : Duke University Press, 1992.
- KARAM. Patrick Le retour de l'islam dans l'ex-empire russe Paris Ed l'Harmattan 1996.
- MERNISSI. Fatima Islam and Democracy: Fear of the Modern World New York Ed : Addison-Wesley, 1992.

- RO'Ï. Yaacov « *The Impact of the Islamic Fundamentalist Revival of the Late 1970s on the Soviet View of Islam* » in: RO'Ï Yaacov (Ed) The USSR and Foreign Policy London Ed: George Allen & Unwin 1984.
- ROY. O « *fondamentalisme, intégrisme, islamisme* » in : Esprit avril 1985.
- ROY. O « *Sociétés musulmanes et régimes néo-soviétiques* » in : Les Cahiers de l'Orient n° 30, 1993.

2) Histoire

- BARTOD. V V Four Studies on the History of Central Asia 3 vols; Leiden; Ed: E.J Brill; 1956-63.
- BENNIGSEN. A « *L'Asie centrale soviétique durant la période 1956-1986* ». in : Central Asian Survey Vol 7 n° 213, 1984 .
- MANZ. B.F., « *Central Asian Uprisings in the 19th Century : Ferghana under the Russians* » The Russian Review n° 3, 1987.
- ROUX. Jean-Paul Histoire de l'Empire Mongol Paris Ed : Fayard 1993.
- WEINERMAN. E « *The Polemics Between Moscow and Central Asia on the Decline of Central Asia and the Tsarist Russia's Role in the History of the Region* » Slavonic and East European Review Vol 71, n° 3, juillet 1993.

3) Nationalisme

- GREENFIELD. Liah Nationalism: Five Roads to Modernity Cambridge Ed : Harvard University Press, 1992,
- GRIGOR SUNNY. Ronald « *State, Civil Society and Ethnic Cultural Consolidation in the USSR: Roots of the National Question* » in : DALLIN. Alexander & LAPIDUS. Gail The Soviet System in Crisis Boulder Colo Ed : Westview 1991.
- HROCH. Miroslav « *Language and National Identity* », dans RUDOLPH. Richard & GOOD. David Nationalism and Empire: The Habsburg Monarchy and the Soviet Union New York Ed : St. Martin's 1992.
- EDEN. Naby « *Ethnicity and Islam in Central Asia* » Central Asian Survey Vol 12 n° 2, 1993.
- SMITH. Anthony National Identity London, Ed: Penguin 199.
- STALINE. Joseph Le communisme et la Russie Paris Ed : Denoël, 1968.
- STALINE. Joseph On the National question London; Ed : Laurence and Wishart 1942.

4) Drogue

- BEZANIS. Lawell « *An Enlarged Crescent* » in : Transition 20 septembre 1996.
- LABROUSSE. A. La planète des drogues Paris Seuil, 1993.
- LANGE. Keely « *When Drog Lords are Warlords* » in : Transition 20 septembre 1996.
- PANNIER. Bruce « *Drog Traffic on the Rise in Central Asie* » in : Transition 20 septembre 1996.

F - La Russie et l'URSS

- « *L'armée russe à la recherche de son identité* » in : Défense Magazine n° 9,
- ALISON. Roy « *Russian Peacekeeping - Capabilities and Doctrine* » in : Jane's Intelligence Review décembre 1994.
- BAZOGLU. Sezer « *Russia and the South : Central Asia and Southern Caucasus* » in : Europeen Security Vol 5, n) été 1996.
- BLANK. Stephan « *Russia, the Gulf and Central Asia in a New Middle East* » in : Central Asian Survey Vol 13 n° 2, 1994.
- BONIFACE. Pascal « *Une doctrine Monroe pour la Russie* » in : Collectif Vers un nouvel impérialisme Russe? Paris, acte de colloque CRESPI 2 décembre 1993.
- CLARK. Susan. J « *The Russian Military in the Former Soviet Union* » in : Jane's Intelligence Review décembre 1994.
- DANNREUTHER Roland « *Russian Central Asia and the Persian Gulf* » in : Survival vol 35, n° 4, winter 1993
- DE TINGUY Anne « *La Russie a-t-elle une politique à l'égard de son sud* » in : Cahiers d'études sur la Méditerranée et le Monde Turco-Iramien juillet 1993
- ERICKSON. John « *Une doctrine militaire équivoque en Russie* » in: Le Monde Diplomatique. janvier 1994.
- FITZGERALD. Mary C. « *Russia's New Military Doctrine* » in : RUSI Journal Octobre 1992.
- FOYE. S « *The Soviet Legacy* » in RFE/RL Research Report Vol 2 n° 25, 18 juin 1993.
- FULLER. Elizabeth « *Turkish Russian Relations 1992-1994* » RFE/RL Vol 3, n° 18 mai 1994.
- FULLER Jr William C Strategy and Power in Russia 1600-1914 New York Ed : Free Press, 1992.
- GAULLIET. Jacques Vers un nouvel impérialisme russe? Ed : CRESPI/IRIS. Paris 1994.

- JOHANSON & MILLEE Russian Security After the Cold War: Seven Views from Moscow Washington D C, Ed: Brassey's, 1994.
- KLATT. Maetin « *Russian's in the Near Abroad* » in : RFE/RL Vol 3, n° 32 août 1994.
- KOZYREV. Andreï « *La nouvelle Russie et l'Alliance Atlantique* » in: Revue de l'OTAN, n° 41, février 1993. .
- LACOSTE. Yves « *De l'étrange fin d'un empire* » in : Hérodote Janvier/mars 1992.
- LESAGE. Michel « *Comment la Russie est gouvernée* » in : Courrier des Pays de l'Est n°414 novembre 1996.
- Le Conseil de la Politique Internationale de la Fédération de Russie avec la participation de : VAIENBERG. L., GRATCHEV . A et les autres « *Regards sur la stratégie de la Russie pour l'avenir* » in: Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz (repris d'un article paru dans Nzavismiaya Gazeta), Vol 1, n° 4, printemps 1993
- MACMICHAEL. S « *Russia's New Military Doctrine* » in : RFE/RL Research Report Vol 1 n° 40 9 octobre 1992.
- MESBAHI Mohiaddin « *Russian Foreign Policy and Security in Central Asia ant the Caucasus* » in : Central Asian Survey vol 12, n°12, 1993
- OMIDVARNIA. Mohamad (en persan) Rishéha-yé Degargouni dar Etahad-é Djamahir-é Showravi (les racines de trnasformations en URSS), Tehran; Ed: The Institute for Political and International Studies; 1991.
- PANNIER. Bruce & RUTLAND. Peter « *Central Asia's Uneasy Partnership withe Russia* » in : Transition 15 novembre 1996.
- RAEVSKY. Andreï. « *Developement of Russian National Security Policies Military Reform* » Ed : Travaux de recherche Nations Unies. New York 1993.
- SABLIER. Edouard La diplomatie des mers chaudes, Paris Ed : Spectacles du Monde décembre 1994.
- SAKWA. Richard Russian Politics and Society Londres Ed : Routledge, 1993
- SAPIR. J « *Les implications stratégiques de la décomposition de l'URSS* » in : Hérodote Janvier/mars 1992.
- SNYDER. Jed. C « *Russian Security Interests on the Southern Periphery* » in : Jane's Intelligence Review décembre 1994.
- STARR. Barbara « *Soviet boat yards in disarray* » Jane's Defence Weekly 21 décembre 1991.
- YELTSINE Boris. N The Struggle for Russia New York Ed: New York Times Books 1994.
- VASSILIEV. A « *Le nouvel ordre régional vu de Moscou* » Monde arabe Maghreb Machrek n° 136 avril/juin 1992.

G - Environnement du système : les autres pays et zones de la région.

1) Afghanistan

- QUINTANA PALI. Santiago. Afganistán, Encrucijada Estratégica del Asia Central. Mexico Ed : Unam 1986.
- PARK. Alexander Afghanistan and Post-Soviet Central Asia: Prospects for Political Evolution and the Role of Islam Washington, D.C Ed : U.S. Institute of Peace, 1992.
- ROY. O « *Afghanistan : War as a Factor of Entry into Politics* » in : Central Asian Survey Vol 8 n° 4 1989.
- ROY. Olivier « *Avec les Talibans, la charia plus le gazoduc* » Le Monde Diplomatique Novembre 1996.
- ROY. O « *La crise afghane au miroir des ambitions étrangères* » in : Le monde Diplomatique juillet 1993. .
- ZIDABADI-NEJAD. Ahmad « *Afghanistan, les combats pour le pouvoir* » in : Iran-é Farda Téhéran n° 2 août-septembre 1993.

2) Caucase - Transcaucasie

- BLAN. Stephen « *Russia's Real Drive to the South* » in : Orbis Vol 39 n° 3, 1995.
- FULLER. Elizabeth « *Azerbaijan Leadership Brooks No Opposition* » in : Transition 7 février 1997.
- FULLER. Elizabeth « *Paramilitary Forces Dominate Fighting in Transcaucasus* » in : RFE/RL Vol 2, n° 25 juin 1993.
- FULLER. Elizabeth « *The Transcaucasus :War, Turmoil, Economic Collapse* » in : RFE/RL Vol 3 n° 1janvier 1994.
- FULLER. Elizabeth « *Transcaucasia : Doomedto Strategic Partnership* » in : Transition 15 novembre 1996.
- VANER. Semih « *Les ambitions de l'Azerbaïdjan* » in : Politique Internationale n° 57 automne 1992.

3) Chine et les Ouïgours

- BEZANIS. Lowell « *China Strikes at Uighur 'Splittists'* » in : Transition 23 août 1996.
- CONSTANCE. Hélène. H « *Séparatisme au Xinjiang* » in : Les Cahiers de l'Orient n° 4, 3^{ème} trimestre 1994.
- SEGAL. G « *China and the Desintegration of the Soviet Union* » in : Asian Survey Vol XXXII n° 9 septembre 1992.

- MARTIN. Keith « *China and Central Asia : Between Seduction and Suspicion* » in : RFE/RL Vol 3, n° 25 juin 1994.
 WACKER. Gudrun « *China Builds Ties Trade Across Its Western Border* » in : Transition 23 août 1996.
 WALSH. J. R « *China and the new Geopolitics of Central Asia* » in : Asian Survey Vol XXXIII n° 3 mars 1993.

4) Etats-Unis.

- SIMES. D. K « *America and the Post-Soviet Republics* » in : Foreign Affairs été 1992.

5) Inde

- AHMAR. Moonis « *India and its Role in the New Central Asia* » in : Pakistan Horizon Vol 45, n° 3, juillet 1992.
 INDER SINGH. Anita « *India's Relations with Russia and Central Asia* » in : International Affairs (Royal Institut of International Affairs London) Vol 71, n) 1 janvier 1995.

6) Iran

- ADELKHAH. F, BAYART. JF, ROY. O Thermidor en Iran Paris Ed : Complexe 1993.
 CHUBIN. Shahram Iran's International Security Policy Washington D.C Ed : Carnegie Endowment Book 1994.
 De LAGE. O « *Illusoire sécurité collective sans l'Irak et l'Iran* » in : Le monde Diplomatique février 1993.
 DIGARD. Jean-Pierre (S la D de) Le Fait Ethnique En Iran Et En Afghanistan Ed du CNRS Paris 1988.
 DIGARD. J.P, HOURCADE. B, RICHARD. Y L'Iran au XX° siècle Paris Ed : Fayard 1996.
 DJALILI. Mohammad-Reza Diplomatie Islamique 1989 Ed PUF Paris.
 DJALILI. Mohammad-Reza Iran: vers un nouveau rôle régionale? Paris Ed: La Documentation Française janvier 1994.
 MORTEZA. Matin-Ulrahman « *Toté-éié Binomellali baray-é dour Négah Dashtan Iran va Pakéstan as Assiay-é Markazi (Complot international pour éloigner l'Iran et le Pakistan de l'Asie centrale)* » in: Madjalay-é Motaléat Asiyai-é Markazi va Ghafghaz. (La Revue de l'Asie Centrale et du Caucase). Téhéran Ed: Ministère des affaires Etrangères Vol 2, n° 3, hiver 1994.
 PIPES. D & CLAWSON. P « *Ambitious Iran Troubled Neighbors* » in : Foreign Affairs 1992-93 Vol 72 no 1.
 ROY. O « *L'Iran et son environnement régional* » in : Défens Nationale octobre 1992.
 ROY. O « *Téhéran: le poids des armes* » in : Politique étrangère n° 60 1993.
 SABLIER. Edouard La diplomatie des mers chaudes, Paris Ed : Spectacles du Monde décembre 1994.

7) Kurdistan

- BULLOCH. John et HARRY. Morris. No friends but the mountains New York Ed : Routtege. 1992.
 BLEU. Joyce Les Kurdes et le Kurdistan 1977-1986. Téhéran/Paris, Institut Français de Recherche en Iran; bibliographie critique. 1989.
 BROWN. L. C. « *Bâtir sur du sable? La politique américain au Moyen-Orient. 1945-1991.* » in : Monde Arabe Maghreb-Machrek. La Documentation Française. 132. Avril-juin 1991.
 CHALIAND. Gérard (s la d.). Le Kurdes et le Kurdistan Paris Ed : Maspéro 1981.
 CHALIAND. Gérard Le Malheur Kurde Paris Ed : Seuil. 1992.
 EAGLETON. Jr. William. La République Kurde de 1946 Paris Ed : Complexe. 1962.
 FRANKLAND. Erich G « *A New Nationalism for A New World Order The Kurds* » in: Small Wars & Insurgencies (London), Volume 6, automn, n°2, 1995.
 IZADY. Mehrdad « *The Geopolitical Realities of Kurdistan vs. Hopes for a New World Order* » in : BENNIS. Ph et MOUSHABECK. M Altered States New York Ed : Olive Branch Press 1993.
 JMOR. Salah L'origine de la question kurde Paris Ed : L'Harmattan 1994.
 JULIEN. C « *Amère Victoire* ». In : Le Monde Diplomatique Août 1991.
 KRYANBREAK. S (s la D). The Kurdes New York Ed : Routtege 1992.
 PICARD. E. (s la d.) La Question Kurde Paris Ed : Complexe. 1991.

8) Pakistan

- AKHTAR S « *Strategic Significance of Central Asia* » in : Pakistan Horizon Vol 45 n° 3 juillet 1992.
 DASTARAK. A ² LEVENT. M « *Décomposition politique au Pakistan* » in : Le Monde Diplomatique Juillet 1993.
 ETIENNE. Gilbert « *Le Pakistan et l'Asie centrale* » in : Central Asian Survey Vol 13, n° 1 1994.

- GRARE. Frederique Le Pakistan face à l'Asie centrale Genève, Ed: PSIS, Programme d'Etude Stratégique et de Sécurité Internationale, 1995.
- HASHIME. F. A « *The Futur of Central Asia* » in : Pakistan Horizon Vol 45 n° 3 juillet 1992.
- HUSSAIN. M « *Les Républiques d'Asie centrale en pleine crise d'identité...sous le regard intéressé de leur frère pakistanais* » in : Newsline (Karachi-Pakistan) reprise par Le Courrier International n° 113 30 décembre 1992.
- MALIK. I. H « *Issues in Contemporary South and central Asian Politics* » in : Asian Survey Vol XXXII n° 10 . octobre 1992.

9) Turquie

- BARTHOLD. W. Histoire des Turcs d'Asie centrale Paris 1945.
- BOZARSLAN. Hemit « *La Turquie, un défi permanent au nationalisme kémaliste* » in : PICARD. Elisabeth La question kurde Editions complexe 1991 Paris.
- CAHEN. C Pre-Ottoman Turkey, Londres, 1968.
- COPEAUX. E « *Le rêve du loup gris* » in : Hérodote n° 64 janvier/mars 1992.
- ÇILLER. Tansu « *La Turquie et l'OTAN* » in : La Revue de l'OTAN n° 2, avril 1994.
- VANER. Semih « *Le jeu régional de la Turquie* » in : Le Monde Diplomatique Avril 1991.
- VANER. Semih Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran Ed: L'Harmatan 1992 Paris.

H - Ouvrages théorique

1) Théories de Relations Internationales

- ALLISON. Graham. T Essence of Decision Making Boston Ed: Little Brown 1971.
- BADIE. Bertrand « *Ruptures et innovations dans l'approche sociologique des Relations Internationales* » in : Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée Paris n° 68-69, 1994
- EASTON. David Varieties in political theory Englewood Cliffs, New Jersey, Ed : Prentice Hall 1966.
- FREEMAN & JOB « *Scientific Forcastes in International Relations: Problems of Definitions and epistemology* » in : International studies Quarterly Vol 23, n° 1, Mars 1979.
- GADDIS. John. Lewis « *International Relations and the End of the Cold War* » in : International Security Vol 17 n° 1 hiver 1992/93.
- GADDIS. John Lewis Tectonics, History, and the End of the Cold War, Ohio Ed : State University: The Mershon Center, 1992.
- GRAY. Colin. S The Geopolitics of the Nuclear Era : Heartland, Rimlands ant the Technological Revolution New York Ed : Crane Russak 1977.
- KAPLAN. Morton A System and Process in International Politics New York Ed: John Wiley and Son 1967.
- KEOHANE. Robert. O & NYE. Joseph. S Power interdependence: World politics in Transition Boston Ed: Little, Brown 1977.
- KRASNER. Stephen.D International Regims London; Ed: Cornell University Press; 1993.
- SCHELLING Thomas. C La stratégie du conflit Paris Ed : PUF. 1986.
- WALTZ. N. Keneth Theory of international politics New York Ed : Random House 1979.

2) Ouvrage sur les Relations Internationales

- FOUCHER. Michel Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique Paris Ed : Fayard 1991 .
- KENNEDY. Paul Naissance et déclin des grandes puissances Paris Ed : Payot 1988.
- LAÏDI Zaki Un monde privé de sens Paris Ed: Fayard 1994.
- MERLE Marcel La crise du Golfe et la nouvel ordre international Paris Ed: Economica 1991.
- RUFIN. Jean-Christophe L'Empire et les nouveaux barbares Paris Ed : la Pluriel 1991.
- SAÏD. Edward Culture and Imperialism New York Ed : Knopf, 1993.

3) Ouvrage théoriques de la sociologie, de l'économie et de l'histoire.

- ANDERSON. Benedict Immagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism London Ed: Verso 1983.
- ARRENDT. H Le système totalitaire Paris Ed : Seuil 1951.
- BADIE. Bertrand & BIRNBAUM. Pierre Sociologie de l'Etat Paris Ed: Pluriel 1982.
- BRUNO. Etienne, « *L'Etat, le Savant et le Politique* » in : Enjeux Sahariens 1984.
- CARR. E.H. What is History ? New York Ed : Vintage Books 1961.

- ELIAS. Norbert Engagement et distanciation Paris Ed : Fayard 1993.
- FERRY. L & KOUCHNER. E. P « Théorie du totalitarisme » in : KRAWITZ. M & LECA. J Traité de science politique Tome 2 Paris Ed : PUF 1985.
- FUKUYAMA. Francis « The end of the History? » in : The National Interest n° 16 été 1990.
- HASSNER. P « Le totalitarisme vu de l'ouest » in : HERMET. G Totalitarisme Paris Ed : Economica 1984.
- HERMET. Guy Culture et démocratie Paris Ed: Albin Michel/UNESCO 1994.
- HIRSCHEMAN. A. O Face au déclin des entreprises et des institutions publiques Paris Ed : Editions Ouvrières 1972.
- HIRCHEMAN. A. O National Power and the Structure of Foreign Trade Californie Ed: Berkely University of California Press, 1945.
- JACKSON. Robert Quasi-States Sovereignty, International Relations and the Thierd Wolrd Cambridge Ed : Cambridge University Press 1990.
- LECA. J « L'hypothèse totalitaire dans le tiers monde, les pays arabo-musulmans » in : HERMET. G Totalitarisme Paris Ed : Economica 1984.
- LINZ. J The Breakdown Of The Democratic Regims : Crisis, Breakdown and Reequilibration Baltimor Ed : John Hopkins University Press 1980.
- MOORE. B Les origines sociales de la dictature et de la démocratie Paris Ed : Maspero 1969.
- OFFE Clause « Vers le capitalisme par construction ... » in : Revue Française de Science Politique n° 42, décembre 1992.
- POLANYI. Karl The Great Transformation New York Ed: Farrar and Reinhart 1940.
- POMIAN. Krzysztof L'ordre du temps Paris Gallimard 1984.
- ROSTOW. W.W. The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto Cambridge Ed: Cambridge University Press, 1960.
- ROUQUIE. A « Changement politique et transformation des régimes » in : KRAWITZ. M - LECA. J Traité de science politique Tome 2 Paris Ed : 1985.
- SFEZ. Lucien La symbolique politique Paris Ed: PUF, Que sais-je? 1988.
- SIMMEL. Georges Le conflit Saulxures Ed: Circé 1992.
- WEBER. Max Economie et société Paris Ed: Plon Tome I, 1971.
- WEBER. Max Le Savant et la Politique Paris Ed: Plon 1959.

I - Divers

1) Les rapports

L'ONU Document du Conseil de Sécurité 05,01,1994.

L'ONU Rapport du secrétaire général sur la situation au Tadjikistan mai 1994.

Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par Rapport d'Assemblée Nationale :

- MONTESQUIOU. Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée.

Report On the Bottom-up Review Les Aspin Secretary of Defence octobre 1993

- Commission des affaires étrangères, Rapport d'information n° 1951 De MONTESQUIOU. Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée Paris Ed : Assemblée nationale Paris 1994.

- Commission des affaires étrangères, Groupe d'amitié CHEVENEMENT. Jean-Pierre Mission du groupe d'Amitié France-Turkménistan Paris Ed : Assemblée nationale Paris 1996.

- Commission des affaires étrangères, Rapport d'information n° 2975 De LIPKOWSKI. Jean L'Union Européenne et la CEI :un rendez-vous manqué ? Paris Ed : Assemblée nationale Paris juillet 1996.

2) Les interview

CHEVALERIAS. Alain Entretien avec Ali-Akbar Velayati, « Diplomatie iranienne : l'art du paradoxe » in : Politique Internationale n° 68, été 1995.

Pravda 3, juin 1993, Interview avec Roslan Hassabollahov, the Ex-Chaireman of the Russian Federation's Supreme Council. By SLAVIN. Boris.

RAD. Mina entretien avec Islam Karimov « L'Ouzbékistan à l'heure de Moscou » in : Politique Etrangère Paris n° 64 été 1994.

'Forty Years in Soviet Foreign Relations' ; Interview avec Henry Trufimenko in : Soviet Observer New York Ed : Université de Colombia Vol II n° 3, mars 1991.

3) Atlas

CARATINI. R L'encyclopédie des minorités Paris Ed : Larousse 1986.

SELLIER. J & A Atlas des peuples D'Orient. Moyen-Orient Caucase Asie centrale Paris Ed : La Découverte 1993.

SZAJKOWSKI. Bogdan Encyclopaedia of Conflicts Londres Ed : Longman 1993.

4) Travaux de recherche non-publiés

MECHET. Philippe Henri L'eau douce : un enjeux stratégique Travail de recherche dans le cadre du DEA des Relations Internationales de la Sorbonne Paris. Novembre 1994.

SOLODOVNIK. Sergeï. V « *Central Asia : A New Geopolitical Profile* » Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.

TAVASSOLI. Darius A.R La recomposition de l'Asie centrale Paris, université de la Sorbonne, mémoire de DEA (non-publié) 1992-93.

TAVASSOLI. Darius. A.R Turkménistan Exportations et opportunités d'investissement Paris 1995 Ed : CFCE (travail non publié) octobre 1995.

5) Documents divers

La Constitution de l'Union Soviétique Dictionnaire analitique Moscou Ed : Progress 1982.

JAN. M Le voyage en Asie centrale et au Tibet Paris Ed : Robert Laffont 1991.

FRAMKIN. G (en persan) Bastan Shenasi dar Asia-yé Markazi (Archaeology in Soviet Central Asia) Tehran; Ed: Ministère des Affaires Etrangères; 1993.

L'Etat du Monde Edition 1993. Ed complexe Paris 1992. 1993,1994, 1995, 1996.

Ramses Ed: IFRI 1992, 1995, 1996.

J - Liste des journaux et des quotidiens**en anglais**

Central Asia & Caucasian Review, Daily Report Central Eurasia FBIS-SOV, Financial Times, The International Herald Tribune, Journal of Conflict Resolution, MEED Middle East Business Weekly, Military News Bulletin, Middle East Economic Digest, Newline (Karachi-Pakistan), Moscow News, New Times (Moscou), RFE/RL Daily Report, Soviet Armed Forces Review Journal, Tehran Times

en espagnol :

El Pais, Relaciones Internacionales

en français :

Le Courrier International, Le Figaro, Le MOCI, Le Monde, Libération, Nord/Sud export, TTU Très Très Urgent Lettre hebdomadaire des informations stratégiques, Europe de l'Est. TTU : Monde Arabe.

en persan :

Etélaât, Iran-é Farda, Iran Times, Kayhan Havaï, Kayhan, Ressalat ;

en russe :

Itar-Tass, Izvestia, Kazakhstanskaya Pravda, Moskovskii-Novosti, Nezavisimaya-Gazeta, Respublica, Turkmenstanskaya-Iskra.

Mais aussi d'autres journaux russe et des journaux turcs et allemands, traduits par le CIRPA ou le Courrier International, cités dans le texte.

INSTITUT FRANÇAIS
BIBLIOTHÈQUE

